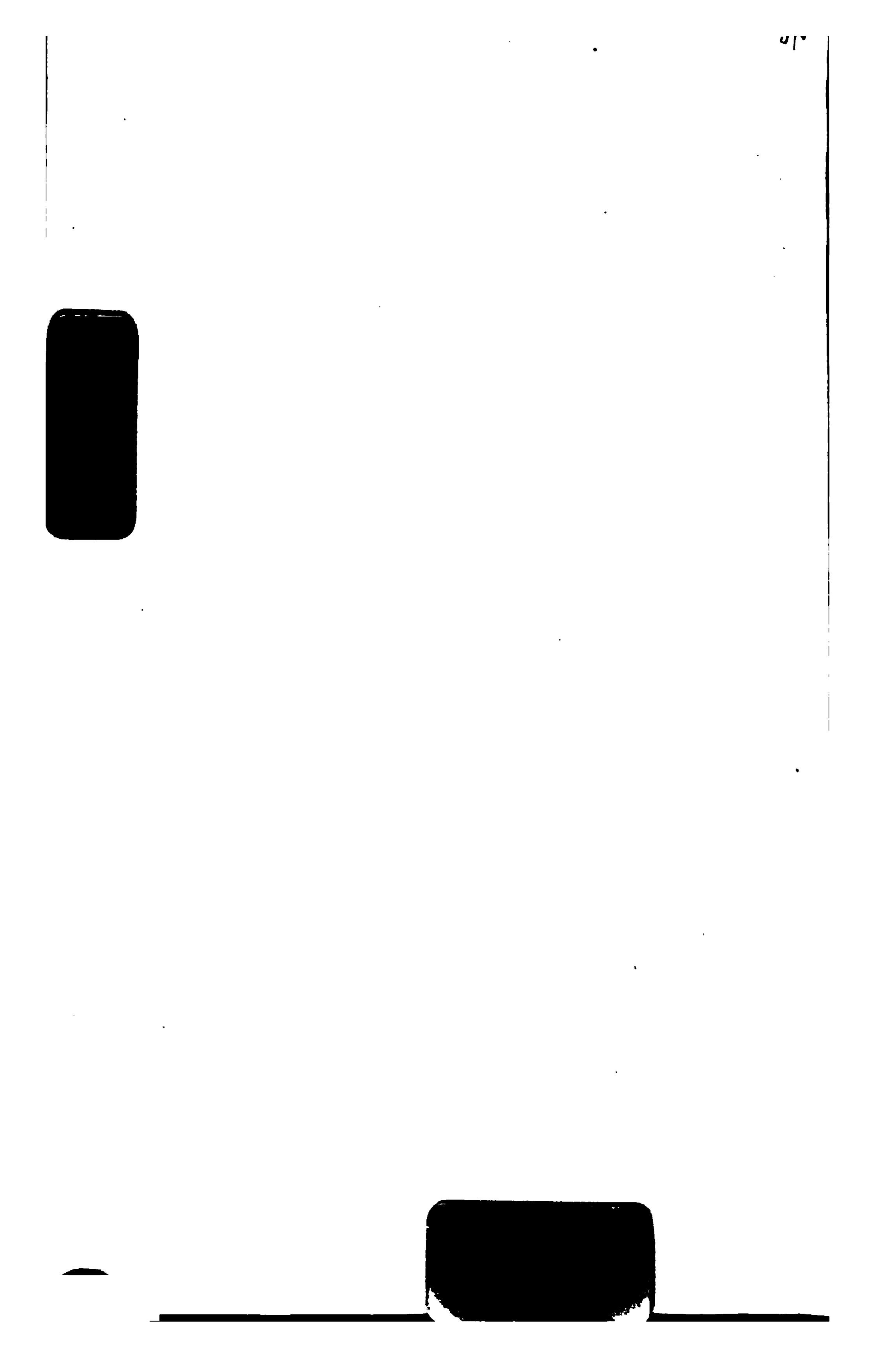


INTRODUCTION HISTORIQUE

AU

DROIT ROMAIN

BRUXELLES
M. WEISSENBRUCH, IMP. DU ROI
45, RUE DU POINÇON

INTRODUCTION HISTORIQUE

AU

DROIT ROMAIN

MANUEL-PROGRAMME

POUR SERVIR AUX COURS UNIVERSITAIRES ET A L'ÉTUDE PRIVÉE

COMPRENANT UNE CHRESTOMATHIE ÉLÉMENTAIRE

ET QUELQUES LINÉAMENTS D'HISTOIRE LITTÉRAIRE ET BIOGRAPHIQUE

PAR

ALPHONSE RIVIER

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

L'histoire est comme un souffle vital qui anime le droit. Isolé de la philosophie et de l'histoire, le droit n'est plus que la froide analyse d'un texte ou d'un précepte; analyse nécessaire, sans doute, mais insuffisante pour constituer la science qui inspira les jurisconsultes romains et la mémorable école du seizième siècle.

M. GIRAUD (de l'Institut).

NOUVELLE ÉDITION

BRUXELLES

GUSTAVE MAYOLEZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, RUE DE L'IMPÉRATRICE, 13

PARIS	LEIPZIG	MADRID
G. PEDONE-LAURIEL libraire-éditeur, rue Soufflot, n° 13.	F.-A. BROCKHAUS librairie allemande et étrangère, ancienne et moderne.	CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE libraire, plaza de Santa-Ana, 8.

1881

AVANT-PROPOS DE LA PREMIÈRE ÉDITION.

Ce volume, qui n'a pas la prétention d'être un livre, est le résultat de plusieurs années d'enseignement aux universités de Berlin, de Berne, de Bruxelles.

En le publiant, j'ai en vue deux buts distincts.

D'abord, je crois servir les intérêts immédiats du cours d'Introduction historique au Droit Romain. Aucun professeur ne l'ignore : il n'est rien de fastidieux, soit pour celui qui parle, soit pour ceux qui l'écoutent, comme l'exposé oral de certains détails matériels, tels que les noms, les dates, les chiffres. Puis, entre l'oreille de l'élève et sa plume, que de chances d'oubli et d'erreur, que de termes techniques défigurés, de noms estropiés, de dates faussées! Au moyen du *Manuel-Programme* imprimé, si usité en Allemagne sous le nom de *Grundriss,* j'espère éviter ce danger et cet ennui, tout en réalisant une économie de temps assez considérable.

J'ai voulu, en second lieu, offrir un guide à l'étude privée, sans laquelle l'enseignement le plus consciencieux court grand risque de demeurer stérile. C'est par là que

s'explique et s'excuse le développement en apparence outré de certaines parties qui ne rentrent pas dans le cadre habituel des cours universitaires et qui dépassent notamment de beaucoup les limites si étroites et si arbitraires qu'on impose en Belgique à l'histoire du droit romain. Le Manuel s'adresse donc parfois à ceux qui ne s'en tiennent pas servilement au convenu, au commandé, au strict nécessaire, qui ne se confinent pas dans les grandes routes, mais trouvent quelque charme et quelque profit à explorer aussi les petits sentiers de la science. Je pense surtout, en traçant ces lignes, aux indications biographiques relatives aux jurisconsultes romains et byzantins et aux *Romanistes* modernes.

Voulant faire une œuvre utile, et non une œuvre d'apparat, j'ai cru devoir être sobre de renseignements bibliographiques. En général, pour que je cite un livre, il faut qu'il soit recommandable et accessible, sans trop de difficulté, aux étudiants auxquels je pense toujours en première ligne. Si je me suis parfois départi de cette règle, c'est ou bien qu'il n'existe pas (à ma connaissance) d'écrit meilleur, du moins en français, sur la matière en question, ou bien que l'ouvrage cité présente un intérêt historique spécial, parce qu'il a fait sensation, parce qu'il a ouvert une voie nouvelle, en un mot, parce qu'il date.

Quant aux textes qui forment la chrestomathie, je suis loin de m'imaginer que mon choix ait toujours été heureux. J'ai sans doute omis plus d'un passage instructif, intéressant, caractéristique, pour en admettre d'autres qui le méritaient moins. Sur ce point-là, — comme sur tous les points,

— j'accepterai lá critique avec reconnaissance. J'ose cependant compter sur quelque indulgence de la part des personnes compétentes qui ont l'expérience de l'enseignement, et particulièrement de l'enseignement universitaire belge, dont les conditions sont autres que celles de l'enseignement allemand ou hollandais.

Je prie instamment les lecteurs de tenir compte de la liste d'*errata et addenda* placée à la fin du volume.

Désert, près Lausanne, le 25 septembre 1871.

AVANT-PROPOS DE LA SECONDE ÉDITION

La première édition étant épuisée depuis trois ans, les nécessités de mon enseignement m'obligent à publier cette édition nouvelle. J'aurais voulu la remplacer par un véritable livre, entièrement rédigé et complet, mais le temps trop restreint dont je dispose ne me l'a pas permis. Le caractère du Manuel n'a donc pas changé; c'est toujours un simple programme, accompagné d'un choix de textes et d'indications bibliographiques. Je l'ai fait précéder, outre la

leçon d'ouverture, de deux discours de circonstance sur la place qui doit être faite dans l'enseignement universitaire au droit romain, au droit coutumier et à l'histoire du droit. Il m'a paru que ces pages pourraient offrir quelque utilité, surtout en ce pays et en ce moment, où la réforme des études supérieures est à l'ordre du jour et où se manifestent certaines tendances que je ne crois ni justes ni salutaires. Ceci doit servir d'excuse au ton polémique qui règne dans l'un des discours.

Bruxelles, le 15 décembre 1880.

TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT SOUS LE RÉGIME CONSULAIRE. DE L'AN 510 A L'AN 45 AVANT NOTRE ÈRE. *U. C.* 244-709.

LIVRE PREMIER. — INTRODUCTION.

II. La population.

Section III. — *Organisation et administration de l'État.*

I. Le souverain et le gouvernement.

A. Les Comices.

B. Le Sénat.

C. Les Magistrats. *Magistratus populi romani.*

II. Institutions religieuses. Le calendrier.

III. Les institutions militaires et le droit international.

IV. L'économie publique et la police.

LIVRE II. — LÉGISLATION.

SECTION I. — *La législation en général. Lois antérieures aux Douze Tables.*

SECTION II. — *La Loi des Douze Tables.* (LEX.)

SECTION III. — *La législation subséquente.*

CHAPITRE PREMIER. — LÉGISLATION DE DROIT PUBLIC.

A. Lois générales. *Jussa generalia.*

B. Lois spéciales de droit public. *Jussa specialia.*

CHAPITRE II. — LÉGISLATION DE DROIT PÉNAL.

CHAPITRE III. — LÉGISLATION DE DROIT PRIVÉ.

LIVRE III. — L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SECTION I. — *Les règles de l'administration de la justice.*

CHAPITRE PREMIER. — LES SÉNATUSCONSULTES.

CHAPITRE II. — LES ÉDITS DES MAGISTRATS.

CHAPITRE III. — LA SCIENCE ET LA PRATIQUE DU DROIT.

SECTION II. — *Administration de la justice pénale.*

A. Organisation. Juridictions.

CHAPITRE V. — L'*IMPERIUM*. LA *JURIS DICTIO VOLUNTARIA*.

Pages.

CHAPITRE VI. — EXÉCUTION DU JUGEMENT.

CHAPITRE VII. — RESPONSABILITÉ DU MAGISTRAT ET DU JUGE.

LIVRE IV. — MONUMENTS ET DOCUMENTS DU DROIT DE L'ÉPOQUE CONSULAIRE. RESTES DE LA LITTÉRATURE JURIDIQUE.

A. *Monuments et documents*.

B. *Restes de la littérature juridique*.

TROISIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT SOUS LES EMPEREURS PAYENS.
DE L'AN 45 AVANT NOTRE ÈRE A L'AN 325 DE NOTRE ÈRE. *U. C.* 709-1078.

LIVRE PREMIER. — INTRODUCTION.

SECTION I. — *Aperçu historique.*

SECTION II. — *Les éléments de l'État.*

I. Le territoire.

II. La population.

SECTION III. — *Organisation et administration de l'État.*

I. Le Gouvernement.

II. Les institutions militaires.

III. L'économie publique. Les finances.

IV. La religion.

LIVRE II. — LÉGISLATION.

SECTION I. — *Les Lois.*

CHAPITRE PREMIER. — PRINCIPALES LOIS DE DROIT PUBLIC.

CHAPITRE II. — PRINCIPALES LOIS DE DROIT PÉNAL.

CHAPITRE III. — PRINCIPALES LOIS DE DROIT PRIVÉ.

SECTION II. — *Les Sénatusconsultes.*

A. En général.

B. Principaux sénatusconsultes de droit public et de droit pénal. .

B. Espèces. *Genera actionum* (*exceptionum*).

LIVRE IV. — MONUMENTS ET DOCUMENTS DE L'ÉPOQUE DES EMPEREURS PAYENS. RESTES DE LA LITTÉRATURE JURIDIQUE.

A. *Lois, sénatusconsultes, constitutions, édits, etc.*

B. Negotia.

C. *Inscriptions diverses et autres documents.*

D. *Littérature classique.*

QUATRIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS. DE L'AN 325 A L'AN 565.

LIVRE I. — INTRODUCTION.

Section I. — *Aperçu historique.*

Section II. — *Les éléments de l'État.*

I. Le territoire.

II. La population.

Section III. — *Organisation et administration de l'État.*

I. Le gouvernement.

II. La religion.

III. Le militaire. *Dignitates militares.*

IV. Les finances. L'économie publique. La police.

LIVRE II. — LA LÉGISLATION.

SECTION I. — *La législation jusqu'à la chute de l'empire d'Occident.*

SECTION II. — *La législation en Occident après la chute de l'empire d'Occident.*

SECTION III. — *La législation de Justinien.*

CHAPITRE PREMIER. — PREMIER TRAVAIL RELATIF AUX *LEGES*. LE PREMIER CODE DE JUSTINIEN. 529.

CHAPITRE II. — TRAVAUX RELATIFS AUX *JURA*.

I. Les cinquante décisions. 529-532.

II. Les autres constitutions de réforme. 529-534.

III. Le Digeste ou les Pandectes. *Digesta, Pandectae, Codex juris enucleati.* 530, 533.

IV. Les Institutes. *Institutiones imperiales, imperatoriae.* 533.

CHAPITRE III. — SECOND TRAVAIL RELATIF AUX *LEGES*. CODE REVISÉ. *CODEX REPETITAE PRAELECTIONIS. CODEX JUSTINIANEUS*. 534.

CHAPITRE IV. — LES NOVELLES DE JUSTINIEN. Νεαραὶ διατάξεις μετὰ τὸν Κώδικα, *NOVELLAE CONSTITUTIONES POST CODICEM*.

CHAPITRE V. — LA COMPILATION DE JUSTINIEN DANS SON ENSEMBLE. LE *CORPUS JURIS*.

LIVRE III. — L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SECTION I. — *Les règles de l'administration de la justice.*

SECTION II. — *Administration de la justice pénale.*

SECTION III. — *Administration de la justice civile.*

LIVRE IV. — DOCUMENTS ET MONUMENTS DU DROIT SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS.

APPENDICE.

LE DROIT ROMAIN DEPUIS JUSTINIEN. HISTOIRE LITTÉRAIRE ET BIOGRAPHIQUE.

CHAPITRE PREMIER. — EN ORIENT.

I. Dans l'Empire gréco-romain. 565-1453.

II. Le droit gréco-romain depuis la prise de Constantinople.

CHAPITRE II. — LE DROIT ROMAIN EN OCCIDENT.

LEÇON D'OUVERTURE

(*18 octobre 1867.*)

MESSIEURS,

Il y a vingt-six siècles (s'il faut ajouter foi à des récits beaucoup plus fabuleux qu'historiques), quelques aventuriers fondaient une ville forte sur les côteaux qui bordent le Tibre, et la nommaient *Rama* ou *Roma*, ce qui veut dire *Force*.

Cette cité fut appelée à la fortune la plus vaste, la plus étonnante.

L'asyle dé vagabonds de la légende s'est assujetti l'Italie, le bassin de la Méditerranée, l'Europe, presque tout le monde ancien. Puis la résidence des Néron et

des Domitien est devenue le centre de la Chrétienté, le siège du chef de l'Église, si bien qu'on la dit la *ville éternelle*.

Ce sont les anciennes lois de cette ville, et spécialement son ancien droit privé, que je suis chargé de vous enseigner.

Mais, demanderez-vous, pourquoi, au XIXe siècle, loin de l'Italie, dans un pays régi par le Code civil et par des lois nationales, étudier le droit de la république et de l'empire romains, un droit dont les codes sont écrits dans une langue étrangère et morte, et lequel semble, au premier abord, devoir être mort, étranger aussi, en tout cas bien vieux, suranné, pédantesque?

Sans doute, Messieurs, chacun sait plus ou moins, sans même s'être assis jamais sur les bancs où vous êtes, que l'on apprend le droit romain en vertu d'une tradition antique et respectable; l'homme du monde, quelque éloigné qu'il soit des études juridiques et historiques, a entendu parler de ce droit avec une certaine vénération et de l'empereur Justinien comme d'un législateur célèbre, qu'il range peut-être dans la même catégorie que Lycurgue, Moïse, Confucius... Mais il est évident que des attestations générales et vagues ne sauraient en aucune façon justifier la place si large qui est faite au droit romain dans la série des études universitaires. Aussi veux-je essayer aujourd'hui de condenser, de préciser, de justifier ce que tout le monde sait plus ou moins confusément. Il importe, en effet, que nous nous rendions un compte exact des motifs

pour lesquels le droit romain s'apprend et s'enseigne, car c'est ainsi seulement que nous pourrons savoir comment il doit s'apprendre et à quel point de vue, dans quel esprit il doit être enseigné.

I

Je pose d'abord cette double question : Le droit civil romain est-il pour nous un droit étranger? Est-il un droit mort?

Nullement.

Certaines de ses institutions sont mortes parce qu'elles étaient liées à un ordre de choses qui est passé, peut-être sans retour. Mais, dans son ensemble, il vit; bien plus, il nous appartient, il fait partie de notre droit, il est la source la plus importante de notre Code. Car c'est de Rome que viennent les lois que la France nous a léguées : phénomène naturel et nécessaire, comme vous le montrera le coup d'œil rapide que nous allons jeter ensemble sur les origines du Code Napoléon.

En Gaule, ainsi que dans la plupart des pays qui ont fait partie de l'empire romain, les lois et coutumes nationales n'ont point été effacées par un acte brutal du vainqueur. On peut affirmer néanmoins qu'au bout d'un temps relativement court, il n'en subsistait plus que d'insignifiants vestiges. Plusieurs causes ont con-

tribué à ce résultat. Sans doute, le peuple-roi respectait, plus que ne l'ont fait certains conquérants modernes, l'existence propre et individuelle des nations qu'il s'annexait à des titres très divers, depuis la subjugation sanglante jusqu'à l'alliance amicale sur un pied de quasi-égalité. Mais il est dans l'histoire une loi si naturelle qu'on n'en connaît guère d'exceptions : lorsqu'une civilisation dans la fleur de sa maturité entre en contact avec une civilisation décrépite ou enfantine, c'est celle-ci qui doit succomber. Il en a été ainsi dans les Gaules comme ailleurs. C'est un peu la mode aujourd'hui de peindre en beau l'état social que représentaient les coutumes théocratiques ou aristocratiques des cités gauloises; mais, en dépit des efforts d'un patriotisme mystique et pourtant respectable, il est trop évident que cet état social ne pouvait lutter avec la civilisation de Rome au temps de Jules César. La *romanisation*, si j'ose ainsi m'exprimer, était donc infligée par la conquête même. L'organisation provinciale sur le modèle uniforme, le droit de cité, la centralisation administrative, la législation générale des empereurs la parachevèrent bientôt.

Quand des Germains vinrent occuper la Gaule à leur tour, les uns à titre de vassaux et d'alliés, les autres en conquérants, ils n'y trouvèrent plus ni *Kimris* ni *Gaëls*, si ce n'est dans certains cantons reculés; mais des *Gallo-Romains*, qui parlaient latin, non sans provincialismes sans doute, et qu'ils appelèrent Romains; ils n'y trouvèrent pas non plus un droit gaulois ou celtique, mais un droit gallo-romain, c'est-à-dire le droit

romain avec quelques particularités locales, assurément de peu d'importance.

Cette population romaine devait continuer à vivre selon le droit romain dans les royaumes francs, visigoth, burgonde. Car, aux yeux des envahisseurs, la loi n'était pas donnée à une portion du sol, à un territoire, de manière à obliger tous ceux qui l'habitent. Pour eux, le droit constituait l'élément le plus précieux de l'existence nationale; c'était l'apanage de la race, et cet apanage suivait les fils de la race partout dans leurs migrations. Le Franc Salien vivait dans l'ancienne Lyonnaise comme il avait vécu en Toxandrie, selon ses vieux usages saliques; le Burgonde conservait les siens dans les hautes vallées de la Savoie et de l'Helvétie. Les Romains profitèrent de ce principe de la *personnalité* du droit, que les maîtres étrangers ne songèrent même point à ne pas leur appliquer. Et comme le Burgonde ou le Visigoth dans les royaumes francs, le Salien chez le Ripuaire, le Ripuaire chez le Salien vivaient chacun selon son droit burgonde, visigothique, salique ou ripuaire, de même que le Romain selon le droit de Rome, il arrivait souvent, nous dit un contemporain de Charlemagne, que cinq personnes marchaient ou étaient assises ensemble, dont chacune était soumise à une différente loi. Cette existence de plusieurs droits appliqués simultanément et côte à côte, les nouvelles exigences créées par l'établissement dans une patrie nouvelle, peut-être aussi la crainte de voir le droit romain étouffer les usages germaniques comme il avait jadis étouffé le droit gaulois, tous ces

motifs et d'autres probablement encore décidèrent les rois à entreprendre la codification de leurs coutumes nationales et, en même temps ou peu après, celle des *lois* et *droits* de leurs sujets de race gallo-romaine. On fit donc des codes romains pour les États barbares; le plus considérable de ces codes, par son étendue et par le rôle qu'il a joué pendant des siècles, était destiné au midi de la France actuelle, qui appartenait alors aux Visigoths; c'est le *Bréviaire* d'Alaric.

Est-il besoin de dire que, même avec des codes, cet état de choses ne pouvait durer indéfiniment? Il s'opéra bientôt une simplification, aux dépens des droits germaniques là où la population romaine était en majorité suffisante, aux dépens du droit romain là où les Germains avaient le dessus. Au xe siècle encore, on voit l'accusé, le plaideur déclarer devant le juge de quelle nationalité il est et, par conséquent, d'après quel droit sa cause doit être jugée. Puis il n'est plus question de *professions* pareilles. C'est que les races se sont confondues; il n'y a plus de Burgondes, de Francs Saliens, de Romains; il y a une nationalité nouvelle, mixte, composée, *une* cependant malgré les diversités provinciales, même avant d'avoir un nom commun. Alors il n'y a plus non plus de droit personnel. Le droit s'est localisé, il est devenu territorial. La Gaule est divisée, au point de vue juridique, en deux grandes zones; le droit romain domine, comme tel, dans le Midi, les coutumes germaniques règnent dans le Nord.

Nous sommes renseignés sur l'état de la pratique durant la période dont ce résultat marque le terme,

d'abord par quelques actes qui nous ont été conservés, puis surtout par des formules ou modèles d'actes, seule espèce de littérature juridique d'une époque ignorante et grossière. Ces formules, dont on a plusieurs recueils, présentent un instructif mélange de droit germanique et de droit romain, et attestent l'existence, la permanence d'éléments romains dans les contrées les plus *germanisées*. Aussi l'écrivain grec Agathias a-t-il pu dire, au VI[e] siècle : « Les Francs ont adopté en beaucoup de choses la police des Romains et leurs lois; ils contractent comme eux et se marient de même. »

Le droit romain régnait dans une autre sphère encore, sur un ordre social déjà très-puissant. C'était par l'Empire, dont il était la religion officielle, que le christianisme avait pénétré chez les barbares. Durant des siècles, le clergé se recruta parmi les Gallo-Romains, exclusivement d'abord, principalement ensuite, car le Germain libre et rude dédaignait les carrières savantes; sa vie était dans les camps, les forêts et les pâturages. De là cette fiction légale, qui dans l'origine était une vérité, que tous les membres du clergé sont Romains. Le clergé, individus et corporations, vit sous la loi romaine. Ce fait a eu des conséquences immenses. L'Église a modifié son droit romain selon son esprit et selon l'esprit du christianisme, selon les exigences de l'administration ecclésiastique et de la hiérarchie, et c'est de ce droit romain de l'Église qu'est sorti le droit canon.

La division de la France en pays de droit romain ou de droit écrit et pays de droit germanique ou coutu-

mier, cette division a subsisté tant qu'a duré l'ancien régime. Jusqu'à la Révolution, ce fut le droit romain qui régit tout le midi de la France. Mais la loi écrite n'était plus le pauvre et informe *Bréviaire ;* à partir du XIIe siècle, grâce surtout aux écoles qui exerçaient alors sur le droit une action presque immédiate, la compilation de Justinien fut partout substituée à la loi visigothique.

Par les écoles encore, par la science, cette infusion du droit romain dans les coutumes du Nord, qu'Agathias avait déjà remarquée, continua dans une mesure toujours plus vaste. Dès le XIIIe siècle, des praticiens savants, Pierre de Fontaines, Beaumanoir, plus tard Bouteillier le connaissent, le citent, le comparent avec les institutions coutumières. Peu à peu, une opinion neuve se fait jour ; c'est que le droit romain est le droit commun universel, en vertu de son excellence, comme la *raison écrite*. Il en résulte qu'il doit être envisagé partout comme la règle, et la coutume qui y déroge comme l'exception, comme *droit haineux*. Cette manière de voir se produit d'abord avec une certaine timidité, en allégations isolées; elle devient générale au XVIe siècle. Dans ce grand siècle de la Renaissance, des savants, hommes de goût, pleins de l'antiquité, de sa belle littérature, de son histoire, surgissent comme restaurateurs des sources pures et comme réformateurs de l'étude du droit, laquelle était tombée, après les beaux jours de Bologne, dans la routine, la puérilité, la pédanterie, la barbarie. Partout, en Italie, aux Pays-Bas, en France, en Allemagne, les universités

délaissées se repeuplent; on en fonde de nouvelles; des centaines, des milliers de disciples se pressent autour d'un Alciat, d'un Mudée, d'un Cujas. On était alors, en France, en plein travail de rédaction des coutumes, conformément à l'ordonnance de Tours, et déjà plusieurs coutumes, que l'on venait de rédiger, ne répondaient plus aux progrès faits dans les dernières années, de sorte qu'il fallait les réformer. Les *romanistes* prirent à cette œuvre une part directe quelquefois, indirecte plus souvent, mais toujours active. Les plus illustres jurisconsultes de France, les Christophe de Thou, les Achille de Harlay, les Barnabé Brisson siégeaient dans les commissions de rédaction et de réforme, et mainte disposition romaine s'introduisit encore ainsi dans la législation immédiate des pays coutumiers. Quelques coutumes consacrèrent d'ailleurs par une disposition expresse la force subsidiaire ou supplétoire du droit romain. Tel fut le cas dans plusieurs coutumes homologuées de Belgique.

Voici, très en gros, quel était l'état juridique de la France quand éclata la Révolution :

Au Nord, le droit germanique, coutumier, en nombre de points imprégné de droit romain; en outre, presque partout, le droit romain en qualité de droit subsidiaire, dans une mesure variée, ici en vertu d'une disposition expresse de la coutume, là d'après l'opinion plus ou moins commune des auteurs et la jurisprudence plus ou moins constante des compagnies judiciaires.

Au Midi, le droit justinianéen, loi écrite, directement en vigueur, mais, cela va sans dire, avec de

nombreuses modifications survenues dans le cours des siècles, notamment par l'effet du régime féodal.

Enfin, brochant sur le tout, le droit canonique, d'origine romaine, et les ordonnances des rois, en particulier les belles ordonnances de Louis XIV et de Louis XV, rendues pour toute l'étendue du royaume.

La Révolution, après avoir balayé l'ancien régime, créa une vaste législation qu'on appelle le *Droit intermédiaire*.

Lorsque le Premier Consul, reprenant une grande idée de Louis XIV et de l'Assemblée constituante, voulut doter la France d'une loi civile uniforme, cette loi ne devait, ne pouvait être qu'une œuvre de conciliation de ces éléments multiples, mais tout particulièrement, selon les propres paroles de Portalis, une œuvre de transaction entre le droit romain et le droit coutumier.

Tel est bien, en effet, le caractère du Code Napoléon, dont le droit romain se trouve être ainsi l'une des sources, et la principale sans contredit. Je n'ai pas, Messieurs, à empiéter sur d'autres cours, pour vous montrer une à une dans le Code les dispositions qui sont d'origine romaine. Ce serait une peine bien superflue, car tous les jours vous allez constater que le Code est, en grande partie, romain et ne saurait se bien comprendre sans une connaissance approfondie du droit romain.

Mais ce n'est pas tout. Outre cette force complète et directe des lois de Rome naturalisées françaises, il en est une autre plus générale encore, mais indirecte et

secondaire. Le Code ne prétend point épuiser toutes les matières du droit. Quel législateur pourrait jamais prévoir les innombrables combinaisons qui se forment chaque jour dans les rapports entre les hommes, ces mille questions inattendues qui, selon Portalis, viennent, aussitôt un code achevé, s'offrir au magistrat? La loi, brève et concise, se borne à poser les principes directeurs en vue des actes les plus habituels, des cas fréquents, réguliers. Il reste donc, en dehors du Code, une infinité de rapports juridiques que le législateur n'a pas pu, n'a pas dû, n'a pas voulu régler d'avance, pour l'appréciation desquels, par conséquent, le juge, qui est obligé de juger, doit recourir à l'interprétation, à l'analogie, au raisonnement et sans doute aussi, dans les limites légales, à l'arsenal immensément riche de l'ancien droit, des lois romaines et de leurs commentaires. Il n'est pas inutile d'ailleurs de remarquer la teneur de la loi du 30 ventôse an XII. L'article 17 porte que « les *lois romaines*, les ordonnances, les coutumes générales et locales, les statuts, les règlements cessent d'avoir force de loi générale ou particulière *dans les matières qui sont l'objet desdites lois composant le présent Code* ». D'où l'on doit inférer que, dans les autres matières, les anciennes lois ont conservé sinon leur force immédiate, au moins leur autorité morale, ainsi en particulier le droit romain à côté du droit coutumier et du droit édictal. Mais ceci n'a qu'une importance minime auprès du fait général que je viens de signaler.

Le gouvernement consulaire a si bien senti la per-

manence du droit romain sous le régime du Code, qu'il a fondé, par loi du 22 ventôse, une chaire d'Institutes dans chaque faculté de droit, à côté et comme annexe des chaires de Code civil.

Et que nous disent les hommes éminents qui ont rédigé le Code et ceux qui ont coopéré à sa rédaction? Permettez-moi de vous en citer deux, Gary, membre de la section de législation du Tribunat, et l'illustre Portalis, membre du comité de rédaction.

Voici ce que disait Gary, au Corps législatif :

« Qu'il me soit permis de signaler ici une erreur répandue par l'*ignorance* et que la *paresse* pourrait peut-être accréditer : c'est qu'il suffira désormais à ceux qui se destinent à l'étude des lois de connaître le Code civil. Nous ne pouvons assez leur répéter que, à l'exemple de nos plus grands magistrats et de nos plus célèbres jurisconsultes, ils doivent étudier le droit *dans sa source la plus pure,* dans les lois romaines. Ce n'est que dans les recherches et dans la méditation de ce monument immortel de sagesse et d'équité que peuvent se former ceux qui aspirent à l'honorable emploi d'éclairer leurs concitoyens sur leurs intérêts ou de prononcer sur leurs différends. »

Et voici ce que disait Portalis à l'Académie de législation :

« Jamais vous ne saurez le nouveau Code civil si vous n'étudiez que ce Code. Les philosophes et les jurisconsultes de Rome sont encore les instituteurs du genre humain. C'est, en partie, avec les riches matériaux qu'ils nous ont transmis que nous avons élevé l'édifice

de notre législation nationale. Rome avait soumis l'Europe par ses armes. Elle l'a civilisée par ses lois. »

Et Merlin, qui plus qu'un autre a vécu dans la Révolution, dont il fut trop partisan, et qu'on ne soupçonnera donc pas d'un amour superstitieux des vieilles choses, Merlin recommande en ces termes l'étude du droit romain à la jeunesse studieuse :

« Jeunes gens, étudiez sans relâche les lois romaines! *Sans cela, vous ne serez jamais que des praticiens, toujours exposés à prendre les erreurs les plus graves pour les vérités les plus constantes.* »

Il peut sembler superflu, Messieurs, d'insister à ce point sur l'utilité de notre étude, et je voudrais bien qu'en réalité il en fût ainsi. Mais je ne dois pas vous cacher que, sous le régime du Code, des hommes de mérite, des esprits distingués ont contesté au droit romain son importance et nié même l'utilité de son étude.

Cette tendance a sa racine très profonde dans la manière dont ses adeptes envisagent ou envisageaient l'histoire du droit et l'histoire en général. Un célèbre professeur de droit commercial de Paris[1] s'est, en cela, trouvé d'accord, jusqu'à un certain point du moins, avec un savant penseur hollandais[2]. « L'étude historique d'un usage converti en loi, » dit ce dernier, « n'est nécessaire et utile qu'à celui qui s'occupe de la science transcendante du droit, de la science de la

[1] M. Bravard-Veyrières, très respectable jurisconsulte, mais qui, en fait de droit romain, était encore plus arriéré que M. Dupin aîné.

[2] J.-D. Meyer (1780-1834), dans son étude sur la *codification* (1830).

législation, de la jurisprudence supérieure. *Elle est sans valeur pour celui qui veut acquérir la connaissance du droit.* »

Cette tendance n'est pas neuve, et, je le répète, ce n'est pas dans le droit seulement qu'elle se révèle. Voici comment la caractérisait et la jugeait, il y a plus de cinquante ans, celui qu'on peut appeler le restaurateur de la science *romaniste* au XIX[e] siècle, Frédéric-Charles de Savigny, dans une page mémorable qui contient sa confession de foi scientifique :

« Celui qui considère avec attention les opinions et méthodes si diverses qui ont de tout temps régné parmi les jurisconsultes, reconnaît qu'on peut les ramener à deux classes principales, et les jurisconsultes eux-mêmes à deux écoles générales... — L'une de ces écoles est assez clairement désignée par le nom d'école *historique*. Quant à l'autre, c'est à peine s'il est possible de trouver pour elle une dénomination positive. Elle n'est *une* qu'en tant qu'elle fait opposition à la première. Pour tout le reste, elle se présente sous les aspects les plus différents et les plus contradictoires. Tantôt elle s'annonce comme *bon sens* ou *sens commun*, tantôt sous le nom de *philosophie* et de *droit naturel*. Nous la nommerons, faute de mieux, l'école *antihistorique*.

« L'antagonisme de ces deux écoles ne saurait être compris à fond tant qu'on borne ses regards à notre science ; il est d'une nature générale et se manifeste, plus ou moins, dans toutes les choses humaines, mais surtout dans ce qui a trait à la constitution et au gouvernement des États.

« La question générale, universelle, c'est : Quels sont les rapports du passé au présent, du *devenir* à l'*être?*

« Les uns enseignent que chaque époque se crée elle-même son existence propre, son monde, librement et selon son bon plaisir ; bien et avec bonheur, mal et avec malheur, suivant la nature de son intelligence et de sa force. Dans cette œuvre de création, la contemplation du passé ne doit point être dédaignée, car le passé nous apprend comment il a accompli sa tâche et quels fruits il en a recueillis : l'histoire est donc, en quelque sorte, une *collection d'exemples politico-moraux*. Mais cette contemplation du passé n'est qu'un des nombreux auxiliaires dont, à la rigueur, le génie n'a pas besoin.

« Pour les autres, au contraire, rien d'humain n'existe d'une manière absolument individuelle et isolée. Tout ce qui peut être envisagé comme *individu* est, à un autre point de vue, *partie d'un tout*. Ainsi chaque homme est en même temps membre d'une famille, d'une nation, d'un État. Ainsi encore, chaque époque dans la vie d'un peuple est la suite et le développement des époques qui l'ont précédée. Une époque ne saurait donc se créer librement et arbitrairement son monde à soi : elle ne peut agir que dans une communauté indissoluble avec son passé tout entier. Il est, par conséquent, quelque chose que chaque époque doit reconnaître comme lui étant *donné*. Et cet élément donné est à la fois libre et nécessaire. Libre, parce qu'il dépend moins encore d'une volonté étrangère, mais

qu'il est le produit de l'activité supérieure de la nation elle-même envisagée comme un tout qui se forme et se développe sans cesse. Car la nation, *telle qu'elle existe au moment présent*, n'est qu'un membre d'un tout, savoir de la nation prise dans un sens plus élevé, un membre qui veut et qui agit dans ce tout et avec ce tout, de sorte que ce qui est donné par le tout doit aussi être envisagé comme produit, en une certaine mesure, par la libre activité du membre. L'histoire alors n'est plus un simple recueil d'exemples : c'est, au contraire, le *seul moyen d'arriver à la connaissance réelle de notre propre état*.

« Pour quiconque envisage l'histoire à ce point de vue, il ne peut plus être question de choisir entre *admettre* ou *rejeter* cet élément donné dans ce sens que l'admettre serait bon, le rejeter mauvais, mais cependant possible. Loin de là. Il est absolument impossible de rejeter le passé. *Le passé nous domine inévitablement*. Nous pouvons sans doute nous faire illusion sur cette nécessité, mais nous sommes forcés de nous y soumettre. Celui qui s'abandonne à des illusions de ce genre et croit agir selon son propre libre arbitre, quand cette commune liberté d'un ordre supérieur est seule possible, celui-là renonce volontairement à ses prétentions les plus nobles et les mieux fondées. *C'est un esclave qui s'imagine être un roi, tandis qu'il pourrait être un homme libre*...

« L'école historique pense que le corps, la matière du droit national est *donné* par le passé de la nation pris dans son ensemble, que le droit national est le

produit de l'essence même de la nation et de son histoire.

« L'activité particulière de chaque époque doit tendre à *reconnaître* et à *pénétrer* cette matière donnée par une nécessité intime, à la renouveler sans cesse et à la préserver d'altération. »

L'école historique a triomphé. Elle a peut-être même abusé quelque peu de son triomphe, et déjà s'est manifestée une réaction contre les excès qu'on lui attribue. Mais les principes vrais de l'école historique sont, j'ose l'espérer, bien définitivement acquis et consacrés. On ne confond plus aujourd'hui le droit avec la loi, qui n'est que la forme la plus récente, la forme actuelle de l'idée de justice. On comprend que, pour l'intelligence de la loi, la grammaire et la logique ne suffisent pas. On est convaincu que le passé, générateur du présent, forme le commentaire indispensable du présent et qu'on ne peut saisir l'esprit du droit qu'en en recherchant les origines, de la loi qu'en remontant à sa source, des dispositions romaines du Code civil qu'en étudiant le droit romain.

II

Si le droit romain est la source la plus importante du Code en vigueur en France et en Belgique, il tient une place aussi grande, plus grande même dans la plupart des autres pays de l'Europe.

Ce même fait de la permanence du droit romain, que

j'ai signalé dans la France méridionale, se retrouve ailleurs. C'est ainsi qu'en Italie le droit de Théodose d'abord, le droit de Justinien ensuite ont été constamment enseignés et appliqués. L'école de Ravenne a précédé celle de Bologne. Plus tard, les constitutions féodales de Naples et de Sicile déclarent le droit romain droit commun. Le recueil lombard, connu sous le nom de Livre des fiefs, en reconnaît expressément l'autorité qui, de fait, a subsisté jusqu'au Code Napoléon.

En Allemagne, il n'y avait pas de permanence possible. Depuis que les armées impériales avaient évacué les provinces germaniques, la civilisation romaine en avait été presque entièrement extirpée, et si le droit y avait jeté quelques racines, elles durent, en général, être arrachées aussi. Mais il se passa au moyen âge un fait unique peut-être dans l'histoire : l'Allemagne accepta le droit romain en bloc et, librement, fit sien ce droit étranger.

Les circonstances politiques concoururent à cet événement, si surprenant au premier abord. Depuis qu'un pape avait sacré Charlemagne, les rois germaniques étaient empereurs romains. L'empire d'Auguste et de Dioclétien se perpétuait dans le Saint-Empire. Fiction majestueuse, qui remplit le moyen âge et s'impose aux peuples par les docteurs, les publicistes, les conseillers, les courtisans, les poètes des nouveaux Césars. Et en voici le corollaire naturel : les lois de la Rome ancienne sont aussi celles de la nouvelle Rome, et durant tout le moyen âge on les appelle *les lois et droits de l'empereur, des Kaisers Rechte*.

Mais le principal, le vrai motif de la *réception*, c'est le mérite intrinsèque du droit romain, et le pouvoir moral et intellectuel qu'il exerçait sur la doctrine et par la doctrine sur la pratique. Les juristes qui revenaient de Bologne répandaient autour d'eux, avec la connaissance du droit romain, un respect profond de sa sagesse et la persuasion que c'était le Droit par excellence, le seul Droit. Naturellement les empereurs favorisaient cette croyance et ceux qui s'en faisaient les apôtres; les Hohenstaufen avaient des professeurs italiens dans leurs conseils. A mesure que les tribunaux perdaient leur ancien caractère populaire, à mesure que les échevins bourgeois et les prud'hommes rustiques faisaient place à des juges diplômés, à des *docteurs*, on abandonnait petit à petit, insensiblement, le vieux droit national, et le droit romain se glissait presque partout à sa place. Cet envahissement en détail fut plus rapide dans le midi de l'Allemagne que dans le nord; on peut s'en faire une idée en comparant le *Miroir de Saxe,* chef-d'œuvre de droit germanique pur, du commencement du XIIIe siècle, avec le *Miroir de Souabe,* plus récent d'une quarantaine d'années. Les témoignages attestant l'emploi du droit impérial sont déjà fréquents au XIVe siècle; ils se multiplient sans cesse dèslors.

Enfin, lorsqu'en 1495 l'empereur institua le grand tribunal de la Chambre impériale, il enjoignit aux juges et assesseurs de faire du droit romain l'une des sources principales de leurs décisions. Ainsi l'œuvre de naturalisation est accomplie; le droit romain n'est plus

désormais un droit étranger, c'est un droit national ; que dis-je? c'est le droit national de l'Allemagne moderne, et le droit commun des États qui la composent.

Aujourd'hui, il est vrai, la plupart de ces États sont régis par des Codes particuliers. La Prusse a son Code général dès 1794, l'Autriche son Code civil dès 1811, la Bavière a le sien, les pays rhénans ont le Code Napoléon. Le nombre des États où le droit romain a encore force de loi immédiate, diminue de jour en jour. Néanmoins, le droit commun reste toujours le fondement de toutes les législations, et aux universités le cours de Pandectes est encore le principal cours de droit civil.

Qu'en devons-nous conclure au point de vue de notre recherche? C'est qu'en étudiant le droit romain, nous étudions le droit commun de l'Europe, de l'Europe centrale, de l'Allemagne en particulier, droit immédiatement en vigueur dans quelques parties de ce grand et puissant pays, droit supplétoire et source essentielle des législations particulières dans les autres.

Ainsi le droit commun nous donne la clef ou l'une des clefs de la discipline la plus élevée qu'il y ait en jurisprudence : de la Législation comparée.

III

Vous venez, Messieurs, d'entendre Portalis nommer les jurisconsultes de Rome les *instituteurs du genre humain*, et le tribun Gary appeler le droit romain la *source la plus pure du droit*.

Au moyen âge, on y voyait la *raison écrite*.

Un consentement unanime en fait un *droit modèle*.

Ce n'est pas ici, Messieurs, que je puis vous démontrer la vérité de ces jugements : toutes vos études vous en feront voir le fondement et la portée. Remarquons d'ailleurs, pour prévenir tout malentendu, qu'ils n'ont trait qu'au droit privé et que, dans le droit privé même, tout n'est, certes, pas également louable. Il y avait, en effet, dans les sociétés antiques, des plaies dont nous sommes délivrés et dont l'influence sur diverses parties du droit était aussi considérable que funeste. De plus, certaines questions ont été mieux posées et mieux résolues dans nos États modernes qu'à Rome; je pense ici surtout au régime hypothécaire.

Mais ces réserves faites, je dis, sans crainte d'être taxé d'exagération, que même si le droit romain ne formait pas la base matérielle et la source du droit moderne, il mériterait d'être étudié comme l'idéal de notre perfectionnement juridique.

Nous devons nous en pénétrer pour former notre conscience, pour façonner notre esprit, de même que le statuaire et l'architecte se pénètrent des merveilles de l'art antique et que le poète épure son goût et féconde sa veine par l'étude des chefs-d'œuvre de la littérature latine et de la littérature grecque.

Comment le droit romain a-t-il pu atteindre à cette perfection relative? Question qu'on a beaucoup agitée et à laquelle on a répondu de bien des manières. On énumère ordinairement quelques événements et quelques circonstances qui ont favorisé cette admirable for-

mation. Je ne prétends pas tout dire ; me bornant à ce que je crois à la fois essentiel et certain, j'omettrai peut-être tel élément capital, car je redoute l'hypothèse, où certains esprits semblent se complaire, et je tiens à rester, autant que faire se peut, sur le terrain solide de l'histoire positive. — Les faits sur lesquels je veux attirer votre attention se rattachent au caractère national des Romains, à celles de leurs institutions qui étaient destinées à donner naissance au droit, et à la fortune exceptionnelle de Rome, que j'ai rappelée au début de cette leçon. Examinons brièvement ces divers points [1].

Rome a joui d'une fortune exceptionnelle. Son histoire est assez connue pour me dispenser d'y insister davantage. Il est évident qu'une civilisation juridique qui a traversé tant de phases doit renfermer une somme d'expérience prodigieuse. Voilà un droit qui tour à tour est pontifical et quasi-théocratique, républicain, impérial ; patricien, plébéien ; païen, philosophique, chrétien ; étroitement national et toujours plus largement dénationalisé ; un droit enfin qui est né dans les limites de la banlieue de Rome pour s'adapter, par une série d'accroissements successifs, au monde presque entier ! — Nous savons, en effet, que les légistes de

[1] Qu'il me soit permis de recommander ici, comme instructifs et originaux, deux opuscules écrits en français et pourtant plus connus en Allemagne qu'en France, savoir : l'*Essai historique* de M. Hornung, professeur à Genève, sur cette question : *Pourquoi les Romains ont-ils été le peuple juridique du monde ancien?* (Genève, 1847), et l'ingénieuse dissertation de M. Henri Brocher, professeur à Lausanne, *De l'enseignement du droit romain* (Lausanne, 1867).

l'empire traitaient journellement des affaires relatives aux Gaules, à la Grèce, à l'Asie, à l'Afrique : les cas presque toujours réels qu'on trouve exposés et résolus dans leurs écrits viennent souvent de ces pays lointains, où plusieurs des plus illustres ont pratiqué et enseigné; les requêtes affluaient de toutes les provinces au consistoire suprême dont la jurisprudence est sous nos yeux, et l'on peut dire ainsi que les jurisconsultes classiques représentent un cosmopolitisme bien supérieur à celui de la plus haute société européenne de nos jours. N'oublions pas enfin que c'est en Orient, à Constantinople, que le droit romain a revêtu sa forme dernière. Faut-il s'étonner, dès lors, si ce trésor immense offre dans sa riche unité les plus curieux contrastes? On y trouve même aux deux points extrêmes des institutions féodales, la clientèle de l'ancien patriciat et le colonat du Bas-Empire. Treize siècles continus d'un développement pareil, n'est-ce pas une destinée unique?

Les Romains en ont su profiter. Il fut un temps, sans doute, où leurs lois et coutumes n'étaient ni meilleures ni pires que les lois et coutumes de leurs voisins d'Italie. Mais en soumettant des provinces nouvelles, Rome adoptait les dieux des nations vaincues : elle adoptait aussi celles de leurs institutions qui lui paraissaient bonnes à prendre, et cela franchement, sans vanité sotte, sans cet orgueil borné, signe de faiblesse, qui passé la frontière ne voit rien qui vaille. C'est ainsi, par exemple, qu'à la Grèce elle emprunta l'hypothèque, à la Sicile le prêt de consommation, à l'île de Rhodes son code maritime, dont les dispositions ont pu, par

l'intermédiaire des Pandectes, entrer dans les Rôles d'Oléron et dans les statuts de Lübeck et de Hambourg. Le trésor juridique de Rome s'est donc accru en même temps que son empire. Par une suite inévitable de ce travail d'assimilation, ce qui s'y trouvait de purement local, d'étroit, de mesquin, devait petit à petit s'élargir, s'épanouir ou disparaître. Et lorsque Justinien eut retranché les débris dès longtemps surannés de l'ancien droit quiritaire exclusif, il ne resta plus qu'un magnifique code de droit universel, fondé sur la raison et sur les besoins généraux de la société humaine, presque sans mélange d'éléments artificiels et fortuits, et ce code a pu jusqu'aujourd'hui régner sur l'Europe et s'appeler la *raison écrite*.

J'ai mentionné le caractère national du peuple-roi. Autant que nous pouvons le reconnaître, ce caractère si fortement trempé (*durum genus*), produit du croisement des montagnards sabins aux mœurs sévères, simples, pieux, conservateurs, et des Latins plus mobiles, doués d'un esprit plus ouvert, offrait un précieux mélange de cette réceptivité large et souple que nous venons de voir à l'œuvre, et d'un conservatisme tenace, manifesté par le respect de la légalité formelle et l'attachement aux *mœurs des ancêtres*. Il s'y joignait encore ce sentiment du *moi*, cet *égoïsme*, qu'on a fort bien défini un *utilitarisme* conscient — ces mots pris dans leur acception noble, — et cette énergie de volonté, trait proverbial des anciens maîtres du monde et qui est peut-être pour nous le trait le plus important, peut-être la cause première de leur grandeur dans le droit. Le droit, en

dernière analyse, n'est-ce pas la règle des volontés en conflit? Plus les volontés contraires sont fortes et personnelles, plus la règle en sera, par leur frottement même, condensée, serrée, aiguisée, raffinée. Et comme chaque peuple crée son droit, ces grands égoïsmes devaient mettre entre eux un droit jaloux, précis, exact dans tous les sens.

A Rome plus qu'ailleurs, il est manifeste que la nation *crée* le droit, et ceci nous révèle un élément nouveau de supériorité. La législation républicaine était essentiellement populaire; c'était dans les assemblées du peuple par centuries, par tribus, que les lois étaient votées. Cette attribution passa de fait au Sénat, pour être absorbée ensuite par le Conseil impérial, dont les constitutions, œuvre directe et immédiate des jurisconsultes les plus éminents, sont jusqu'à Dioclétien de vrais modèles. Mais, à côté de cette législation proprement dite, Rome possédait une autre source du droit, d'un genre étranger à nos habitudes. C'est l'*Édit*, ou plutôt ce sont les Édits des magistrats, en particulier du préteur urbain et du préteur des étrangers, des gouverneurs provinciaux, des édiles. Chaque magistrat du peuple romain avait, dans le ressort de ses attributions et dans les limites de sa compétence, le droit de prendre et de publier des mesures réglementaires et, en quelque sorte, législatives, ce qu'on appelait le *jus edicendi*. Tout magistrat avait ainsi ses édits, produits de ce droit constitutionnel. Ceux que je viens de nommer, spécialement les préteurs, chefs de la justice de Rome, publiaient dès leur entrée en charge un édit

général par lequel ils faisaient savoir à tous quels principes ils comptaient suivre dans l'exercice de leur juridiction. Cet édit d'entrée, dont je parlerai beaucoup dans ce cours, était comme la pierre de touche du préteur nouveau, qui mettait son orgueil à le faire excellent et recourait, s'il en était besoin, aux lumières des praticiens de renom; nous savons d'ailleurs que les plus illustres jurisconsultes, sous la république et encore sous l'empire, ont exercé la préture. C'est donc de la jurisprudence et surtout de la pratique judiciaire que sortaient les règles de l'édit; le droit *prétorien*, le droit *honoraire* était, à côté du droit civil proprement dit, de la législation des comices et du Sénat, nécessairement plus fixe et plus raide, un élément mobile, sans cesse renouvelé, toujours en état de formation, l'expression vivante de la conscience du peuple, *viva vox juris civilis*. Ce droit honoraire a été introduit, dit Papinien, pour aider, pour suppléer et pour corriger le droit civil. Ainsi le droit pouvait se maintenir à la hauteur des nécessités toujours croissantes de la pratique.

Je viens de nommer le préteur des étrangers. La ville, maîtresse du monde méditerranéen, était aussi, malgré l'esprit *antispéculateur* et peu commerçant du peuple, la première place de commerce de l'Occident. C'est certain pour le commerce des marchandises, très-probable au moins pour la banque et le change. Des négociants de tous pays y résidaient. Des extrémités du monde connu l'on s'y donnait rendez-vous d'affaires. Nombre de causes de droit étranger s'y jugeaient

chaque jour. Ce droit étranger, généralisé et quintessencié en *jus gentium*, appliqué sous la direction d'un préteur *ad hoc*, qui le fixait dans son édit, devait être, on le comprend du reste, un puissant agent de développement humanitaire. Quand, après avoir vécu longtemps côte à côte, le *jus gentium* et le *jus civile* ont été fondus ensemble par une mutuelle absorption, la formation rationnelle était bien près d'être parachevée.

Un autre agent essentiel de cette formation, c'est la science du droit. Aucun droit n'est comparable au romain pour la richesse littéraire. Au dernier siècle de la république, le niveau général du barreau était déjà fort élevé : il monta plus haut encore sous l'empire. Depuis Auguste, les légistes suffisamment qualifiés obtenaient un brevet impérial, en vertu duquel leur avis faisait autorité en justice ; ils étaient alors *fondateurs de droit, juris conditores*. Aussi leurs consultations, les *responsa prudentium*, sont-elles placées au nombre des sources du droit. Le célèbre Leibnitz, mathématicien, historien, jurisconsulte, philosophe, un de ces rares esprits conciliateurs auxquels il semble avoir été donné de presque tout comprendre, Leibnitz professait pour l'argumentation des *prudentes* une admiration profonde ; il disait que rien n'approchait davantage des déductions des mathématiciens par la rigueur logique et par l'exactitude. En effet, Messieurs, lorsque vous ferez la connaissance de leurs écrits, lorsque vous les verrez, pour ainsi dire, à l'œuvre, vous pourrez vous convaincre de la clarté, de la force, de l'acuité de leur raisonnement ; vous verrez aussi que cette logique rigou-

reuse ne les entraîne point à pousser la conséquence jusqu'à l'absurde, qu'ils ne perdent jamais de vue l'application pratique ni l'élément humain, que le droit strict ne leur fait jamais oublier l'équité, cette justice supérieure, l'esprit qui domine la lettre.

Est-il besoin de vous faire remarquer à quel point le commerce de ces jurisconsultes, l'examen de leurs raisonnements et de leurs décisions doivent être utiles pour former le sens juridique? Notre discipline est éminemment pratique, un art autant qu'une science. Quel meilleur moyen de s'y préparer que le commerce assidu des plus grands praticiens du monde, dont l'expérience embrassait les institutions, les mœurs, la vie juridique de trois continents?

Constatons encore un trait caractéristique, tout à fait conforme à l'ensemble du génie romain.

Quand on parcourt les auteurs, on est frappé du respect que les Romains portaient à leur droit et de l'estime dont ils entouraient ceux qui étaient appelés à l'étudier et à l'appliquer. Ce n'est pas à Rome qu'aurait pu se dire ce mot qu'après Montaigne on a tant répété : « *Mauvaise provision dans un pays que jurisconsultes...* » Cette boutade d'un grand philosophe de l'antiquité, que l'indolent philosophe gascon, de robe lui-même, a gaiement acceptée et propagée, pouvait être lancée à propos en Grèce. A Rome, dans le bon temps, elle n'aurait sûrement pas trouvé d'écho. Les Romains aimaient leurs lois et leurs légistes, et en étaient fiers. Quels éloges n'ont-ils pas prodigués aux Douze Tables! Ils peuvent en cela nous paraître exa-

gérés, superstitieux même. « J'estime que ce petit code, dit Crassus dans le *De Oratore* de Cicéron, vaut toutes les bibliothèques des philosophes. » — Et Cicéron rapporte que, dans sa jeunesse, on faisait apprendre cette loi aux enfants, comme un catéchisme. — Les jurisconsultes romains donnent volontiers des définitions et des étymologies des mots *droit*, *justice*, *jurisprudence*. Ces définitions sont à peu près sans valeur scientifique directe ; les étymologies en ont moins encore. Mais les unes et les autres prouvent à quel point ceux qui les ont imaginées honoraient leur carrière. Qu'est-ce que le droit? Écoutez Celse : « *C'est l'art du bon et du juste.* » — « *Et c'est avec raison*, ajoute Ulpien, *que nous pouvons nous en dire les prêtres. Notre culte est celui de la justice. Notre profession est de reconnaître ce qui est bon et juste, en séparant ce qui est équitable de ce qui est inique, ce qui est permis de ce qui est défendu. Nous cherchons à rendre les hommes meilleurs... — Nous poursuivons la vraie philosophie.* »

« *Voici les préceptes du droit*, dit encore Ulpien :

« *Vivre honnêtement*,

« *Ne faire de tort à personne*,

« *Accorder à chacun ce qui lui est dû.* »

La définition de la jurisprudence est excessive, mais magnifique : « *C'est la science du juste et de l'injuste, la connaissance des choses divines et humaines...* »

Aussi le barreau était-il la carrière naturelle de l'aristocratie, des *meilleurs*. C'est par le barreau que l'*homme nouveau*, en s'illustrant, pouvait faire souche de noblesse. Les fils des plus grandes familles de la

république passaient leur jeunesse à conduire des procès, à donner des consultations, à rédiger des actes. En remplissant ces fonctions toutes gratuites, le futur magistrat acquittait d'avance une dette d'honneur; c'était la contreprestation anticipée des charges, des dignités, gratuites aussi, bien plus, très-onéreuses, que ses concitoyens allaient bientôt lui confier. L'adolescent se préparait à sa tâche par un long noviciat, durant lequel des liens quasi filiaux de respect, d'affection, de *piété*, l'attachaient à un légiste considéré qui l'initiait graduellement aux principes d'honneur et de délicatesse traditionnels dans l'ordre, aux règles de la science, aux secrets et aux finesses de l'art. Et souvent, après une longue suite d'honneurs, le vieillard consulaire, l'ancien pontife, l'ancien censeur, revenait aux travaux de sa jeunesse, pour mettre derechef au service de ses concitoyens sa longue expérience et sa science accrue.

Que de grandeur dans une carrière ainsi comprise! Le droit, cultivé de la sorte, pouvait-il ne pas briller du plus vif éclat? Vers la fin de la République, c'était pour les hommes d'un certain rang presque un devoir civique de connaître le droit. On rapporte qu'un jour l'émule et l'ami de Cicéron, Servius Sulpicius Rufus, ayant eu quelque peine à saisir une question juridique, le grand pontife Scévola l'en reprit sévèrement, disant *qu'il est honteux pour un patricien et pour un noble d'ignorer le droit qui le régit*. Le patricien prit à cœur ce reproche, et Servius, l'orateur excellent, est devenu le grand jurisconsulte Servius.

Il en fut encore ainsi sous l'empire. Durant les deux ou trois premiers siècles de notre ère, les juristes célèbres occupent, en général, des positions élevées, ils ont rang dans l'aristocratie romaine, tout près du pouvoir et sur les marches mêmes du trône. Les empereurs se font honneur de la qualité de justicier : Auguste rendait la justice assidûment. Bientôt cependant, les moralistes déploreront ou fustigeront la décadence de la noblesse, qui abandonne à la roture, avec les habitudes laborieuses des ancêtres, l'étude des lois et la pratique des affaires. Vivez, dit Juvénal, dans la béatitude de vos origines illustres : c'est au sein de l'humble plèbe que vous trouverez l'orateur éloquent, défenseur habituel des droits du noble qui n'a rien appris : *Veniet de plebe togata qui juris nodos et legum ænigmata solvat.*

La jurisprudence à Rome ne fut pas seulement la plus nationale des sciences : ce fut aussi la dernière qu'atteignit la décadence universelle. Longtemps ses adeptes formèrent une élite conservant au sein d'une société dégénérée les anciennes traditions de moralité et d'honneur. C'est dans le culte de la jurisprudence que se réfugiaient, sous certains règnes, les hommes hauts de cœur, auxquels répugnait le servilisme, les stoïciens dégoûtés du matérialisme général, — un Labéon, grand philosophe et grand jurisconsulte, type de légitimiste républicain; un Nerva, que Tacite dit *omnis divini humanique juris sciens*, et qui, bien qu'ami de Tibère, se laissa mourir de faim, parce qu'il voulait mourir intègre; un Papinien, qui osa condamner

l'assassinat de Géta et paya de sa vie la hardiesse de sa conscience... — Les jurisconsultes de l'empire forment une élite à un autre point de vue encore. Voyez la littérature du IIe et du IIIe siècle et comparez-y les écrits juridiques de la même époque. Quelle différence et, à peu d'exceptions près, toute à l'honneur de nos jurisconsultes! Au goût malsain, à la médiocrité, à la recherche, aux boursouflures des successeurs de Tacite et de Pline le Jeune, nous pouvons opposer, entre autres, un Gaius, clair et pur modèle de correcte simplicité, duquel l'œuvre est aujourd'hui, dix-sept cents ans après sa mort, le meilleur manuel élémentaire de droit classique. Et plus tard encore, quel délassement n'offrent pas à notre goût, tout mutilés qu'ils sont, les fragments qui nous restent des Papinien, des Ulpien, des Paul, ces fragments que Rabelais, fin connaisseur en beau langage, déclare rédigés *en latin le plus élégant et aorné qui soit en toute la langue latine*, « et n'excepteroys vouluntiers, ajoute-t-il, ny Salluste, ny Varron, ny Ciceron, ny Senecque, ny Tite-Live, ny Quintilian »...

Je m'arrête, Messieurs. L'heure presse, et je ne veux pas prolonger outre mesure ces considérations générales, qui sont — pourquoi le dissimuler? — à la fois un peu banales et très-incomplètes, mais que je crois utiles, vraies, inattaquables dans leur vérité.

Nous avons vu que le droit romain est une des principales sources de notre législation actuelle et, comme tel, de quelle importance en est l'étude.

Nous avons vu encore qu'il donne la clef de la science comparée des principales législations européennes.

Enfin, j'ai essayé de vous montrer comment il a pu devenir un type de législation rationnelle et comment, à ce titre, il s'impose à nous si nous voulons former et nourrir notre sens juridique, développer, assouplir, fortifier l'organe qui, dans notre cerveau, distingue, raisonne et juge.

J'aime à me figurer, Messieurs, qu'il est un peu moins nécessaire en Belgique que dans certains autres pays de prôner l'excellence de notre étude. En effet, nous sommes ici sur une terre en quelque sorte classique pour la science *romaniste*. Certes, il ne m'appartient guère, à moi étranger, de venir vous rappeler vos gloires nationales, que vous n'êtes, je suppose, point tentés d'oublier. Mais je n'en dois pas moins un juste hommage aux *romanistes* de Belgique ou plutôt des Pays-Bas en général (qu'en matière scientifique on ne divise guère, lorsqu'il s'agit des temps passés), aux savants hommes qui ont tant contribué à cette renaissance des hautes études dont je vous parlais tout à l'heure. Pour les études *romanistes* renouvelées, le XVI[e] siècle n'est point aux Italiens et aux Français seulement, mais aussi, et en une large mesure, aux Belges. Il y a plus : grâce à un Nicolas Everaerts, président du Grand-Conseil de Malines, à un Pierre Gillis, d'Anvers, à d'autres encore, l'école belge était assez florissante et même portait déjà de beaux fruits lorsqu'en France les maîtres de la science rajeunie se débattaient encore contre la vieille méthode. On peut le dire, et on ne le

dit pas assez : les *romanistes* néerlandais du XVIe siècle sont, en un certain sens, les précurseurs de Cujas et de Doneau. Ils furent des missionnaires de la réforme du droit; cosmopolites par amour de la science, on les voit partout, enseignant, écrivant, publiant, fécondant. Viglius, Frison de naissance, Belge par sa carrière politique et administrative, professe tour à tour à Bourges, à Padoue, à Ingolstadt; Hoppers enseigne à Orléans, où Van Giffen, qu'on retrouve à Ingolstadt et à Altdorf, fonde une bibliothèque publique; les Wesenbeek d'Anvers, véritable dynastie de savants, font école en Allemagne. Alors l'université de Louvain éclipsait par moments celle de Bourges; on y accourait de partout, grâce à un Mudée qui attirait, s'il faut en croire la tradition, deux mille auditeurs à son cours; à un Léonin, critique hardi et sagace; à un Peckius, excellent dans toutes les branches du droit, unissant à une science étonnante du droit romain celle du droit canonique, du droit coutumier et du droit maritime et commercial; grâce enfin à un Zoësius, le meilleur interprète de son temps et l'un des meilleurs de tous les temps. — Et combien n'a-t-on pas fait dans la petite Belgique pour la connaissance et l'intelligence des sources, ce fondement indispensable de toute étude, en particulier pour le rétablissement des sources les plus précieuses de l'interprétation du droit justinianéen! Nous retrouvons ici l'infatigable Viglius. Dans un séjour en Italie, il met la main sur un manuscrit : c'est la copie d'un cours d'Institutes, fait à Constantinople, sous Justinien, par le professeur Théophile, cours

d'autant plus important que ce même Théophile avait été le principal rédacteur des Institutes de Justinien, desquelles il était, par conséquent, plus à même que personne de donner un commentaire quasi-authentique. Viglius s'empresse de publier ce cours dans l'original grec, et aussitôt deux autres Belges, François Craneveldt et Jacques de Corte, entreprennent à la fois de le traduire en latin. Henri Agylæus, de Bois-le-Duc, suivit la même voie, en traduisant les Novelles de Justinien et de Léon. — N'oublions pas enfin que le président Favre a proclamé Jean Wamèse *le plus grand jurisconsulte après Cujas*, et que l'on a décerné à Jacques Reyvaert, jurisconsulte, archéologue, historien, mort à trente-quatre ans, le surnom glorieux de *Papinien de la Belgique*.

Voilà, Messieurs, pour la jurisprudence belge, de véritables titres de noblesse, une tradition brillante, qui durant les deux derniers siècles a quelque peu pâli, mais qui est ravivée aujourd'hui, grâce en grande partie à mon savant prédécesseur [1], et qu'il faut se garder de laisser éteindre. C'est maintenant à vous, Messieurs, de conserver ce précieux dépôt, pour le transmettre à ceux qui vous suivront : tâche patriotique, que j'espère vous aider à remplir.

[1] M. Maynz, actuellement professeur de Pandectes à l'université de Liége.

DISCOURS RECTORAL.

(*12 octobre 1874.*)

MESSIEURS,

Un penseur a dit qu'*un bon enseignement est un trésor public*[1]. Voilà, certes, un mot d'une vérité si évidente qu'il semble banal. Et cependant, cette vérité est bien souvent méconnue par ceux-là mêmes qui devraient le plus en être pénétrés, et bien souvent les obligations qu'elle impose aux États et aux citoyens sont sacrifiées à des intérêts qui ne méritent point pareil sacrifice. Les *gens du métier* ont donc le droit de la redire, comme ils ont le devoir, dans les limites de leur compétence et de leur expérience, de chercher à rendre l'enseignement meilleur, afin d'augmenter le *trésor public* dans la mesure de leurs forces. Ce devoir, il faut saisir les occasions de l'accomplir : j'estime qu'il en est peu de plus

[1] DESTUTT DE TRACY.

naturellement indiquées que celle qui nous est offerte par la solennité d'aujourd'hui.

Pour être bon, l'enseignement doit, entre autres, être *complet*, ou plutôt (comme en pareille matière le mot *complet* ne saurait jamais avoir qu'un sens éminemment relatif) l'enseignement doit être *le moins incomplet possible*, eu égard aux circonstances données, à l'état du pays, à ses besoins, aux conditions dans lesquelles les études y sont organisées; eu égard aussi à ce fait, qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que les écoles générales ne sont pas destinées à faire des savants, — pour faire des savants, il faut bien autre chose, — mais à préparer des *hommes utiles* et de *bons citoyens*. Il faut que le jeune homme sortant de l'Université, et pour limiter tout de suite mon sujet à l'enseignement juridique, il faut que le jeune homme sortant de la Faculté de droit avec son diplôme de docteur soit armé de manière à pouvoir affronter les luttes de la vie active, ces luttes qui deviennent de jour en jour plus ardentes et plus absorbantes; il faut qu'il ait l'esprit suffisamment éclairé et formé, le sens juridique suffisamment aiguisé, la mémoire enfin suffisamment meublée pour pouvoir s'orienter, se tirer d'affaire, progresser en pratique et aussi en science, pour apprendre encore, ou plutôt pour commencer à apprendre seul et sans guide, car, dès qu'il aura quitté les bancs de l'école, il s'apercevra que ce qu'il sait n'est guère auprès de ce qu'il doit savoir : heureux alors si, pendant ses années universitaires, l'esprit scientifique l'a touché, heureux s'il a du moins appris à apprendre !

Envisagé sous ce point de vue et entendu dans ce sens, notre enseignement juridique est-il *complet?* Hélas! il suffit de jeter un coup d'œil sur nos maigres programmes pour être bientôt convaincu du contraire.

Les sciences sociales et les sciences politiques sont bien loin d'y occuper une place correspondante à l'importance qu'elles ont acquise depuis quelques années, mportance qui ne peut qu'aller en augmentant.

Il en est de même des diverses branches du droit qui se rattachent à l'industrie.

Et ces lacunes ne sont pas les seules.

Il en est une sur laquelle l'attention s'est portée depuis quelque temps d'une façon plus spéciale, grâce, en partie, à la publication de l'œuvre excellente d'un magistrat regretté[1].

On n'enseigne pas le *droit coutumier belge*, ni l'*histoire du droit français*, ni celle du *droit germanique.*

Je réunis à dessein, dans un regret commun, ces trois choses en apparence diverses, parce qu'elles doivent être considérées comme n'en faisant qu'une, qui est l'*histoire du droit belge*. Cette histoire, à peu près entièrement négligée aujourd'hui, devrait faire l'objet d'un cours spécial, auquel pourrait être donné plus ou moins de développement. Dans sa plus grande étendue, il y faudrait comprendre l'ancien droit tout entier : ainsi, non-seulement les coutumes proprement dites, étudiées dans leurs sources, dans leur formation, dans leur développement et, finalement, dans leur dernier

[1] M. DEFACQZ. Voyez, sur l'*Ancien Droit belgique*, la *Revue de Legislation ancienne et moderne*, année 1874, p. 465-473.

état, telles qu'elles étaient au terme de l'ancien régime, mais encore le droit édictal, la jurisprudence des anciennes cours, le droit féodal et le droit canonique. L'étude des coutumes *belges* seules serait inféconde : il n'en faudrait pas séparer celle des coutumes de France, filles d'une même mère, mères elles-mêmes de tant de dispositions du Code civil. Je suis heureux de me trouver d'accord sur ce point avec un homme éminent, avec lequel je vais être en dissentiment tout à l'heure : « Il y a une lacune dans l'enseignement du droit en Belgique... ; nous n'avons pas de cours d'*histoire du droit français*... Le législateur ne crée pas le droit, il se borne à le formuler. Et où le puise-t-il? Dans la conscience nationale, telle que la tradition la réfléchit. Le droit est une des faces de la vie des peuples, et une des plus importantes. Pourrait-on comprendre l'humanité moderne si l'on ignorait d'où elle procède et par quelles voies elle est arrivée à l'état où nous la voyons? *Il est tout aussi impossible de comprendre nos codes quand on ignore d'où ils viennent et comment le droit a pris la forme qui nous régit pour le moment. Le droit actuel procède du passé, il faut donc étudier le passé*[1]. » Un magistrat distingué a proclamé la même vérité en ces termes : « L'étude du droit des siècles passés est la seule voie qui nous conduise à la connaissance approfondie de notre droit actuel[2]. » — « L'histoire, a dit M. Laboulaye, est la moitié de la science. »

Cela même nous montre comment il faut étudier les

[1] LAURENT, *Principes de droit civil*, I, p. 43 (1869).
[2] GANSER, Discours de rentrée; *Belgique judiciaire*, X, 129-133 (1852).

coutumes et pourquoi je parlais tout à l'heure de l'histoire du droit *germanique*. En effet, la source, non unique, mais principale, des coutumes belges et des coutumes françaises, c'est l'ancien droit germanique, tel qu'on le trouve fixé, par fragments, dans les décrets et capitulaires des rois francs, dans les lois salique et ripuaire et, en général, dans toutes les lois dites des Barbares, lesquelles se complètent mutuellement et doivent être complétées encore par les documents postérieurs qui révèlent les usages antiques. Ces fondements de notre droit actuel, qui s'en occupe en Belgique, à part quelques érudits? Ici même, dans ce Brabant, où furent rédigées, sous le nom de *Loi salique*, les coutumes des ancêtres francs de nos populations flamandes, a-t-on beaucoup étudié, depuis deux siècles, les origines de cette loi? Il ne paraît pas que cette étude, si avancée en Allemagne, en France et même ailleurs[1], ait fait ici de grands progrès depuis Wendelen : au contraire, à lire certains travaux modernes, on doit croire qu'il y a recul. Souvenons-nous que la Belgique fut jadis au premier rang, dans la science du droit romain d'abord, dans celle du droit national ensuite. La *Notitia juris belgici*, de Zypæus, a paru dès 1635, tandis que la *Delineatio juris germanici*, de Beyer, n'a vu le jour qu'en 1718. Durant le cours du XVIIe siècle et encore au XVIIIe, nombre de grands et de bons travaux sur les coutumes et sur la jurisprudence nationales ont été faits par des légistes qui étaient nourris de droit romain et qui ont introduit (ceci n'est point indifférent)

[1] Je pense surtout ici à M. ROMUALD DE HUBÉ.

beaucoup de droit romain dans le développement du droit belge. Malheureusement, on en est resté là. Les Belges sont demeurés à peu près étrangers à l'impulsion vivifiante qui, depuis Runde et surtout depuis Eichhorn, a renouvelé, en Allemagne, l'étude du droit germanique. Le long et laborieux séjour de Warnkœnig n'a pas produit tous les fruits qu'on serait en droit d'en attendre. On le constate, avec un sentiment de regret, en lisant le beau livre du premier président Defacqz.

Ce délaissement du passé juridique du peuple belge constitue une infériorité réelle dont, à juste titre, on commence à s'inquiéter. On reparle donc, depuis quelques années, des coutumes; on en recommande l'étude, et le gouvernement, poussé par un sentiment auquel on ne saurait trop applaudir, en fait faire des éditions splendides, qui sont ou seront pourvues de notes savantes et de commentaires judicieux. Ce mouvement est excellent, je fais des vœux pour qu'il soit fécond. Mais, comme l'excès entraîne l'excès, déjà l'exagération s'y mêle. Hier, on oubliait le droit coutumier; aujourd'hui, l'on voudrait lui donner *la première place* dans les études, naturellement aux dépens d'autres disciplines et surtout aux dépens du droit romain[1]. Peut-être n'est-ce là qu'une illusion momentanée, destinée à

[1] On lit dans une œuvre nationale justement estimée la déclaration suivante, signée d'un nom qui jouit, en Belgique et à l'étranger, d'une grande autorité : « *Il faut que l'histoire du droit coutumier tienne la première place dans les études juridiques!* » *Patria Belgica*, II, p. 566 (1874). L'article d'où ces lignes sont tirées contient, à côté de choses excellentes, plusieurs assertions que je crois erronées, mais que je ne puis naturellement pas relever ici. Je le ferai peut-être un jour si l'occasion s'en présente.

passer comme tant d'autres. Cependant, si des hommes justement considérés s'en font les apôtres ou les porte-voix, il pourrait se former une opinion publique selon laquelle, dans les pays du Code Napoléon, l'étude du droit romain pourrait être négligée impunément, pour faire place à l'étude des coutumes et du droit germanique. Théorie dangereuse, dont la réalisation serait, plus encore que l'état de choses actuel, funeste à l'avenir de la jurisprudence belge.

Pour l'appuyer, on cherche à infirmer la déclaration bien connue des rédacteurs du Code, d'après laquelle celui-ci représente, en général, une *œuvre de transaction* entre les deux droits principaux qui se partageaient l'ancienne France. On prétend, au contraire, que, dans le Code, l'élément coutumier prédomine tellement sur l'élément romain, que le Code est, en réalité, *coutumier*[1].

Je pense encore une fois que l'excès a produit l'excès. Certains *romanistes* ont compté les articles du Code qui leur paraissaient d'origine romaine et ont attribué la part du lion à leur droit favori, oubliant peut-être qu'en pareille matière il ne faut pas compter, mais peser, et que les chiffres, comme les définitions, sont dangereux et trompeurs[2]. Mais si je pèse, si j'analyse, si surtout je considère l'importance relative des principes, si je tiens compte aussi des modifications appor-

[1] *Patria Belgica*, 538 s., 563.

[2] J'ai signalé ailleurs quelques dangers et quelques exagérations dans le sens indiqué. Voir la *Revue de Droit international et de Législation comparée*, V, p. 519 à 521.

tées au droit de Justinien par l'usage moderne, tel qu'il se manifeste dans les écrits de l'excellent jurisconsulte Pothier et du respectable philosophe Domat[1], je me vois obligé de persister dans ma conviction : que nous vivons, en somme, plus sous le droit romain que sous le droit germanique ou coutumier, et qu'en soutenant le contraire, on se trompe. Je crois que cette appréciation, sur laquelle je reviendrai, est justifiée par l'étude du Code civil et par l'examen comparatif de l'état social et juridique de Rome, du moyen âge et de notre société actuelle[2].

On plaide la suprématie du droit coutumier au moyen d'autres arguments encore et, par une suite assez naturelle de la position traditionnelle qu'occupe le droit romain dans notre enseignement, le plaidoyer tourne au réquisitoire, car le droit romain est un ennemi qu'il faut débusquer de la place où l'on veut s'établir.

C'est un des traits remarquables du droit romain qu'il a ou qu'il a eu des adversaires de genres très-différents, voire même tout à fait opposés.

Les uns le repoussent en vertu d'un sentiment politique mal éclairé : ils y voient un instrument de despotisme ! Cette croyance a encore des adeptes aux États-Unis, mais ils deviennent plus rares de jour en jour.

[1] M. COUSIN a surfait DOMAT comme jurisconsulte. Je crois que M. LABOULAYE a plus raison quand il dit : « Aux noms glorieux des DU MOULIN, des D'ARGENTRÉ, des PITHOU, des CHARONDAS, des COQUILLE, des LOYSEAU, des BODIN, des PASQUIER, le siècle de Louis XIV n'oppose qu'un seul beau génie, D'AGUESSEAU ; DOMAT *n'est qu'un admirable philosophe.* »

[2] Voir *suprà*, p. 10 et suivantes. Pour prouver les appréciations de cette nature, il faudrait des volumes.

Elle a régné pendant des siècles en Angleterre, où les lords-chanceliers se sont vus forcés d'introduire le droit romain, à titre d'*equity*, sans le déclarer, subrepticement, comme une marchandise de contrebande.

D'autres haïssent le droit romain parce qu'ils aiment l'ancien régime, la féodalité, les restrictions, les entraves, les inégalités que le droit romain ignore ou rejette.

D'autres, au contraire, parce qu'ils haïssent tout ce qui est vieux, tout ce qui rappelle le passé. Tel était, par exemple, Barère, lorsqu'il prononçait le jugement sommaire suivant : « Le Code civil de Rome, tant vanté par ceux qui n'ont pas été condamnés à le lire..., était un volume énorme, corrompu par le chancelier pervers d'un empereur imbécile. »

D'autres antagonistes du droit romain, et ce sont probablement les plus nombreux, le décrient simplement pour se dispenser de l'apprendre ou pour se faire pardonner de l'avoir oublié. Ceux-ci parlent volontiers des bizarreries, des absurdités de la loi des Douze Tables et même du droit nouveau, montrant ainsi à l'évidence qu'ils jugent ce qu'ils ne connaissent pas.

D'autres, en revanche, articulent le reproche diamétralement contraire. Le droit romain, disent-ils, est trop logique, trop rationnel, trop abstrait, trop symétrique, pas assez conforme aux exigences et aux inconséquences de la vie ; trop rigoureux, pas assez humain. On lui oppose le droit germanique, plus humain, moins régulier, plus *équitable*. Voilà l'*équité germanique* en

présence de la *rigueur romaine*[1]. Puis, on remonte au caractère national de chacune des nations qui sont en présence, et l'on trouve que les Romains étaient durs jusqu'à la cruauté, intéressés jusqu'à l'avarice, pratiques et positifs jusqu'à la fourberie, tout en étant possédés d'un goût singulier pour les formalités les plus gênantes, enfin, malgré leur culte pour la raison pure, très matériels; tandis que les Germains, douces et poétiques natures, étaient équitables et spiritualistes, esclaves de la parole donnée, libres des entraves du formalisme. On remarque, en outre, que les Germains, lorsqu'ils se sont substitués à l'Empire, étaient ou devenaient chrétiens, tandis que les Romains, quand ils ont formé leur droit, étaient encore plongés dans les ténèbres du paganisme. *Nous* descendons en droite ligne des Germains; comme eux, nous sommes vertueux, chrétiens, équitables, spiritualistes; la conscience moderne reconnaît la suprématie du fond sur la forme, de l'esprit sur la lettre. Conclusion : Le droit germanique est plus conforme à l'état de la société moderne que le droit romain, lequel est abstrait et matériel, rigoureux et formaliste, étranger, mort. On reconnaît, toutefois, qu'il faut l'étudier à titre de gymnastique intellectuelle; mais ce culte, purement platonique, dernier hommage rendu à la superstition, doit évidemment et logiquement être réduit au plus strict nécessaire[2].

[1] Voyez, par exemple, LAURENT, *Principes de droit civil*, I, p. 12, 33-36; *Patria Belgica*, p. 544.

[2] *Patria Belgica*, 562-565. On remarque quelque contradiction dans ces pages. Tantôt l'auteur veut qu'on enseigne le droit romain pour former l'esprit juridique, tantôt comme histoire seulement.

Je crois que ce dernier système, mélange d'exagérations et d'erreurs positives, a été quelque peu à la mode en Allemagne, dans la seconde moitié du dernier siècle, par une réaction patriotique contre l'injuste mépris que les praticiens et les théoriciens professaient pour le droit national. En tout cas, il a passé de mode, aujourd'hui, avec l'abus qui l'a fait naître; d'ailleurs, il ne pouvait tenir devant une connaissance plus exacte du vrai droit romain et du vrai droit germanique, des rapports entre les diverses familles de la race aryenne, de la parenté qui unissait Germains et Romains; enfin, des ressemblances profondes de leurs institutions et de leurs droits respectifs, qu'on dépeignait jadis comme si dissemblables[1]. Aujourd'hui, de l'autre côté du Rhin, la question est vidée, on n'en parle plus; l'opposition entre *germanistes* et *romanistes* porte sur d'autres questions et tend aussi, d'ailleurs, à disparaître. Voudrait-on s'approprier en Belgique, pays mixte, les préjugés dont les pays purement germaniques se sont heureusement dépouillés? J'ai peine à le croire. Je consacrerai pourtant quelques instants à l'examen sommaire de deux ou trois de ces préjugés, mais non à une réfutation en règle, dont ce n'est aujourd'hui et ici ni le temps ni le lieu. Je ne conteste nullement les bonnes intentions de ceux qui veulent les accréditer; mais le peu que je dirai suffira, je pense, à prouver qu'ils se

[1] Voyez, par exemple, le mémoire de M. LABAND, *Die rechtliche Stellung der Frauen im altrömischen und germanischen Recht*, dans la *Zeitschrift für Volkerpsychologie*, 1865, et le livre de ROSSBACH, *Die Römische Ehe*, 1853.

font illusion à la fois sur le droit romain et sur le droit germanique, peut-être parce qu'ils ne connaissent bien ni l'un ni l'autre[1].

Prenons d'abord cette ancienne opposition, que l'on essaye de réchauffer, entre la *rigueur romaine* et l'*équité germanique*.

Je ne sais s'il peut y avoir deux équités. Je connais l'*équité*, telle que les jurisconsultes de Rome l'ont entendue, telle qu'on l'entend aujourd'hui. Or, il me semble que le droit privé romain, qui est contenu dans le *corps du droit* transmis aux nations modernes, est plein de cette équité, qu'il en est imbu, au moins dans sa plus grande partie. L'étude des Pandectes doit forcément, me semble-t-il, amener à cette conviction tout homme qui s'y livre sérieusement et de bonne foi, avec une préparation historique et philosophique suffisante et sans se laisser préoccuper par des lieux communs surannés. Peut-être suis-je moi-même prévenu, illusionné, aveuglé? Peut-être tous les *romanistes* sont-ils passionnés dans l'admiration de la science qu'ils cultivent? Je vois cependant que cette passion, ces illusions, ces préventions ont été et sont partagées par

[1] Mon intention n'est pas de défendre ici la méthode particulière d'après laquelle le droit romain est enseigné actuellement en Belgique. Je reconnais volontiers que les cours appelés *Institutes* et *Pandectes* sont susceptibles de changements et que des combinaisons nouvelles pourront être introduites utilement, pourvu toutefois que certains principes fondamentaux soient respectés, au nombre desquels je compte l'étude du droit dans les sources mêmes, plutôt que dans les *délayages* modernes. Je suis convaincu qu'il importe de laisser le plus possible la parole aux jurisconsultes classiques, afin qu'ils initient eux-mêmes les élèves à leur raisonnement parfait et à leur analyse excellente.

bien d'autres personnes qui n'ont pas les mêmes sujets de partialité. L'exposé des motifs du titre *Des obligations* est assez célèbre; il est vrai qu'on récuse, je ne sais pourquoi, l'autorité de Bigot de Préameneu, jurisconsulte coutumier[1]. Je pense qu'*a fortiori* on récusera l'autorité de Bossuet, qui n'était pas jurisconsulte et qui pensait que *le bon sens, maître de la vie humaine, règne partout* (dans les lois de Rome), *et qu'on ne voit nulle part une plus belle application des principes de l'équité naturelle*. Mais lisez les auteurs des deux derniers siècles, qui voulaient (on le veut encore aujourd'hui!) reconstruire un soi-disant *droit naturel*, code perdu de l'âge d'or, qu'ils identifiaient avec l'équité, comme le faisaient déjà les philosophes de l'époque des Antonins; vous verrez qu'avec des variantes inévitables, ils en reviennent assez constamment aux dispositions des Institutes. Et si vous vous enquérez de la formation de l'édifice majestueux et compliqué du droit anglais, vous constaterez que, dès le moyen âge, la Cour de la chancellerie s'est inspirée du droit romain, considéré comme équité. « Nous trouvons souvent, dit M. Maine[2], dans les sentences des juges, des textes entiers empruntés au *Corpus juris civilis* sans altération des termes, bien que leur origine ne soit jamais signalée. » Au XVIII[e] siècle, les chanceliers s'inspirèrent beaucoup des œuvres des publicistes des Pays-Bas, dont les systèmes, mêlés de jurisprudence et de morale, ont eu sur le droit anglais une influence considérable

[1] *Patria Belgica*, p. 540-541.
[2] *Ancien droit*, traduction de M. COURCELLE-SENEUIL, p. 43-44. (1873.)

« tendant à supplanter la vieille jurisprudence du pays en vertu d'une supériorité morale intrinsèque ». Or, ces publicistes néerlandais étaient des *romanistes*, et la vieille jurisprudence du pays était germanique. Le même auteur anglais, qui n'est pas *romaniste*, prononce le jugement suivant : « Quel que soit le sujet immédiat que traite un jurisconsulte de l'époque classique, on peut dire qu'il expose les principes de l'équité[1]. » Ouvrez enfin le livre classique d'un des maîtres de la science actuelle, et voici ce que vous lisez en tête du chapitre des obligations[2] : « Si l'on considère avec quel art la jurisprudence romaine a su analyser, en ses notions constitutives, la matière si riche des relations économiques, avec quelle sagacité et avec quel sentiment de justice elle a fixé et développé par dessus tout le principe de la *bonne foi*, alors la grande importance que les doctrines romaines ont acquise dans la vie juridique allemande ne pourra que paraître naturelle et légitime. » Celui qui parle ainsi n'est pas un *romaniste* : c'est plutôt un adversaire du droit romain, c'est un des premiers *germanistes* de l'Allemagne.

Mais voilà trop de citations pour un fait aussi généralement reconnu. N'est-ce pas, d'ailleurs, cette équité parfaite unie à l'acuité du raisonnement juridique où excellaient, grâce sans doute à un phénomène de sélection, les Romains de l'époque classique, qui a conservé au droit romain le nom de *Raison écrite*, nom qui lui a

[1] MAINE, *Ancien droit*, p. 64, — et, en général, p. 43-69.
[2] BESELER, *System des Gemeinen Deutschen Privatrechts*, édition de 1873, p. 397.

été donné primitivement dans un sens purement matériel, mais qui a pris, depuis très longtemps, le sens élevé que tout le monde comprend ? N'est-ce pas cette réunion de logique et d'équité qui fait du droit romain le droit modèle ? En effet, si l'on n'envisageait que la logique seule, la lucidité et la subtilité, les casuistes et les talmudistes ne brilleraient pas d'un moindre éclat que les grands classiques de Rome[1].

Voilà, Messieurs, l'équité romaine.

Qu'est-ce donc que cette équité *germanique*, qu'on prétend distincte et supérieure ?

En présence des lignes si nettes et si harmoniques du droit romain, je vois le vague, l'indéfini, l'inachevé d'un droit encore à l'état d'enfance, à moitié enveloppé dans la morale, à moitié soumis à la force. Les domaines qui, à Rome, sont délimités de telle sorte que ce qui est à César est rendu à César, s'enchevêtrent ici, se mêlent et empiètent l'un sur l'autre.

C'est précisément ce mélange, cet indéfini, ce vague, qu'on décore du nom d'*équité germanique*. Illusion bizarre ! L'ignorance, l'impuissance n'excluent-elles pas l'équité, fait moral qui doit être conscient et réfléchi ? Une simple comparaison en dira plus que de longs raisonnements : l'enfant, chez qui le sens du tien et du

[1] JHERING, *Geist des Römischen Rechts*, I, 17 (3e édition; p. 17-18 de la traduction de M. de Meulenaere) : « Man preist den Scharfsinn und die Consequenz der römischen Juristen... Dieselbe Eigenschaft findet sich in nicht minderem Grade, ja vielleicht mit einer noch schärferen Spitze in der talmudischen Jurisprudenz und in der juristischen und moralischen Casuistik der Jesuiten, und doch wie sehr treten beide hinter das römische Recht in den Schatten! » Ci-dessus, p. 22-27.

mien est inculte encore, direz-vous de lui qu'il est libéral et charitable comme l'homme fait, dont la justice est éclairée et tempérée par l'humanité, la générosité, le désintéressement? Certainement non. De même, appellerez-vous *équité* le droit rudimentaire d'un peuple dont le sens juridique n'est pas encore développé, droit qui n'est, par conséquent, pas encore élevé au rang de véritable *droit?*

Dans tout ceci, l'on joue sur les mots et sur les dates. Quel est ce droit romain dont on stigmatise la rigueur, sans tenir assez de compte des mille et mille habitudes de la vie qui tempéraient cette rigueur et qui ne nous ont pas été transmises par des documents exprès[1]? C'est le droit *civil*, dans l'ancien sens du mot, c'est-à-dire le droit des Douze Tables, droit déjà très remarquable, parce que c'est une codification, faite au bon moment, de coutumes saines et non dégénérées[2], mais droit étroit, né dans un milieu restreint, approprié à ce milieu. Et quel est le droit romain qui règne à côté du droit germanique dans notre Europe occidentale? C'est le droit de Justinien. Un millier d'années sépare Justinien des Douze Tables, et, dans ces mille années, la coutume, les préteurs, les édiles, les jurisconsultes, les empereurs ont transformé le droit civil et ont fait partout triompher l'équité sur le droit strict[3]. Quand on

[1] « Die alte *Sitte* ist der unentbehrliche Schlüssel zum Verständniss des alten Rechts. » JHERING, II, 291.

[2] MAINE, 17-20.

[3] M. VOIGT a essayé de faire l'histoire de ce développement. *Das jus naturale, æquum et bonum, und das jus gentium der Römer*, I, 11-59, 213-229, 345-396, 490, etc. (1856-1871.)

parle du droit rigoureux de Rome, on ne pense pas à ce droit équitable et chrétien, mais au vieux droit local des Quirites. Et quand on parle de l'étude du droit romain et de son utilité, de son autorité, de son influence, ce n'est pas le vieux droit local des Quirites qu'on a en vue, mais le droit équitable et universel de l'époque classique et le droit chrétien de Justinien.

Les partisans de la théorie que je combats effacent le développement de dix siècles, confondent ce qui doit être distingué et embrouillent tout, dans l'intérêt de leur cause, mais au détriment de la vérité.

Même confusion dans ce qu'ils nous disent du *formalisme* des Romains. Tout peuple qui débute dans la vie juridique est formaliste. Qu'est-ce que le fond dégagé de la forme? Une abstraction, et l'abstraction suppose un état intellectuel avancé. Dans le cours de leur longue carrière, les Romains, conservateurs tenaces, se sont, lentement il est vrai, mais presque entièrement débarrassés des formalités et des formules. Ils s'en sont même trop débarrassés, par exemple dans la matière des hypothèques, où nous avons été heureux de recourir aux formalités protectrices apportées par les Germains en retard sur Rome de plusieurs siècles.

A Rome, la vente de l'immeuble le plus considérable, du joyau le plus précieux, de l'esclave-artiste qui valait vingt domaines, avait lieu par simple consentement, sans forme aucune, sans un mot d'écrit, même sans paroles, par un geste, un signe. En droit justinianéen,

la propriété même de toutes ces choses se transmet par la remise, aussi sans forme aucune [1].

L'idée de la perfection générale de l'obligation par le seul consentement n'est pas plus germanique que romaine, elle est moderne; on peut suivre la marche de son avènement, dû en partie à quelques malentendus; cependant, elle n'était pas loin de se faire jour à Rome même, lorsque la seule formalité requise était la *stipulation*, c'est-à-dire la simple expression de l'accord des parties contractantes par leurs déclarations successives, celle du créancier précédant celle du débiteur : *Promettez-vous? — Je promets.* Et cela sans termes quelconques solennels ou consacrés. Certes, cette dernière formalité était bien légère. Les modernes l'ont repoussée; il n'est point sûr qu'ils aient bien fait[2].

Qu'on rapproche maintenant de ce manque presque absolu de formes dans le droit romain perfectionné la richesse exubérante du droit germanique en formalités, en formules et en symboles[3], et l'on s'étonnera de lire des assertions comme celle-ci, qui porte la date de la présente année 1874 : *Les Germains ignorent la superstition des formules, la vie vivante remplace la vie factice.*[4]

[1] Il est vrai que le Code Napoléon va encore plus loin, mais il a tort et il a fallu le corriger, 711. 1138. 1583. Cf. 2279. Loi de 1851.

[2] Voyez, par exemple, HESSE, *Juristische Probleme*, § 50. (1872.)

[3] GRIMM, *Rechtsalterthümer* passim; BESELER, p. 405 : « Wir finden den reichen Formalismus des deutschen Rechts auch auf die Vertragslehre angewandt und mit grosser Consequenz durchgefürht. » Il est clair que je ne puis entrer ici dans l'examen des différences du formalisme romain et du formalisme germanique.

[4] *Patria Belgica*, p. 544.

Le malentendu déjà signalé, la confusion des dates explique suffisamment l'accusation de formalisme portée contre les Romains. Le droit romain ancien était formaliste, à peu près comme l'était le droit germanique dix siècles plus tard. Ni l'un ni l'autre n'étaient morts. La suite a montré combien le droit romain était viable, et que sa vie, par conséquent, n'était rien moins que factice[1].

Ai-je besoin de déclarer que, si je constate à quel point la Germanie était en retard sur Rome, je n'y joins aucune pensée de blâme ni de dédain? Je l'ai dit déjà : le temps n'est plus où l'on exagérait les différences qui distinguent les unes des autres les familles indo-européennes. Nous reconnaissons dans nos ancêtres Germains les frères cadets des Grecs, des Romains, des Celtes. Je suis de ceux qui croient que leur invasion a été salutaire, parce qu'ils ont retrempé la société romaine, dont la décrépitude semblait incurable. C'étaient des adolescents pleins de sève et de force; ils possédaient à un haut degré les qualités de leur âge, mais ils devaient fatalement forcer le droit à faire un immense pas de recul. Dans leur vie errante, intempérante et batailleuse, la famille n'avait pu parvenir, comme à Rome[1], à se constituer en individualités fortes et respectées; l'achat de l'épouse n'était pas encore un simple souvenir; la polygamie, peu usitée, était permise; les femmes étaient sujettes à perpétuité et le sont

[1] Sur la véritable portée du *formalisme dans le droit*, consulter Jhering, III, p. 156-355 de la traduction de M. de Meulenaere.

[2] Voyez, pour Rome, Jhering, II, 148-204.

restées dans maints pays jusqu'à nos jours; le père même dépendait de ses agnats, plus peut-être qu'il n'avait d'autorité sur ses enfants. Mourant, il n'avait nul moyen de donner à ceux-ci un tuteur de confiance, comme il n'avait nul moyen de disposer de ses biens en faveur de personnes aimées. La propriété des Germains était plus arriérée encore, pour des motifs qui sautent aux yeux[1], et leur système contractuel était bien loin de pouvoir être comparé à celui qu'avaient consacré, dix siècles auparavant, les Douze Tables! La procédure était infectée de superstitions cruelles, de ces ordalies dont toute trace était dès longtemps perdue à Rome[2] et que notre Occident a gardées jusqu'au XVIIe siècle[3]. Le recul est particulièrement frappant dans la poursuite pour dettes : il y a produit une rigueur inconnue depuis des siècles aux pays romanisés[4]. Tout cela, je le répète, était dans la force des choses. C'est un simple effet de chronologie. On ne peut exiger de la barbarie les fruits de la civilisation, ni de l'enfance ceux de la maturité, ni de l'ignorance ceux du savoir.

Je dois dire encore quelques mots d'une hérésie un

[1] La propriété foncière individuelle n'était pas encore formée complètement, etc.

[2] Sauf peut-être dans l'usage domestique du *judicium offæ?* HORACE, *Épîtres*, I, 10, v. 10 : « Utque sacerdotis fugitivus, liba recuso. »

[3] Duels judiciaires en Angleterre en 1571 et 1631, en France en 1547, en Espagne en 1522. Pour la Belgique, WARNKOENIG, III, 297. Autres épreuves : SHAKESPEARE, *Richard III*, 1, 2.

[4] HARDOUIN, *Essai sur l'abolition de la contrainte par corps* (1874), p. 123-135.

peu enfantine, très rebattue, souvent réfutée, et cependant toujours spécieuse et séduisante.

Caressant, avec un orgueil que je partage, le souvenir de nos origines germaniques, on dit : Puisque nous ne sommes pas des citoyens romains, pourquoi tant étudier le droit de Rome[1] ?

J'en conviens, le fait est indéniable. Nous vivons au XIX[e] siècle, et nous ne sommes pas nés sur les rives du Tibre. Il est vrai que, parmi les jurisconsultes classiques, plus d'un n'y était pas né plus que nous. Il y en a, et des plus grands, qui étaient grecs, orientaux, africains, comme les empereurs, leurs maîtres[2]. On dira que ceci n'importe guère, et l'on aura raison. On peut remarquer cependant que les rescrits des empereurs et les *responsa* des juristes s'adressent à toutes les parties de l'Empire; qu'il y est question d'affaires d'Asie, d'Égypte, des Gaules, des Germanies cis- et transrhénanes et de Belgique[3]; que c'est à Constantinople qu'ils ont été résumés et colligés; que le droit qu'ils contiennent est donc universel; qu'il a régi ceux de nos pères de qui nous tenons la langue dont nous faisons usage. On dira peut-être aussi qu'il n'importe guère, et, par le fait, ces considérations restent un peu à la surface.

Mais il est, dans le même ordre d'idées, un autre

[1] *Patria Belgica*, p. 563.

[2] Tertullien, à la fois jurisconsulte et théologien chrétien, était de Carthage; Julien d'Adrumète; Ulpien de Tyr; Papinien aussi Syrien; Gaius, peut-être un Grec de l'Asie Mineure; Javolène, Scévola, Martien, Modestin, Callistrate, d'autres encore, étaient Grecs. — BREMER, *Die Rechtslehrer und Rechtsschulen im Römischen Kaiserreich*, p. 71-102.

[3] Ci-dessus, p. 22-23.

fait qui mérite plus d'attention qu'on ne lui en prête d'ordinaire. Grâce à la destinée unique du droit romain, son cosmopolitisme a été élevé à une puissance supérieure. Dès le moyen âge, il a été cultivé, étudié, commenté dans la plupart de nos pays d'Occident, si bien que la science *romaniste* actuelle est une œuvre collective, à laquelle ont coopéré, pendant sept ou huit siècles, l'esprit merveilleusement net et délié des docteurs-praticiens d'Italie, la haute et fine culture intellectuelle, la sagacité, le génie des Français de la renaissance, l'application sérieuse des Espagnols, l'érudition solide et minutieuse de l'école hollandaise, le labeur sans fin ni trêve des Allemands. Il est, je pense, superflu d'énumérer les avantages qui sont les fruits de cette collectivité et de faire ressortir la pauvreté relative des jurisprudences locales. Et ces fruits ne sont pas scientifiques seulement, ils sont au contraire éminemment pratiques, aujourd'hui plus que jamais. Les liens qui unissent les nations deviennent chaque jour plus nombreux et chaque jour plus forts. Il est impossible de ne pas voir la tendance à l'unité du droit qui se manifeste partout : « *Les institutions purement locales* disparaissent de plus en plus... Ce mouvement ne s'arrête pas aux frontières des États : il les a dès longtemps franchies. » — « Le droit *européen* tend toujours plus à se rapprocher d'un type commun, que l'on peut voir se détacher des diversités *locales*, puis grandir et se substituer de plus en plus aux manifestations *nationales*[1]. » Et c'est

[1] Ch. Brocher, dans l'*Étude sur la réserve*. *Revue de droit international et de législation comparée*, III, 413.

à l'aurore de cette ère nouvelle que l'on vient nous conseiller de répudier cet opulent héritage d'un passé commun, ce patrimoine précieux d'un commun avenir, pour nous parquer et nous confiner dans l'étude mesquine d'un régime déchu !

Ceci m'amène à toucher un autre point, qui sera le dernier.

J'accordais sans peine, tout à l'heure, que nous ne sommes pas Romains.

Il me semble, ceci soit dit en passant, que l'on exagère ces questions de race qui se glissent partout aujourd'hui. Les Allemands ont adopté le droit romain en bloc et ils s'en sont bien trouvés. De nos jours, le Code Napoléon est reçu dans maints pays dont les habitants n'ont guère de rapports avec la nation française et sont satisfaits de cette législation étrangère. Si la loi est bonne, dans le sens le plus sérieux du mot, qu'importe son origine? Mais laissons cette question, qui est complexe. J'en pose une autre, qui touche de plus près à mon sujet : La patrie est-elle seulement dans l'espace? N'est-elle pas aussi dans le temps? Il me semble que je suis citoyen de mon époque, aussi bien que je suis citoyen de mon pays. J'ai des devoirs envers mon pays : n'ai-je pas des devoirs analogues envers mon époque? Ainsi, le devoir d'amour. Il faut aimer son époque à peu près comme il faut aimer son pays, malgré ses défaillances, ses erreurs, ses vices même, et l'homme pensant qui n'éprouve pas cet amour n'est pas seulement profondément à plaindre : il mérite aussi le blâme le plus rigoureux. Or, je soutiens qu'au point

de vue juridique[1], nous, gens régis par les principes de 1789 et par le Code Napoléon, nous sommes, non pas, à la vérité, des citoyens de Rome, mais, en dépit de quelques abîmes qui, fort heureusement, nous en séparent, plus voisins de la Rome impériale que de la féodalité et, en général, du régime qui a précédé la Révolution française.

La Révolution a été, par des côtés importants et nombreux, un retour vers l'état social de Rome, retour en partie inconscient, en partie raisonné et voulu, préparé d'ailleurs de longue main par les légistes du moyen âge, par les lettrés de la renaissance, par les économistes, par les philosophes et même par l'Église.

Ceci ne doit être ni un éloge, ni un blâme. C'est la simple constatation d'un fait historique, reconnu par les amis de la Révolution comme par ses ennemis.

Aussi, combien ne voyons-nous pas, consacrés aujourd'hui dans les pays du Code Napoléon, de principes fondamentaux qui sont romains et directement opposés aux principes du moyen âge? Ils nous sont tellement familiers que nous ne songeons plus à leur origine, que nous oublions surtout qu'ils ont été perdus pendant des siècles et qu'il a fallu, pour les retrouver, pour les reconquérir, les travaux et les efforts, le sang et la vie de bien des générations humaines.

Voici quelques-uns de ces principes, que je glane,

[1] L'analyse comparative des éléments germaniques et des éléments romains de notre vie morale et intellectuelle présente un immense intérêt, mais sort naturellement de notre cadre.

sans beaucoup choisir, dans diverses parties du droit[1].

D'abord, pour nous comme pour les Romains, les domaines du droit et de la morale sont, non pas étrangers l'un à l'autre, mais distincts. Autre est le for extérieur, autre le for intérieur[2].

Notre société s'éloigne toujours plus des idées théocratiques et tutélaires, pour revenir à la liberté et à la responsabilité romaines[3].

L'homme, sujet de droits, doué d'intelligence et de volonté, est maître de sa personne et de ses biens[4].

Les hommes sont égaux; il n'y a qu'un droit pour tous[5].

Chacun naît franc, conformément au « droit de nature[6] ». Les sexes sont égaux en droit privé; plus de

[1] J'ai donné un aperçu très bref du droit français au point de vue du droit romain, dans l'*Encyclopédie* de HOLTZENDORFF, I, p. 533-554. (1872.)

[2] L. 15 *De Cond. Inst.*, 28, 7. L. 26 *De V. O.* 45, 1. L. 6 C. *De pactis.* — JHERING, II, 45-58.

[3] JHERING, II, 115-125, 205-218 : « Es hat wohl noch nie ein Recht gegeben, das den Gedanken der Freiheit in so würdiger und richtiger Weise erfasst hat, wie das Römische. » D'autres, en revanche, nous apprennent que « les Romains ne connaissaient guère la liberté ». *Patria Belgica*, 544-545, 558-559.

[4] L. 4 pr. *De Statu hominum*, 1, 5. SCHMIDT, *Der prinzipielle Unterschied des deutschen und des römischen Rechts*, p. 161 ss., 278 ss.

[5] « Omnes homines... æquales sunt... » Dans la bouche des jurisconsultes de Rome, ceci n'est pas le dogme politique abstrait et, après tout, faux des spéculateurs modernes. C'est une règle de droit, ce qui vaut mieux.— « *Se summis infimisque jura exæquasse.* » TITE-LIVE, III, 34.— JHERING, II, 89 : « Das ältere Privatrecht kennt kein einziges Vorrecht...» *Ibid.*, 90-96.

[6] L. 4 *De Justitia et jure*, 1, 1. L. 4, § 1 *De Statu hominum*, 1, 5. Com-

tutelle des femmes, plus de privilèges de masculinité[1]. Plus de droits d'aînesse. Plus de taches de bâtardise, plus de ces autres taches provenant de circonstances extérieures et indépendantes de la volonté de celui qui en était souillé, toutes à peu près inconnues au droit privé de Rome, si nombreuses, en revanche, et si flétrissantes en droit germanique[2].

La propriété est redevenue entière, libre, unique, déterminée, absolue, exclusive. La propriété du sol n'est limitée que par la force des choses et la volonté du propriétaire, sans mélange d'idées d'autorité ni de seigneurie. Il n'y a plus d'indivision forcée. On a balayé les entraves multiples, les distinctions, les nuances infinies du moyen âge; les droits réels sont ramenés à la simplicité ancienne.

Sauf deux ou trois règles importantes et quelques points de détail, les obligations sont régies presque entièrement par le droit de Justinien, modifié par l'*usage moderne des Pandectes* [3]. La liberté romaine a

parez le Miroir de Saxe, III, 42. Ordonnance de Louis le Hutin sur l'affranchissement des serfs des domaines royaux (1315).

En droit justinianéen, *quis* comprend *quæ* (L. 1 *De V. S.*, 50, 16), ce qui est compatible d'ailleurs avec des restrictions de politique législative, telle que celle du sénatus-consulte velléien.

[1] On supprime à peu près partout, depuis quelques années, la tutelle du sexe.

[2] Peut-on affirmer, en face de ces principes fondamentaux de notre droit, que « *le droit qui régit les personnes n'a plus rien de commun avec le droit romain?...* » — *Patria Belgica*, 538.

[3] Sur quelques points, le Code est plus dans le vrai droit romain que ne l'était le droit commun, il y a soixante ou quatre-vingts ans. Ainsi, dans la théorie de la faute et dans la matière si controversée du *Dies*

triomphé des innombrables assujettissements de l'ancien régime. Parfois, le Code est plus radical, plus anti-germanique que le droit romain[1].

Le droit de famille et le droit des successions sont, il est vrai, plus coutumiers que les autres parties du Code. Cependant, même ici, le génie de Rome a tracé d'ineffaçables sillons[2].

Les auteurs du Code Civil ont voulu revenir, en fait de successions, à la simplicité romaine. Il renvoient *surtout*, pour les principes qui les ont guidés, à l'étude du droit romain : « C'est là, dit Treilhard dans l'exposé des motifs, qu'il faut chercher ces notions sûres et frappantes qu'on peut regarder comme autant d'oracles de justice. »

Le testament du Code n'est qu'un codicille *ab intestat* : c'est une simple affaire de forme. Mais la liberté testamentaire est aussi grande chez nous qu'à Rome. La portion disponible seulement a été restreinte, précisément dans un esprit de réaction contre le droit germanique, c'est-à-dire contre le droit d'aînesse et les privilèges de masculinité. D'ailleurs, les théoriciens qui voudraient exagérer la liberté testamen-

interpellans ou *non interpellans pro homine.* — *Encyclopédie* de HOLTZENDORFF, I, p. 541-542.

[1] Ainsi, en rejetant la *Societas universorum bonorum.*

[2] ARNTZ, *Droit civil,* 1252 : « Les rédacteurs du Code n'ont pas établi un système de succession... conséquent dans ses détails. *Tout en donnant la préférence au droit romain*, ils ont conservé une partie des principes du droit coutumier...»— *Encyclopédie* de HOLTZENDORFF, I, p. 549 : « Obschon der Gezetzgeber vom römischen Rechte ausgehen wollte, ist die Grundlage doch mehr deutsch. »

taire, sont bien loin d'être des partisans des *idées romaines*[1].

Sauf un cas, les institutions contractuelles sont abolies. L'héritier représente le défunt, il est tenu de ses dettes. Dettes et créances sont divisées de plein droit entre les cohéritiers. On ne statue plus de différences, au point de vue des règles de la succession, selon la condition, l'âge, le sexe des héritiers, ni selon la nature et l'origine des biens. La proximité du degré s'établit à la romaine ; le principe de la cognation, c'est-à-dire de la parenté du sang par les femmes comme par les mâles, ce principe que le préteur romain a introduit dans le monde juridique, a complètement remplacé le principe de la parenté par les mâles, de l'*agnation*, seul connu de l'antiquité indo-européenne. Le droit de succession du conjoint survivant est resté tel à peu près que l'avait consacré le préteur pour le mariage où la femme n'entrait pas en puissance de mari[2]. L'enfant né dans le mariage a pour père le mari. La recherche de la paternité est interdite.

Il serait aisé d'allonger cette liste d'institutions romaines sous lesquelles nous vivons encore ou plutôt de nouveau, et qui sont contraires aux principes germaniques et coutumiers.

Et ce n'est pas seulement au point de vue de l'homme et de ses droits que notre régime actuel ressemble plus à celui de l'empire romain qu'à notre ancien régime.

Une ressemblance analogue, moins parfaite, existe

[1] *Patria Belgica*, 561.
[2] Leist, *Das prätorische Erbsystem*, 363. (1873.)

aussi dans nos relations industrielles et commerciales, dans la solidarité des intérêts matériels, et même dans la rapidité, la régularité, la sécurité des transports. Sur tous ces points, nous sommes aujourd'hui plus avancés qu'on ne l'était à Rome, mais nous ne le sommes pas depuis longtemps[1].

Sans doute, il s'est formé des institutions nouvelles pour satisfaire à des besoins nouveaux. Les Romains n'ont connu ni le papier au porteur, ni le contrat d'assurance, ni les sociétés par actions, ni les droits d'auteur, ni les loteries et tontines, ni la lettre de change, ni les chemins de fer, ni les télégraphes, toutes choses qui ne sont pas plus germaniques que romaines, mais modernes essentiellement. Aussi les gens qui veulent des solutions toutes faites semblent-ils fondés à dire que, dans ces diverses matières, le droit romain n'est d'aucun secours. Mais c'est une illusion. Les principes vrais du droit romain s'appliquent à nombre de questions qui appartiennent à ces matières si modernes; cette application est désirable, elle peut préserver de plus d'un faux pas, et le juriste nourri du droit d'obligations de Rome, pénétré de ses principes, est sûr d'avoir, même en ce *jus novissimum*, un avantage considérable sur celui qui n'aurait à sa disposition que les Codes et les coutumes. On a méconnu cette vérité, on y revient aujourd'hui[2]. Les Anglais et les Américains

[1] *Sruggle for life!* Voyez SCHMIDT, 282-300. On se trompe lorsqu'on affirme « qu'à Rome, le commerce et l'industrie étaient dans l'enfance ». Quand? C'est ce qu'il faudrait dire avant tout.

[2] Voyez, par exemple, les ouvrages de SERAFINI et de MEILI sur le

des États-Unis, gens, comme on sait, très pratiques et qui longtemps ont été récalcitrants au droit romain, reconnaissent toujours davantage la nécessité d'en faire l'étude; en Angleterre, il est question de créer à cet effet des chaires nouvelles[1], et le nombre va croissant chaque année des jeunes Américains qui viennent en Allemagne apprendre les Institutes et les Pandectes. Rappelons-nous aussi que la première renaissance des études *romanistes* a marché de front avec le progrès de l'industrie et du commerce dans les républiques italiennes.

Mais poussons plus loin encore, et, sortant du domaine du droit privé, entrons dans celui du droit public, je dirai presque de la politique actuelle. Nous y retrouvons le droit romain sur un terrain où l'on n'est guère habitué à le chercher, parce qu'on oublie que c'est en introduisant dans le *droit des gens* l'équité des jurisconsultes de Rome que Grotius a fait un *véritable droit* de ce qui n'était guère, avant lui, que la justification de la force[2]. Je ne donnerai qu'un seul exemple de cette application du droit romain. A la suite des dernières guerres, le droit international est en voie de prendre un développement tout nouveau, qui sera, je n'en doute pas, fécond en progrès véritables. On cherche à faciliter la solution des différends entre États par l'arbitrage international. On a mis à l'étude

télégraphe, le commentaire de GOLDSCHMIDT sur le Code de commerce allemand, etc.

[1] *Revue de droit international et de législation comparée,* III, 508; IV, 536; V, 516. Projets de sir GEORGES BOWYER, de lord SELBORNE, etc.

[2] MAINE, 91-97.

les principes qui pourraient guider dans la formation de tribunaux internationaux et dans la procédure à suivre en ces tribunaux, en cas de silence du compromis. Eh bien, les premières autorités de notre temps, en cette matière, déclarent qu'on ne peut guère donner de règles meilleures que celles qu'ont établies pour le compromis et l'arbitrage les jurisconsultes classiques de Rome, c'est-à-dire les règles du droit anté-justinianéen, que nos adversaires trouvent trop rigoureux et qu'ils opposent à cette prétendue équité germanique dont je crois avoir montré la véritable valeur[1].

Je n'insisterai pas davantage, Messieurs, car je n'ai pas l'intention de faire ici l'éloge du droit romain, et j'aime toujours à croire que ce n'est pas nécessaire. J'engage seulement ceux qui proposent de le rayer, ou peu s'en faut, de nos programmes, à réfléchir sur l'appauvrissement intellectuel et moral qu'ils infligeraient au pays où ils réussiraient à faire triompher, ne fût-ce que momentanément, leurs idées étroites, exclusives et rétrogrades.

Il est temps de conclure.

Je le fais en formulant un vœu :

Que, dans la réforme des études, qui se mûrit depuis si longtemps sans arriver à sa maturité, — que, dans cette réforme tant désirée et si urgente, on fasse à l'*Histoire du droit national* la place qui lui est due.

Mais qu'on ne tombe pas d'un extrême dans l'extrême opposé! Qu'on cesse de négliger les coutumes,

[1] Rapport de M. Goldschmidt, présenté à l'Institut de droit international (1874). — Résolutions prises par l'Institut à La Haye, 1875.

mais qu'on ne néglige pas le droit romain, qui est plus important, qui nous touche de plus près, qui est et qui restera longtemps encore, au point de vue de l'étude, le droit par excellence[1]. Surtout, qu'on ne sacrifie pas la vraie discipline juridique à je ne sais quels systèmes relâchés et nuageux que des novateurs attardés entreprennent de prôner comme plus conformes à la *conscience moderne* ou au *spiritualisme chrétien* ou à l'*équité germanique*.

[1] Je me retrouve ici d'accord avec l'honorable M. LAURENT : « Toute étude est utile, et la plus utile est celle qui développe le mieux les forces de l'intelligence. *A ce titre, il n'y a pas d'étude plus nécessaire au jurisconsulte que le droit romain.* » *Principes de droit civil*, I, 40. (1869.)

DISCOURS DE PRORECTORAT.

(*11 octobre 1875.*)

MESSIEURS,

Il y a un an, je signalais ici même une lacune de l'enseignement juridique tel qu'il est constitué dans nos universités. Je désire profiter de l'occasion qui m'est offerte par la solennité de ce jour pour appeler l'attention des amis des bonnes études, non pas précisément sur une autre lacune existant actuellement, mais plutôt sur une nouvelle discipline, qui est en voie de formation et dont l'absence dans les programmes sera bientôt tenue pour une lacune.

Comme les hommes, comme les nations, comme les pays, les époques ont leurs caractères. On peut dire,

avec plus ou moins de justesse, que le XVI[e] siècle était réformateur, que le siècle de Louis XIV a mieux aimé le beau que le vrai, que le XVIII[e] siècle a été philosophique et critique. Si je cherche à démêler, au milieu des plus surprenants contrastes, le caractère intellectuel du XIX[e], ce siècle me paraît surtout porté à la *comparaison* et à l'*histoire*.

Nous sommes singulièrement curieux du passé des hommes et des choses, des sciences, des arts, des institutions. Nous reculons sans cesse les bornes de la haute antiquité. Nous pénétrons toujours plus loin dans des domaines récemment découverts, par l'anatomie comparée, la physiologie comparée, l'anthropologie, la philologie comparée, toutes sciences essentiellement fécondes, à peine fondées hier, auxquelles vient de s'ajouter la mythologie comparée.

Cette disposition de notre esprit, qui nous pousse à comparer et à constater, soit dans le temps, soit dans l'espace, se rattache intimement à la tendance de l'époque présente, que je veux appeler la tendance *réaliste*. Plus que nos pères, nous avons soif de faits positifs, palpables. Nous sommes enclins à repousser l'idée qui ne se dégage pas d'observations strictement contrôlées et vérifiées; nous ne séparons guère la réflexion de l'observation. Nous jugeons toujours moins *a priori*, toujours plus *a posteriori*. Les disciples de Bacon l'emportent sur ceux de Descartes. Si nous n'avons pas créé la statistique, nous l'avons développée pratiquement et généralisée, et c'est le microscope qui est notre outil de prédilection dans le domaine

des sciences morales comme dans celui des sciences naturelles. Par le fait, toutes les sciences sont pour nous sciences exactes.

Ce caractère de notre époque se manifeste aussi dans la jurisprudence. Sans doute, la législation comparée n'est point une discipline toute nouvelle[1]; sans doute, il y a longtemps qu'un grand et brillant essor a été pris par l'histoire du droit, qui n'intéressait, en général, ni les jurisconsultes de Rome, ni les légistes du moyen âge[2]. Mais jamais, en aucun temps, ces deux sciences n'ont été cultivées comme elles le sont aujourd'hui. La littérature de la législation comparée s'accroît constamment, en même temps que s'affermit et se généralise la croyance en une simplification prochaine, par laquelle une unité relative remplacera la diversité actuelle[3]. Une légion de travailleurs fouille les moindres recoins de l'histoire juridique de Rome; celle de l'Allemagne, assez rebattue aussi, malgré sa date récente, a besoin, pour se retremper, de l'étude des antiquités scandinaves, miroir très pur de l'ancien monde germanique[4]. Mais l'historien jurisconsulte voit s'ouvrir devant lui de plus vastes horizons. La philologie comparée nous a fait connaître des richesses que nos prédécesseurs ne

[1] On peut la faire dater de MONTESQUIEU, mais les dates, comme les définitions, sont *choses périlleuses*.

[2] AYMAR DU RIVAIL (1515). — A Rome, on peut citer POMPONIUS; au moyen âge, il vaut mieux ne pas citer GUILLAUME DE PASTRENGO.

[3] Voir mon discours rectoral. — *Revue de droit international et de législation comparée*, t. VI, p. 286. — Même Revue, I, p. 1-16 (article de M. ROLIN-JAEQUEMYNS).

[4] Voir surtout les beaux travaux de MM. MAURER et D'AMIRA.

soupçonnaient même pas. Elle nous a révélé nos origines, nos parentés; elle nous a appris que les Grecs et les Romains étaient les frères des Celtes, des Germains, des Slaves et des races supérieures de la Perse et de l'Inde, et qu'avant la séparation de ces divers rameaux d'une même famille, il s'est écoulé de longs espaces de temps durant lesquels ils étaient réunis dans une vie commune, avec un trésor de notions, de pensées et de croyances communes, fruits naturels de l'unité de race et de la coexistence, avec un fonds bien moins riche, sans doute, mais toujours précieux d'usages communs destinés à devenir dans la suite des usages judiciaires et des lois; bref, avec une civilisation matérielle et intellectuelle, juridique et sociale, bien primitive encore, mais pleine d'avenir, qu'on peut qualifier de *civilisation aryenne* ou *indo-européenne*[1].

Dans le champ nouveau qui s'offre ainsi à l'historien du droit, la jurisprudence comparée est confondue avec l'histoire. En essayant de le défricher, nous pourrons trouver vivantes et pratiquées encore aujourd'hui chez les Aryahs de l'Indoustan maintes coutumes germaniques ou celtiques qui étaient en vigueur dans notre Europe occidentale il y a cinq ou dix siècles, et maintes institutions romaines qui étaient déjà surannées il y a deux mille ans[2].

[1] Le mot de *civilisation* ne doit pas induire en erreur. Cette *civilisation* était, si je puis m'exprimer ainsi, rudimentaire. Voir, entre autres, les *Origines indo-européennes* de M. Pictet.

[2] On conçoit dès lors quels services doit rendre la connaissance de l'Inde pour l'intelligence de ces institutions et aussi des formations récentes qui leur ont succédé. Cette matière est traitée, à un

Ainsi, par la comparaison, l'antiquité est rajeunie; ce qui semblait mort, renaît; l'histoire devient actualité. Nous envisageons d'un autre œil qu'on ne le pouvait faire il y a cinquante ans l'organisation de la famille romaine et celle de la famille germanique, la puissance paternelle, la sujétion des femmes mariées et non mariées, la succession légitime, l'adoption, le testament qui en est sorti[1]... Tout en nous souvenant que les mêmes situations et les mêmes besoins peuvent donner naissance à des institutions identiques[2], nous comprenons maintenant ces analogies qui paraissaient si bizarres jadis; nous comprenons pourquoi un même usage, une même formalité, un même symbole, souvent peu important en apparence, se retrouve observé ou pratiqué sur les points les plus éloignés du monde indo-européen, — soit dans le droit civil, soit dans le droit criminel, soit dans la procédure[3]. A un droit

point de vue général, dans l'excellente *Rede Lecture* de sir H. SUMNER MAINE : *The Effects of Observation of India on modern European Thought*. Londres, 1875.

[1] Et bien d'autres choses encore.

Voyez MAINE, *Ancient Law*, passim. — JHERING, *Geist des Rœmischen Rechts*, passim.

[2] Il faut se garder, en effet, de prendre toutes les similitudes pour des restes ou traces d'une primitive communauté. Il faut tenir compte de la nature et de la force des choses, et même du hasard.

[3] Que l'on songe au traitement du débiteur qui ne rend pas l'argent prêté, au *furtum conceptum lance et licio*, aux cérémonies du mariage; aux *suttees;* aux symboles du sang, pour corroborer vœux, serments et alliances, des clefs et de l'anneau, de la lance sanglante et brûlée, du rameau, du fétu, de la motte de terre ou de gazon; aux nombres, aux mesures d'étendue et de hauteur; aux formes poétiques, rhythmées et chantées, des lois et des actes solennels, etc., etc. Que l'on pense surtout à l'immense matière des épreuves judiciaires et des jugements

romain de convention, à un droit germanique de fantaisie se substitue un droit plus général, qui embrasse dans une large synthèse les deux sources historiques de notre droit et représente le fondement vrai de notre conscience juridique.

Je ne pense pas que l'on puisse nier l'intérêt de cette étude. Dira-t-on que c'est un intérêt purement historique? Il serait tel, que l'importance n'en serait point annulée à mes yeux : la vérité doit être sacrée jusque dans le plus petit détail ; en toute chose, c'est un gain de substituer le vrai au faux, et il n'existe pas, selon moi, de petite vérité. Mais il y a plus dans la recherche dont je parle. Quand nous connaîtrons nos véritables origines juridiques, plus d'un sophisme dont on nous a longtemps bercés, dont on nous berce encore, sera réduit à sa juste valeur et disparaîtra sans retour[1]. Peut-être reconnaîtrons-nous alors que telle de nos institutions sociales, que l'on croit fondée en un roc inaltérable et éternel, ne repose que sur un terrain d'alluvion ou même sur un sable mouvant. Peut-être cette découverte sera-t-elle pénible, douloureuse ; elle n'en sera pas moins salutaire, puisqu'elle sera la constatation de la vérité[2].

de Dieu.— HAAS, *Heirathsgebräuche der alten Inder*, dans le tome V des *Indische Studien* de WEBER. — ROSSBACH, *Rœmische Ehe*. — MAINE, ouvrages cités. — GRIMM, *Deutsche Rechtsalterthümer*, passim.

[1] Le droit hindou et le droit celtique, révélé par les lois des Brehon, sont particulièrement instructifs pour la *famille* et pour la *propriété*. — MAINE, *Village communities in East and West*. — *Early Institutions*. — E. DE LAVELEYE, *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris, 1874. 2e édition, 1877.

[2] Comparez MAINE, *Rede Lecture*, passim, et notamment p. 30-33.

Permettez-moi, Messieurs, de résumer ces quelques observations en émettant un vœu que je n'ai point l'ambition de voir réalisé avant un certain laps de temps :

Je voudrais voir figurer, dans nos programmes, un cours facultatif, où le droit romain et le droit germanique et coutumier (comprenant, par conséquent, le droit belge du moyen âge) seraient reliés l'un à l'autre, et leurs similitudes mises en regard de leurs diversités ; où les horizons nouveaux qu'ont dévoilés les récentes études de philologie et d'anthropologie seraient éclairés et scrutés ; où l'on chercherait enfin à reconstruire les traits communs aux diverses branches de la race aryenne. J'irai plus loin : je voudrais voir prendre en considération, dans cette étude historique et comparative, les autres races qui forment l'humanité, en ne dédaignant ni le droit pétrifié des peuples stationnaires, ni même les informes rudiments du droit des peuples sauvages[1]. Cette étude devrait naturellement porter aussi sur les disparitions et transformations des idées et des notions juridiques, dont l'histoire nous offre de si nombreux exemples[2].

Je crois ne pas me faire illusion en affirmant que, si

[1] Voir surtout les travaux de LUBBOCK et de BASTIAN.

[2] Il reste un travail instructif à faire sur les *idées mortes* et sur les *institutions mortes*. Les jugements de Diéu, diverses formes de procédure, divers crimes et (heureusement) nombre de châtiments ont disparu. Et dans le droit privé, combien n'y a-t-il pas de points où nous ne sentons plus comme nos pères? La pensée collective, qui naît de l'ensemble des pensées individuelles, n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était hier; elle ne sera plus demain ce qu'elle est aujourd'hui.

les hautes études ne sont pas condamnées à sombrer dans une décadence qu'heureusement l'on n'a pas encore lieu de prévoir, un cours de ce genre se donnera partout dans un demi-siècle et qu'alors on sera surpris d'avoir pu s'en passer si longtemps.

Il me semble que cet enseignement, venant couronner de fortes études spéciales, pourrait bien être la véritable *Philosophie du Droit*, celle de l'avenir. En tout cas, il constituera une partie éminente de l'étude de l'*Homme*, lequel, s'il n'est plus le roi de la création dans le sens absolu qu'on admettait jadis, restera toujours pour l'homme l'objet le plus grand et le plus saint de toute étude.

Nous voici parvenus aux régions élevées où le droit et la philosophie s'unissent et se confondent, comme toutes les sciences se confondent à une certaine hauteur. A toute hauteur, du reste, les sciences se touchent et sont, dans une mesure variable, solidaires les unes des autres. Peut-être le droit est-il, de toutes les disciplines humaines, celle où cette solidarité se manifeste de la manière la plus éclatante. On a vu, à certaines époques, l'astronomie régir le droit public; le droit pénal ne peut plus se soustraire à l'influence de la physiologie; qu'on le veuille ou non, le droit tout entier dépend du passé : l'histoire en est, aussi bien que la psychologie, un élément nécessaire. Et c'est bien là, en partie du moins, ce qui a fait dire au jurisconsulte romain que « le droit est la connaissance des choses « divines et humaines ». Aussi voyons-nous ce fait incontestable : selon que, dans un pays, le niveau des

études générales est plus ou moins haut, on voit s'élever ou s'abaisser celui de la science juridique. Enfin, pour ma part, je ne saurais concevoir de jurisprudence vraiment scientifique et vraiment progressive avec une philosophie dégradée...



PRÉLIMINAIRES.

Si quis forte velit jurisconsultus haberi,
Continuet studium, velit a quocumque doceri,
Invigilet, nec vincat eum tortura laboris,
Fortior insurgat, cunctisque recentior horis.

Anciens vers, cités par JEAN FABER (XIV[e] siècle).

PRÉLIMINAIRES.

§ 1. — *Sujet et plan du cours.*

1. Histoire (improprement dite) *externe*. Histoire des sources.

Leibniz, *Nova Methodus discendae docendaeque jurisprudentiae*, II, § 29 : Jurisprudentia historica est vel *interna* vel *externa* : illa ipsam jurisprudentiae substantiam ingreditur, haec adminiculum tantum est et requisitum. § 30 : Historia *externa* ad jurisprudentiam necessaria est.

2. Périodes de l'histoire du droit romain. Divers systèmes de division.

Danz, *Lehrbuch der Geschichte des Rœmischen Rechts*, § 6 : *Die Methoden der Behandlung der Rœmischen Rechtsgeschichte*.

Points d'intersection des périodes. La révolution de 510 ou les Douze Tables? Cicéron, César, Auguste? Alexandre Sévère, Dioclétien, Constantin? Point final : Justinien, Constantin? Fin de l'époque *classique*, Modestin?

Il y a beaucoup à dire contre la division en périodes *extérieures*, avec des événements comme points de repère et d'intersection. Mais les inconvénients qui en résultent ne sauraient prévaloir sur les nécessités d'un enseignement élémentaire.

§ 2. — *Sources de l'histoire du droit romain.*

1. Sources générales.

a. Littérature non juridique.

Les auteurs latins, anté-classiques, classiques, post-classiques, et plusieurs auteurs grecs, constituent ce qu'on appelle quelquefois les *sources indirectes* de l'histoire du droit romain. Voici ceux qui ont le plus d'importance à ce point de vue :

I. *Historiens, Biographes, Géographes.* POLYBE, 208-127 avant notre ère, Grec hautement cultivé, qui, retenu dix-sept ans à Rome en qualité d'otage, admis partout, voyant et jugeant en homme d'État étranger, a pu voir et juger, mieux que bien des Romains, Rome, la politique romaine et l'établissement de la domination romaine sur le monde méditerranéen ; son Ἱστορία καθολική ne nous est malheureusement conservée qu'en partie. CÉSAR, 100-44. HIRTIUS, † 43. SALLUSTE, 86-35. CORNÉLIUS NÉPOS, environ 94-24. TITE-LIVE, de 59 avant notre ère à 17 de notre ère; FLORUS en a fait un abrégé à l'usage de l'époque de Trajan et d'Adrien. VELLEIUS PATERCULUS. TROGUE POMPÉE, conservé en partie dans l'abrégé qu'on appelle JUSTIN. TACITE, né entre 54 et 58, encore en vie 117, estimé de ses con-

temporains autant que de nous. SUÉTONE, né vers 75, mort vers 160, observateur exact.

NICOLAS de Damas, contemporain d'Auguste, *rapporteur* précieux. DIODORE de Sicile, vers l'an 39 avant notre ère : Βιβλιοθήκη ἱστορική, jusqu'à César, perdue en grande partie. DENYS d'Halicarnasse, vers l'an 29 avant notre ère ; on n'a sauvé de sa Ῥωμαϊκὴ ἀρχαιολογία que les parties relatives aux temps anciens, où il était naturellement le moins sûrement renseigné. JOSÈPHE, 37-93 : Ἰουδαϊκὴ ἀρχαιολογία, Ἰουδαϊκὸς πόλεμος. PLUTARQUE, 50-120 (134?) : Βίοι παράλληλοι, Βίοι, Ῥωμαϊκά. APPIEN, vers 150. DION CASSIUS, né en 155 ; une partie de sa Ῥωμαϊκὴ ἱστορία n'existe qu'en fragments tirés de JEAN ZONARAS (§ 210) et en extraits faits au onzième siècle par XIPHILIN, moine de Trébizonde. HÉRODIEN : Τῆς μετὰ Μάρκον βασιλείας ἱστορίαι (180-238), vers 240.

Les *Scriptores Historiae augustae*, d'Adrien à Carus, SPARTIEN, LAMPRIDE, VULCATIUS GALLICANUS, TREBELLIUS POLLION, VOPISCUS, CAPITOLIN, sont médiocres, parfois même détestables au point de vue littéraire, mais les archives leur étaient ouvertes, et nous leur devons maint détail précieux ; il faut, toutefois, en user avec précaution.

Les écrivains de l'Histoire auguste étaient contemporains de Dioclétien et de Constantin ; après eux, on ne fait plus guère qu'abréger, extraire, *épitomer*, compiler grossièrement. AURÉLIUS VICTOR, sous Julien, fait un abrégé des vies des empereurs, *Caesares ;* un écrivain postérieur fait un Épitomé *de Caesaribus*, jusqu'à Théodose I. EUTROPE, † vers 370, écrit un

Breviarium romanae historiae; RUFIUS FESTUS, de la même époque, un *Breviarium rerum gestarum populi romani;* PAUL OROSE, *Historiarum libri VII*, jusqu'en 417. Cependant cette époque déshéritée a produit un historien véritable, AMMIEN MARCELLIN; ses XXXI livres *Rerum gestarum*, écrits de 389 à 391, embrassent l'histoire de l'empire depuis Nerva jusqu'à Valens (91-378), mais les dix-huit derniers, de 353 à 378, sont seuls parvenus jusqu'à nous.

ZOSIME (vers 450): Ἱστορία, d'Auguste à 410. EUSÈBE, † 340, chroniqueur compilateur. EUNAPE, né en 347, † vers 420, historien, biographe, rhéteur, a écrit des biographies de rhéteurs et de philosophes. PROCOPE, historiographe officiel ou officieux de Justinien, est aussi l'auteur d'une histoire secrète, scandaleuse et puérilement calomnieuse, abominable pamphlet où le courtisan paraît avoir vengé les souffrances de son amour-propre. AGATHIAS, continuateur de Procope.

STRABON, sous Auguste et Tibère. POMPONIUS MÉLA, sous Claude. ARRIEN, PAUSANIAS, PTOLÉMÉE, au deuxième siècle. AGATHEMEROS, au deuxième ou au troisième siècle.

II. *Agronomes, Érudits, Polygraphes, Orateurs, Rhéteurs, Grammairiens, Archéologues, Commentateurs, Collectionneurs, Auteurs de Miscellanées, Épistolaires, Philosophes.* Je groupe sous cette rubrique complexe des auteurs bien divers et bien inégaux, qui se ressemblent cependant par plus d'un côté au point de vue de notre science.

CATON l'Ancien (§ 56), dont l'excellent traité *De re*

rustica nous renseigne sur plusieurs points de droit civil, entre autres sur les conditions usuelles des fermages, sur l'origine de l'hypothèque, etc. VARRON, 116-27, *De re rustica*, *De lingua latina*, *De jure civili?*

COLUMELLE, sous Claude; son *excerpteur* PALLADIUS, au quatrième siècle.

CICÉRON, 106-43. Ses nombreux écrits, surtout ceux de Rhétorique (*De oratore*, *Brutus*, *Orator*), sont de vrais trésors de renseignements juridiques, provenant d'une lecture immense et, ce qui vaut mieux encore, d'une riche expérience personnelle; ses lettres sont naturellement fort instructives, ainsi que ses plaidoyers, dont il faut user avec précaution, parce qu'il était quelquefois plus *avocat* que juriste.

Les SÉNÈQUE : le Rhéteur, né vers l'an 54 avant notre ère, mort l'an 38 de notre ère; le Philosophe, né l'an 8 avant notre ère, mort l'an 65 de notre ère.

QUINTILIEN, environ 42-118. Les *Déclamations* ne sont pas de lui; on les cite sous la dénomination de PSEUDO-QUINTILIEN. FRONTON, sous Antonin le Pieux et Marc-Aurèle. Rhéteurs et panégyristes après Constantin : LIBANIUS, ENNODIUS, CORRIPUS, MAMERTIN, EUMÈNE, etc.

Les PLINE : l'Ancien, 23-79, dont l'*Histoire naturelle* est une encyclopédie générale; le Jeune, né en 61 ou 62, mort avant 114; ses *Lettres* sont aussi instructives par le fond que charmantes par la forme.

VALÈRE MAXIME, collectionneur de dits et faits mémorables, sous Tibère. AULU-GELLE, sous les Antonins, antiquaire philosophe, un peu pédant, très

lettré; ses *Noctium atticarum libri XX* contiennent beaucoup de détails d'antiquités et de droit, présentés sous la forme de conversations anecdotiques.

MACROBE, vers 420, auteur d'un recueil d'un genre analogue aux Nuits attiques, *Saturnaliorum conviviorum libri VII*. AMPÉLIUS, de la première moitié du troisième siècle, auteur d'une compilation encyclopédique, *Liber memorialis*.

MARTIANUS CAPELLA, de Madaure, dans la première moitié du cinquième siècle : *Satura de nuptiis philologiae et Mercurii*, encyclopédie des arts et sciences, témoignant d'une assez grande érudition et introduite par un conte gracieux en prose et en vers. BOËCE, né vers 470, mort en 525, philosophe, littérateur, érudit, homme d'État; le plus important de ses ouvrages est, à notre point de vue, le commentaire sur la Topique de Cicéron. CASSIODORE, né vers 468, mort très âgé; les écrits de ce respectable savant et philosophe ont eu beaucoup d'influence sur les études au moyen âge; sa réputation, comme celle de Boëce et de Martianus Capella, a été immense. Ses *Variae* (*Epistolae*) contiennent plusieurs documents importants, des édits ostrogothiques, etc. JULIEN l'Apostat, † 363, discours, lettres, etc. SYMMAQUE, préfet de la ville en 384, consul en 391, épistolographe élégant, † après 410. SIDOINE APOLLINAIRE, né vers 430, † 480, préfet de Rome, évêque de Clermont, épistolographe intéressant, poète aimable.

On a de VERRIUS FLACCUS, érudit qui vivait sous Auguste, quelques fragments de *Fasti Praenestini*, et

plusieurs fragments d'explications de mots anciens conservés dans le vocabulaire (*De verborum significatione*) de Festus, érudit de la fin du troisième siècle, que Paul Diacre a extrait, à son tour, au huitième siècle.

M. Valérius Probus, sous Néron, donne la clef des *Notae*, signes tachygraphiques dans les *Leges*, *Actiones*, *Edicta perpetua*.

Nonius Marcellus, d'une époque incertaine, entre le deuxième et le cinquième siècle. *De compendiosa doctrina per litteras*.

Q. Asconius Pedianus, 3-88, scoliaste des oraisons de Cicéron. Pseudo-Acron, Porphyrion, scoliastes d'Horace. Pseudo-Asconius, *scolies de Bobbio*, *scolies de Gronovius*, sur Cicéron, quatrième siècle. Servius, de la fin du quatrième siècle; *scolies de Vérone*, sur Virgile. Scolies sur Juvénal et Perse. Donat, commentateur de Térence.

Priscien, sixième siècle, compilateur de grammairiens anciens. *Institutionum grammaticarum libri XVIII*, et auteur de divers opuscules.

Joannes Laurentius Lydus, né en 400. Περὶ ἀρχῶν τῆς Ῥωμαιῶν πολιτείας, ouvrage surfait, au moins au point de vue du droit.

III. *Architectes, Ingénieurs, Physiciens, Écrivains militaires*. Vitruve, sous Auguste. Les Gromatistes, *Agrimensores* : Balbus, sous Auguste; Frontin, surintendant des aqueducs de Rome en 97, † vers 105; Agennius Urbicus; Siculus Flaccus; Hygin.

Gromatici veteres, édités par Lachmann, avec commentaire par BLUHME, RUDORFF, MOMMSEN. Berlin, 1848-1852.

CENSORIN, *De die natali*, vers 238. VÉGÈCE, de la fin du quatrième siècle, *Instituta rei militaris*.

IV. Parmi le *Poètes*, ce sont surtout les comiques qui, peignant au naturel la vie bourgeoise, font du droit sans le vouloir et sans s'en apercevoir. A ce point de vue, PLAUTE, † 184 avant notre ère, est plus instructif que TÉRENCE (185-159), dont les personnages sont trop correctement des Grecs agissant et parlant en Grecs. Chez Plaute, la scène est bien censée en Grèce, mais par le fait elle est à Rome.

CATULLE, 87-54, VIRGILE, environ 70-19, TIBULLE, environ 54-18, PROPERCE, environ 49-16, OVIDE (né 43 avant notre ère, mort l'an 17 de notre ère) ne nous sont guère utiles qu'indirectement et accidentellement. Le juriste trouve, en revanche, ample matière à méditation dans HORACE, 65-8, ainsi que dans PERSE, 34-62 de notre ère, JUVÉNAL, 47-138 (?), MARTIAL, né vers l'an 40, † 101.

Il y a, proportion gardée, passablement à tirer du Satyricon, poëme en prose du premier siècle, qu'on attribue à un personnage douteux, PÉTRONE, † 66, grand maître des élégances de Néron; quelque chose d'APPULÉE, professeur, rhéteur, romancier, du deuxième siècle. Rien du médiocre recueil de fables connu sous le nom de PHÈDRE; fort peu de chose des vers de SAINT SIDOINE, déjà cité, d'AUSONE, CLAUDIEN, MÉROBAUDES, FORTUNAT; un peu plus de PRUDENCE (contre Symmaque).

V. Avec la décadence de l'ancienne religion et les progrès du christianisme, une nouvelle classe d'écrivains surgit : les *Théologiens*, les *Pères de l'Église*, dont les attaques serrées, véhémentes, persuasives contre le paganisme et contre l'État payen fournissent mainte indication précieuse. Je cite MINUCIUS FÉLIX, contemporain des Antonins; TERTULLIEN, † après 216, peut-être identique avec le jurisconsulte du même nom; ORIGÈNE, † 254; SAINT CYPRIEN, martyrisé en 258; ARNOBE, vers 303; LACTANCE, †330; SAINT AMBROISE, évêque de Milan de 374 à 397; SAINT JÉRÔME, †420; SAINT AUGUSTIN, 354-430; SALVIEN, prêtre à Marseille, encore vivant en 496.

Listes plus détaillées : Rudorff, *Rœmische Rechtsgeschichte*, I, §§ 90-92. Bœcking, *Pandekten*, § 25. Deurer, *Grundriss*, § 11.

Je ne puis énumérer ici tous les ouvrages dans lesquels certains des auteurs nommés ci-dessus sont étudiés, soit à un point de vue général, soit au point de vue spécial du droit. Je me borne à mentionner les travaux académiques de DIRKSEN, réunis dans le recueil cité à la fin de ces Préliminaires, sur Tacite, Suétone, Pline l'Ancien, Aulu-Gelle, Verrius Flaccus, Festus, les scoliastes d'Horace, les épistolographes chrétiens, Boëce, Isidore de Séville; les études du même savant sur Lydus (*Vermischte Schriften*, 1841), sur les écrivains de l'Histoire auguste (1842); les études de KELLER sur Cicéron (*Semestria ad M. Tullium*, 1843-1850), de GLŒDEN sur *Aulu-Gelle* (1843), de HERZ sur le même (1868), de SCHNEITHER sur Pline le Jeune (Groningue, 1827), de M. HUSCHKE sur Cicéron, *de Legibus* (*Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, XI); encore sur Cicéron, de SCHULTINGH (§ 219), *De jurisprudentia Ciceronis;* de PLATNER (*De iis partibus librorum Ciceronis rhetoricorum, quae ad jus spectant*, 1831); de M. DE CAQUERAY (*Explication des passages de droit privé contenus dans les œuvres de Cicéron*, 1857); de M. SANIO sur Varron (*Varroniana in den Schriften der rœmischen Juristen*, 1867); de

M. BEKKER sur Caton *de re rustica* (*Zeitschrift* citée, III) et sur la vente dans les comédies de Plaute (dissertation, 1849); de M. DEMELIUS sur Plaute (*Plautinische Studien, Zeitschrift* citée, I et II); de M. BARET sur Térence (*De jure apud Terentium.* Paris, 1878); sur Perse, de SCHINDLER (*Meditationes et Observationes juridicae,* 1797); sur Horace, Perse, Martial, Juvénal, les études de BENECH (*Sur les classiques latins.* Paris, 1853); sur les poètes en général, l'ouvrage de M. HENRIOT, *Mœurs juridiques et judiciaires de l'ancienne Rome d'après les poètes latins.* Paris, 1858, 2e édition, 1865. Les recueils des Académies, les périodiques savants contiennent maints travaux instructifs sur cette branche de la littérature juridique, qui s'enrichit constamment.

b. Inscriptions, monuments, monnaies, § 3, 5-7.

2. Sources spéciales, juridiques.

a. Matériaux qui ont servi à *fixer* et à *exprimer* le droit : lois, sénatus-consultes, édits, constitutions, conservés d'une manière directe et immédiate, sur marbre, airain, etc., ou par l'intermédiaire de la littérature.

§§ 95, 96, 156, 157, 188, 189, 191, 193, 195-197, 205, 206.

b. Matériaux qui ont servi à *enseigner* le droit : littérature juridique.

§§ 98, 99, 161, 162, 201.

c. Matériaux qui ont servi à *appliquer* le droit : *negotia, negotia solemnia,* sur marbre, airain, ivoire, bois, papyrus, toile, etc.

§§ 97, 158-160, 207.

§ 3. — *Sciences auxiliaires.*

1. L'Histoire romaine.

Historiens anciens, § 2, I.

a. Histoire générale de Rome, Histoire de la

République. Histoire des premiers siècles. Tradition et critique.

Les commencements d'une critique partielle. LAURENT VALLA (§ 217), MARC-ANTOINE COCCIO, dit SABELLICO (1436-1506), et autres.

HENRI LORIT, de Glaris, dit le GLARÉAN, 1488-1563.

PHILIPPE CLUVER, de Dantzig, 1580-1623. *Italia antiqua*, 1624.

SAMUEL BOCHART, 1599-1667. Lettre à M. de Segrais, sur la question si Énée a jamais été en Italie (datée de Caen, 20 décembre 1663), au tome premier de l'*Énéide* de Segrais, 2e édition, Amsterdam, 1700.

JACQUES VOORBROECK ou PERIZONIUS, 1651-1715. *Animadversiones historicae*. Amsterdam, 1685. « Le véritable fondateur d'une critique supérieure en histoire. » (Schwegler.)

LOUIS-JEAN LÉVESQUE DE POUILLY, mathématicien, philosophe, philanthrope, érudit, 1691-1750. Mémoire lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le 15 décembre 1722, — dans les *Mémoires de littérature tirés des registres de l'Académie*, VI. Paris, 1729.

JEAN-BAPTISTE VICO, 1688-1744. *Principi di scienza nuova*. Première édition, Naples, 1725. Florence, 1847.

LOUIS DE BEAUFORT, † 1795, Français réfugié en Hollande, gouverneur du landgrave Frédéric IV de Hesse-Hombourg et membre de la Société royale de Londres. *Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine*. Utrecht, 1738, 1750. *La*

République romaine, 1766. Dernière édition de Beaufort, par M. Blot, Paris, 1867.

Barthold-Georges Niebuhr, 1776-1831, fonctionnaire prussien dès 1806, historiographe royal dès la même année, de 1816 à 1823 à Rome en qualité de ministre de Prusse, dès 1823 à Bonn. *Rœmische Geschichte*, 1811, 1812; 1833, 1836, 1843. Dernière édition, Berlin, 1873 s. — Traduction française de Golbéry. Strasbourg, Paris, 1830-1840.

Albert Schwegler, 1819-1857. *Rœmische Geschichte*, jusqu'aux lois liciniennes. Tubingue, 1853-1858. 2e édition, 1867-1872. Continuée par M. Clason, † 1877. Berlin, Halle, 1873-1876.

Georges Cornewall Lewis, 1806-1863. *An Enquiry into the credibility of the early Roman History*. Londres, 1855.

Théodore Mommsen, *Rœmische Geschichte*, jusqu'à Thapsus. 6e édition. Berlin, 1874-1875. Traduit sur la troisième, par M. Alexandre. Paris, 1863 ss. — *Rœmische Forschungen*. Berlin, 1864-1879.

Ihne, † 1875. *Rœmische Geschichte*. Leipzig, 1868-1876.

Tous ces écrivains, plus ou moins indépendants les uns des autres, apportent dans le narré des événements, historiques ou prétendus tels, des premiers siècles, un esprit d'examen et de doute, et quelquefois un certain esprit d'invention. D'autres, au contraire, sont plutôt croyants, soit par réaction, soit par suite de la tournure naturelle de leur esprit. On peut citer comme défenseurs de la tradition ou de certaines traditions :

WACHSMUTH. *Geschichte der ersten Jahrhunderte der Rœmischen Republik*. Halle, 1819.

GERLACH et BACHOFEN. *Die Geschichte der Rœmer*. Bâle, 1851. — GERLACH. *Von den Quellen der ¨ltesten Rœmischen Geschichte*. Bâle, 1853.

FRANCIS W. NEWMAN. *Regal Rome*. Londres, 1852.

J.-J. AMPÈRE (1800-1864). *L'Histoire romaine à Rome*. Paris, 1862-1866.

L.-O. BROECKER. *Untersuchungen über die Glaubwürdigkeit der altrœmischen Geschichte*. Bâle, 1856. Seconde édition, 1862. *Untersuchungen über die Glaubwürdigkeit der altrœmischen Verfassungsgeschichte*. Hambourg, 1857. *Briefe über moderne Kritik*. Hambourg, 1858.

DYER. *The History of the kings of Rome*... Londres, 1867. Comparez les études de M. SEELEY sur la première décade de Tite-Live (1871).

Les autres ouvrages récents, historiques et historico-juridiques, flottent entre ces deux tendances, avec divers accommodements et un penchant assez prononcé pour la première.

L'*Histoire de César*, par NAPOLÉON III, contient un très utile résumé de l'histoire antérieure.

L'*Histoire des Romains* jusqu'à Dioclétien, de M. DURUY, dont le volume VI a paru en 1879, est recommandable à divers égards; une belle édition illustrée est actuellement (1879) en voie de publication.

b. Histoire de Rome sous les empereurs.

Le meilleur ouvrage sur les empereurs qui soit écrit en français est encore l'*Histoire des empereurs* (des six

premiers siècles) de SÉBASTIEN LENAIN DE TILLEMONT (1637-1698), Paris, 1690 ss., plusieurs fois rééditée.

L'ouvrage capital pour l'histoire à partir des Antonins jusqu'à la fin de l'empire d'Orient, et même au delà, est la célèbre *History of the decline and fall of the Roman Empire*, d'ÉDOUARD GIBBON (1737-1794). Le chapitre 44 est entièrement juridique. Plusieurs éditions, en plusieurs langues, depuis celle de Londres, 1776-1788. Traduction française par M. GUIZOT. Paris, 1812-1819 s., 1828-1829.

MERIVALE, *History of the Romans under the Empire*. Londres, 1848-1862.

BUEDINGER, *Untersuchungen zur rœmischen Kaisergeschichte*. Leipzig, 1868-1870.

Plusieurs empereurs ont été étudiés spécialement. Ainsi, en Allemagne, Hadrien par M. GREGOROVIUS, Néron par M. SCHILLER, Dioclétien par M. PREUSS, Constantin par M. BURCHARDT, Valérien et ses successeurs par M. BERNHARDT, Gratien, Valentinien II et Maxime par RICHTER, Tibère à un point de vue de *dilettante* par ADOLPHE STAHR. En France, M. NOËL DES VERGERS a fait un essai sur Marc-Aurèle (Paris, 1860). M. le comte F. DE CHAMPAGNY a dépeint, avec des couleurs plus éclatantes que fidèles, les règnes des Césars (1843) et des Antonins. M. le duc (alors le prince) de BROGLIE a publié, de 1856 à 1866, six beaux volumes sur *l'Église et l'Empire Romain* au quatrième siècle. L'Académie de Belgique a couronné l'étude de M. DE CEULNER sur Septime-Sévère. Mon intention ne saurait être de donner une bibliographie de l'histoire

des empereurs : les livres, petits et grands, bons, passables, médiocres, mauvais, se multiplient sans cesse et l'aperçu le plus incomplet serait déjà trop long.

Il a été de mode en France, pendant quelques années, de s'occuper beaucoup de César et de ses premiers successeurs. Tout le monde s'en mêlait un peu, sans grand gain pour la science. Plusieurs vérités, beaucoup d'erreurs sont, par là, devenues lieux communs. Pour les lettrés, les savants, les demi-savants de l'opposition orléaniste ou républicaine, c'était, sous le régime impérial, une occasion excellente de produire leurs gros et menus griefs, de satisfaire sans trop de danger leurs rancunes, de dire du gouvernement de Rome le mal qu'ils pensaient du leur, enfin de frapper bravement l'empereur Napoléon sur le dos de l'empereur Auguste. Des écrivains de talent s'obstinaient à juger par les petits côtés l'Empire et les empereurs. De cette tendance, et d'autres d'aussi mauvais aloi, sont nées des exagérations qui déparent plus d'une œuvre de mérite : je pense en première ligne à l'illustre Ampère et au pauvre Beulé, † 1874.

Une part très grande doit être faite, dans l'histoire de Rome, à la religion et à l'économie politique et sociale.

2. Sciences auxiliaires de l'histoire.

La chronologie. Mommsen, *Die Rœmische Chronologie bis auf Cæsar*. Berlin, 1859. — Fischer, *Griechische und Rœmische Zeittafeln*. Altona, 1840-1846. — Clinton, *Fasti Romani*. Oxford, 1850.

La géographie. A côté et au-dessus des anciens

noms, toujours respectables, de CLUVER et d'ÉZÉCHIEL SPANHEIM (1628-1710), il faut placer :

MANNERT, *Geographie der Griechen und Rœmer*. Nuremberg et Leipzig, 1788-1825. — UKERT, *Geographie der Griechen und Rœmer*. Weimar, 1816-1846. — FORBIGER, *Handbuch der alten Geographie*. Leipzig, 1842-1848. — SMITH, *Dictionary*. Londres, 1856-1857.

Beau travail partiel : *Géographie de la Gaule Romaine*, de M. ERNEST DESJARDINS. Paris, 1876-1878.

Atlas : SPRUNER, *Atlas antiquus*. 3e édition, Gotha, 1865. — KIEPERT, *Atlas antiquus*. 7e édition, Berlin, 1877. — DESJARDINS, *Atlas géographique de l'Italie ancienne*. Paris, Hachette.

3. Antiquités romaines.

L'étude des antiquités publiques de Rome ne devrait pas être séparée de celle de l'histoire du droit romain. Cependant, en Belgique, on scinde ces deux branches d'une seule et même discipline; j'ai tâché, dans ce *programme*, de rétablir l'ordre de choses normal, au moins en partie.

Les ouvrages anciens de ROSINUS (édité par THOMAS DEMPSTER et par REITZ), de FERGUSON, d'ADAMS, et les traités spéciaux contenus dans ler Tésor de GRÆVIUS († 1703. Utrecht, 1644-1699) et dans ses compléments, sont remplacés avantageusement aujourd'hui par l'excellent *Handbuch der Rœmischen Alterthümer* de BECKER († 1849), continué par M. MARQUARDT (Leipzig, 1843... 1864-1867), puis refait par le même M. MARQUARDT (*Rœmische Staatsverwaltung*, Leipzig, 1873-1878) et par M. MOMMSEN (*Rœmisches Staatsrecht*, 2e édition, 1876-1877).

LANGE, *Rœmische Alterthümer*, Berlin, 1856 (1863), 1863, 3e édition, 1876-1878.

Le meilleur traité en langue française est celui de M. P. WILLEMS, professeur à Louvain : *Le Droit public romain*, Louvain, 1870. 3e édition, 1874. 4e édition, remaniée et augmentée, sous presse (1879).

DAREMBERG et SAGLIO, *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*, depuis 1873.

4. La Littérature latine.

On peut recommander tout particulièrement l'histoire de la littérature romaine de BAEHR (1798-1872), 3e édition, Carlsruhe, 1844-1845 (modifiée et abrégée par M. ROULEZ) ; celle de BERNHARDY, 5e édition, Brunswick, 1871-1872 ; celle de TEUFFEL, Leipzig, 1868-1871, 3e édition, 1875, et le *Grundriss* d'É. HUEBNER, 3e édition, Berlin, 1872.

5. L'Épigraphie.

ZELL (1793-1873), *Handbuch der rœmischen Epigraphie*. Heidelberg, 1850-1857; nouvelle édition, 1874. Essai fort critiqué.

Entre autres recueils de monuments épigraphiques, il faut citer :

GRUTERUS, DE GRUUTHERE (1560-1627), *Inscriptiones antiquae totius orbis Romani*. Heidelberg, 1601. — HAUBOLD et SPANGENBERG, *Antiquitatis romanae monumenta legalia*, 1830.— JEAN-CONRAD ORELLI, continué par GUILLAUME HENZEN, *Inscriptionum latinarum selectarum amplissima collectio*, avec une bibliographie détaillée. Zurich, 1828, 1856. — J.-B. DE ROSSI, *le Prime raccolte d'antiche iscrizioni*. Rome, 1852. —

ZELL, ouvrage cité, vol. I, *Delectus Inscriptionum;* III, *leges municipales Salpensana et Malacitana aliaque supplementa.*

Recueils modernes patronnés par l'Académie de Berlin :

Inscriptions grecques :

A. BŒCKH (FRANZ, CURTIUS, KIRCHHOFF), *Corpus inscriptionum graecarum.* Berlin, 1828-1859. — KIRCHHOFF, *Corpus inscriptionum atticarum.* Berlin, 1873, 1877 s.

Inscriptions latines :

TH. MOMMSEN (et G. HENZEN), *Corpus inscriptionum latinarum.* Vol. I, Berlin, 1863, jusqu'à César. Le deuxième volume (HUEBNER, 1869) contient les inscriptions espagnoles depuis César; le troisième, les inscriptions asiatiques, grecques et illyriennes; le tome IV (ZANGEMEISTER et SCHŒNE, 1871), les inscriptions pariétaires de Pompéi, Herculanum, Stabiæ; le tome V (1872-1877), les inscriptions de la Gaule cisalpine; le tome VI (HENZEN, ROSSI), celles de Rome; le tome VII (HUEBNER, 1873), celles de la Grande-Bretagne. — Travaux critiques et complémentaires, notamment de M. DESJARDINS, *Desiderata du corpus inscriptionum latinarum.* Paris, 1874. — *Ephemeris epigraphica* (HENZEN, ROSSI, MOMMSEN, WILMANNS, etc.), dès 1873.

En fait de recueils nationaux ou locaux, qui sont ou seront absorbés par le recueil général, il faut citer les *Inscriptions romaines de l'Algérie*, de M. LÉON RÉNIER, Paris 1855...; les *Inscriptiones Christianæ urbis Romæ* de M. ROSSI; le *Corpus inscriptionum neapolitanarum*

de M. MOMMSEN, Leipzig, 1851; les *Inscriptions helvétiques*, du même savant, Zurich, 1854.

Il n'est pas inutile de rappeler que feu M. Villemain, étant ministre, avait conçu le projet d'un recueil général, comme celui de Berlin. On a même fait quelques travaux préparatoires.

6. La Diplomatique et la Paléographie.

L'ouvrage classique est toujours le traité *De re diplomatica* de l'illustre bénédictin MABILLON (1632-1707). Paris, 1681, 1709. Naples, 1789. — KOPP, *Palaeographia critica*. Mannheim, 1817. — ARNDT, *Schrifttafeln zum akademischen Gebrauch*, Berlin, 1874. — WATTENBACH, *Anleitung zur lateinischen Paleographie*, Berlin, 1869.

7. La Numismatique.

ÉZÉCHIEL SPANHEIM, *Dissertatio de usu et praestantia numismaticae*. Londres, 1707. Amsterdam, 1717. — J. ECKHEL (1737-1798), *Doctrina numorum veterum*. Vienne, (1792-1798). *Addenda*, 1826. — H. COHEN, *Description générale des monnaies de la république*... Paris, 1857. — MOMMSEN, *Das Rœmische Münzwesen*. Berlin, 1860. Traduction française par le duc de BLACAS et M. DE WITTE. Paris, 1865-1875.

§ 4. — *Aperçu bibliographique.*

Zimmern (*infra* 5), § 1, *Geschichte der Behandlung der Rechtsgeschichte*.

1. Manuels anciens.

SEXTUS POMPONIUS. 1. *Enchiridii liber singularis*.

Une partie de ce manuel se trouve, évidemment mutilée et interpolée, au Titre du Digeste *De Origine juris*, I, 2. Ce grand fragment a été critiqué, annoté, rectifié et complété par presque tous ceux qui ont écrit sur l'histoire du droit romain. — 2. *Enchiridii libri II.*

2. Premier essai d'une histoire des jurisconsultes romains au moyen âge.

GUILLAUME DE PASTRENGO, ou de Vérone, † entre 1361 et 1370, ami de Pétrarque (*Epist. variae, Ep.* 32-39), esprit hautement cultivé. *De originibus rerum* ou *De Viris illustribus.*

3. AYMAR DU RIVAIL, Sieur DE LA RIVAILLIÈRE (§ 218, 1). *Historia juris civilis* s. *in Duodecim Tabularum leges commentariorum libri V.* Plusieurs éditions avec variantes dans le titre. Le privilège est de Grenoble, 1515. La plus ancienne édition, Valence (Olivel), 1515, in-8°. Le livre I contient l'histoire des Rois; le livre II, les lois, notamment les Douze Tables, avec essai de restitution et commentaire; le livre III, les sénatus-consultes et les édits; le quatrième, l'histoire des empereurs; le cinquième passe en revue les jurisconsultes.

4. Dix-huitième siècle.

GRAVINA (§ 219, 6). *Originum juris civilis libri III.* Leipzig, 1708,... 1737,... 1805.

C. G. HOFFMANN (*Ibidem*, 2). *Historia juris romani.* Leipzig, 1718.

J. S. BRUNQUELL (*Ibidem*). *Historia juris romano-germanici.* Iéna, 1727... Amsterdam et Leyde, 1751.

HEINECCIUS (*Ibidem*). *Historia juris civilis romani ac*

germanici. Halle, 1733,... Leyde, 1748 (Ritter). Strasbourg, 1765 (Silberrad).

Antoine Terrasson (*Ibid.*, 3). *Histoire de la jurisprudence romaine*. (*Commentarii splendidi magis quam eruditi*, dit Haubold.) Appendice précieux. Paris, 1750.

Bach (*Ibid.*, 2). *Historia jurisprudentiae romanæ*. Leipzig, 1754... Leipzig, 1807 (Stockmann).

Jean Frédéric Reitemeier. *Encyclopædie und Geschichte der Rechte in Deutschland*. Gœttingue, 1785.

5. Parmi les nombreuses histoires du droit romain publiées plus récemment, je mentionne les suivantes, composées à des points de vue très divers et de mérites fort inégaux :

Hugo (§ 220, 1). *Lehrbuch der Rechtsgeschichte bis auf Justinian*, première édition, 1790. Onzième, Berlin, 1832. Médiocrement traduit par Jourdan, revu par Poncelet. Bruxelles, 1840.

Berriat Saint-Prix (*Ibid.*, 5). *Histoire du droit romain, suivie de l'histoire de Cujas*, Paris, 1821. Histoire abrégée des sources, servant d'introduction à la biographie de Cujas.

Pernice (*Ibid.*, 1). *Geschichte, Alterthümer, Institutionen des Rœmischen Rechts im Grundriss*. Halle, 1824. Programme.

Zimmern (*Ibid.*, 1). *Geschichte des Rœmischen Privatrechts bis auf Justinian*. Heidelberg, I et III, 1826, 1829. Histoire des sources et histoire interne. Le tome I contient l'histoire des sources et celle du droit des personnes, le tome III la procédure. Le deuxième n'a jamais paru. Le plan est maladroit, mais l'ouvrage

est précieux par le détail de tout ce qui a trait aux sources, aux lois, aux jurisconsultes.

HOLTIUS (*Ibid.*, 2). *Historiae juris romani lineamenta*, Liége, 1830, 1840. Histoire abrégée, interne et externe, ouvrage excellent, digne de son auteur.

MACKELDEY (*Ibid.*, 1). *Lehrbuch der Institutionen des heutigen Rœmischen Rechts*... Giessen, 1814... Vienne, 1862 (FRITZ). Traduit en tout et en partie en français sous le titre d'*Introduction à l'étude du droit romain*, Mons, 1826 (ÉTIENNE); Bruxelles, 1841 (JULES BÉVING). Aussi traduit en russe, en espagnol.

WARNKŒNIG (*Ibid.*, 1). *Vorschule der Institutionen und Pandecten*. Fribourg, 1839, 1854. *Histoire externe du droit romain*. Bruxelles, 1836.

BURCHARDI. *Staats- und Rechtsgeschichte der Rœmer*. Kiel, 1841. Une prétendue seconde édition (de 1854) paraît n'avoir de neuf que le titre.

GUÉRARD. *Essai sur l'histoire du droit privé des Romains*. Paris, 1841. Le contenu de ce livre, trop fragmentaire pour être bon, ne tient pas les promesses du titre. Ce sont des fictions et des vérités, dites d'une manière intéressante, sur les fondements de l'État romain et de la famille romaine.

GIRAUD. *Introduction historique aux Éléments du droit romain d'Heineccius*. Paris et Aix, 1835. *Histoire du droit romain ou introduction historique à l'étude de cette législation*. Paris et Aix, 1841. Pourquoi le savant professeur de la faculté de Paris ne donne-t-il pas une nouvelle édition de cet intéressant volume, accommodée à l'état actuel de la science?

DANZ. *Lehrbuch der Geschichte des Rœmischen Rechts*. Leipzig, 1840-1846. Deuxième édition, 1871-1873. Précieux programme, avec développements; histoire interne et externe.

LAFERRIÈRE († 1861). *Histoire du droit civil de Rome*. Paris, 1846. Il y aurait injustice à juger d'après ce volume le respectable et regrettable auteur, qui était plus versé dans le droit administratif que dans l'histoire du droit, et dans le droit français, gaulois (!), coutumier, édictal, plus que dans le *droit civil de Rome*.

ORTOLAN (§ 220, 5). *Explication historique des Instituts de l'empereur Justinien*... Tome I, Histoire de la législation romaine. Paris, 1875, neuvième édition.

PUCHTA (*Ibid.*, 1). *Cursus der Institutionen*, en trois volumes. Première édition, 1841; huitième édition (KRUEGER), 1875. Je cite d'après la sixième, qu'a éditée RUDORFF. L'Histoire est contenue au tome premier.

WALTER. *Geschichte des Rœmischen Rechts bis auf Justinian*. Première édition, Bonn, 1834-1840; troisième, Bonn, 1860, 1861. Riche en faits et pièces à l'appui. Les qualités littéraires par lesquelles brille l'illustre auteur ont rendu possibles et faciles des traductions en langue italienne (BOLLATI) et en langue française (LABOULAYE, PIQUET-DAMESME).

DEURER. *Grundriss für aüssere Geschichte und Institutionen des Rœmischen Rechts*. Heidelberg, 1849. Programme riche en indications littéraires.

ESMARCH. *Rœmische Rechtsgeschichte*. Gœttingue, 1856. Deuxième édition remaniée, 1877-1879. Histoire interne et externe, écrite avec verve et goût, et peu de détails.

Pachmann. *Vorschule des Rœmischen Rechts.* Vienne, 1858. Histoire externe.

Rudorff (§ 220, 1). *Rœmische Rechtsgeschichte.* I, *Rechtsbildung*, Leipzig, 1857; II, *Civil- und Strafrechtspflege*, 1859. — L'éminent et regretté auteur s'est contenté d'exposer la formation du droit (sources, codification, monuments) et l'administration de la justice. Dans ce cadre restreint, il a donné un tableau complet, où le moindre détail est marqué au coin du maître.

Vering. *Geschichte und Institutionen.* Mayence, 1865; 3e édition, 1870; quatrième, 1875, remaniée et très augmentée, sous le titre de *Geschichte und Pandekten des rœmischen und heutigen gemeinen Privatrechts.* Ouvrage clair, riche en données positives, et facile à consulter.

Kuntze. *Institutionen und Geschichte des Rœmischen Rechts.* I, *Cursus;* II, *Excurse.* Leipzig, 1869. *Cursus*, 2e édition, améliorée, 1879. Beau livre, fait sur un plan contestable. Mainte idée ancienne y est présentée sous un aspect nouveau, et l'on y rencontre aussi des idées neuves. L'histoire interne et les Institutes sont subordonnées à l'histoire externe. Le droit de l'époque classique forme la partie culminante, essentielle du cours. L'exposé des institutions antérieures y joue un rôle plutôt introductoire et l'exposé des institutions postérieures un rôle plutôt supplémentaire.

Smolders. *Manuel d'histoire du droit romain.* Louvain, 1839-1840. Bon programme, avec chrestomathie, « tirée entièrement des auteurs contemporains de

Rome et des divers monuments que l'antiquité nous a transmis ».

MAYNZ. *Cours de droit romain*. 4e édition, Bruxelles, 1876-1877. L'*Introduction* de ce bel ouvrage est, à mon sens, ce qu'on a fait de mieux en langue française, en fait d'histoire du droit romain. J'y renverrai souvent, ainsi qu'aux ouvrages précités de Puchta, Rudorff, Walter, DANZ, Kuntze et Esmarch.

M. NAMUR, dans son si estimable *Cours d'Institutes et d'histoire du droit romain*, 3e édition, Bruxelles, 1878, n'a fait qu'une très petite part à l'élément historique.

VAN WETTER. *Cours élémentaire de droit romain*. Histoire abrégée des sources au tome I, Gand, 1870. 2e édition, 1875-1876.

G. PADELLETTI (§ 220, 6). *Storia del diritto romano*. Florence, 1878. — Cet excellent ouvrage du regretté jurisconsulte italien vient d'être traduit en allemand par M. DE HOLTZENDORFF.

JHERING. *Geist des Rœmischen Rechts auf den verschiedenen Stufen seiner Entwickelung*. Œuvre de premier rang, riche en pensées et en faits, qui occupe une place à part entre l'histoire et la philosophie du droit. La première édition du tome premier est de 1852; la quatrième de 1878. Quatre tomes et un volume de tables ont paru jusqu'à présent. Traduction française par O. DE MEULENAERE, Paris et Gand, 1877-1878. Je citerai d'après cette traduction.

Le nombre des *monographies*, en diverses langues, surtout en allemand, qui traitent de parties ou de questions spéciales de l'histoire du droit romain est immense et s'accroît tous les jours. On en trouvera plusieurs indiquées dans le cours du volume, d'autres dans les ouvrages que je cite en tête de chaque paragraphe.

Je mentionne ici, comme particulièrement riche, le recueil fait par M. SANIO des *Opuscules* de DIRKSEN (§ 220, 1), sous le titre : *Hinterlassene Schriften zur Kritik und Auslegung der Quellen Rœmischer Rechtsgeschichte und Alterthumskunde*. Leipzig, 1871.

Plusieurs publications périodiques ou *Revues* ont été ou sont consacrées, soit exclusivement, soit principalement, soit accessoirement, à l'étude historique du droit, et renferment maint travail précieux.

Je serai dans le cas de citer les suivantes :

Civilistisches Magazin, de HUGO. VI volumes. Berlin, 1791-1837.

Magazin für Philosophie und Geschichte des Rechts und der Gesetzgebung, de GROLMAN, plus tard de GROLMAN et LÖHR. IV volumes. Giessen, 1800-1844.

Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft, de SAVIGNY, EICHHORN, GOESCHEN, KLENZE, RUDORFF. XV volumes. Berlin, 1815-1850.

Rheinisches Museum für Jurisprudenz, de HASSE, BLUHME, BŒCKING, BETHMANN-HOLLWEG, PUGGÉ, PUCHTA, UNTERHOLZNER. VII volumes. Bonn, 1827-1829. Gœttingue, 1833-1835.

Bijdragen tot Regtsgeleerdheid en wetgeving, de DEN TEX et VAN HALL. Amsterdam, 1826-1838. XII volumes.

Nieuwe Bijdragen voor Regtsgeleerdheid, de MM. L. DE GEER, VAN BONEVAL FAURE, etc. Dès 1851. (§ 220, 2.)

Revue historique de droit français et étranger, de MM. LABOULAYE, DE ROZIÈRE, GINOULHIAC, DARESTE. XV volumes. Paris, 1855-1869.

Jahrbuch des gemeinen deutschen Rechts, de BEKKER et MUTHER, dès 1857.

Zeitschrift für Rechtsgeschichte, de RUDORFF, BRUNS, MERKEL, BÖHLAU. Weimar, dès 1861.

Archivio giuridico, dirigé d'abord par M. P. ELLERO, à présent par M. PH. SERAFINI. Dès 1867. Bologne, Pise.

Revue de législation, de MM. LABOULAYE, DE ROZIÈRE, DARESTE, P. GIDE, G. BOISSONADE. Paris, 1870-1876. VI volumes.

Nouvelle Revue historique, des mêmes, plus M. J. FLACH. Paris, dès 1877.



PREMIÈRE PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT

SOUS

LES ROIS.

Principio nimium promptos ad bella Quirites
Molliri placuit jure Deûmque metu :
Inde datae leges, ne firmior omnia posset,
Cœptaque sunt pure tradita sacra coli :
Exuitur feritas, armisque potentius aequum est,
Et cum cive pudet conseruisse manus.

OVIDE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT SOUS LES ROIS.

De l'an 753 à l'an 510 avant l'ère vulgaire.

De la prétendue fondation de Rome (*U. C.*) à l'an 244 *U. C.*

I.

INTRODUCTION.

A. — APERÇU HISTORIQUE.

Tableau chronologique.

U. C.	Avant notre ère.	TEMPS FABULEUX.
1	753	Fondation prétendue de Rome.
		LES PATRIARCHES.
1- 37	753-717	Romulus, le Fondateur.
39- 82	715-672	Numa, le Législateur.
82-114	672-640	Tullus Hostilius. Vers cette époque, Zaleucos donnait des lois aux Locriens du Bruttium, Charondas réformait Catane et d'autres républiques de Sicile et de la Grande Grèce.

U. C.	Avant notre ère.	LES ROIS SEMI-HISTORIQUES ET HISTORIQUES.
114-138	640-616	Ancus Martius. La Plèbe. La première colonie. Les fétiaux. — Contemporain : Dracon, législateur d'Athènes.
		LES ROIS ÉTRUSQUES.
138-176	616-578	Tarquin l'Ancien (Tarchnas). — Contemporain : Solon.
176-220	578-534	Servius Tullius (Mastarna). — Contemporain : le Bouddha. — Constitution Servienne. Les *Decemviri stlitibus judicandis*.
220-244	534-510	Tarquin le Superbe. — Contemporains : Pythagore, Confucius.
244	510	Révolution. Expulsion des Tarquins. Le pouvoir royal est dévolu à deux magistrats suprêmes, élus à temps.

---

§ 5.— *L'histoire légendaire et crépusculaire. L'histoire vivante, parlante, dans la langue et dans le sol. L'influence étrusque.*

Premiers chapitres des Histoires de Niebuhr, Schwegler, Mommsen, Ihne, Lewis, Duruy.— Ottfried Müller (1797-1840), *Die Etrusker*, 1828. Breslau, 1844. — A. Noël des Vergers (1805-1867), *L'Étrurie et les Étrusques*. Paris, 1862-1864. — Micali (1776-1844), *L'Italia avanti il dominio dei Romani*. Florence, 1810-1831. — Naegele, *Studien über altitalisches und rœmisches Staats- und Rechtsleben*. Schaffhouse, 1849. — Pfund, *Altitalische Rechtsalterthümer in der rœmischen Sage*. Weimar, 1847.— G. Kuno, *Vorgeschichte Roms. Die Kelten*. Leipzig, 1878.

B. — LES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT.

§ 6. — *Le Territoire. La Population.*

Münderloh, *Aus der Zeit der Quiriten*. Weimar, 1872. — Walter, 11-18, 26-28. — Maynz, 8-10. — Willems, p. 11-13, 19-42. — Danz, § 7-8.

1. Rome, colonie latine en pays sabin?

Denys, I, 9 : Τὴν ἡγεμόνα γῆς καὶ θαλάσσης ἁπάσης πόλιν, ἣν νῦν κατοικοῦσι Ῥωμαῖοι, παλαιότατοι τῶν μνημονευομένων λέγονται κατασχεῖν βάρβαροι Σικελοί, ἔθνος αὐθιγενές. Τὰ δὲ πρὸ τούτων, οὔθ' ὡς κατείχετο πρὸς ἑτέρων, οὔθ' ὡς ἔρημος ἦν, οὐδεὶς ἔχει βεβαίως εἰπεῖν. Χρόνῳ δὲ ὕστερον Ἀβοριγῖνες αὐτὴν παραλαμβάνουσι, πολέμῳ μακρῷ τοὺς ἔχοντας ἀφελόμενοι· οἱ τὸ μὲν πρότερον ἐπὶ τοῖς ὄρεσιν ᾤκουν ἄνευ τειχῶν κωμηδὸν καὶ σποράδες. — .... 29. Τήν τε Ῥώμην αὐτὴν πολλοὶ τῶν συγγραφέων Τυῤῥηνίδα πόλιν εἶναι ὑπέλαβον. — II, 50 : Ῥωμύλος μὲν τὸ Παλάτιον κατέχων, καὶ τὸ Καίλιον ὄρος · ἔστι δὲ τῷ Παλατίῳ προσοχές · Τάτιος δὲ τὸ Καπιτώλιον, ὅπερ ἐξ ἀρχῆς κατέσχε, καὶ τὸν Κυρίνιον ὄχθον. — *Ibid.*, 36, 62.

Divisions territoriales : *Septimontium;* régions ; *pagi. Ager romanus*, *heredia*. *Ager publicus*.

2. Les Tribus : *Ramnes*, *Tities*, *Luceres*.

T. Live I, 13 : Eodem tempore et centuriae tres equitum conscriptae sunt Ramnenses a Romulo, ab Tito Tatio Tatienses appellati. Lucerum nominis et originis causa incerta est. — Servius, *Énéide* V : Nam constat... tres fuisse partes populi romani... Varro tamen dicit, Romulum dimicantem contra Titum Tatium a Lucumonibus, id est Tuscis, auxilia postulasse; unde quidam venit cum exercitu : cui, recepto jam Tatio, pars urbis est data. — Varron, *De lingua latina* IV, 9 : Ager romanus primum divisus in partes tres, a quo tribus appellatae, Tatiensium, Ramnium, Lucerum. — Florus III, 18 : Quippe cum populus Romanus Etruscos, Latinos Sabinosque miscuerit et unum ex omnibus sanguinem ducat, corpus fecit ex membris et ex omnibus unus est.

3. Les Curies. Les *Gentes*, Décades, Décuries. Les Familles. *Agnatio*.

Denys II, 7 : Τριχῇ νείμας τὴν πληθὺν ἅπασαν, ἑκάστων τῶν μοιρῶν τὸν ἐπιφανέστατον ἐπέστησεν ἡγεμόνα · ἔπειτα τῶν

τριῶν πάλιν μοιρῶν ἑκάστην εἰς δέκα μοίρας διελὼν, ἴσους ἡγεμόνας καὶ τούτων ἀπέδειξε τοὺς ἀνδρειοτάτους · ἐκάλει δὲ τὰς μὲν μείζους μοίρας, τρίβους · τὰς δ' ἐλάττους, κουρίας.... Διήρηντο δὲ καὶ εἰς δεκάδας αἱ φράτραι πρὸς ἀυτοῦ, καὶ ἡγεμὼν ἑκάστην ἐκόσμει δεκάδα,.... ὡς δὲ διεκρίθησάν τε ἅπαντες, καὶ συνετάχθησαν εἰς φυλὰς καὶ φράτρας, διελὼν τὴν γῆν εἰς τριάκοντα κλήρους ἴσους, ἑκάστῃ φράτρᾳ κλῆρον ἀπέδωκεν ἕνα. Cicéron, *De republica* II, 8 : Populumque... in tribus tres curiasque triginta descripserat. — Festus, *Gentiles* : Gentilis dicitur ex eodem genere natus et is qui simili nomine appellatur, ut ait Cincius : Gentiles mihi sunt, qui meo nomine appellatur. — Cicéron, *Topiques* 6 : Gentiles sunt, qui inter se eodem nomine sunt. Non est satis. Qui ab ingenuis oriundi sunt. Non id quidem satis est. Quorum majorum nemo servitutem servivit. Abest etiam nunc. Qui capite non sunt deminuti. Hoc forte satis est. — Varron, *De l. l.* VIII, 4 : Ut in hominibus quaedam sunt agnationes ac gentilitates, sic in verbis : ut enim ab Aemilio homines orti Aemilii ac gentiles, sic ab Aemilii nomine declinatae voces in gentilitate nominali.

4. Le Peuple (*populus*) et la Plèbe (*plebs*). *Majores gentes*, *minores gentes*.

Festus, *Patricios* : Patricios Cincius ait in libro *de Comitiis*, eos appellari solitos, qui nunc ingenui vocantur. — T. Live X, 8 : Semper ista audita sunt eadem : penes vos solos auspicia esse, vos solos gentes habere, vos solos justum imperium et auspicium domi militiaeque... En umquam fando audistis, patricios primo esse factos, non de coelo demissos, sed qui patrem ciere possent, id est, nihil ultra quam ingenuos. — Denys II, 8 : Τοὺς ἐπιφανεῖς κατὰ γένος καὶ δι' ἀρετὴν ἐπαινουμένους, καὶ χρήμασιν, ὡς ἐν τοῖς τότε καιροῖς, εὐπόρους, οἷς ἤδη παῖδες ἦσαν, διώριζεν ἀπὸ τῶν ἀσήμων καὶ ταπεινῶν, καὶ ἀπόρων. 'εκάλει δὲ

τοὺς μὲν ἐν τῇ καταδεεστέρᾳ τύχῃ, Πληβείους, τοὺς δ' ἐν τῇ κρείττονι, Πατέρας, εἴτε διὰ τὸ πρεσβεύειν ἡλικίᾳ τῶν ἄλλων, εἴθ' ὅτι παῖδες αὐτοῖς ἦσαν, εἴτε διὰ τὴν ἐπιφάνειαν τοῦ γένους, εἴτε διὰ πάντα ταῦτα. — Οἱ μὲν δὴ τὰ πιθανώτατα περὶ τῆς Ῥωμαίων πολιτείας ἱστοροῦντες, διὰ ταύτας τὰς αἰτίας κληθῆναι φασι τοὺς ἄνδρας ἐκείνους πατέρας, καὶ τοὺς ἐκ γένους αὐτῶν, Πατρικίους · οἱ δὲ πρὸς τὸν ἴδιον φθόνον ἀναφέροντες τὸ πρᾶγμα, καὶ διαβάλλοντες εἰς δυσγένειαν τὴν πόλιν, οὐ διὰ ταῦτα Πατρικίους κληθῆναί φασι, ἀλλ' ὅτι πατέρας εἶχον ἀποδεῖξαι μόνοι, ὡς τῶνγε ἄλλων δραπετῶν ὄντων, καὶ οὐκ ἐχόντων ὀνομάσαι πατέρας ἐλευθέρους... 9. Ὁ δὲ Ῥωμύλος ἐπειδὴ διέκρινε τοὺς κρείττους ἀπὸ τῶν ἡττόνων, ἐνομοθέτει μετὰ τοῦτο καὶ διέταττεν ἃ χρὴ πράττειν ἑκατέρους · τοὺς μὲν εὐπατρίδας ἱερᾶσθαί τε καὶ ἄρχειν, καὶ δικάζειν, καὶ μεθ' ἑαυτοῦ τὰ κοινὰ πράττειν, ἐπὶ τῶν κατὰ πόλιν ἔργων μένοντας · τοὺς δὲ δημοτικοὺς, τούτων μὲν ἀπολελῦσθαι τῶν πραγμάτων, ἀπείρους τε αὐτῶν ὄντας, καὶ δι' ἀπορίαν χρημάτων ἀσχόλους · γεωργεῖν δὲ καὶ κτηνοτροφεῖν, καὶ τὰς χρηματοποιοὺς ἐργάζεσθαι τέχνας...

5. Les Clients. Autochthones?

Cicéron, *De republica* II, 9 : Et habuit plebem in clientelas principum descriptam. — Denys II, 9 : Παρακαταθήκας δὲ ἔδωκε δὲ τοῖς πατρικίοις τοὺς δημοτικοὺς, ἐπιτρέψας ἑκάστῳ τῶν ἐκ τοῦ πλήθους ὃν αὐτὸς ἐβούλετο, νέμειν προστάτην · ἔθος Ἑλληνικὸν καὶ ἀρχαῖον... ἐπὶ τὰ κρείττω λαβών. 10. Ἦν δὲ τὰ ὑπ' ἐκείνου τότε ὁρισθέντα μέχρι πολλοῦ παραμείναντα Ῥωμαίοις ἔθη περὶ τὰς πατρωνίας τοιάδε · τοὺς μὲν πατρικίους ἔδει τοῖς ἑαυτῶν πελάταις ἐξηγεῖσθαί τὰ δίκαια, ὧν οὐκ εἶχον ἐκεῖνοι τὴν ἐπιστήμην, παρόντων τε ὑτῶν καὶ μὴ παρόντων τόν αὐτὸν ἐπιμελεῖσθαι τρόπον,... δίκας τε ὑπὲρ τῶν πελατῶν ἀδικουμένων λαγχάνειν... Τοὺς δὲ πελάτας ἔδει τοῖς

ἑαυτῶν προστάταις θυγατέρας τε συνεκδίδοσθαι γαμουμένας, εἰ σπανίζοιεν οἱ πατέρες χρημάτων · καὶ λύτρα καταβάλλειν πολεμίοις, εἴ τις αὐτῶν ἢ παίδων αἰχμάλωτος γένοιτο · δίκας τε ἁλόντων ἰδίας ἢ ζημίας ὀφλόντων δημοσίας ἀργυρικὸν ἐχούσας τίμημα ἐκ τῶν ἰδίων λύεσθαι χρημάτων, οὐ δανείσματα ποιοῦντας ἀλλὰ χάριτας · ἔν τε ἀρχαῖς καὶ γερηφορίαις, καὶ ταῖς ἄλλαις ταῖς εἰς τὰ κοινὰ δαπάναις, τῶν ἀναλωμάτων ὡς τοὺς γένει προσήκοντας μετέχειν. Κοινῇ δ' ἀμφοτέροις οὔτε ὅσιον οὔτε θέμις ἦν κατηγορεῖν ἀλλήλων ἐπὶ δίκαις, ἢ καταμαρτυρεῖν, ἢ ψῆφον ἐναντίαν ἐπιφέρειν, ἢ μετὰ τῶν ἐχθρῶν ἐξετάζεσθαι. έι δὲ τις ἐξελεγχθείη τούτων τὶ διαπραττόμενος, ἔνοχος ἦν τῷ νόμῳ τῆς προδοσίας, ὃν ἐκύρωσεν ὁ Ῥωμύλος. τὸν δὲ ἁλόντα· τῷ βουλομένῳ κτείνειν ὅσιον ἦν, ὡς θῦμα τοῦ καταχθονίου Διός.

§ 7. — *Réformes attribuées à Servius Tullius. Tribus locales. Cens, classement militaire et politique du peuple et de la plèbe selon la fortune.*

Huschke, *Verfassung des Servius Tullius*, Heidelberg, 1838.—Walter, 29-31, 32, sqq. — Maynz, 21-24. — Schwegler, XVII. — Danz, § 14. — Lange, 57-66. — Willems, p. 53-66.

1. Tribus.

Denys IV, 14 : Ὁ δὲ Τύλλιος εἰς τέσσαρα μέρη διελὼν τὴν πόλιν,... ἡγεμόνας ἐφ' ἑκάστης ἀποδείξας συμμορίας... 15. Διεῖλε δὲ καὶ τὴν χώραν ἅπασαν... εἰς μοίρας ἓξ καὶ εἴκοσιν, ἃς καὶ αὐτάς καλεῖ φυλάς, καὶ τὰς ἀστικὰς προστιθεὶς αὐταῖς τέτταρας, καὶ τριάκοντα φυλὰς ἀμφοτέρων.

2. Cens.

Denys, au chapitre 15 cité : Ταῦτα καταστησάμενος ἐκέλευσεν ἅπαντας Ῥωμαίους ἀπογράφεσθαί τε καὶ τιμᾶσθαι τὰς οὐσίας πρὸς ἀργύριον. — T. Live I, 42 : Censum instituit, rem saluberrimam tanto futuro imperio : ex quo belli pacis-

que munia non viritim, ut ante, sed pro habitu pecuniarum fierent. Tum classes centuriasque ad hunc ordinem ex censu descripsit, vel paci decorum vel bello.

3. Centuries, § 9.

C. — ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'ÉTAT.

§ 8. — *La Religion.*

Maynz, 11-13. — Walter 24, 35. — Danz, § 16. — Jhering, § 22. — Marquardt, t. VI, p. 1-30, 227-443. — Lange, 48-51, 57. — Willems, p. 305-320.

1. Caractère national de la religion romaine. Les *sacra, publica, privata.*

Festus, *Publica* : PUBLICA sacra quae publico sumptu pro populo fiunt, quaeque pro montibus, pagis, curiis, sacellis, at PRIVATA, quae pro singulis hominibus, familiis, gentibus fiunt. — Cicéron, *De legibus* II, 9 : SACRA PRIVATA PERPETUA MANENTO. Haec jura pontificum auctoritate consecuta sunt, ut ne morte patris familias sacrorum memoria occideret; iis essent ea adjuncta ad quos ejusdem morte pecunia venerit. — Antiqui his verbis docebant, tribus modis sacris adstringi : hereditate : aut si majorem partem pecuniae capiat : aut si major pars pecuniae legata est, si inde quidpiam ceperit. — Nam sacra cum pecunia, pontificum auctoritate, nulla lege, conjuncta sunt.

2. Les Pontifes (purificateurs), Flamines (boute-feu).

Cicéron, *ibid.* 8 : DIVIS ALIIS ALII SACERDOTES, OMNIBUS PONTIFICES, SINGULIS FLAMINES SUNTO. — T. Live I, 20 : Cetera quoque omnia publica privataque sacra pontificis scitis subjecit.— Festus, *Maximus Pontifex* : Quod maximus rerum, quae ad sacra et religiones pertinent, judex sit, vindexque contumaciae privatorum magistratuumque.

3. Les Augures.

Cicéron, au passage cité : INTERPRETES AUTEM JOVIS O. M., PUBLICI AUGURES, SIGNIS ET AUSPICIIS POSTEA

VIDENTO, DISCIPLINAM TENENTO... QUAEQUE AUGUR INJUSTA, NEFASTA, VITIOSA, DIRA DEFIXERIT, IRRITA INFECTAQUE SUNTO : QUIQUE NON PARUERIT, CAPITAL ESTO.

4. Les Fétiaux. — Le *Pater patratus*. — *Infra*, §§ 10, 12.

Cicéron, *ibid.* : FOEDERUM, PACIS, BELLI, INDUCIARUM ORATORES FETIALES JUDICES SUNTO; BELLA DISCEPTANTO. — T. Live I, 24, 32.

5. Les Vestales.

Cicéron, *ibid.* : VIRGINES VESTALES IN URBE CUSTODIUNTO IGNEM FOCI PUBLICI SEMPITERNUM.

6. Les Curions. Les Saliens (frères sauteurs). Les frères champêtres (Arvales), etc.

§ 9. — *L'assemblée du peuple et le gouvernement.*

Maynz, 23-24. — Walter 19-23, 33, 34. — Danz, § 9-11. — Mommsen, I, II, 3-16, *Das Kœnigthum.* — Lange, 54, 46, 47, 52, 53, 66. — Willems, p. 13-17, 42-52.

1. Comices par curies, *comitia curiata*. Comices par centuries, *centuriata*, *comitiatus maximus*.

Ampélius 48 : Comitia dicuntur quod patres et classes ad suffragium vocantur creandorum magistratuum vel sacerdotum causa. — Aulu Gelle XV, 27 : Cum ex generibus hominum suffragium feratur, curiata comitia esse... Cum ex censu et aetate suffragium feratur, centuriata comitia esse. — Denys II, 8, 14; IV, 20 : Ὁ Τύλλιος ἐπὶ τοὺς πλουσίους μετέθηκε τὸ τῶν ψήφων κράτος· ὁπότε γὰρ ἀρχὰς ἀποδεικνύειν, ἢ περὶ νόμου διαγινώσκειν, ἢ πόλεμον ἐκφέρειν δόξειεν αὐτῷ τὴν λογῖτιν ἀντὶ τῆς φρατρικῆς συνῆγεν ἐκκλησίαν. — *Ibid.* 15-19, 21, 22; VII, 59. — Cicéron, *De republica* II, 22. — T. Live I, 42, 43.

2. Le Sénat. Décuries. *Decem primi*. *Princeps senatus*.

T. Live I, 8 : (Romulus) consilium deinde viribus parat, centum creat Senatores. 35. (Tarquinius Priscus) nec minus regni sui firmandi, quam augendae reipublicae memor, centum in patres legit. — Cicéron, *De rep*. II, 20. (Tarquinius Priscus) principio duplicavit illum pristinum patrum numerum, et antiquos patres majorum gentium appellavit. — Denys II, 12 : Ὁ δὲ Ῥωμύλος... βουλευτὰς εὐθὺς ἔγνω καταστήσασθαι, μεθ' ὧν πράττειν τὰ κοινὰ ἔμελλεν, ἐκ τῶν πατρικίων ἄνδρας ἑκατὸν ἐπιλεξάμενος. 47. Καταστάντων δὲ τῶν πραγμάτων ἔδοξε τοῖς βασιλεῦσι, ἐπειδὴ πολλὴν ἐπίδοσιν εἰς ὄχλον πλῆθος εἰλήφει, διπλάσιον τοῦ προτέρου ποιῆσαι τὸν τῶν πατρικίων ἀριθμὸν, προσκαταλέξαντας σὺν τοῖς ἐπιφανεστάτοις οἴκοις ἐκ τῶν ὕστερον ἐποικησάντων ἴσους τοῖς προτέροις νεωτέρους,— ἐξ ὧν ἑκατὸν ἄνδρας, ὅυς αἱ φράτραι προεχειρίσαντο, τοῖς ἀρχαίοις βουλευταῖς προσέγραψαν. III, 67 : Ἐπιλέξας ἄνδρας ἑκατὸν ἐκ πάντων τῶν δημοτικῶν, ... πατρικίους ἐποίησε (Ταρκυνίος) καὶ κατέταξεν εἰς τὸν τῶν βουλευτῶν ἀριθμόν · καὶ τότε πρῶτον ἐγένοντο Ῥωμαίοις τριακόσιοι βουλευταὶ, τέως ὄντες διακόσιοι. —T. Live I, 17 : Ita rem inter se centum patres decem decuriis factis singulisque in singulas decurias creatis, qui summæ rerum praeessent, consociant. Decem imperitabant, unus cum insignibus imperii et lictoribus erat. — Denys II, 14, 57; VII, 38.

3. Les magistrats, Le Roi, *Rex ; Interrex ; lex* (*regia*) *curiata de imperio*. Le *Tribunus celerum*.

Denys II, 14 : Βασιλεῖ μὲν οὖν ἐξῄρητο τάδε τὰ γέρα · πρῶτον μὲν, ἱερῶν καὶ θυσιῶν ἡγεμονίαν ἔχειν, καὶ πάντα δι' ἐκείνου πράττεσθαι τὰ πρὸς τοὺς θεοὺς ὅσια · ἔπειτα, νόμων τε καὶ πατρίων ἐθισμῶν φυλακὴν ποιεῖσθαι, τῶν τε ἀδικημάτων τὰ μέγιστα μὲν ἀυτὸν δικάζειν, ... βουλήν τε συνάγειν, καὶ δῆμον

συγκαλεῖν, καὶ γνώμης ἄρχειν, καὶ τὰ δόξαντα τοῖς πλείοσιν ἐπιτελεῖν, ... καὶ ἔτι πρὸς τούτοις, ἡγεμονίαν ἔχειν αὐτοκράτορα ἐν πολέμῳ. — Cicéron, *De rep.* II, 13, 17, 18. — Tacite, *Annales* III, 26 : Nobis Romulus ut libitum imperitaverat. — Pomponius, L. 2 § 1 *De O. J.* 1, 2 : Omniaque manu a regibus gubernabantur.

4. Les Questeurs, *Quaestores* (enquéreurs, chercheurs). — *Quaestores paricidii*, *Duumviri perduellionis*. *Custos urbis*, *Praefectus urbi*.

§ 10. — *Les relations internationales. La Guerre.*

E. Osenbrüggen, *De jure belli et pacis Romanorum*, 1836. — Müller-Jochmus, *Geschichte des Vœlkerrechts im Alterthum*. Leipzig, 1848. — Walter, 25. — Padelletti, p. 50-68.

Foedera aequa, iniqua. Foedus dare. Deditio.

Le butin, *praeda*. Sort des prisonniers.

Jus bellicum. Justum, purum, piumque bellum. Jus fetiale, § 12.

Gaius IV, 16 : Maxime sua esse credebant, quae ab hostibus cepissent ; unde in centumviralibus judiciis hasta praeponitur. — L. 4 § 2 *De statu hominum* I, 5 : Servi ex eo appellati sunt, quod imperatores captivos vendere, ac per hoc servare nec occidere solent.

§ 11. — *L'Économie publique.*

Maynz, 14-16. — Walter, 32, 37-39. — Lange, 65.

Le Cens, *supra* § 7. Les impôts. Le domaine public.

II

LE DROIT, LA LÉGISLATION, LA JUSTICE.

Maine, *Ancient law*... Traduction française sur la 4e édition par Courcelle-Seneuil, 1873. — Fustel de Coulanges, *La cité antique, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*. Paris, 1864. Dernière édition, 1879. Voir, sur la première, Ch. Morel dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1866, et sur la dernière, même revue, nº 34, 1879. — Maynz, 30-31. — Puchta, 39-42. — E.-C. Clark, *Early Roman Law. The Regal period*. Londres, 1872.

§ 12. — *Le droit public et le droit sacré.*

Lange, 48-51.

1. *Jus publicum*. Éléments italiques anté-romains. Castes, sénat, système colonial, clientèle.

2. *Jus divinum, sacrum*.

a. *Jus pontificium*. Rôle de la religion, caractère religieux des peuples italiques. *Libri pontificales*, livres de Numa *de jure pontificio*, *Indigitamenta*.

Valère Maxime II, 5 : Jus civile per multa secula inter sacra caeremoniasque deorum immortalium abditum, solisque pontificibus notum. — T. Live IX, 46 : (Cn. Flavius) civile jus repositum in penetralibus pontificum evulgavit.

Cicéron, *pro Murena* 11 : Posset agi lege, necne, pauci quondam sciebant : fastos enim vulgo non habebant. Erant in magna potentia, qui consulebantur : a quibus etiam dies, tamquam a Chaldaeis, petebatur. — *De legibus* II, 8, 9, et suivants, 19: Saepe, inquit Publii filius, ex patre audivi, pontificem neminem bonum esse, nisi qui jus civile cognosset. Totumne? quid ita? quid enim ad pontificem de jure parietum aut aquarum?... Ergo, quod cum

religione conjunctum est. Id autem quantulum est! De sacris, credo, de votis, de feriis, de sepulcris, et si quid ejus modi est... 20-22. — *De oratore* III, 33 : Nunc contra plerique ad honores adipiscendos et ad rem publicam gerendam nudi veniunt atque inermes, nulla cognitione rerum, nulla scientia ornati. Sin aliquis excellit unus e multis, effert se, si unum aliquid affert, aut bellicam virtutem... aut juris scientiam (ne ejus quidem universi ; *nam pontificium, quod est conjunctum, nemo discit*), aut eloquentiam...

Gutherius (§ 219), *De vetere jure pontificio Urbis Romae*. 1612, 1616. — Graevius, *Thesaurus* V. — Hüllmann, *Das jus pontificium der Roemer*. Bonn, 1837. — Cauvet, *Le droit pontifical chez les anciens Romains*. Paris, 1869. Ouvrage apprécié dans le *Litterarisches Centralblatt*, 1870. — Jhering, § 22. — Lange, 51. — Marquardt, p. 227-308.

b. Jus augurum.

Cicéron, *De legibus* II, 12 : Maximum autem et praestantissimum in re publica jus est augurum cum auctoritate conjunctum. Neque vero hoc, quia sum ipse augur, ita sentio, sed quia sic estimare nos est necesse. Quid enim majus est, si de jure quaerimus, quam posse a summis imperiis et summis potestatibus comitiatus et concilia, vel instituta demittere, vel habita rescindere? Quid gravius, quam rem susceptam dirimi, si unus augur *alio die* dixerit? Quid magnificentius, quam posse decernere, ut magistratu se abdicent consules? Quid religiosius, quam cum populo, cum plebe agendi jus aut dare aut non dare? quid? legem, si non jure rogata est, tollere? ut Titiam decreto collegii; ut Livias, consilio Philippi, consulis et auguris : nihil domi, militiae, per magistratus gestum, sine eorum auctoritate posse cuiquam probari nihil?

c. Jus fetiale, jus quo res repetuntur, bella indicuntur.

T. Live I, 32 : (Ancus Martius) ut..., quoniam Numa in pace religiones instituisset, a se bellicae caerimoniae pro-

derentur, nec gererentur solum, sed etiam indicerentur bella aliquo ritu, jus ab antiqua gente Aequiculis, quod nunc fetiales habent, descripsit, quo res repetuntur... — Pline, *Hist. nat* XXII, 2 : *Clarigatum*... id est, res raptas clare repetitum. — Quintilien VII, 3, 13. — Servius, *Énéide* IX, 43; X, 14.

Conradi, *De fecialibus et jure feciali populi Romani*, dans ses *Scripta minora*, Halle, 1823. — Müller-Jochmus, Osenbrüggen, ouvrages cités au § 10. — M. Voigt, *De fetialibus*... Leipzig, 1852. — Laurent, *Études sur l'histoire de l'humanité*, III, 9-31. 2e édition. Gand-Paris, 1855. — Padelletti, p. 53-55. — Lange, 49. — Marquardt, p. 398-410.

§ 13. — *Le droit privé.*

1. Fondement du droit privé : la coutume, *mores majorum*, application du génie national aux relations des individus entre eux, *tacita civium conventio.*

2. Le droit aryen.

Le droit helléno-italique. Légende des lois du roi Italus. Institutions italiques anté-romaines : clientèle, hospitalité, esclavage.

Bluntschli, *Arische Vœlker und arische Rechte*, dans le *Staatswœrterbuch* (1857) et *Gesammelte kleine Schriften* (1879), I, p. 63-90. — Adolphe Pictet, *Origines indo-européennes*, Paris, 1859-1863, tome II, livre 4, État social. — Mommsen, *Histoire*, I, ch. 2 et 5. — Schwegler, IX, 16; V, 8; XI, 3; XIII, 3. — Dirksen, *Versuche zur Kritik und Auslegung der Quellen des roemischen Rechts*. Berlin, 1823.

3. Le droit et la justice à Rome. *Fas* et *Jus*. Le droit et la religion. Incertitude, arbitraire ? Droit patricien, droit plébéien ? Statuts des *gentes*.

Pomponius, L. 2 § 1 *De O. J.* I, 2 : Et quidem initio civitatis nostrae populus sine lege certa, sine jure certo primum agere instituit.

Mommsen I, ch. 12.

4. Lois censées rendues sous les rois. Cinquante lois de Servius Tullius sur les contrats et les délits? *Leges regiae*, *Jus civile Papirianum*, § 98.

Cicéron, *De rep.* II, 14 : (Numa) animos propositis legibus his, quas in monumentis habemus, mitigavit. V, 3 : qui legum etiam scriptor fuisset, quas scitis exstare. — Tacite, *Annales* XII, 8 : addidit Claudius, sacra ex legibus Tulli regis... danda.

§ 14. — *Administration de la justice pénale.*

Geib, *Geschichte des Rœmischen Criminalprozesses bis zum Tode Justinians*. Leipzig, 1842. — Rein, *Das Criminalrecht der Rœmer von Romulus bis auf Justinian*. Leipzig, 1844. — *Infra*, § 57-61.

1. Les juges : prêtres, pontifes, magistrats (le roi), pères de famille, commissaires délégués du roi. Le *Consilium*. Les *Duumviri perduellionis*. Les comices.

T. Live I, 26 : Horatio patre proclamante, se filiam jure caesam judicare : ni ita esset, patrio jure in filium animadversurum fuisse. — Cicéron, *De rep.* II, 35 : Provocationem etiam a regibus fuisse, declarant pontificii libri.

Rudorff II, § 99 : *Haus, Priester- und Magistratsgerichte.* — Klenze, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* VI. — R. de Fresquet, *Du tribunal de famille chez les Romains*, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, I (1855).

2. Les crimes. *Perduellio*. Crimes contre la religion. Parricide. Homicide volontaire, involontaire. Impureté, adultère. Déplacement de bornes.

Plutarque, *Romulus* 22. — Auctor *ad Herennium* I, 13.

Köstlin, *Die Perduellion unter den rœmischen Kœnigen*, 1841.

3. La procédure. Accusation. *Quaestores paricidii?*

4. Les peines, *poenae*. *Consecratio*. Mort : *arbori infelici suspendere*, *furca*, *virgis caedere*, etc. Amendes, *multae*; évaluation en bétail.

§ 15. — *Administration de la justice civile.*

Ouvrages indiqués aux §§ 63 et suivants.

1. Le roi, magistrat et juge.

Cicéron, *De rep.* II, 21; V. 2. — Denys I, 25; X, 1V : Τὸ μὲν ἀρχαῖον οἱ βασιλεῖς ἐφ' αὑτῶν ἔταττον τοῖς διομένοις τὰς δικάς...

Decemviri stlitibus judicandis, depuis Servius Tullius. Centumvirs? *Infra* § 65. — Le Collége des Pontifes.

Jus et *judicium?*

2. Jours auxquels se rendait la justice, *dies fasti*. *Dies nefasti*, *dies intercisi*.

T. Live I, 19 : Idem (Numa) nefastos dies fastosque fecit, quia aliquando nihil cum populo agi utile futurum erat. — Varron VI, 29-31. — Ovide, *Fast.* I, 47 : Ille nefastus erit, per quem tria verba silentur, Fastus erit, per quem lege licebit agi. — Macrobe I, 16... tria verba solemnia : DO, DICO, ADDICO.

3. Formes de procédure. *Legis actiones*, § 67-71.

4. Le droit strict et l'équité. *Judicia*, *arbitria*, § 65.

DEUXIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT
SOUS
LE RÉGIME CONSULAIRE.

Romae dulce diu fuit et solemne, reclusa
Mane domo vigilare, clienti promere jura;
Cautos nominibus rectis expendere nummos;
Majores audire; minori dicere, per quae
Crescere res posset, minui damnosa libido.

HORACE.

DEUXIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT

SOUS LE

RÉGIME CONSULAIRE.

De l'an 510 à l'an 45 avant notre ère. *U. C.* 244-709.

LIVRE PREMIER.

INTRODUCTION.

SECTION I. — APERÇU HISTORIQUE.

Tableau chronologique.

An de Rome.	An avant notre ère.	LA LUTTE LÉGENDAIRE DE ROME CONTRE LES TARQUINS ET LEURS ALLIÉS.
245	509	Les premiers consuls, *Praetores*. Loi *Junia* (*tribunicia*). Lois *Valeriae*. — Traité de commerce avec Carthage.
246	508	Rome se rend à Porsenna, roi de Clusium?
253	501	Le premier dictateur, *Praetor maximus*.
258	496	Bataille légendaire du lac Régille.

An de Rome.	An avant notre ère.	LA LUTTE ENTRE LES ORDRES POUR L'ÉGALITÉ CIVILE ET POLITIQUE.
259	495	Première sécession de la plèbe, sur le Mont-Sacré. *Fœdus, leges sacratae*. Tribuns et Édiles de la plèbe, avec *jus agendi cum plebe*. Nouvelles tribus locales.
261	493	*Fœdus latinum?* Renouvellement de l'alliance perpétuelle entre Rome et le Latium? Loi *Icilia*.
263	491	La légende de Coriolan.
268	486	Rogation agraire du consul Sp. Cassius.
283	471	Loi *Publilia Voleronis, de tribunis plebis*.
292	462	Rogation du tribun C. Terentillus Arsa : « Qu'il soit nommé des Quinquévirs pour faire un corps de lois civiles obligatoires pour les consuls. »
297	457	Augmentation du nombre des tribuns, porté de cinq à dix.
298	456	Loi *Icilia de Aventino*.
300	454	Loi *Aternia Tarpeia*. Ambassade en Grèce pour les lois.
302	452	Loi *Menenia Sextia*.
303	451	Les premiers Décemvirs, *Decemviri consulari imperio legibus scribendis*. Les premières tables.
304	450	La seconde commission. Deux tables supplémentaires.
305	449	Affichage des tables au Forum. Deuxième sécession de la plèbe, sur l'Aventin. Lois *Valeriae Horatiae*.
307	447	L'élection des questeurs passe aux comices tributes.
309	445	Loi *Canuleia* sur les mariages entre patriciens et plébéiens.
319	435	La censure démembrée du consulat.
333	421	Les plébéiens admis à la questure.
364	390	Sac de Rome par les Gaulois.
386	368	Les plébéiens admis à la maîtrise de la cavalerie.
387	367	Lois *Liciniae Sextiae*. Admission de la plèbe au consulat, dont est démembrée la préture (urbaine). Règlement des occupations et de l'usage du domaine public. — Adoucissement de la situation des débiteurs. Édilité curule.
398	356	Premier dictateur plébéien.
403	351	Les plébéiens admis à la censure.
415	339	Lois *Publiliae Philonis*.
417	337	Les plébéiens admis à la préture.
441	313	Loi *Pœtelia*.
442	312	Censure d'Appius Claudius l'Aveugle.
447	307	Consulat d'Appius Claudius l'Aveugle. Édilité de Cn. Flavius.

An de Rome.	An avant notre ère.	
450	304	Publication du *Jus civile Flavianum*.
454	300	Loi *Ogulnia*. Admission des plébéiens au pontificat et à l'augurat.
467	287	Troisième sécession, sur le Janicule. Loi *Hortensia*.
		LES CONQUÊTES.
473 à 479	281 à 275	Guerres de Pyrrhus, roi d'Épire. — La période des luttes intestines avait aussi été une période de luttes à peu près continuelles en Italie, qui aboutirent à la soumission, à l'anéantissement ou à l'expulsion des ennemis samnites, étrusques et gaulois. Rome, victorieuse de Pyrrhus et de ses alliés, est maîtresse de la péninsule. On peut
488	266	assigner au parachèvement de la conquête la date de 266, qui est celle de la soumission des Sarsinates.
490	264	Guerre de Sicile, première guerre punique.
500	254	Le premier grand-pontife plébéien (Tib. Coruncanius).
507	247	Création de la préture pérégrine.
513	241	Fin de la première guerre punique. La Sicile, première province. Le nombre des tribus est fixé à 35.
516	238	La Sardaigne et la Corse, province.
529	225	Préteurs provinciaux.
532	222	Soumission de la Gaule cisalpine.
536	218	Commencement de la deuxième guerre punique.
538	216	Bataille de Cannes.
540	214	Commencement de la première guerre de Macédoine.
548	206	L'Espagne, provinces.
549	205	Fin de la première guerre de Macédoine.
552	202	Deuxième guerre de Macédoine.
553	201	Fin de la deuxième guerre punique.
558	196	Fin de la deuxième guerre de Macédoine.
562 à 567	192 à 187	Guerres en Asie; Antiochus.
578 579	176 175	Guerre en Cisalpine.
582 à 586	172 à 168	Troisième et dernière guerre de Macédoine.
601 et années suivantes.	153	Guerre d'Espagne; Viriathe.

An de Rome.	An avant notre ère.	
603 à 608	151 à 146	Troisième guerre punique, Carthage rasée, l'Afrique province. Guerre d'Achaïe. Corinthe rasée. La Macédoine province, ainsi que l'Illyrie. L'Achaïe n'a été organisée en province que plus tard, à une époque qui n'est pas déterminée exactement.

DÉCADENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

621	133	Tiberius Gracchus. Loi *Sempronia agraria*.
625	129	L'Asie, province.
631 à 633	123 à 121	C. Gracchus. Leges *Semproniae*. Restauration. Lois *Liviae*. La Gaule transalpine, province.
642 à 650	112 à 104	Guerre de Jugurtha.
647	107	Les Helvètes dans la Gaule méridionale. Divicon bat le consul Cassius près d'Agen.
652	102	Les Teutons. Marius les écrase à Aix.
653	101	Les Cimbres et les Helvètes anéantis à Verceil par Marius.
662	92	La Cilicie, province.
663	91	Guerre des alliés.
664	90	Les Latins, les Étrusques, tous les alliés italiens obtiennent le droit de cité sous certaines conditions.
666	88	Première guerre de Mithridate. Sylla.
666 et années suivantes.	88	Guerre civile.
668	86	Mort de Marius, consul pour la septième fois.
672	82	Sylla, dictateur perpétuel. Lois *Corneliae*.
674	80	Insurrection d'Espagne. Sertorius.
676	78	Mort de Sylla.
680	74	Guerres en Asie. Seconde guerre de Mithridate.
681	73	Guerre des gladiateurs.
662	71	Mort de Sertorius.
684 et années suivantes.	70	Puissance croissante et succès de Pompée.
691	63	Mort de Mithridate. Consulat de Cicéron. Conjuration de Catilina. Provinces nouvelles, la Syrie, la Bithynie, par legs du roi Nicomède ; Pompée y joignit le Pont, la Crète, à laquelle fut ajoutée la Cyrénaïque.
694	60	Triumvirat : César, Pompée, Crassus.
695	59	César consul. Lois *Juliae*.

An de Rome.	An avant notre ère.	
696	58	César gouverneur de la Gaule. Dix ans de combats et de conquêtes.
699 et années suivantes.	55	Lois *Pompeiae*.
701	53	Guerre des Parthes. Mort de Crassus.
705	49	César passe le Rubicon. La Gaule cisalpine reçoit le droit de cité.
706	48	Pharsale. Mort de Pompée.
708	46	Thapsus. César dictateur pour dix ans. Lois *Juliae*.
709	45	César dictateur à vie, consul, tribun, grand-pontife, *Imperator*, premier empereur romain.

---

§ 16. — *Considérations générales sur la période républicaine, son commencement, sa fin, ses phases diverses.*

1. Les ténèbres des origines entourent aussi les premiers siècles de la république. A vrai dire, il n'y a certitude ou quasi-certitude historique que longtemps après le sac de Rome par les Gaulois.

2. Tableau des luttes intérieures. Crises économiques et sociales. Les lois *Liciniae Sextiae*. Les lois du crédit et de l'impôt. La question agraire. La question judiciaire.

Les oppositions et les aristocraties. Révolutions, réactions, restaurations. Les tyrans, δυναστεῖαι.

3. Le passage de la forme républicaine à la forme monarchique ne s'est pas opéré d'un coup, mais graduellement et par étapes. Il est donc malaisé de déterminer d'une manière exacte le moment final de la

république, le moment initial de l'empire. De là d'assez grandes divergences chez les historiens. La plupart suivent Dion Cassius et prennent pour point d'intersection la bataille d'Actium. Lewis paraît préférer la mort de Pompée, M. Merivale la bataille de Philippes. C'est par César que ce dernier auteur commence son histoire des Romains sous l'Empire. M. Mommsen s'est arrêté à la bataille de Thapsus. Il me semble qu'en considérant César comme le premier empereur, on est bien d'accord avec la réalité et avec le sentiment des Romains eux-mêmes, manifesté, entre autres, par Suétone.

SECTION II. — LES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT.

I

Le territoire.

§ 17. — *La Ville. L'Italie. Les alliés*, foederati, socii.

Maynz, 37-73. — Willems, 357-369. — Marquardt, I, p. 3-67. — Walter, 206-216, 232, 258-264. — Puchta, 62, 64. — Danz, § 32. — Padelletti, p. 58-63, 234-246. — Houdoy, *Le droit municipal. De la condition et de l'administration des villes chez les Romains*. Paris, 1876.

Le *nomen latinum*. Municipes, préfectures, *fora, castella, conciliabula, vici*.

Les trente-cinq tribus.

Lois *Julia* (90) et *Plautia Papiria* (89) *de civitate sociis danda*.

Cicéron, *Pro Balbo* 8. — Velleius II, 20 : Itaque, cum ita civitas Italiae data esset, ut in VIII tribus contribuerentur novi cives, ne potentia eorum et multitudo veterum civium dignitatem frangeret, plusque possent recepti in

beneficium quam auctores beneficii, Cinna, in omnibus tribubus eos se distributurum, pollicitus est. — Appien, *De bellis civilibus* I, 49, 53.

Festus, *Praefecturae* : P. eae appellabantur in Italia, in quibus et jus dicebatur et nundinae agebantur, et erant quaedam earum populi Romani, neque tamen magistratus suos habebant; in quas legibus praefecti mittebantur quotannis, qui jus dicerent, quorum genera fuerunt duo : alterum, in quas solebant ire praefecti IV ex XXVI virorum numero, qui populi suffragio creati erant; alterum, in quas ibant, quos praetor urbanus quotannis in quaeque loca miserat legibus.

§ 18. — *Les Colonies.*

Madvig, *De jure et conditione coloniarum populi Romani* (1832), dans ses *Opuscules* (1834). — Maynz, endroit cité. — Willems, p. 357-363. — Marquardt, I, 35-41, 47-57. — Walter, 217-223, 265-270. — Puchta, 63. — Padelletti, p. 58-66, 237-241.

Colonies de citoyens, colonies latines, 53 colonies en l'an 218.

Servius sur l'*Énéide*, I, 12 : Sane veteres colonias ita definiunt : Colonia est coetus hominum, qui universi deducti sunt in locum certum aedificiis munitum, quem certo jure obtinerent. Alii : Colonia est quae graeco ἀποικία vocatur : dicta autem est a colendo; est autem pars civium aut sociorum missa, ubi rempublicam habeant ex consensu suae civitatis, aut publico ejus populi, unde profecta est, consilio. Hae autem coloniae sunt, quae ex consensu publico, non ex secessione sunt conditae. — Aulu-Gelle XVI, 13 : Coloniarum alia necessitudo est, non enim veniunt extrinsecus in civitatem, nec suis radicibus nituntur, sed ex civitate quasi propagatae sunt, et jura institutaque omnia populi Romani non sui arbitrii habent : quae tamen conditio, cum sit magis obnoxia et minus libera, potior tamen et praestabilior existimatur, propter ampli-

tudinem majestatemque populi Romani, cujus istae coloniae quasi effigies parvae simulacraque esse quaedam videntur. — Tite-Live XXXIX, 55 : Illud agitabant, uti colonia Aquileia deduceretur, nec satis constabat, utrum latinam, an civium Romanorum deduci placeret. Postremo latinam potius coloniam deducendam patres censuerunt. — Velleius II, 15 : In legibus Gracchi inter perniciosissima numeraverim, quod extra Italiam colonias posuit. Id majores... diligenter vitaverant. — Prima autem extra Italiam colonia Carthago condita est.

§ 19. — *Les Provinces.*

Willems, p. 369-377. — Marquardt, I, 90-426. — Danz, § 33. — Padelletti, p. 60-68, 236-245. — Bergfeld, *Commentatio de jure et conditione provinciarum romanarum ante Cæsaris principatum.* Neu-Strelitz, 1846.

1. Constitutions provinciales, *formae ; leges provinciae : lex Rupilia* pour la Sicile, *lex Pompeia* pour la Bithynie, etc.

Les cités privilégiées, *foederatae, liberae, immunes.*

Festus, *Provinciae :* P. appellantur, quod populus Romanus eas provicit, id est, ante vicit. — Cicéron, *Verr.*, I, 13 : Siculi hoc jure sunt, ut quod civis cum cive agat, domi certet suis legibus ; quod Siculus cum Siculo non ejusdem civitatis, ut de eo praetor judices ex P. Rupilii decreto, quod is decem legatorum sententia statuit, quam legem Siculi Rupiliam vocant, sortiatur. — Agennius (*Grom.*, p. 47) : (In provinciis) omnes etiam privati agri tributa atque vectigalia persolvunt. — Simplicius (*ibid.* p. 76) : Sed nec mancipatio eorum legitima potest esse, possidere enim illis (provincialibus) quasi fructus tollendi causa et praestandi tributi conditio concessa est. — Gaius I, 6, 183, 185 ; II, 7 : Sed in provinciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri, quia in eo solo dominium populi Romani est..., nos autem possessionem tantum et

usumfructum habere videmur. 27, 31, 46; III, 121. — Ulpien XI, 18.

Cicéron, *Ad Atticum* VI, 2 : Multae civitates omni aere alieno liberatae, multae valde levatae sunt : omnes suis legibus et judiciis usae; αὐτονομίαν adeptae, revixerunt. *De prov. cons.* 3 : Omitto jurisdictionem in libera civitate contra leges senatusque consulta. — Tite-Live XXXIII, 32 : Senatus Romanus... liberos, immunes, suis legibus jubet esse Corinthios, Phocenses, Locriensesque omnes. XXXV, 46. XXXVIII, 39. XLV, 26. — Strabon XVII, 3, 24 : Ταύτης δὲ τῆς συμπάσης χώρας τῆς ὑπὸ Ῥωμαίοις, ἡ μὲν βασιλεύεται . ἣν δ'ἔχουσιν αὐτοὶ καλέσαντες ἐπαρχίαν, καὶ πέμπουσιν ἡγεμόνας καὶ φορολόγους . Εἰσὶ δέ τινες καὶ ἐλεύθεραι πόλεις, αἱ μὲν ἐξ ἀρχῆς κατὰ φιλίαν προσελθοῦσαι, τὰς δ'ἠλευθέρωσαν αὐτοὶ κατὰ τιμήν . Εἰσὶ δὲ καὶ δυνάσται τινὲς καὶ φύλαρχοι καὶ ἱερεῖς ὑπ' αὐτοῖς · οὗτοι μὲν δὴ ζῶσι κατά τινας πατρίους νόμους.

Loi *Antonia de Thermensibus.*

Les bourgeois de la ville de Thermesse, en Pisidie, *Thermenses*, seront dorénavant *liberi amici sociique populi Romani* : eique legibus sueis ita utunto itaque ieis omnibus sueis legibus Thermensis maioribus Pisideis utei liceto quod adversus hanc legem non fiant. V. § 95.

2. Administration des provinces. *Conventus.*

Menn, *Über die rœmischen Provinziallandtage.* Cologne, 1852. — *Infra*, § 52.

3. Édits provinciaux. *Infra* § 52.

II

La population.

§ 20. — *Les citoyens*, cives optimo, non optimo jure, Cærites, ærarii, municipes. — *Les Latins. Les pérégrins*, peregrini, hostes; peregrini dediticii.

Maynz, 74-77. — Willems, p. 67-71, 73-121, 129-136. — Marquardt, I, p 465-475. — Walter, 99-115, 224-232. — Puchta, 60, 62, 63, 197,

213, 217. — Danz, § 32. — Dirksen, *Vermischte Schriften* I, 111. — Plusieurs questions de ce paragraphe sont extrêmement controversées, notamment celles qui ont trait au *commercium* et au *connubium* des Latins et aux municipes.

1. *Civitas, jus Quiritium* (Pline, *H. N.* V, 55; XXIX, 61. — Pline, *Épîtres* X, 4-6, 22, 23, 105, 106, 108). Éléments : *commercium, connubium, jus suffragii, jus honorum.*

Civitas sine suffragio.

Aulu-Gelle XVI, 13 : Primos autem municipes sine suffragii jure Caerites esse factos accepimus concessumque illis, ut civitatis Romanae honorem quidem caperent, sed negotiis tamen atque oneribus vacarent pro sacris bello Gallico receptis custoditisque. Hinc « tabulae Caerites » appellatae versa vice, in quas censores referri jubebant, quos notae causa suffragiis privabant. — Festus, *Municipium* : M. id genus hominum dicitur qui, cum Romam venissent, neque cives Romani essent, participes tamen fuerant omnium rerum ad munus fungendum una cum Romanis civibus, praeterquam de suffragio ferendo aut magistratu capiendo, sicut fuerunt Fundani, Formiani, Cumani, Acerrani, Lanuvini, Tusculani, qui post aliquos annos cives Romani effecti sunt. — Alio modo, cum id genus hominum definitur, quarum civitas universa in civitatem Romanam venit; ut Aricini, Caerites, Anagnini. — Tertio cum id genus hominum definitur, qui ad civitatem Romanam ita venerunt, uti municipia essent sua (suae?) cujusque civitatis et coloniae, ut Tiburtes, Praenestini, Pasini, Urbinates, Nolani, Bononienses, Placentini, Nepesini, Sutrini, Lucences. — *Municeps* : M. est, ut ait Aelius Gallus, qui in municipio liber natus est. Item qui ex alio genere hominum munus functus est. Item qui in municipio ex servitute se liberavit a municipe. Item municipes erant, qui ex aliis civitatibus Romam venissent, quibus non licebat magistratum capere, sed tantum muneris

partem. At Servius filius aiebat initio fuisse qui ea condi-tione cives Romani fuissent, ut semper rempublicam sepa-ratim a populo Romano haberent, Cumanos, Acerranos, Atellanos, qui aeque cives Romani erant et in legione merebant, sed dignitates non capiebant. — Tite-Live XLV, 15 : Negabat Claudius, suffragii lationem injussu populi censorem cuiquam homini, nedum ordini universo adimere posse... — Omnes iidem ab utroque et tribu moti et aerarii facti. XXIX, 37, XLII, 10, etc.

2. Les Latins, *nominis latini* et *coloniarii*. Ils ont le *commercium*. Ils n'ont pas le *connubium*.

Ulpien XIX, 4; XX, 8; XXII, 1, 3. Gaius I, §§ 22-24; III, 56. *Cf.* cependant Cicéron, *Pro Caecina* 25.

Tite-Live VIII, 14 : Ceteris latinis populis connubia commerciaque et concilia inter se ademerunt. — Ulpien V, 4 : Connubium habent cives Romani cum civibus Romanis, cum Latinis autem et peregrinis ita, si concessum sit.

Facilités pour l'obtention du droit de cité.

Tite-Live XLI, 8 : Lex sociis ac nominis latini, qui stirpem ex sese domi relinquerent, dabat, ut cives Romani fierent. XLII, 10. XXXIX, 3. — Appien, *De bellis civilibus* II, 26 : Πόλιν δὲ Νεόκωμον ὁ Καῖσαρ ἐς Λατίου δίκαιον ἐπὶ τῶν Ἄλπεων ᾠκίκει · ὧν ὅσοι κατ᾽ ἔτος ἦρχον, ἐγίγνοντο Ῥωμαίων πολῖται · τόδε γὰρ ἰσχύει τὸ Λάτιον.

Extension artificielle, *Jus Latii* (*Latini coloniarii*). *Oppida*, *municipia latina*. Gaule transpadane 89.

Asconius *in Pisonianam* 3 : Pompeius... veteribus incolis manentibus (Placentiae) jus dedit Latii, ut possent habere jus, quod ceterae Latinae coloniae, id est, ut gerendo magistratus civitatem Romanam adipiscerentur. — Ulpien XIX, 4.

3. Les Pérégrins. *Hostes* (*hospites*, germ. *gast*, slave *gosti*).

Cicéron, *De officiis* I, 12 : *Hostis* enim apud majores nostros is dicebatur, quem nunc peregrinum dicimus. Indicant duodecim tabulae : UT STATUS DIES CUM HOSTE; itemque, ADVERSUS HOSTEM AETERNA AUCTORITAS... Quamquam id nomen durius jam effecit vetustas : a peregrino enim recessit, et proprie in eo, qui arma contra ferret, remansit. — Pomponius l. 5, § 2 *De captivis et postliminio reversis* XLIX, 15 : Nam si cum gente aliqua neque amicitiam, neque hospitium, neque foedus amicitiae causa factum habemus, hi hostes quidem non sunt : quod autem ex nostro ad eos pervenit, illorum fit, et liber homo noster ab iis captus, servus fit. — Varron, *De l. l.* V, 1.

Le *jus gentium*, opposé au *jus civile*, *proprium Romanorum*. Octrois individuels de *commercium* et même de *connubium*.

Gaius I, 57 : Unde et veteranis quibusdam concedi solet... conubium cum his latinis peregrinisve, quas primas post missionem uxores duxerint...

Gaius I, 14 : Vocantur (*peregrini dedititii*) hi qui quondam adversus populum Romanum armis susceptis pugnaverunt, deinde victi se dediderunt. 15. 25 :... nullo modo ex testamento capere possunt, non magis quam quilibet peregrinus... 26. Pessima itaque libertas eorum est, qui dedititiorum numero sunt; nec ulla lege aut senatus consulto aut constitutione principali aditus illis ad civitatem Romanam datur. 27. Quin et in urbe Roma vel intra centesimum urbis Romae miliarium morari prohibentur...

§ 21. — *Patriciens et plébéiens*. Optimates, populares. *Nobles*. Jus imaginum. Ordo senatorius. *Chevaliers, cens équestre*. *Oligarchie ploutocratique*. Homines novi

Maynz, 34-42. — Walter, 110-114. — Puchta, 70. — Lange, 91-98, 105-108, 112. — Willems, 23-33, 67-71, 121-128. — Mommsen,

Rœmische Forschungen (1864). *Die rœmischen Patriciergeschlechter* (1861). *Die patricischen und plebeischen Sonderrechte in den Bürger- und Rathsversammlungen*, et supplément sur la *transitio ad plebem*. — Monographies sur les chevaliers, de Marquardt, Zumpt, Peter. — Belot, *Histoire des chevaliers romains*. Paris, 1866, 1873. — Naudet, *De la noblesse et des récompenses d'honneur chez les Romains*. Paris, 1863.

1. Élévation de l'aristocratie plébéienne. Sa participation à toutes les dignités civiles et religieuses, sauf à celles de *rex sacrorum*, de *flamen major* (*dialis*, *martialis*, *quirinalis*), de *frère salien*, d'*interrex*. Droit exclusif au tribunat et à l'édilité plébéienne.

2. Décadence du patriciat. *Transitio ad plebem*. Extinction, faute de renouvellement, si ce n'est par voie d'adoption. La conjuration de Catilina *patricium nefas*.

3. Aristocratie plébéio-patricienne. *Ordo senatorius*. *Nobilitas*. Privilèges et obligations.

4. L'ordre équestre.

Pline, *H. N.* XXXIII, 2 : Ab illo tempore (dès la loi *Sempronia judiciaria*) plane hoc tertium corpus in republica factum est, coepitque adjici senatui populoque Romano *equester ordo*. — Cicéron, *Pro Plancio* 9 : flos equitum Romanorum, ornamentum civitatis, firmamentum rei publicae, publicanorum ordine continetur.

§ 22. — *Les affranchis*, liberti, libertini. Forensis factio. *Les esclaves*.

Willems, p. 137-150. — Walter, 105, 106. — Puchta, 60. — Lange, 97. — Rien n'est moins expliqué que la politique attribuée par Tite-Live au censeur Appius Claudius. M. Mommsen critique la tradition dans son intéressante étude : *Die patricischen Claudier*, 1861. (*Rœm. Forschungen.*)

Mesures d'Appius Claudius l'Aveugle. Édilité de Cn.

Flavius 304. Restriction des *Libertins* aux quatre tribus *urbaines*.

Tite-Live IX, 46 : Ceterum Flavium dixerat aedilem forensis factio, A. Claudii censura vires nacta, qui senatum primus libertinorum filiis lectis inquinaverat, et posteaquam eam lectionem nemo ratam habuit, nec in curia adeptus erat, quas petierat opes urbanas, humilibus per omnes tribus divisis forum et campum corrupit... Ex eo tempore in duas partes discessit civitas : aliud integer populus fautor et cultor bonorum, aliud forensis factio tenebat, donec Q. Fabius et P. Decius censores facti, et Fabius simul concordiae causa simul ne humillimorum in manu comitia essent, omnem forensem turbam excretam in quattuor tribus conjecit urbanasque eas appellavit.

SECTION III. — ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'ÉTAT.

I

Le Souverain et le Gouvernement.

A. Les Comices.

§ 23. — *Les comices centuriates*, comitiatus maximus.

Willems, p. 151-188. — Maynz, 43-44. — Walter, 116-127. — Puchta, 60-61. — Peter, *Die Epochen der Verfassungsgeschichte der rœm. Republik*. Leipzig, 1841. — Savigny, *Verm. Schriften*, I. — Mommsen, *Die rœm. Tribus*. Altona, 1844. *Rœm. Forschungen*. — Lange, 119, 123-126, 128. — Ullrich, *Die Centuriatcomitien*. Landshut, 1873. — Pluess, *Die Entwickelung der Centurien-Verfassung*. Leipzig, 1870. — La question de la réforme ou de la transformation des comices centuriates a donné naissance à de nombreux écrits spéciaux, indiqués par Lange, 123.

1. Attributions législatives.

Cicéron, *Contra Rullum* II, 11. — Tite-Live VIII, 12 : (Q. Publilius Philo) dictatura popularis et orationibus in patres criminosis fuit, et quod tres leges secundissimas

plebei adversas nobilitati tulit, unam ut plebi scita omnes Quirites tenerent; alteram ut legum, quae comitiis centuriatis ferrentur, ante initum suffragium patres auctores fierent (339). — I, 17 : Hodie quoque in legibus magistratibusque rogandis usurpatur idem jus vi adempta : priusquam populus suffragium ineat, in incertum comitiorum eventum patres auctores fiunt.

2. Attributions électorales.

Élection des magistrats supérieurs (consuls, censeurs, préteurs). *Senatus auctoritas.*

Cicéron, *Pro Plancio* 3 : Nam si ita esset : quod patres apud majores nostros tenere non potuerunt, ut reprehensores essent comitiorum, id haberent judices... Tum enim magistratum non gerebat is, qui ceperat, si patres auctores non erant facti. *Brutus* 14 : Possumus.. suspicari disertum.. M'. Curium, quod is tribunus plebis, interrege Appio Caeco, diserto homine, comitia contra leges habente, quum de plebe consulem non accipiebat, patres ante auctores fieri coëgerit; quod fuit permagnum, nondum lege Maenia lata. — Victor, *De viris illustribus* 33 : (M'. Curius Dentatus) Tribunus plebis patres auctores fieri coëgit comitiis, quibus plebeius magistratus creabatur. — Appien, *De bellis civilibus* I, 1.

3. Compétence criminelle.

Loi *Valeria de provocatione* (509).

Cicéron, *De republica* II, 31 : Idemque (Valerius) legem ad populum tulit eam, ne quis magistratus civem Romanum adversus provocationem necaret neve verberaret.

Loi des Douze Tables, *infra* § 36.

Cicéron, *De legibus* III, 19. — *De republica* II, 36 : Quo tamen e collegio (X virorum subrogatorum) laus est illa eximia C. Julii, qui hominem nobilem L. Sestium, cujus in cubiculo effossum esse se praesente mortuum diceret, quum ipse potestatem summam haberet, quod X vir sine

provocatione esset, vades tamen poposcit : quod se legem illam praeclaram neglecturum negaret, quae de capite civis Romani nisi comitiis centuriatis statui vetaret. — *Pro Sestio* 30. — Polybe VI, 14 : Κρίνει μὲν οὖν ὁ δῆμος καὶ διαφόρου πολλάκις, ὅταν ἀξιόχρεων ᾖ τὸ τίμημα τῆς ἀδικίας, καὶ μάλιστα τοὺς τὰς ἐπιφανεῖς ἐσχηκότας ἀρχάς. Θανάτου δὲ κρίνει μόνος. Denys, VII, 59; IX, 44.

4. Réforme des centuries εἰς τὸ δημοτικώτερον, à une époque incertaine : avant-dernier siècle avant notre ère? Les centuries subordonnées aux tribus. Prérogative de la première classe.

Tite-Live I, 43 : Nec mirari oportet, hunc ordinem qui nunc est, post expletas quinque et triginta tribus, duplicato eorum numero, centuriis juniorum seniorumque, ad institutam a Servio Tullio summam non convenire. — Denys IV, 21 : Οὗτος ὁ κόσμος τοῦ πολιτεύματος ἐπὶ πολλὰς διέμεινε γενεὰς φυλαττόμενος ὑπὸ Ῥωμαίων · ἐν δὲ τοῖς καθ'ἡμᾶς κεκίνηται χρόνοις, καὶ μεταβέβληται εἰς τὸ δημοτικώτερον, ἀνάγκαις τισὶ βιασθεὶς ἰσχυραῖς, οὐ τῶν λόγων καταλυθέντων, ἀλλὰ τῆς... αὐτῶν οὐκ ἔτι τὴν ἀρχαίαν ἀκρίβειαν φυλαττούσης, ὡς ἔγνων ταῖς ἀρχαιρεσίαις αὐτῶν πολλάκις παρών.

Cicéron, *Verrines* II, 5, 15. *Pro Flacco* 7. *Pro Plancio* 20. *Contra Rullum* II, 2. — Festus, *Praerogativae* : P. centuriae dicuntur, ut docet Varro, quo rustici Romani, qui ignorarent petitores, facilius eos animadvertere possent : Verrius probabilius judicat esse, ut cum essent designati a praerogativis, in sermonem res veniret populi de dignis indignisve, et fierent ceteri diligentiores ad suffragia de his ferenda. — Cicéron, *De divin.* I, 45 : praerogativa, omen comitiorum. II, 40. — Tite-Live XXVI, 22 : auctoritatem praerogativae omnes centuriae secutae sunt. — Salluste, *De rep. ordin.* I, 7 : Lex quam C. Gracchus in tribunatu promulgaverat, ut ex confusis quinque classibus sorte centuriae vocarentur.

§ 24. — *Les Comices tributes.*

Willems, endroit cité. — Maynz, 45, 46. — Walter, endroit cité. — Puchta, 52, 53, 58. — Lange, 120-122, 127, 129, 131.

1. Origine. *Jus agendi cum plebe* des tribuns (devenu *jus agendi cum populo universo in comitiis tributis*) et d'autres magistrats. Loi *Valeria Horatia* (449).

2. Attributions législatives.

Loi *Valeria Horatia*.

Tite-Live III, 55 : (L. Valerius, M. Horatius) omnium primum, cum velut in controverso jure esset, tenerenturne patres plebiscitis, legem centuriatis comitiis tulere, ut quod tributim plebs jussisset populum teneret; qua lege tribuniciis rogationibus telum acerrimum datum est.

Loi *Publilia* (339).

Tite-Live VIII, 12 : Ut plebi scita omnes Quirites tenerent.

Loi *Hortensia* (286).

Gaius I, 3 : Olim patricii dicebant, plebi scitis se non teneri, quia sine auctoritate eorum facta essent; sed postea lex Hortensia lata est, qua cautum est, ut plebi scita universum populum tenerent : itaque eo modo legibus exaequata sunt. — Lælius Félix dans Aulu-Gelle XV, 27. — L. 2 § 8 *De O. J.* I, 2. Pline *H. N.* XVI, 10. — Denys XI, 45 : Νόμους ἐκύρωσαν ἐν ἐκκλησίαις λοχίτισι... ἄλλους τέ τινας, οὓς οὐ δέομαι γράφειν, καὶ τὸν κελεύοντα τοὺς ὑπὸ τοῦ δήμου τεθέντας ἐν ταῖς φυλετικαῖς ἐκκλησίαις νόμους, ἅπασι κεῖσθαι Ῥωμαίοις ἐξ ἴσου, τὴν αὐτὴν ἔχοντας δύναμιν τοῖς ἐν ταῖς λοχίτισιν ἐκκλησίαις τεθησομένοις.

3. Attributions électorales.

Élection des tribuns et des édiles de la plèbe dès 471 (loi *Publilia*, complétée par la loi *Trebonia* 448), de magistrats inférieurs et extraordinaires. — Des questeurs, des édiles curules, des *Decemviri litibus judi-*

candis, etc. — Élections religieuses. Comices électoraux.

Licinius Macer, dans les fragments de Salluste : Libera ab auctoribus patriciis suffragia majores vestri paravere. — Valerius Messala, dans Aulu-Gelle XIII, 15 : Minoribus creatis magistratibus tributis comitiis magistratus, sed justus curiata datur lege ; majores centuriatis comitiis fiunt.

4. Attributions judiciaires. *Leges sacratae.* Loi *Icilia.* Procès politiques. Amendes.

Denys VII, 14 ss.; IX, 46 : Διεξελθὼν δὲ ταῦτα, τοὺς νόμους ἐπεδείκνυτο, οὓς ὁ δῆμος ἐπεκύρωσεν οὐ πρὸ πολλοῦ, τόν τε περὶ τῶν δικαστηρίων τῆς μεταγωγῆς, ὡς ἔδωκεν ἡ βουλὴ τῷ δήμῳ τὴν ἐξουσίαν κρίνειν, οὓς ἂν αὐτοῖς δόξειε τῶν πατρικίων. X, 48, ss. — T. Live III, 32.

§ 25. — *Comices curiates. Comices calates.*

Willems, p. 47-52. — Walter, endroit cité. — Maynz, 48. — Puchta, 59. — Lange, 54.

1. Décadence des Comices curiates.

Cicéron, *Contra Rullum* II, 11 : Nunc, quia prima illa comitia tenetis centuriata et tributa, curiata tantum auspiciorum causa remanserunt... 12. Neque veris comitiis, hoc est populi suffragiis, neque illis ad speciem atque usurpationem vetustatis per triginta lictores auspiciorum causa adumbratis.

2. Comices calates. Attributions juridiques, non contentieuses.

Lælius Félix, d'après Labéon, dans Aulu-Gelle XV, 27 : Curiata (comitia) per lictorem curiatim calari, id est, convocari. Iisdem comitiis, quae « calata » appellari diximus, et sacrorum detestatio et testamenta fieri solebant.

B. Le Sénat.

§ 26.

Willems, p. 189-223. — Maynz, 49-51. — Walter, 128-134. — Puchta, 58. — Danz, § 25-26. — Lange, 111-118. — Monographies nombreuses de Molitor, Hofmann, Czarnecki, Albrecht, etc.; la meilleure : Willems, *le Sénat de la République romaine*. Louvain, 1878-1880.

1. Composition. *Lectio*, par les consuls d'abord, par les censeurs depuis le plébiscite Ovinien (de date incertaine, entre les lois liciniennes et la censure d'Appius Claudius l'Aveugle).

Festus : *Praeteriti* senatores quondam in opprobrio non erant, quod ut reges sibi legebant sublegebantque quos in consilio publico haberent, ita post exactos eos consules quoque et tribuni militum consulari potestate conjunctissimos sibi quosque patriciorum et deinde plebeiorum legebant, donec Ovinia tribunicia intervenit, qua sanctum est, ut censores ex omni ordine optimum quemque jurati in (curiatim ?) senatum legerent. Quo factum est, ut qui praeteriti essent et loco moti, haberentur ignominiosi.

Qualités requises : âge, ingénuité (*supra* § 22), cité avec *jus honorum*. Cens *sénatorial* vers la fin de la République? De fait, non de droit.

Pline, *H. N.* XIV : Senator censu legi coeptus.

Expectative légale d'anciens magistrats.

Loi *Atinia* (115-120). Loi *Cornelia de XX quaestoribus* (81).

Cicéron, *De legibus* III, 3 : OMNES MAGISTRATUS AUSPICIUM HABENTO, EX QUOIS SENATUS ESTO. — Tite-Live XXII, 49 : Aut senatores, aut qui eos magistratus gessissent, unde in senatum legi deberent. XXIII, 23. — Festus, à l'endroit cité : ... *ex omni ordine*.

Loi *Cassia* (104). Sylla, César. Libertins, provinciaux.

Suétone, *César* 41, 76, 80 : Peregrinis in senatum allectis libellus propositus est : *Bonum factum, ne quis senatori novo curiam monstrare velit.* Et illa vulgo canebantur : *Gallos Caesar in triumphum ducit : idem in curiam Galli braccas deposuerunt, latum clavum sumpserunt.*

Nombre des sénateurs : 300, 600, 900.

2. Sénateurs proprement dits et *ii quibus in senatu sententiam dicere licet. Pedarii senatores. Patres, conscripti. Senatores magistratibus curulibus functi, non functi.* Insignes extérieurs. Préséances, hiérarchie. *Princeps senatus.*

3. Caractère, attributions, compétence. Haute administration en matière religieuse, en matière de politique extérieure et intérieure, surtout en matière de finances. Action législative, indirecte (discussion préparatoire des rogations, autorité sur les lois votées aux comices), directe (sénatusconsultes). Compétence judiciaire. Attributions relatives aux élections et nominations.

Cicéron, *De legibus*, III, 41 : Est senatori necessarium nosse rem publicam, idque late patet, quid habeat militum, quid valeat aerario, quos socios respublica habeat, quos amicos, quos stipendiarios, qua quisque sit lege, condicione, foedere, tenere consuetudinem decernendi, nosse exempla majorum.

Polybe VI, 13 : Καὶ μὴν ἡ σύγκλητος πρῶτον μὲν ἔχει τὴν τοῦ ταμιείου κυρίαν. Καὶ γὰρ τῆς εἰσόδου πάσης αὕτη κρατεῖ, καὶ τῆς ἐξόδου παραπλησίως... Ὁμοίως καὶ τῶν ἀδικημάτων, τῶν κατ' Ἰταλίαν, προσδεῖται δημοσίας ἐπισκέψεως, λέγω δὲ,

οἷον προδοσίας, συνωμοσίας, φαρμακείας, δολοφονίας, τῇ συγκλήτῳ μέλει περὶ τούτων... Ἐξ ὧν πάλιν, ὁπότε τις ἐπιδημήσαι μὴ παρόντος ὑπάτου, τελείως ἀριστοκρατικὴ φαίνεται ἡ πολιτεία. 14-17.

4. Convocation, séances et délibérations.

C. Les Magistrats, *Magistratus populi Romani.*

Willems, p. 325-203. — Mommsen, I, 1-450. — Maynz, 52-66. — Walter, 135-146. — Puchta, 79, 80. — Danz, § 30-31. — Padelletti, p. 15-26. — E. Laboulaye, *Essai sur les lois criminelles des Romains concernant la responsabilité des magistrats*. Paris, 1845.

§ 27. — *En général.*

1. *Auspicia majora* ou *maxima*, *minora*. Hauts et bas magistrats. *Spectio*, *nuntiatio*, *obnuntiatio*.

Cicéron, *De divin.* I, 2 : Nihil publice sine auspiciis nec domi, nec militiae gerebatur. II, 34, 35. *In Vatinium* 7 : Num quem post urbem conditam scias tribunum plebis egisse cum plebe, quum constaret servatum esse de coelo? — Dion-Cassius XXXVIII, 13. — Cicéron, *De legibus* III, 3 : OMNES MAGISTRATUS AUSPICIUM JUDICIUMQUE HABENTO. — Messalla dans Aulu-Gelle XIII, 15 : Patriciorum auspicia in duas sunt divisa potestates. Maxima sumt consulum, praetorum, censorum...... Reliquorum magistratuum minora sunt auspicia. Ideo illi « minores », hi « majores » magistratus appellantur. — Aulu-Gelle, *ibidem* : Ne quis magistratus minor de coelo servasse velit...

Attributs des *magistratus majores* : *jus cum populo agendi*, *jus prensionis* (*viatores*).

Attributs de tous les magistrats : *jus edicendi*, *multae dictio*, *pignus*.

Imperium. *Lex curiata de imperio*. Magistrats *cum imperio* : le Dictateur, (les Décemvirs), les Consuls, (les

Tribuns consulaires), les Préteurs. Tous les autres sont *sine imperio*. Attributs spéciaux des magistrats *cum imperio* : *cognitio*, *vocatio*, licteur. *Jus decernendi*. *Imperium majus*, *minus*. Relations entre les magistrats *cum imperio* et ceux *sine imperio*, entre ceux *majore imperio* et ceux *minore imperio*. Intercession. Prorogation de *l'imperium*. Magistrats provinciaux.

Aulu-Gelle XIII, 12, 13 (Varron) : In magistratu habent alii vocationem alii prensionem, alii neutrum; vocationem, ut consules et ceteri, qui habent imperium; prensionem, ut tribuni plebis et alii, qui habent viatorem; neque vocationem neque prensionem, ut quaestores et ceteri, qui neque lictorem habent, neque viatorem. Qui vocationem habent, iidem prendere, tenere, abducere possunt, et haec omnia, sive adsunt quos vocant, sive acciri jusserunt. Tribuni plebis vocationem habent nullam ; neque minus multi imperiti, proinde atque haberent, ea sunt usi : nam quidam non modo privatum, sed etiam consulem, in rostra vocari jusserunt. XI, 1 ; XIV, 7. — Cicéron, *De legibus* III, 3.

Cicéron, *De legibus* II, 12. — Consuli, si legem curiatam non habet, attingere rem militarem non licet.

2. Autres divisions : Magistrats ordinaires, extraordinaires. Magistrats patriciens, plébéiens. Magistrats curules (les hauts magistrats, plus les édiles curules, et moins les tribuns consulaires plébéiens).

3. Conditions requises, élections, responsabilité des magistrats. Durée de leurs fonctions. Ordre et suite des magistratures. Lois annales, lois tabellaires, lois de brigue, de répétondes, § 40.

4. Employés subalternes des magistrats. *Apparitores*, *ministeria*. *Lictores*, *viatores*, *scribae* (*librarii*), *praecones*. Les *accensi*. Loi *Cornelia*, § 95.

Autres subalternes de certains magistrats. Interprète des gouverneurs provinciaux, nomenclateurs des censeurs, *architecti*, *mensores*, *finitores*, etc.

Esclaves de l'État, *servi publici* : valets de police, pompiers, bourreau, etc.

§ 28. — *Les Hauts Magistrats*. Magistratus majores.

1. Les hauts magistrats ordinaires.

a. Les Consuls (dans l'origine *Praetores*, et aussi *Judices*).

Cicéron, *De republica* II, 32 : Uti consules potestatem haberent tempore dumtaxat annuam, genere ipso ac jure regiam. *Pro Plancio* 25 : Honorum populi finis est consulatus.

Mommsen, t. II, p. 71-132. — Willems, p. 250-257. — *Fasti consulares*.

b. Les Préteurs. Origine, *Custos urbis*, *Praefectus urbi*. Permanence de la Préture urbaine (lois liciniennes). Préture pérégrine. Autres préteurs. Relations des préteurs entre eux.

Tacite, *Annales* VI, 10 : Antea profectis domo regibus, ac mox magistratibus, ne urbs sine imperio foret, in tempus delegabatur, qui jus redderet ac subitis mederetur. — Lydus I, 25, 34, 38; II, 6. — Pomponius L. 2 § 27 *De O. J.* I, 2 : Quumque consules avocarentur bellis finitimis, neque esset, qui in civitate jus reddere posset, factum est, ut praetor quoque crearetur; qui urbanus appellatus est, quod in urbe jus redderet. § 28 : Post aliquot deinde annos, non sufficiente eo praetore, quod multa turba etiam peregrinorum in civitatem veniret, creatus est et alius praetor, qui peregrinus appellatus est ab eo, quod plerumque inter peregrinos jus dicebat... § 32 : Capta deinde

Sardinia, mox Sicilia, item Hispania, de inde Narbonensi provincia, totidem praetores, quot provinciae in ditionem venerant, creati sunt, partim qui urbanis rebus, partim qui provincialibus praeessent. Deinde Cornelius Sulla quaestiones publicas constituit, veluti de falso, de parricidio, de sicariis, et praetores quatuor adjecit. Deinde Caius Julius Caesar duos praetores, et duos aediles, qui frumento praeessent, et a Cerere cereales constituit. Ita duodecim praetores, sex aediles sunt creati. — Festus, *Majorem consulem* : Praetorem autem majorem urbanum, minores ceteros. — Cicéron, *De legibus* III, 3 : JURIS DISCEPTATOR QUI PRIVATA JUDICET JUDICARIVE JUBEAT PRAETOR ESTO. IS JURIS CIVILIS CUSTOS ESTO. HUIC POTESTATE PARI QUOTCUMQUE SENATUS CREVERIT POPULUSVE JUSSERIT TOT SUNTO. — Loi *Acilia*, LXXXIX : *Praetor, quei inter peregrinos ious deicet.*

Édit du préteur, *infra* §§ 52, 53.
Juridiction civile, §§ 65 ss.
Criminelle, préteurs *quaesitores*, § 58.

Mommsen, t. II, p. 185-228. — Willems, p. 269-275. — Labatut, *Histoire de la préture*. Paris, 1868. — P. Wehrmann, *Fasti praetorii*, de 167 à 44. (587-710.)

c. Les Censeurs.

Cicéron, *De legibus* III, 3 : CENSORES POPULI AEVITATES, SUBOLES, FAMILIAS, PECUNIASQUE CENSENTO : URBIS TEMPLA, VIAS, AQUAS, AERARIUM, VECTIGALIA TUENTO : POPULIQUE PARTES IN TRIBUS DISTRIBUUNTO : EXIN PECUNIAS, AEVITATES, ORDINES PARTIUNTO : EQUITUM PEDITUMQUE PROLEM DESCRIBUNTO : CAELIBES ESSE PROHIBENTO : MORES POPULI REGUNTO : PROBRUM IN SENATU NE RELINQUUNTO : BINI SUNTO : MAGISTRATUM QUINQUENNIUM HABENTO. — Tite Live IV, 8, 24; IX, 33 : Circumactis decem et octo mensibus, quod Aemilia lege finitum censurae spatium temporis erat. XXVII, 1; XL, 46, 51, etc.—Varron, *De l. l.* IV, 14. — Aulu-Gelle IV,

3, 12; XVI, 13. — Pline, *H. N.* XVIII, 3. — Denys IV, 15 — Zonaras VII, 19.

Mommsen, t. II, p. 319-461. — Willems, p. 275-286. — C. de Boor, *Fasti censorii*.

2. Les Magistrats extraordinaires. Dictateur, *Magister equitum*, *Interrex*, *Praefectus urbi*.

Mommsen, t. II, p. 133-172, t. I, p. 638-649. — Willems, p. 257-269.

§ 29. — *Les Tribuns*, tribuni plebis. *Les Magistrats inférieurs*, Magistratus minores.

1. Les Tribuns, § 16.

Tite-Live II, 33 : Agi deinde de concordia coeptum, concessumque in conditiones ut plebi sui magistratus essent sacrosancti, quibus auxilii latio adversus consules esset. 35. Auxilii, non poenae jus datum illi potestati. VI, 37. — Cicéron, *De republ.* II, 34 : Duobus tribunis plebis per seditionem creatis, ut potestas senatus atque auctoritas minueretur. *De legibus* III, 3 : PLEBES QUOS PRO SE CONTRA VIM AUXILII ERGO DECEM CREASSIT, TRIBUNI EJUS SUNTO ; QUODQUE II PROHIBESSINT, QUODQUE PLEBEM ROGASSINT, RATUM ESTO : SANCTIQUE SUNTO. 10. — Aulu-Gelle VII, 19; XIV, 7. — Denys VI, 89. — Zonaras VII, 15.

Mommsen, t. II, p. 261-318. — Willems, p. 286-293. — Danz, § 28.

2. Les Édiles curules, les Édiles de la plèbe.

Tite-Live VI, 42; VII, 1. — Pomponius L. 2 §§ 21, 32, 34, *De O. J.* I, 2, v. *supra* § 28. — Varron, *De l. l.* IV, 18 : — Aedilis, qui aedes sacras et privatas procuraret. — Cicéron, *De legibus* III, 3. SUNTOQUE AEDILES, COERATORES URBIS, ANNONAE LUDORUMQUE SOLLEMNIUM : OLLISQUE AD HONORIS AMPLIORIS GRADUM IS PRIMUS ASCENSUS ESTO. *Verrines* V, 14. — Festus, *Aedilis*. — Denys VI, 89.

Édit des édiles, § 54.

Mommsen, t. II, p. 462-510. — Willems, p. 293-297. — Labatut, *Les édiles*. Paris, 1867.

3. Les Questeurs à Rome et en province.

Varron, *De l. l.* IV, 14 :.. Qui conquirerent publicas pecunias.. — Pomponius, loi citée, § 22 : Deinde quum aerarium populi auctius esse coepisset, ut essent, qui illi praeessent, constituti sunt quaestores, qui pecuniae praeessent, dicti ab eo, (quod) inquirendae et conservandae pecuniae causa creati erant. — Lydus I, 25, 26, 27. — Zonaras VII, 13. = Tacite, *Annales* XI, 22 :.. Creatique primum Valerius Potitus et Aemilius Mamercus, LXIII. anno post Tarquinios exactos, ut rem militarem comitarentur. Dein, gliscentibus negotiis, duo additi, qui Romae curarent. Mox duplicatus numerus, stipendiaria jam Italia, et accedentibus provinciarum vectigalibus. Post, lege Syllae, viginti creati supplendo senatui, cui judicia tradiderat. — Dion Cassius XLIII, 47, 51 :.. Aedilium curulium, quorum juris dictionem in provinciis populi Romani quaestores habent.

Mommsen, t. II, p. 511-559. — Willems, p. 297-300.

4. Autres magistrats inférieurs. *Vigintiseviri* (*IIIviri monetales, III viri capitales,* (*IV*), *praefecti juri dicundo, X viri stlitibus judicandis, IV viri viis in urbe curandis, II viri viis extra urbem curandis*).

Mommsen, t. II, p. 578-595. — Willems, p. 300-302.

II

Institutions religieuses. Le Calendrier.

Marquardt, t. III. *Das Sacralwesen.* — Mommsen, *Chronologie.* 2e éd. Berlin, 1859. — Danz, § 36. *Die Sacralverfassung.* — Walter, 147-178. Traduction française par M. Pézeril, *Revue historique de droit français et étranger* XIII, 1867. — Willems, p. 305-320.

§ 30.

V. §§ 8, 27, 36.

1. Participation des plébéiens à la religion nationale, leur admission aux sacerdoces. Élections sacerdotales. Décadence religieuse dans les derniers temps de la République.

2. Divisions du temps. Ancienne année de dix mois. Année lunaire de douze mois. Calendes, nones, ides. Intercalations.

Censorin 20. — Macrobe I, 13. – Lydus, *De mensibus* 125.

Réforme du calendrier par César, grand-pontife. Calendrier Julien dès 45.

Plutarque, *César* 59. — Suétone, *César* 40 : Conversus hinc ad ordinandum rei publicae statum, fastos correxit, jampridem vitio pontificum per intercalandi licentiam adeo turbatos, ut neque messium feriae aestate, neque vindemiarum autumno competerent. Annumque ad cursum solis accommodavit, ut CCCLXV dierum esset : et intercalario mense sublato, unus dies quarto quoque anno intercalaretur. Quo autem magis in posterum a kalendis januariis nobis temporum ratio congrueret, inter novembrem ac decembrem mensem interjecit duos alios ; fuitque is annus, quo haec constituebantur, XV mensium, cum intercalario, qui ex consuetudine in eum annum inciderat. Cf. *Octave* 31.

Jours fastes, néfastes, etc. *Nundinae*.

Varron, *De l. l.* VI, 29 : Dies *fasti*, per quos praetoribus omnia verba sine piaculo licet fari. *Comitiales* dicti, quod tum ut coiret populus constitutum est ad suffragium ferendum ; nisi si quae feriae conceptae essent, propter quas non liceret, ut compitalia et Latinae. 30. Contrarii horum vocantur dies *nefasti*, per quos dies nefas fari praetorem : Do, Dico, Addico. Itaque non potest agi ; necesse enim



aliquo eorum uti verbo, cum lege quid peragitur..... 31. *Intercisi* dies sunt, per quos mane et vesperi est nefas, medio tempore inter hostiam caesam et exta porrecta fas; a quo, quod fas tum intercedit aut eos intercisum nefas, *intercisum*... — Cf. 53. — Macrobe I, 16.

Table de Maffei, § 160.

III

Les Institutions militaires et le droit international.

Juste Lipse, *De militia romana l.* V. Anvers, 1596. — Nast et Roesch, *Rœmische Kriegsalterthümer*. Halle, 1782. — Lamarre, *De la milice romaine*. — Maynz, 67-71. — Walter, 72-93, 189-197. — Danz, § 35-37. — Padelletti, p. 50-57. — Laurent, au volume cité, p. 189 et suivantes, 252 et suivantes, 310 et suivantes. — Willems, p. 379-386. — Voigt, *Das jus naturale, aequum et bonum und jus gentium der Rœmer*. Leipzig, 1856-1858. — Osenbrüggen, ouvrage cité au § 10.

§ 31.

1. Organisation militaire de Servius Tullius : la nation en armes, *populus*, *exercitus*. Les tribuns militaires. Caractère militaire des hautes magistratures. Ordre, discipline, dévouement. — Solde, *aes militare*, *hordearium*.

Paul, L. 19 § 7 *De captivis* XLIX, 15 : Disciplina castrorum antiquior fuit parentibus Romanis, quam caritas liberorum. — Macer, L. 12 pr. *De re militari* XLIX, 16 : Officium regentis exercitum non tantum in danda, sed etiam in observanda disciplina consistit. — Tite-Live IV, 59 : Decerneret senatus, ut stipendium miles de publico acciperet, cum ante id tempus (406) de suo quisque functus eo munere esset. — Varron, *De l. l.* V, 181.

2. Relations internationales. Ambassades, inviolabilité, hospitalité, réciprocité, représailles. Traités, alliances. ***Supra*** **§§ 10, 12.**

IV

L'Économie publique et la Police.

Maynz, 78-88. — Walter, 179-188. — Willems, p. 343-356. — Marquardt, II, p. 3-306. — Danz, § 34. — Laboulaye, *Des lois agraires chez les Romains*. (*Revue de législation et de jurisprudence*, II. 1846.) — Ouvrages anciens de Burmann (*Vectigalia*. Utrecht, 1734), Hegewisch, Bosse. — Dureau de la Malle, *Économie politique des Romains*. Paris, 1840.

§ 32. — *Les finances publiques.*

1. Le Cens. — Denys IV, 15.

2. Les recettes de l'État. Le tribut, ***tributum ex censu***, supprimé en 1867. Impositions des *aerarii*, des célibataires, veuves, ***orbi***. Impôts ; vingtième des affranchissements (dès 357, loi *Manlia*). Amendes. Revenus divers : *portoria*, *metalla*, *salinae*, produit des mines et salines, des pêcheries publiques. Tributs des peuples vaincus. Butin. Territoires conquis. *Ager* ***publicus, agri quaestorii, vectigales, scripturarii, stipendiarii, Vectigalia publica populi Romani.***

Varron, *De l. l.* V, 181 : Tributum dictum a tribubus quod ea pecunia, quae populo imperata erat, tributim a singulis pro portione census exigebatur. — Paul, *Tributum*. — Festus : *Tributorum* conlationem, quom sit alia in capite, ilud ex censu, dicitur etiam quoddam temerarium, ut post urbem a Gallis captam conlatum est.

3. Dépenses de l'État. *Sacra publica*, *opera publica*, routes, travaux publics, paye de l'armée, constructions. *Ultrotributa*. Dépenses extraordinaires.

4. *Locationes*, *venditiones censoriae*, *quaestoriae*. Les publicains, *mancipes*, *socii*, *praedes*. *Cautio praedibus praediisque*. *Jus praediatorium*.

Varron, V, 40 : Praedia dicta, item ut praedes, a praestando, quod ea pignore data publice mancupis fidem praestent : VI, 74 : ... Praes, qui a magistratu interrogatus, in publicum ut praes siet ; a quo, et quom respondet, dicit : praes. — Festus, *Compraedes* ejusdem rei populo sponsores. *Manceps* dicitur, qui quid a populo emit conducitve, quia manu sublata significat, se auctorem emptionis esse ; qui idem praes dicitur, quia tam debet praestare populo, quod promisit, quam is, qui pro eo praes factus est. *Praes* est is, qui populo se obligat, interrogatusque a magistratu, si praes sit, ille respondet : praes. — Asconius, *in Divinationem* § 33. — Pseudo-Asconius, *Verrines* II, 1.

Zimmermann, *De notione et historia cautionis praedibus praediisque*. Berlin, 1857. — A. Rivier, *Untersuchungen über die cautio praedibus praediisque*. Berlin, 1863. — Gœppert, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, IV. — Muenderloh, même Revue, XII. — Bruns, *Zur Geschichte der Cession*. — Dietrich, *Beiträge zur Kenntniss des Römischen Staatspächtersystems*, 1878.

5. Le trésor, *ærarium Saturni*, *ærarium sanctius*. Les questeurs, § 29.

6. Monnaies, poids et mesures.

7. L'agriculture.

Caton, *De re rustica*, I, préface : Virum bonum cum laudabant, ita laudabant : bonum agricolam bonumque colonum.— Varron, *De re rustica*, II, préface : Viri magni nostri majores non sine causa praeponebant rusticos Romanos urbanis.

8. L'industrie et le commerce. Les *argentarii*, *nummularii*, *mensarii*.

§ 33. — *La Police.*

La Police. Les édiles et autres magistrats inférieurs, § 29. Les employés subalternes, § 27. Voirie.

Police des mœurs. Le *lustrum*. Les censeurs, § 28. Peines censoriennes : *nota; relatio in aerarios* (*in Caeritum tabulas*) ; *tribu movere; senatu movere ; equum publicum vendere jubere, adimere*. L'infamie.

LIVRE DEUXIÈME.

LÉGISLATION.

SECTION I. — LA LÉGISLATION EN GÉNÉRAL. — LOIS ANTÉRIEURES AUX DOUZE TABLES.

§ 34.

Maynz, 113-117.—Walter, 430-438.— Puchta, 74.— Rudorff, §§ 7-9. — Danz, §§ 38, 41. — Willems, p. 185-188. — Puntschart, *Die Entwickelung des grundgesetzlichen Civilrechts der Rœmer*. Erlangen, 1872.

1. Autonomie et loi. Corps législatifs : comices par curies, centuries, tribus. *Lex curiata, centuriata. Plebiscitum. Privilegium*. V. §§ 23-25, 40.

Aulu-Gelle X, 20 (Capiton) : Lex est generale jussum populi aut plebis, rogante magistratu. Ea definitio si probe facta est, neque de imperio Cn. Pompei neque de reditu M. Ciceronis neque de caede P. Clodi quaestio neque alia id genus populi plebisve jussa *leges* vocari possunt. Non sunt enim generalia jussa neque de universis civibus, sed de singulis concepta ; quocirca *privilegia* potius vocari debent, quia veteres *priva* dixerunt, quae nos singula

dicimus..... Plebiscitum est, secundum eum Capitonem, lex, quam plebes, non populus, accipit. — XV, 27 (Laelius Félix) : Ita ne leges quidem proprie, sed plebiscita appellantur, quae tribunis plebis ferentibus accepta sunt, quibus rogationibus ante patricii non tenebantur, donec Q. Hortensius dictator legem tulit, ut eo jure, quod plebs statuisset, omnes Quirites tenerentur.

2. Confection des lois.

Latio legis. Promulgatio (*trinum nundinum.* Loi *Caecilia Didia*, § 40). *Meetings* préparatoires, *conciones. Suasores s. auctores. Dissuasores. Legislator ;* lois tribuniciennes, consulaires, décemvirales. *Leges saturae;* loi *Caecilia* citée : *Ne quid per saturam ferretur.*

Festus, *Satura* lex : multis aliis legibus confecta...—Cicéron, *Pro domo* 20 : Quae est, quaeso, alia vis, quae sententia Caeciliae legis et Didiae, nisi haec, ne populo necesse sit in conjunctis rebus compluribus aut id, quod nolit, accipere, aut id, quod velit, repudiare.

Rogatio legis, aux comices. Vote au scrutin dès la loi *Papiria* (*infra* § 40) : [U.R.], [A.] La loi votée est *perlata.*

Figere legem : affichage au temple de Saturne. Loi *Licinia Junia* § 40.

Cicéron, *De legibus* III, 20 : Legum custodiam nullam habemus, itaque hae leges sunt, quas apparitores nostri volunt : a librariis petimus, publicis litteris consignatam memoriam publicam nullam habemus : Graeci diligentius, apud quos νομοφύλακες creantur.

Modifications, abrogation dss lois : *derogare* (*exrogare*), *obrogare*, *subrogare*, *abrogare.*

Ulpien § 3 : Lex aut rogatur, id est fertur ; aut abrogatur, id est prior lex tollitur ; aut derogatur, id est pars primae

tollitur; aut subrogatur, id est adjicitur aliquid primae legi; aut obrogatur, id est mutatur aliquid ex prima lege.

3. Rédaction, style des lois.

Protocole de la perrogation, *praescriptio*.

Teneur de la rogation.

Sanction. *Leges sacratae*.

Festus, *Sacratae* : Quibus sanctum est, qui quid adversus eas fecerit, sacer alicui deorum sit cum familia pecuniaque.

Leges perfectae, *minus quam perfectae*, *imperfectae*.

Ulpien § 2 : Minus quam perfecta lex est, quae vetat aliquid fieri, et si factum sit, non rescindit, sed poenam injungit ei, qui contra legem fecit : qualis est lex Furia testamentaria. — Macrobe, *Somnium Scipionis* II, 17.

4. Lois antérieures aux Douze Tables ou contemporaines des Douze Tables.

Leges sacratae, 494. Loi *Icilia*, 492.

Lois sur la compétence des comices et sur les magistrats. — Lois *Valeriae*, 509. *Publilia Voleronis*, 471. *Valeria Horatia*, 449. *Aternia Tarpeia*, 454. *Menenia Sextia*, 452. *Duilia*, 449.

Loi *Terentilla*, 462. — *Infra* § 35.

5. Autorité des lois de Rome hors de Rome.

Αὐτονομία, αὐτοδικία, *suis legibus et judiciis uti*.

Réception de lois romaines : *populi fundi*, *municipia fundana*.

Cicéron, *Pro Balbo* 8 : Negat, ex foederato populo quemquam potuisse, nisi is populus fundus factus esset, in hanc civitatem venire. O praeclarum interpretem juris !... emendatorem nostrae civitatis ! qui hanc poenam foederibus

adscribat, ut omnium praemiorum beneficiorumque nostrorum expertes faciat foederatos! Quid enim potuit dici imperitius, quam foederatos populos fieri fundos oportere? Nam id non magis est proprium foederatorum, quam omnium liberorum. Sed totum hoc in ea fuit positum semper ratione atque sententia, ut cum jussisset populus Romanus aliquid, si id adscivissent socii populi ac Latini, et si ea lex quam nos haberemus, eadem in populo aliquo tanquam in fundo resedisset, ut tum lege eadem is populus teneretur : non ut de nostro aliquid diminueretur, sed ut illi populi aut jure eo quod a nobis esset constitutum, aut aliquo commodo et beneficio uterentur. Tulit apud majores nostros legem C. Furius de testamentis : tulit Q. Voconius de mulierum hereditatibus : innumerabiles aliae leges de civili jure latae sunt : quas Latini voluerunt adsciverunt : ipsa denique Julia, qua lege civitas est sociis et Latinis data, qui fundi populi facti non essent, civitatem non haberent. In quo magna contentio Heracliensium et Neapolitanorum fuit, cum magna pars in iis civitatibus foederis sui libertatem civitati anteferret.

Droits nationaux. *Leges moresque peregrinorum.* Les fiançailles latines.

Gaius I, 1 : *Omnes populi qui legibus et moribus reguntur, partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utuntur :* nam quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium est vocaturque jus civile, quasi jus proprium civitatis... — 192. 193 :... Lex Bithynorum, si quid mulier contrahat, maritum auctorem esse jubet aut filium ejus puberem. — Fragment de Dosithée § 12 : ...Nisi aliter lege peregrina caveatur.

Aulu-Gelle IV, 4 : — Hoc jus sponsaliorum observatum dicit Servius ad id tempus, quo civitas universo Latio lege Julia data est.

Th. Mommsen, *Duo capita Gelliana* dans les *Symbolae Bethmanno Hollwegio oblatae*, 1868.

SECTION II. — LA LOI DES DOUZE TABLES (*LEX*).

Maynz, 32-34. — Ortolan, 25. — Walter, 49-53, 125. Zimmern, I, 93-109. — Puchta, 54, 55. — Rudorff, § 94. — Danz, §§ 39-40. — Pünzi, *Le leggi delle XII tavole e la Pretura romana*, dans l'*Archivio giuridico*. 1880. — Cosman, *Diss. de origine et fontibus XII Tabularum*. Amsterdam, 1829. — Sur le caractère national de la loi décemvirale : Lelièvre, *Commentatio antiquaria de Legum XII Tabularum patria*. Louvain, 1827. — Sur l'influence grecque : F. Hofmann, *Beitraege zur Geschichte des Griechischen und Ræmischen Rechts*. Vienne, 1870. — Exagération du rôle d'Hermodore : Gratama, *Annales de l'Académie de Groningue*, 1816, 1817.

§ 35. — *Rédaction et promulgation de la loi des Douze Tables.*

1. Pomponius, L. 2 § 3 *De O. J.* I, 2 : Exactis... regibus... iterumque coepit populus Romanus incerto magis jure et consuetudine ali*qua uti*, quam per latam legem, idque prope viginti annis passus est. § 4. Postea, ne diutius hoc fieret, placuit publica auctoritate decem constitui viros, per quos peterentur leges a Graecis civitatibus, et civitas fundaretur legibus, quas in tabulas eboreas perscriptas pro rostris composuerunt, ut possint leges apertius percipi. Datumque est iis jus eo anno in civitate summum, uti leges et corrigerent, si opus esset, et interpretarentur, neque provocatio ab iis, sicut a reliquis magistratibus, fieret. Qui ipsi animadverterunt aliquid deesse istis primis legibus; ideoque sequenti anno alias duas ad easdem tabulas adjecerunt; et ita ex accedenti appellatae sunt leges duodecim tabularum, quarum ferendarum auctorem fuisse decemviris Hermodorum quendam Ephesium, exsulantem in Italia, quidam retulerunt. — Tite-Live III, 9 : C. Terentillus Arsa tribunus plebis eo anno (462) fuit. Is, consulibus absentibus, ratus locum tribuniciis actionibus datum, per aliquot dies patrum superbiam ad plebem criminatus, maxime in consulare imperium tanquam nimium, nec tolerabile liberae civitati, invehebatur. « Quippe duos pro uno domino accep-

tos, immoderata, infinita potestate : qui, soluti atque effrenati ipsi, omnes metus legum omniaque supplicia verterent in plebem. Quae ne aeterna illis licentia sit, legem se promulgaturum ut quinque viri creentur legibus de imperio consulari scribendis. Quod populus in se jus dederit, eo consulem usurum : non ipsos libidinem ac licentiam suam pro lege habituros. » Qua promulgata lege, quum timerent patres, ne, absentibus consulibus, jugum acciperent, ... agunt cum Terentillo tribuno, dilataque in speciem actione, re ipsa sublata, consules ex templo arcessiti. 10... Anno deinde insequenti lex Terentilla ab toto relata collegio novos aggressa consules est... Libri per duumviros sacrorum aditi : pericula a conventu alienigenarum praedicta... Id factum ad impediendam legem, tribuni criminabantur, ingensque aderat certamen..... 14. Quum primo post Caesonis exilium lex coepta ferri est, instructi paratique cum ingenti clientium exercitu sic tribunos, ubi primum submoventes praebuere causam, adorti sunt... 31. Tum abjecta lege, quae promulgata consenuerat, tribuni lenius agere cum patribus : « Finem tandem certaminum facerent. Si plebeiae leges displicerent, at illi communiter legum latores et ex plebe et ex patribus, qui utrisque utilia ferrent, quaeque aequandae libertatis essent, sinerent creari. » — Quum de legibus conveniret, de latore tantum discreparet, missi legati Athenas S. Postumius Albus, A. Manlius, P. Sulpicius Camerinus, jussique inclytas leges Solonis describere, et aliarum Graeciae civitatum instituta, mores, juraque noscere. 32. Jam (452) redierant legati cum Atticis legibus. Eo intentius instabant tribuni ut tandem scribendarum legum initium fieret. Placet creari decemviros sine provocatione. 33, 44, 37, 57. — Denys X, 1, 29, 52.—Zonaras VII, 18.

Les Décemvirs de 451, tous patriciens : les dix premières tables.

Les Décemvirs de 450, en partie plébéiens : les deux tables supplémentaires.

Affichage au forum. Soumission à l'opinion publique. Vote en comices centuriates.

Diodore XII, 26. Lydus 1, 34.

2. Sources de la loi.

Tacite, *Annales* III, 27 : Et accitis, quae usquam egregia, compositae duodecim tabulae. — Pomponius, L. 2 § 24 *De O. J.* I, 2 : Initium secessionis dicitur fuisse Virginius quidam, qui quum animadvertisset, Appium Claudium contra jus, quod ipse ex vetere jure in duodecim tabulas transtulerat, vindicias filiae suae a se abdixisse. — Servius, *Énéide* VII, 695 : Aequos autem dicit, id est justos, quia populus Romanus missis decem viris, ab ipsis (Faliscis) jura fetialia et nonnulla supplementa duodecim tabularum accepit, quas ab Atheniensibus habuerant. — Aulu-Gelle XX, 1, citant Africain : Eas leges, inquisitis exploratisque multarum urbium legibus, eleganti atque absoluta brevitate verborum scriptas. — Pline le Jeune, *Epist.* VIII, 24 (à Maximus partant pour l'Achaïe) : Habe ante oculos hanc esse terram quae nobis miserit jura, quae leges, non victis, sed petentibus dederit. — Victor, *De viris illustribus* 21 : Populus Romanus, cum seditiosos magistratus ferre non posset, decemviros legibus scribendis creavit, qui eas, ex libris Solonis translatas, duodecim tabulis exposuerunt. — Cicéron, *De legibus* II, 23, 25. — Gaius, L. ult. *Finium regundorum* X, 1 ; L. 4 *De collegiis* XLVII, 22. — Denys X, 57 : Οὗτοι οἱ δέκα ἄνδρες συγγράψαντες νόμους ἔκ τε τῶν Ἑλληνικῶν νόμων, καὶ τῶν παρὰ σφίσιν αὐτοῖς ἀγράφων ἐθισμῶν, προὔθηκαν ἐν δέκα δέλτοις τῷ βουλομένῳ σκοπεῖν.

§ 36. — *Caractère, contenu, dispositions de la loi des Douze Tables.*

C'est un code général de droit public, *constitutionnel* et religieux, de droit pénal, de droit privé, de procé-

dure civile et criminelle, conçu dans un esprit de réforme, pour écarter l'arbitraire et établir l'égalité civile entre les ordres.

Florus I, 24 : Ordinataque erat in XII tabulis omnis justitia.. — Tite-Live III, 24 : Lex minuendae suae (consulum) majestatis causa promulgata... 34 : Ingentique hominum expectatione propositis decem tabulis populum ad contionem advocaverunt; et quod bonum faustum felixque rei publicae ipsis liberisque eorum esset, ire et legere leges propositas jussere ; « se, quantum decem hominum ingeniis provideri potuerit, omnibus, summis infimisque, jura aequasse... Eas leges habiturum populum romanum, quas consensus omnium non jussisse latas magis quam tulisse videri posset... » — Cum ad rumores hominum de uno quoque legum capite editos satis correctae viderentur, centuriatis comitiis decem tabularum leges perlatae sunt, quae nunc quoque in hoc immenso aliarum super alias acervatarum legum cumulo fons omnis publici privatique est juris. Vulgatur deinde rumor duas deesse tabulas, quibus adjectis absolvi posse velut corpus omnis romani juris. 35 ss. — Cicéron, *De republica* II, 37 : Duobus tabulis iniquarum legum adjectis... — Tacite, *Annales* III, 27 : Duodecim tabulae, finis aequi juris : nam secutae leges, etsi aliquando in maleficos ex delicto, saepius tamen ex dissensione ordinum, et adipiscendi illicitos honores, aut pellendi claros viros, aliaque ob prava per vim latae sunt.

Nombre de savants modernes, depuis Alexandre Alessandri (§ 217) et Aymar du Rivail (§ 218), ont recueilli et groupé tant bien que mal les cent et quelques fragments de la loi décemvirale qui sont parvenus jusqu'à nous par l'intermédaire des auteurs juridiques et non juridiques, fragments dont la plupart ne sont, à vrai dire, que des bribes. Ces essais de reconstruction de la Loi sont quelquefois puérils, en général malheureux, et

n'ont guère qu'une valeur historique, à l'exception cependant de ceux de Bauduin (1550, 1557), Le Conte (1555, 1572), F. Pithou (1586) et surtout de Jacques Godefroi (Heidelberg, 1616; Genève, 1653), dont la *restitution* n'a été surpassée que par le travail de Dirksen: *Uebersicht der bisherigen Versuche zur Kritik und Herstellung des Textes der Zwœlftafelfragmente* (Leipzig, 1824) [1].

Je reproduis ici les dispositions les plus importantes, à notre point de vue, de la Loi; en général, dans l'ordre adopté (le plus souvent d'après Dirksen) par M. R. Schoell et par M. Bruns. Il ne faut pas se dissimuler, d'ailleurs, qu'il règne ici beaucoup d'incertitude et d'arbitraire, et qu'on en est réduit souvent à deviner et presque toujours à tâtonner.

A. *Procédure civile et Droit privé.*

Première Table.

I-III. SI IN JUS VOCAT, ITO. NI IT, ANTESTAMINO : IGITUR EM CAPITO.

SI CALVITUR PEDEMVE STRUIT, MANUM ENDO JACITO.

SI MORBUS AEVITASVE VITIUM ESCIT, QUI IN JUS VOCABIT JUMENTUM DATO : SI NOLET, ARCERAM NE STERNITO.

Cicéron, *De legibus* II, 4. *Ad Herennium* II, 13. Varron,

[1] Parmi les éditions postérieures à Dirksen, il faut citer: celle de M. Schoell, *Legis XII Tabularum reliquiae* (Leipzig, 1866), celle de den Tex (Cosman), *Fontes tres juris civilis romani* (Amsterdam, 1840), et celles qui sont contenues dans les recueils de MM. Demelius (*Legum... fragmenta*. Weimar, 1857), Gneist (*Syntagma*, Leipzig, 1858), Bruns (*Fontes juris romani antiqui*, Tubingue, 1860; 3e édition, augmentée, 1876, p. 13-35), Giraud (*Novum Enchiridion juris romani*, Paris, 1873).

De l. l. V. 140. Aulu-Gelle XX, 1. Paul Diacre, *Igitur*, *Em*. Festus, *Struere*, *Pedem*. Nonius, *Arcera*, *calvitur*.

IV. ADSIDUO VINDEX ADSIDUUS ESTO; PROLETARIO JAM CIVI QUIS VOLET VINDEX ESTO.

Cicéron, *Topiques* 2. Aulu-Gelle, XVI, 10. Nonius, *Proletarii*.

VI-IX. REM UBI PACUNT, ORATO.

NI PACUNT, IN COMITIO AUT IN FORO ANTE MERIDIEM CAUSAM COICIUNTO. COM PERORANTO AMBO PRAESENTES.

POST MERIDIEM PRAESENTI LITEM ADDICITO. SI AMBO PRAESENTES, SOL OCCASUS SUPREMA TEMPESTAS ESTO.

Priscien, *De arte gramm.* 10. Scaurus, *De orthogr.* (2253 Putsch). Varron, *De l. l.* VI, 5; VII, 51. *Ad Herennium* cité. Pline, *H. N.* VII, 60. Aulu-Gelle XVII, 2. Festus, *Supremum*. Censorin 23, 24. Macrobe, *Saturnales* 1, 3.

X. Aulu-Gelle XVI, 10: Cum proletarii et adsidui et sanates et vades et subvades et XXV asses et taliones... evanuerunt, omnisque illa XII tabularum antiquitas... lege Aebutia lata consopita sit. — Gaius IV, 184.

Deuxième Table.

I. Gaius IV, 14. *Infra* § 67.

II..... MORBUS SONTICUS... AUT STATUS DIES CUM HOSTE... QUID HORUM FUIT VITIUM JUDICI ARBITROVE REOVE, EO DIES DIFFENSUS ESTO.

Aulu-Gelle XX, 1. Festus, *Sonticum*, *status*. Cicéron, *De officiis* I. 12. Javolène, L. 113 *De V. S.* L, 16. Julien (Marcellus ?) L. 60 *De Re judicata* XLII, 1. Gaius, L. 234 *De V. S.* L, 16.

III. CUI TESTIMONIUM DEFUERIT, IS TERTIIS DIEBUS OB PORTUM OBVAGULATUM ITO.

Festus, *Portum*, *Vagulatio*.

Troisième Table.

I-IV. AERIS CONFESSI REBUSQUE JURE JUDICATIS XXX DIES JUSTI SUNTO.

POST DEINDE MANUS INJECTIO ESTO. IN JUS DUCITO.

NI JUDICATUM FACIT AUT QUIS ENDO EO IN JURE VINDICIT, SECUM DUCITO, VINCITO AUT NERVO AUT COMPEDIBUS XV PONDO NE MINORE (MAJORE), AUT SI VOLET MAJORE (MINORE)[1] VINCITO.

SI VOLET, SUO VIVITO. NI SUO VIVIT, QUI EUM VINCTUM HABEBIT LIBRAS FARRIS ENDO DIES DATO. SI VOLET, PLUS DATO.

Aulu-Gelle XX, 1; XV, 13. Gaius IV, 21.

V, VI. Aulu-Gelle XX, 1 : Erat autem jus interea paciscendi, ac, nisi pacti forent, habebantur in vinculis dies LX. Inter eos dies trinis nundinis continuis ad praetorem in comitium producebantur, quantaeque pecuniae judicati essent, praedicabatur. Tertiis autem nundinis capite poenas dabant aut trans Tiberim peregre venum ibant... Si plures forent, quibus reus esset judicatus, secare, si vellent, atque partiri corpus addicti sibi hominis permiserunt.

TERTIIS NUNDINIS PARTIS SECANTO. SI PLUS MINUSVE SECUERUNT, SE FRAUDE ESTO.

Dion Cassius, *fr.* XII (Mai, *Nova Collectio* II, 144). Quintilien III, 6. Gaius III, 78. Tertullien, *Apol.* 4.

VII. ADVERSUS HOSTEM AETERNA AUCTORITAS (ESTO).

Cicéron, *De officiis* I, 12. Varron, *De l. l.* V, 3.

Quatrième Table.

I. Cicéron, *De legibus* III, 8 :... Cito legatus (*necatus? letatus? leto datus?*), tanquam ex XII tabulis, insignis ad deformitatem puer...

II. SI PATER FILIUM TER VENUM DUUIT, A PATRE FILIUS LIBER ESTO.

Ulpien X, 1. Denys II, 27. Gaius I, 132; IV, 79.

III. Cicéron, *Philippiques* II, 28 : Illam suam suas res sibi habere jussit : ex XII tabulis claves ademit, exegit. — Nonius, *Exigere.*

[1] La loi fixe-t-elle un maximum ou un minimum? Les manuscrits d'Aulu-Gelle ont NE MINORE, AUT SI VOLET MAJORE.

IV. Aulu-Gelle III, 16 : Quoniam Decemviri in decem mensibus gigni hominem, non undecimo scripsissent. — Ulpien, L. 3 § 9 *De suis et legitimis* XXXVIII, 16.

Cinquième Table.

I. Gaius I, 144 : Veteres enim voluerunt, feminas, etiam si perfectae aetatis sint, propter animi levitatem in tutela esse... 145... loquimur autem exceptis virginibus vestalibus, quas etiam veteres in honorem sacerdotii liberas voluerunt : itaque etiam lege XII tabularum cautum est.

II. Gaius II, 47 : (*Item olim*) mulieris, quae in agnatorum tutela erat, res mancipi usucapi non poterant, praeterquam si ab ipsa tutore (*auctore*) traditae essent; *idque ita* lege XII tabularum *cautum erat. Cf.* I, 157.

III. Uti legassit super pecunia tutelave suae rei, ita jus esto.

Ad Herennium I, 13. Cicéron, *De inventione* II, 50. Gaius II, 224. Ulpien XI, 14.—L. 53 pr., L. 120 *de V. S.* L, 16.

IV, V. Si intestato moritur, cui suus heres nec escit, adgnatus proximus familiam habeto.

Si adgnatus nec escit, gentiles familiam habento.

Cicéron et *Ad Herennium*, déjà cités. Ulpien, XXVI, 1. (*Collatio* XVI, 4.) Gaius III, 9, 17, 18. Aulu-Gelle I, 12, citant le commentaire aux Douze Tables de Labéon : Virgo vestalis neque heres est cuiquam intestato neque intestatae quisquam, sed bona ejus in publicum redigi aiunt.

VI. Gaius I, 155 : Quibus testamento quidem tutor datus non sit, iis lege XII (*tabularum*) agnati sunt tutores, qui vocantur legitimi.

Ulpien XI, 3; L. 1 pr. *De legitimis tutoribus* XXVI, 4.

VII. Si furiosus escit, adgnatum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto[1].

Ad Herennium et Cicéron, textes cités. Cicéron, *Tusculanes* III, 5. Paul, L. 53 pr. *De V. S.* L, 16. — Ulpien XII, 2:

[1] Les mots ast ei custos nec escit, que M. Schoell intercale après escit, font partie d'une autre disposition. Bruns, p. 20.

Lex XII tabularum prodigum, cui bonis interdictum est, in curatione jubet esse agnatorum.

VIII. Ulpien XXIX, 1 : Civis Romani liberti hereditatem Lex XII tabularum patrono defert, si intestato sine suo herede libertus decesserit. — L. 195 § 1 *De V. S.* L, 16.

IX. L. 6 *C. Familiae herciscundae* III, 36. Gordien : Ea quae in nominibus sunt, non recipiunt divisionem, cum ipso jure in portiones hereditarias ex lege XII tabularum divisa sunt. — L. 26 *C. De pactis* II, 3. Dioclétien : Ex lege XII tabularum aes alienum hereditarium pro portionibus quaesitis singulis ipso jure divisum est.

X. Gaius, L. 1 pr. *Familiae herciscundae* X, 2 : Haec actio proficiscitur e lege XII tabularum. — Festus, *Erctum*.

Sixième Table.

I, II. Cum nexum faciet mancipiumque, uti lingua nuncupassit, ita jus esto.

Ulpien, dans les *Fragments du Vatican*, 50 :.. Et mancipationem et in jure cessionem lex XII tabularum confirmat. —Cicéron, *De officiis* III, 16 : Nam cum ex duodecim tabulis satis esset ea praestari quae essent lingua nuncupata, quae qui infitiatus esset, dupli poenam subiret, a jurisconsultis etiam reticentiae poena est constituta. — Festus, *Nuncupata*. Cicéron, *De oratore* I, 57. Varron, *De l. l.* VI, 60.

III. Cicéron, *Topiques* 4 : Quoniam usus auctoritas fundi biennium est, sit etiam aedium : at in lege aedes non appellantur, et sunt ceterarum rerum omnium, quarum annuus est usus. — *Pro Caecina* 19. Gaius II, 42, 54.

IV. Gaius I, 111 : Lege XII tabularum cautum est, ut si qua nollet eo modo (*usu*) in manum mariti convenire, ea quotannis trinoctio abesset atque eomodo (*usum*) cujusque anni interrumperet. — Aulu-Gelle III, 2.

V. Si qui in jure manum conserunt.

Aulu-Gelle XX, 10.

VI. Tite-Live III, 44 : Ut... lege ab ipso (A. Claudio) lata vindicias det secundum libertatem. — Denys XI, 30. Pomponius, L. 2 § 24 *De O. J.* I, 2.

VII-IX. TIGNUM JUNCTUM AEDIBUS VINEAVE E CONCAPIT (*concapi?*) NE SOLVITO.

QUANDOQUE SARPTA, DONEC DEMPTA ERUNT...

Ulpien, L. 1 pr. *De tigno juncto* XLVII, 3 : Lex XII tabularum neque solvere permittit tignum furtivum aedibus vel vineis junctum neque vindicare; quod providenter lex effecit, ne vel aedificia sub hoc praetextu diruantur vel vinearum cultura turbetur; sed in eum, qui convictus est junxisse, in duplum dat actionem.

Festus, *Tignum, Sarpiuntur, Sarpta.* L. 23 § 6 *De R. V.* VI, 1; L. 1 § 1 *De tigno juncto* XLVII, 3; L. 235 *De V. S.* L, 16.

Septième Table.

I. Varron, *De l. l.* V, 22 : AMBITUS circuitus, ab eoque XII tabularum interpretes ambitum parietis circuitum esse describunt. —Mécien (*infra* § 133 et § 162), 46 :... Lex XII tabularum... in qua duo pedes et semis SESTERTIUS PES vocatur. — Paul Diacre, *Ambitus.*

II. Gaius, L. 13 *Finium regundorum* X, 1 : Sciendum est, in actione finium regundorum illud observandum esse, quod ad exemplum quodam modo ejus legis scriptum est, quam Athenis Solonem dicitur tulisse : nam illic ita est : ἐάν τις αἱμασιάν παρ' ἀλλοτρίῳ χωρίῳ ὀρύγῃ (ὀρύττῃ?), τὸν ὅρον μὴ παραβαίνειν · ἐὰν δὲ τειχίον, πόδα ἀπολείπειν · ἐάν δὲ οἴκημα, δύο πόδας · ἐὰν δὲ τάφον (τάφρον?) ἢ βόθρον ὀρύττῃ, ὅσον τὸ βάθος ᾖ τοσοῦτον ἀπολείπειν · ἐάν δὲ φρέαρ, ὀργυίαν · ἐλαίαν δὲ καὶ συκῆν ἐννέα πόδας ἀπὸ τοῦ ἀλλοτρίου φυτεύειν · τὰ δὲ ἄλλα δένδρα πέντε πόδας.

IV. Cicéron, *De legibus* I, 21 : Quoniam usus capionem XII tabulae intra quinque pedes esse noluerunt.

V. Cicéron, *De republica* IV, 8 : SI JURGANT, inquit;.... jurgare igitur lex putat inter se vicinos, non litigare. —

De legibus I, 21 : Controversia est nata de finibus, in qua .. ex his (XII tabulis) tres arbitri fines regemus.

VI. Gaius, L. 8 *De S. P. R.* VIII, 3 : Viae latitudo ex lege XII tabularum in porrectum octo pedes habet, in anfractum, id est ubi flexum est, sedecim. — Festus, *Viae.*

VII. VIAM MUNIUNTO. NI SAM DELAPIDASSINT, QUA VOLET JUMÉNTA AGITO.

Festus, *Viae.* Paul Diacre, *Delapidata.* Cicéron, *Pro Caecina* 19.

VIII. SI AQUA PLUVIA NOCE[BI]T.

Paul, L. 5 *Ne quid in loco publico* XLIII, 8 : Si per publicum locum rivus aquaeductus privato nocebit, erit actio privato ex lege XII tabularum, ut noxa domino sarciatur. — Pomponius, L. 21 *De statuliberis* XL, 7. Tit. *De Aqua et Aquae* XXXIX, 3.

IX. Ulpien, L. 1 § 8 *De arboribus caedendis* XLIII, 27 : Lex XII tabularum efficere voluit, ut XV pedes altius rami arboris circumcidantur, et hoc idcirco effectum est, ne umbra arboris vicino praedio noceret. — Pomponius, L. 2 *eod...* Si arbor ex vicini fundo vento inclinata in tuum fundum sit, ex lege XII tabularum de adimenda ea recte agere potes, jus ei non esse ita arborem habere.

X. Pline, *H. N.* XVI, 5 : Cautum est praeterea lege XII tabularum, ut glandem in alienum fundum procidentem liceret colligere. — Gaius, L. 236 § 1 *De V. S.* L, 16.

XI. § 41 *J. De R. D.*, II 1 : Venditae vero res et traditae non aliter emptori acquiruntur, quam si is venditori pretium solverit, vel alio modo satisfecerit veluti expromissore aut pignore dato. Quod cavetur quidem etiam lege XII tabularum, tamen recte dicitur et jure gentium, id est jure naturali, id effici[1].

XII. Ulpien II, 4 : Sub hac condicione liber esse jussus : *Si decem millia heredi dederit*, etsi ab herede abalienatus sit, emptori dando pecuniam ad libertatem perveniet :

[1] Varron, *De re rustica*, II, 2 : Grex dominum non mutavit, nisi si (*aes*) est adnumeratum.

idque lex XII tabularum jubet. — *Cf.* L. 25, L. 29 § 1 *De statuliberis* XL, 7.

B. *Crimes, Délits* (*Obligations* ex delicto).

Huitième Table.

I. ...QUI MALUM CARMEN INCANTASSIT...

Pline, *Histoire naturelle,* XXVIII, 2, XXX, 1. — Cicéron, *De republica* IV, 12 : Nostrae contra XII tabulae cum perpaucas res capite sanxissent, in his hanc quoque sanciendam putaverunt : *Si quis occentavisset sive carmen condidisset, quod infamiam faceret flagitiumve alteri.* — *Tusculanes* IV, 2. — Cornutus, sur Perse I, 137 : Lege XII tab. cautum est, ut fustibus feriretur, qui publice invehebatur. — Pseudo-Acron et Porphyrion sur Horace, *Satires* II, 1, v. 81; *Epîtres* II, 1, v. 152. Festus, *Occentassint.* Arnobe, *Adversus gentes* IV, 34.

II. SI MEMBRUM RUP[S]IT, NI CUM EO PACIT, TALIO ESTO.

Aulu-Gelle XX, 1. Festus, *Talionis, Rupsit.* Caton, *Origines* IV, dans Priscien. Gaius III, 223.

III. MANU FUSTIVE SI OS FREGIT LIBERO, CCC, [SI] SERVO, CL POENAM SUBITO [SESTERTIORUM].

Aulu-Gelle XX, 1. Gaius III, 220, 223. *Collatio* II, 5.

IV. SI INJURIAM [ALTERI] FAXSIT, XXV POENAE SUNTO.

Aulu-Gelle et *Collatio,* textes cités. Festus, *Vigintiquinque.*

V. RUP[S]IT... SARCITO.

Festus : *Rupitias* in XII significat damnum dederit. *Sarcito* in XII Servius Sulpicius ait significare damnum solvito, praestato.

VI. Pr. *J. Si quadrupes* IV, 9 : Animalium nomine quae ratione carent, si quidem lascivia aut fervore aut feritate pauperiem fecerint, noxalis actio lege XII tabularum prodita est : quae animalia si noxae deduntur, proficiunt reo ad liberationem, quia ita lex XII tabularum scripta est. — Ulpien, L. 1 pr. *Si quadrupes* IX, 1 : Si quadrupes pauperiem fecisse dicetur, actio ex lege XII tab. descendit : quae lex

voluit aut dari id quod nocuit, id est id animal quod noxiam commisit, aut aestimationem noxiae offerri. — Festus, *Noxia*. Paul Diacre, *Pauperies*.

VII. Ulpien, L. 14 § 3 *De praescriptis verbis* XIX, 5 : Si glans ex arbore tua in fundum meum cadat, eamque ego immisso pecore depascam, Aristo scribit, non sibi decurrere legitimam actionem, qua experiri possim ; nam neque ex lege XII tab. de pascu pecoris, quia non in tuo pascitur, etc.

VIII. Qui fruges excantassit...

Neve alienam segetem pellexeris...

Pline, *H. N.* XXVIII, 2 ; XXX, 1. Sénèque, *Nat. Quaest.* IV, 7. Servius, sur *Églogues* VIII, 99.

IX. Pline, *H. N.* XVIII, 3 : Frugem quidem aratro quaesitam furtim noctu pavisse ac secuisse puberi XII tab. capital erat suspensumque Cereri necari jubebant gravius quam in homicidio convictum : impubem praetoris arbitratu verberari noxiamque duplione decerni (decidi ?).

X. Gaius (*libro IV Ad legem XII tab.*) L. 9 *De incendio* XLVII, 9 : Qui aedes acervumve frumenti juxta domum positum combusserit, vinctus verberatus igni necari jubetur, si modo sciens prudensque id commiserit ; si vero casu, id est neglegentia, aut noxiam sarcire jubetur, aut si minus idoneus sit, levius castigatur.

XI. Pline, *H. N.* XVII, 1. Fuit et arborum cura legibus priscis cautumque est XII tabulis, ut qui injuria cecidisset alienas, lueret in singulas aeris XXV. — Gaius IV, 11. Paul, L. 1 *Arborum furtim caesarum* XLVII, 7 ; L. 28 § 6 *De jurejurando* XII, 2.

XII, XIII. Si nox furtum faxsit, si im occisit, jure caesus esto.

[Si] luci... si se telo defendit... endo[que] plorato.

Cicéron, *Pro Tullio* 20, 21. Aulu-Gelle VIII, 1 ; XI, 18 ; XX, 1. Macrobe, *Saturnales* I, 4. Gaius, L. 54 § 2 *De furtis* XLVII, 2 ; L. 233 § 2 *De V. S.* L, 16.

XIV. Aulu-Gelle XI, 18 : Ex ceteris autem manifestis furibus liberos verberari addicique jusserunt ei cui furtum

factum esset, si modo id luci fecissent neque se telo defendissent; servos item furti manifesti prensos verberibus affici et a saxo praecipitari; sed pueros impuberes praetoris arbitratu verberari voluerunt noxiamque ab his factam sarciri. VI, 15. XX, 1. Gaius III, 189.

XV. .. LANCE ET LICIO...

Aulu-Gelle XI, 18 : Ea quoque furta quae per lancem liciumque concepta essent, proinde ac si manifesta forent, vindicaverunt. XVI, 10. — Paul Diacre, *Lance et Licio*. — Gaius III, 191 : Concepti et oblati poena ex lege XII tabularum tripli est. 192, 193. IV, 173.

XVI. SI ADORAT FURTO, QUOD NEC MANIFESTUM ERIT... (*duplione damnum decidito*).

Gaius III, 190 : Nec manifesti furti poena per legem XII tabularum dupli inrogatur. — Festus, *Nec conjunctionem*. Paul Diacre, *Adorare*. Aulu-Gelle XI, 18.

XVII. Gaius II, 45 : Nam furtivam (sc. rem) lex XII tabularum usucapi prohibet. *Ibid.* 49.

XVIII. Tacite, *Annales* VI, 16 :... Primo duodecim tabulis sanctum ne quis unciario foenore amplius exerceret. — Caton, *De r. r.* pr. : Majores nostri sic habuerunt et ita in legibus posuerunt furem dupli condemnari, foeneratorem quadrupli.

XIX. Paul II, 12 : Ex causa depositi lege XII tabularum in duplum actio datur.

XX. Cicéron, *De officiis* III, 15 : Atque iste dolus malus et legibus erat vindicatus, ut tutela XII tabulis, circumscriptio adolescentium lege Plaetoria...

Tryphonin, L. 55 § 1 *De administratione et periculo* XXVI, 7 : Sed si ipsi tutores rem pupilli furati sunt, videamus an ea actione, quae proponitur ex lege XII tabularum adversus tutorem in duplum, singuli in solidum teneantur. — Ulpien, L. 1 § 2 *De suspectis* XXVI, 10 :... Suspecti crimen e lege XII tabularum descendere.

XXI. PATRONUS SI CLIENTI FRAUDEM FECERIT, SACER ESTO.

Servius, *Enéide* VI, 609.

XXII. QUI SE SIERIT TESTARIER LIBRIPENSVE FUERIT, NI TESTIMONIUM FATIATUR, INPROBUS INTESTABILISQUE ESTO.

Aulu-Gelle XV, 13; VII, 7.

XXIII. Aulu-Gelle XX, 1 : An putas, Favorine, si non illa etiam ex XII tabulis de testimoniis falsis poena abolevisset et si nunc quoque ut antea, qui falsum testimonium dixisse convictus esset, e saxo Tarpeio dejiceretur, mentituros fuisse pro testimonio tam multos quam videmus? — Cicéron, *De officiis* III, 31.

XXIV. SI TELUM MANU FUGIT MAGIS QUAM JECIT...

Cicéron, *Topiques* 17 : Nam jacere telum voluntatis est, ferire quem nolueris fortunae. Ex quo, *aries subjicitur* ille in vestris actionibus si telum manu fugit magis quam jecit. Pline, *Histoire naturelle* XVIII, 3 : Frugem... furtim... pavisse,... XII tabulis capital erat,... gravius quam in homicidio. *Pro Tullio* 21. *De oratore* III, 39. Boëce, *Topiques* texte cité. Festus, *subjici aries*. Servius, *Eclogue* IV, 43. *Géorgiques* III, 387.

XXVI. Déclamation contre Catilina (attribuée faussement à M. Porcius Latro) 19 : Primum duodecim tabulis cautum esse cognoscimus, ne quis in urbe coetus nocturnos agitaret.

XXVII. Gaius (l. IV *ad legem* XII *tab.*), L. 4 *De collegiis* XLVII, 22 : Sodales sunt qui ejusdem collegii sunt, quam Graeci ἑταιρίαν vocant. His autem potestatem facit Lex pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant. Sed haec lex videtur ex lege Solonis translata esse.

C. *Droit public et divin.*

Neuvième Table.

I, II. Cicéron, *De legibus* III, 19 : Tum leges praeclarissimae de duodecim tabulis tralatae duae, quarum altera privilegia tollit, altera de capite civis rogari nisi maximo comitiatu vetat. Et nondum notis seditiosis tribunis plebis, ne cogitatis quidem admirandum tantum majores in poste-

rum providisse : in privatos homines leges ferri noluerunt : id est enim privilegium.. Ferri de singulis nisi centuriatis comitiis noluerunt... IV, 11 : *Privilegia ne irroganto. De capite civis nisi per maximum comitiatum ollosque quos censores in partibus populi locassint ne ferunto.* — *Pro Sestio* 30. *Pro domo* 17. *De republica* II, 36, 31. V. *supra* § 23.

III. Aulu-Gelle XX, 1 : Dure autem scriptum esse in istis legibus quid existimari potest ? nisi duram esse legem putas quae judicem arbitrumve jure datum, qui ob rem dicendam pecuniam accepisse convictus est, capite punit.

IV. Marcien, L. 3 *Ad legem Juliam majestatis* XLVIII, 4 : Lex duodecim tabularum jubet eum qui hostem concitaverit quive civem hosti tradiderit capite puniri.

V. Pomponius, L. 2 § 23 *De O. J.* 1, 2 : Quaestores... qui capitalibus rebus praessent... appellabantur quaestores paricidii, quorum etiam meminit lex XII tabularum. — Lydus, *De magistratibus* I, 25.

VI. Salvien, *De gubernatione Dei* VIII, 5 : Interfici enim indemnatum quemcumque hominem etiam XII tabularum decreta vetuerunt.

Dixième Table.

On range dans cette table une dizaine de dispositions rituelles, somptuaires et de police sanitaire, relatives aux cérémonies funèbres et aux sépultures : HOMINEM MORTUUM IN URBE NE SEPELITO NEVE URITO, etc.

D. *Les deux Tables supplémentaires.*

Onzième et douzième.

I. Cicéron, *De republica* II, 37 : Duabus tabulis iniquarum legum additis, quibus etiam quae disjunctis populis tribui solent connubia, haec illi ut ne plebi et patribus essent, inhumanissima lege sanxerunt. — Tite-Live IV, 4. — Denys X, 60.

II. Gaius IV, 28 : Lege autem introducta est pignoris capio veluti lege XII tabularum adversus eum qui hostiam emisset nec pretium redderet ; item adversus eum qui mer-

cedem non redderet pro eo jumento quod quis ideo locasset, ut inde pecuniam acceptam in dapem, id est in sacrificium impenderet. Gaius (l. VI *ad legem XII tab.*), L. 238 § 2 *De V. S.* L, 16.

III. SI SERVUS FURTUM FAXIT NOXIAMVE NOXIT...

Gaius IV, 76. — Ulpien, L. 2 § 1 *De lege Aquilia* IX, 2.

IV. SI VINDICIAM FALSAM TULIT, SI VELIT IS... [PRAE] TOR ARBITROS TRIS DATO, EORUM ARBITRIO... FRUCTUS DUPLIONE DAMNUM DECIDITO.

Festus, *Vindiciae.*— Gaius, L. 19 *De usuris* XXII, 1.

V. Gaius (l. VI *ad legem* XII *tab.*), L. 3 *De litigiosis* XLIV, 6 : Rem, de qua controversia est, prohibemur in sacrum dedicare : alioquin dupli poenam patimur...

VI. Tite-Live VII, 17 : Interrex Fabius aiebat in XII tabulis legem esse, ut quodcumque postremum populus jussisset, id jus ratumque esset. IX, 33, 34.

Cette dernière disposition peut avoir clos la douzième table, où l'on place aussi la plupart des fragments qui précèdent. M. Schoell les y met tous, et réserve la onzième au Calendrier, dont l'existence dans la Loi lui semble attestée par divers témoignages.

Macrobe I, 13 : Tuditanus refert.., Decemviros qui decem tabulis duas addiderunt, de intercalando populum rogasse. Cassius eosdem scribit auctores. — Ovide, *Fastes* II, 51 :

Primus enim Jani mensis, quia janua prima est;
Qui sacer est imis Manibus, imus erat.
Post modo creduntur spatio distantia longo
Tempora bis quini continuasse viri.

Denys X, 59 : Ἦγον δὲ (οἱ σὺν Ἀππίῳ Κλαυδίῳ δέκα ἄνδρες) τοὺς μῆνας κατὰ σελήνην... — Cicéron, *Ad Atticum* VI, 1 : E quibus (libris de re publica) unum ἱστορικὸν requiris de Cn. Flavio, A. F. Ille vero ante Decemviros non fuit... Quid ergo profecit quod protulit fastos? Occultatam putant quodam tempore istam tabulam ut dies agendi peterentur a paucis (patriciis).

Voyez Mommsen, *Roem. Chronologie*, 31,210. — Rudorff, II, § 15. — Bruns, *Fontes*, 3me éd., p. 33.

§ 37. — *Appréciation de la Loi. Jugements portés sur elle par les anciens. Durée de son autorité.*

Jhering, § 31.

Cicéron, *De oratore* I, 43 : Nam, sive quem haec aliena studia delectant, plurima est [et] in omni jure civili et in pontificum libris et in XII tabulis antiquitatis effigies, quod et verborum prisca vetustas cognoscitur et actionum quaedam majorum consuetudinem vitamque declarant : sive quis civilem scientiam contemplatur, quam Scaevola non putat oratoris esse propriam, sed cujusdam ex alio genere prudentiae, totam hanc, descriptis omnibus civitatis utilitatibus ac partibus, XII tabulis contineri videbit : sive quem ista praepotens et gloriosa philosophia delectat, (dicam audacius,) hosce habebit fontes omnium disputationum suarum, qui jure civili et legibus continentur... 44. Fremant omnes licet, (dicam quod sentio :) bibliothecas mehercule omnium philosophorum unus mihi videtur XII tabularum libellus, si quis legum fontes et capita viderit, et auctoritatis pondere et utilitatis ubertate superare... Percipietis etiam illam ex cognitione juris laetitiam et voluptatem, quod, quantum praestiterint nostri majores prudentia ceteris gentibus, tum facillime intelligetis, si cum illorum Lycurgo et Dracone et Solone nostras leges conferre volueritis. Incredibile est enim, quam sit omne jus civile praeter hoc nostrum inconditum ac paene ridiculum ; de quo multa soleo in sermonibus quotidianis dicere, quum hominum nostrorum prudentiam ceteris omnibus et maxime Graecis antepono. — *De legibus* II, 23 : Discebamus pueri duodecim, ut carmen necessarium, quas jam nemo discit. — Aulu-Gelle, XX, 1 : Eas leges cum Sex. Caecilius, inquisitis exploratisque multarum urbium legibus, eleganti atque absoluta brevitate verborum scriptas diceret : Sit, inquit, hoc, Favorinus, in pleraque earum legum parte ita uti dicis ; non enim minus cupide tabulas istas duodecim legi, quam illos decem libros Platonis de legibus. Sed quaedam istic esse animadvertuntur aut obscurissima [aut

durissima] aut lenia contra nimis et remissa aut nequaquam ita, ut scriptum est, consistentia. XVI, 10 : Cum... omnis... illa XII tabularum antiquitas, nisi in legis actionibus centumviralium causarum, lege Aebutia lata, consopita sit...

§ 38. — *Dernières traces d'exemplaires de la Loi. Commentaires.*

1. Aucun fragment de la Loi ne nous a été conservé directement, ni sur bronze, marbre ou ivoire, ni dans l'une des innombrables copies manuscrites qu'on en confectionnait à l'usage des juristes et des grammairiens. Au xiiie siècle, le professeur Odefroy, de Bologne, prétendait savoir qu'il restait au palais de Latran, ou près de là, des morceaux des tables décemvirales, difficiles à déchiffrer : « *male sunt scriptae : quia non est ibi punctus nec paragraphus in littera et nisi revolveritis litteras non possetis aliquid intelligere.* » On pense aujourd'hui qu'Odefroy s'est trompé.

2. Il n'y a probablement pas lieu de prendre à la lettre ce que dit saint Cyprien, dans son *Épître à Donatus* sur la grâce de Dieu, écrite vers 245 :

Incisae sint licet leges duodecim tabulis et publice aere praefixo jura praescripta sint (à Carthage?) : inter leges ipsas delinquitur, inter jura peccatur.

On peut rapprocher cependant de cette assertion le passage de Salvien cité plus haut (p. 178).

Quatre vers de saint Sidoine (*Carmina* 23) ont paru, à tort probablement, indiquer que de son temps encore on enseignait les Douze Tables à Narbonne :

Sive ad doctiloqui Leonis aedes,
Quo bis sex tabulas docente juris
Ultro Claudius Appius taceret
Claro obscurior in decemviratu.

3. Commentateurs anciens*: S. Aelius Paetus Catus (*Tripertita*), (L. Acilius ou P. Atilius Sapiens?), L. Aelius Stilo Praeconinus, Servius Sulpicius Rufus, Labéon, Messalla l'augure, Gaius; ce dernier est auteur du Δωδεκαδέλτον, *Ad legem duodecim tabularum*, en six livres, dont chacun paraît avoir contenu le commentaire de deux tables. C'est de cette supposition qu'on est parti dans le classement des dispositions décemvirales. V. *infra* §§ 56 et 133.

Schoell, *Prolegomena* 22-28. François Bauduin dit avoir ouï parler d'un évêque marseillais qui aurait entrepris de prouver que les Romains ont reçu leurs lois des Grecs qui les avaient reçues eux-mêmes des Juifs. Cet évêque aurait transcrit dans son livre une grande partie de la Loi des Douze Tables. Il aurait vécu huit siècles avant Bauduin, par conséquent sous Pépin le Bref et Charlemagne. Bauduin, *in leges Romuli et XII Tabularum*, Bâle, 1557, préface dans Heineccius, *Jurispr. R. et Att.* I). Dirksen suppose qu'il y a là quelque malentendu provenant de la mention des Douze Tables faite par Salvien, qui était prêtre à Marseille. — Nic. Antonio, dans sa *Bibl. hispana* (Madrid 1788), mentionne Pierre de Grannon, cénobite de Saint-Émilien, qui aurait écrit vers l'an 1000 deux volumes sur les lois des Goths et le droit romain et aurait débuté par un *elogium XII Tabularum*, « *quas omnes latino carmine comprehendit.* »

La *littérature* de la Loi des Douze Tables est considérable. Pourtant il n'existe pas, sur l'ensemble de la Loi, de commentaire satisfaisant. Celui de Bouchaud (2e édition, Paris 1803, en deux gros volumes in-4°), consciencieusement et lourdement érudit, n'est plus, aujourd'hui, au niveau de la science.

SECTION III. — LA LÉGISLATION SUBSÉQUENTE.

Catalogues des lois : A. Agustin, *De legibus et SC[tis] liber*, 1583, souvent réédité. — Baiter, *Index legum*, dans *l'Onomasticon Tullianum* d'Orelli, I.

§ 39. — *Considérations générales. Projets de codification de Pompée et de César.*

Rudorff, §§ 9, 96.

Projets de Pompée (52); lois pénales seulement? Projet plus général de César. Le jurisconsulte Ofilius (*Infra* § 56).

Isidore V, I : Leges autem redigere in libris primus consul Pompeius instituere voluit, sed non perseveravit obtrectatorum metu. Deinde Caesar coepit id facere, sed ante interfectus est. — Suétone, *César* 44. Jus civile ad certum modum redigere, atque ex immensa diffusaque legum copia optima quaeque et necessaria in paucissimos conferre libros (destinavit). Talia agentem atque meditantem mors praevenit.

CHAPITRE I.

Législation de droit public.

A. Lois générales, *Jussa generalia.*

Rudorff, §§ 10 ss. — Kuntze, *Excurse*, § 178. — Lange, II, 130-132.

§ 40. — *Lois de constitution.*

1. Lois sur les comices.

Sur la compétence des comices, *leges de provocatione* et autres. *Leges Publiliae Philonis* 339. *Hortensia* 287. *Porciae* 197. *Sempronia* 133.

Sur les votes, *leges tabellariae*. *Gabinia* 139. *Cassia*

137. *Papiria* 131. *Caelia* 107. — Sur les votes des nouveaux citoyens : *Papiria* 84. — Sur les votes des affranchis : *Aemilia* 115. *Cornelia Cinnae* 87. *Papiria* 84. *Manilia* 67.

Sur la *legis latio*. *Caecilia Didia* 98 : *Tribus nundinis promulgari; — Ne quid per saturam ferretur. Licinia Junia* 63.

2. Lois sur le sénat. *Claudia* 219 : *Ne quis senator, cuive senator pater fuisset, maritimam navem, quae plus quam CCC amphorarum esset, haberet. Atinia* 216 ? *Cassia* 104. *Pupia*, probablement 71.

3. Lois sur les magistrats. *Leges de magistratibus, de imperio, multaticiae.*

Trebonia 448. *Julia et Papiria* 430. *Atinia*. Lois *Porciae* 198, 195, 184. Loi *Baebia* (créant quatre préteurs).

Lois *Corneliae* (de Sylla) 82-80.

Loi *Pompeia* 70. Loi *Cornelia* 67 : *Ut praetores ex edictis suis perpetuis jus dicerent*. Loi *Pompeia de jure magistratuum* 52.

Lois annales. *Villia* 179. *Pinaria* 180.

Nipperdey (Académie de Saxe), *Die Leges annales*. Leipzig, 1865. — *Revue critique*, I, 1.

4. Lois sur les fonctions sacerdotales, *de sacerdotiis*. Loi *Ogulnia* 300. *Domitia* 104. *Cornelia* 81. *Atia* 63. *Julia* 46.

5. Lois sur les provinces. Loi *Porcia de provincialibus sumtibus* 195. *Sempronia de provinciis consularibus* 123. *Cornelia de provinciis* 82-80. *Julia de provinciis* 46.

6. Lois militaires. Loi *Sempronia* 123 *Junia* 109.

§ 41. — *Lois d'organisation judiciaire et de procédure.*

Rudorff, §§ 43, 44.

Loi *Pinaria* 472? 350? 282?

Gaius IV, 15: ... Ad judicem accipiendum venirent; postea vero reversis dabatur. Ut autem (*die*) XXX judex daretur, per legem Pinariam factum est; ante eam autem legem statim dabatur judex. — Macrobe I, 13.

Loi *Publilia de sponsu.*

Gaius IV, 22. *Infra* § 69.

Loi *Plaetoria de juris dictione.*

Censorin 24 : Praetor urbanus, qui nunc est quique post hac fuat (fiat), duo lictores apud se habeto isque (usque) supremam ad solem occasum jusque inter cives dicito. — Varron VI, 5 : Lex Plaetoria id quoque tempus jubet esse supremum, quo praeco in comitio supremam pronuntiavit populo. 89. —Pline, *H. N.* VII, 60.

Loi *Marcia adversus foeneratores.*

Gaius IV, 23. *Infra* § 48.

Loi *Furia de sponsu* 345?

Gaius III, 121. *Infra* § 69.

Loi *Vallia* 342.

Gaius IV, 25. *Infra* § 69.

Loi *Papiria de sacramento*, entre 243 et 123.

Festus, *Sacramentum.*

Loi *Silia* 137. Loi *Calpurnia.*

Gaius IV, 19 : Haec autem legis actio (per condictionem) constituta est per legem Siliam et Calpurniam, lege quidem Silia certae pecuniae, lege vero Calpurnia de omni certa re.

Loi *Hostilia.*

Gaius IV, 82. — Pr. *J. Per quos agere* IV, 10.

Loi *Crepereia.*

Gaius IV, 95 : Ceterum si apud centumviros agitur, summam sponsionis non per formulam petimus, sed per legis actionem : sacramento enim reum provocamus; eaque sponsio sestertiorum CXXV nummum fit, scilicet propter legem Crepereiam.

Loi *Aebutia.*

Gaius IV, 30 (*Infra* § 71) : Per legem Aebutiam et duas Julias sublatae sunt istae legis actiones effectumque est, ut per concepta verba, id est per formulas litigemus. 31. Tantum ex duabus causis permissum est lege agere, damni infecti et si centumvirale judicium futurum est. Sane quidem cum ad centumviros itur, ante lege agitur sacramento apud praetorem urbanum vel peregrinum [praetorem]; damni vero infecti nemo vult lege agere, sed potius stipulatione, quae in Edicto proposita est, obligat adversarium suum, idque et commodius jus et plenius est. — Aulu-Gelle XVI, 10, 8.

§ 42. — *Lois de police.*

Rudorff, § 14.

1. Lois théâtrales. Loi *Roscia* 67.

2. Lois somptuaires, *sumtuariae, vestiariae, cibariae.* Loi *Metilia* (*Metella* ?) *de fullonibus* 217? *Oppia* 215. *Orchia* 182. *Fannia* 161. *Didia* 143. *Aemilia Scauri* 115. *Licinia de sumtu minuendo* 103. *Cornelia* 81. *Antia. Julia* 46.

3. Lois sur le jeu, *aleariae. Lex « talaria »* (Plaute, *Miles* II, 2, 9). *Titia. Publicia. Cornelia.*

4. Loi *Silia de ponderibus publicis.* Plébiscite de date incertaine.

5. Lois sur les aqueducs.

Frontin, *de aquis Urbis Romae* 94. Festus, *Sifus.*

6. Lois sur les clubs, le droit de réunion, etc. Loi *Licinia de sodalitiis* 55. *Julia de collegiis* 46.

Suétone, *César* 42 : [*Caesar*] cuncta collegia, praeter antiquitus constituta, detraxit.

§ 43. — *Lois de finance.*

Rudorff, § 19.

Loi *Licinia Sextia de modo agri et pecoris* 367. *Flaminia minus solvendi* 217. *Papiria* 85, 74? *Julia de modo credendi possidendique intra Italiam* 49.

B. Lois spéciales de droit public, *Jussa specialia.*

Rudorff, §§ 11, 12, 16, 17, 18. — Kuntze, *Excurse*, § 178. — Lange, 130, 133.

§ 44.

1. Lois municipales, conférant le droit de cité à des communes ou à des particuliers (*leges de civitate*), ou organisant les communes de citoyens, ou statuant des mesures à l'égard de non-citoyens.

Loi *Valeria* 188. Loi *Claudia* 177. Loi *Junia* 126. Loi *Licinia Mucia* 95. Loi *Julia* 90. Loi *Pompeia* 89. Loi *Papia* 65. Loi *Rubria de Gallia cisalpina*, entre 49 et 42. Lois *Juliae* 49, 44. Loi *Julia municipalis* 45. V. § 95.

Loi *Cassia de plebejis in patricios adlegendis* 45.

2. Lois agraires. Loi *Cassia* 486. *Maecilia, Metilia* 417. *Flaminia* 232, 228? *Sempronia Tiberii Gracchi* 133, *Cai Gracchi* 123. *Livia* 122. *Thoria* 118. Incertaine 111, v. § 95. *Appuleia* 100. *Titia* 99. *Livia* 91. *Plautia* 89. (Lois *Corneliae* 81.) *Julia Campana* 59.

3. *Leges frumentariae.* Loi *Sempronia* 123. *Appuleia* 100. *Livia* 91. *Octavia* 90. *Cornelia* 81. *Cassia Terentia* 73. *Clodia* 58. *Scribonia alimentaria* 50.

4. *Leges viariae.* Loi *Sempronia* 123?

5. Lois de colonisation, *leges de coloniis deducendis.* Loi *Atinia* 197. *Baebia* 194. *Sempronia* 123. *Rubria* 123. *Livia* 122.

6. Lois de circonstance abolissant les dettes, les réduisant, statuant des moratoires généraux, *leges de aere alieno, de novis tabulis.* Loi *Licinia Sextia* 367. *Cornelia Pompeia unciaria* 88. *Valeria* 86. *Julia de publicanis* 59. *Julia de pecuniis mutuis* 49.

7. Diverses autres catégories de lois ont encore plus le caractère de lois de circonstance. Telles sont les *leges triumphales*; celles *de quaestionibus extraordinariis*; *de propagando, abrogando, constituendo imperio*; enfin les lois sur les traités de paix et d'alliance.

Chapitre II.

Législation de droit pénal.

§ 45.

Rudorff, §§ 30-39. — Padelletti, p. 281-288.

1. Lois de répétondes, *de pecuniis repetundis.* Loi *Calpurnia* 149. *Junia. Acilia Glabrionis. Servilia Glauciae* 104 ou 100. *Cornelia* (?) 83-80. *Julia* 59.

2. Lois contre la brigue, *leges ambitus* et *leges de sodalitiis. Pinaria* 432. *Poetelia* 358. *Cornelia Baebia*

181. *Cornelia Fulvia* 159. *Calpurnia* 67. *Tullia* 63. *Aufidia* 61. *Licinia* 55. *Pompeia* 52.

3. Lois de lèse-majesté, *leges majestatis*. Loi *Gabinia. Appuleia* 101? *Varia* 90. *Cornelia* 81. *Julia* (?) 46.

4. Lois contre la violence, *leges de vi*. Loi *Plautia* 89? *Lutatia* (?) 78. *Pompeia* (?) 52. *Julia* 46.

5. Lois contre les homicides, assassinats et empoisonnements, *leges de sicariis, veneficiis, paricidiis*. Loi *Cornelia Sullae* entre 83 et 80. Loi *Pompeia.*

Sanio, *Observationes ad legem Corneliam de sicariis*, 1817. — Zumpt, II, 2, 9-38.

6. Lois contre les désordres sexuels. Loi *Scantinia* ou *Scatinia de nefanda Venere*. Loi *Titia*.

Christ, dans Meerman VIII.

7. Loi contre la séquestration d'hommes libres, *de plagiariis*. Loi *Fabia*, aussi appelée *Favia* erronément.

8. Lois sur le péculat et le sacrilège. Loi *Cornelia? Julia* (*Caesaris*).

9. Lois sur le faux. Loi *Cornelia* (*Sullae*) *testamentaria, numaria*.

10. Loi contre les fausses accusations, *de calumniatoribus*. Loi *Remmia*, antérieure à Sylla.

L. 1 § 2 *Ad SCtum Turpillianum* XLVIII, 16.

Brencmann, dans Otto III.

11. Lois sur la composition des jurys. *Leges judiciariae. Semproniae* 133, 122. *Servilia Caepionis* 106. *Livia* 91. *Plautia* 89. *Crnelia* 82. *Aurelia* 70. *Vatinia* 59. *Pompeia* 55. *Juliae* 46. *Antonia* 44.

CHAPITRE III.

Législation de droit privé.

Rudorff, §§ 19-29. — Esmarch, §§ 88-92. — Demelius, *Legum quae ad jus civile spectant fragmenta*. Weimar, 1857.

§ 46. — *Droit des personnes. Tutelle des femmes et impubères ; curatelle et protection des pubères mineurs ; mariage ; esclavage.*

Loi *Atilia*, antérieure à 188.

Tite-Live XXXIX, 6. — Gaius I, 185 : Si cui nullus omnino tutor sit, ei datur in urbe Roma ex lege Atilia a praetore urbano et majore parte tribunorum plebis, qui Atilianus tutor vocatur. 195.—Ulpien XI, 18. Pr. *J. De Atiliano tutore* (1, 20).

Dirksen, *Das atilische Gesetz. Vermischte Schriften* I, 1.

Loi *Titia* 127 ? Loi *Julia*, Loi *Julia et Titia.*

Gaius *l. l.* :... In provinciis vero a praesidibus *provinciarum* (ex) lege Julia et Titia.

Marche, dans Fellenberg, *Jurisprudentia antiqua* II.

Loi *Plaetoria*, antérieure à 183 (192?), date de la première représentation du Pseudolus de Plaute.

Plaute, *Pseudolus* I, 3, 69 ; *Rudens* V, 3, 24.

.... Lex me perdit quinavicenaria :
Metuunt credere omnes.
— Eadem est mihi lex, metuo credere.

Ulpien, L. 7 § 1 *De exceptionibus* XLIV, 1. — Cicéron, *De natura Deorum* III, 30 ; *De Officiis* III, 15.

Hetzer, dans Fellenberg, *Jurisprudentia antiqua*. — Savigny, *Vermischte Schriften* II, 18; *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* X. — Esmarch, § 89. — Rudorff, § 40.

Loi *Canuleia*, plébiscite de 445.

Cicéron, *De republica* II, 37 : Plebiscito Canuleio abro-

gata est lex XII tabularum, ne conubia plebei et patribus essent. — Tite-Live IV, 1-6, 10-23.

Loi *Minicia*.

Ulpien V, 8, 9 : Lex Minicia ex alterutro peregrino natum deterioris parentis conditionem sequi jubet. — Gaius I, 78 : Quod autem diximus inter civem Romanum peregrinumque [*contracto matrimonio eum qui*] nascitur peregrinum esse, [*id lege Minicia cautum est, qua liberi jubentur deterioris*] parentis condicionem s[*equi*]... — Sed hoc maxime casu necessaria lex Minicia : nam remota ea lege matris condicionem sequeretur ; ex iis enim inter quos non est conubium, qui nascitur, jure gentium matris condicioni accedit.

Loi *Maenia de dote* 185.

Aulu-Gelle X, 23.

M. Voigt, *die Lex Maenia de dote*. Weimar, 1866. — Arndts, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VII (1867).

Loi *Manlia de vicesima manumissionum* 357.

§ 47. — *Droit des choses. Usucapion.*

Loi *Atinia*, plébiscite de date incertaine, entre 198 et 131?

Aulu-Gelle XVII, 7 : Legis veteris Atiniae verba sunt : quod subruptum (subreptum) erit, ejus rei aeterna auctoritas esto.

§ 2 *J. De usucapionibus* II, 6 ; L. 4 § 6 *De U. et U.* XLI, 3 ; L. 216 *De V. S.* L, 16.

F. de Retes, *Ad legem Atiniam*, dans Meerman, *Thesaurus* VI. —Dirksen, *Beitraege*.

Loi *Julia de vi privata* et *Plautia de vi* ou *de civitate sociorum*.

Gaius II, 45 : Rem vi possessam usucapi prohibet lex Julia et Plautia. — § 2 *J.* cit. — L. 33 § 2 au titre cité.

Loi *Mamilia.*

Cicéron, *De legibus* I, 21, 56 : Finium agrorum intra V pedes usucapionem prohibet.

Loi *Scribonia.*

Paul, L. 4 § 28 *De U. et U.* XLI, 3 : Eam usucapionem... sustulit quae servitutem constituebat.

§ 48. — *Obligations. Donations ; dommage causé à la propriété ; dettes et intérêts ; cautionnement.*

Loi *Cincia de donis et muneribus*, plébiscite de 203.

Tacite, *Annales* XI, 5; (XIII, 42; XV, 20) : Qua lege Cincia cavetur antiquitus, ne quis ob causam orandam pecuniam donumve accipiat. — Tite-Live XXXIV, 4. — *Fragments du Vatican* 304 : Lex Cincia supra certum modum donari prohibet — L. 21 § 1, L. 24 *De donationibus* XXXIX, 5. — Ulpien I, 1. — Paul V, 4, 6. — *Fragments du Vatican* 298-309 : Cognatorum quinque gradus excepti sunt et ex sexto una persona, sobrinus et sobrina. — Excipiuntur et ii, qui in potestate eorum vel manu mancipiove, item quorum in potestate manu mancipiove erunt. Excipiuntur et adfinium personae, et privignus, privigna, noverca, vitricus, socer, socrus, gener, nurus, vir et uxor, sponsus, sponsa. — Excipitur tutor, ut possit pupillo donare. — Lex Cincia excipit : si quis mulieri virginive cognatus dotem conferre volet. Item... si quis a servis quique pro servis servitutem servierunt accipit duit.... — Ulpien I, 1 : Si plus donatum sit, lex Cincia non rescindit.

Rudorff, *De lege Cincia*, Berlin, 1825. — Francke, *Civilistische Abhandlungen*. — Machelard, *Revue critique de législation*, 1878-79. — Esmarch, § 90.

Loi *Aquilia de damno* (*injuriae, injuria dato*) 181.

a. Gaius, L. 2 pr. *Ad legem Aquiliam* IX, 2 : Lege Aquilia capite primo cavetur : ut qui servum servamve alienum alienamve, quadrupedemve pecudem injuria occiderit, quanti

id in eo anno plurimi fuit, tantum aes dare domino damnas esto. — L. 21 pr. *eod.* — Tit. *J. De lege Aquilia* IV, 3. Gaius III, 210-214. — Cicéron, *Pro Tullio* 8-11, 41-42.

b. Gaius III, 215 : Capite secundo adversus adstipulatorem qui pecuniam in fraudem stipulatoris acceptam fecerit, quanti ea res est, tanti actio constituitur. 216. — § 12 *J. cit.* — L. 27 § 4 du titre cité.

c. L. 27 § 5 *eod.* : Tertio autem capite ait... : Ceterarum rerum praeter hominem et pecudem occisos, si quis alteri damnum faxit, quod usserit fregerit ruperit injuria, quanti ea res erit in diebus triginta proximis, tantum aes domino dare damnas esto. — § 13 *J. cit.* — Gaius III, 217, 218.

d. L. 2 § 1 cit. : Et infra deinde cavetur, ut adversus infitiantem in duplum actio esset. — Gaius IV, 79. — § 4 *J. De noxalibus actionibus* IV, 8.

C. Sell, *Ueber die lex de rupitiis sarciendis der XII Tafeln und ihre Aufhebung durch die lex Aquilia.* Bonn, 1877.

Leges foenebres et de aere alieno (v. aussi *supra* § 44) :

Loi *Duellia Maenia* 357, *de unciario foenore.*

Tite-Live VII, 16.

Loi *Marcia.*

Gaius IV, 23 : Lex Marcia adversus faeneratores ut si usuras exegissent, de his reddendis per manus injectionem cum eis ageretur.

Loi *Genucia* 342.

Tite-Live VII, 42.

Loi *Poetelia* 313.

Varron, *De l. l.* VII, 5, 105 : Hoc C. Poetelio auctore, Sillo (*Visolo*) dictatore... sublatum, ne fieret, et omnis, qui bonam copiam jurarunt, ne essent nexi, dissoluti. — Tite-Live VIII, 28 :... Pecuniae creditae bona debitoris, non

corpus obnoxium esset. Ita nexi soluti, cautumque in posterum, ne necterentur. — Cicéron, *De republica* II, 34 : Omnia nexa civium liberata.

Loi *Silia*, § 41. Loi *Cornelia Pompeia unciaria* 88.

Leges de sponsu :

Appuleia 390?

Gaius III, 122 : Praeterea inter sponsores et fidepromissores lex Appuleia quandam societatem introduxit : nam si quis horum plus sua portione solverit, de eo quod amplius dederit, adversus ceteros actiones constituit, quae lex ante legem Furiam lata est... Ad fidejussores autem lex Appuleia non pertinet. — Tite-Live V, 32.

Loi *Publilia* 384 ?

Gaius IV, 22, *Infra* § 69.

Loi *Furia* 345?

Gaius III, 121 : Idem sponsor et fidepromissor lege Furia biennio liberantur... IV. 22. *Infra* § 69. — L. 29 § 6 *Mandati* XVII, 1. L. 37 *De fidejussoribus* XLVI, 1.

Loi *Vallia.*

Gaius IV, 25. *Infra*, § 69.

Loi *Cicereia.*

Gaius III, 123 : Praeterea lege Cicereia cautum est, ut is qui sponsores aut fidepromissores accipiat, praedicat palam et declaret, et de qua re satis accipiat et quot sponsores aut fidepromissores in eam obligationem accepturus sit ; et nisi praedixerit, permittitur sponsoribus et fidepromissoribus intra diem XXX praejudicium postulare, quo quaeratur an ex ea lege praedictum sit ; et si judicatum fuerit praedictum non esse, liberantur.

Loi *Cornelia.*

Gaius III, 124 : Sed beneficium legis Corneliae omnibus commune est, qua lege idem pro eodem apud eundem eodem anno vetatur in ampliorem summam obligari cre-

ditae pecuniae quam in viginti millia; et quamvis sponsores vel fidepromissores in ampliorem pecuniam, velut si sestertium centum milium [se obligaverint, tamen dumtaxat viginti tenebuntur].

§ 49. — *Lois relatives à l'hérédité et aux legs.*

Loi *Furia* (*testamentaria*) 185 ?

Varron, *De vita populi romani*, 3 :... Ne quis legaret causave mortis donaret supra asses mille. — Le même, *De l. l.* IX, 83.

Ulpien I, 2 : Lex Furia... plus quam mille assium legatum mortisve causa prohibet capere praeter exceptas personas, et adversus eum, qui plus ceperit, quadrupli poenam constituit. — Gaius II, 225. — Pr. *J. De lege Falcidia* II, 22. — Ulpien XXVIII, 7. — *Fragments du Vatican*, 301. — Gaius IV, 23 (*Infra* § 69) : Lex (*Furia*) testamentaria adversus eum qui legatorum nomine mortisve causa plus mille assibus cepisset, cum ea lege non esset exceptus, ut ei plus capere liceret...

Loi *Voconia*. Plébiscite *rogé* et *perféré* par le tribun de la plèbe Q. Voconius Saxa en 169, chaudement appuyé par Caton l'Ancien. Caractère somptuaire et réformateur.

Aulu-Gelle XX, 1 ; XVII, 6.

a. Gaius II, 274 : Mulier quae ab eo qui centum milia aeris census est, per legem Voconiam heres institui non potest, tamen fideicommisso relictam sibi hereditatem capere potest. — Cicéron, *Verrines* II, 1, 41, 42, 43; *De republica* III, 10.

Pseudo-Quintilien, *Déclamations* 264 :... Ne liceat mulieri nisi dimidiam partem bonorum dare.

b. Gaius II, 226 : Ideo postea lata est lex Voconia, qua cautum est, ne cui plus legatorum nomine mortisve causa capere liceret quam heredes caperent... — Cicéron, *De legibus* II, 19, 20. *Verrines*, chapitre 43 cité.

c. Pline, *Panégyrique de Trajan*, 42 : Locupletabant et fiscum et aerarium... Voconiae et Juliae leges...

Perizonius, *Dissertationum trias*, II. Deventer, 1679. — Kind, *De lege Voconia*. Leipzig, 1820. — Bachofen, *Ausgewaehlte Lehren. Die Lex Voconia*, 1843. — Giraud, *Du vrai caractère de la loi Voconia*. Paris, 1841. — Vangerow, *Die Lex Voconia*. Heidelberg, 1863.

Loi *Cornelia* (de Sylla? 80?).

L. 22 pr. *De captivis* XLIX, 15.

LIVRE TROISIÈME.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SECTION I. — LES RÈGLES DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

§ 50. — *En général.*

Puchta, 73, 83-85. — Danz, § 46. — Voigt, *Das jus naturale, aequum et bonum und das jus gentium der Roemer*. Leipzig, 1856-1871.

Gaius I, 1. *Supra* § 34, 5. — Quod... naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes populos peraeque custoditur vocaturque jus gentium, quasi quo jure omnes gentes utuntur. Populus itaque Romanus partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utitur. — Isidore, *Origines* V, 4.

Cicéron, *Topiques* 5 :... Ut si quis jus civile dicat id esse, quod in LEGIBUS, SENATUS CONSULTIS, REBUS JUDICATIS, JURIS PERITORUM AUCTORITATE, EDICTIS MAGISTRATUUM, MORE, AEQUITATE consistat.

La coutume, § 13. L'autorité des précédents judiciaires.

Gaius I, 2 : Constant autem jura populi Romani ex legibus, plebiscitis, senatus consultis,... edictis eorum qui jus edicendi habent,.. responsis prudentium.

L'équité.

Ad Herennium III, 2 : Justitia est aequitas, jus unicuique pro dignitate cujusque. — Cicéron, *Pro Murena* 12 : In omni denique jure civili aequitatem reliquerunt, verba ipsa tenuerunt.

Esmarch, § 67, 69, 72. — Bluntschli, *Recht und Billigkeit* (1873), *Gesammelte Kleine Schriften*, I, p. 56-62.

Les lois, *supra* §§ 35-49.

Chapitre I.

Les Sénatusconsultes.

§ 51.

Maynz, 118-119. — Zimmern, § 22. — Puchta, 75. — Rudorff, § 45. — Deurer, § 64. — Puchta, *Rhein. Museum* III, et *Kleine Schriften*.

Pomponius, L. 2 § 9 *De O. J.* I, 2 : Deinde, quia difficile plebs convenire coepit, populus certe multo difficilius in tanta turba hominum, necessitas ipsa curam rei publicae ad senatum deduxit. Ita coepit senatus se interponere, et quidquid constituisset observabatur; idque jus appellabatur senatusconsultum.

Sénatusconsulte punissant de servitude celui qui s'est fait vendre *pretii participandi causa* ?

Pomponius, L. 3 *Quibus ad libertatem* XL, 13 : Eis, qui se passi sint venire, ad libertatem proclamandi licentiam denegari. Quaero an et ad eos, qui ex mulieribus, quae se passae sint venire, nascantur, ita (*ista?*) senatusconsulta pertinent ?.. L. 1 § 1, même titre. — Paul, L. 23 pr. *De liberali causa* XL, 12 : Si usum fructum tibi vendidero liberi hominis (*pretium participantis*) et cessero, servum effici eum dicebat Quintus Mucius...

Sénatusconsulte autorisant le legs d'usufruit *omnium bonorum?*

Ulpien XXIV, 27 : Senatusconsulto cantum est, ut etiam si earum rerum, quae in abusu continentur, ut puta vini, olei, tritici ususfructus legatus sit, legatario res tradantur, cautionibus interpositis de restituendis eis, cum ususfructus ad legatarium pertinere desierit. — Cicéron, *Pro Caecina* IV, 11 : Moritur Fulcinius :... testamento facit heredem quem habebat a Caesennia filium : usum et fructum omnium bonorum suorum Caesenniae legat, ut frueretur una cum filio. *Topiques* III, 17 :... Mulier, cui vir bonorum suorum usum fructum legavit...

Gaius I, 4 : Senatusconsultum est quod senatus jubet atque constituit, idque legis vicem optinet, quamvis fuerit quaesitum. — Ulpien, L. 9 *De legibus et SC*tis I, 3 : Non ambigitur, senatum jus facere posse.

Sénatusconsulte *de Bacchanalibus* 186.

Sénatusconsulte de 161 contre les philosophes et les rhéteurs.

Suétone, *De claris rhetoribus* : Vetus senatus consultum... subjiciam : C. Fannio Strabone, M. Valerio Messala Coss. M. Pomponius praetor senatum consuluit. Quod verba facta sunt de philosophis et de rhetoribus, de ea re ita censuerunt : « Ut M. Pomponius praetor animadverteret curaretque, uti ei e republica fideque sua videretur, ut Romae ne essent. »

CHAPITRE II.

Les Édits des Magistrats.

Esmarch, §§ 75-77. 82-87, 95. — Padelletti, p. 247-255 — Maynz, 120-133. — Zimmern, §§ 37-41. — Puchta, 79-85. — Rudorff, 60-61. — Danz, § 43-44. — Deurer, § 65. — Kuntze, 190-192. — Willems, p. 271-273. — Mommsen, I, p. 196-200. II, p. 212. — Anciens traités de Borelli (Venise, 1620), Heineccius, Wieling, Bouchaud. — De Weyhe,

Libri III Edicti. Celle, 1821. — Schrader, *Civil. Abhandlungen*. Weimar, 1815. — Voir § 131.

§ 52. — *En général*. Jus edicendi. Jus honorarium.

Edicta urbana ou *urbica*, *provincialia*. Le droit honoraire et le *jus gentium*. Les Édits provinciaux et les droits nationaux et locaux.

Pomponius, L. 2 § 10 *De O. J.* I, 2 : Eodem tempore et magistratus jura reddebant vel ut scirent cives, quod jus de quaque re quisque dicturus esset, seque praemunirent, edicta proponebant, quae edicta praetorum jus honorarium constituerunt : honorarium dicitur, quod ab honore praetoris venerat. — Papinien, L. 7 § 1 *De J. et J.* I, 1 : Jus praetorium est quod praetores introduxerunt *adjuvandi*, vel *supplendi*, vel *corrigendi* juris civilis gratia, propter utilitatem publicam, quod et honorarium dicitur... — Marcien, L. 8 *eod.* : Nam et ipsum jus honorarium viva vox est juris civilis. — Gaius I, 6 : Jus autem edicendi habent magistratus populi Romani, sed amplissimum jus est in edictis duorum praetorum, urbani et peregrini, quorum in provinciis jurisdictionem praesides earum habent ; item in edictis aedilium curulium, quorum jurisdictionem in provinciis populi Romani quaestores habent. — Cicéron, *Ad Atticum* VI, 1, 15 : Ego tamen habeo ἰσοδυναμοῦσαν, sed tectiorem, ex Q. Mucii P. F. edicto Asiatico... : multaque sum secutus Scaevolae : in iis illud, in quo sibi libertatem censent Graeci datam, ut Graeci inter se disceptent suis legibus. Breve autem edictum est propter hanc meam διαίρεσιν, quod duobus generibus edicendum putavi : quorum unum est provinciale, in quo est de rationibus civitatum, de aere alieno, de usura, de syngraphis : in eodem omnia de publicanis ; alterum, quod sine edicto satis commode transigi non potest, de hereditatum possessionibus, de bonis possidendis,.. vendendis : quae ex edicto et postulari et fieri solent. Tertium, de reliquo jure dicundo, ἄγραφον reliqui.

Dixi me de eo genere mea decreta ad edicta urbana accommodaturum; itaque curo et satisfacio adhuc omnibus. Graeci vero exsultant, quod peregrinis judicibus utuntur.

Édit des censeurs de l'an 92.

Suétone, *De claris rhetoribus*: Cn. Domitius Aenobarbus, L. Licinius Crassus, censores, ita edixerunt: Renuntiatum est nobis, esse homines, qui novum genus disciplinae instituerunt, ad quos juventus in ludum conveniat; eos sibi nomen imposuisse « *Latinos rhetores* », ibi homines adulescentulos dies totos desidere. Majores nostri, quae liberos suos discere et quos in ludos itare vellent, instituerunt. Haec nova, quae praeter consuetudinem ac morem majorum fiunt, neque placent neque recta videntur. Quapropter et iis, qui eos ludos habent, et iis, qui eo venire consuerunt, videtur faciundum, ut ostenderemus nostram sententiam, nobis non placere.

§ 53. — *Le droit prétorien.*

Holtius, *De jure praetorio tum apud Romanos tum apud Anglos*, 1821. — Lenel, *Beiträge zur Kunde des praetorischen Edicts*. Stuttgart, 1878. — Bruns, *Fontes*, p. 147-166.

L'Édit du préteur urbain. L'Édit du préteur pérégrin. *Album praetoris*, *rubricae*. *Edictum perpetuum*, *tralatitium*. *Edicta repentina*. Loi *Cornelia* § 40. *Nova edicta*, *novae clausulae*: *edictum Carbonianum*, *edictum successorium*, *Unde liberi*, *Unde vir et uxor*, *formula Octaviana*, etc.

Cicéron, *De inventione* II, 22 : Jura sunt quaedam ipsa certa propter vetustatem, quo in genere et alia sunt multa, et eorum multo maxima pars, quae praetores edicere consuerunt. *De legibus* I, 5 : Non ergo a praetoris edicto, ut plerique nunc, neque a XII tabulis, ut superiores, sed penitus ex intima philosophia hauriendam juris disciplinam putas. *Verr.* II, 1, 43 : Qui plurimum tribuunt edicto, prae-

toris edictum legem annuam dicunt esse. 44 : Posteaquam jus praetorium constitutum est. — Pseudo Asconius : « Postquam jus praetorium constitit » dixit, quasi diceret : post conditam Urbem Romam, aut post hominum memoriam, ex quo est jus praetorium. — Asconius, *in Cornelianam* 58 : Aliam deinde legem Cornelius, etsi nemo repugnare ausus est, multis tamen invitis tulit : ut praetores ex edictis suis perpetuis jus dicerent ; quae res cunctam gratiam ambitiosis praetoribus, qui varie jus dicere solebant, sustulit. — Dion Cassius XXXVI, 23.

Commentaires ou interprétations de Servius, Ofilius, Labéon, M. Sabinus, S. Pedius, Fabius Méla, §§ 56, 133.

§ 54. — *L'Édit des Édiles.*

§ 7 *J. De jure naturali* I, 2 : Proponebant et aediles curules edictum de quibusdam causis, quod edictum juris honorarii portio est. — Cicéron, *De officiis* III, 17 : Sed etiam in mancipiorum venditione fraus venditoris omnis excluditur. Qui enim scire debuit de sanitate, de fuga, de furtis, praestat edicto aedilium. — Titre du Digeste XXI, 1 *De aedilitio edicto et redhibitione et quanti minoris*, et du Code IV, 58 : *De aedilitiis actionibus*. — Aulu-Gelle IV, 2. — § 1 *J. Si quadrupes* IV, 9 : Ceterum sciendum est, aedilitio edicto prohiberi nos canem, verrem, aprum, ursum, leonem ibi habere, qua vulgo iter fit.

Bruns, p. 167-168.

Chapitre III.

La Science et la Pratique du Droit.

Esmarch, §§ 69-73. — Jhering, § 47. — Maynz, 134-140. — Zimmern, I, §§ 53-56, 61, 71-78. — Puchta, 76-78. — Deurer, §§ 66-68. — Rudorff, §§ 62-65. — Danz, § 49. — Padelletti, p. 70-77, 257-265. — Kuntze, 193-197. — Holtius, *De auctoritate JCtorum Romanorum*,

Louvain, 1822. — Sanio, *Zur Geschichte der roemischen Rechtswissenschaft*. Königsberg, 1858. — On lira avec intérêt les *Études sur le barreau romain* de M. Grellet-Dumazeau. 2e éd., Paris, 1858.

§ 55. — *En général.*

1. Les Pontifes. *Supra* § 8, § 12, § 30.—Secret et monopole?

L'enfance de l'art. L'émancipation.

Urbana militia : respondere, agere, cavere, scribere.

Pomponius, L. 2 § 5 *De O. J.* I, 2 : His legibus (XII tabularum) latis coepit (ut naturaliter evenire solet ut interpretatio desideraret prudentiam auctoritatem) necessariam esse disputationem fori. Haec disputatio et hoc jus, quod sine scripto venit compositum a prudentibus, propria parte aliqua non appellatur, ut ceterae partes juris suis nominibus designantur, datis propriis nominibus ceteris partibus, sed communi nomine appellatur Jus civile. § 6. Deinde ex his legibus eodem tempore fere actiones compositae sunt, quibus inter se homines disceptarent... Et ita eodem paene tempore tria haec jura nata sunt : [lataque?] lege XII tabularum ex his fluere coepit jus civile, ex isdem legis actiones compositae sunt. Omnium tamen harum et interpretandi scientia et actiones apud collegium pontificum erant..... Postea cum Appius Claudius proposuisset et ad formam redegisset has actiones, Gnaeus Flavius scriba ejus libertini filius subreptum librum populo tradidit, et adeo gratum fuit id munus populo ut tribunus plebis fieret et senator et aedilis curulis.

Cicéron, *Pro Murena* 9. *De officiis* II, 19. *De oratore* I, 48, 45 : Senectuti vero celebrandae et ornandae quod honestius potest esse perfugium, quam juris interpretatio?.. Est enim domus juris consulti totius oraculum civitatis.. *De legibus* I, 4 : Ego memini, summos fuisse in civitate nostra viros, qui id (jus civile) interpretari populo et responsitare soliti sunt.

2. Enseignement du droit. *Auditores, discipuli.*

Pomponius, L 2 § 35 *De O. J.* 1, 2 : Ex omnibus qui scientiam nacti sunt, ante Tiberium Coruncanium publice professum neminem traditur : ceteri autem ad hunc vel in latenti jus civile retinere cogitabant, solumque consultatoribus vacare, potius quam discere volentibus se praestabant. — Cicéron, *Orator* 41 : Jus civile docere semper pulchrum fuit hominumque clarissimorum discipulis floruerunt domus.

3. La littérature juridique, § 56.

Jus flavianum, jus aelianum, Tripertita, Manilianae actiones s. leges, Hostilianae actiones.

§ 56. — *Les principaux Jurisconsultes et écrivains juridiques.* Veteres, superiores.

Zimmern, §§ 72-81. — Deurer, § 68. — Rudorff, §§ 64, 65. — J. C. Franck, *Vitae tripertitae jureconsultorum veterum a* B. Rutilio (1536), J. Bertrando (1617) *et* W. Grotio (1690) *conscriptae*. Halle, 1718. — G. Mayans, *Ad XXX jurisconsultorum omnia fragmenta, quae extant in juris civilis corpore, commentarii.* Genève, 1764. — C. L. Neuber, *Die juristischen Classiker.* Berlin, 1806. — Huschke, ouvrage cité au § 99. — Sanio, *Varroniana.* Leipzig, 1866. (Excellente étude sur le fragment de Pomponius.)

Pomponius, L. 2 § 35. *De O. J.* I, 2 : Juris civilis scientiam plurimi et maximi viri professi sunt. Sed qui maximae dignationis apud populum Romanum fuerunt, eorum in praesentia mentio habenda est, ut appareat, a quibus et qualibus haec jura orta et tradita sunt... § 36. Fuit autem in primis peritus P. Papirius, qui leges regias in unum contulit. Ab hoc Appius Claudius unus ex decemviris, cujus maximum consilium in duodecim tabulis scribendis fuit. Post hunc Appius Claudius ejusdem generis maximam scientiam habuit. Hic Centimanus appellatus est ; Appiam viam stravit, et aquam Claudiam induxit, et de Pyrrho in

urbe non recipiendo sententiam tulit. Hunc etiam actiones (*del.*) scripsisse traditum est primum de usurpationibus, qui liber non exstat. Idem Appius Claudius, qui videtur ab hoc processisse, R litteram invenit, ut pro Valesiis Valerii essent, et pro Fusiis Furii. § 37. Fuit post eos maximae scientiae Sempronius, quem populus Romanus σοφὸν appellavit : nec quisquam ante hunc aut post hunc hoc nomine cognominatus est. G. Scipio Nasica, qui optimus a senatu appellatus est, cui etiam publice domus in sacra via data est, quo facilius consuli posset. Deinde Quintus Mucius (Q. Maximus?) : qui ad Carthaginienses missus legatus, cum essent duae tesserae positae, una pacis, altera belli, arbitrio sibi dato, utram vellet referre Romam, utramque sustulit, et ait Carthaginienses petere debere, utram mallent accipere. § 38. Post hos fuit Tiberius Coruncanius, ut dixi, qui primus profiteri coepit : cujus scriptum nullum exstat, sed responsa complura et memorabilia ejus fuerunt. Deinde Sextus Aelius, et frater ejus P. Aelius, et P. Atilius maximam scientiam in profitendo habuerunt : ut duo Aelii etiam consules fuerint, Atilius autem primus a populo sapiens appellatus est. S. Aelium etiam Ennius laudavit, et exstat illius liber, qui inscribitur Tripertita : qui liber veluti cunabula juris continet. Tripertita autem dicitur, quoniam lege XII tabularum praeposita jungitur interpretatio, deinde subtexitur legis actio. Ejusdem esse tres alii libri referuntur, quos tamen quidam negant ejusdem esse. Hos sectatus ad aliquid est Cato. Deinde Marcus Cato, princeps Porciae familiae, cujus et libri exstant; sed plurimi filii ejus, ex quibus ceteri oriuntur. § 39. Post hos fuerunt P. Mucius, et Brutus, et Manilius, qui fundaverunt jus civile. Ex his P. Mucius etiam decem libellos reliquit, Brutus tres, Manilius septem; et exstant volumina scripta, Manilii monumenta. Illi duo consulares fuerunt, Brutus praetorius, Publius autem Mucius etiam pontifex maximus. § 40. Ab his profecti sunt Publius Rutilius Rufus, qui Romae consul et Asiae proconsul fuit, Paulus (Aulus?) Verginius, et Quintus Tubero, ille stoïcus, Pansae (Panaetii?)

auditor, qui et ipse consul. Etiam Sextus Pompeius, Gnaie Pompeii patruus, fuit eodem tempore : et Coelius Antipater qui historias conscripsit, sed plus eloquentiae quam scientiae, juris operam dedit : etiam Lucius Crassus, frater Publii Mucii, qui Mucianus dictus est; hunc Cicero ait jurisconsultorum disertissimum. § 41. Post hos Quintus Mucius Publii filius, pontifex maximus, jus civile primus constituit generatim in libros decem et octo redigendo. § 42. Mucii auditores fuerunt complures; sed praecipuae auctoritatis Aquilius Gallus, Balbus Lucilius, Sextus Papirius, Gaius Juventius. Ex quibus Gallum maximae auctoritatis apud populum fuisse Servius dicit. Omnes tamen hi a Servio Sulpicio nominantur; alioquin per se eorum scripta non talia exstant, ut ea omnes adpetant. Denique nec versantur omnino scripta eorum inter manus hominum : sed Servius libros suos complevit, per cujus scripturam ipsorum quoque memoria habetur. § 43: Servius autem Sulpicius, cum in causis orandis primum locum, ant pro certo post Marcum Tullium obtineret, traditur ad consulendum Q. Mucium de re amici sui pervenisse, cumque eum sibi respondisse de jure Servius parum intellexisset, iterum Quintum interrogasse, et a Q. Mucio responsum esse, nec tamen percepisse, et ita objurgatum esse a Q. Mucio; namque eum dixisse, turpe esse patricio et nobili, et causas oranti, jus in quo versaretur ignorare. Ea velut contumelia Servius tactus operam dedit juri civili, et plurimum eos, de quibus locuti sumus, audiit : institutus a Balbo Lucilio, instructus autem maxime a Gallo Aquilio, qui fuit Cercinae; itaque libri complures ejus exstant Cercinae confecti. Hic cum in legatione perisset, statuam ei populus Romanus pro rostris posuit, et hodieque exstat pro rostris Augusti. Hujus volumina complura exstant; reliquit autem prope centum et octoginta libros. § 44. Ab hoc plurimi profecerunt, fere tamen hi libros conscripserunt : Alfenus Varus, Aulus Ofilius, Titus Caesius, Aufidius Tucca, Aufidius Namusa, Flavius Priscus, Gaius Ateius, Pacuvius Labeo Labeonis Antistii pater, (Gaius?) Cinna, Publicius (Publius?) Gellius. Ex his decem

libros octo conscripserunt, quorum omnes qui fuerunt libri digesti sunt ab Aufidio Namusa in centum quadraginta libros. Ex his auditoribus plurimum auctoritatis habuit Alfenus Varus et Aulus Ofilius, ex quibus Varus et consul fuit, Ofilius in equestri ordine perseveravit. Is fuit Caesari familiarissimus et libros de jure civili plurimos et qui omnem partem operis fundarent reliquit. Nam de legibus vicensimae primus conscripsit (*Haloandre*): de jurisdictione idem edictum praetoris primus diligenter composuit, nam ante eum Servius duos libros ad Brutum perquam brevissimos ad edictum subscriptos reliquit. § 45. Fuit eodem tempore et Trebatius, qui idem Cornelii Maximi auditor fuit: Aulus Cascellius, Quinti Mucii auditoris Volcatii (*Mommsen*) auditor, denique in illius honorem testamento Publium Mucium nepotem ejus reliquit heredem. Fuit autem quaestorius nec ultra proficere voluit, cum illi etiam Augustus consulatum offerret. Ex his Trebatius peritior Cascellio, Cascellius Trebatio eloquentior fuisse dicitur, Ofilius utroque doctior. Cascellii scripta non exstant, nisi unus liber bene dictorum, Trebatii complures, sed minus frequentantur. § 46. Post hos quoque Tubero fuit, qui Ofilio operam dedit: fuit autem patricius (patronus? *Mommsen*) et transiit a causis agendis ad jus civile, maxime postquam Quintum Ligarium accusavit nec obtinuit apud Gaium Caesarem. Is est Quintus Ligarius, qui cum Africae oram teneret, infirmum Tuberonem applicare non permisit nec aquam haurire, quo nomine eum accusavit et Cicero defendit: exstat ejus oratio satis pulcherrima, quae inscribitur pro Quinto Ligario. Tubero doctissimus quidem habitus est juris publici et privati et complures utriusque operis libros reliquit: sermone tamen (*Mommsen*) antiquo usus affectavit scribere et ideo parum libri ejus grati habentur.

(Publius? Sextus? Caius? Manius?) Papirius. *Jus civile papirianum*. V. *infra* § 98.

Pomponius, L. 2 § 2 *De O. J.* 1, 2 :... Quae (leges regum)

omnes conscriptae exstant in libro Sexti Papirii, qui fuit illis temporibus, quibus Superbus Demarati Corinthii filius, ex principalibus viris. Is liber, ut diximus, appellatur jus civile Papirianum, non quia Papirius de suo quicquam ibi adjecit, sed quod leges sine ordine latas in unum composuit.

Appius Claudius Caecus Centimanus, censeur 312, consul 307, 296, est considéré à tort ou à droit comme le véritable auteur des ouvrages (*jus civile flavianum*, Actions, Calendrier,) attribués à son secrétaire Cn. Flavius.

Pomponius, au titre cité, L. 2 § 7 :.. Hic liber, qui actiones continet, appellatur jus civile flavianum, sicut ille jus civile papirianum : nam nec Gnaeus Flavius de suo quicquid adjecit libro.

Tiberius Coruncanius, consul 280, premier grand-pontife plébéien 254, mort vers 245.

Cicéron, *De legibus* II, 21. *De Oratore* II, 15. *Brutus*, 14. *Pro domo* 54.

Civilistisches Magazin V (Schrader). — Ancienne dissertation de L. A. Würffel. Halle, 1740.

Q. Fabius, ambassadeur à Carthage 200. *Libri juris pontificii?*

Sextus Aelius Paetus Catus, édile 200, consul 198, censeur 194. *Jus aelianum*, *Tripertita*. Deux ouvrages différents ou un seul et même ouvrage? — *Commentarii juris civilis*.

Cicéron, *De oratore* III, 33: Egregie cordatus homo Catus Aelius Sextus. *De republica* I, 18. *Ad diversos* VII, 22. — Pomponius, loi citée : Augescente civitate quia deerant quaedam genera agendi, non post multum temporis spatium

Sextus Aelius alias actiones composuit et librum populo dedit, qui appellatur jus Aelianum.

M. Voigt, *Ueber das Aelius-und Sabinus-System*. Leipzig, 1875.

P. Atilius (ou L. Acilius?), dit le Sage, *sapiens*.

P. Cornelius Scipio Nasica, préteur 194, consul 191. *Vir optimus* (Tite-Live XXIX, 14).

M. Porcius Cato Censorius, dit le Sage, *sapiens*, 234-149, préteur 204, consul 195, censeur 184. *Commentarii juris civilis*.

Cicéron, *De Oratore* II, 33 : Video enim in Catonis et Bruti libris nominatim fere referri, quid alicui de jure viro aut mulieri responderent... *Orator* I, 37. *Brutus* 17.

M. Porcius Cato Licinianus † 153. (*Regula Catoniana?*) — *De juris disciplina libri*.

Aulu-Gelle XIII, 19.

Sur les deux Catons : Mayans I. — Brillenburg, *De jurisprudentia M. P. Catonis Cens. ejusque filii*. Leyde, 1826.

(Numerius? Servius?) Fabius Pictor. *Libri juris pontificii?*

M. Junius Brutus. *De jure civili libri III*.

Cicéron, *De oratore* II, 35.

Mayans I.

M. Manilius, consul 149. — *Actiones* ou *Venalium vendendorum leges*.

Mayans I.

Publius Mucius Scaevola, né au plus tard en l'an 176, mort vers l'an 114, préteur 136, consul 133, *Pontifex Maximus* 131.

Cicéron, *De oratore* I, 48.

Sur lui et sur les autres Scévola : Bauduin, *Jurisprudentia muciana*, dans la *Jurisprudentia Romana et Attica* d'Heineccius. — D'Arnaud, *Vitae Scaevolarum*. Utrecht, 1767. Mayans I. — Schneider, *Die drei Scaevola des Cicero*. Munich, 1879.

Q. Cosconius. *Actionum.*

P. Licinius Crassus Mucianus Dives, consul 132.

Aulu-Gelle I, 13 : Is Crassus... traditur habuisse quinque rerum bonarum maxima et praecipua : quod esset ditissimus, quod nobilissimus, quod eloquentissimus, quod jurisconsultissimus, quod Pontifex Maximus.

Mayans I.

C. Sempronius Tuditanus, consul 129. *Magistratuum libri* (au moins XIII).

Q. Mucius Scaevola Augur, né vers 161, mort vers 88? Consul en 117, maître de Cicéron en l'an 89.

Cicéron, *Brutus* 26. *Pro Balbo* 20.

Mayans I. — D'Arnaud. — Schneider.

M. Junius Gracchanus. *Commentarii.*

Mercklin, *De Junio Gracchano.* Dorpat, 1841. — Hertz, *De Junio Gracchano.* Berlin, 1842.

P. Rutilius Rufus, né vers 158, consul 105, mort en exil vers l'an 75. Préteur, il créa la *Rutiliana constitutio*, les formules rutiliennes, etc.

Cicéron, *Brutus* 29, 30. *De officiis* II, 13.

Loisel dans Meerman I. — Mayans II. — Huschke, *Zeitschrift für Civil-Recht, N. F.*, XIV. — Van Randwyck, *Specimen...* Groningue, 1826. — Schneider, *Die drei Scaevola*, p. 25-34.

Q. Mucius Scaevola, *Publii filius*, né vers l'an 140, édile 104, consul 95, proconsul d'Asie 94, *pontifex maximus*, assassiné 82.

Juris civilis libri XVIII : première œuvre systématique de droit civil. *Liber singularis* Ὅρων (*Definitionum*). — Annoté, c'est-à-dire rectifié par Servius Sulpicius, Laelius Félix, Gaius, Pomponius. *Jusjurandum mucianum, cautio muciana.*

Cicéron, *De oratore* I, 39. — Pseudo-Acron sur Horace, *Épîtres* II, 2. — Aulu-Gelle VII, 15.

Mayans I. — D'Arnaud. — Van Randwyck. — Bauduin. — Schneider.

FURIUS (A. FURIUS ANTIAS?).

Macrobe III, 9.

On range parmi les disciples de Q. Mucius SEXTUS PAPIRIUS, C. JUVENTIUS, L. LUCILIUS BALBUS, maître de Servius Sulpicius, et surtout P. AQUILIUS GALLUS, préteur 66, créateur de la formule de dol, de la stipulation aquilienne, des postumes aquiliens.

Cicéron. *De off.* III, 14. *De Nat. Deor.* III, 30.

Mayans II. — Heineccius, *Oratio de Aquillio Gallo.* Francfort, 1731.

L. CINCIUS. *De fastis; De comitiis; De consulum potestate; De officio jurisconsulti; De re militari; De verbis priscis.*

M. Herz, *Commentatio de L. Cinciis*, jointe à la dissertation sur Junius Gracchanus.

L. JULIUS CAESAR, consul en 64. *Auspiciorum.*

M. VALERIUS MESSALLA CORVINUS. *De auspiciis.*

L. CORNELIUS BALBUS. Ἐξηγητικῶν.

VERANIUS. *Auspiciorum, Quaestionum pontificalium.*

GRANIUS FLACCUS LICINIANUS. *De indigitamentis, De Jure Papiriano.*

L. AELIUS STILO PRAECONINUS, commentateur des Douze Tables.

SERVIUS SULPICIUS RUFUS, disciple de L. Lucilius Balbus, stagiaire chez Aquilius Gallus, préteur présidant la question de péculat, consul en 51, mort en 43. Ami de Cicéron, ses contemporains le tenaient pour le premier jurisconsulte de son temps, *in secunda arte primus, princeps in jure civili.* Servius a beaucoup écrit.

Près de 180 livres sur l'Édit, sur les Douze Tables, *de dotibus, de sacris detestandis, Reprehensa Mucii Scaevolae capita* (Exemple : L. 30 *Pro socio* XVII, 2).

Cicéron, *pro Murena* 9 : (Servius) jus civile didicit, multum vigilavit, laboravit, praesto multis fuit; multorum stultitiam perpessus est, arrogantiam pertulit, difficultatem exsorbuit; vixit ad aliorum arbitrium, non ad suum. — *Brutus* 41, 42. — Aulu-Gelle II, 10. VI, 12.

Otto, *De vita Servii Sulpicii*, Utrecht, 1737, et dans le *Thesaurus* V. — R. Schneider, *Quaestiones de Servio Sulpicio*. Leipzig, 1834.

On peut ranger encore parmi les jurisconsultes Cicéron, tant pour ses connaissances juridiques que pour ses livres *De Legibus* et pour son ouvrage perdu *De jure civili in artem redigendo*.

Dirksen, *Ueber Ciceros untergegangene Schrift De j. c. i. a. r.*, Berlin, 1842. *Hinterlassene Schriften*. Leipzig, 1871.

Les disciples de Servius appartiennent plutôt à la période suivante. Cependant on peut les mentionner ici.

Aulus Ofilius, ami et confident de César. *Libri XX de legibus, Libri juris partiti, De actionibus, De jurisdictione. Supra* § 39, *infra* § 131.

Alfenus Varus, surnommé Catus.

Digestorum L. XL, *infra* § 132. *Conjectanea*, recueil de miscellanées? 54 fragments d'Alfénus sont insérés dans les Pandectes, *infra* § 187.

Horace le montre savetier à Crémone, fermant boutique et jetant l'alêne aux orties pour venir à Rome se faire disciple de Servius.

Satires I, 3 :

... Alfenus vafer, omni
Abjecto instrumento artis, clausaque taberna,
Sutor erat.

Aulu-Gelle VII, 5.

AUFIDIUS NAMUSA, aussi disciple de Servius, a réuni les écrits de plusieurs de ses condisciples en un grand recueil de 140 livres sous le titre de *Servii auditores*, ou plus probablement de *Servii auditorum de jure civili libri*.

C. TREBATIUS TESTA, traité en ami par Cicéron qui le recommanda à César, lui a dédié ses Topiques et lui a écrit plusieurs lettres. Horace l'a pris pour interlocuteur, *Satires* II, 1. — *De jure civili*, *De religionibus*.

Gundling, *C. Trebatius Testa*. Francfort, 1736.

AULUS CASCELLIUS, disciple de Q. Mucius, esprit indépendant, hostile au nouveau régime. On ne sait pas si son *Liber bene dictorum* était un recueil d'excellentes maximes et sentences de droit, ou simplement une collection de bons mots. On ne sait pas non plus si c'est d'après lui qu'a été nommé le *judicium Cascellianum*.

Gaius IV, 166, 169. — Horace, *Art poétique* 370 s. :

... Consultus juris et actor
Causarum mediocris abest virtute diserti
Messallae ; nec scit quantum Cascellius Aulus,
Sed tamen in pretio est.

Dirksen, Académie de Berlin 1858.

Q. AELIUS TUBERO, disciple d'Ofilius, écrivain archaïste.

C. AELIUS GALLUS, auteur d'un dictionnaire des termes de droit : *De verborum quae ad jus civile pertinent, significatione*, dont un fragment a été reçu dans les Pandectes.

Mayans II. — Heimbach, *De C. Aelio Gallo JCto*. Leipzig, 1823.

SECTION II. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE.

Ouvrage ancien : Sigonius, *De judiciis*. — Ouvrages de Geib et de Rein cités au § 14. — Platner, *Quaestiones de jure criminum romano*. Marbourg, 1842. — Zumpt, *Das Criminalrecht der roemischen Republik*. Berlin, 1865-1869. *Der Criminalprocess der roemischen Republik*. Leipzig, 1871. — Rudorff, II, §§ 98-141. — Maynz, 89-95. — Willems, p. 321-332. — Padelletti, p. 78-88, 100-107.

A. Organisation. Juridictions.

§ 57. — *Ancien régime*.

Rudorff, §§ 99-101. — Walter, 829-833.

1. Compétence pénale des consuls, héritiers du roi; du dictateur, des décemvirs, des tribuns militaires, des préteurs, des censeurs (*animadversiones censoriae*). *Imperium*. Attributions des *triumviri capitales*.

Pomponius, L. 2 § 16 *De O. J.* I, 2 : Consules constituti sunt duo, penes quos summum jus uti esset, lege rogatum est... Qui tamen ne per omnia regiam potestatem sibi vindicarent, lege lata factum est, ut ab iis provocatio esset, neve possent in caput civis romani animadvertere injussu populi : solum relictum est illis, ut coërcere possent et in vincula publica duci juberent. — Ulpien, L. 2 *De in jus vocando* II, 4 : Magistratus, qui imperium habent, qui et coercere aliquem possunt, et jubere in carcerem duci. — Tite Live III, 20 : Neque enim provocationem esse longius ab urbe mille passuum : et tribunos... si eo adveniant... subjectos fore consulari imperio.

2. Compétence des comices. Loi *Valeria*. Loi des Douze Tables. Loi *Sempronia*. *Supra* § 40.

3. Compétence du sénat.

Polybe VI, 16 : Τὰς δ'ὁλοσχερεστάτας καὶ μεγίστας ζητήσεις καὶ διωρθώσεις τῶν ἁμαρτομένων κατὰ τῆς πολιτείας οἷς θάνατος ἀκολουθεῖ τό πρόστιμον, οὐ δύναται συντελεῖν, ἂν μὴ συνεπικυρώσῃ τὸ προβεβουλεύμενον ὁ δῆμος. — 13. Ὅσα τῶν ἀδικημάτων, τῶν κατ' Ἰταλίαν προσδεῖται δημοσίας ἐπισκέψεως, λέγω δὲ οἷον προδοσίας, συνωμοσίας, φαρμακείας, δολοφονίας, τῇ συγκλήτῳ μέλει περὶ τούτων. Exemples : Tite-Live VIII, 18; IX, 25, 26; XXVI, 4-16 : XXXIX, 8-19 (Bacchanales, § 95).

4. Les Pontifes, juges religieux.

Cicéron, *Ad Atticum* IV, 2 : Religionis judices pontifices fuisse. *De legibus* II, 2 : Incestum pontifices supremo supplicio sanciunto. 19. — Festus, *Probrum* : P. virginis vestalis ut capite puniretur, vir, qui eam incestavisset, verberibus necaretur. — Tite-Live VIII, 15; XXVIII, 11 :.. Caesaque flagro est vestalis... jussu P. Licinii pontificis.

5. Tribunal domestique. *Consilium propinquorum, amicorum, necessariorum.*

Denys II, 25 : Ἁμαρτάνουσα δέ τι, δικαστὴν τὸν ἀδικούμενον ἐλάμβανε, καὶ τοῦ μεγέθους τῆς τιμωρίας κύριον. Ταῦτα δὲ οἱ συγγενεῖς μετὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐδίκαζον · ἐν ος ἦν φθορὰ σώματος, καὶ... εἴ τις οἶνον εὑρεθείη πιοῦσα γύνη. — Valère Maxime V, 8 : Cassius filium, qui agrariam legem primus tulerat,.. adhibito propinquorum et amicorum consilio affectati regni crimine damnavit, verberibusque affectum necari jussit. T. Manlius Torquatus, juris civilis et sacrorum pontificalium peritissimus, in consimili facto ne consilio quidem necessariorum indigere se credidit :... domi consedit, solusque utrique parti per biduum vacavit, ac tertio plenissime die, diligentissimeque auditis testibus ita pronuntiavit. VI, 1.— Tacite, *Annales* XIII, 32 : Superstitionis externae rea mariti judicio permissa, isque prisco instituto propinquis coram de capite famaque conjugis cognovit. — Tite-Live (*Epitome* 48) : Publicia et Licinia,.. quae viros suos consu-

lares necasse insimulabantur, cognita causa cum praetori pro se vades dedissent, cognatorum decreto necatae sunt.
Klenze et M. de Fresquet, articles cités au § 14. — Jhering, § 37.

§ 58. — *Commissions permanentes*, Quaestiones perpetuae.

Rudorff, §§ 102, 103. — Walter, 834-836. — Zumpt, p. 5-33.

1. Origine des commissions permanentes. Première commission pour les répétondes, loi *Calpurnia* 149.

Cicéron, *Brutus* XXVII : Nam et quaestiones perpetuae hoc (Carbone) adolescente constitutae sunt, quae antea nullae fuerunt; L. enim Piso tribunus plebis legem primus de pecuniis repetundis Censorino et Manilio consulibus tulit. — Pomponius, L. 2 § 32 *De O. J.* I, 2 : Deinde C. Sylla quaestiones publicas constituit, veluti de falso, de parricidio, de sicariis.

2. Caractère des *quaestiones perpetuae*. Leur composition.

a. Le président, *quaesitor*. C'est régulièrement un préteur. Il peut y avoir plusieurs *quaesitores* pour une seule et même *quaestio*. *Judex quaestionis* (en général un ancien édile). Loi *Vatinia* 59.

Loi *Acilia* 6 : Quaestio ejus praetoris esto, joudicium joudicatio leitisque aestumatio queiquomque joudicium ex hac lege erunt, eorum hac lege esto. 19. Ad judicem,.. quei ex hac lege factus erit, in jous educito. — Salluste, *Jugurtha* 44 : Cum ex Mamilia rogatione tres quaesitores rogarentur. — *Collation* I, 3 : Praetor judexve quaestionis, cui sorte obvenerit quaestio de sicariis,.. uti quaerat cum judicibus, qui ei ex lege sorte obvenerint. — Cicéron, *Brutus* 76; *Pro Cluentio* 29, 53, 54. — Scolies de Bobio, *in Vatinianam* : Judices quaestionum... et quaesitores nominabant, praepo-

sitos scilicet et ipsis judicibus, quorum certus numerus de causa pronuntiare debebat.

Attributions du *quaesitor*.

Ad Herennium IV, 35 : Accusatoris officium est inferre crimen, defensoris diluere et propulsare, testis dicere, quae scierit aut audierit, quaesitoris est unumquemque horum in officio continere.

b. Le *consilium*. *Judices, judices selecti*.

Album judicum. Lois judiciaires, v. § 45.

Variations, selon les vicissitudes politiques, dans la composition et dans le nombre des juges.

Sénateurs, chevaliers, *tribuni aerarii*. Décuries.

Polybe VI, 15 : Τὸ δὲ μέγιστον ἐκ ταύτης ἀποδίδονται κριταὶ τῶν πλείςτων καὶ τῶν δημοσίων καί τῶν ἰδιωτικῶν συναλλαγμάτων ὅσα μέγεθος ἔχεν τῶν ἐγκλημάτων. — Dion Cassius XXXIX, 7 : Οἱ ταμίαι, δι' ὧν τὴν ἀποκλήρωσιν τῶν δικαστῶν γενέσθαι ἐχρῆν. — Cicéron, *Pro Cluentio* 37, 43 : Praetores urbani... jurati debent optimum quemque in selectos judices referre.

Formation du *consilium*. *Rejectio*, *sortitio*, *subsortitio*. Lois *Aurelia*, *Vatinia* 59, *Licinia de sodalitiis* 55, *Pompeia de vi* 52.

Scolies de Gronovius, 392, 33 : Judices semper sortiebantur et sortitione facta... ejiciebantur ab utraque parte usque ad certum numerum imparem.

B. Procédure pénale.

Rudorff, §§ 127-141. — Walter, 847-861. — Padelletti, p. 89-99, 300-308.

§ 59. — *Ancien régime*.

1. Accusation, *anquisitio, accusatio*.

Obligation d'accuser. Questeurs du parricide, *Duum-*

viri perduellionis : accusations capitales. Les édiles curules : accusations pouvant entraîner des peines pécuniaires.

Droit d'accuser : chaque citoyen, *quivis ex populo*, sauf exceptions, incapacités, exclusions absolues et relatives (femmes, impubères, infâmes, militaires, etc.). — Convocation des comices (préteur, questeur du parricide; tribuns). *Exhibitio*. Prison préventive, *custodia*, *custodia libera*. *Diei dictio*, assemblées préparatoires, délais. Liberté sous caution.

Ulpien, L. 43 § 10 *De R. N.* XXIII, 2 :... (Publico judicio) cuilibet ex populo experiri licet, nisi si cui lege aliqua accusandi publico judicio non est potestas. — Cicéron, *Pro domo* 17 : Cum tam moderata judicia populi sint a majoribus constituta : primum ut ne poena capitis cum pecunia conjungatur : deinde, ne, nisi prodicta die, quis accusetur ; ut ter ante magistratus accuset, intermissa die, quam multam irroget aut judicet, quarta sit accusatio trinum nundinum prodicta die, qua die judicium sit futurum,.. denique etiam si qua res illum diem aut auspiciis aut excusatione sustulit, tota causa judiciumque sublatum est. — Varron, *De l. l.* VI, 90-93.

2. Procédure devant les comices. Débats : accusation, défense, preuve. Vote de vive voix dans l'origine, puis au scrutin; lois tabellaires § 40. *Ampliatio*.

Cicéron, *Pro domo* 17 : Deinde exorabilis populus, facilis suffragatio pro salute.

3. Procédure en sénat. Forme ordinaire des délibérations, sans limite de temps et sans scrutin.

4. Procédure contre le contumace. L'exil § 62.

5. Assistants, *patroni*, *laudatores*.

Pseudo-Asconius, *in Divin.* § 11. Qui defendit alterum in judicio, aut patronus dicitur, si orator est; aut advocatus, si aut jus suggerit aut praesentiam suam accommodat amico.

§ 60. — *Régime des* Quæstiones perpetuæ.

Rudorff, *Ad legem Aciliam*, Berlin, 1862. *Rechtsgeschichte*, §§ 127-134.

1. *Postulatio. Divinatio. Subscriptores.*

Discours de Cicéron, *Divinatio in Caecilium*.— Sénèque, *De morte Claudii* IV : Ducit illum ad tribunal,.. postulat nomen ejus recipi, edit subscriptionem.

2. *Nominis delatio. Legibus interrogatio. Subscriptio. Nominis rei receptio.* Fixation du jour des débats (après 10, 30, 110 jours). *Praescriptiones.*

Quintilien IV, 2 : Satis est... indicare : « Dico ab Horatio sororem suam interfectam. » — Cicéron, *Ad diversos* VIII, 8. *Verr.* II, 38; IV, 19. — *Schol. Bob.* 342. Pseudo-Asconius 128, 206. *In Cornelianam* 59.— Cicéron, *Pro Cluentio* 47 : In L. Popillium, qui Oppianicum condemnarat, subscripsit L. Gellius : « Quod is pecuniam accepisset, quo innocentem condemnaret. » *De inventione* II, 19 : In quodam judicio, cum venefici cujusdam nomen esset delatum et, quia parricidii causa subscripta esset, extra ordinem esset acceptum, cum in accusatione alia quaedam crimina testibus et argumentis confirmarentur, parricidii autem solum mentio facta esset.. — Servius, *Enéïde* VI, 431 : « Sine sorte » : sine judicio; — ex more romano : non enim audiebantur causae, nisi per sortem ordinatae. — Cicéron, *De inventione* cit. : Cum autem actio tralationis aut commutationis indigere videtur, quod non aut is agit, quem oportet, aut cum eo, quicum oportet, aut apud quos, qua lege, qua poena, quo crimine, quo tempore oportet, constitutio tralativa appellatur.

3. Le *Judicium*. Débats. *Actio, altercatio. Actio prima, secunda* (*comperendinatio*). Réglementation de la durée des plaidoyers, du nombre des *patroni* et *laudatores*. Preuves (témoins, *cross-examination;* torture; titres, *instrumenta, codices, tabulae, litterae*); indices. Vote au scrutin, loi *Cornelia*. [A] [C] [N]. *Sine suffragio*. Sentence. En cas de majorité de NON LIQUET, *Ampliatio*.

Pseudo-Quintilien, *Decl.* 313 : Nocentem an innocentem qui scit? Ipsi judices hoc non pronuntiant, sed se ex animi sui sententia facere profitentur. — Cicéron, *Partitiones oratoriae* 34 :.. De incestu et conjuratione, quae facta me consule est, quaerendum putaverunt. — *Ad Herennium* II, 5: Argumentum est, per quod reus coarguitur certioribus argumentis et magis firma suspicione...

Cicéron, *Verr.* V, 22 : Primum, in judiciis, qui decem laudatores dare non potest, honestius est ei nullum dare, quam illum quasi legitimum numerum consuetudinis non implere. — Loi *Acilia* 44 : JUDICES UTEI IOURENT IN CONSILIUM ANTE QUAM IBUNT. 46-47. JUDICES IN CONSILIUM QUO MODO EANT... *Quei de majoris partis eorum, quei aderunt, sententia lectus erit. sei is nundum pl*]ur[*imis lique*]re deixerit, praetor..... ita pronon[*tiato...* — 50. Tum praetor quom soueis viatoribus apparitoribusque nei de *i*]*oudicio ioudex decedat facito...sitellamque latam digitos*] XX, quo ioudices sorticolas coniiciant [*apponi... jubeto... quoius*] que iudicis is praetor sorticolam unam buxeam longam digitos IIII, la[*tam digitos..., ab utraque parte ceratam.... in qua sorticola ex altera parti litera A perscripta siet, ex alte*(*ra* parti C, in manu palam dato... 54... (*palam pronontiato, ubei... A litera scripta erit « Absolvo », ubei C litera scripta erit « con*)demno », ubei nihil scriptum erit, « seine sufragio ». 55.

C. Crimes et délits.

Walter, 803-818. — Rudorff, §§ 105, 111-126.— Padelletti, p. 289-300.

§ 61.

V. § 45. Crimes contre l'État. *Perduellio; crimen laesae, imminutae majestatis Populi Romani*. Péculat; sacrilège; *residua;* répétondes; accaparement. Brigue. — Usure (dardanariat). Crimes contre la religion.

Homicide volontaire; assassinat et cas assimilés. Meurtre. Castration. Homicide involontaire. Incendie.

Sorcellerie, incantation.

Violence. Atteintes à la propriété. Séquestration (*plagium*). Faux; faux témoignage.

Impureté : inceste, *stuprum,* crimes contre nature, adultère. Maquerellage.

D. Peines. L'exil.

Rudorff, I, § 30, II, § 123-125. — Walter, 819-827. — Padelletti endroit cité.

§ 62.

1. Peines *s. s.*, *poenae.*

a. Capitales.

La peine de mort, *summum supplicium : cervicem inseri furcae, corpus virgis ad necem caedi; virgis caedi et securi percuti; fustuarium supplicium; arbori infelici reste suspendi; e saxo Tarpeio praecipitari; igne necari; Diis sacrum esse et occidi permitti;*

laqueus; cruci affigi... — Vivam defodi. — Virgis sanguineis caedi et (more majorum) culeo insutum cum cane, simia, gallo gallinaceo, vipera in mare projici.

Maxima capitis diminutio. Ademptio civitatis.

b. Peines non capitales. Flagellation, fustigation. Mutilations. Talion (injures corporelles). Prison, fers. Relégation, arrêts domestiques, interdiction de l'eau et du feu. Autres peines diverses, communes et spéciales.

2. Peines pécuniaires, *multae*, amendes. Maximum : *dum minoris partis familiae taxat*. Anciens maxima, v. § 40.

3. L'exil. *Jus exsulandi*.

Cicéron, *Pro Caecina* 34 : Exsilium non supplicium est, sed perfugium portusque supplicii; nam qui volunt poenam aliquam subterfugere aut calamitatem, eo solum vertunt. *Pro domo* 30. — Tite-Live XXV, 4 : Si M. Postumius ante Kalendas Maias non prodisset, videri eum in exsilio esse : bonaque ejus venire, ipsi aqua et igni placere interdici. XXVI, 3 : Cn. Fulvius exsulatum Tarquinios abiit. Id ei justum exsilium esse, scivit plebs.

SECTION III. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CIVILE.

Organisation judiciaire. Procédure.

Rudorff, II, §§ 1-97. — Willems, p. 333-342. — Padelletti, p. 187-210. — Les chapitres afférents de l'*Histoire du droit romain* de Walter ont été traduits en français par M. É. Laboulaye, Paris, 1841. Ceux de Zimmern, par M. Étienne, Paris, 1843. Le *Traité des actions* du regretté Bonjean, publié pour la première fois en 1841, était bon à cette époque. — F. L. de Keller, *Der Roem. Civilprocess und die Actionen in sum-*

marischer Darstellung, Leipzig, 1852. Cinquième édition, 1877 (M. Paul Krüger). M. Ch. Capmas a fait une traduction française (1870) et M. Filomusi-Guelfi une traduction italienne de cet excellent petit livre. Keller, homme de pratique, presque homme d'affaires, était bien qualifié pour donner un tableau vivant et animé, où les diverses particularités romaines sont mises en pleine lumière. — M. A. de Bethmann Hollweg, *Der Civilprocess des gemeinen Rechts in geschichtlicher Entwickelung*. Leipzig, 1864-1868. M. de Bethmann Hollweg (§ 220) a publié plusieurs travaux relatifs à la procédure. Dans son beau livre intitulé *Gerichtsverfassung und Process des sinkenden Roem. Reichs* (1834), consacré, comme le titre l'indique, aux derniers siècles de l'Empire, il éclairait aussi plus d'un point de l'ancien droit. L'œuvre magistrale de ce savant représente un demi-siècle de recherches et de méditations, prolongées plutôt qu'interrompues par les nobles labeurs de la vie publique la plus honorable. — Comparez : Krueger, *Bemerkungen ...*, dans la *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, VII. — Karlowa, *Beiträge...*, 1865. — E. J. Bekker, *Die Aktionen des Roem. Privatrechts*. Berlin, 1871. — Gugino, *Trattato storico della procedura civile romana*. Palerme, 1873.

Il n'est point inutile de comparer l'ancienne procédure romaine avec la procédure anglaise d'aujourd'hui. Mais il faut se méfier de similitudes plus apparentes que réelles.— Biener, *Die Englischen Geschwornengerichte*. — Rüttimann, *Der Englische Civilprocess*. Leipzig 1851.

CHAPITRE I.

Notions générales.

§ 63. — *Organisation romaine de la procédure civile.* Jus *et* Judicium. Officium jus dicentis *et* munus judicandi.

Bethmann Hollweg I, § 22, 26, 82. — Maynz, 96-97, 223, § 42. — Keller, § 1. — Rudorff, II, § 1, 2. — Puchta, 150. — Padelletti, p. 187-191.

L'*ordo judiciorum privatorum* et la *cognitio extra ordinem*.

Pour la plupart des auteurs actuels, les mots *ordo*

judiciorum privatorum désignent la procédure ordinaire, où le *jus* et le *judicium* font deux procédures séparées, dont l'une a lieu devant le *magistrat, qui jus et judicium dat*, l'autre devant le *juge, qui judicat*. Dans la *cognitio extra ordinem* ces deux procédures sont, par exception, réunies dans la main du magistrat.

D'autres auteurs ne donnent pas aux mots *ordo judiciorum privatorum* cette signification spéciale, technique. Ils préfèrent y voir simplement *l'organisation de la procédure*, ou encore la *procédure de l'ancien ordre de choses, de l'ancien régime*, par opposition à la procédure nouvelle de l'époque impériale et des fonctionnaires impériaux.

Ce n'est, en effet, que dans la période suivante qu'il est question d'une *connaissance extraordinaire* dans le sens susmentionné. Nous la verrons devenir régulière, ordinaire, par le fait d'abord, et finalement de par la loi.

§ 64. — *Le* Jus. *Magistrats fonctionnant* in jure. *Lieu. Temps.*

Bethmann Hollweg, §§ 16-18, 27, 28, 56-61, 70-74, 79, 80. — Dernburg, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* II.

1. Les consuls (*praetores, judices*). Le préteur urbain. Le préteur pérégrin. Les édiles. Magistrats municipaux, magistrats provinciaux.

Consilium du magistrat.

Denys X, 1 : ... Τὸ μὲν ἀρχαῖον οἱ βασιλεῖς ἐφ' αὑτῶν ἔταττον τοῖς διομένοις τὰς δίκας, — ὣς δ'ἐπαύσαντο μοναρχούμενοι,

τοῖς κατ' ἐνιαυτὸν ὑπατεύουσιν ἀνέκειτο τὰ τ'ἄλλα τῶν βασιλέων ἔργα.—Tacite, *Annales* VI, 11 : Namque antea profectis domo regibus ac mox magistratibus, ne urbs sine imperio foret, in tempus deligebatur, qui jus redderet. — Cicéron, *De legibus* III, 3 : OMNES MAGISTRATUS AUSPICIUM JUDICIUMQUE HABENTO. — Festus, *Praefecturae*. — Dion Cassius LIII, 14. — Gaius, I, 6. — Ulpien, L. 3 *De jurisdictione* II, 1 : Jurisdictio est etiam judicis dandi licentia. — Paul, L. 12 § 1 *De judiciis* V, 1 : Judicem dare possunt, quibus hoc lege, vel constitutione vel senatusconsulto, conceditur. Lege, sicut proconsuli... Item hi, quibus id more concessum est propter vim imperii, sicut praefectus urbi ceterique Romani magistratus. — L. 26 *Ad municipalem* L, 1 : Ea quae magis imperii sunt quam jurisdictionis, magistratus municipalis facere non potest. — Cicéron, *De oratore* I, 37 : Nobis in tribunali Pompei, praetoris urbani, familiaris nostri, sedentibus.

2. Compétence. *Forum originis. Roma communis patria. Revocatio domus.* ROMAE JUDICIUM FIAT. (Caton *De r. r.* 149.) *Forum domicilii.*

3. Publicité. Lieu du *jus*. Le *tribunal*, au *comitium*. *Pro tribunali*. Lieux irréguliers : *In jure fit quod coram praetore fit.*

Ubicumque praetor salva majestate imperii sui salvoque more majorum jus constituit, is locus recte jus appellatur. (Paul, L. 11 *De J. et J.* I, 1.)

4. Temps du *jus, dies fasti*, v. §§ 15, 30.

Censorinus, *De die natali* 24 : M. Plaetorius tribunus plebis scitum tulit, in quo scriptum est : Praetor urbanus, qui nunc est quique posthac fiat, duo lictores apud se habeto usque supremam ad solem occasum jusque inter cives dicito.

5. Les *conventus* provinciaux.

§ 65. — *Le* Judicium. *Les Juges. Cours et Juges privés.*

Bethmann Hollweg, I, §§ 22-25, 56, 101. — Puchta, 153, 154. — Rudorff, §§ 6-9. — Keller, §§ 5-9. — Maynz, 99-101. — Padelletti, *Il giudice nel processo civile romano*, dans l'*Archivio giuridico*, XV.

1. Les Décemvirs, § 15.

Cicéron, *De legibus* III, 3 : MINORES MAGISTRATUS... STLITES CONTRACTAS JUDICANTO. — *Pro domo* 29. *Pro Caecina* 33. — Pomponius, L. 2 § 29 *De O. J.* I, 2 : Deinde cum esset necessarius magistratus qui hastae praeesset (praeessent?), decemviri in litibus judicandis sunt constituti. — Tite-Live III, 55 : (Loi *Horatia*) : Ut qui tribunis plebis, aedilibus, judicibus Xviris nocuisset, ejus caput Jovi sacrum esset.

2. Les Centumvirs.

Festus, *Centumviralia* : C. judicia a Cviris sunt dicta, Nam cum essent Romae XXXV tribus.., terni ex singulis tribubus sunt electi ad judicandum, qui Cviri appellati sunt, — et licet amplius quam C fuerint, tamen, quo facilius nominarentur, Cviri sunt dicti. — Cicéron, *De Oratore* I, 38 : In causis centumviralibus, in quibus usucapionum, tutelarum, gentilitatum, nexorum mancipiorum, parietum, luminum, stillicidiorum, testamentorum ruptorum aut ratorum, ceterarumque rerum innumerabilium jura versantur. — *Pro Caecina* 33. *De lege agraria* II, 17 :... volueritis, de privatis hereditatibus Cviros judicare. — *Verr.* I, 45. — Gaius IV, 31 : Cum ad Cviros itur, ante lege agitur sacramento. 16... Unde centumviralibus judiciis hasta praeponitur. — Aulu-Gelle XVI, 10 : Quum proletarii, et assidui, et sanates, et vades, et subvades, et XXV asses, et taliones, furtorumque quaestio cum lance et licio evanuerint, omnisque illa XII tabularum antiquitas, nisi in legis actionibus centumviralium causarum, lege Aebutia lata, consopita sit. — Pline, *Ep*. V, 21 : Praetor, qui

Cviralibus praesidebat. — Justinien, L. 12 pr. *C. De pet. her.* III, 31 : Magnitudo et auctoritas Cviralis judicii.

3. Le *Judex privatus* et l'*arbiter*. *Strictum*, *summum jus* : *judicium*. *Aequitas*, *bona fides* : *arbitrium*.

Actions de droit strict, actions de bonne foi. Actions arbitraires. *Infra* § 155.

Gaius IV, 15 : *supra* § 41. — Cicéron, *Pro Q. Roscio* 4 : Judicium est pecuniae certae : arbitrium incertae. Ad judicium hoc modo venimus, ut totam litem aut obtineamus aut amittamus; ad arbitrium hoc modo adimus, ut neque nihil neque tantum, quantum postulavimus, consequamur... Quid est in judicio? directum, asperum, simplex : SI PARET H. S. IↃↃↃ DARI OPORTERE. Hic, nisi planum facit, H. S. IↃↃↃ ad libellam sibi deberi, causam perdit. Quid est in arbitrio? Mite, moderatum : QUANTUM AEQUIUS MELIUS, ID DARI... Quis in hanc rem fuit arbiter? Utinam is quidem Romae esset! Romae est. Utinam adesset in judicio! Adest. Utinam sederet in consilio C. Pisonis! Ipse C. Piso est. Eumdemne tu arbitrum et judicem sumebas? eidem et infinitam largitionem remittebas et eumdem in angustissimam formulam sponsionis concludebas? Quis umquam ad arbitrum, quantum petiit, tantum abstulit? Nemo. Quantum enim aequius esset sibi dari, petiit. De quo nomine ad arbitrum adisti, de eo ad judicem venisti. Ceteri, cum ad judicem causam labefactari animadvertunt, ad arbitrum confugiunt : hic ab arbitro ad judicem venire est ausus. *De officiis* III, 17 : Quam illa aurea : INTER BONOS BENE AGIER OPORTET ET SINE FRAUDATIONE. Sed qui sint *boni* et qui sit *bene agi*, magna quaestio est. Q. quidem Scaevola, pontifex maximus, summam vim dicebat esse in omnibus iis arbitriis, in quibus adderetur : EX FIDE BONA : fideique bonae nomen existimabat manare latissime, idque versari in tutelis, societatibus, fiduciis, mandatis, rebus emptis venditis, conductis locatis, quibus vitae societas contineretur; in his magni esse judicis statuere (praesertim cum in

plerisque essent judicia contraria) quid quemque cuique praestare oporteret. — Julien, L. 47 § 2 *De fideicommissaria libertate* XL, 5 : Praetoris officio continetur, ut virum bonum eligat, cujus arbitrio rationes computentur. — Papinien, L. 12 *Rem pupilli* XLVI, 6 : Aequitas arbitri atque officium boni viri. — Ulpien, L. 3 § 3 *Commodati* XIII, 6 : Boni judicis arbitrio. L. 17 § 5 *De injuriis* XLVII, 10 : Ait Praetor « arbitratu judicis » utique quasi viri boni. L. 25 *Ad legem Aquiliam* IX, 2 : Nullae sunt partes judicandi in confitentes. — Festus, *Arbiter* : A. dicitur judex, quod totius rei habeat arbitrium et facultatem. *Arbitrium* dicitur sententia, quae ab arbitro statuitur. *Arbitrarium*, cum adhuc res apud arbitrum geritur. — Cicéron, *De legibus* I, 21 : Nec Mamilia lege singuli, sed ex his (XII) tres arbitri fines regemus. — Aulu-Gelle XX, 1. Valérius Probus IV, 8.

4. Récupérateurs. Origine, compétence.

Festus, *Reciperatio* : R. est, ut ait Gallus Aelius, cum inter populum et reges nationesque et civitates peregrinas lex convenit, quomodo per reciperatores reddantur res reciperenturque, resque privatas inter se persequantur. — Loi *Antonia de Thermensibus* (§ 95) : Quos Thermenses... liberos servosve bello amiserunt, magistratus... ita de ea re jus dicunto, judicia recuperationes (sic) danto, uti ii eos recuperare possint. — Aulu-Gelle XX, 1 (Labéon) : Praetores... injuriis aestimandis recuperatores se daturos edixerunt. — Cicéron, *Pro Tullio* 10 : Necesse putavit esse et in universam familiam judicium dare... et recuperatores dare, ut quam primum res judicaretur... — *Verr.* III, 58 : Facta est sponsio... Coepit Scandilius recuperatores aut judicem postulare. *Divinatio in Caecilium* 17 : Vocari ad se Agonidem jubet : judicium dat statim, *si pareret, eam se et sua Veneris esse dixisse.* Judicant recuperatores id quod necesse erat. — Loi *Rubria* (§ 95) 21. — Loi *Mamilia* 55 : Deque ea re (termino moto) curatoris, qui hac lege erit, jurisdictio reciperatorumque datio

addictio esto. — Gaius IV, 105 : Imperio vero continentur recuperatoria et quae sub uno judice accipiuntur interveniente peregrini persona judicis aut litigatoris. 46 :... Formula qua utitur patronus contra libertum, qui eum contra edictum praetoris in jus vocat :... RECUPERATORES SUNTO etc. 141.

Sell, *Die Recuperatio der Römer*. Brunswick, 1837.

5. Choix du juge, de l'arbitre (ou des arbitres), des récupérateurs. *Conventio. Sumere judicem. Ferre judicem (arbitrum) adversario. Ejurare sibi iniquum. Sortitio, rejectio. Munus judicandi.* Incapacités *natura, moribus, lege.* Dispenses.

Juge, arbitre.

Cicéron, *Pro Cluentio* 43 : Neminem voluerunt majores nostri ne pecuniaria quidem de re minima esse judicem, nisi qui inter adversarios convenisset. *Verr.* II, 18. — Pomponius, L. 80 *De judiciis* V, 1 : Si in judicis nomine, praenomine, erratum est, Servius respondit, si ex conventione litigatorum is judex addictus esset, eum esse judicem, de quo litigatores sensissent. — Cicéron, *De Oratore* II, 70 : Cum ei... judicem tulisset, « *Ejero,* » inquit, « *iniquus est* ». — *Pro Flacco* 21. — Pline, *Panégyrique* 36 : Sors et urna... judicem assignat. Licet ejicere, licet exclamare : « *Hunc nolo* ».

Récupérateurs.

Cicéron, *Verr.* III, 11 : Quid praetor? Jubet recuperatores rejicere. Decurias scribamus. Quas decurias? De cohorte mea rejicies, inquit. II, 2. III, 60. — Loi agraire (§ 95), chapitre 17 : Ex civibus L quei classis primae sient XI dato, inde alternos dumtaxat quaternos qui petet et is unde petetur rejiciant facito.

Catégories. Sénateurs, chevaliers. *Album judicum, judices selecti.*

Pline, *H. N.* XXXIII, 8 : Judicum appellatione separari

eum ordinem, primi omnium instituere Gracchi, discordi popularitate in contumeliam senatus. 7 : Quod antea militares equi nomen dederant, hoc nunc pecuniae judices tribuunt. — Sénèque, *De Beneficiis* III, 7 : Judex ex turba selectorum, quem census in album et equestris hereditas misit (v. § 143). — Cicéron, *Pro Cluentio* 43 : Praetores urbani... jurati debent optimum quemque in selectos judices referre.

6. Le *consilium* du juge.

Cicéron, *Pro Quinctio* 2 : Te, C. Aquili, vosque, qui in consilio adestis, orat atque obsecrat. — Valère Maxime VIII, 2 : De qua re C. Aquilius... judex addictus, adhibitis in consilium principibus civitatis :..— Aulu-Gelle XII, 13 : Ex istis... peritis studiosisque juris, quos adhibere in consilio judicaturi soletis.

7. *Judicia legitima. Judicia imperio continentia.*

Gaius IV, 103 : Omnia autem judicia aut legitimo jure consistunt aut imperio continentur. 104. Legitima sunt judicia quae in urbe Roma vel intra primum urbis Romae miliarium inter omnes cives Romanos sub uno judice accipiuntur... 105. Imperio vero continentur recuperatoria et quae sub uno judice accipiuntur interveniente peregrini persona judicis aut litigatoris ; in eadem causa sunt, quaecumque extra primum urbis Romae miliarium tam inter cives Romanos quam inter peregrinos accipiuntur : ideo autem imperio contineri judicia dicuntur, quia tamdiu valent, quamdiu is qui ea praecepit, imperium habebit. 106 ss. 109. Ceterum potest ex lege quidem esse judicium, sed legitimum non esse ; et contra ex lege non esse, sed legitimum esse : nam si verbi gratia ex lege Aquilia vel Ollinia vel Furia in provinciis agatur, imperio continebitur judicium ; idemque juris est et si Romae apud recuperatores agamus vel apud unum judicem interveniente peregrini persona ; et ex diverso si ex ea causa, ex qua nobis edicto

praetoris datur actio, Romae sub uno judice inter omnes cives Romanos accipiatur judicium, legitimum est.

Bethmann Hollweg, §§ 69-70. — Keller, § 45. — Rudorff, § 3. — Maynz, § 46.

Chapitre II.

Les *Legis Actiones*.

Le tome I de l'ouvrage de M. de Bethmann Hollweg est consacré aux *Legis Actiones*. — Keller, §§ 12-21. — Rudorff, §§ 20-27, — Maynz, § 43. — Jhering, *Geist*, I, II, 2. — Danz, *Der sacrale Schutz*. 1857. — Buonamici, *Delle L. A. nell antico diritto Romano*. Pise, 1868. — A. Schmidt, *Comm. de originibus legis actionum*. 1837. — Bekker, *Der Legisactionenprocess zur Zeit Ciceros*, dans la *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* V (1864). — C. Sell, *De exceptionum usu, qui legis actionum tempore fuerit*. Bonn, 1868. — O. Karlowa, *Der Civilprocess sur Zeit der Legisactionen*. 1872. (Analysé dans la *Revue critique* du 31 mai 1873.) — Padelletti, p. 192-206, et *Archivio giuridico* XVII. — G. Brini, *Della condanna nelle Legis actiones*. Bologne, 1878.

§ 66. — *En général.*

Bethmann Hollweg, §§ 15, 21, 29-31, 35.

Pomponius, L. 2 § 6 *De O. J.* I, 2: Deinde ex his legibus (XII tabularum), eodem tempore fere, actiones compositae sunt, quibus inter se homines disceptarent : quas actiones ne populus, prout vellet, institueret, certas solemnesque esse voluerunt : et appellatur haec pars juris *legis actiones*, id est, legitimae actiones. Et actiones apud collegium pontificum erant, ex quibus constituebatur, quis quoquo anno praeesset privatis. Et fere populus annis propre centum hac consuetudine usus est... § 12... Legis actiones quae formam agendi continent.

Gaius IV, 11 : Actiones, quas in usu veteres habuerunt, legis actiones appellabantur, vel ideo quod legibus proditae erant (quippe tunc edicta praetoris, quibus conplures

actiones introductae sunt, nondum in usu habebantur), vel ideo quia ipsarum legum verbis accommodatae erant et ideo inmutabiles proinde atque leges observabantur : unde cum qui de vitibus succisis ita egisset, ut in actione vites nominaret, responsum est eum rem perdidisse, cum debuisset arbores nominare eo quod lex XII tabularum, ex qua de vitibus succisis actio conpeteret, generaliter de arboribus succisis loqueretur. 12 : Lege autem agebatur modis quinque, sacramento, per judicis postulationem, per condictionem, per manus injectionem, per pignoris capionem.

30 :... Sublatae sunt istae legis actiones... 31. Tantum ex duabus caussis permissum est lege agere, damni infecti et si centumvirale judicium futurum est. Sane quidem cum ad Cviros itur, ante lege agitur sacramento apud praetorem urbanum vel peregrinum (praetorem); damni vero infecti nemo vult lege agere.....

§ 67. — Legis actio SACRAMENTO.

Bethmann Hollweg, §§ 35-43. — Asverus, *Ueber die legis actio sacramenti*. Leipzig, 1837. *Denuntiation der Roemer*. Leipzig, 1843. — Jhering, § 22. — Karlowa, §§ 3, 7-8, 14.

Sacramentum quingenarium, quinquagenarium. — Praedes sacramenti.

Sacramenti actio in personam, in rem. Manus consertae. (Deductio quae moribus fit?)

Lis et vindiciae. Praedes litis vindiciarum, stipulatio pro praede litis vindiciarum.

Varron, *De l. l.* V, 180 : Ea pecunia, quae in judicium venit in litibus, *sacramentum* a *sacro*. Qui petebat, et qui infitiabatur de aliis rebus utrique quingenos aeris ad pontem (*sc.* Sublicium) deponebant, de aliis rebus item certo alio legitimo numero assum; qui judicio vicerat, suum

sacramentum e sacro auferebat, victi ad aerarium redibat. — Festus, *Sacramentum* : S. aes significat, quod poenae nomine penditur, sive eo quis interrogatur, sive contenditur. Id in aliis rebus quinquaginta assium est, in aliis rebus quingentorum, inter eos, qui judicio inter se contenderent. — Gaius IV, 13 : Sacramenti actio generalis erat : de quibus enim rebus ut aliter ageretur lege cautum non erat, de his sacramento agebatur : eaque actio proinde periculosa erat falsi (1)... Nam qui victus erat, summam sacramenti praestabat poenae nomine, eaque in publicum cedebat praedesque eo nomine praetori dabantur... 14. Poena autem sacramenti aut quingenaria erat aut quinquagenaria : nam de rebus mille aeris plurisve quingentis assibus, de minoris vero quinquaginta assibus sacramento contendebatur; nam ita lege XII tabularum cautum erat. At si de libertate hominis controversia erat, etiam si pretiosissimus homo esset, tamen ut quinquaginta assibus sacramento contenderetur, eadem lege cautum est favore scilicet libertatis, ne onerarentur adsertores. 15.... Deinde cum ad judicem venerant, antequam apud eum causam perorarent, solebant breviter ei et quasi per indicem rem exponere : quae dicebatur causae conjectio, quasi causae suae in breve coactio.

16. Si in rem agebatur, mobilia quidem et moventia, quae modo in jus adferri adducive possent, in jure vindicabantur ad hunc modum : qui vindicabat, festucam tenebat, deinde ipsam rem adprehendebat, veluti hominem, et ita dicebat : HUNC EGO HOMINEM EX JURE QUIRITIUM MEUM ESSE AIO SECUNDUM SUAM CAUSAM. SICUT DIXI, ECCE TIBI VINDICTAM INPOSUI, et simul homini festucam inponebat; adversarius eadem similiter dicebat et faciebat; cum uterque vindicasset, praetor dicebat : MITTITE AMBO HOMINEM; illi mittebant; qui prior vindica (*verat ita alterum interroga*) bat : POSTULO ANNE DICAS QUA EX CAUSA VINDICAVERIS; ille respondebat : JUS FECI SICUT VINDICTAM INPOSUI;

1 Rudorff : falsidicis. *Ueber die lexicalischen Excerpte aus den Institutionen des Gaius*, Académie de Berlin, 1865, p. 342. — Cf. Krueger, *Gai Institutiones*, p. 145.

deinde qui prior vindicaverat, dicebat : QUANDO TU INJURIA VINDICAVISTI, D AERIS SACRAMENTO TE PROVOCO; adversarius quoque dicebat : SIMILITER ET EGO TE; scilicet (*si de re majoris quam M æris agebatur, D, si de minoris*), L asses sacramenti nominabant; deinde eadem sequebantur quae cum in personam ageretur; postea praetor secundum alterum eorum vindicias dicebat, id est interim aliquem possessorem constituebat, eumque jubebat praedes adversario dare litis et vindiciarum, id est rei et fructuum; alios autem praedes ipse praetor ab utroque accipiebat sacramenti, quod id in publicum cedebat : festuca autem utebantur quasi hastae loco, signo quodam justi dominii : quod maxime sua esse credebant quae ex hostibus cepissent; unde in centumviralibus judiciis hasta praeponitur. 17. Si qua res talis erat, ut sine incommodo non posset in jus adferri vel adduci, veluti si columna aut grex alicujus pecoris esset, pars aliqua inde sumebatur, deinde in eam partem quasi in totam rem praesentem fiebat vindicatio; itaque ex grege vel una ovis aut capra in jus adducebatur, vel etiam pilus inde sumebatur et in jus adferebatur; ex nave vero et columna aliqua pars defringebatur; similiter si de fundo vel de aedibus sive de hereditate controversia erat, pars aliqua inde sumebatur et in jus adferebatur et in eam partem perinde atque in totam rem praesentem fiebat vindicatio, veluti ex fundo gleba sumebatur et ex aedibus tegula...

Analogues grec (παρακαταβολή) et slave.

Jirecek, *Das Recht in Böhmen und Mähren* (1865), p. 60-61.

§ 68. — *Développement ultérieur.* Legis actio PER JUDICIS ARBITRIVE POSTULATIONEM. Legis actio PER CONDICTIONEM.

Bethmann Hollweg, §§ 24, 44, 46. — Esmarch, § 38. — Karlowa, §§ 5, 15-16, 26-28.

1. Gaius IV, 15, *supra* § 41. — Valérius Probus : TE, PRAETOR, JUDICEM ARBITRUMVE POSTULO UTI DES. — Festus, *Procum* : SI ALIUM PROCAS NIVE EUM PROCAS.

2. Gaius IV, 17, 18 : Condicere autem denuntiare est prisca lingua : itaque haec quidem actio proprie condictio vocabatur : nam actor adversario denuntiabat, ut ad judicem capiendum die XXX. adesset; nunc vero non proprie condictionem dicimus actionem in personam (*esse, qua*) intendimus DARI NOBIS OPORTERE : nulla enim hoc tempore eo nomine denuntiatio fit. 19. Haec autem legis actio constituta est per legem Siliam et Calpurniam, lege quidem Silia certae pecuniae, lege vero Calpurnia de omni certa re. 20. Quare autem haec actio desiderata sit, cum de eo, quod nobis dari oportet, potuerimus sacramento aut per judicis postulationem agere, valde quaeritur.

§ 69. — Legis actio PER MANUS INJECTIONEM.

Bethmann Hollweg, § 45. — Karlowa, §§ 17-22.

Vindex, Manus injectio pro judicato, pura. Lis infitiando crescit in duplum. Lois *Publilia, Furiae, Marcia, Vallia.*

Gaius IV, 21 : Per manus injectionem aeque (*de*) his rebus agebatur, de quibus ut ita ageretur, lege aliqua cautum est, veluti judicati lege XII tabularum; quae actio talis erat : qui agebat, sic dicebat : QUOD TU MIHI JUDICATUS (sive DAMNATUS) ES SESTERTIUM X MILIA, QUANDOC NON SOLVISTI, OB EAM REM EGO TIBI SESTERTIUM X MILIUM JUDICATI MANUM INICIO, et simul aliquam partem corporis ejus prehendebat; nec licebat judicato manum sibi depellere et pro se lege agere; sed vindicem dabat qui pro se causam agere solebat : qui vindicem non dabat, domum ducebatur ab actore et vinciebatur. 22. Postea quaedam leges ex aliis quibusdam causis pro judicato manus injectionem in quosdam dederunt, sicut lex Publilia in eum pro quo sponsor dependisset, *si* in sex mensibus proximis quam pro eo depensum esset, non solvisset sponsori pecuniam; item lex Furia de sponsu adversus eum qui a sponsore plus quam

virilem partem exegisset, et denique conplures aliae leges in multis causis talem actionem dederunt. 23. Sed aliae leges *ex quibusdam causis* constituerunt quasdam actiones per manus injectionem, sed puram, id est non pro judicato, veluti lex (*Furia*) testamentaria adversus eum qui legatorum nomine mortisve causa plus M assibus cepisset, cum ea lege non esset exceptus, ut ei plus capere liceret; item lex Marcia adversus faeneratores, ut si usuras exegissent, de his reddendis per manus injectionem cum eis ageretur. 24. Ex quibus legibus et si quae aliae similes essent cum agebatur, (*reo licebat*) manum sibi depellere et pro se lege agere : nam et actor in ipsa legis actione non adiciebat hoc verbum PRO JUDICATO, sed nominata causa ex qua agebat, ita dicebat : OB EAM REM EGO TIBI MANUM INICIO. 25. Sed postea lege Vallia, excepto judicato et eo pro quo depensum est, ceteris omnibus cum quibus per manus injectionem agebatur, permissum est sibi manum depellere et pro se agere : itaque judicatus et is pro quo depensum est, etiam post hanc legem vindicem dare debebant, et nisi darent, domum ducebantur. Idque quamdiu legis actiones in usu erant, semper ita observabatur; unde nostris temporibus is cum quo judicati depensive agitur, judicatum solvi satis dare cogitur. — Inscription de Lucera (§ 95) :... Sei quis arvorsu hac faxit, (*in*) ium quis volet pro ioudicatod numum I manum iniectio estod. — Loi d'Osuna (§ 156), chap. LXI : Judicati jure manus injectio esto.

§ 70. — Legis actio PER PIGNORIS CAPIONEM.

Karlowa, §§ 23-24.

Gaius IV, 26 : Per pignoris capionem lege agebatur de quibusdam rebus moribus, (*de quibusdam rebus*) lege. 27. Introducta est moribus rei militaris : nam propter stipendium licebat militi ab eo qui (*id*) distribuebat, nisi daret, pignus capere; dicebatur autem ea pecunia, quae stipendii nomine dabatur, aes militare : item propter eam pecuniam

licebat pignus capere, ex qua equus emendus erat, quae pecunia dicebatur aes equestre : item propter eam pecuniam, ex qua hordeum equis erat conparandum, quae pecunia dicebatur aes hordiarium. 28. Lege autem introducta est pignoris capio veluti lege XII tabularum adversus eum qui hostiam emisset, nec pretium redderet; item adversus eum qui mercedem non redderet pro eo jumento quod quis ideo locasset, ut inde pecuniam acceptam in dapem, id est in sacrificium, inpenderet; item lege censoria data est pignoris capio publicanis vectigalium publicorum populi Romani adversus eos qui aliqua lege vectigalia deberent. 29. Ex omnibus autem istis causis certis verbis pignus capiebatur, et ob id plerisque placebat hanc quoque actionem legis actionem esse; quibusdam autem (*contra*) placebat, primum quod pignoris capio extra jus peragebatur, id est non apud praetorem, plerumque etiam absente adversario, cum alioquin ceteris actionibus non aliter uti possent quam apud praetorem praesente adversario, praeterea quod nefasto quoque die, id est quo non licebat lege agere, pignus capi poterat.

Chapitre III.

La procédure formulaire.

Bethmann Hollweg, tome II. — Keller, §§ 23-44. — Rudorff, II, §§ 28-34.—Puchta, §§ 163-171.— Maynz, §§ 44-47.— Esmarch, §§ 68-69.

A. Introduction.

Lois Aebutia *et* Juliae.

Bethmann Hollweg, § 55. — Padelletti, p. 251-252, §§ 376-379. — Rudorff, I, § 44.

§ 71.

Aulu-Gelle XVI, 10 : Cum omnis illa XII tabularum antiquitas, nisi in legis actionibus centumviralium causarum,

lege Aebutia lata consopita sit... V. § 65. — Gaius IV, 30 : Sed istae omnes legis actiones paulatim in odium venerunt : namque ex nimia subtilitate veterum qui tunc jura condiderunt, eo res perducta est, ut vel qui minimum errasset, litem perderet; itaque per legem Aebutiam et duas Julias sublatae sunt istae legis actiones effectumque est, ut per concepta verba, id est per formulas litigemus....

La date de la loi *Aebutia* est extrêmement controversée. Entre 200 et 150? Après S. Aelius et la deuxième guerre punique? Au dernier siècle avant notre ère?

Les lois *Juliae*, § 117.

Maintien de la *Legis actio* dans la procédure non contentieuse, *juris dictio voluntaria*, § 87; dans les *causae centumvirales*.

Gaius IV, 30. *Supra*, p. 186.— Loi d'Osuna, *supra* § 69.

B. La Formule.

§ 72. — *En général. Formule et Action.*

Bethmann Hollweg, §§ 82, 85, 87 ss., 101.

Conception de la formule. Nomination du juge : *Titius judex esto! Recuperatores sunto!* Instruction écrite du magistrat au juge donnée au demandeur. Noms fictifs des parties : Aulus Agerius = *qui ait agit*. Numerius Negidius = *qui numerare negat*. Analogues dans d'autres systèmes juridiques, ainsi en Angleterre : *John Doe, Richard Roe*. Caractère obligatoire de la formule. (Cicéron, *Pro Q. Roscio* 4, *supra*

§ 65, 3). — Éléments de la formule : *partes formulae ordinariae, extraordinariae.*

Gaius IV, 39 : Partes autem formularum hae sunt : demonstratio, intentio, adjudicatio, condemnatio.

§ 73. — *Les éléments ordinaires.* — Formulae in jus, in factum conceptae.

1. *Intentio* (*in personam, in rem, certa, incerta*).

Gaius IV, 41 : Intentio est ea pars formulae, qua actor desiderium suum concludit, velut haec pars formulae : SI PARET, N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILIA DARE OPORTERE, item haec : QUIDQUID PARET N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE [OPORTERE], item haec : SI PARET HOMINEM EX JURE QUIRITIUM A. AGERII ESSE.

Certaines actions n'ont que l'*intentio* : *praejudicia. Designatio.*

2. *Condemnatio* (*infinita, finita, cum taxatione*).

Gaius IV, 43 : Condemnatio est ea pars formulae, qua judici condemnandi absolvendive potestas permittitur, velut haec pars formulae : JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNA, SI NON PARET, ABSOLVE, item haec : JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO DUMTAXAT [X MILIA] CONDEMNA, SI NON PARET, ABSOLVITO ; item haec : JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO et reliqua, ut non adiciatur DUMTAXAT [X MILIA]. 48. Omnium autem formularum quae condemnationem habent, ad pecuniariam aestimationem condemnatio concepta est.

Les actions personnelles certaines (§ 153) ont *intentio* et *condemnatio.*

Actions arbitraires, § 155.

3. *Demonstratio.*

Gaius IV, 40 : Demonstratio est ea pars formulae, quae (*praecipue ideo inseritur*) ut demonstretur res de qua

agitur, velut haec pars formulae : QUOD A. AGERIUS N. NEGIDIO HOMINEM VENDIDIT, item haec : QUOD A. AGERIUS [APUD] N. NEGIDIUM HOMINEM DEPOSUIT.

Les actions incertaines (§ 153), ainsi celles de bonne foi (§ 155), ont *demonstratio, intentio, condemnatio.*

4. *Adjudicatio.*

Gaius IV, 42 : Adjudicatio est ea pars formulae, qua permittitur judici rem alicui ex litigatoribus adjudicare, velut si inter coheredes familiae erciscundae agatur, aut inter socios communi dividundo, aut inter vicinos finium regundorum : nam illic ita est : QUANTUM ADJUDICARI OPORTET, JUDEX TITIO ADJUDICATO.

L'adjudication ne s'insère que dans les formules d'actions divisoires, dans lesquelles seules les quatre éléments ordinaires sont réunis.

5. Relation des divers éléments ordinaires entre eux.

Gaius IV, 44 : Non tamen istae omnes partes simul inveniuntur, sed... quaedam inveniuntur, quaedam non inveniuntur. Certe intentio aliquando sola invenitur, sicut in praejudicialibus formulis, qualis est qua quaeritur, aliquis libertus sit, vel quanta dos sit, et aliae conplures; demonstratio autem et adjudicatio et condemnatio numquam solae inveniuntur, nihil enim omnino (*demonstratio*) sine intentione vel condemnatione valet; item condemnatio sine demonstratione vel intentione, vel adjudica (*tio item sine demonstratione vel inten*)tione nullas vires habet, (*et*) ob id numquam solae inveniuntur.

§ 74. — *Éléments extraordinaires.*

1. *Praescriptio.*

Gaius IV, 132 : Praescriptiones *autem* appellatas esse ab

eo quod ante formulas praescribuntur, plus quam manifestum est.

a. Praescriptiones pro actore.

Gaius IV, 130, 131 : Saepe... ex una eademque obligatione aliquid jam praestari oportet, aliquid in futura praestatione est, veluti cum in singulos annos vel menses certam pecuniam stipulati fuerimus : nam finitis quibusdam annis aut mensibus hujus quidem temporis pecuniam praestari oportet, futurorum autem annorum sane quidem obligatio contracta intellegitur, praestatio vero adhuc nulla est ; si ergo velimus id quidem, quod praestari oportet, petere et in judicium deducere, futuram vero obligationis praestationem in integro relinquere, necesse est ut cum hac praescriptione agamus : EA RES AGATUR CUJUS REI DIES FUIT.... Item si verbi gratia ex empto agamus, *ut* nobis fundus mancipio detur, debemus ita praescribere : EA RES AGATUR DE FUNDO MANCIPANDO, ut postea, si velimus vacuam possessionem nobis tradi... (*Nam si praescribere obliti*) sumus, totius illius juris obligatio illa incerta actione : QUIDQUID OB EAM REM N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTET, per intentionem consumitur, ut postea nobis agere volentibus de vacua possessione tradenda nulla supersit actio. — 133. Sed his quidem temporibus... omnes praescriptiones ab actore proficiscuntur.. 134-137. — Cicéron, *De oratore* I, 37.

b. Pro reo.

Gaius 133 *cit.* : Olim autem quaedam et pro reo opponebantur ; qualis illa erat praescriptio : EA RES AGATUR (SI IN EA RE) PRAEJUDICIUM HEREDITATI NON FIAT, quae nunc in speciem exceptionis deducta est, et locum habet, cum petitor hereditatis alio genere judicii praejudicium hereditati faciat, veluti cum singulas res petat....

Quintilien, *Institutiones oratoriae* VII, 5 : Cum ex praescriptione lis pendet, de ipsa quaeri non est necesse. — Caracalla, L. 5 C. *De pignor.* VIII, 14 : Si... non causa cognita sed praescriptione superatum esse constiterit.

2. ***Exceptio, Replicatio, Duplicatio, Triplicatio...***

Gaius IV, 115-129. J. IV, 13, 14. Tit. D. XLIV, 1 *De exceptionibus*. — Pr. J. *De exceptionibus* IV, 13 : Saepe.. accidit, ut, licet ipsa persecutio, qua actor experitur, justa sit, tamen iniqua sit adversus eum cum quo agitur.. — Ulpien, L. 2 pr. *De exceptionibus* : Exceptio dicta est quasi quaedam exclusio, quae opponi actioni cujusque rei solet ad excludendum id quod in intentionem condemnationemve deductum est.. — Paul, L. 22 pr. *eod* : Exceptio est conditio, quae modo eximit reum damnatione, modo minuit damnationem. — Gaius IV, 116 : Conparatae sunt autem exceptiones defendendorum eorum gratia, cum quibus agitur : saepe enim accidit, ut quis jure civili teneatur, sed iniquum sit eum judicio condemnari : veluti stipulatus sim a te pecuniam tamquam credendi causa numeraturus, nec numeraverim; nam eam pecuniam a te peti posse certum est, dare enim te oportet, cum ex stipulatu teneris; sed quia iniquum est, te eo nomine condemnari, placet per exceptionem doli mali te defendi debere. Item si pactus fuero tecum, ne id, quod mihi debeas, a te petam, nihilominus (id ipsum) a te petere possum DARI MIHI OPORTERE, quia obligatio pacto convento non tollitur; sed placet debere me petentem per exceptionem pacti conventi repelli. 118. Exceptiones autem alias in edicto praetor habet propositas, alias causa cognita accommodat... 119. Omnes autem exceptiones in contrarium concipiuntur, quam affirmat is cum quo agitur : nam si verbi gratia reus dolo malo aliquid actorem facere dicat, qui forte pecuniam petit, quam non numeravit, sic exceptio concipitur : SI IN EA RE NIHIL DOLO MALO A. AGERII FACTUM SIT NEQUE FIAT; item si dicat contra pactionem pecuniam peti, ita concipitur exceptio : SI INTER A. AGERIUM ET N. NEGIDIUM NON CONVENIT NE EA PECUNIA PETERETUR; et denique in ceteris causis similiter concipi solet; ideo scilicet quia omnis exceptio obicitur quidem a reo, sed ita formulae inseritur, ut condicionalem faciat condemnationem, id est ne aliter judex eum cum quo agitur condemnet, quam si nihil in ea re qua de agitur

dolo actoris factum sit : item ne aliter judex eum condemnet, quam si nullum pactum conventum de non petenda pecunia factum fuerit.

126. Interdum evenit, ut exceptio, quae prima facie justa videatur, inique noceat actori; quod cum accidat, alia adjectione opus est adjuvandi actoris gratia; quae adjectio replicatio vocatur, quia per eam replicatur atque resolvitur vis exceptionis : nam si verbi gratia pactus sum tecum, ne pecuniam, quam mihi debes, a te peterem, deinde postea in contrarium pacti sumus, id est ut petere mihi liceat, et, si agam tecum, excipias tu, ut ita demum mihi condemneris, SI NON CONVENERIT NE EAM PECUNIAM PETEREM, nocet mihi exceptio pacti conventi, namque nihilominus hoc verum manet, etiamsi postea in contrarium pacti sumus; sed quia iniquum est me excludi exceptione, replicatio mihi datur ex posteriore pacto hoc modo : SI NON POSTEA CONVENIT UT MIHI EAM PECUNIAM PETERE LICERET. Item si argentarius pretium rei, quae in auctionem venerit, persequatur, objicitur ei exceptio, ut ita demum emtor damnetur, SI EI RES, QUAM EMERIT, TRADITA EST, et est justa exceptio : sed si in auctione praedictum est NE ANTE EMTORI TRADERETUR RES QUAM SI PRETIUM SOLVERIT, replicatione tali argentarius adjuvatur : AUT SI PRAEDICTUM EST NE ALITER EMTORI RES TRADERETUR QUAM SI PRETIUM EMPTOR SOLVERIT.

127. Interdum autem evenit, ut rursus replicatio, quae prima facie justa sit, inique reo noceat; quod cum accidat, adjectione opus est adjuvandi rei gratia, quae duplicatio vocatur. Et si rursus ea prima facie justa videatur, sed propter aliquam causam inique actori noceat, rursus adjectione opus est, qua actor adjuvetur, quae dicitur triplicatio.

Exemple d'*exceptio* : TITIUS JUDEX ESTO. SI PARET N. NEGIDIUM A. AGERIO H.S. M. DARE OPORTERE. N. NEGIDIUM A. AGERIO SI EA PECUNIA, QUA DE AGITUR, NON PRO EA RE PETITUR, QUAE VENIT NEQUE

TRADITA EST, H.S. M. CONDEMNA, SI NON PARET, ABSOLVE. (L. 25 *De A. E. V.* XIX, 1.)

Avec *replicatio* avant la condamnation : AUT SI PRAEDICTUM EST NE ALITER EMPTORI RES TRADERETUR, QUAM SI PRETIUM EMPTOR SOLVISSET.

Voyez *infra* § 150.

3. *Fictio*. Actions fictices § 152.

Gaius IV, 34 : Habemus adhuc alterius generis fictiones in quibusdam formulis, veluti cum is qui ex edicto bonorum possessionem petiit, ficto se herede agit : cum enim praetorio jure, non legitimo succedat in locum defuncti, non habet directas actiones, Et neque id quod defuncti fuit, potest intendere SUUM ESSE, (*neque id quod*) ei debebatur, potest intendere (DARI) SIBI OPORTERE; itaque ficto se herede intendit veluti hoc modo : JUDEX ESTO. SI A. AGERIUS (id est ipse actor) LUCIO TITIO HERES ESSET, TUM SI EUM FUNDUM, DE QUO AGITUR, EX JURE QUIRITIUM EJUS ESSE OPORTERET..: 35. Similiter et bonorum emptor ficto se herede agit... 36. (*Item usucapio fingitur in ea actione quae publiciana*) vocatur : datur autem haec actio ei qui ex justa causa traditam sibi rem nondum usucepit eamque amissa possessione petit; nam quia non potest eam EX JURE QUIRITIUM SUAM ESSE intendere, fingitur rem usucepisse, et ita quasi ex jure Quiritium dominus factus esset intendit, *veluti* hoc modo : JUDEX ESTO. SI QUEM HOMINEM A. AGERUS EMIT (ET) IS EI TRADITUS EST, ANNO POSSEDISSET, TUM SI EUM HOMINEM, DE QUO AGITUR, EJUS EX JURE QUIRITIUM ESSE OPORTERET, et reliqua. 37. Item civitas Romana peregrino fingitur... 38. Praeterea aliquando fingimus adversarium nostrum capite deminutum non esse...

§ 75. — Formulae in jus conceptae *et* formulae in factum conceptae.

Gaius IV, 45 : Sed eas quidem formulas, in quibus de

jure quaeritur, in jus conceptas vocamus, quales sunt, quibus intendimus, NOSTRUM ESSE ALIQUID EX JURE QUIRITIUM, aut NOBIS DARI OPORTERE aut PRO FURE DAMNUM DECIDI OPORTERE; in quibus juris civilis intentio est. 46. Ceteras vero in factum conceptas vocamus, id est, in quibus nulla talis intentio concepta est, (*sed*) initio formulae nominato eo quod factum est, adiciuntur ea verba per quae judici damnandi absolvendive potestas datur; qualis est formula, qua utitur patronus contra libertum, qui eum contra edictum praetoris in jus vocavit; nam in ea ita est: RECUPERATORES SUNTO. SI PARET, ILLUM PATRONUM AB ILLO LIBERTO CONTRA EDICTUM ILLIUS PRAETORIS IN JUS VOCATUM ESSE, RECUPERATORES ILLUM LIBERTUM ILLI PATRONO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNATE. SI NON PARET, ABSOLVITE. Ceterae quoque formulae, quae sub titulo DE IN JUS VOCANDO propositae sunt, in factum conceptae sunt, velut adversus eum qui in jus vocatus neque venerit neque vindicem dederit; item contra eum qui vi exemerit eum qui in jus vocatur, et denique innumerabiles ejus modi aliae formulae in albo proponuntur. 47. Sed ex quibusdam causis praetor et in jus et in factum conceptas formulas proponit, veluti depositi et commodati; illa enim formula, quae ita concepta est: JUDEX ESTO. QUOD A. AGERIUS APUD N. NEGIDIUM MENSAM ARGENTEAM DEPOSUIT, QUA DE RE AGITUR, QUIDQUID OB EAM REM N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTET EX FIDE BONA, EJUS, JUDEX, N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO, NISI RESTITUAT. SI NON PARET, ABSOLVITO, in jus concepta est: at illa formula, quae ita concepta est: JUDEX ESTO. SI PARET, A. AGERIUM APUD N. NEGIDIUM MENSAM ARGENTEAM DEPOSUISSE EAMQUE DOLO MALO N. NEGIDII A. AGERIO REDDITAM NON ESSE, QUANTI EA RES ERIT, TANTAM PECUNIAM, JUDEX, N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO. SI NON PARET, ABSOLVITO, in factum concepta est. Similes etiam commodati formulae sunt. 60.

C. Marche d'un procès sous le régime formulaire.

Keller, §§ 46-73.— Rudorff, §§ 63-84, 94-97.— Maynz, § 47.— Pour la marche du procès sous le régime des *Legis actiones*, voyez Karlowa, §§ 40-49.

a. Opérations préliminaires, introductoires.

Bethmann Hollweg, §§ 83, 32-34. — Rudorff, *Processeroeffnung nach dem Edict*, dans la *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* IV (1863).

§ 76.

1. *In jus vocatio. Antestatio.* Restrictions. Actions prétoriennes relatives à la *vocatio.*

Loi des Douze Tables I, 1, ss. — Gaius IV, 183: Quasdam tamen personas sine permissu praetoris in jus vocare non licet, veluti parentes, patronos, patronasque, liberos et parentes patroni patronae; et in eum, qui adversus ea egerit, poena constituitur. L. 20 *De in jus vocando* II, 4: Sed etiam... a balneo et theatro nemo dubitat in jus vocare licere. — Valère Maxime II, 1: In jus vocanti matronam corpus ejus attingere non permiserunt. — Ulpien, L. 2 *De in jus vocando*: In jus vocari non oportet neque consulem neque praefectum, neque praetorem, neque proconsulem, neque ceteros magistratus, qui imperium habent, qui et coërcere aliquem possunt, et jubere in carcerem duci; nec pontificem, dum sacra facit sed, nec eum, qui equo publico in causa publica transvehatur. Praeterea in jus vocari non debet, qui uxorem ducat, aut eam quae nubat, nec judicem, dum de re cognoscat, nec eum, dum quis apud praetorem causam agit, neque funus ducentem familiare justave mortuo facientem. L. 3 ss. *eod.*

Tout le monde connaît la scène du fâcheux d'Horace, *Satires* I, 9:

... Casu venit obvius illi
Adversarius, et, *Quo te turpissime?* magna
Inclamat voce, et *Licet antestari?* Ego vero
Oppono auriculam; rapit in jus: clamor utrinque,
Undique concursus.

2. *Vadimonium. Purum, cum satisdatione, jurejurando, recuperatoribus suppositis.* — *Indefensus.*

Zenger, *Ueber das Vadimonium der Rœmer.* Landshut, 1826.

Gaius IV, 184 : Cum autem in jus vocatus fuerit adversarius, neque eo die finiri potuerit negotium, vadimonium ei faciendum est, id est ut promittat se certo die sisti. 185. Fiunt autem vadimonia quibusdam ex causis pura, id est sine satisdatione, quibusdam cum satisdatione, quibusdam recuperatoribus suppositis, id est ut qui non steterit, is protinus a recuperatoribus in summam vadimonii condemnetur: eaque singula diligenter praetoris edicto significantur. 186-189.— Varron, *De l. l.* VI, 74 : *Vas* appellatus, qui pro altero vadimonium promittebat. — Cicéron, *Pro Quinctio* 6 : Testificatur iste, *P. Quinctium non stitisse, et se stitisse :* tabulae maximae signis hominum nobilium consignantur : disceditur ; postulat a Burrieno praetore Naevius, ut ex edicto bona possidere liceat. Jussit bona proscribi ejus. — Ulpien, L. 2 § 5 *Qui satisdare* II, 8 : In fidejussorem, qui aliquem judicio sisti promiserit, tanti, quanti eas res erit, actionem dat praetor.

b. Instance in jure.

I. *Editio actionis, postulatio, impetratio formulae.*

Bethmann Hollweg, §§ 84, 86 ss., 99, 101.

§ 77.

Cicéron, *De inventione* II, 19 : In jure plerumque versantur. Ibi enim et exceptiones postulantur, et quodam modo agendi potestas datur, et omnis conceptio privatorum judiciorum constituitur. *Pro Caecina* 3. *Pro Roscio Comoedo* 8 : Sunt jura, sunt formulae de omnibus rebus constitutae, ne quis aut in genere injuriae, aut ratione actionis errare possit; expressae sunt enim ex uniuscujusque damno, dolore, incommodo, calamitate, injuria, publicae a praetore formulae, ad quas privata lis accommodetur. 9.

1. *Editio actionis.*

Ulpien, L. 1 *De edendo* II, 13 : Qua quisque actione agere volet, eam edere debet : nam aequissimum videtur, eum, qui acturus est, edere actionem, ut proinde sciat reus, utrum cedere an contendere ultra debeat... Eum quoque edere Labeo ait, qui producat adversarium suum ad album, et demonstret quod dictaturus est, vel id dicendo, quo uti volet. — L. 3 C. *eod.* II, 1 : Edita actio speciem futurae litis demonstrat (282).

2. *Postulatio, impetratio, datio, denegatio formulae. Interrogatio in jure, actiones interrogatoriae.*

Cicéron, *Oratoriae partitiones* 28 : Atque etiam ante judicium, de constituendo judicio solet esse contentio, cum aut, sitne actio illi qui agit, aut jamne sit, aut num jam esse desierit; aut illane lege, hisne verbis sit actio, quaeritur. — Asconius, *In Verr.* III : Inquisita, audita, cognitaque utrinque causa, in verba litis ejus componebat quod judici praescribebat, ut secundum illud praesens controversia definitionem reciperet. — Tit. D. *De interrogationibus in jure* XI, 1.

Defensio, § 81. *Conceptio formulae*, §§ 72-74.

II. *Litis Contestatio.*

Keller, *Ueber Litiscontestation und Urtheil...* Zurich, 1827. Ouvrage classique. — Zimmern, III, §§ 118-119. — Bekker, *Die processualische Consumption.* Berlin, 1853. — Krüger, *Processualische Consumption...* Leipzig, 1864. — Keller, §§ 59-62. — Rudorff, §§ 71, 75, 78-81. Bethmann Hollweg, §§ 49, 102-104. — Maynz, § 54.

§ 78.

1. Festus, *Contestari* : C. litem dicuntur duo aut plures adversarii, quod ordinato judicio utraque pars dicere solet :

Testes estote. C. est cum uterque reus dicit : Testes estote.

Expressions synonymes : *Lis contestata, judicium acceptum. Lis inchoata, lis* ou *res in judicium deducta, judicium ordinatum,* etc. Action intentée. C'est le point final de la procédure *in jure.*

2. Effets de la *Litis contestatio.*

Consomption du droit d'agir. *Bis de eadem re agere non licet.*

Nouvelle obligation.

Ulpien, L. 3 § 11 *De peculio* XV, 1 :... Sicut stipulatione contrahitur.., ita judicio contrahi. — Festus (Aelius Gallus), *Reus* : R. nunc dicitur, qui cum altero litem contestatam habet, sive is egit, sive cum eo actum est. — Gaius III, 180 : Incipit teneri reus litis contestatione.., et hoc est, quod apud veteres scriptum est : ante litem contestatam dare debitorem oportere, post litem contestatam condemnari oportere. — Paul, L. 29 *De novationibus* XLVI, 2 : Aliam causam esse novationis voluntariae, aliam judicii accepti, multa exempla ostendunt.

Conséquences :

Relativement à l'objet de la condamnation.

Gaius, L. 20 *De R. V.* VI, 1 :... Opus est ut et causa rei restituatur, id est ut omne habeat petitor, quod habiturus foret, si eo tempore, quo judicium accipiebatur, restitutus illi homo fuisset. — Paul, L. 31 *De R. C.* XII, 1 : Cum fundus vel homo per condictionem petitus esset, puto hoc nos jure uti, ut post judicium acceptum causa omnis restituenda sit; id est omne quod habiturus esset actor si litis contestandae tempore solutus fuisset.

Pour la prescription.

Gaius, L. 139 *pr. De R. J.* L, 17 : Omnes actiones, quae... tempore pereunt, semel inclusae judicio salvae permanent.

— Paul, L. 8 § 1 *De fidejuss. tut.* XXVII, 7 : Litis contestatione... actiones... temporales... perpetuantur.

Pour la transmissibilité aux héritiers.

Paul, texte cité : Litis contestatione et poenales actiones transmittuntur ab utraque parte.

Pour la cessibilité.

L. 1 § 1 *De litigiosis* XLIV, 6.

III. Éventualités de procédure.

§ 79. — *Aveu,* confessio in jure.

Keller, § 63. — Rudorff, § 66. — Bethmann Hollweg, § 105. — Savigny VII, §§ 303 ss.

Loi *Rubria* (§§ 44 et 95), chap. 21 : A quoquomque pecunia certa credita,... petetur,... si is eam pecuniam in jure apud eum, quei ibei iure deicundo praerit ei quei eam petet, aut ei quoius nomine ab eo petetur, dare oportere debereve se confessus erit, neque id quod confessus erit solvet satisve faciet, aut se sponsione iudicioque utei oportebit non defendet, seive is ibei de ea re in iure non responderit, neque de ea re sponsionem faciet neque iudicio utei oportebit se defendet : tum de eo, a quo pecunia peteita erit, deque eo, quoi eam pecuniam darei oportebit, siremps res lex ius caussaque omnibus omnium rerum esto, atque utei esset esseve oporteret, sei is, quei ita confessus erit aut de ea re non responderit aut se sponsione iudicioque utei oportebit non defenderit, eius pecuniae iei, quei eam suo nomine petierit quoive eam darei oportebit, ex iudicieis dateis, indicareve recte iusseis, iure lege damnatus esset fuisset. *Rel.*, et chapitre 22 :... Dum ne quis de ea re nisei praetor isve quei Romae iure deicundo praerit, eorum quoius bona possiderei proscreibeive veneire duceique iubeat. — Paul V, 5 a, 2 : Confessi debitores pro judicatis habentur : ideoque ex die confessionis tempora solu-

tioni praestituta computantur. 3. 4. Eorum, qui debita confessi sunt, pignora capi et distrahi possunt. 5. Confessionem suam reus in duplum revocare non potest. — Tit. D. XLII, 2 *De confessis*. Paul, L. 1 *h. t* : Confessus pro judicato est, qui quodam modo sua sententia damnatur. — Ulpien, L. 56 *De re judicata* XLII, 1.

§ 80. — *Serment*, jusjurandum in jure delatum.

Keller, § 64. — Rudorff, § 67. — Bethmann Hollweg, § 107. — Savigny, §§ 309-313.

Tit. D. XII, 2. C. IV, 1 *De jurejurando*. — Gaius, L. 1 *h. t* : Maximum remedium expediendarum litium in usum venit jurisjurandi religio : qua vel pactione ipsorum litigatorum, vel ex auctoritate judicis deciduntur controversiae. — Ulpien, L. 34 § 6 *h. t.* : Ait Praetor : EUM A QUO JUSJURANDUM PETETUR, SOLVERE AUT JURARE COGAM. — Cicéron, *De officiis* III, 29 : Est enim jusjurandum affirmatio religiosa. (Quod autem affirmate, quasi Deo teste, promiseris, id tenendum est.) — L. 34 *cit.* § 7 : Datur facultas reo ut, si malit, referat jusjurandum : et si is, qui petet, conditione jurisjurandi non utetur, judicium ei praetor non dabit. — Ulpien, L. 7, L. 9 pr. *h. t.* :.. Postquam juratum est, denegatur actio : aut si controversia erit, id est, si ambigitur, an jusjurandum datum sit, exceptioni locus est.

§ 81. — *Opérations en cas de contumace.*

Keller, §§ 49, 65. — Rudorff, §§ 94, 95. — Bethmann Hollweg, §§ 34, 106. — Hartmann, *Ueber das Roem. Contumacialverfahren*. Goettingue, 1851.

Obligation de *judicium suscipere*, de *defendi*. Différents cas de manquement. *Non recte et uti oportet se defendere*. *Non respondere*. *Fraudationis causa latitare*. *Absentia judicio non defenso*. Autres cas.

Loi *Rubria*, chapitres cités au § 79. — Cicéron, *Pro Quinctio*. — Gaius III, 78 : Bona autem veneunt... vivorum veluti eorum qui fraudationis causa latitant nec absentes defenduntur... 79. — Paul V, 5 b, 1 : Pupillo, si non defendatur, in possessione bonorum creditoribus constitutis ex his usque ad pubertatem alimenta praestanda sunt. 2. Ejus, qui ab hostibus captus est, bona venire non possunt, quamdiu revertatur.

§ 82. — *Peines des plaideurs téméraires.* — Jusjurandum calumniae.

Keller, § 58. — Rudorff, § 84. — Bethmann Hollweg, § 104.

Gaius IV, 171 : .. Adversus infitiantes ex quibusdam causis dupli actio constituitur, veluti si judicati aut depensi aut damni injuriae aut legatorum per damnationem relictorum nomine agitur : ex quibusdam causis sponsionem facere permittitur, veluti de pecunia certa credita et pecunia constituta; sed certae quidem creditae pecuniae tertiae partis; constitutae vero pecuniae partis dimidiae. 172. Quodsi neque sponsionis neque dupli actionis periculum ei cum quo agitur injungatur, ac ne statim quidem ab initio pluris quam simpli sit actio, permittit praetor jusjurandum exigere Non calumniae causa infitias ire : unde quamvis heredes vel qui heredum loco habentur, (*nisi suo facto ?*) obligati sint, item feminae pupillique eximantur periculo sponsionis, jubet tamen eos jurare. 173. Statim autem ab initio pluris quam simpli actio est, veluti furti manifesti quadrupli, nec manifesti dupli, concepti et oblati tripli : nam ex his causis et aliis quibusdam, sive quis neget sive fateatur, pluris quam simpli est actio.

174. Actoris quoque calumnia coercetur modo calumniae judicio, modo contrario, modo jurejurando, modo restipulatione. 175. Et quidem calumniae judicium adversus omnes actiones locum habet, et est decimae partis, praeterquam quod adversus adsertorem tertiae partis est. 176. Liberum est autem ei cum quo agitur, aut calumniae

judicium opponere aut jusjurandum exigere non calumniae causa agere. 177-178 : Severior autem coërcitio est per contrarium judicium : nam calumniae judicio decimae partis nemo damnatur nisi qui intellegit non recte se agere, sed vexandi adversarii gratia actionem instituit, potiusque ex judicis errore vel iniquitate victoriam sperat quam ex causa veritatis; calumnia enim in adfectu est, sicut furti crimen: contrario vero judicio omni modo damnatur actor, si causam non tenuerit, licet aliqua opinione inductus crediderit se recte agere. 179-181. (*Cf.* J. IV, 16.)

c. Instance in judicio.

Zimmern, III, §§ 130 ss. — Puchta, § 174. — Keller, § 66.— Rudorff, §§ 76, 77. — Bethmann Hollweg, §§ 50, 51, 108 ss.

§ 83.

1. *Editio formulae, causae conjectio.*

Aulu-Gelle V, 10 : Litem cum Evathlo contestatur, et quum ad judices conjiciendae consistendaeque causae... venissent...— Gaius IV, 15 :... Deinde cum ad judicem venerant, antequam apud eum causam perorarent, solebant breviter ei et quasi per indicem rem exponere : quae dicebatur causae conjectio, quasi causae suae in breve coactio.

2. Plaidoirie, *peroratio* et *altercatio. Exordium, narratio; partitio; confirmatio; reprehensio s. refutatio. Conclusio.* Limitation de la durée des plaidoyers.

Douze Tables I, 7 (§ 36): Com peroranto ambo praesentes. — Cicéron, *Brutus* 44. *De Oratore* II, 80. *De inventione* I, 14. — Quintilien, IV.

3. Preuves. Aveu, *confessio in judicio;* témoins; titres, *tabulae, scripta, instrumenta;* visite locale, expertise, *inspectio;* serment, *jusjurandum judiciale. Praejudicia.*

Aulu-Gelle XIV, 2. — Quintilien V, 1 :... Ex illo priore genere (*probationum inartificialium*) sunt praejudicia, rumores, tormenta, tabulae, jusjurandum, testes, in quibus pars maxima contentionum forensium consistit... 2-7. 8-9 : Omnis igitur probatio *artificialis* constat aut signis, aut argumentis, aut exemplis. 10-14. — Paul V, 5 a, 3 : Confiteri quis in judicio non tantum sua voce, sed et litteris et quocumque modo potest. Convinci autem non nisi scriptura aut testibus potest.

4. *Pronuntiatio sententiae. Condemnatio, absolutio.* En cas de récupérateurs, majorité des voix. Dans les actions arbitraires (§ 155) : *Pronuntiatio, jussus judicis* et *arbitratus, condemnatio in litis aestimationem, quanti ea res erit. Officium judicis. Res judicata.*

Modestin, L. 1 *De Re Jud.* XLII, 1 : Res judicata dicitur, quae finem controversiarum pronuntiatione judicis accipit; quod vel condemnatione vel absolutione contingit. — Gaius IV, 48 : Judex non ipsam rem condemnat eum, cum quo actum est, sicut olim fieri solebat, sed aestimata re pecuniam eum condemnat.

5. Procédure en cas de contumace.

Douze Tables I, 8 : Post meridiem praesenti litem addicito. — Aulu-Gelle XVII, 2 — L. 6 § 3 *De confessis* XLII, 2 :.. Nec solet quis absenti condemnari.

6. Durée du *judicium*. Termes, ajournements, *diffissio, ampliatio, dilatio. Actio prima, secunda,* etc.

Aulu-Gelle XIV, 2. XVII, 2. — Cicéron, *Pro Quinctio* 28 : Pecuniarium judicium, quod uno die transigi posset.— Donat, sur Térence, *Eunuque* II, 3 : LIQUET verbum est juris, quo utebantur judices, cum AMPLIUS pronuntiabant. — Sénèque, *Ep.* 65 : Aut fer sententiam, aut nega tibi liquere et nos reverti jube.

7. *Figura judicii.* Publicité, oralité. — Décadence.

Macrobe II, 12 : (C. Titinius, vir aetatis Lucilianae) des-

cribens homines prodigos, in forum ad judicandum ebrios commeantes, quaeque soleant inter se sermocinari, dicit : Ludunt alea studiose, delibuti unguentis, scortis stipati. Ubi horae decem sunt, jubent puerum vocari, ut comitium eat percontatum, quid in foro gestum sit, qui dissuaserint, quod tribus jusserint, quod vetuerint. Inde ad comitium vadunt, ne litem suam faciant. Dum eunt, nulla est in angiporto amphora quam non impleant, quippe qui vesicam plenam vini habeant. Veniunt in comitium : tristes jubent dicere : quorum negotium est narrant : judex testes poscit, ipsus it minctum : ubi redit, ait se omnia audivisse : tabulas poscit, litteras inspicit : vix prae vino sustinet palpebras. Eunt in consilium : ibi haec oratio : quid mihi negotii est cum istis nugatoribus potius quam potamus mulsum mixtum vino graeco, edimus turdum pinguem, bonumque piscem, lupum germanum qui inter duos pontes captus fuit?

Chapitre IV.

Représentants. Assistants. Cautions.

A. Le *Cognitor* et le *Procurator*.

Puchta, 156. — Rudorff, §§ 17, 18, 72. — Bethmann Hollweg, *Versuche*. Berlin, 1827. *Civ. Process*, § 100. — Keller, §§ 52, 54. — Karlowa, § 47.

§ 84.

1. Le *Cognitor*, probablement d'origine étrangère, grecque.

Gaius IV, 82 : Nunc admonendi sumus agere nos aut nostro nomine aut alieno, veluti cognitorio, procuratorio, tutorio, curatorio, cum olim, quo tempore legis actiones in usu fuissent, alterius nomine agere non liceret, praeterquam ex certis causis. 83. Cognitor autem certis verbis in litem coram adversario substituitur : nam actor

ita cognitorem dat : QUOD EGO A TE verbi gratia FUNDUM PETO, IN EAM REM L. TITIUM TIBI COGNITOREM DO ; adversarius ita : QUIA TU A ME FUNDUM PETIS, IN EAM REM TIBI P. MEVIUM COGNITOREM DO; potest ut actor ita dicat : QUOD EGO TECUM AGERE VOLO, IN EAM REM COGNITOREM DO ; adversarius ita : *Quia tu mecum agere vis, in eam rem cognitorem do:* nec interest praesens an absens cognitor detur; sed si absens datus fuerit, cognitor ita erit, si cognoverit et susceperit officium cognitoris.

2. Le *Procurator*.

Gaius IV, 84 : Procurator vero nullis certis verbis in litem substituitur; sed ex solo mandato et absente et ignorante adversario constituitur : quin etiam sunt qui putant eum quoque procuratorem videri cui non sit mandatum, si modo bona fide accedat ad negotium et caveat ratam rem dominum habiturum : quamquam et ille, cui mandatum est plerumque satisdare debet, quia saepe mandatum initio litis in obscuro est et postea apud judicem ostenditur. 86. Qui autem alieno nomine agit, intentionem quidem ex persona domini sumit, condemnationem autem in suam personam convertit : nam si verbi gratia L. Titius [*pro*] P. Mevio agat, ita formula concipitur : SI PARET N^m N^m P. MEVIO SESTERTIUM X MILIA DARE OPORTERE, JUDEX N^m N^m L. TITIO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNA. SI NON PARET, ABSOLVE; in rem quoque si agat, intendit P. MEVII REM ESSE EX JURE QUIRITIUM, et condemnationem in suam personam convertit. 87. Ab adversarii quoque parte si interveniat aliquis, cum quo actio constituitur, intenditur dominum DARE OPORTERE, condemnatio autem in ejus personam convertitur qui judicium accepit; sed cum in rem agitur, nihil [*in*] intentione facit ejus persona cum quo agitur, sive suo nomine sive alieno aliquis judicio interveniat : tantum enim intenditur, REM ACTORIS ESSE. — 101... Nemo alienae rei sine satisdatione defensor idoneus intelligitur.. v. § 86. — Pseudo Asconius, *in Divinationem* 11 : .. Procurator, si (absentis) negotium suscipit; aut cognitor, si praesentis causam novit et sic tuetur ut suam. Ergo cognitorem dixit

modo familiarissimum defensorem. — Festus, *Cognitor* : C. est, qui litem alterius suscipit coram eo cui datus est. Procurator autem absentis nomine actor fit.

3. Restrictions. Infâmes, femmes.

Gaius IV, 124 : Exceptiones.. quales sunt cognitoriae, veluti si is qui per Edictum cognitorem dare non potest, per cognitorem agat, vel dandi quidem cognitoris jus habeat, sed eum det, cui non licet cognituram suscipere... — Fragments du Vatican 322 : *Edictum Praet.* : Alieno nomine, item per alios agendi potestatem non faciam in his causis, in quibus ne dent cognitorem, neve dentur, Edictum comprehendit. 324-327. — L. 43 § 1 *De procuratoribus* III, 3. — Paul I, 2 § 2 : Feminae in rem suam cognitoriam operam suscipere non prohibentur.

B. Assistants des parties. *Patroni, defensores causae, advocati.*

Rudorff, § 13. — Bethmann Hollweg, § 108.

§ 85.

Les Jurisconsultes, *qui tela agentibus sumministrant* (Quintilien XII, 3) : *juris periti, consulti, studiosi ; pragmatici, advocati.*

Les amis, qui postulent, parlent, plaident, agissent : *advocati, patroni s. s., oratores, diserti, causidici.*

Loi *Cincia*, § 48. — *Ne quis ob causam orandam pecuniam donumve acciperet.*

Tite-Live III, 44, 47. — Pseudo-Asconius. v. § 59, 5. — Tacite, *Dial.* 1. — Cicéron, *De Oratore* I, 36-38, 45 s. ; II, 75 : Quid si, cum pro altero dicas, litem tuam facias ? *Topiques* 17.

C. Cautions.

Keller, §§ 56-57. — Rudorff, §§ 73-74. — Bethmann Hollweg, §§ 100, 104.

§ 86.

1. Cautions du défendeur.

Dans les actions *in rem* (§ 153) : *Praedes litis vindiciarum, Stipulatio p. p.; Satisdatio* JUDICATUM SOLVI (*de re judicata, de re defendenda, de dolo malo*).

Dans les actions *in personam* (§ *cité*) : JUDICATUM SOLVI dans certains cas.

Gaius IV, 88-89 : Si.. in rem tecum agam, satis mihi dare debes : aequum enim visum est, (te) ideo quod interea tibi rem, quae an ad te pertineat dubium est, possidere conceditur, cum satisdatione cavere, ut si victus sis nec rem ipsam restituas nec litis aestimationem sufferas, sit mihi potestas aut tecum agendi aut cum sponsoribus tuis. 90 ss. 96. Ipse autem qui in rem agit, si suo nomine agat, satis non dat. 100... Si vero in personam, ab actoris quidem parte quando satisdari debeat quaerentes, eadem repetemus... 102. Quod si proprio nomine aliquis judicium accipiat in personam, certis ex causis satisdare solet, quas ipse praetor significat : quarum satisdationum duplex causa est, nam aut propter genus actionis satisdatur, aut propter personam, quia suspecta sit : propter genus actionis, veluti judicati depensive aut cum de moribus mulieris agitur ; propter personam, veluti si cum eo agitur qui decoxerit, cujusve bona (a) creditoribus possessa proscriptave sunt, sive cum eo herede agatur quem praetor suspectum aestimaverit.

2. Cautions en cas de représentation.

De la part du demandeur, RATAM REM HABERI. Du défendeur, JUDICATUM SOLVI.

Gaius IV, 90, 97 : Ac nec si per cognitorem quidem agatur, ulla satisdatio vel ab ipso vel a domino desideratur : cum enim certis et quasi sollemnibus verbis in locum

domini substituatur cognitor, merito domini loco habetur. 98. Procurator vero si agat, satisdare jubetur RATAM REM DOMINUM HABITURUM : periculum enim est, ne iterum dominus de eadem re experiatur; quod periculum (non) intervenit si per cognitorem actum fuit, quia de qua re quisque per cognitorem egerit, de ea non magis amplius actionem habet quam si ipse egerit. 99. Tutores et curatores eo modo quo et procuratores satisdare debere verba Edicti faciunt; sed aliquando illis satisdatio remittitur. 101. Ab ejus vero parte cum quo agitur, si quidem alieno nomine aliquis interveniat, omnimodo satisdari debet, quia nemo alienae rei sine satisdatione defensor idoneus intelligitur : sed si quidem cum cognitore agatur, dominus satis dare jubetur; si vero cum procuratore, ipse procurator. Idem et de tutore et de curatore juris est. — Cicéron, *Brutus* V, 18 : AMPLIUS EO NOMINE NEMINEM CUJUS PETITIO SIT, PETITURUM. *Verr.* II, 24. — L. 166 *De R. J.* L, 17 : Qui rem alienam defendit, numquam locuples habetur.

CHAPITRE V.

L'*Imperium*. La *juris dictio voluntaria*.

§ 87. — *Des divers cas de connaissance fondés sur l'*imperium, *en général, et de la* juris dictio *voluntaria*.

Bethmann Hollweg, §§ 54, 70, 122. — Keller, § 22. — Padelletti, p. 207-210, 403-406. — Karlowa, § 29.

1. L'*imperium* et la *juris dictio*. Affaires auxquelles le système des *legis actiones* ne pouvait s'appliquer. *Interdicta, decreta*.

2. *Cognitiones praetoriae* : Cautions, envois, restitution ; autres cas. *Cognitiones* d'autres magistrats.

3. *Juris dictio voluntaria. Legis actio.* Cessions *in jure,* adoptions, émancipations, affranchissements.

Gaius, I, 98 : Adoptio autem duobus modis fit, aut populi auctoritate, aut imperio magistratus, velut praetoris. II, 24-37.

Marcien, L. 2 pr. *De officio Proconsulis* I,16: Omnes proconsules statim quam urbem egressi fuerint habent juris dictionem, sed non contentiosam, sed voluntariam : ut ecce manu mitti apud eos possunt tam liberi quam servi et adoptiones fieri. § 1. Apud legatum vero proconsulis nemo manumittere potest, quia non habet jurisdictionem talem.

§ 88. — *Les Interdits.*

Bethmann Hollweg, §§ 54, 98. — Rudorff, §§ 53-55. — Keller, §§ 22 74-76. — Puchta, 169. — Walter, 764-770. — C. A. Schmidt, *Das Interdictenverfahren der Rœmer*. Leipzig, 1853.

Développement et transformation des interdits. Ils sortent du domaine de l'*imperium* pour entrer dans celui de la *juris dictio* et, par le fait, devenir des *actions* de l'*ordo judiciorum. Interdictum redditum.* Espèces et divisions des interdits § 149.

Cicéron, *Pro Tullio* 44 : Fuit illud interdictum apud majores nostros DE VI, quod hodie quoque est : UNDE TU AUT FAMILIA AUT PROCURATOR TUUS ILLUM AUT FAMILIAM AUT PROCURATOREM ILLIUS IN HOC ANNO VI DEJECISTI. Deinde additur illius jam causa, quicum agitur, *quum ille possideret,* et hoc amplius : QUOD NEC VI NEC CLAM NEC PRECARIO POSSIDERET. — Oraison *Pro Caecina* (de l'an 69), passim.

Gaius IV, 138, 139 : Certis igitur ex causis praetor aut proconsul *principaliter* auctoritatem suam finiendis controversiis interponit; quod tum maxime facit, cum de possessione aut quasi possessione inter aliquos contenditur; et

in summa aut jubet aliquid fieri aut fieri prohibet : formulae autem et verborum conceptiones quibus in ea re utitur, interdicta.... decretaque. 140. Vocantur autem decreta cum fieri aliquid jubet, veluti cum praecipit UT ALIQUID EXIBEATUR aut RESTITUATUR ; interdicta vero cum prohibet fieri, veluti cum praecipit NE SINE VITIO POSSIDENTI VIS FIAT, NEVE IN LOCO SACRO ALIQUID FIAT : unde omnia interdicta aut restitutoria aut exhibitoria aut prohibitoria vocantur. 141. Nec tamen cum quid jusserit fieri aut fieri prohibuerit, statim peractum est negotium, sed ad judicem recuperatoresve itur et ibi editis formulis quaeritur, an aliquid adversus praetoris edictum factum sit, vel an factum non sit, quod is fieri jusserit. Et modo cum poena agitur, modo sine poena : cum poena, veluti cum per sponsionem agitur, sine poena, veluti cum arbiter petitur ; et quidem ex prohibitoriis interdictis semper per sponsionem agi solet ex restitutoriis vero vel exhibitoriis modo per sponsionem, modo per formulam agitur quae arbitraria vocatur. 142-171. — Paul, L. 1, L. 2 § 1 *De interdictis* XLIII, 1 : Interdicta autem competunt, vel hominum causa, vel divini juris aut de religione, sicut est : NE QUID IN LOCO SACRO FIAT, vel QUOD FACTUM EST, RESTITUATUR, et de mortuo inferendo, vel sepulchro aedificando. Hominum causa competunt, vel ad publicam utilitatem pertinentia, vel sui juris tuendi causa, vel officii tuendi causa, vel rei familiaris. Publicae utilitatis causa competit interdictum, UT VIA PUBLICA UTI LICEAT ET FLUMINE PUBLICO; et NE QUID FIAT IN VIA PUBLICA. Juris sui tuendi causa, de liberis exhibendis, item de liberto exhibendo. Officii causa de homine libero exhibendo. Reliqua interdicta rei familiaris causa dantur.

§ 89. — *Stipulations prétoriennes, édiliciennes, etc.*

Bethmann Hollweg, § 119. — Rudorff, § 56. — Keller, §§ 22, 77.

Cautionales : p. ex. *damni infecti, legatorum servandorum causa, rem pupilli salvam fore, fructuaria, duplae evictionis causa.*

Judiciales : p. ex. *pro praede litis vindiciarum, judicatum solvi.*

Communes : vadimonia, ratam rem haberi.

Tit. D. *De stipulationibus praetoriis* XLVI, 5.—Paul V, 9, 10.— Gaius IV, 88-102, *supra* § 86; 183-188, *supra* § 76.

§ 90. — *Envoi en possession,* missio in possessionem.

Bethmann Hollweg, § 120. — Rudorff, § 57. — Keller, § 78.

1. *Missio in possessionem rei singularis. Custodiae causa,* en cas de *damnum infectum,* etc.

2. *Missio in bona rei servandae causa, legatorum s. fideicommissorum servandorum causa, hereditatis tuendae causa (ventris, furiosi nomine; ex carboniano edicto).*

Tit. D. XLII, 9 *Quibus ex causis in possessionem eatur.* — Cicéron, *Pro Quinctio* 27 : Redeamus ad edictum. Id quemadmodum jubet possidere ?... Eos ITA VIDETUR IN POSSESSIONE ESSE OPORTERE. Quo modo, QUOD IBIDEM RECTE CUSTODIRE POTERUNT, ID IBIDEM CUSTODIANT. QUOD NON POTERUNT, ID AUFERRE ET ABDUCERE LICEBIT. Quid tum? DOMINUM, inquit, INVITUM DETRUDERE NON PLACET. Eum ipsum qui fraudandi causa latitet : eum ipsum, quem judicio nemo defendat : eum ipsum, qui cum omnibus creditoribus suis mele agat, invitum de praedio detrudi vetat. 26, 23, etc.

§ 91. — *Restitution en entier.*

Savigny, *Système*, §§ 315-343. — Bethmann Hollweg, § 121. — Maynz, §§ 72-74. — Keller, §§ 79, 80.—Rudorff, § 58. — Puchta, 177, 209. — Walter, 774. — Staedtler, *De la restitution en droit prétorien.* Bruxelles, 1861. — Spaltenstein, *Die Wiedereinsetzung in den vorigen Stand.* Berlin, 1873.

Nature de la restitution en entier : *extraordinarium auxilium. Justae causae restitutionis.*

Paul I, 7, 1 : Integri restitutio est redintegrandae rei vel causae actio. 2. Integri restitutionem praetor tribuit ex his causis : quae per metum, dolum, et status permutationem, et justum errorem, et absentiam necessariam, et infirmitatem aetatis gesta esse dicuntur. 3-10. — L. 16 *De minoribus* IV, 4 : Si communi auxilio et mero jure munitus sit, non debet ei tribui extraordinarium auxilium. — Tit. D. *De I. I. R.* IV, 1. — Édit prétorien, publié par M. Rudorff (Leipzig, 1869), p. 55-64. (Le préteur C. Cassius Longinus Varus 76 ; Cn. Octavius 74; G. Aquilius 66.) — Modestin, L. 3 *De I. I. R.* : Omnes in integrum restitutiones causa cognita a praetore promittuntur, scilicet ut justitiam earum causarum examinet, an verae sint, quarum nomine singulis subvenit.

CHAPITRE VI.

Exécution du jugement.

§ 92. — *Exécution sur la personne.*

Bethmann Hollweg, §§ 53, 112, 113. — Rudorff, §§ 89, 90.— Keller, § 83. — Puchta, 179. — Walter, 750, 753. — Padelletti, 202-206, 396-400. — Karlowa, §§ 18-19. — Bachofen, *Das Nexum*, 1843. — Huschke, *Das Recht des Nexum*, 1846. — Exner, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, XIII, p. 392-398.

1. Douze Tables, *supra*, p. 168-169. — Loi d'Osuna, LXI :... Judicati jure manus injectio esto... Vindex arbitratu II viri... locuples esto. Ni vindicem dabit judicatumque faciet, secum ducito. Jure civili vinctum habeto. — Si quis in eo vim faciet, ast ejus vincitur, dupli damnas esto... — Festus, *Nervum.*

PARTIS SECANTO. SI PLUS MINUSVE SECUERUNT, SE FRAUDE ESTO. *Poena perfidiae.* Idées analogues dans le *Pecorone*, dans le *Marchand de Venise* de Shakespeare,

et dans diverses traditions germaniques confirmées par l'ancien droit scandinave.

Grimm, *Deutsche Rechtsalterthümer*, 616. — Travaux de M. C. Maurer (*Altnordische Schuldknechtschaft*), de M. d'Amira (*Das altnorwegische Vollstreckungsverfahren*, 1874). — Brinz, *Krit. Vierteljahrsschrift* XVI.

2. Loi *Poetelia*.

Tite-Live VIII, 28 : Ne quis, nisi qui noxam meruisset, donec poenam lueret, in compedibus aut in nervo teneretur. — Varron, *De l. l.* VII, 105. — *Supra* § 48.

3. Droit postérieur. *Addictio*. *Duci jubere*.

Loi *Rubria* 21, 22. Cicéron, *Pro Flacco* 20 : Quum judicatum non faceret, addictus Hermippo et ab hoc doctus est. *De Oratore* II, 63 :... Qui judicatum duci videns percontatur ita : *Quanti addictus? Mille nummûm*. — Gaius III, 199 : Liberorum hominum furtum fit, velut si... judicatus vel auctoratus meus subreptus fuerit.

§ 93. — *Exécution sur les biens.*

Bethmann Hollweg, §§ 114, 115. — Rudorff, §§ 90-93. — Keller, §§ 84, 85. — Puchta, 179. — Walter, 751, 754. — Padelletti, p. 400-402. — Dernburg, *Ueber die bonorum emptio*, 1850. — Karlowa, § 20. — Savigny, *Vermischte Schriften*, II. — Toute cette matière est fort controversée.

En cas de *non defensio*, voyez *supra* § 81. — *Pignoris capio*, § 70. — *Missio in bona*, § 90.

Bonorum venditio.

Origine, modèle : *Publicatio*, *proscriptio bonorum*; *sectio*.

Varron, *De r. r.* II, 10 : In emptionibus (servorum) dominum legitimum sex fere res perficiunt :... tumve cum in bonis sectioneve cujus publice venit. — Festus (Paul), *Sectio* : S. persecutio juris. *Sectores* et qui secant dicuntur, et qui empta sua persecuntur. — Pseudo Asconius sur Cicé-

ron, *Verr.* II. 1 § 52 : Sectorem dicit aestimatorem redemptoremque bonorum damnati atque proscripti, qui spem sectans lucri sui, id est secutus spem aestimationis suae, bona omnia auctione vendit, et semel infert pecuniam el aerario vel sociis. — § 61. Sectores dicti sunt, qui spem lucri sui secuti bona condemnatorum semel auctionabantur, proque his pecunias pensitabant (*populo*,) singulis postea pro compendio suo singulas quasque res pecunia vendituri. — Gaius IV, 146 : Item ei, qui publice (*publica ?*) bona emerit, ejusdem condicionis interdictum proponitur, quod appellatur sectorium, quod sectores vocantur, qui publice bona mercantur.

Développement prétorien de l'*ordo exsecutionis*. Le préteur Rutilius : P. Rutilius, préteur 118 ? (V. § 56.)

Opérations préliminaires. Envoi en possession *rei Servandae, custodiae causa, pignus praetorium*, § 90. *Proscriptio*. Délais. Conséquences personnelles; loi *Roscia*. Nomination d'un *magister* pour procéder à la vente. Annonces de vente.

Cicéron, *Ad Atticum* VI, 1 : Sine edicto satis commode transigi uon potest de bonis possidendis, magistris faciendis, vendendis, quae ex edicto et postulari et fieri solent.

Philippiques II, 18 : Tenes ne memoria, praetextatum te pecoxisse ?... Illud... audaciae tuae, quod sedisti in quattuordecim ordinibus, quum esset lege Roscia decoctoribus certus locus constitutus, quamvis quis fortunae vitio, non suo decoxisset. — *Pro Quinctio* 9 : Ergo hercule, cujus bona ex edicto possidentur : hujus omnis fama existimatio cum bonis simul possidetur, de quo libelli in celeberrimis locis proponuntur, huic ne perire quidem tacite obscureque conceditur : cui magistri fiunt et domini constituuntur, qui, qua lege et qua conditione pereat, pronuncient : de quo homine praeconis vox praedicat et pretium conficit, etc. — Gaius III, 77, 78 : Bona autem veneunt aut vivorum aut

mortuorum : vivorum velut eorum, qui fraudationis causa latitant, nec absentes defenduntur : item eorum, qui ex lege Julia bonis cedunt ; item judicatorum post tempus quod eis partim lege XII tabularum, partim edicto praetoris ad expediendam pecuniam tribuitur. Mortuorum bona veneunt velut eorum, quibus certum est, neque heredes neque bonorum possessores neque ullum alium justum successorem existere. 79. Si quidem vivi bona veneant, jubet ea praetor per dies continuos XXX possideri et proscribi, si vero mortui, per dies XV ; postea jubet convenire creditores et ex eo numero magistrum creari, id est eum per quem bona veneant.

La vente. *Lex bonorum vendendorum*. *Bonorum emtor*. Actions servienne, rutilienne.

Gaius, *l. l.* : Itaque si vivi bona veneant, in diebus X legem bonorum vendendorum fieri jubet, si mortui in diebus V, a quibus tandem (*Huschke*) vivi bona die XX, mortui vero die X emptori addici jubet. Quare autem tardius viventium bonorum venditio compleri jubetur, illa ratio est, quia de vivis curandum erat, ne facile bonorum venditiones paterentur— Cicéron, *Pro Quinctio* 15 *fin.* :.. Conveniunt — bonorum emptores, ut carnifices, ad reliquias vitae lacerandas et distrahendas. 16. Itaque majores nostri raro id accidere voluerunt ; praetores, ut considerate fieret, comparaverunt ; viri boni, quum palam fraudantur, quum experiundi potestas non est, timide tamen et pedetentim istuc descendunt... Considerant enim quid et quantum sit, alterius bona proscribere. — *Ad div.* XII, 30. — Gaius III, 80 : Neque autem bonorum possessorum, neque bonorum emptorum res pleno jure fiunt, sed in bonis efficiuntur, etc. 81. — IV, 35 : Similiter et bonorum emptor ficto se herede agit ; sed interdum et alio modo agere solet : nam ex persona ejus, cujus bona emerit, sumpta intentione, convertit condemnationem in suam personam, id est, ut quod illius esset vel illi dari oporteret, eo nomine adversarius huic condemnetur : quae species actionis appel-

latur Rutiliana, *quia a praetore P. Rutilio, qui et bonorum venditionem introduxisse dicitur, comparata est*. Superior autem species actionis, qua ficto se herede bonorum emptor agit, Serviana vocatur. — Édit (Rudorff), p. 198-202.

Chapitre VII.

Responsabilité du magistrat et du juge.

Rudorff, § 88. — Keller, § 86. — Bethmann Hollweg, § 61.

§ 94.

1. Responsabilité spéciale du magistrat. Maxime du préteur Octavius (61), d'où est sorti l'*Edictum Quod quisque juris*.

Cicéron, *Ad Quintum* I, 1 : Qui in magistratibus injuriose decreverant, eodem ipsis erat jure parendum. — *Verr.* I, 47, 52. — Tacite, *Annales* II, 30.

2. Responsabilité du juge. *Litem suam facere.*

Gaius IV, 52 : Qui de re vero est judex, si condemnat, certam pecuniam condemnare debet, et si certa pecunia in condemnatione posita non sit : debet autem judex attendere, ut cum certae pecuniae condemnatio posita sit, neque majoris neque minoris sum mapetita condemnet, alioquin litem suam facit ; item si taxatio posita sit, ne pluris condemnet quam taxatum sit, alias enim similiter litem suam facit : minoris autem damnare ei permissum est. — L. ult. *De extraordinariis cognitionibus* L, 13. — Macrobe, *Saturnales* II, 12. — Aulu-Gelle X, 1.

Peine capitale pour le juge prévaricateur.

Douze Tables IX, 3. (Aulu-Gelle XX, 1.) — Cicéron *Verr.* II, 2.

LIVRE QUATRIÈME.

MONUMENTS ET DOCUMENTS DU DROIT DE L'ÉPOQUE CONSULAIRE. RESTES DE LA LITTÉRATURE JURIDIQUE.

A. — MONUMENTS ET DOCUMENTS.

Orelli. — Zell. — Haubold-Spangenberg. — Boeckh, *Corpus inscriptionum graecarum*. — Mommsen (Henzen, Ritschl et autres), *Corpus inscriptionum latinarum*, *supra* § 3. — Bruns, *Fontes juris romani antiqui*. 3e édition. Tubingue, 1876.

§ 95. — *Lois, sénatusconsultes, etc.*

Rudorff I, §§ 81-83. — Danz, §§ 47-48.

1. Lois.

Je ne mentionne ici que quelques actes législatifs qui nous ont été conservés directement, en nature, en fragments plus ou moins considérables, et non les dispositions législatives qui nous ont été transmises par l'intermédiaire de la littérature.

Lex Lucerina de loco sacro. Table de pierre de Lucera (Pouille).

Bruns, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XII, p. 127 ss.—*Fontes*, p. 42.

Traité d'alliance de la ville de Bantia, en Lucanie, et droit municipal accordé à cette ville par les commissaires romains. Langue osque. Date incertaine, non antérieure à 184. Au revers, des fragments d'une loi judiciaire en latin, qui paraît dater des années 133-118. Table de bronze, dite *tabula bantina,* trouvée en 1790, près d'Oppido. Naples, musée Bourbon.

Kirchhoff, *Das Stadtrecht von Bantia*. Berlin, 1853.— Lange, *Die oskische Inschrift der Tabula Bantina und die roem. Volksgerichte*. Goettingue, 1853. — Bruns, p. 48-50.

Loi *Acilia de repetundis* 124 ou 123. Fragments de bronze, actuellement à Naples et à Vienne. Trouvés on ne sait où ni quand, ils appartenaient au seizième siècle au cardinal Bembo. Il y en avait d'abord onze; Bembo en avait dix, dont un s'est perdu. On a longtemps disputé sur l'identité de cette loi, qu'on prenait pour la loi *Servilia*. Rudorff et M. Mommsen ont mis fin aux doutes.

Rudorff, *mémoire* cité au § 60. (Auparavant Klenze, *Fragmenta legis Serviliae repetundarum*. Berlin, 1825.)—Huschke, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* V. — Bruns, p. 50-64.

La même table portait au revers une loi agraire de l'an 111, sur les domaines publics en Italie, en Afrique et à Corinthe, qu'on a longtemps, par erreur, appelée loi *Thoria*.

Rudorff, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* X.—Huschke, *Richter's Jahrbücher* X. — Bruns, p. 64-79.

Deux fragments de lois pénales, peut-être contemporaines des Gracques, sur les deux faces d'un petit bronze de Florence.

Bruns, p. 85-86.

Loi *Cornelia de XX quaestoribus* 81. La huitième table, en bronze, découverte à Rome, au seizième siècle, dans les décombres du temple de Saturne, conservée au musée Bourbon, contient les dispositions relatives à l'*officium* des vingt questeurs, *de scribis, viatoribus et praeconibus*.

Mommsen, *Richter's Jahrbücher* XV. *Zeitschrift für Alterthumswissenschaft*, 1846. — Bruns, p. 79.

Loi *Antonia* sur la ville libre de Termesse en Pisidie 71. Table de bronze au musée Bourbon.

Dirksen, *Versuche zur Kritik und Auslegung der Quellen des Roem. Rechts*. Berlin, 1823. — Mommsen, *Zeitschrift für Alterthumswissenschaft* 1846. — Bruns, p. 82-84.

Loi *Rubria* § 44. Table de bronze conservée à Parme, trouvée en 1760, près de Plaisance, à Macinessa.

Dirksen, *Observationes ad selecta legis Cisalpinae capita*. Berlin, 1812. — Burchardi, *De lege R.* Kiel, 1839. — Puchta, *Kleine Schriften*. 1851. — Savigny, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* IX. *Vermischte Schriften* III. — Bethmann Hollweg, § 59. — Mommsen, *Jahrbuch des gemeinen Rechts* II. — Bruns, p. 87-91.

Lex Julia municipalis § 44. Table dite d'Héraclée, découverte en 1732 et 1735, en deux fragments *(Aes Neapolitanum, Aes Britannicum)*, aujourd'hui au musée Bourbon.

Dirksen, *Civilistische Abhandlungen* II. *Observationes ad tabulam heracleensem*. Berlin, 1817. — Savigny, aux endroits cités. — Walter, 260. — Bethmann Hollweg, § 58. — Bruns, p. 91-99.

Lex vicana Furfensis templo dedicando dicta 58.

Bruns, p. 84.

2. Sénatusconsultes.

Une table de bronze, découverte en 1640 à Tiriolo, près de Catanzaro, Calabre, actuellement à Vienne, porte une lettre des consuls de 186 à la ville fédérée de Terina, donnant communication du sénatusconsulte contre les Bacchanales.

Tite Live, XXXIX, 8-19.

Bruns, p. 131.

Senatusconsultum de Tiburtibus, du dernier siècle avant notre ère; bronze de Tivoli.

Bruns, p. 133.

Sénatusconsulte gréco-latin *de Asclepiade, Polystrato, Menisco in amicorum formulam referendis* 78. Table de bronze, au musée Bourbon.

Bruns, p. 134.

Plusieurs sénatusconsultes en inscriptions grecques.

§ 96. — *Autres inscriptions, documents, restes divers.*

Recueils cités, notamment Mommsen.

Carmen arvale. *Éloges* des Scipions et d'autres personnages connus. *Columna rostrata*. *Tituli*, *Tesserae*, etc. — *Fasti*.

§ 97. — Negotia.

E. Spangenberg, *Juris Romani tabulae negotiorum solemnium*. Leipzig, 1822. — Rudorff, §§ 86, 87.

Quinti et Marci Minuciorum sententia inter Genuates et Viturios dicta 117. Sentence arbitrale sur différents points litigieux entre la ville de Gênes, d'une part, et ses *castella* Langatium (Langasco) et Viturium (Nostra Signora della Vittoria), d'autre part. Table d'airain, à Gênes.

Rudorff, Berlin, 1842, et *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* I. — Bruns, p. 228-231.

Lex parieti faciundo Puteolana 105. Table de marbre (de l'époque impériale) trouvée à Pouzzoles, conservée au musée Bourbon.

Bruns, p. 192-194.

B. — RESTES DE LA LITTÉRATURE JURIDIQUE.

§ 98. — *Fragments du* Jus Papirianum. (Leges regiae.) *Préceptes, ordonnances des Pontifes.*

Anciens travaux d'Agustin, Juste Lipse, Merula, Hoffmann, Heineccius, Glück, Einert. — Dirksen, *Versuche zur Kritik, etc.* 1823.— Schroeter, *Observationes juris civilis*. Iéna, 1826. — Rubino, *Roem. Verfassung*, 1839, 399-430.— M. Voigt, *Ueber die leges regiae*. Leipzig, 1876-1877.— Zimmern I, 85-92. — Rudorff, § 93. — Bruns, *Fontes*, 1-13.— Mommsen, *Staatsrecht*, II, 33-44.

Pomponinus, L. 2 § 2 *De O. J.* I, 2: (Romulus) leges quasdam et ipse curiatas ad populum tulit; tulerunt et sequentes reges. Quae omnes conscriptae exstant in libro Sexti Papirii, qui fuit illis temporibus, quibus Superbus Demarati Corinthii filius, ex principalibus viris. Is liber, ut diximus, appellatur jus civile Papirianum, non quia Papirius de suo quicquam ibi adjecit, sed quod leges sine ordine latas in unum composuit. § 36. Fuit autem in primis peritus Publius Papirius, qui leges regias in unum contulit. — Denis III, 36 :... Τὰς περὶ τῶν ἱερῶν συγγραφὰς, ἅς Πομπίλιος συνεστήσατο,... (ὁ Μάρκιος) ἀνέγραψεν εἰς δέλτους καὶ προὔθηκεν ἐν ἀγορᾷ,... ἃς ἀφανισθῆναι συνέβη τῷ χρόνῳ... μετὰ δὲ τὴν ἐκβολὴν τῶν βασιλέων ἐις ἀναγραφὴν δημοσίαν αὖθις ἤχθησαν ὑπ' ἀνδρὸς ἱεροφάντου Γαίου Παπιρίου, τὴν ἁπάντων τῶν ἱερῶν ἡγεμονίαν ἔχοντος. V, 1 : Πρῶτος ἱερῶν βασιλεὺς Μάνιος Παπίριος.

Les avis sont fort partagés sur les questions relatives à la nature et au rôle du *Jus Papirianum* et à l'authenticité des *lois royales*. L'opinion dominante tient celles-ci pour des règles coutumières ou des ordonnances pontificales, mises postérieurement sous le nom des rois ; M. Voigt les croit authentiques, en ce

sens que ce sont de véritables lois faites et promulguées comme telles sous le régime royal; il en réduit le nombre à 14.

Treize dispositions concernant les fondements de l'État et de la famille sont attribuées à Romulus, le fondateur politique. Dix-neuf, relatives à la famille, au droit public et au droit sacré, portent le nom de Numa, le fondateur religieux et le législateur. Le nom de Tullus Hostilius est attaché à cinq dispositions par Cicéron, Tite-Live, Tacite et Denys. Neuf fragments se rapportent à Servius Tullius et aux deux Tarquins.

Tite-Live fait remonter le droit des fétiaux à Ancus Martius, qui l'aurait emprunté aux Équicoles.

Denys II, 9, 10, 12, 14, 15, 21, 22, 25-27, 63-74. III. 22, 30, 36, 61, 62, 67. IV, 13, 15, 22, 25, 43. V, 2. — Plutarque, *Romulus* 13, 22, 26. *Numa* 10, 12, 14, 17, 18, 19. *Martius* 8. — Macrobe I, 12, 13. — Festus, *Plorare*, *Pellices*, *Occisum*, *Opima*, *Parricidii*, *Aliuta*, *Termino*. — Censorin, 20. — Collation IV, 8. — Marcellus, L. 2 *De mortuo inferendo* XI, 8. — Varron, *De r. r.* II, 5.

§ 99. — *Fragments d'auteurs juridiques.*

Huschke, *Jurisprudentiae antejustinianae quae supersunt.* Leipzig, 1861. Répertoire par M. Fabricius, 1868. — Quatrième édition, 1879.

Dans le recueil dont le titre figure en tête de ce paragraphe, le savant professeur de Breslau a inséré les fragments de *Superiores* et *Veteres* conservés par l'intermédiaire de la littérature générale, notamment par

Cicéron, Aulu-Gelle, Macrobe, Festus, etc. Plusieurs de ces fragments sont des explications de mots, quelques-uns sont insignifiants. Souvent, d'ailleurs, l'auteur qui cite ne rend pas les propres termes de l'auteur cité, mais allègue seulement l'opinion de cet auteur, en employant le discours indirect.

Nous avons ainsi des débris de la plupart des jurisconsultes énumérés au § 56 : Coruncanius, S. Aelius (du *Tripertita*), Caton l'Ancien (des *Commentarii*), Fabius Pictor (des *juris pontificii libri*), Manilius (*Actionum*), Brutus (*De jure civili libri III*), P. Mucius Scévola, Q. Mucius Scévola, C. Sempronius Tuditanus (*Magistratuum*), Cosconius (*Actionum*), Junius Gracchanus (*Commentarii*), P. Rutilius Rufus, Furius, Aquillius Gallus, Cicéron (*De legibus, De jure civili in artem redigendo*), L. Cincius (*De fastis, De comitiis, De consulum potestate, De officio jurisconsulti, Mystagogicon, De re militari*), Servius (*De dotibus, De sacris detestandis, Reprehensorum Scaevolae capitum*), L. Julius Caesar (*Auspiciorum*), Valerius Messalla (*De auspiciis*), Cornelius Balbus (Ἐξηγητικῶν), Veranius (*Auspiciorum, Quaestionum pontificalium*), Granius Flaccus (*De indigitamentis, De Jure Papiriano*, § 98), Aelius Gallus (*Dictionnaire*), Tubéron, Aufidius, Trebatius, Cascellius, Alfénus Varus.

Quelques fragments d'*actions* tirés du *Jus Flavianum* et du *Jus Aelianum* se trouvent dans M. Valerius Probus, *De notis antiquis expositio*.

Mommsen, Leipzig, 1853. — Huschke, p. 129-143.

Les jurisconsultes romains étaient citateurs : ils

aimaient à rappeler les avis de leurs devanciers, soit pour s'en appuyer, soit pour y reprendre. De là, chez les auteurs de la période suivante, d'assez fréquentes mentions des opinions de Q. Mucius, de Brutus, de Manilius, de Caton, de Servius, d'Aquillius Gallus. Tel d'entre eux a aussi été commenté *ex professo* critiquement. V. §§ 132 s., 161.



TROISIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT

SOUS

LES EMPEREURS PAYENS.

Honeste vivere,
Alterum non laedere,
Suum cuique tribuere.
ULPIEN.

TROISIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT

SOUS LES

EMPEREURS PAYENS.

De l'an 45 avant notre ère à l'an 325 de notre ère.
U. C. 709-1078.

LIVRE PREMIER.

INTRODUCTION.

SECTION I. — APERÇU HISTORIQUE.

Tableau chronologique.

An de Rome.	An avant notre ère.	L'EMPIRE DYARCHIQUE.
709	45	CÉSAR dictateur perpétuel.
710	44	Mort de César.
711	43	Triumvirat : Marc Antoine, Octave, Lépide.
712	42	Bataille de Philippes.

An de Rome.	An avant notre ère.	
723	31	Bataille d'Actium.
724	30	L'Egypte province.
725	29	Octave AUGUSTE.
726	28	Recrutement du patriciat, loi *Saenia*.
727	27	Partage du pouvoir et des provinces entre Auguste et le sénat. Le *Principat*.
729	25	Préfecture de la ville. La Galatie et la Lycaonie, la Numidie provinces.
731	23	Auguste se fait conférer successivement divers pouvoirs, dignités et titres. Lois *Juliae judiciariae, de cessione bonorum*, etc.
739	15	La Vindélicie et la Rhétie, province.
741	13	La Norique province.
743	11	La Pannonie province.
748	6	Préfecture du prétoire.
752	2	Auguste *père de la patrie*.
	An de notre ère.	
754	1	Commencement de l'ère vulgaire.
757	4	Loi *Julia de maritandis ordinibus*.
759	6	Préfecture de l'annone; préfecture des gardes, *vigilum*. Caisse des guerres. — Armée permanente.
762	9	Loi *Papia Poppaea*. Soulèvement en Germanie (province dès une époque incertaine). Défaite de Varus par Hermann. Dès lors, guerres presque continuelles en Germanie, toujours plus défensives du côté de Rome.
767	14	TIBÈRE. L'élection des magistrats passe des comices au sénat. La Cappadoce, la Mésie provinces.
790	37	CALIGULA. La Maurétanie province.
794	41	CLAUDE. La Lycie et la Pamphylie, province. Création de deux préteurs fidéicommissaires.
796	43	La Grande Bretagne province.
800	47	La Thrace province.
807	54	NÉRON. Les Alpes Cottiennes province.
817	64	Incendie de Rome. Conjuration de Pison. Persécution des chrétiens.
821	68	Révolte de Vindex.
		L'EMPIRE MILITAIRE ET MONARCHIQUE.
821	68	GALBA.
822	69	OTHON, VITELLIUS, VESPASIEN.
823	70	Sac de Jérusalem. Révolte de Civilis.
827	74	Le dernier lustre.

An de Rome.	An de notre ère.	
832	79	TITUS.
834	81	DOMITIEN.
837	84	Soumission de la Grande Bretagne par Agricola.
848	95	Persécution des chrétiens.
849	96	Création de la préture du fisc. NERVA.
851	98	TRAJAN. — Dernières traces de législation comitiale?
858	105	La Dacie, province.
860	107	L'Arménie, province.
868	115	La Mésopotamie, province, ainsi que l'Arabie Pétrée.
870	117	HADRIEN. — Abandon des provinces d'au delà l'Euphrate. Gouvernement personnel. Réformes et réglementations. Régularisation du pouvoir impérial. Rédaction de l'Édit par Julien.
891	138	ANTONIN LE PIEUX (*Antoninus*, *Divus Pius*).
914	161	MARC-AURÈLE (*Marcus*, *Antoninus Philosophus*, *Divus Marcus*) et VERUS (*Divi Fratres*).
921	168	Marc Aurèle seul.
930	177	Marc Aurèle et COMMODE.
933	180	Commode seul.
945	192	PERTINAX.
946	193	L'Empire à l'encan. M. DIDIUS JULIANUS. SEPTIME SÉVÈRE (*Severus*). Niger anti-empereur. Albin. Guerres civiles, guerres en Orient. Réformes.
950	197	Persécution des chrétiens.
951	198	Septime Sévère s'adjoint CARACALLA (*Antoninus*, *Antoninus Magnus*, *Divus Antoninus*). Géta césar.
965	212	Caracalla seul. Le droit de cité est accordé à tous ceux *qui in orbe Romano sunt.* Disparition des *Quaestiones perpetuae.*
970	217	MACRIN.
971	218	HÉLIOGABALE.
975	222	ALEXANDRE SÉVÈRE (*Alexander*, *Severus Alexander*). Apogée de la jurisprudence. Action prépondérante du conseil privé. Le Préfet du prétoire législateur.
988	235	MAXIMIN.
990	237	GORDIEN I. GORDIEN II. MAXIME. BALBIN.
991	238	GORDIEN III.
997	244	PHILIPPE l'Arabe.
1000	247	Jubilé millénaire de Rome. Philippe s'adjoint son fils PHILIPPE II.
1002	249	DÉCE. Migrations germaniques. Persécution des chrétiens.

An de Rome.	An de notre ère.	
1004	251	GALLUS avec VOLUSIEN son fils, et HOSTILIEN.
1006	253	EMILIEN. Les trente tyrans. VALÉRIEN.
1007	254	Valérien et GALLIEN.
1010	257	Persécution des chrétiens.
1013	260	Gallien seul.
1021	268	CLAUDE le Gothique. Les barbares repoussés.
1023	270	AURÉLIEN. Palmire : Odénat, Zénobie. Persécution des chrétiens.
1028	275	TACITE.
1029	276	Tacite et FLORIAN, PROBUS.
1035	282	CARUS, CARIN, NUMÉRIEN.
1036	283	Carin, Numérien.
		L'EMPIRE DESPOTIQUE.
1037	284	DIOCLÉTIEN. Insurrection dans les Gaules (Bagaudes).
1039	286	Dioclétien et MAXIMIEN, deux augustes; de plus, dès 293, deux césars : Constance Chlore et Galère.
		Réformes dans toutes les branches de l'administration.
		Guerres continuelles en Gaule, en Grande Bretagne, en Germanie (Francs, Allemans, Burgondes), en Orient (Perses, Sarmates, etc.), en Égypte. — Lètes, terres létiques.
1056	303	Persécution des chrétiens.
1058	305	Abdication de Dioclétien et de Maximien. CONSTANCE Chlore et GALÈRE.
1059	306	Galère et VALÉRIUS SÉVÈRE.
1060	307	Galère et LICINIUS.
1061	308	Galère, Licinius, CONSTANTIN, MAXIMIN.
1066	313	Constantin et Licinius. Le Christianisme religion d'état. Mort de Dioclétien.
1078	325	Constantin seul.

§ 100. — *Considérations générales.*

Historiens cités au § 3. — Lange, 160-170. — Kuntze, *Excurse ad* §§ 278-281 (1re édition). — Puchta, 87. — Walter, 271. — Danz, §§ 50-51. — Naudet, *Histoire des changements opérés dans toutes les*

parties de l'administration de l'empire romain depuis Dioclétien jusqu'à Julien. Paris, 1817.

1. Transformation de la république en monarchie. Nature du pouvoir d'Auguste et de ses successeurs § 106.

Tacite, *Annales* I, 2 : Postquam, Bruto et Cassio caesis, nulla jam publica arma, Pompeius apud Siciliam oppressus, exutoque Lepido, interfecto Antonio, ne Julianis quidem partibus nisi Caesar dux reliquus : posito triumviri nomine, consulem se ferens, et ad tuendam plebem tribunicio jure contentum ; ubi militem donis, populum annona, cunctos dulcedine otii pellexit, insurgere paullatim, munia senatus, magistratuum, legum in se trahere, nullo adversante... Neque provinciae illum rerum statum abnuebant, suspecto senatus populique imperio, ob certamina potentium et avaritiam magistratuum, invalido legum auxilio, quae vi, ambitu, postremo pecunia turbabantur. 1 :... Qui (Augustus) cuncta discordiis civilibus fessa, nomine Principis sub imperium accepit. 9 :... « Postquam hic (Lepidus) socordia senuerit, ille (Antonius) per libidines pessum datus sit, non aliud discordantis patriae remedium fuisse, quam ut ab uno regeretur. Non regno tamen, neque dictatura, sed Principis nomine constitutam rem publicam... » — Suétone, *Octave* 33 : Ipse jus dixit assidue, et in noctem nonnumquam : si parum corpore valeret, lectica pro tribunali collocata, vel etiam domi cubans. Dixit autem jus non diligentia modo summa, sed et lenitate. 53. Domini appellationem, ut maledictum et opprobrium semper exhorruit... Non temere urbe, oppidove ullo egressus, aut quoquam ingressus est : nisi vespere, aut noctu : ne quem officii causa inquietaret. In consulatu pedibus fere, extra consulatum saepe adoperta sella per publicum incessit. Promiscuis salutationibus admittebat et plebem : tanta comitate adeuntium desideria excipiens etc... Die senatus nunquam Patres, nisi in curia, salutavit, et quidem sedentes, ac nominatim singulos, nullo submonente : et discedens eo modo seden-

tibus singulis vale dicebat. 54 ss., *passim*. *Tibère* 31. *Claude* 15. — Dion Cassius LIII, 16-18.

Suétone, *Néron* 37 :.. (Nero) negavit, quemquam principum scisse, quid sibi liceret. Multasque nec dubias significationes saepe jecit, ne reliquis quidem se parsurum senatoribus : eumque ordinem sublaturum quandoque e republica... Certe neque adveniens, neque proficiscens quemquam osculo impertivit, ac ne resalutatione quidem. *Vespasien* 12 : Ac ne tribunitiam quidem potestatem, et patris patriae appellationem nisi sero recepit. — Pline, *Panégyrique* 45. — Spartien, *Adrien* 6 : Patris patriae nomen delatum sibi statim et iterum postea distulit, quod hoc nomen Augustus sero meruisset. — Mécien, L. 9 *De Lege Rhodia* XIV, 2 : (Eudémon de Nicomédie à Marc-Aurèle) Domine Imperator Antonine, etc. (Marc-Aurèle à Eudémon :) Ego quidem mundi dominus, lex autem maris, etc. — Callistrate, L. 19 *De interdictis et relegatis* XLVIII, 22 : .. Est enim Princeps pater patriae. — Ammien Marcellin XV, 5 : (Diocletianus ?) omnium primus extero ritu et regio more instituit adorari, cum semper antea ad similitudinem judicum salutatos principes legerimus. — Aurélius Victor, *De Caesaribus* 39 : (Diocletianus) primus... omnium Caligulam post Domitianumque, Dominum palam dici passus, et adorari se, appellarique uti Deum. — Eutrope IX, 26 : (Diocletianus) imperio Romano primus regiae consuetudinis formam magis, quam Romanae libertatis, invexit, adorarique se jussit, quum antea cuncti eum salutarentur : ornamenta gemmarum vestibus calceamentisque indidit. Nam prius imperii insigne in chlamyde purpurea tantum erat ; reliqua communia. — Lactance, *De mortibus persecutorum* 21, dit de Galère : Post devictos Persas, quorum hic ritus, hic mos est, ut regibus suis in servitutem se addicant et reges populo suo tanquam familia utantur, hunc morem nefarius homo (Galerius) in Romanam terram voluit inducere. — Lampride, *Alexandre* 32. — Vopiscus, *Aurélien* 44.

2. Aperçu général des modifications apportées à la constitution de l'Empire par Hadrien, par Dioclétien.

3. L'*orbis romanus*. Bienfaits de la domination romaine. Les ennemis du dehors, au Nord, à l'Orient. Les chrétiens, *ennemis publics* du dedans.

SECTION II. — LES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT.

E. Kuhn, *Die städtische und bürgerliche Verfassung des Roemischen Reichs*. Leipzig, 1864, 1865. — Willems, p. 497-547.

I

Le territoire.

§ 101. — *Rome.*

Maynz, 163-165. — Walter, 291-298. — Danz, § 56. — Willems, p. 497-503. — Preller, *Die Regionen der Stadt Rom*. Iéna, 1846. — Platner, Bunsen, Gerhard et Röstell, *Beschreibung der Stadt Rom*. 1830-1843. — Reumont, *Geschichte der Stadt Rom*. 1867-1870.

1. Innovations réformatrices d'Auguste. Division en quatorze régions et en *vici* (265 sous Vespasien). *Vicomagistri, curatores, denuntiatores*. — Préfets de la ville, des gardes, de l'annone. — Secours publics à la *plebs sordida*, selon les 35 tribus; *praefecti frumenti dandi* ; *tesserae frumentariae, numariae*.— Constructions; *curatores operum publicorum, locorum publicorum, aquarum*, etc.

Suétone, *Octave* 30, 37. — Dion LV, 8. — Lampride, *Alexandre* 32.

2. Administration. Caisse spéciale, *arca publica*. Recettes.

Vopiscus, *Aurélien* 20, 45.

3. Les habitants. *Corpora, collegia*.

4. La Ville et l'Empire.

Modestin, L. 38 *Ad municipalem* L, 1 : Roma communis nostra patria est. L. 5, § 11 *De excusationibus* XXVII, 1 : In regia urbe, quae et habetur et est communis patria. — Titre du Digeste L, 1, *Ad municipalem et de incolis*.

§ 102. — *L'Italie*.

Willems, p. 503-507. — Maynz, 166-167. — Walter, 299-307. — Puchta, 89-92. — Danz, § 56. — Bethmann Hollweg, § 66. — Marquardt I, p. 67-89.

1. Divisions de l'Italie. Auguste : onze régions, Rome à part. Hadrien : quatre districts sous des consulaires, Rome district exempt sous le préteur. Marc-Aurèle : *juridici*. Changements au IIe siècle : *correctores* (*ad corrigendum statum Italiae*). L'Italie provincialisée de plus en plus.

Pline, *H. N.* III, 6. —Spartien, *Hadrien* 21. —Capitolin, *Antonin le Pieux* 2. *Marc-Aurèle* 11. — Dion LXXVIII, 23. —Trebellius Pollion, *Trente tyrans* 23.— Eutrope IX, 13. — Aurelius Victor, *De Caesaribus* 35.— Dion LII, 22.— Appien, *Bell. civ.* I, 38.

2. Les villes. Municipes, colonies, avec duumvirs, triumvirs, quatuorvirs *juri dicundo*. Autres magistrats municipaux, censeurs ou (II *viri*, III *viri*, IV *viri*) *quinquennales*; édiles. Préfets, préfectures. *Ordo decu-*

rionum, recruté par cooptation. Cens. *Augustales*. Plébe. Les patrons.

3. *Jus italicum* § 104.

Tit. D. *De Decurionibus et filiis eorum* L, 2.

§ 103. — *Les provinces.*

Willems, p. 507-521. — Marquardt, I, p. 90-426.— Maynz, 168-172. — Walter, 308-314. — Puchta, 93.— Danz, § 56.— Bethmann Hollweg, § 67. — Poinsignon, *Sur le nombre et l'origine des provinces romaines créées depuis Auguste jusqu'à Dioclétien*. Paris, 1846. — L'étude spéciale des provinces, contrées et villes sous la domination romaine offre un grand intérêt. Amédée Thierry a étudié les Gaules (1840); Herzog, la Narbonnaise (1859); M. Hirschfeld, Lyon (Vienne, 1878); M. Dareste, la Sicile (1850); Haller (1811), Fechter (1839), Mommsen (1853), l'Helvétie; Roulez, en divers mémoires, la Belgique; Planta, la Rhétie (1872); M.Hübner, la Grande-Bretagne (1878); M. Hübner, M. Hirschfeld, d'autres encore, diverses parties de l'Allemagne; Hertzberg (1866-1875), Finlay (1851, 1861) et d'autres, la Grèce; Bergmann (1846-1855); M.Waddington (1872), l'Asie; Schoenemann (1855), Faber(1858), la Bithynie ; M. Perrot, la Galatie (1867); Hisely, la Cappadoce (1836); Preuss (1859), Junge (1869), la Cilicie; Bormann, la Syrie (1865); Reynier (1807), Letronne (1823), Varges (1842), Sharpe (1852, 1862), l'Égypte. M. Mommsen a traité de diverses provinces à fond dans le *Corpus inscriptionum;* de même M. Zumpt dans ses *Commentations épigraphiques* et dans ses *Studia Romana* (1859).

1. Partage des provinces entre Auguste et le sénat. Provinces du sénat (Tillemont, *Auguste* 2) : Afrique, Numidie, Asie, Grèce et Épire, Dalmatie, Macédoine, Sicile, Sardaigne, Crète et Cyrénaïque, Bithynie et Pont, Bétique. Provinces de l'empereur : Tarragonaise, Lusitanie, les Gaules avec les Germanies, la Célésyrie, la Cilicie, Chypre,(l'Égypte). Changements postérieurs.

Suétone, *Octave* 47: Provincias validiores et quas annuis magistratuum imperiis regi nec facile nec tutum erat, ipse

...cepit : ceteras proconsulibus sortito permisit : et tamen nonnullas commutavit interdum. — Dion LIII, 12-15. LIV, 4.

2. Administration des provinces du sénat. Le gouverneur magistrat du peuple romain ; proconsuls, consulaires ou prétoriens. Répartition annuelle par tirage au sort. Légats, questeurs.

3. Administration des provinces de l'empereur. Légats. *Praesides. Procuratores.*

4. Situation particulière de l'Égypte. Préfet. *Juridicus. Rationalis.*

5. Situation générale des provinces et de leurs populations. Respect, dans une certaine mesure, des anciennes délimitations, divisions, dénominations, et des institutions nationales.

6. Organisation provinciale de Dioclétien. Préfectures, diocèses, petites provinces. — Préfecture d'Orient, comprenant le diocèse de Thrace (Thrace, Mont-Hémus, Scythie, Mésie inférieure, Rhodope, Europe), le diocèse d'Asie (Asie, Carie, Lydie, deux Phrygies, Hellespont, îles Lycie, Pamphilie, Pisidie, Lycaonie), le diocèse pontique (Bithynie, Paphlagonie, Diospont, Pont Polémoniaque, deux Arménies, Cappadoce, Galatie), et le diocèse d'Orient (deux Libyes, deux Égyptes, Thébaïde, Arabies, Palestine, Phénice, Célésyrie, Euphrate, Mésopotamie, Ostroëne, Isaurie, Cilicie, Chypre). — Préfecture d'Illyrie. Diocèse mésique : Mésie supérieure, Dacie, Dardanie, Prévalitane, deux Épires, Achaïe, Thessalie, Macédoine, Crète. — Préfecture d'Italie : Diocèses d'Italie (Rome, Italie

transpadane, Samnium, Campanie, Apulie et Calabre, Lucanie et Bruttium, Tuscie et Ombrie, Flaminie et Picenum, Émilie, Vénétie et Istrie, Ligurie, Alpes Cottiennes, deux Rhéties, Valérie, Corse, Sardaigne, Sicile, — de Pannonie ou *Illyricum occidentale* (Dalmatie, Save, Valérie, deux Pannonies, deux Noriques, deux Rhéties), — d'Afrique (Maurétanie caesariensis et sitifensis, Numidies, Zeugitane, Byzacène). — Préfecture des Gaules : Diocèses Viennois (Viennoise, Alpes maritimes, deux Narbonnaises, deux Aquitaines, Novempopulanie), — des Gaules (deux Germanies, deux Belgiques, deux Lyonnaises, Séquanie, Alpes graies et pennines), — des Bretagnes (deux Bretagnes, Maxime, Flavie), — des Espagnes (Tarragonaise, Gallice, Lusitanie, Carthaginoise, Bétique, Baléares, Tingitane).

Lactance, *De mortibus persecutorum* 7 : In quatuor partes orbe diviso... — Et ut omnia terrore complerentur, provinciae quoque in frusta concisae, multi praesides et plura officia singulis regionibus ac pene jam civitatibus incubare.

Liste de provinces dressée vers 297, à la bibliothèque de Vérone. Publiée par Scipion Maffei en appendice à son *Istoria teologica*. Trente, 1742. — Mommsen, Mémoires de l'Académie de Berlin, 1862. — Cf. la *Notitia Dignitatum* et le *laterculus* de Polémus Sylvius, *infra* avant § 167.

§ 104. — *Les villes privilégiées et les colonies.* Jus Latii. Jus italicum.

Willems, p. 522-547. — Maynz, 166-167. — Walter, 315-320. — Puchta, 94, 95. — Spanheim, *Orbis romanus* II. — Schwarz, *De jure italico*. 1783. — Savigny, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissen-*

schaft V, XI. *Verm. Schriften* I. — Marquardt I, p. 447-523. — Toute cette matière est sujette à controverse.

1. *Populi foederati, liberi; civitates foederatae, liberae. Civitates immunes.*

2. Colonies. Régime des villes italiennes, habitants citoyens. Motifs de colonisation : défense des frontières, établissement des vétérans. Élévation de villes provinciales au rang de colonie, *jus coloniae.*

Monographie importante : Ch. Morel, *Genève et la colonie de Vienne*, dans les Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. XX et s. (dès 1879).

3. Constitutions de latinité. (Osuna, Salpesa et Malaga, § 156.) Organisation municipale latine. Pour les habitants, les avantages personnels des anciens Latins : *commercium*, facilité d'obtention du droit de cité. *Supra* § 20.

4. *Jus italicum*. Droit conféré à des colonies et à des municipes, améliorant la situation juridique des personnes et du sol.

a. Les citoyens domiciliés dans ces villes sont traités comme s'ils étaient en Italie, au point de vue du *jus honorum*, des récompenses de la fécondité, de certaines dispenses et de certains avantages. Ils sont *censés* selon la formule de Rome et inscrits à Rome. Ils ne payent ni impôt foncier, ni capitation, ni tribut.

b. Le sol est réputé *italicum solum*.

Gaius III, 121, 122. — Fragments du Vatican 191, 192, 247. — L. 19 *De excusationibus* XXVII, 1. — Pline, *H. N.* III, 4, 25 (3, 21). — Loi *Julia Municipalis* 142 ss. — L. 1, L. 6-8 *De Censibus* L, 15.

II

La population.

§ 105. — *Citoyens, Latins et Pérégrins. Esclaves et affranchis.*

Maynz, 156-158. — Walter, 351-354, 358. — Danz, § 52. — Willems, p. 387-393, 401-410. — Marquardt I, p. 3-57, 67-89. — Rudorff, *De majore et minore Latio*. Berlin, 1860. — Hirschfeld, *Zur Geschichte des latinischen Rechts*. Vienne, 1879. — E. Baudouin, *Le majus et leminus Latium*, *Nouvelle Revue historique* 1879.

1. Les pérégrins *certæ civitatis cives*. Les Juifs.

Schürer, *Die Gemeindeverfassung der Juden in Rom in der Kaiserzeit*. Leipzig, 1879.

Passage de la latinité au droit de cité. *Majus et minus Latium*.

Gaius, I, 28-35. 95, 96 : ... Aut majus est Latium aut minus; majus est Latium, cum et hi, qui decuriones leguntur, et ei, qui honorem aliquem aut magistratum gerunt, civitatem romanam consecuntur (*nec ipsi solum sed etiam liberi et parentes*); minus Latium est, cum hi tantum, qui magistratum vel honorem gerunt, ad civitatem romanam perveniunt. Idque compluribus epistulis principum significatur.

Les pérégrins sans nationalité. Les *Dediticii*.

2. Octrois de la cité et de la latinité, individuels et collectifs.

Suétone, *Octave* 47 : Urbium... alias... Latinitate vel civitate donavit. — Tacite, *Annales* XI, 23 :.. Primores Galliae quae Comata adpellatur, foedera et civitatem Romanam pridem adsecuti. XV, 32 : Eodem anno (64) Caesar nationes Alpium maritimarum in jus Latii trans-

tulit. *Histor.* III, 55 : (Vitellius) foedera sociis, Latium externis dilargiri. — Pline, *H. N.* III, 3 : Universae Hispaniae Vespasianus imperator Augustus jactatum procellis rei publicae Latium dedit.

Aurelius Victor, *De Caesaribus* 16 : Data cunctis promiscue civitas Romana. — *Cf.* Pline, *Ep.* X, 4-6, 22, 23.

Mesure générale de Caracalla, déjà rêvée par Mécène. Influence de Papinien?

Dion LXXVII, 9 : Καὶ τοῦ τῆς δεκάτης, ἣν ἀντὶ τῆς εἰκοστῆς ὑπέρ τε τῶν ἀπελευθερουμένων καὶ ὑπὲρ τῶν καταλειπομένων τισὶ κλήρων, καὶ δωρεᾶς ἐποίησε πάσης, — οὗ ἕνεκα καὶ Ῥωμάιους πάντας τοὺς ἐν τῇ ἀρχῇ αὐτοῦ, λόγῳ μὲν τιμῶν, ἔργῳ δὲ ὅπως πλείω ἀυτῷ καὶ ἐκ τοῦ τοιούτου προσίῃ διὰ τὸ τοὺς ξένους τὰ πολλὰ ἀυτῶν μὴ συντελεῖν, ἀπέδειξεν. — Ulpien, L. 17 *De statu hominum* I, 5 : In orbe Romano qui sunt, ex constitutione imperatoris Antonini cives Romani effecti sunt. — Saint Augustin, *De civitate Dei* V, 17 : Humanissime factum est, ut omnes ad Romanum imperium pertinentes societatem acciperent civitatis et Romani cives essent. — Justinien, *Novelle* 78, ch. 5 : Sicut enim Antoninus cognomine Pius (!).. jus Romanae civitatis quod antea ab unoquoqe subjectorum petendum erat,.. in commune omnibus subjectis donavit.

Haubold, *Ex constit. imp. Antonini quomodo, qui in orbe romano esseint, cives romani effecti sint.* Leipzig, 1819. — Savigny, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* V.

3. Les esclaves.

4. Les affranchis. Effets des affranchissements. Politique législative d'Auguste. Lois *Aelia Sentia, Junia Norbana* § 119. Latins Juniens.

Suétone, *Octave* 40 : Magni praeterea existimans, sincerum, atque ab omni colluvione peregrini ac servilis sanguinis incorruptum servare populum, et civitatem Romanam parcissime dedit, et manumittendi modum terminavit...

Servos non contentus multis difficultatibus a libertate justa removisse, cum et de numero et de conditione ac differentia eorum, qui manumitterentur, curiose cavisset, hoc quoque adjecit : ne vinctus umquam tortusve quis ullo libertatis genere civitatem adipisceretur. — Gaius I, 13-27.

Vangerow, *Ueber die Latini Juniani.* Marbourg, 1833.

§ 106. — *Les ordres. Sénateurs, chevaliers, plèbe. Restauration et recrutement du patriciat.* Privati (pagani) *et* milites.

Willems, p. 394-401. — Walter, 280, 281, 356, 357. — Danz, § 53. — Belot, ouvrage cité au § 24.

I. Honneurs, insignes, droits et devoirs spéciaux de l'ordre sénatorien : laticlave, places d'honneur aux jeux, for d'exemption (sénat), etc. Restrictions matrimoniales, obligations de propriété.

L'ordre équestre. Réformes d'Auguste. Anneaux d'or, places d'honneur, importance politique croissante. Distinctions entre chevaliers.

Dion XLVIII, 45. LII, 31, 32, 42. LV, 22. LX, 7,25. — Pline, *Ep.* VI, 19. IX, 13. — Suétone, *Octave* 38, 40, 44. *Caligula* 2. *Claude* 16, 21, 23. — Tacite, *Ann.* XI, 45. XII, 23. XIII, 44. — L. 5-11 *De senatoribus* I, 9. — L. 22 §§ 5, 6. L. 23 *Ad municipalem* L, 1.

Pline, *H. N.* XXXIII, 7 : Divo Augusto decurias ordinante, major pars judicum in ferreo annulo fuit : iique non equites, sed judices vocabantur. Equitum nomen subsistebat in turmis equorum publicorum... 8. Tiberii demum principatus nono anno in unitatem venit equester ordo : annulorumque auctoritati forma constituta est a. u. c. DCCLXXV... futili pene de causa... — Hac de causa constitutum, ne cui jus id esset, nisi qui ingenuus ipse, patre avoque paterno sestertia CCCC census fuisset, et lege Julia

theatrali in XIV ordinibus sedisset. Postea gregatim id appeti coeptum... Ita dum separatur ordo ab ingenuis, communicatus est cum servitiis. — Tacite, *Agricola* 4.

2. Lois *Cassia, Saenia de patriciis sublegendis* § 44. La dernière mention du patriciat comme ordre se trouve dans l'édit de *maximum* de Dioclétien (*infra* § 156).

Tacite, *Annales* XI, 25: Iisdem diebus (48) in numerum patriciorum adscivit Caesar (Claudius) vetustissimum quemque e senatu, aut quibus clari parentes fuerant: paucis jam reliquis familiarum, quas Romulus majorum et L. Brutus minorum gentium adpellaverat; exhaustis etiam, quas dictator Caesar lege Cassia, et princeps Augustus lege Saenia sublegere. Laetaque haec in republica munia, multo gaudio censoris inibantur. *Agricola* 9. — Dion LII, 42. — Lampride, *Commode* 6: Ad cujus (Cleandri) nutum etiam libertini in senatum atque in patricios lecti sunt. — Spartien, *Julien* 3: Factoque senatusconsulto imperator est appellatus, et tribuniciam potestatem, jus proconsulare in patricias familias relatus emeruit. — Capitolin, *Macrin* 7: Senatus... Opilium Macrinum.. primum in patricios allegit, novum hominem.

3. Formation d'un ordre nouveau : le militaire, favorisé d'exceptions, d'exemptions, de privilèges ; influent, en partie étranger.

SECTION III. — ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'ÉTAT.

Willems, p. 411-547. — Kuhn. — Serrigny, ouvrage cité avant le § 164. — Mommsen, *Rœmisches Staatsrecht*, II, 2. Leipzig, 1877. *Supra*, p. 96. — Hirschfeld, *Untersuchungen auf dem Gebiete der rœmischen Verwaltungsgeschichte*, t. I: *Die Kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis Diocletian*. Berlin, 1877. (Le tome II traitera des impôts et de l'administration provinciale.)

I

Le gouvernement.

§ 107. — *L'Empereur.*

Willems, p. 411-431. — Maynz, 145-148, 142-44. — Walter, 271-276. — Puchta, 87. — Danz, § 51. — Deurer, § 72. — Bethmann Hollweg, §§ 62-68. — Pigeonneau, *Transformation de la République romaine en monarchie.* Paris, 1874. (*Revue de l'instruction publique.*)

1. Plénitude des pouvoirs du *Princeps, Imperator, Caesar, Augustus. Imperium consulare. Imperium proconsulare. Imperium Imperatoris. Praefectura morum.* Pontificat suprême. *Potestas tribunicia.*

Tacite, *Annales* III, 56 : Id summi fastigii vocabulum (potestatem tribuniciam) Augustus reperit, ne regis aut dictatoris nomen adsumeret ac tamen adpellatione aliqua cetera imperia praemineret. — Vopiscus, *Tacite* 1. — Dion LI, 19 ; LII, 42 ; LIII, 16, 17, 32 ; LIV, 10, 13, 14, 26, 27, 30, 35 ; LV, 13 ; LVII, 2, 8. — Suétone, *César* 76. *Octave* 7, 27, 31, 35. *Tibère* 26. *Claude* 12. — Ulpien, L. 8 *De officio Proconsulis* I, 16 : Majus imperium in provincia habet omnibus post principem. L. 4 *De officio Praesidis* I, 18.

2. *Lex regia de tribunicia potestate* (dite *de imperio*). Comparez *supra* § 27.

Ulpien, L. 1. pr. *De constit. princ.* 1, 4 :... Utpote cum lege regia, quae de imperio ejus lata est, populus ei et in eum omne suum imperium et potestatem conferat. — Gaius I, 5 :... Cum ipse imperator per legem imperium accipiat.

Lex de imperio Vespasiani 70 (*infra* § 156) :... Foedusve cum quibus volet facere liceat ita, uti licuit Divo Augusto, Tiberio Julio Caesari Augusto, Tiberioque Claudio Caesari Augusto Germanico ;

Utique ei senatum habere, relationem facere remittere, senatus consulta per relationem discessionemque facere liceat ita, uti licuit etc.; utique cum ex voluntate auctoritateve jussu mandatuve ejus praesenteve eo senatus habebitur, omnium rerum jus perinde habeatur servetur, ac si e lege senatus edictus esset habereturque;

Utique quos, magistratum potestatem imperium curationemve cujus rei petentes, senatui populoque Romano commendaverit, quibusque suffragationem suam dederit promiserit, eorum comitiis quibusque extra ordinem ratio habeatur;

Utique ei fines pomerii proferre promovere, cum ex republica censebit esse, liceat ita, uti licuit Tiberio Claudio Caesari Augusto Germanico; utique quaecumque ex usu rei publicae, majestate divinarum humanarum publicarum privatarumque rerum, esse censebit, ei agere facere jus potestasque sit ita, uti Divo Augusto etc.;

Utique quibus legibus plebeive scitis scriptum fuit, ne Divus Augustus, Tiberiusve etc. tenerentur, iis legibus plebisque scitis imperator Caesar Vespasianus solutus sit; quaeque ex quaque lege rogatione divum Augustum, Tiberiumve etc. facere oportuit, ea omnia imperatori Caesari Vespasiano Augusto facere liceat;

Utique quaecumque ante hanc legem rogatam acta gesta decreta imperata ab imperatore Caesare Vespasiano Augusto jussu mandatuve ejus a quoque sunt, ea perinde justa rataque sint, ac si populi plebisve jussu acta essent.

Tacite, *Hist.* I, 47 : Adcurrunt patres : decernitur Othoni tribunicia potestas et nomen Augusti et omnes Principum honores. II, 55: In senatu cuncta longis aliorum principatibus composita statim decernuntur. IV, 3 : At Romae senatus cuncta Principibus solita Vespasiano decernit... Nec senatus obsequium deerat. Ipsi (Vespasiano) consulatus cum Tito filio, praetura Domitiano et consulare imperium decernuntur. 6 : Eo senatus die, quo de imperio Vespasiani censebant.

Ulpien, L. 1 *De constitutionibus principum* I, 4 : Quod

principi placuit, legis habet vigorem... L. 31 *De legibus* I, 3 : Princeps legibus solutus est (*sc.* Julia et Papia.) — Alexandre Sévère, L. 3 C. *De testamentis* VI, 23 : Licet enim lex imperii solemnibus juris Imperatorem solverit, nihil tamen tam proprium imperii est, quam legibus vivere. — Dion LIII, 18 : Λέλυνται γὰρ δὴ τῶν νόμων, ὡς αὐτὰ τὰ λατινικὰ ῥήματα λέγει · τουτέστιν ἐλεύθεροι ἀπὸ πάσης ἀναγκαίας νομίσεώς εἰσιν, καὶ οὐδενὶ τῶν γεγραμμένων ἐνέχονται. — Gaius I, 5. Pomponius, L. 2 § 11 *De O. J.* I, 2.

L'empereur *donne* des lois comme délégué du peuple. *Leges datae*.

Mommsen, *Die Stadtrechte der lat. Gem. Salpensa und Malaca*; p. 390-395.

3. Succession dans le principat. Par choix du Prince, notamment par adoption. Par choix du sénat, de la garde prétorienne, des armées.

4. Agrégation à l'empire. Premier, second empereur. *Duo Augusti*.

5. Le conseil privé, *consilium principis*, *auditorium*, créé par Auguste, développé par Hadrien en véritable *conseil d'État*. *Amici*, *comites Caesaris*.

Dion LIII, 21. LV, 27. LVI, 28. LVII. LX, 4. — Suétone, *Octave* 35 :... Sibique instituit consilia sortiri semestria, cum quibus de negotiis ad frequentem senatum referendis ante tractaret. *Tibère* 55 : Super veteres amicos ac familiares, viginti sibi e numero principum civitatis depoposcerat, velut consiliarios in negotiis publicis. Horum omnium vix duos aut tres incolumes praestitit : ceteros, alium alia de causa, perculit. — Spartien, *Hadrien* 18 : Cum judicaret, in consilio habuit non amicos suos aut comites solum, sed jurisconsultos et praecipue Julium Celsum, Salvium Julianum, Neratium Priscum aliosque, quos tamen senatu

omnes probasset. — Capitolin, *Antonin* 12 : Multa de jure sanxit ususque est juris peritis Vinidio Vero, Salvio, Valente, Volusio Maeciano, Ulpio Marcello et Javoleno. — Lampride, *Alexandre Sévère* 17 :... Neque ullam constitutionem sacravit sine viginti juris peritis et doctissimis ac sapientibus viris : denique disertissimis non minus quinquaginta : ut non minus in consilio essent sententiae quam senatusconsultum conficerent, et id quidem ita ut iretur per sententias singulorum ac scriberetur quid quisque dixisset, dato tamen spatio ad disquirendum cogitandumque, priusquam dicerent, ne incogitati dicere cogerentur de rebus ingentibus. — Ulpien, L. 17 *De jure patronatus* XXXVII, 14 :... Sed cum ipso Maeciano et aliis amicis nostris juris peritis adhibitis plenius tractaremus, magis visum est etc. — Pline, *Ep.* IV, 22 : Interfui Principis optimi cognitioni, in consilium assumptus. VI, 22 : Recepta cognitio est : fui in consilio.

La chancellerie. La maison de l'empereur. *A rationibus; ab epistolis; a libellis* (*magister libellorum*); *a cognitionibus* ; *a memoria.*

Haubold, *De consistorio principum Romanorum*, dans les *Opuscula*, Leipzig, 1825. — Mommsen, *Staatsrecht*, II, p. 948-952, 792-810. *Ueber die comites Augusti. Hermes* IV. — Hirschfeld, 192-218. — Willems, p. 434-437, 469.

§ 108. — *Le Sénat.*

Willems, p. 441-452. — Maynz, 149-151. — Puchta, 87. — Walter, 277-281. — Deurer, § 73. — Geertsema, *De senatus Romani auctoritate praesertim sub imperatoribus*. Groningue, 1824. — Autres monographies de Caduzac (1847), Duméril (1856), Herrmann (1857), Callin (1866), Rotter (1875).

1. Composition. Cens sénatorial.

Suétone, *Octave* 35 : Senatorum affluentem numerum deformi et incondita turba (erant enim super mille, et quidam indignissimi...) ad modum pristinum et splendorem

redegit duabus lectionibus : prima ipsorum arbitratu, quo vir virum legit; secunda suo et Agrippae. 41. Senatorum censum ampliavit, ac pro octingentorum millium summa duodecies sestert, taxavit, supplevitque non habentibus. *Claude* 24 : Latum clavum, quamvis initio affirmasset, non lecturum se senatorem, nisi civis Romani abnepotem, etiam libertini filio tribuit; sed sub conditione, si prius ab equite Romano adoptatus esset. *Vespasien* 9 : Amplissimos ordines, et exhaustos caede varia, et contaminatos veteri negligentia, purgavit, supplevitque, recenso senatu et equite; summotis indignissimis, et honestissimo quoque Italicorum ac provincialium allecto. — Tacite, *Annales* XI, 24, 25. — Capitolin, *Marc Aurèle* 10, 11. — Lampride, *Alexandre* 18, 20.

2. Attributions, compétence. Élection des magistrats. Législation, §§ 51, 124 et suivants. Attributions judiciaires, § 137.

Tacite, *Annales* I, 15 : Tum primum e campo comitia ad patres translata sunt. — Suétone, *Caligula* 16. *Claude* 11. *Domitien* 23. — Lampride, *Commode* 20. — Capitolin, *Marc Aurèle* 10.

3. Séances. Convocation, obligation d'assister. Quorum. Ordre du jour. *Jus* (*tertiae*, *quartae*, *quintae*) *relationis*. Vote oral, plus tard au scrutin.

Dion LIV, 3, 18, 25, 35. LV, 3. Tableaux instructifs : Pline, *Ep*. III, 20. IV, 25. VIII, 14. IX, 13.

Capiton (§ 133) a composé un traité *De officio senatorio*.

§ 109. — *Les Comices*.

Willems, p. 439-441. — Maynz, 149-151, 173-180. — Puchta, 87. — Walter, 274. — Danz, § 52. — Lange, 135.

1. Attributions législatives, § 116.

2. Attributions électorales.

Vell. Paterculus II, 124 : Primum principalium ejus (Tiberii) operum fuit ordinatio comitiorum, quam manu sua scriptam D. Augustus reliquerat. —Suétone, *Caligula* 16. —Tacite, *Ann.* I, 15. — Dion LVIII, 20. LIX, 9,20.

3. Attributions judiciaires.

Dion LVI, 40.

4. Attributions politiques.

Appien, *Bell. civ.* III, 55. Dion LIII, 17.

§ 110. — *Les Magistrats républicains.*

Willems, p. 453-463. —Maynz, 152-153. — Puchta, 88. — Walter, 282-285. — Danz, § 54.

1. Les Consuls. *Consules ordinarii, suffecti, honorarii s. codicillares (ornamenta consularia).*

Dion XLIII, 46. XLVIII, 35. LIII, 17.—Tit. D. *De muneribus et honoribus* L. 4. — Suétone, *Octave* 37 : Exegit etiam ut quoties consulatus sibi daretur, binos pro singulis collegas haberet : nec obtinuit, reclamantibus cunctis, satis majestatem ejus imminui, quod honorem non solus, sed cum altero gereret.

2. Les Préteurs. Préteurs fidéicommissaires, fiscal, tutélaire.

Pomponius, L. 2 § 32 *de O. J.* I, 2. (V. *supra* § 28) :... Divus deinde Augustus sedecim praetores constituit. Post deinde divus Claudius duos praetores adjecit qui de fideicommisso jus dicerent, ex quibus unum divus Titus detraxit : et adjecit divus Nerva qui inter fiscum et privatos jus diceret. Ita decem et octo praetores in civitate jus dicunt. — Velleius Paterculus II, 89. Dion LIII, 32. LVI, 25. LVIII, 20. LIX, 20. — Suétone, *Octave* 37 : Numerum prae-

torum auxit. *Claude* 23. — Capitolin, *Marc-Aurèle* 10 : Praetorem tutelarem primus fecit, quum ante tutores a consulibus poscerentur, ut diligentius de tutoribus tractaretur.

3. Les Censeurs. L'empereur censeur.

Dion, LIII, 17, 18. — Suétone. *Octave* 37 : Censores, creari desitos, longo intervallo creavit. *Claude* 16. *Vespasien* 8. *Titus* 6. — Trebellius Pollion, *Valérien* 1, 2.

4. Les Tribuns.

Spartien, *S. Sévère* 3 : Tribunatum plebis Marco imperatore decernente promeruit, eumque severissime exertissimeque egit. — Appien, *Bell. civ.* I, 100.

5. Édiles. Questeurs. *Vigintiviri*. *Quaestores principis, candidati.*

Pomponius *l. l.* § 34 : Ergo ex his omnibus decem tribuni plebis, consules duo, decem et octo praetores, sex aediles in civitate jura reddebant. — Dion LIV, 25. LX, 2.

§ 111. — *Les Fonctionnaires impériaux.*

Willems, p. 431-437. — Maynz, 154-155. — Puchta, 88. — Walter, 286-290. — Danz, § 55. — Deurer, § 74. — Kretschmar, *Ueber das Beamtenthum der rœmischen Kaiserzeit*. Giessen, 1879. — Klein, *Die Verwaltungsbeamtem der Provinzen... bis auf Diocletian*, t. I. Bonn, 1879.

1. Le Préfet de la ville.

Tacite, *Annales* VI, 11 : Antea, profectis domo regibus, ac mox magistratibus, ne urbs sine imperio foret, in tempus deligebatur, qui jus redderet ac subitis mederetur... Dein consules mandabant; duratque simulacrum, quoties ob ferias latinas praeficitur qui consulare munus usurpet... Mox (Augustus) sumpsit e consularibus qui coerceret servitia, et quod civium audacia turbidum nisi vim metuat : primusque Messalla Corvinus eam potestatem, et paucos

intra dies finem, accepit, quasi nescius exercendi. — Dion LII, 21. — Tit. D. *De officio Praefecti Urbi* I, 12. — Ulpien, L. 1 pr. *h. t.* : Omnia omnino crimina praefectura urbis sibi vindicavit (a praefectura urbis sibi vindicari? *Mommsen*), nec tantum ea, quae intra urbem admittuntur, verum ea quoque, quae extra urbem intra Italiam, epistula divi Severi ad Fabium Cilonem praefectum urbi missa declaratur... § 5. Si quis servum suum adulterium commisisse dicat in uxorem suam, apud praefectum urbi erit audiendus. § 6. Sed et ex interdictis Quod vi aut clam aut interdicto Unde vi audire potest. § 7. Solent ad praefecturam urbis remitti etiam tutores sive curatores, qui male in tutela sive cura versati graviore animadversione indigent... § 9. Praeterea curare debebit praefectus urbi, ut nummularii probe se agant circa omne negotium suum et temperent his, quae sunt prohibita. § 10. Cum patronus contemni se a liberto dixerit.., praefectus urbi adiri solet...§ 11. Cura carnis omnis, ut justo pretio praebeatur, ad curam praefecturae pertinet... § 12. Quies quoque popularium et disciplina spectaculorum ad praefecti urbi curam pertinere videtur... § 14. Divus Severus rescripsit, eos etiam qui illicitum collegium coïsse dicuntur, apud praefectum urbi accusandos.

2. Le Préfet du prétoire. Attributions militaires, judiciaires, législatives (§ 116, § 129).

Lydus II, 5, 6, 9, 13. — Dion LII, 24. LV, 10. — Tit. D. *De officio Praefecti Praetorio* I, 11. — Charisius, L. un. *h. t.* : Ad vicem magistri equitum praefectos praetorio antiquitus institutos esse... traditum est. Nam cum apud veteres dictatoribus ad tempus summa potestas crederetur et magistros equitum sibi eligerent, qui adsociati participales curae... secundam post eos potestatem gererent : regimentis reipublicae ad imperatores perpetuos translatis ad similitudinem magistrorum equitum praefecti praetorio a principibus electi sunt. Data est plenior eis licentia ad disciplinae publicae emendationem. His cunabulis praefectorum auc-

toritas initiata in tantum meruit augeri, ut appellari a praefectis praetorio non possit...

Mesures de Dioclétien; quatre préfets du prétoire. V. § 103.

Hirschfeld, p. 219-239. (Liste des préfets du prétoire.)

3. *Praefectus vigilum. Praefectus annonae. Praefecti aerario.* Les *Procuratores.*

Autres fonctionnaires divers, plus ou moins publics et plus ou moins permanents.

Suétone, *Octave* 37 : Quoque plures partem administrandae reipublicae caperent, nova officia excogitavit : curam operum publicorum, viarum, aquarum, alvei Tiberis, frumenti populo dividundi, praefecturam urbis, triumviratum legendi senatus, et alterum recognoscendi turmas equitum, quotiescunque opus esset. 36 : Auctor... ut cura aerarii a quaestoribus urbanis ad praetorios praetoresve transiret. *Claude* 24 : Collegio quaestorum... curam aerarii Saturni reddidit, quam medio tempore praetores, aut, uti nunc, praetura functi sustinuerant.

Hirschfeld, p. 142-148 (Liste des *praefecti vigilum*), 30-52, 128-139, 240-280 (*Die procuratorische Carrière*).

4. Les subalternes.

5. La maison de l'empereur. *Supra* § 107.

II

Les institutions militaires.

§ 112.

Willems, p. 515-517. — Walter, 338-343. — Marquardt I, 429-591. — Lange, *Historia mutationum rei militaris Romanorum inde ab interitu rei publicae usque ad Constantinum Magnum.* Goettingue, 1846.

Armée permanente sous l'empereur et le préfet du prétoire. Les cohortes prétoriennes et les légions. Les

mercenaires barbares. *Miles peregrinus, externus; militia provincialis.* Hiérarchie militaire sous Dioclétien : maîtres, comtes, ducs, préfets, v. *infra* § 170.

Les vétérans. *Missio honesta, causaria, ignominiosa.*

III

L'économie publique. Les finances.

Ouvrages cités au § 32. — Maynz, 159-162. — Willems, 475-496. — Danz, § 59. — Marquardt, II, 87 s., 101 s., 198-238, 247 s., etc.

§ 113. — *Le Cens.*

Walter, 321-324. — Huschke, *Ueber den Census und die Steuerverfassung der früheren Rœmischen Kaiserzeit.* Berlin, 1847. — Sur les *agrimensores*, Tissot, *Étude historique et juridique sur la condition des Agrimensores.* Paris, 1879.

Cadastre d'Auguste (18 avant notre ère). Recensements généraux à Rome et dans l'empire. Dernier lustre (72). Les tribus. Recensements locaux, listes locales, professions.

§ 114. — L'Aerarium *et le Fisc.* Aerarium militare. Res privata. *Domaine public. Recettes et dépenses. — Richesse nationale ; commerce et industrie.*

Walter, 325-337. — Savigny, *Rœm. Steuerverfassung unter den Kaisern. Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*, VI, XI. *Vermischte Schriften* II. — Hirschfeld, ouvrage cité p. 292. — Aperçus intéressants dans l'étude de M. Bremer, *Zur Geschichte des Handelsrechts und der Handelspolitik im Anfang der rœmischen Kaiserzeit.* Strasbourg, 1879. — Travaux de Rodbertus (1864), Jung (1879).

1. Création de l'*aerarium militare*. *Praefecti, procuratores.*

Suétone, *Octave* 49 : Aerarium militare cum vectigalibus novis constituit.

Aerarium populi, populus, sous la surveillance du sénat. *Praefecti aerario, praetorii; quaestores aerarii.*

Fiscus. Procuratores, rationales. L'*aerarium* est absorbé graduellement par le fisc.

Cassette particulière de l'empereur, *patrimonium principis, res privata.*

Hirschfeld, p. 1-52.

2. Impôts.

En Italie. Rétablissement momentané du tribut en l'an 43 avant notre ère. Prestations en nature. Immunités.

Provinces. Impôt foncier. Capitation. Tribut.

3. Autres recettes des genres les plus divers. Institutions d'héritier en faveur de l'empereur. Biens caducs (§ 121). Biens vacants. Biens éreptices. Redevances anciennes et nouvelles, permanentes ou temporaires, sur les successions et les affranchissements, sur les procès (*quadragesima litium*), sur le trafic et l'industrie, les denrées, les latrines (*urinae vectigal*, Juvénal, *Sat.* XIV, v. 176), les femmes publiques, etc.

Hirschfeld, p. 53-71.

4. Dépenses, *supra* § 32.

Postes.

Suétone, *Octave* 49 : Et quo celerius ac sub manum annuntiari cognoscique posset, quid in provincia quaque gereretur, juvenes primo modicis intervallis per militares

vias, dehinc vehicula disposuit. Commodius id visum est, ut qui a loco perferrent litteras interrogari quoque, si quid res exigant, possint.

Hirschfeld, p. 98-108. — Hudemann, *Geschichte des rœmischen Postwesens während der Kaiserzeit.* Berlin, 1878. — Naudet, *De l'administration des postes chez les Romains.*

Distributions gratuites aux pauvres. Établissements de bienfaisance.

5. Les monnaies.

Hirschfeld, p. 92-97.

6. L'industrie. Les mines. Grande et petite industrie. Monopoles ?

Suétone, *Tibère* 34 :... Dato aedilibus negotio, popinas ganeasque usque eo inhibendi, ut ne opera quidem pistoria proponi venalia sinerent.

Loi de Vipascum : Tonstrini conductor frui debeat ita, ne alius in vico metalli Vipascensis inve territoris ejus tonstrinum quaestus causa faciat. — De même pour le *negotium sutrinum* et le *negotium fullonicum.*

Hirschfeld, p. 72-91.

7. Le commerce sur terre et sur mer. Droit commercial ; code maritime de l'île de Rhodes.

Mécien, L. 9 *De lege Rhodia* XIV, 2 :... Ἀντονῖνος εἶπεν Εὐδαίμονι · ἐγὼ μὲν τοῦ κόσμου κύριος, ὁ δὲ νόμος τῆς θαλάσσης. Τῷ νόμῳ τῶν Ῥοδίων κρινέσθω τῷ ναυτικῷ, ἐν οἷς μήτις τῶν ἡμετέρων ἀυτῷ νόμος ἐναντιοῦται. Τοῦτο δὲ αὐτὸ καὶ ὁ θειότατος Ἄυγουςτος ἔκρινεν.

Édit de Claude sur le commerce.

Suétone, *Claude* 18. — Gaius I, 32 *c* :... Edicto Claudii Latini jus Quiritium consecuntur, si navem marinam aedificaverint, quae non minus quam decem milia modiorum frumenti capiat, eaque navis vel quae in ejus locum substi-

tuta sit, *sex* annis frumentum Romam portaverit. — Ulpien, L. 1 § 20 *De exercitoria* XIV, 1 : Ad summam rem publicam navium exercitio pertinet.

8. Décadence de l'agriculture et de la viticulture en Italie.

IV

La religion.

Walter, 349, 350. — Kuntze, *Excurse* (1re édition), 942, 946. — G. Boissier, *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*. Paris, 1874 — F. Bauduin, *Ad Edicta Principum Romanorum de Christianis*. Bâle, 1557. — D. Ruinart, *Acta primorum martyrum*. Paris, 1689. Augsbourg, 1802, 1803. — Champagny, *Rome et Judée*. Paris, 1858. *Les Antonins*. — L'abbé Greppo, *Mémoires relatifs à l'Histoire ecclésiastique*. Paris, 1840. — Cruice, *Histoire de l'Église de Rome de 192 à 224*. Paris, 1856. — Graetz, *Geschichte der Juden*. Leipzig, 1853-1876. — E. Le Blant, *Sur les bases juridiques des poursuites exercées contre les martyrs*. (Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions, 1866.)

§ 115.

1. Décadence de l'ancienne religion. Philosophie, superstition et scepticisme.

2. Les religions orientales. Le druidisme. Juifs et chrétiens. Persécutions, tolérance.

Suétône, *Claude* 25 : Judaeos impulsore Chresto assidue tumultuantes, Roma expulit. *Néron* 16 : Afflicti suppliciis Christiani, genus hominum superstitionis novae ac maleficae. — Tacite, *Annales* XV, 44 : Ergo abolendo rumori Nero subdidit reos, et quaesitissimis poenis affecit, quos per flagitia invisos vulgus Christianos appellabat. Auctor nominis ejus Christus, qui Tiberio imperitante per procuratorem Pontium Pilatum supplicio affectus erat. Repres-

saque in praesens exitiabilis superstitio rursus erumpebat, non modo per Judaïcam originem ejus mali, sed per urbem etiam, quo cuncta undique atrocia aut pudenda confluunt celebranturque. Igitur primo correpti qui fatebantur, deinde indicio eorum multitudo ingens, haud perinde in crimine incendii quam odio humani generis convicti sunt. Et pereuntibus addita ludibria, ut, ferarum tergis contecti, laniatu canum interirent, aut crucibus affixi, aut flammandi, atque ubi defecisset dies, in usum nocturni luminis urerentur. Hortos suos ei spectaculo Nero obtulerat.

Pline, gouverneur de Bithynie, écrit à Trajan (*Ep.* X, 97) : Cognitionibus de Christianis interfui nunquam : ideo nescio, quid et quatenus aut puniri soleat, aut quaeri. Nec mediocriter haesitavi... Interim in iis, qui ad me tanquam Christiani deferebantur, hunc sum secutus modum. Interrogavi ipsos, an essent Christiani ; confitentes iterum ac tertio interrogavi, supplicium minatus : perseverantes duci jussi. Neque enim dubitabam, qualecunque esset, quod faterentur, pervicaciam certe et inflexibilem obstinationem debere puniri. Fuerunt alii similis amentiae : quos, quia cives Romani erant, adnotavi in urbem remittendos... Propositus est libellus sine auctore, multorum nomina continens, qui negarent se esse Christianos aut fuisse, quum praeeunte me Deos appellarent et imagini tuae... thure ac vino supplicarent, praeterea maledicerent Christo : quorum nihil cogi posse dicuntur qui sunt revera Christiani : ergo dimittendos putavi........ Nihil aliud inveni, quam superstitionem pravam et immodicam, ideoque, dilata cognitione, ad consulendum te decurri... Certe satis constat, prope jam desolata templa coepisse celebrari, et sacra solennia diu intermissa repeti, passimque venire victimas, quarum adhuc rarissimus emtor inveniebatur. Ex quo facile est opinari, quae turba hominum emendari possit, si fiat poenitentiae locus. Trajan répond (*Ep.* 98) : Actum, quem debuisti,... secutus es. Neque enim in universum aliquid, quod quasi certam formam habeat, constitui potest. Conquirendi non sunt : si deferantur et arguantur, puniendi sunt.

Lampride, *Alexandre* 22. 43 : Christo templum facere voluit, eumque inter Deos recipere. Quod et Hadrianus cogitasse fertur, qui templa in omnibus civitatibus sine simulacris jusserat fieri, quae hodie idcirco, quia non habent numina, dicuntur Hadriani : Ἀδριανεῖα. Quae ille ad hoc parasse dicebatur, sed prohibitus est ab iis, qui consulentes sacra reppererant, omnes Christianos futuros, si id optato evenisset, et templa reliqua deserenda. 28. Usus vivendi eidem (Alexandro) hic fuit : primum ut, si facultas esset, id est si non cum uxore cubuisset, matutinis horis in larario suo (in quo et divos principes, sed optimos electos et animas sanctiores, in queis et Apollonium, et quantum scriptor suorum temporum dicit, Christum, Abraham et Orpheum, et hujuscemodi Deos habebat, ac majorum effigies), rem divinam faciebat. *Héliogabale* 3.

Saint Épiphane (†403) parle d'un *Hadrianée* à Tibériade, d'un autre à Alexandrie. On peut conjecturer qu'Hadrien voulait faire du christianisme une branche nouvelle du paganisme universel.

3. Hommes déïfiés : Apollonius, Nérullin, Pérégrin, Alexandre, etc. Tous les empereurs. L'apothéose. Les *Sodales Augustales*, *Flaviales*, *Hadrianales*, etc.

LIVRE DEUXIÈME.

LÉGISLATION.

§ 116. — *En général.*

Maynz, 173-185. — Puchta, 105, 106. — Bethmann Hollweg, § 68. — Zimmern, § I, 21-25. — Lange, 135. — Danz, § 60.

Lois comitiales et *Leges datae*.

Les lois proprement dites, rogées et votées dans les comices, disparaissent dans le courant du premier

siècle de notre ère. Une loi d'une date incertaine (Nerva ou Trajan?), d'existence problématique aussi, est connue sous le nom corrompu de *Vectibulici*. (*Vettii Publicii? Vectii Lybici?*) — V. §§ 117, 119, 122). — Les lois de Malaga et Salpesa, d'Osuna, les lois coloniques (§ 156) sont des *leges datae* émanées de l'empereur, non du peuple (§ 107, comparez § 19); la loi *regia* est un sénatusconsulte approuvé par le peuple.

La loi *Quinctia* (§ 157) est une loi comitiale.

Le pouvoir législatif a passé au sénat et à l'empereur. De là deux nouvelles espèces de loi : le sénatusconsulte et la constitution impériale.

Au IIIe siècle, un pouvoir législatif d'ordre inférieur est reconnu au préfet du prétoire.

M. Haenel a recueilli et publié, par ordre chronologique, les documents relatifs aux lois (lois comitiales et *datae*, sénatusconsultes, constitutions) rendues sous les empereurs ou par eux, d'Auguste à Justinien, lesquelles ne sont pas insérées dans les codes : *Corpus legum ab imperatoribus Romanis ante Justinianum latarum, quae extra constitutionum codices supersunt. Accedunt res ab imperatoribus gestae, quibus Romani juris historia et imperii status illustratur. Ex monumentis et scriptoribus graecis latinisque collegit, ad temporis rationem disposuit, indicibus, qui Codices quoque comprehendunt, constitutionum, rerum, personarum, locorum instruxit D. Gustavus Haenel, Lipsiensis.* Leipzig, 1857. Ouvrage indispensable à n'importe quelles recherches sur la législation impériale.

SECTION I. — LES LOIS.

CHAPITRE I.

Principales lois de droit public.

Puchta, 107. — Rudorff, § 79, 10, 13, 14, 18, 39. — Zimmern, § 36.

§ 117.

Lois réparatrices et réformatrices d'Auguste.

La plupart appartiennent au droit criminel (§ 118), d'autres au droit privé (§§ 119-122). Il faut citer ici la loi *frumentaire* (2 avant notre ère), la loi *somptuaire* (18 avant notre ère), la loi *théâtrale*, la loi *Saenia* sur le recrutement du patriciat, déjà mentionnée, et au premier rang les deux grandes lois d'organisation judiciaire et de procédure civile et pénale, les *Leges Juliae publicorum et privatorum judiciorum*.

Suétone, *Octave* 32 : Pleraque pessumi exempli correxit. — Gaius IV, 30, *supra* p. 237. — 104. Ea (legitima judicia) e lege Julia judiciaria, nisi in anno et sex mensibus judicata fuerint, expirant : et hoc est, quod vulgo dicitur, e lege Julia litem anno et sex mensibus mori. *Infra* § 144. — Macrobe I, 10 : Augustus... in legibus judiciariis triduo servari ferias jussit... ex edicto Augusti, quo trium dierum ferias Saturnalibus addixit. — Suétone, *Octave* 32. *Infra* § 143. — Callistrate, L. 41 *De receptis* IV, 8 : Cum lege Julia cautum sit, ne minor viginti annis judicare cogatur... — Aulu-Gelle XIV, 2 :... In dierum quidem diffissionibus comperendinationibusque et aliis quibusdam legitimis ritibus ex ipsa lege Julia et ex Sabini Masurii et quorumdam aliorum jurisperitorum commentariis commoniti et adminiculati sumus. — Ulpien, L. 9 § 2 *De receptis* IV, 8 : Si quis judex sit, arbitrium recipere ejus rei, de qua judex

est, inve se compromitti jubere prohibetur lege Julia. L. 2 § 1 *De judiciis* V, 1 : Lex Julia judiciorum ait : « quominus inter privatos conveniat » : sufficit ergo privatorum consensus. — Fragments du Vatican 197 : An bello amissi a tutela excusare debeant? nam et in fascibus sumendis et in judicandi munere pro superstitibus habentur, ut lege Julia... publicorum capite XXVI, item privatorum capite XXVII de judicando, cavetur. 198. Lex quidem privatorum capite XXVII (*ex*) SE NATOS appellat, lex vero publicorum capite XXVI LIBERORUM facit mentionem.

CHAPITRE II.

Principales lois de droit pénal.

Rudorff, § 30-39. — Padelletti, p. 281-288.

§ 118.

1. Auguste a fait voter par les comices une série de lois *Juliae*, répressives et réformatrices. Leur relation avec les lois sur les mêmes méfaits rogées par César n'est pas toujours clairement établie. Parfois Auguste n'a fait que développer la loi de César.

Loi *Julia de ambitu* (18 avant notre ère), encore en vigueur sous Justinien pour les fonctions municipales.

Tit. D. XLVIII, 14. C. IX, 26 *Ad legem Juliam de ambitu*. — Suétone, *Octave* 34.

La loi *Julia majestatis* (46) est de César. Auguste et Tibère en étendirent l'application. Des titres spéciaux y sont consacrés dans la compilation de Justinien.

Tit. D. XLVIII, 4. C. IX, 8.

Suétone, *Auguste* 55. *Tibère* 58 : Paulatim hoc genus calumniae eo processit, ut haec quoque capitalia essent :

circa Augusti simulacrum servum cecidisse, vestimenta mutasse, numo vel annulo effigiem impressam latrinae aut lupanari intulisse : dictum ullum factumve ejus existimatione aliqua laesisse.

Lois *Juliae de vi publica et privata.*

Bruns, p. 100.

Loi *Julia de adulteriis*, de l'an 18 avant notre ère, sur l'adultère, le *stuprum*, l'inceste et le maquerellage.

Tit. D. XLVIII, 5. C. IX, 9.

Pour le chapitre (?) *de fundo dotali*, v. § 121.

Bruns, p. 101. — Dissertation de J. G. Hoffmann dans Fellenberg I.

Lois *Juliae de annona, peculatus et de sacrilegis, de residuis.*

2. Loi *Visellia* (24 de notre ère) contre l'usurpation d'ingénuité ou de décurionat de la part d'affranchis.

Tit. C. IX, 21. X, 32. — Ulpien III, 5.

Chapitre III.

Principales lois de droit privé.

Puchta, 107. — Rudorff, §§ 25-28. — Zimmern, I, §§ 33-35.

§ 119. — *Lois relatives à l'esclavage et aux affranchissements.*

Rudorff, § 26.

1. Restrictions apportées aux affranchissements.

Suétone, *Octave* 40. *Supra* § 105.

Loi *Aelia Sentia*, 3 de notre ère.

Gaius I, 13 : Lege itaque Aelia Sentia cavetur, ut qui servi a dominis poenae nomine vincti sunt, quibusve stig-

mata inscripta sunt, deve quibus ob noxam quaestio tormentis habita sit et in ea noxa fuisse convicti sint, quive ut ferro aut cum bestiis depugnarent traditi sint, inve ludum custodiamve conjecti fuerint, et postea vel ab eodem domino vel ab alio manumissi, ejusdem conditionis liberi fiant, cujus conditionis sunt peregrini dediticii. 14. 15. 16. Si vero in nulla tali turpitudine sit servus, manumissum modo civem Romanum modo Latinum fieri dicemus. 17. Nam in cujus persona tria haec concurrunt, ut major sit annorum XXX, et ex jure Quiritium domini, et justa ac legitima manumissione liberetur, id est vindicta aut censu aut testamento, is civis Romanus fit; sin vero aliquid eorum deerit, Latinus erit. 18-27. — 36. Non tamen cuicumque volenti manumittere licet. 37. Nam is qui in fraudem creditorum vel in fraudem patroni manumittit, nihil agit, quia lex Aelia Sentia impedit libertatem. 38. *Item* eadem lege minori XX annorum domino non aliter manumittere permittitur, quam (si) vindicta apud consilium justa causa manumissionis adprobata (fuerit). 39-41. 47. 66. 78. III, 5. 73. — Ulpien VII, 4. I, 5 ss. 14 : Ab eo domino, qui solvendo non est, servus testamento liber esse jussus et heres institutus, et si minor sit XXX annis, vel in ea causa sit, ut dediticius fieri debeat, civis Romanus et heres fit; si tamen alius ex testamento nemo heres sit. Quod si duo pluresve liberi heredesque esse jussi sint, primo loco scriptus liber et heres fit : quod et ipsum lex Aelia Sentia facit. — Dosithée 16.

Paul et Ulpien ont commenté la loi *Aelia Sentia*, dont les dispositions ont été en vigueur jusqu'à Justinien, qui a confirmé les unes et abrogé les autres. Tit. C. *De dediticia libertate tollenda* VII, 5. L. 2 C. *Communia de manumiss.* VII, 15. § 3 J. *De libertinis* I, 5. — Tit. J. I, 6; D. XL, 9; C. VII, 11 et 12.

Loi *Fufia Caninia* 7, abrogée par Justinien.

Gaius I, 42 : Praeterea lege Fufia Caninia certus modus constitutus est in servis testamento manumittendis. 43-46. — Ulpien I, 24 : Lex Fufia Caninia jubet, testamento ex

tribus servis non plures quam duos manumitti; a quattuor usque ad decem dimidiam partem manumittere concedit; a decem usque ad triginta tertiam partem... Et denique praecipit, ne plures omnino quam centum ex cujusquam testamento liberi fiant. 25. Eadem lex cavet, ut libertates servis testamento nominatim dentur. — Paul IV, 14, *Ad legem Fufiam Caniniam.*

Tit. J. I, 7 *De lege Fufia Caninia sublata.* C. VII, 3 *De lege Fufia Caninia tollenda.*

Loi *Junia Norbana* 19, abrogée par Justinien.

Tit C. *De latina libertate tollenda et per certos modos in civitatem Romanam transfusa* VII, 6.

Gaius I, 22 :... Homines Latini Juniani dicuntur; Latini ideo, quia adsimulati sunt Latinis coloniariis; Juniani ideo, quia per legem Juniam libertatem acceperunt, cum olim servi viderentur esse. 23. Non tamen illis permittit lex Junia vel ipsis testamentum facere, vel ex testamento alieno capere, vel tutores testamento dari. 24. II, 110, 275. III, 55-76. — Ulpien I, 10 :... Hodie autem ipso jure liberi sunt ex lege Junia, (a) qua lege Latini Juniani nominati sunt inter amicos manumissi. XVII, 1. XX, 14. XXII, 3. — Dosithée 5-16. — Salvien, *Adversus avaritiam* III, 93 : Vivant quasi ingenui et moriantur ut servi.

Loi *Junia Petronia.*

Hermogénien, L. 24 pr. *De manumiss.* XL, 1 : Lege Junia Petronia, si dissonantes pares judicum existant sententiæ, pro libertate pronuntiare jussum.

Loi *Vettii Publicii* (?) sur l'affranchissement des *servi publici*, § 116.

2. Protection des esclaves contre les maîtres. Loi *Petronia* 61.

Modestin, L. 11 § 2 *Ad legem Corneliam de sicariis* XLVIII, 8.

§ 120. — *Obligations.*

Rudorff, § 39.

Loi *Julia de cessione bonorum*. V. §§ 93 et 144.

Gaius III, 78. — Dioclétien et Maximien, L. 4 C. *Qui bonis cedere possunt* VII, 71 : Legis Juliae de bonis cedendis beneficium constitutionibus divorum nostrorum parentum ad provincias porrectum esse, ut cessio bonorum admittatur, notum est... — Tit. C. Théod. IV, 20 *Qui bonis ex lege Julia cedere possunt*. — Tit. D. *De cessione bonorum* XL II, 3. C. VII, 71.

§ 121. — *Droit de famille. Tutelle; mariage.*

Puchta, 107, 108. — Rudorff, §§ 28, 27. — Gitzler, *Quaestiones de lege J. et P. P.* 1835.

1. Loi *Claudia* supprimant la tutelle agnatique des femmes.

Gaius I, 157 : Et olim quidem, quantum ad legem XII tabularum attinet, etiam feminae agnatos habebant tutores. Sed postea lex Claudia lata est, quae quod ad feminas attinet, (*agnatorum*) tutelas sustulit. — Ulpien XI, 8 :... Feminarum autem legitimas tutelas lex Claudia sustulit, excepta tutela patronorum. — Tacite, *Annales* XI, 13.

2. Loi *Julia et Papia Poppaea* (*Leges*). Vaste code matrimonial, élaboré dans un but de réforme sociale et de fiscalité, *perféré* à grand'peine contre l'opposition des classes supérieures, notamment de la chevalerie. Il fallut vingt et un ans pour faire passer la loi *Julia de maritandis ordinibus* (de l'an 17 avant notre ère à l'an 4 de notre ère), et l'entrée en vigueur en dut encore être ajournée. Complément : Loi *Papia Poppaea* 9.

Tacite, *Annales*, III, 25 :... Papia Poppaea, quam senior Augustus, post Julias rogationes, incitandis coelibum poe-

nis et augendo aerario sanxerat. 28. Acriora ex eo vincla, inditi custodes, et lege Papia Poppaea praemiis inducti, ut, si a privilegiis parentum cessaretur, velut parens omnium populus vacantia teneret. (Cf. Suétone, *Néron* 10.) — Suétone, *Octave* 34 : Leges retractavit, et quasdam ex integro sanxit : ut... de maritandis ordinibus. Hanc quum aliquanto severius quam ceteras emendasset, prae tumultu recusantium perferre non potuit, nisi adempta demum lenitave parte poenarum et vacatione triennii data, auctisque praemiis. Sic quoque abolitionem ejus publico spectaculo pertinaciter postulante equite, accitos Germanici libéros, receptosque partim ad se, partim in patris gremium ostentavit, manu, vultuque significans, ne gravarentur imitari juvenis exemplum. Cumque etiam immaturitate sponsarum et matrimoniorum crebra mutatione vim legis eludi sentiret, tempus sponsas habendi coarctavit, divortiis modum imposuit. — Dion LIV, 16. LVI, 1.

(*Pars nuptialis.*)

a. Interdiction des mésalliances.

Paul L. 44 pr. *De R. N.* XXIII, 2 : Lege Julia ita cavetur : Qui senator est, quive filius, neposve ex filio, proneposve ex filio nato cujus eorum est erit, ne quis eorum sponsam uxoremve sciens dolo malo habeto libertinam, aut eam, quae ipsa, cujusve pater materve artem ludicram facit, fecerit, neve senatoris filia, neptisve ex filio, proneptisve ex nepote filio (nato, nata) libertino, eive, qui ipse cujusve pater materve artem ludicram facit, fecerit, sponsa nuptave sciens dolo malo esto; neve quis eorum dolo malo sciens sponsam uxoremve eam habeto. — Ulpien XIII, 1. : Lege Julia prohibentur uxores ducere senatores quidem liberique eorum libertinas et quae ipsae quarumve pater materve artem ludicram fecerit; iidem (*Huschke*) et ceteri autem ingenui prohibentur uxorem ducere palam corpore quaestum facientem, et lenam, et a lenone lenave manumissam, et in adulterio deprehensam, et judicio publico damnatam, et quae artem ludicram fecerit; adjicit (*Mauricianum SC*[tum?])

Mauricianus et a senatu damnatam. XVI, 2 :... Si contra legem J. P. P. contraxerint matrimonium, verbi gratia si famosam ingenuus uxorem duxerit, aut libertinam senator. — L. 23, 27, 32, 42 § 1, 43, 44 §§ 1, 8, 46-51 *De R. N.* XXIII, 2.

Punition de la mésalliance.

Ulpien XVI, 2 : (Vir et uxor) nihil inter se capiunt. — Papinien, L. 61 *De R. N.* : Dote propter illicitum matrimonium caduca facta, exceptis impensis necessariis quae dotem ipso jure minuere solent, quod judicio de dote redditurus esset maritus solvere debet.

Position des enfants issus de la mésalliance.

Collatio XVI, 3, 4 (Paul) : Sui heredes sunt hi : primo loco filius, filia in potestate patris constituti ; nec interest, adoptivi sint, an naturales, sed secundum legem Juliam Papiamque quaesiti.

Concubinat.

Rubrique de L. 1 *De concub.* XXV, 7. — Marcien, L. 3 § 1 *eod.* : Nam quia concubinatus per leges nomen assumpsit, extra legis poenam est.

Gide, *De la condition de l'enfant naturel et de la concubine*. Paris, 1880.

b. Facilités apportées au mariage.

Marcien, L. 19 *De R. N.* XXIII, 2 : Capite trigesimo quinto legis Juliae qui liberos, quos habent in potestate, injuria prohibuerint ducere uxores vel nubere, vel qui dotem dare non volunt... — Ulpien XI, 20 : Ex lege Julia de maritandis ordinibus tutor datur a praetore urbis ei mulieri virginive, quam ex hac ipsa lege nubere oportet, ad dotem dandam, dicendam promittendamve, si legitimum tutorem pupillum habeat. — Gaius I, 178 : Nam et lege Julia de maritandis ordinibus ei, quae in legitima tutela pupilli sit, permittitur dotis constituendae gratia a praetore urbano tutorem petere. — L. 61-64, 74, 79 § 4 *De C. et D.* XXXV, 1.

— Paul, L. 6 § 4 *De jure patronatus* XXXVII, 14 : Lege Julia de maritandis ordinibus remittitur jusjurandum, quod liberto in hoc impositum est, ne uxorem duceret, libertae, ne nuberet, si modo nuptias contrahere recte velint.

c. Récompenses du mariage et de la fécondité.

Aulu-Gelle II, 15 :... Capite septimo legis Juliae priori ex consulibus fasces sumendi potestas fit, non qui plures annos natus est, sed qui plures liberos, quam collega, aut in sua potestate habet, aut bello amisit. Sed si par utrique numerus liberorum est, maritus, aut qui in numero maritorum est, praefertur; si vero ambo et mariti et patres totidem liberorum sunt, tum ille pristinus honos instauratus et, qui major natu est, prior fasces sumit. — Fragments du Vatican 197. — Ulpien, L. 2 *De minoribus* IV, 4 :... Quod enim legibus cavetur, ut singuli anni per singulos liberos remittantur, ad honores pertinere D. Severus ait. — Pr. J. *De excusatione tutorum* I, 25. — Tit. C. *Qui numero lib.* V, 66. — Fragments du Vatican 168, 191, 247. — Paul, L. 37 pr. *De operis libertorum* XXXVIII, 1 : Qui libertinus duos pluresve a se genitos ex se natos natasve in sua potestate habebit praeter eum, qui artem ludicram fecerit, quive operas suas, ut cum bestiis pugnaret, locaverit, ne quis eorum operas doni, muneris, aliudve quicquam libertatis causa patrono, patronae, liberisve eorum, de quibus juraverit vel promiserit obligatusve erit, dare facere praestare debeto. Et si non eodem tempore duo in potestate habuerit vel unum quinquennem, liberabitur operarum obligatione. — Ulpien XXIX, 2 :... Seu intestata moriatur liberta, semper ad eum (patronum) hereditas pertinet, licet liberi sint libertae, qui (*Huschke*) quoniam non sunt sui heredes matri, non obstant patrono. 3. Lex Papia Poppaea postea libertas quattuor liberorum jure tutela patronorum liberavit; et cum intulerit, jam posse eas sine auctoritate patronorum testari, prospexit, ut pro numero liberorum libertae superstitum virilis pars patrono debeatur. — Gaius I, 145 :... Tantum enim ex lege Julia

et Papia Poppaea jure liberorum a tutela liberantur feminae. 194.

Ulpien XV, 1 : Vir et uxor inter se matrimonii nomine decimam capere possunt. Quod si ex alio matrimonio liberos superstites habeant, praeter decimam, quam matrimonii nomine capiunt, totidem decimas pro numero liberorum accipiunt. 2. Item communis filius filiave post nominum diem amissus amissave unam decimam adjicit; duo autem post nominum diem amissi duas decimas adjiciunt. 3. Praeter decimam etiam usumfructum tertiae partis bonorum vir et uxor capere possunt, et quandoque liberos habuerint, ejusdem partis proprietatem; hoc amplius mulier, praeter decimam, dotem relegatam sibi. – XVI, 1 : Aliquando vir et uxor inter se solidum capere possunt, velut si uterque vel alteruter eorum nondum ejus aétatis sint, a qua lex liberos exigit, id est si vir minor annorum XXV sit, aut uxor annorum XX minor; item si utrique lege Papia finitos annos in matrimonio excesserint, id est vir LX annos, uxor L; item si cognati inter se coierint usque ad sextum gradum.

1*a*. Libera inter eos testamentifactio est, si jus liberorum a principe impetraverint; aut si vir rei publicae causa absit, et donec abest et intra annum, postquam abesse desierit; aut si filium filiamve communem habeant, aut XIV annorum filium, vel filiam XII amiserint; vel si duos trinos vel tres post nominum diem amiserint, ut intra annum tamen et sex menses etiam unus cujuscumque aetatis impubes amissus solidi capiendi jus praestet. Item si post mortem viri intra decem menses uxor ex eo pepererit, solidum ex bonis ejus capit.

Gaius III, 42 : Postea lege Papia aucta sunt jura patronorum, quod ad locupletiores libertos pertinet : cautum est enim ea lege, ut ex bonis ejus, qui sestertiorum centum milium plurisve patrimonium reliquerit, et pauciores quam tres liberos habebit, sive is testamento facto sive intestato mortuus erit, virilis pars patrono debeatur..., si tres relinquat, repellitur patronus, 44-53. — Ulpien XXIX, 6, 7, 11.

— L. 16 *De jure patronatus* XXXVII, 14. — L. 145 *De V. S.* L, 16.

d. Peines du célibat et de l'orbité.

Gaius II, 286 : Caelibes quoque, qui per legem Juliam hereditates legataque capere prohibentur, olim fideicommissa videbantur capere posse. 286 *a.* Item orbi, qui per legem Papiam (ob id, quod liberos non habent) dimidias partes hereditatum legatorumque perdunt, olim solida fideicommissa videbantur capere posse. 111. — Ulpien XVII, 1. Fragments du Vatican 216 : Excipiuntur autem lege quidem Julia cognatorum sex gradus et ex septimo sobrino sobrinave natus; sed et nata per interpretationem; item quae personae in horum potestate sunt, quaeve in matrimonio, vel ii, qui sunt cognatarum nostrarum hoc gradu nos contingentium mariti, vel eorum, qui sunt in potestate nostra, cognati, contingentes eos ea cognatione, quae supra scriptum gradum non excedit. 217. Nuptarum nobis cognati a nobis usque ad eum gradum, vel nostri cognati ab uxoribus nostris capere possunt. 218. Lege autem Papia hi adfines excipiuntur : qui vir et uxor, et gener et nurus, et socrus unquam fuerunt; [219] item qui vitricus, noverca, privignus, privigna, vel ipsorum, vel eorum qui in eorum potestate sunt, unquam fuerunt (*Huschke*). — 158. 214. 215. — Ulpien XIII : Rubrique *De coelibe orbo et solitario patre.*

e. Délais. Fiançailles.

Ulpien XIV : Feminis lex Julia a morte viri anni tribuit vacationem, a divortio sex mensium : lex autem Papia a morte viri biennii, a repudio anni et sex mensium. — Dion LIV, 10. — Cf. L. 35-38 *Ex quibus causis majores* IV, 6.

f. Restriction du divorce.

Ulpien, L. 11 *De divortiis* XXIV, 2 :.. Ait lex : Divortii faciendi potestas libertae, quae nupta est patrono, ne esto, quamdiu patronus eam uxorem esse volet... L. 45 *De R. N.* XXIII, 2 : In eo jure, quod dicit invito patrono libertam,

quae ei nupta est alii nubere non posse... — Ulpien VI, 12 : Morum nomine, graviorum quidem sextae retinentur; leviorum autem octava. Graviores mores sunt adulteria tantum; leviores omnes reliqui. 13. Mariti mores puniuntur in ea quidem dote, quae annua die reddi debet, ita ut propter minores senum mensium die. In ea autem, quae praesens reddi solet, tantum ex fructibus jubetur reddere, quantum in illa dote, quae triennio redditur, repraesentatio facit. — Paul, L. 8 *De captivis* XLIX, 15. — L. 64 *Soluto matrimonio* XXIV, 3.

g. Les caducs. (*Pars caducaria.*)

Ulpien XVII, 1 : Quod quis sibi testamento relictum, ita ut jure civili capere possit, aliqua ex causa non caperit, caducum appellatur, veluti ceciderit ab eo, verbi gratia si caelibi vel Latino Juniano legatum fuerit, nec intra dies centum vel caelebs legi paruerit, vel Latinus jus Quiritium consecutus sit; aut si ex parte heres scriptus vel legatarius ante apertas tabulas decesserit vel peregrinus factus sit. 23. XXIV, 31 : Legatorum, quae pure vel in diem certum relicta sunt, dies cedit antiquo quidem jure ex mortis testoris tempore, per legem autem Papiam Poppaeam ex apertis tabulis testamenti. — Justinien, L. un. § 1 C. *De caducis tollendis* VI, 51 : Quum igitur materiam et exordium caducorum lex Papia ab aditionibus, quae circa defunctorum hereditates procedebant, sumsit, et ideo non a morte testatoris, sed ab apertura tabularum dies cedere legatorum, senatus consulta, quae circa legem Papiam introducta sunt, concesserunt, ut, quod in medio deficiat, hoc caducum fiat, primum hoc corrigentes et antiquum statum renovantes sancimus, omnes habere licentiam a morte testatoris adire hereditatem, similique modo legatorum vel fideicommissorum pure vel in diem certam relictorum diem a morte testatoris cedere.

Ulpien XVIII : Item liberis et parentibus testatoris usque ad tertium gradum lex Papia jus antiquum dedit, ut heredibus illis institutis, quod quis ex eo testamento non capit,

ad hos pertineat aut totum aut ex parte, prout pertinere possit. — Gaius II, 206 : Quod autem diximus, deficientis portionem in per damnationem quidem legato in hereditate retineri, in per vindicationem vero collegatario accrescere, admonendi sumus, ante legem Papiam jure civili hoc ita fuisse; post legem vero Papiam deficientis portio caduca fit et ad eos pertinet, qui in eo testamento liberos habent. 207. 208. — Ulpien XIX, 17 : Lege nobis adquiritur velut caducum vel ereptorium ex lege Papia Poppaea.

h. Des biens vacants.

Ulpien XXVIII, 7 :... Si nemo sit, ad quem bonorum possessio pertinere possit, aut sit quidem, sed jus suum omiserit, populo bona deferuntur ex lege Julia caducaria. — Paul, L. 13 *De jure fisci* XLIX, 14. — Mauricien, L. 15 *eod.*

L'empereur était au-dessus des *Leges*.

Ulpien, L. 31 *De legibus* I, 3 : Princeps legibus solutus est.

Les *Leges* ont été complétées, développées, restreintes, renforcées par plusieurs sénatusconsultes (*infra* § 125); commentées par Gaius, Terentius Clemens, Mauricien, Marcellus, Ulpien et Paul; abrogées en détail par la législation des empereurs chrétiens, en vertu de principes d'un ordre différent et en présence de circonstances sociales et politiques tout autres que celles qui les avaient inspirées.

Travaux modernes, restitutions, éditions de Jacques Godefroy (1617... 1653, *Fontes IV juris civilis*), Heineccius (1731), Den Tex et Van Hall (*Fontes III*, 1840), M. Demelius (1857, recueil cité § 46). — Bruns, p. 103-104.

3. Loi *Julia Miscella?*

Novelle 22, chap. 43. L. 2 C. *De indicta viduitate* VI, 40.

Schneider, *Die drei Scaevola*, p. 83.

4. La loi *Julia de adulteriis et de pudicitia* (§ 118) peut trouver place ici à cause du chapitre *de fundo dotali,* que quelques auteurs mettent dans la loi *Julia et Papia* et dont d'autres font une *lex de fundo dotali.*

Gaius II, 63 : Nam dotale praedium maritus invita muliere per legem Juliam prohibetur alienare, quamvis ipsius sit vel mancipatum ei dotis causa vel in jure cessum vel usucaptum. Quod quidem jus utrum ad Italica tantum praedia an etiam ad provincialia pertineat, dubitatur. — Paul II, 21 b, 2. — Tit. D. XXIII, 5. C. V, 23 *De fundo dotāli.*

§ 122. — *Successions et legs.*

Rudorff, § 25.

1. Loi *Falcidia,* 40 avant notre ère.

Dion, XLVIII, 33.— Appien, *Bell. civ.* V, 67.—Paul, L. 1 pr. *Ad legem Falcidiam* XXXV, 2 : Lex Falcidia lata est, quae primo capite liberam legandi facultatem dedit (usque ad dodrantem) his verbis : « Qui cives Romani sunt, qui eorum post hanc legem rogatam de sua pecunia suisque rebus (*Mommsen*) testamentum facere volet, ut eam pecuniam easque res quibusque dare legare volet, jus potestasque esto, ut hac lege (sequenti) licebit. » Secundo capite modum legatorum constituit his verbis : « Quicumque civis Romanus post hanc legem rogatam testamentum faciet, is quantam cuique civi Romano pecuniam jure publico dare legare volet, jus potestasque esto, dum ita detur legatum (*legetur? Cujas*), ne minus quam partem quartam hereditatis eo testamento heredes capiant, itaque (*Mommsen*), eis, quibus quid ita datum legatumve erit, eam pecuniam sine fraude sua capere liceto isque heres, qui eam pecuniam dare (jussus) damnatus erit, eam pecuniam debeto dare, quam dare (*Mommsen*) damnatus est. » — Pr. J. *De lege Falcidia* II, 22. — Gaius II, 227 : Lata est itaque lex Falcidia, qua cautum est, ne plus ei legare liceat quam dodran-

tem : itaque necesse est, ut heres quartam partem hereditatis habeat : et hoc nunc jure utimur. — Paul III, 8, 2 : Quoties de modo partis retinendae quaeritur propter periculum plus petendi, officio judicis omnibus aestimatis, quarta facienda est, quae apud heredem remaneat, aut certe exigenda cautio a legatario, ut quod plus dodrante perceperit, restituat. — Ulpien XXIV, 32. — Tit. D. XXXV, 2. C. VI, 50. J. II, 22 *Ad legem Falcidiam.*

J. Voorda, *Comm. ad leg. Falc.* Utrecht, 1730.

2. Loi *Julia vicesimaria,* 6 de notre ère.

Dion LV, 25. LVI, 28.

3. Loi *Junia Vellea* 27.

Scévola, L. 29 § 11 *De liberis et postumis* XXVIII, 2 : Nunc de lege Vellea videamus. Voluit vivis nobis natos similiter non rumpere testamentum. § 12. Et videtur primum caput eos spectare qui, cum nascerentur, sui heredes futuri essent... Ita verba sunt : « qui testamentum faciet, is omnis virilis sexus, qui ei suus heres futurus erit » et cetera. § 13. Etiamsi vivente parente vivo nascantur, sequenti parte...

Ces paragraphes et les suivants sont très corrompus. M. Bruns (*Fontes*, p. 104) croit pouvoir restituer comme suit le premier chapitre de la loi :

Qui (*civis Romanus post hanc legem rogatam*) testamentum faciet, is omnes virilis sexus, qui ei suus heres futurus erit [*heredes instituendi* (*nominatimve exheredandi*) *potestatem habeto ; quique heredes instituti* (*exheredative ita*) *erunt, si nascentur testamentum ne rumpunto*], etiamsi parente vivo nascentur.

Scévola cite au § 13 les mots : « si quis ex suis heredibus suus heres esse desierit. » Et au § 14 : Videndum, num hac posteriore parte « si quis ex suis heredibus suus heres esse desierit, liberi ejus » et cetera « in locum suorum sui heredes succedunt »... — § 15. M. Bruns compose comme suit le chapitre 2 : Si quis ex suis heredibus suus heres esse

desierit, liberi ejus (*vel nepotes pronepotes, qui heredes instituti nominatimve exheredati erunt, testamentum ne rumpunto, neve id ob eam rem minus ratum esto, quod*) in locum suorum sui heredes succedunt.

Cf. L. 3 § 1, L. 13 *De injusto rupto* XXVIII, 3. — § 2 J. *De exheredatione liberorum* II, 13.

Le texte de Scévola a fait l'objet de plusieurs essais de restitution. V., entre autres, Vangerow, *Lehrbuch der Pandecten*, § 468.

SECTION II. — LES SÉNATUSCONSULTES.

A. En général.

§ 123.

Maynz, 181-182. — Zimmern I, § 23-24. — Rudorff, § 45. — Kuntze, § 302. — Willems, p. 204-209. — Haenel, *Corpus* cité au § 116. — Listes dans Agustin et Baiter. (*Supra p.* 183.)

1. Le sénat législateur. Mécanisme des motions et délibérations.

2. Rédaction des sénatusconsultes.

a. Introduction. Protocole abrégé.

Par exemple (sénatusconsulte Juventien, L. 20 § 6 *De H. P.* V, 3.) : Pridie Idus Martias Q. Julius Balbus et Publius Juventius Celsus Titius Aufidius Oenus Severianus consules verba fecerunt de his, quae imperator Caesar, Trajani Parthici filius, Divi Nervae nepos, Hadrianus Augustus, imperator maximusque princeps... quinto Nonas Martias, quae proximae fuerunt, libello complexus esset, quid fieri placet, de qua re ita censuerunt :...

On y ajoute les noms de quelques sénateurs comme témoins de la rédaction : *Scribendo adfuerunt... S. L. Cestius, L. Petronius Rufus* (SC[te] de l'an 17 avant notre ère *De ludis saecularibus*). D'autres fois ces noms sont mis à la fin.

b. La disposition même du sénat, sous forme de consultation motivée, et non pas sous forme impérative.

Exemple (SC[te] de l'an 8 avant notre ère nommant le mois d'Août) : Cum imperator Caesar Augustus mense Sextili et primum consulatum inierit et triumphos tres in urbem intulerit et ex Janiculo legiones deductae secutaeque sint ejus auspicia ac fidem, sed et Aegyptus hoc mense in potestatem populi Romani redacta sit finisque hoc mense bellis civilibus impositus sit, atque ob has causas hic mensis huic imperio felicissimus sit ac fuerit, placere senatui, ut hic mensis Augustus appelletur. —

Autres expressions reçues : *Senatui videri, senatum censere, aequum censere, velle, judicare, existimare, arbitrari.*

c. Dispositions touchant la publicité du sénatusconsulte, et autres choses.

3. Sous l'empire, les sénatusconsultes sont désignés par le *nomen gentilicium* du ou des rapporteurs : ainsi le SC[te] Silanien (premier en date ainsi nommé), le SC[te] Velléen, etc. Ils sont aussi, comme jadis, désignés seulement par leur objet, ou par le nom de l'empereur régnant (ce qui peut rentrer dans le premier cas : *Oratio* § 128), ou encore par le nom et l'objet. Le SC[te] Macédonien est ainsi nommé d'après le parricide Macedo, dont le nom figure dans les motifs.

B. Principaux sénatusconsultes de droit public et de droit pénal.

§ 124.

Rudorff, §§ 51-53.

Il ne doit être question ici que des sénatusconsultes établissant des préceptes de droit.

1. Procédure civile.

Divers sénatusconsultes rendus sous Marc-Aurèle en vue d'accélérer les procès (*infra* § 154). D'autres, sous Claude, Néron (?), Hadrien, relatifs aux appels, § 147. Sur les procès du trésor, *aerarium*, de Néron. Sur les faillites des sénateurs § 144.

2. Droit pénal.

Une série de sénatusconsultes ont complété, précisé, limité ou développé diverses lois pénales du commencement de cette période ou de la fin de la précédente.

A la loi *Julia repetundarum* ont trait :

Un SC[te] de l'an 20 de notre ère, deux SC[tes] *Claudiens*, un *Néronien*.

Tacite, *Annales* IV, 20. L. 4 § 2 *De officio Proconsulis* 1,16. — Suétone, *Claude* 25. *Néron* 17. — Tacite, *Annales* XI, 5-7. XIII, 5. — Pline, *Ep*. V, 21.

A la loi *Julia de vi privata* : SC[te] *Volusien* 56.

(L. 1 pr.) L. 6 *Ad legem Juliam de vi privata* XLVIII, 7.

A la loi *Cornelia de falsis* : SC[te] *Libonien*, 16 de notre ère ; SC[tes] *Messallien* 20, *Licinien* 27, *Géminien* 29.

Collation VIII, 7, 1-3. Tit. D. XLVIII, 10 *Ad legem C. de falsis et de SC[to] Liboniano*. C. IX, 23 *De his qui sibi adscripserint*.

Un SC[te] *Néronien* prescrit des mesures minutieuses pour empêcher les faux testamentaires.

Suétone, *Néron* 17.

D'autres SC[tes] se rattachent à la loi *Fabia de plagiariis* et à la loi *Cornelia de sicariis*.

3. Procédure pénale.

SC^te^ *Silanien* complété par les SC^tes^ *Émilien* 11, *Claudien, Pisonien* (*Néronien*) 57 et autres.

Paul III, 5. Tit. D. XXIX, 5 *De SC^to^ Silaniano et Claudiano*, C. VI, 05 *De his quibus ut indignis hereditates auferuntur et ad SC^tum^ Silanianum.* — Ulpien, L. 1 pr. *h. t.* Quum aliter nulla domus tuta esse possit, nisi periculo capitis sui custodiam dominis, tam ab domesticis, quam ab extraneis praestare servi cogantur, ideo SC^ta^ introducta sunt de publica quaestione a familia necatorum habenda. — Tacite, *Ann.* XIV, 42.

SC^te^ *Turpillien* 61, contre la tergiversation.

Tit. D. XLVIII, 16. C. IX, 45 *Ad SC^tum^ Turpilianum.*

SC^te^ *Pisonien* 57.

Tacite, *Annales* XIII, 28.

C. Principaux sénatusconsultes de droit privé.

§ 125. — *Esclaves et affranchis. Tutelle. Mariage, maternité, veuvage.*

Rudorff, §§ 49, 48, 46. *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* XII.

1. Nombre de SC^tes^ se rattachent aux lois *Aelia Sentia, Junia Norbana, Fufia Caninia* : ainsi le SC^te^ *Largien* 42, le *Pégasien*, l'*Orfitien* 178.

D'autres favorisent les affranchissements fidéicommissaires. Tels sont le SC^te^ *Rubrien* 103 (L. 26 § 7 *de fid. lib.* XL, 5); le *Dasumien* (L. 51 § 4 *eod.*), l'*Articuléien* (L. 51 § 7 *eod.*), également du règne de Trajan; les SC^tes^ *Vitrasien* d'Hadrien (L. 30 §§ 1-6 *eod.*) et *Juncien* 127 (L. 28 § 4, L. 51 § 8 *eod.*).

Droit de patronat : SC^te *Velléen* ou *Ostérien* (*Ostorien?*) voté entre 41 et 47, *De adsignatione libertorum.*

Tit. J. III, 8. D. XXXVIII, 4 *De libertis adsignandis.* Bruns, p. 141.

2. Plusieurs SC^tes tutélaires de Trajan, de Marc-Aurèle et Vérus, de Marc-Aurèle et Commode.

SC^te rendu sur motion de Septime Sévère, concernant la *potioris nominatio* des tuteurs et le fonds pupillaire.

Tit. D. XXVII, 9 *De rebus... sine decreto non alienandis.* C. V, 71-74. — Fragments du Vatican 158 : Pars Orationis imperatoris Severi : « Promiscua facultas potioris nominandi nisi intra certos fines cohibeatur, ipso tractu temporis pupillos fortunis suis privabit : cui rei obviam ibitur, P. C., si censueritis, ut collegae patris avive pupilli in decuria vel corpore, item cognati vel affines utriusque necessitudinis, qui lege Julia et Papia excepti sunt, potiorem non nominent; ceteri cognati vel adfines amicive atque muncipes eos tantum modo nominent, quos supra complexus sum; vicinitatis autem jure nemo potior existimetur. » — Ulpien, L. 1 pr. *h. t.* : Imperatoris Severi oratione prohibiti sunt tutores et curatores praedia rustica vel suburbana distrahere. — Le § 2 donne le texte de l'*Oratio* relatif aux *praedia.*

3. En fait de SC^tes se rattachant à la loi *Julia et Papia Poppaea* : le *Persicien* 34, deux *Claudiens*, le *Memmien* 63 et d'autres non nommés.

Un SC^te *Claudien* (49) permit à l'oncle paternel d'épouser sa nièce.

Suétone, *Claude* 26. — Tacite, *Annales* XII, 6, 7.

4. Un autre SC^te *Claudien* (53) règle le commerce de personnes libres avec des esclaves, notamment de femmes Romaines ou Latines avec l'esclave d'autrui.

Tacite, *Annales* XII, 53.

a. Paul II, 21 *a De mulieribus, quae se servis alienis junxerint, vel ad SC[tum] Claudianum*. 1 : Si mulier ingenua civisque Romana vel Latina alieno se servo conjunxerit, siquidem invito et denuntiante domino in eodem contubernio perseveraverit, efficitur ancilla... 9. Filiafamilias si invito vel ignorante patre servo alieno se junxerit, etiam post denuntiationem statum suum retinet, quia facto filiorum pejor conditio parentum fieri non potest. 16. Si mater servo filii se junxerit, non tollit SC[tum] Claudianum erubescendam matris etiam in re turpi reverentiam... — Gaius I, 86 :... Ut ex libera et servo alieno, quem sciebat servum esse, servi nascantur. — Tit. C. VII, 24 *De SC[to] Claudiano tollendo*.

b. Gaius I, 84 : Ecce enim ex SC[to] Claudiano poterat civis Romana, quae alieno servo volente domino ejus coiit, ipsa ex pactione libera permanere, sed servum procreare : nam quod inter eam et dominum istius servi convenerit, eo SC[to] ratum esse jubetur. Sed postea divus Hadrianus, iniquitate rei et inelegantia juris motus, restituit juris gentium regulam, ut cum ipsa mulier libera permaneat, liberum pariat. — 85.

5. SC[te] *Plancien*, antérieur à Hadrien.

L. 1 pr. *de agnoscendis et alendis liberis* XXV, 3.

6. SC[te] de Gordien III sur le deuil de la veuve 239.

L. 15 C. *Ex quibus causis infamia* I, 12.

§ 126. — *Obligations*.

Rudorff, § 50.

1. Vente d'immeubles.

SC[te] *Hosidien* 41-46? — SC[te] *Volusien* 56. V. § 156.

L. 52 *De C. E.* XVIII, 1. — L. 2 C. *De aedificiis privatis* VIII, 10.

2. Intercession des femmes.

SC[te] *Velléen* 46

« Quod Marcus Silanus et Velleus Tutor consules verba fecerunt de obligationibus feminarum, quae pro aliis reae fierent : quid de ea re fieri oportet, de ea re ita censuere : Quod ad fidejussiones et mutui dationes pro aliis, quibus intercesserint feminae, pertinet : tametsi ante videtur ita jus dictum esse, ne eo nomine ab his petitio (sit), neve in eas actio detur, cum eas virilibus officiis fungi et ejus generis obligationibus obstringi non sit aequum, arbitrari senatum, recte atque ordine facturos, ad quos de ea re in jure aditum erit, si dederint operam, ut in ea re senatus voluntas servetur. » (L. 2 § 1 *h. t.*).— Tit. D. XVI, 1. Tit. C. IV, 29 *Ad SC^tum^ Velleanum*. — Paul II, 11 § 1 : In omni genere negotiorum et obligationum tam pro viris quam pro feminis intercedere mulieres prohibentur.

On trouve une étude intéressante sur le SC^te^ Velléen dans le beau mémoire couronné de M. Paul Gide, sur *la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne*. Paris, 1867.

3. Prêts faits aux fils de famille.

Suétone, *Vespasien* 11 : Auctor senatui fuit (Vespasianus) decernendi,... ne filiorum familiarum foeneratoribus exigendi crediti jus unquam esset. — L. 1 *De SC^to^ Macedoniano* XIV, 6 :... « Cum inter ceteras sceleris causas Macedo, quas illi natura administrabat, etiam aes alienum adhibuisset : et saepe materiam peccandi malis moribus praestaret qui pecuniam (ne quid amplius diceretur) incertis nominibus crederet : placere, ne cui, qui filio familias mutuam pecuniam dedisset, etiam post mortem parentis ejus, cujus in potestate fuisset, actio petitioque daretur : ut scirent, qui pessimo exemplo foenarerent, nullius posse filii familias bonum nomen exspectata patris morte fieri. » — Tit. D. *cit.* C. IV, 28. — Paul II, 10. — Cf. Tacite, *Annales* XI, 13.

Dueckers, *De SC^to^ Macedoniano*. Berlin, 1866. (Diss. inaug^e^.)

4. Jeu.

L. 2 § 1 *De aleatoribus* XI, 5.

§ 127. — *Hérédité. Legs.*

Rudorff, § 47.

1. Testaments.

Testamentifactio active des femmes.

Gaius I, 115 a : Olim etiam testamenti faciendi gratia fiduciaria fiebat coemptio : tunc enin non aliter feminae testamenti faciendi jus habebant, exceptis quibusdam personis, quam si coemptionem fecissent remancipataeque et manumissae fuissent ; sed hanc necessitatem coemptionis faciendae ex auctoritate divi Hadriani senatus remisit...

Institutions et legs captatoires, SC[te] du premier siècle.

L. 20 § 2 *De Cond. inst.* XXVIII, 7. L. 64 *De legatis* I, XXX.

2. Successions *ab intestat.*

SC[te] *Tertullien,* rendu sous Hadrien.

Ulpien XXVI, 8: Intestati filii hereditas ad matrem ex lege XII tabularum non pertinet; sed si jus liberorum habeat, ingenua trium, libertina quattuor, legitima heres fit ex SC[to] Tertulliano. — Paul IV, 9 *Ad SC[tum] Tertullianum.* —Tit. J. III, 3. — D. XXXVIII, 17. C. VI, 56 *Ad SC. Tertullianum et Orfitianum.*

SC[te] *Orfitien* 178.

Paul IV, 10 *Ad SC[tum] Orfitianum.* Titres cités du Digeste et du Code. J. III, 4. — Pr. J. *h. t.* : Ut liberi ad bona matrum intestatarum admittantur, SC[to] Orfitiano effectum est.

3. Légitime.

SC[te] *Sabinien,* abrogé par Justinien.

§ 14 J. *De hereditatibus ab int.* III, 1. — L. 10 § 3. C. *De adopt.* VIII, 48.

4. Pétition d'hérédité.

SC[te] *Juventien* 129 (*supra* § 123) :

« Cum, antequam partes caducae ex bonis Rustici fisco peterentur, hi qui se heredes esse existimant, hereditatem distraxerint : placere redactae ex pretio rerum venditarum pecuniae usuras non esse exigendas ; idemque in similibus causis servandum. Item placere : a quibus hereditas petita fuisset, si adversus eos judicatum esset, pretia, quae ad eos rerum ex hereditate venditarum pervenissent, etsi eae ante petitam hereditatem deperissent deminutaeve fuissent, restituere debere. Item : eos, qui bona invasissent, cum scirent ad se non pertinere, etiamsi ante litem contestatam fecerint, quo minus possiderent, perinde condemnandos, quasi possiderent; eos autem, qui justas causas habuissent, quare bona ad se pertinere existimassent, usque eo dumtaxat, quo locupletiores ex ea re facti essent. Petitam autem fisco hereditatem ex eo tempore existimandum esse, quo primum scierit quisque, eam a se peti, id est, cum primum aut denuntiatum esset ei, aut litteris vel edicto evocatus esset. » L. 20 § 6 *De H. P.* V, 3.

Usucapion *pro herede.*

Gaius II, 57 :... (Pro herede usucapio) hoc tempore jam non est lucrativa : nam ex auctoritate divi Hadriani SC[tum] factum est, ut tales usucapiones revocarentur; et ideo potest heres ab eo, qui rem usucepit, hereditatem petendo perinde eam rem consequi, atque si usucapta non esset.

5. Legs.

SC[te] *Néronien.*

Gaius II, 197 :... Auctore Nerone Caesare SC[tum] factum est, quo cautum est, ut si eam rem quisque legaverit, quae ejus numquam fuerit, proinde utile sit legatum, atque si optimo jure relictum esset : optimum autem jus est per damnationem legati ; quo genere etiam aliena res legari potest, sicut inferius apparebit. 198. 212. 218. Si extraneo legatum fuerit (per praeceptionem), inutile est legatum,

adeo ut Sabinus existimaverit, ne quidem ex SC[to] Neroniano posse convalescere : nam eo, inquit, senatusconsulto ea tantum confirmantur, quae verborum vitio jure civili non valent, non quae propter ipsam personam legatarii non deberentur, sed Juliano et Sexto placuit, etiam hoc casu ex SC[to] confirmari legatum... 222. — Ulpien XXIV, 11. Fragments du Vatican 25.

Mommsen, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VII, 479.

Capacité de personnes morales.

Ulpien XXIV, 28. — L. 20 *De Rebus dubiis* XXXIV, 5.

6. Fidéicommis.

SC[te] *Trébellien* (57-62).

« Cum esset aequissimum, in omnibus fideicommissariis hereditatibus, si qua de his bonis judicia penderent, ex his eos subire, in quos jus fructusque transferretur, potius quam cuique periculosam esse fidem suam : placet ut actiones, quae in heredem heredibusque dari solent, eas neque in eos, neque his dari, qui fidei suae commissum sic, uti rogati essent, restituissent ; sed his, et in eos, quibus ex testamento fideicommissum restitutum fuisset : quomagis in reliquum confirmentur supremae defunctorum voluntates. » Tit. D. XXXVI, 1. C. VI, 49 *Ad SC[tum] Trebellianum.* — Paul IV, 2 *De SC[to] Trebelliano :* SC[to] Trebelliano prospectum est, ne solus heres omnibus hereditariis actionibus oneretur. Et ideo, quoties hereditas ex causa fideicommissi restituitur, actiones ejus in fideicommissarium transferuntur, quia unicuique damnosam esse fidem suam non oportet. — Gaius II, 253, 255.

SC[te] *Pégasien,* sous Vespasien?

Gaius II, 254 : Sed... quia heredes scripti, cum aut totam hereditatem aut paene totam plerumque restituere rogabantur, adire hereditatem ob nullum aut minimum lucrum recusabant, atque ob id extinguebantur fideicommissa, postea Pegaso et Pusione (*consulibus*) senatus censuit ut ei qui rogatus esset hereditatem restituere, proinde liceret

quartam partem retinere, atque e lege Falcidia in legatis retinere conceditur; (ex singulis quoque rebus, quae per fideicommissum relincuntur, eadem retentio permissa est); per quod SC[tum] ipse (*heres*) onera hereditaria sustinet : ille autem, qui ex fideicommisso reliquam partem hereditatis recipit, legatarii partiarii loco est, id est ejus legatarii, cui pars bonorum legatur... 256. At si quis plus quam dodrantem vel etiam totam hereditatem restituere rogatus sit, locus est Pegasiano SC[to]. 257-259. 286. — Ulpien XXV, 14-16. — Paul IV, 3 *De SC[to] Pegasiano.*

Restriction de l'ancienne liberté des fidéicommis. SC[te] *Plancien* et autres.

Ulpien XXV, 17. — Gaius II, 285, 287.

Capacité de personnes morales. SC[te] *Apronien* 117 ou 123.

Ulpien XXII, 5. L. 26 *Ad SC[tum] Trebellianum* XXXVI, 1. L. 26 *De negotiis gestis* III, 5.

SECTION III. — LES CONSTITUTIONS IMPÉRIALES.

Maynz, 183-185. — Puchta, 109-113, 131, 135, 136.—Zimmern, I, §§ 42-46. — Deurer, § 69. — Rudorff, §§ 54-59. — Walter, 419, 422-424. — Kuntze, § 303-308.— Haenel, *Corpus* cité.— Brisson, *De Formulis* III, p. 292 ss. (Édition de Francfort, 1592). — Dirksen, *Ueber die Adressen der Constitutionen ræmischer Kaiser* (Académie de Berlin, 1850). *Hinterlassene Schriften* II.

§ 128.

1. Notion. Force de loi.

Gaius I, 5: Constitutio principis est, quod imperator decreto vel edicto vel epistula constituit. Nec unquam dubitatum est, quin id legis vicem obtineat, cum ipse imperator per legem imperium accipiat. — *Lex regia* §§ 107, 156. — L. 3 § 5 *De sepulcro violato* : Oportet imperialia statuta in

omni loco valere. — Capitolin, *Macrin* 6 : Cum possimus imperatorio jure praecipere...

Composition, rédaction. Conseil. Secrétaires rédacteurs. V. § 107.

Constitutions générales, spéciales.

Ulpien, L. 1 pr. *De constit. principum* I, 4 : Quod principi placuit, legis habet vigorem... (*Supra* § 107). § 1. Quodcumque igitur imperator per epistolam et subscriptionem statuit vel cognoscens decrevit vel de plano interlocutus est vel edicto praecepit, legem esse constat. Haec sunt quas volgo constitutiones appellamus. § 2. Plane ex his quaedam sunt personales nec ad exemplum trahuntur : nam quae princeps alicui ob merita indulsit vel si quam poenam irrogavit vel si cui sine exemplo subvenit, personam non egreditur.

Tit. D. cit. C. Th. I, 1.

2. Origines. L'*Oratio in senatu habita,* ou l'*epistola* (*libellus*), par laquelle l'empereur propose au sénat l'adoption d'un précepte juridique, obtient force de loi avant le décret du sénat qui doit en faire un sénatusconsulte. Le décret du sénat devient une simple formalité, à laquelle on attache toujours moins d'importance.

Nos sources citent un grand nombre d'*Orationes,* notamment d'Hadrien, de Marc-Aurèle, etc.

Exemples : *Oratio* de Claude, Tacite, *Annales* XI, 24. De Marc-Aurèle, faite non pas au sénat, mais au camp (168).

Fragments du Vatican 195 : Secundum orationem D. Marci, quam in castris praetoriis recitavit, id habebit avus, quod habet in nepotibus ex filio natis. Cujus orationis verba haec sunt : « Et quo facilius veterani nostri soceros

repperiant, illos quoque novo privilegio sollicitabimus, ut avus nepotum ex veterano praetoriano natorum iisdem commodis nomine eorum fruatur, quibus frueretur, si eos haberet ex filio. »

De Septime Sévère, *supra* § 125.

Dirksen, *Vermischte Schriften* I (1841).

3. Édits (Constitutions *sensu stricto*). L'empereur est magistrat, et comme tel il a le *jus edicendi* : *supra* § 52, *infra* § 131. — Par la force des choses, ses édits devaient surtout avoir trait au droit public. On en cite cependant qui concernent le droit privé. Exemples : Édits d'Auguste et de Claude sur les intercessions des femmes en faveur de leurs maris, L. 2 pr. *Ad SC. Velleanum* XVI, 1. Édit de Claude *de eo qui sibi adscripserit*, L. 15 pr. *De lege Cornelia de falsis* XLVIII, 10. Édit de Vespasien *de aedificiis non diruendis*, L. 2 C. *De aedificiis privatis* VIII, 10. Édit d'Hadrien sur la mise en possession de l'héritier institué, L. 3 C. *De edicto D. Hadriani tollendo* VI, 33.

4. *Mandata principum*. Les instructions données par l'empereur à ses fonctionnaires, notamment aux gouverneurs, contenaient souvent des préceptes de droit public et pénal et quelquefois de droit privé.

Paul, L. 65 *De R. N.* XXIII, 2 : Eos qui in patria sua militant, non videri contra mandata ex eadem provincia uxorem ducere idque etiam quibusdam mandatis contineri. — L. 19 *De officio praesidis* I, 18 :... Mandatis adjicitur, ne praesides provinciarum in ulteriorem familiaritatem provinciales admittant : nam ex conversatione aequali contemptio dignitatis nascitur. L. 6 § 3 *De officio proconsulis* I, 16 :... Quod mandatis continetur, ne donum vel munus ipse proconsul... accipiat... — L. 1 pr. *De testamento*

militis XXIX, 1 (caput ex mandatis). — Tit. C. I, 15 *De mandatis principum.*

5. Décrets. Le décret est, au point de vue formel, une sentence définitive ou interlocutoire, dont les motifs établissent un principe juridique nouveau. Son caractère législatif provient de *l'imperium,* non de la *juris dictio.* Exemple : *Decretum D. Marci, infra* § 142.

6. *Epistola,* lettre impériale, adressée à un juge ou à une partie, établissant une règle de droit, tranchant une controverse, etc. Le plus souvent, c'est la réponse, *rescriptum,* faite, selon la qualité du requérant, sous forme de véritable lettre (*epistola, litterae*) ou sous forme de simple apostille (*subscriptio, adnotatio*), en latin ou en grec, à la supplique (*preces, libellus, supplicatio*) d'un particulier ou au rapport officiel d'un fonctionnaire (*relatio, suggestio, consultatio*).

Règles d'interprétation. Autorité des rescrits ; changement à partir d'Hadrien. — Procédure par rescrit, *infra* § 145.

Claude, L. 2 C. *De diversis rescriptis* I, 23 : Falso adseveratur, auctoritatem rescriptorum devoluto spatio anni obtinere firmitatem suam non oportere : cum quae ad jus rescribuntur, perpetua esse debeant, si modo tempus, in quo allegari vel audiri debeant, non sit comprehensum (270). —Lampride, *Alexandre Sévère* 31 : Postmeridianas horas subscriptioni et lectioni epistolarum semper dedit, ita ut ab epistolis, libellis et a memoria semper adsisterent, relegentibus cuncta librariis et his qui scrinium gerebant, ita ut Alexander sua manu adderet, si quid esset addendum, sed ex ejus sententia qui disertior habebatur. — Capitolin, *Macrin* 13 : Fuit in jure non incallidus, adeo ut statuisset omnia rescripta veterum principum tollere, ut jure non

rescriptis ageretur, nefas esse dicens, leges videri Commodi et Caracalli et hominum imperitorum voluntates, cum Trajanus nunquam libellis responderit, ne ad alias causas facta referrentur, quae ad gratiam composita viderentur.

Exemple de *libellus* et de *subscriptio:* Mécien, § 9 *De lege Rhodia* XIV, 2. *Supra*, p. 304.

Tit. C. I, 23 *De diversis rescriptis et pragmaticis sanctionibus*. 19 *De precibus Imperatori offerendis et de quibus rebus supplicare liceat vel non*. Titres 20-22. — Tit. D. XLIX, 1, C. VII, 62 *De appellationibus et relationibus et consultationibus*.

Huschke, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VI. — Bruns, *Die Unterschriften in den rœmischen Rechtsurkunden : die Subscriptionen der Kaiser*. (Académie de Berlin, 1876.)

7. Recueils de constitutions impériales.

Papirius Justus (§ 133) a fait, probablement sous Marc-Aurèle, un recueil en vingt livres des constitutions de Marc-Aurèle et Vérus.

Paul (§ 135) : *Imperialium sententiarum in cognitionibus prolatarum libri VI. Decretorum libri*.

Grégorien a fait, probablement sous Dioclétien, un recueil plus considérable, dont plusieurs fragments sont conservés par intermédiaire. Voyez § 176.

SECTION IV. — ACTION LÉGISLATIVE DU PRÉFET DU PRÉTOIRE.

Rudorff, § 80. — C. E. Zachariae, Ἀνέκδοτα. Leipzig, 1843 (227-245). — Kuntze, § 308.

§ 129. — *Formae*, τύποι, ἐπαρχικά, ὑπαρχικά.

Alexandre, L. 2 C. *De officio praefecti praetorio* I, 26 : Formam a praefecto praetorio datam, etsi generalis sit, minime legibus et constitutionibus contraria, si nihil postea ex auctoritate mea innovatum est, servari aequum est (235).

LIVRE TROISIÈME.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SECTION I. — LES RÈGLES DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

§ 130. — *En général.*

Maynz, 173, 198. — Puchta, 114-118. — Walter, 438-442.

Voyez § 50. Modifications du système antérieur : les sénatusconsultes sont maintenant des lois, de même que les constitutions des empereurs et les types ou hyparchiques du préfet du prétoire. Restent les Édits et la Science : or, le *jus receptum, non controversum*, a l'autorité de la loi, et le code revisé d'Hadrien (§ 131) doit être considéré comme une loi impériale.

Gaius I, 2 : Constant autem jura propria (*Huschke*) ex legibus, plebisscitis, senatusconsultis, constitutionibus principum, edictis eorum qui jus edicendi habent, responsis prudentium.

CHAPITRE I.

Les Édits des Magistrats.

§ 131. — *Rédaction générale sous Hadrien, par Julien.*

Maynz, 186-188. — Puchta, 114. — Deurer, § 80. — Zimmern I, § 40-41. — Danz, § 61. — Padelletti, p. 249-255. — Rudorff, § 97 ; *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* III (1864) : *Ueber die Julianische Edictsredaction*. Dans ce travail, M. Rudorff pose les principes directeurs d'une restitution approximative de l'Édit de Julien, tâche bien difficile que plusieurs ont entreprise sans succès, et que M. Rudorff a aussi voulu accomplir dans son beau livre *De Jurisdictione Edictum*... Leipzig, 1869. — La nature de la réforme d'Hadrien, le rôle de Julien dans cette réforme, deux points de haute importance non encore éclairés de

manière à dissiper tout doute, et qui peut-être ne le seront jamais pleinement. J'ai suivi l'opinion qui domine aujourd'hui, sans la juger absolument satisfaisante : elle l'est plus, en tout cas, que celle de Hugo, qui voyait dans la rédaction de Julien un simple commentaire, peut-être dédié à l'empereur. — Giraud, *Revue de législation ancienne et moderne* I (1870-1871). — Bruns, *Fontes*, p. 147-170.

1. Travaux antérieurs d'Ofilius.

Pomponius, L. 2 § 44 *De O. J.*, *infra* § 133. — Ofilius est cité par Ulpien, L. 1 § 7 *Ne quis eum* II, 7. Voyez §§ 39 et 53.

Travail de JULIEN (§ 133). Hadrien a réalisé le projet de César dans le droit honoraire, en laissant de côté le droit criminel et le droit civil. Le code revisé de Julien contenait la moëlle des Édits urbain et pérégrin combinés, de l'Édit des Édiles, des Édits provinciaux ; le sénat en fit une loi, sur la demande d'Hadrien, dont le nom fut donné à l'œuvre par les Grecs : το Ἀδριάνιον.

Ce code dut avoir force de loi dans tout l'empire, sous réserve des statuts locaux, qui furent eux-mêmes revisés, au moins en partie : ainsi ceux d'Athènes, qu'on rattachait encore aux lois de Dracon et de Solon. — Les anciennes ordonnances édictales, virtuellement abrogées, échurent aux archéologues et aux grammairiens.

Eutrope VIII, 9 : Salvii Juliani qui sub divo Hadriano perpetuum composuit Edictum. — Paeanius *ad h. l.* : (Ἰουλιανὸς) τὸ διηνεκὲς διάταγμα τοῖς Ἀδριανοῦ χρόνοις συνέταξεν, ὃ μέχρι νῦν Ἀδριάνιον καλεῖται κατὰ τὴν τῶν Ἰταλῶν φωνὴν Ἔδικτον περπέτουον. — Aurelius Victor, *De Caesaribus* 19 : Qui (Julianus) primus edictum, quod varie inconditeque a praetoribus promebatur, in ordinem composuerit.

— Dioclétien et Maximien, L. 7 C. *De incolis* X, 40 (39) : Divus Hadrianus Edicto suo manifestissime declaravit... — Justinien, L. 10 C. *De C. J.* IV, 5 :... Papinianus... hujusmodi sententiae sublimissimum testem adducit Salvium Julianum, summae auctoritatis hominem et praetorii edicti ordinatorem. — Const. *Dedit* § 18 :... Jampridem etiam omnium, qui inter jurisconsultos floruerunt, doctissimus Julianus id ipsum apparet dixisse, et ab imperiali auctoritate super exortis controversiis implorasse supplementum, et insuper Hadrianus piae memoriae, quique Praetorum annua edicta in brevem quendam coëgit tractatum optimum Julianum ad hoc assumens, in oratione, quam in publico recitavit in veteri Roma, hoc ipsum asserit, *cet.* — *Tanta* § 18 :... Quum et ipse Julianus, legum et edicti perpetui subtilissimus conditor, in suis libris hoc retulit, ut, si quid imperfectum inveniatur, ab imperiali sanctione hoc repleatur ; et non ipse solus, sed et divus Hadrianus in compositione edicti et senatusconsulto, quod eam secutum est, hoc apertissime definivit. — *Prooemium* des Basiliques : Ἅτε παρὰ Ἀδριανοῦ τοῦ πάλαι Ῥωμάιων ἄρξαντός συνελέγη. — *Epitome Legum* de 920, abrégé byzantin, édité par M. Zachariae de Lingenthal à la suite du Prochiron (*infra* § 208) : Καὶ μετὰ ταῦτα Ἀδριανὸς ὁ Βασιλεὺς ἐπιτρέπει Ἰουλιανῷ τῷ νομικῷ μετὰ Σερβίου Κορνηλίου συλλέξασθαι ἐπιμελῶς καὶ κατὰ τάξιν ὑποτιτλῶται τὰ νομικά. Καὶ πρῶτος τὸ ἔδικτον εκτέθεικε περὶ ἑκάστης πραγματείας τὰ σποράδὴν συγκείμενα συναγαγὼν έις ἓν συνάψας, τὰ περὶ γαμῶν ἐν ἑνὶ, καὶ τὰ περὶ ἐπιτρόπων ἰδικῶς, ὁμοίως καὶ τὰ περὶ λεγάτων καὶ ἁπλῶς ἕκαστα. (Le nom de Servius Cornelius, non existant, a été introduit par un malentendu. Dirksen, Mémoires de l'Académie de Berlin 1847. Rudorff, *Édit*, p. 7.) — Aulu Gelle XI, 17 : Edicta veterum praetorum, sedentibus forte nobis in bibliotheca templi Trajani et aliud quid quaerentibus cum in manus incidissent, legere atque cognoscere libitum est. Tum in quodam edicto antiquiore ita scribtum invenimus : « Qui

flumina retanda publice redempta habent... » Retanda igitur quid esset quaerebatur.

Le *jus edicendi* fut restreint dans son exercice, mais non supprimé. Les magistrats ne purent plus changer l'Édit, qui fut désormais *perpétuel* dans une nouvelle et plus forte acception. Mais ils purent toujours, comme jadis, le compléter, le développer. Il y eut encore des *novae clausulae*, et les auteurs postérieurs à Julien parlent de l'Édit, de *l'album*, comme sous l'ancien régime. Néanmoins, dans son ensemble, le droit honoraire est désormais clos et achevé. L'avenir est aux constitutions impériales, c'est-à-dire aux Jurisconsultes du consistoire : ce n'est point fortuitement que le Code Justinien commence à Hadrien. (*Infra* § 192.)

Justinien, const. *Dedit* § cité : Hadrianus... hoc ipsum asserit, quod si quid praeter id., quod constitutum est, emerserit, officium sit eorum, qui in magistratu sunt, id conari dirimere et remedium adhibere secundum eorum, quae jam, disposita sunt, consequentiam. — Gaius I, 6. Marcien, L. 8 *De J. et J.* I, 1. *Supra* § 52. — Ulpien, L. 7 pr. *De jurisdictione* II, 1 : Si quis id, quod jurisdictionis perpetuae causa, non prout res incidit, in albo vel in charta vel in alia materia propositum erit, dolo malo corruperit... — Marcien, L. 6 § 1 *De custodia reorum* XLVIII, 3 : Sed et caput mandatorum exstat, quo D. Pius, quum provinciae Asiae praeerat, sub Edicto proposuit... — Marcellus, L. 3 *De conjungendis* XXXVII, 8 :... Propter id caput edicti, quod a Juliano introductum est, id est ex nova clausula... — Cf. Ulpien, L. 1 § 13 *De ventre in possessionem* XXXVII, 9 :... Natus solet patri ex novo edicto jungi.

2. La reconstruction de l'Édit d'Hadrien a été tentée plusieurs fois, dès la renaissance. Quelques savants se

sont bornés à en recueillir les débris épars, d'autres les ont groupés dans un ordre qu'ils ont cru pouvoir être celui qu'avait établi Julien. Il faut citer les Français Éguinaire Baron, Étienne Perreaux, Barnabé Brisson, Guillaume Ranchin; les Flamands, Hollandais, Allemands Mathieu Wesenbeek, Arnold van Haersolte (1583), Vendeville, van Giffen, Noodt, Westenberg, Wieling, Heineccius, Otto; l'Espagnol A. Augustin; le Genevois Jacques Godefroy. La survenance de Gaius, en changeant les conditions d'un travail fructueux, a rendu presque inutiles ces travaux de l'ancien régime. (Haubold, *Civilist. Magazin* II.) Sous le régime nouveau, on s'est moins occupé de l'Édit que de la Loi des Douze Tables et de la compilation de Justinien. Les seuls essais d'ensemble qui aient paru dans l'espace de cinquante années sont dus à Haubold (dans les *Institutionum... lineamenta* II, Leipzig 1826), à Haenel (*Corpus legum* cité au § 116), à C. G. L. de Weyhe (*Libri* III *edicti...* Celle 1821) et à G. C. van Reenen (dans les *Fontes* de Den Tex et van Hall, Amsterdam 1840). Voici, traduit librement, ce qu'écrivait là-dessus M. Rudorff en 1864 : « Un demi-siècle « après la découverte de Gaius, nous n'avons guère « dépassé Cujas et son école. Nous en sommes encore « à Ranchin en fait de *restitution* du texte, à van Giffen « pour l'ordonnance de l'œuvre entière. Jacques Godefroy ne donne qu'un maigre aperçu du plan des commentaires; il n'entre point dans l'étude du fond « même de l'Édit. Les pénibles labeurs de Noodt et de « Wieling ont été stériles au point de vue de l'ensem-

« ble. On ne trouve dans l'ouvrage posthume de Heinec-
« cius qu'un commencement de restitution, outre l'in-
« troduction historique, laquelle est manquée sur tous
« les points essentiels. Les efforts juvéniles de Weyhe
« et de van Reenen n'aspiraient qu'à servir de tra-
« vaux préparatoires ou d'auxiliaires à l'enseigne-
« ment. »

Il y avait donc une lacune; M. Rudorff a voulu la combler en utilisant surtout le IVe livre de Gaius (qu'il estime accommodé presque entièrement à l'Édit) et les *Notes* du Probus d'Einsiedeln (*infra* § 205). Voici, d'après lui, quelle a dû être, en gros, l'ordonnance et la figure de l'Édit :

L'Édit est, avant tout, un code de procédure. Les *formules* y sont l'essentiel. Loin d'avoir eu leur *Album* particulier, elles tiennent dans l'*Album* général la place principale. Les articles ne jouent qu'un rôle introductoire : ils servent de préambules aux formules correspondantes que le préteur promet de donner dans le cas prévu. Je prends pour exemple le prêt à usage ou commodat, qui avait deux formules, l'une *in jus concepta*, l'autre *in factum* (§ 75). L'Édit portait sous la rubrique COMMODATI VEL CONTRA :

Ait praetor : QUOD QUIS COMMODASSE DICETUR, DE EO (et in jus et in factum invicem) ACTIONEM DABO.

Puis au-dessous de cette promesse la formule *in jus concepta* et la formule *in factum concepta*.

Dans la masse des actes et des faits de procédure, Julien a distingué deux catégories principales : ceux

qui proviennent des parties et ceux qui proviennent du magistrat, les *Actiones litigatorum* et les *Auctoritates jus dicentium*.

a. La première partie, contenant les *Actions*, — promesses et formules promises, — n'a pas été adaptée au vieux système des *Legis Actiones*. Ici Julien a innové, dans un sens éminemment pratique, empirique, naturaliste. Il considère le commencement, le milieu, la fin des procès. Il établit donc trois premières divisions : DE JURISDICTIONE, — DE JUDICIIS, — DE RE JUDICATA.

La division *De Jurisdictione* contient les règles de la procédure *in jure*. *De jus dicente*. (Ici, entre autres, l'édit *De Albo corrupto* et l'édit *Quod quisque juris*.) *De edendo*. *De pactis et conventionibus*. *De in jus vocando*. *De postulando*. *De vadimoniis*. *De iis per quos agere licet*. (Ici, entre autres, *De negotiis gestis*.) *De in integrum restitutionibus* (*Quod metus causa gestum erit, De dolo malo, De minoribus, De capite minutis, Ex quibus causis majores, Quod falso tutore auctore gestum esse dicatur, De eo qui causa cadit plus petendo, De alienatione judicii mutandi causa facta*). *De receptis* (*Qui arbitrium receperunt ut sententiam dicant, Nautae caupones stabularii ut recepta restituant*). *De satisdando*. *De jurejurando propter calumniam dando*.

La division *De judiciis* (*id est, De litibus per judicem decidendis*), est de beaucoup la plus considérable. C'est là que sont prévues et garanties toutes les relations privées : matière immense, qui se ramène à deux nouvelles classes, qu'on peut appeler la *pétitoire* et la

possessoire. La première est mise sous la rubrique DE REBUS et contient les *petitiones*, où il s'agit *de ipsa re*. La seconde, DE POSSESSIONIBUS, contient les « *remedia, quibus non res, sed possessiones defenduntur* ». (Rudorff, p. 4.)

b. La seconde partie de l'Édit (*Auctoritates jus dicentium*), contient les interdits, les exceptions, les stipulations prétoriennes (*judiciales, cautionales*).

M. Bruns (*Fontes*, p. 147) se prononce comme suit touchant le système de l'Édit et la théorie de Rudorff :

« Ut mihi quidem videtur, Edictum perpetuum neque codex juris, neque ordo judiciarius, neque liber actionum dici potest, sed specialiter tantum ex ea quam in jure dicendo praetores obtinebant parte recte dijudicari potest. Officium autem jus dicentis eo maxime continebatur : 1, *ut litis exordium ordinaret;* 2, *ut actiones, quibus litigare possent, constitueret;* 3, *ut in fine litis opem ferret adversus reum vel condemnatum vel confessum, necnon indefensum*, et tam singulis actoribus quam pluribus, qui in bonis ejus concurrerent. Quo ordine in disponendis edictis servato re ipsa effectum est, ut tres principales possint distingui partes, quibus quarta accedit, singularia jurisdictionis praetoriae, *interdicta, exceptiones, stipulationes praetorias* amplectens. Difficilior explicatu est ordo titulorum secundae partis, qua de re videas Rudorffii commentationem (*Zeitschrift für Rechtsgeschichte* III, 53), licet summam quam ille proponit divisionem in *edicta de jure* et *de possessione* equidem non comprobaverim. »

M. Bruns a réuni, dans ses *Fontes*, les fragments de l'Édit, que les compilateurs des Pandectes avaient surtout tirés du commentaire d'Ulpien, « ut Edicti Juliani quasi effigiem quandam, prout fieri potest, restituerem ». — L'Académie de Munich met au concours, pour 1882, la restitution des formules de l'Édit de Julien. (Fondation Savigny.)

3. L'Édit des édiles curules (*De mancipiis, De jumentis, De feris*) clôt le code de droit honoraire. Avant Julien, cet Édit avait été commenté par C. Sabinus, Pédius, Vivien, Pomponius. Gaius l'a commenté à la

fin de l'Édit provincial; Ulpien, Paul, à la fin de leurs grands commentaires.

Théophile I, 2, 7 : Aediles igitur de causis quibusdam jus constituebant : et Edictum eorum factum est portio, ac cohaeret Edicto amborum Praetorum urbani et peregrini. — Justinien, const. *Tanta* § 5 :... Aedilitium edictum, et redhibitoriam actionem... haec omnia titulis emtionum et venditionum consentanea sunt, et praedictae actiones quasi pedisequae illarum ab initio processerunt, in vetustioris quidem edicti ordinatione in loca devia et multa distantia divagantes...

4. La rédaction de Julien a été utilisée par lui-même dans ses *Digestes*, vaste ouvrage systématique, dont les LVIII premiers livres suivent l'ordre de l'Édit revisé.

Elle a été commentée par Pomponius, par Gaius, qui a traité séparément les divers éléments : l'Édit urbain, l'Édit provincial, l'Édit des Édiles, probablement en vue de son enseignement; par Furius Anthianus; par Callistrate; par Saturnin; par Ulpien; par Paul : soit Paul soit Ulpien en ont, comme Gaius, fait plusieurs commentaires; par Hermogénien.

Rudorff, Édit, p. 9-15.

Ces commentaires, notamment le grand commentaire d'Ulpien, forment, en extraits, la *série édictale* des Pandectes. V. *infra* § 187. C'est par leur intermédiaire que l'Édit a été, comme le dit M. Giraud, « lacéré, découpé, éparpillé dans les cinquante livres du Digeste nouveau ». Avec eux s'est perdu le texte pur et cohérent des dispositions prétoriennes. Aucune

copie n'en est conservée, et les tableaux de bois blanchi, les *albums*, où ces dispositions avec les formules y attachées étaient inscrites en noir sous des *rubriques* rouges, ont sans doute cessé d'être renouvelés bien avant Justinien.

CHAPITRE II.

La Jurisprudence.

§ 132. — *En général. Science et pratique. L'époque classique du droit romain.*

Zimmern I, §§ 53-58, 61-63, 68-70. — Puchta, 96, 102, 103, 116, 117. — Rudorff, §§ 62, 63. — Walter, 431-437. — Maynz, 189-197. — Kuntze, §§ 309-313.

1. *Jus respondendi.*

Pomponius, L. 2 § 47 *De O. J.* I, 2 : Massurius Sabinus in equestri ordine fuit, et publice primus respondit, posteaque hoc coepit beneficium dari, a Tiberio Caesare hoc tamen illi concessum erat. Et, ut obiter sciamus, ante tempora Augusti publice respondendi jus non a Principibus dabatur, sed qui fiduciam studiorum suorum habebant, consulentibus respondebant : neque responsa utique signata dabant, sed plerumque judicibus ipsi scribebant aut testabantur qui illos consulebant. Primus divus Augustus, ut major juris auctoritas haberetur, constituit, ut ex auctoritate ejus responderent : et ex illo tempore peti hoc pro beneficio coepit. — Et ideo optimus princeps Hadrianus, cum ab eo viri praetorii peterent, ut sibi liceret respondere, rescripsit eis, hoc non peti, sed praestari solere et ideo, si quis fiduciam sui haberet, delectari se, si populo ad respondendum se praestaret (*Mommsen*). Ergo Sabino concessum est a Tiberio Caesare, ut populo responderet. — Gaius I, 7 : Responsa prudentium sunt sententiae et opiniones eorum,

quibus permissum est jura condere, quorum omnium si in unum sententiae concurrant, id, quod ita sentiunt legis vicem obtinet : si vero dissentiunt judici licet quam velit sententiam sequi ; idque rescripto D. Hadriani significatur. — § 8 J. *De jure naturali, gentium et civili* I, 2. — Sénèque, *Ep.* 94 : Jurisconsultorum valent responsa tiamsi ratio non redditur.

Le *jus respondendi* a fait jadis l'objet de discussions que l'on réchauffe de temps en temps. — Puchta, *Kleine Schriften* 1851. — Danz. § 60. — *Revue de législation ancienne et moderne*, 1871 (M. Machelard).

2. Écrits des jurisconsultes.

a. Écrits exégétiques.

On peut grouper sous cette dénomination les ouvrages qui se rattachent à un autre ouvrage, ou à une loi, en qualité de *Commentaire*, *Notes*, etc. Ainsi les commentaires sur les Douze Tables (§ 38) ; sur des lois subséquentes : sur la loi *Cincia* (Paul), *Falcidia* (Paul, Rutilius Maximus), *Furia Caninia* (Paul), *Julia municipalis* (Paul), *Julia de adulteriis* (Ulpien, Paul), *Julia et Papia* (Gaius, Terentius Clemens, Mauricien, Ulpien, Paul), *Aelia Sentia* (Ulpien, Paul), *Vellea* (Paul), *Julia vicesimaria* (Macer); sur des sénatusconsultes : sur le Claudien (Paul), le Libonien (Paul), l'Orfitien (Gaius, Paul), le Tertullien (Gaius, Paul), Silanien (Paul), Velléen (Paul), Turpillien (Marcien) ; sur des constitutions impériales (p. ex. Paul) ; sur le code maritime de l'île de Rhodes (Mécien). Sur l'Édit : sur le travail d'Ofilius (Labéon, Sabinus, Vivien, Fulcinius, Pédius) ; sur le travail de Julien (Gaius, Pomponius, Ulpien, Paul, Callistrate, Saturnin, Furius Anthianus, Hermogénien).

Sur des jurisconsultes : extraits, ainsi les extraits de

[illegible] par Javolène, d'Alfénus Varus par Paul; critiques, ainsi de Q. Mucius par Servius (*supra* § 56), de Labéon par Proculus, Ariston et Paul, de Sabinus et de Cassius par Ariston, d'Ariston par Ulpien, de Julien par Mauricien, Marcellus, Scévola et Paul, de Scévola par Tryphonin, de Marcellus par Ulpien et par Scévola, de Papinien par Ulpien, par Marcien, par Paul; commentaires proprement dits, développements, explications, (*lectiones ad* ou *ex*), ainsi sur Q. Mucius par Pomponius, Gaius, Laelius Félix, sur Labéon par Proculus, sur Vitellius par Sabinus (réédité par Paul), sur Sabinus par Pomponius, Ulpien, Paul, sur Cassius par Javolène, sur Plautius par Nératius, Javolène, Pomponius, Paul, sur Nératius par Paul, sur Urséius Férox et sur Minucius Natalis par Julien, sur Pomponius par Marcellus.

b. Ouvrages théoriques, systématiques.

Ouvrages élémentaires destinés à l'enseignement : *Definitiones* (Papinien), *Differentiae* (Modestin), *Regulae* (Nératius, Pomponius, Gaius, Marcien, Paul, Ulpien, Modestin), *Sententiae* (Paul), *Opiniones* (Ulpien), *Institutiones* (Gaius, Callistrate, Marcien, Florentin, Ulpien, Paul), *De Ambiguitatibus* (Julien), *De casibus* (cas fictifs plutôt que réels, Gaius, Modestin).

Traités sur des matières spéciales, monographies, par exemple *De tutelis* (Gaius), *Excusationum* (Ulpien, Paul, Modestin), *Fideicommissorum* (Gaius, Pomponius, Valens, Ulpien, Paul, Hermogénien), *Ad formulam hypothecariam* (Gaius, Marcien). Beaucoup de ces monographies sont désignées comme *libri singulares*.

Systèmes d'ensemble, *Digesta* : grands ouvrages de Celse, Julien, Marcellus. Les *Digesta* d'Alfénus Varus (§ 56) paraissent avoir été un recueil méthodique de *responsa* d'Alfénus lui-même et de Servius son maître. Les *Digesta* de Cervidius Scévola sont aussi des *responsa*. Il n'est pas possible de déterminer le caractère des *Digesta* d'Ariston.

Sur la signification du mot *Digesta*: Mommsen, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VII (1868). — Herbert Pernice, *Miscellanea*, Prague, 1870.

c. Ouvrages de pratique.

Recueils de cas réels, de consultations, de discussions, de décisions, faits soit en vue de la pratique, soit en vue de l'enseignement. Ainsi les *Digesta* d'Alfénus et ceux de Scévola, mentionnés tout à l'heure; les *Responsa* de Labéon, Sabinus, Scévola, Papinien, Modestin, les *Epistolae* de Labéon, Celse, Nératius, Javolène, Africain, Pomponius; les *Quaestiones* de Celse, Mécien, Africain, Scévola, Tertullien, Callistrate, Papinien; les *Disputationes* de Tryphonin, d'Ulpien. Autres publications du même genre : *Assessoria*, *Decreta*, *Sententiae imperiales* (Paul), *Bene dicta* (Cascellius) ?

d. Mélanges ou ouvrages non caractérisés, sous les titres généraux de *Manualia*, *Enchiridia* (Pomponius), *Variae lectiones*, *Res quotidianae* (Gaius), *Membranae* (Nératius), *Conjectanea* (Alfénus).

Cet aperçu est loin d'épuiser la matière. Le sens de plusieurs termes est contesté, ainsi que le caractère de plusieurs ouvrages.

Danz, § 68.

3. Enseignement du droit.

Stationes jus publice docentium, auditoria publica, scholae, à Rome, Athènes, Béryte (déjà existante en 239), Alexandrie, Césarée et ailleurs encore. Plusieurs des grands jurisconsultes de cette époque ont été professeurs.

Monographie de M. Bremer, *Rechtslehrer und Rechtsschulen im Roemischen Kaiserreich*. Berlin, 1868. — Danz, § 69. — Dernburg, ouvrage cité au § 133, 4. — Kuntze, §§ 310-311. — Degenkolb, *Krit. Vierteljahrsschrift*, XIV (1872).

4. Les empereurs et les jurisconsultes. Le conseil privé, § 107 et § 128.

Suétone, *Caligula* 34 : De juris quoque consultis, quasi scientiae eorum omnem usum aboliturus, saepe jactavit : se mehercle effecturum, ne qui respondere possint praeter eum.

Kuntze, § 313.

5. Appréciation générale de la jurisprudence classique.

Philosophie et belles-lettres.

Slevogt, *Opuscula de sectis et philosophia jurisconsultorum*. Jena, 1724. — Ducker, *Opuscula varia de latinitate jurisconsultorum*. — Ratjen, *Hat die stoische Philosophie bedeutenden Einfluss... gehabt?* Kiel, 1839.

§ 133. — *Les jurisconsultes du siècle d'Auguste. Les écoles ou sectes jusqu'à Marc-Aurèle.*

Kuntze, §§ 314-319. — Padelletti, p. 258-272. — Zimmern, I, §§ 64, 71, 79-104. — Rudorff, I, §§ 65-72. — Deurer, §§ 68 et 85. — Puchta, 97-99. — Maynz, 190-194. — Danz, § 66. — Autres auteurs cités aux §§ 56-132. — A peu près chacun des jurisconsultes énumérés ci-dessous a trouvé au moins un biographe. Ménage et Mayans en ont étudié plusieurs.

Les Hollandais et les Allemands du XVIIIe siècle se sont particulièrement distingués dans ce genre, comme on peut le voir, entre autres, en feuilletant le *Thesaurus* d'Oelrichs et les *Opuscula* publiés par Uhl (Halle, 1735). Comme au § 56, je ne citerai que les ouvrages principaux. — Fitting, *Alter der Schriften roemischer Juristen von Hadrian bis Alexander*. Bâle, 1860.

Pomponius L. 2 § 47 *De O. J.* I, 2 : Post hunc maximae auctoritatis fuerunt Ateius Capito, qui Ofilium secutus est, et Antistius Labeo, qui omnes hos audivit, institutus est autem a Trebatio. Ex his Ateius consul fuit : Labeo noluit, cum offerretur ei ab Augusto consulatus, quo suffectus fieret, honorem suscipere, sed plurimum studiis operam dedit : et totum annum ita diviserat, ut Romae sex mensibus cum studiosis esset, sex mensibus secederet et conscribendis libris operam daret. Itaque reliquit quadringenta volumina, ex quibus plurima inter manus versantur. Hi duo primum veluti diversas sectas fecerunt : nam Ateius Capito in his, quae ei tradita fuerant, perseverabat, Labeo ingenii qualitate et fiducia doctrinae, qui et ceteris operis sapientiae operam dederat, plurima innovare instituit. § 48. Et ita Ateio Capitoni Massurius Sabinus successit, Labeoni Nerva, qui adhuc eas dissensiones auxerunt. Hic etiam Nerva Caesari familiarissimus fuit. Massurius Sabinus in equestri ordine fuit et publice primus respondit... § 50... qui in equestri ordine jam grandis natu et fere annorum quinquaginta receptus est. Huic nec amplae facultates fuerunt, sed plurimum a suis auditoribus sustentatus est. § 51. Huic successit Gaius Cassius Longinus natus ex filia Tuberonis, quae fuit neptis Servii Sulpicii : et ideo proavum suum Servium Sulpicium appellat. Hic consul fuit cum Quartino (Surdino? *Noris*) temporibus Tiberii, sed plurimum in civitate auctoritatis habuit eo usque, donec eum Caesar civitate pelleret. § 52. Expulsus ab eo in Sardiniam, revocatus a Vespasiano diem suum obiit. Nervae successit Proculus. Fuit eodem tempore et Nerva filius : fuit et alius Longinus ex equestri quidem ordine, qui postea ad praeturam usque pervenit. Sed Proculi auctoritas major fuit, nam

etiam plurimum potuit : appellatique sunt partim Cassiani, partim Proculiani, quae origo a Capitone et Labeone coeperat. Cassio Caelius Sabinus successit, qui plurimum temporibus Vespasiani potuit : Proculo Pegasus, qui temporibus Vespasiani praefectus urbi fuit : Caelio Sabino Priscus Javolenus : Pegaso Celsus : patri Celso Celsus filius et Priscus Neratius, qui utrique consules fuerunt, Celsus quidem et iterum : Javoleno Prisco Aburnius Valens et Tuscianus, item Salvius Julianus.

1. LABÉON, M. ANTISTIUS LABEO, fils du juriste républicain mentionné par Pomponius (p. 205), élève très libre de Trebatius et d'Ofilius, préteur sous Auguste, du reste éloigné de la vie publique en qualité de légitimiste, non moins bon philosophe que juriste, indépendant en politique comme en droit : *incorrupta libertate*, dit Tacite (*Annales* III, 75). Son autorité était immense. Invoqué fréquemment dans les Pandectes, il n'y est représenté que par 63 fragments tirés des épitomés de Javolène et de Paul. On l'a beaucoup extrait, annoté, combattu. Des 400 livres que Pomponius lui attribue, nous connaissons des commentaires aux Douze Tables et à l'Édit du préteur urbain ; des *Libri Epistolarum*, *Responsorum* (peut-être un seul et même ouvrage), des *Commentarii de jure pontificio* (XV livres au moins), *Libri* VIII *Probabilium s.* Πειθανῶν, *épitomés* par Paul, enfin *Posteriorum l.* X, extraits par Proculus, *épitomés* et annotés par Javolène.

Aulu-Gelle, XIII, 12 : In quadam epistula Atei Capitonis scriptum legimus, Labeonem Antistium legum atque morum populi Romani jurisque civilis doctum adprime fuisse. « Sed agitabat, » inquit, « hominem libertas quaedam nimia atque vecors, tamquam eorum, divo Augusto jam principe et rem publicam obtinente, ratum tamen pensumque nihil

haberet, nisi quod justum sanctumque esse in Romanis antiquitatibus legisset, » ac deinde narrat, quid idem Labeo per viatorem a tribunis plebi vocatus responderit : « Cum a muliere », inquit, « quadam tribuni plebis adversum eum aditi, Gellianum ad eum misissent, ut veniret et mulieri responderet, jussit eum, qui missus erat, redire et tribunis dicere, jus eos non habere, neque se neque alium quemquam vocandi, quoniam moribus majorum tribuni plebis prensionen haberent, vocationem non haberent : posse igitur eos venire et prendi se jubere, sed vocandi absentem jus non habere. »

Dissertations de C. van Eck (1692) et de Moller dans Oelrichs. — Mayans II. — C. G. Biener, *A. L. juris civilis novator*. Leipzig, 1786. — Borchert, *Num Antistius Labeo stoicae philosophiae fuerit addictus*. Breslau, 1869. — M. Alfred Pernice a fait de Labéon le centre d'une importante étude historique sur le développement du droit privé jusqu'à l'époque classique : *Marcus Antistius Labeo, Das roemische Privatrecht im ersten Jahrhundert der Kaiserzeit*. Halle, 1873-1878.

Fabius Mela fut contemporain et peut-être adhérent de Labéon.

Beck, *De Fabio Mela*. Leipzig, 1806. — Dirksen, *De Fabio Mela JCto*. Kœnigsberg, 1808.

Le successeur immédiat de Labéon dans l'enseignement fut son disciple M. Cocceius Nerva, consul en 22, suicidé en 33; au dire de Tacite (*Annales* VI, 26), *omnis divini humanique juris sciens*.

Sempronius Proculus, aussi disciple de Labéon, ami et successeur de Nerva, fut peut-être le fondateur d'une chaire proprement dite, d'une *station* représentant en général les idées et les doctrines de Labéon, lesquelles, cependant, il a critiquées. Proculus a donné son nom à l'école *Proculienne*. (37 fragments dans les Pandectes.)

Epistolarum libri, *Notae in Labeonem*, *Libri* III *ex Posterioribus Labeonis*. Ces deux derniers ouvrages n'en font peut-être qu'un seul.

2. C. Ateius Capito, *consul suffectus* l'an 5 de notre ère, † 22. *Publici privatique juris peritissimus, pontificii juris inter primos peritus, humani divinique juris sciens*. Aulu-Gelle X, 20. Macrobe VII, 13. Tacite, Annales III, 70, 75. — Disciple d'Ofilius, il n'avait pas l'indépendance philosophique de Labéon : *in iis, quae ei tradita fuerant, perseverabat*. — Il n'avait pas non plus l'indépendance politique du légitimiste républicain. Il s'était rallié à l'Empire : *Capitonis obsequium*, dit Tacite. Labéon et Capiton, les deux plus grands jurisconsultes de leur temps, forment un contraste qui frappait déjà leurs contemporains, mais que les modernes ont exagéré. Leur opposition était de nature élevée. Ils étaient, selon la belle expression de Tacite, les deux gloires pacifiques du règne d'Auguste, *duo pacis decora*.

Ouvrages : *Conjectanea*, *Libri de jure pontificio*, *Liber de officio senatorio*, *De jure sacrificiorum*, *Epistolarum*.

Mayans II. — Van Eck et d'autres ont traité de Capiton en même temps que de Labéon. Ainsi ont fait, entre autres, Ath. Oleyza y Olano (Meerman I) et Thomasius, *Comparatio Labeonis Antistii et Atei Capitonis*. Leipzig, 1683.

On ne saurait séparer de Capiton son disciple et successeur Massurius Sabinus, consultant et sans doute professeur dès le commencement du règne de Tibère, le premier (selon Pomponius) qui obtint le *jus respon-*

dendi. Il a donné son nom à l'école *Sabinienne*, continuant et augmentant contre Nerva l'opposition scientifique qui régnait entre Labéon et Capiton. La réputation de Sabinus était considérable. — *Libri* III *juris civilis*, commentés par Pomponius, Ulpien, Paul; *Commentarius de indigenis*, *Libri memorialium*, *Responsorum*, *Assessoriorum*, *Ad Edictum praetoris urbani*, *Ad Vitellium*, *Fasti*.

Arntzen, *De M. S.* Utrecht, 1768. (Oelrichs III.)

3. Les Proculiens ou Pégasiens.

Pégase, sous Vespasien, préfet de la ville, consul, successeur de Proculus. Il est souvent cité, mais aucun fragment de lui n'est inséré dans les Pandectes.

M. Cocceius Nerva, préteur désigné 65, fils du jurisconsulte du même nom mentionné plus haut, et père de l'empereur Nerva. *De usucapionibus*.

Les deux Celse, père et fils. C'est le fils, P. Juventius Celsus, qui est le plus important. Il fut préteur, deux fois consul, membre du conseil privé sous Hadrien. Ses *Libri* XXXIX *Digestorum*, droit civil et droit prétorien suivant l'ordre de l'Édit réformé, sont représentés dans les Pandectes par 142 fragments. Autres écrits : *Commentariorum libri* (sept au moins), *Epistolarum* (au moins onze), *Quaestionum* (au moins dix-neuf).

Mayans II : le père. — Heineccius, 1727. — J. Soutendam, *De P. J. Celso*. Leyde, 1854.

Neratius Priscus, sous Trajan. (64 fragments.) *Membranarum libri* VII, *Responsorum libri* III, *Regu-*

libri XV, *Epistolarum libri*, *De nuptiis liber*, *Plautio*.

1. Les Sabiniens ou Cassiens.

Urseius Ferox, contemporain et disciple de Sabinus, aussi en relation scientifique avec Proculus.

Gaius Cassius Longinus, consul 30, † sous Vespasien. *Cassianae scholae princeps et parens* (Pline, *Ep.* VII, 24). C'est, sans doute, lui que Pomponius appelle *Gaius noster* (L. 39 *De stip. serv.* XLV, 3), et que citent Javolène (L. 78 *De solutionibus* XLVI, 3) et Julien (L. 59 *Soluto matrimonio* XXIV, 3).

Outre un grand ouvrage de droit civil extrait par Javolène et commenté par Ariston, il a publié des notes sur Vitellius et un commentaire sur Urseius Ferox.

G. Asher, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* V.

Caelius Sabinus, consul 69. *Ad Edictum aedilitium*.

Priscus Javolenus, sous Vespasien et ses successeurs, gouverneur d'Afrique. (206 fragments.)— *Libri* XV *ex Cassio*, V *ad Plautium* ou *ex Plautio*, XIV *Epistolarum; Ex Posterioribus Labeonis* ou *Posteriorum epitomatorum*, notes critiques sur les *Posteriora* de Labéon.

H. van Alphen, *Spicilegium de Javoleno Prisco*. Utrecht, 1768. (Oelrichs III.)

Minucius, Minicius Natalis, ami de Pline le Jeune.

F. Kämmerer, *De Minucio Natali*. Rostock, 1839. — *Richter's Jahrbücher* VII.

Titius Aristo, disciple de Cassius, ami de Pline,

conseiller de Trajan. *Notae* sur Labéon, Cassius, Sabinus; *Digestorum libri* (cinq au moins).

J. J. Enschede, *De Titio Aristone J.C[to] Romano*. Leyde, 1829

Julien, Salvius Julianus, d'Adrumète, disciple de Javolène, membre du conseil privé sous Hadrien, Antonin le Pieux, Marc-Aurèle, préteur, préfet de la ville, consul 148; mort probablement entre 161 et 169. Sa grande autorité est attestée par des témoignages nombreux et constamment invoquée par les autres jurisconsultes. Des empereurs l'appellent *tantae existimationis vir, disertissimus jurisperitus, summus auctor juris scientiae, summae auctoritatis homo, praetorii edicti ordinator*. Rédaction de l'Édit § 131. 457 fragments dans les Pandectes. — *Digestorum l.* XC, droit civil et droit prétorien; *Ad Minicium l.* VI (?), *Ad Urseium Ferocem l.* IV, *De ambiguitatibus l. singularis*. Le prétendu commentaire sur l'Édit (rubrique de la L. 1 *De his qui notantur infamia* III, 2) ne paraît pas avoir jamais existé : malgré la Florentine, les Basiliques et les scolies aux Basiliques, il faut probablement, dans la rubrique citée, remplacer le nom de Julien par celui d'Ulpien.

Heineccius, *De Salvio Juliano*. Halle, 1733. — Biener, *De Salvii Juliani meritis in Edictum praetorium recte aestimandis*. Leipzig, 1809. — Fitting, p. 4-7. — Voyez aussi § 131.

Sextus Pomponius, contemporain de Julien. (585 fragments dans les Pandectes.) Manuels historiques *supra* § 4; *Regularum l. singularis, Ad Q. Mucium (Lectionum ?) l.* XXXIX, *Ad Sabinum l.* XXXV, *Ex*

Plautio l. VII, *Epistolarum et variarum lectionum, Fideicommissorum l. V, Senatusconsultorum l.* V ; *Ad Edictum*, au moins LXXIX livres, *De stipulationibus* (au moins VIII), notes sur Ariston (*Digestorum ab Aristone libri*).

Reinhold, *Oratio de S. P.* Herborn, 1710. — Mommsen, *Zeitschrift für Rehtsgeschichte* VII. — Sanio, ouvrage cité au § 56. — Fitting, p. 8-14.

Aburnius Valens, contemporain des précédents, probablement membre du conseil sous Antonin le Pieux. (20 fragments.) — *Actionum libri* (au moins sept), *Fideicommissorum* (au moins sept) : ce dernier ouvrage est le plus ancien traité scientifique connu sur une matière de *jus extraordinarium*.

Smeding, *De A. V.* Leyde, 1824.

Tuscianus.

Ménage a contesté l'existence de ce jurisconsulte, mentionné par le seul Pomponius. — Bynkershoek, dans Uhl, p. 294.

Claudius Saturninus, préteur sous Marc-Aurèle et Vérus. (Un fragment.) — *De poenis paganorum l. singularis*.

Dissertations *De variis Saturninis* de Heineccius (Francfort, 1736), et de Rau (Leipzig, 1791). — M. Fitting (p. 17-19) croit qu'il faut, malgré Lampride, mais d'après l'index florentin (§ 187), renoncer à distinguer Claude Saturnin de Vénuléius qui est mentionné au § 134.

Terentius Clemens. (35 fragments.)—*Ad legem Juliam et Papiam l.* XX.

Vindius ou Venidius Verus, membre du conseil sous Antonin le Pieux.

Mayans II.

MÉCIEN, L. VOLUSIUS MAECIANUS, conseiller sous Marc-Aurèle et Vérus, mis à mort en 75 comme complice d'Avidius Cassius. Chargé d'enseigner le droit au jeune Marc-Aurèle (146), il a écrit pour son élève la *Distributio Assis*, *infra* § 162. *Quaestionum de fideicommissis l.* XVI, *De publicis judiciis l.* XIV; *Ex lege Rhodia*, en grec. (44 fragments.)

Boecking, *Corpus juris* de Bonn. — Mommsen, Académie de Saxe, III. — Huschke, p. 409. — Fitting, p. 15.

AFRICAIN, SEXTUS CAECILIUS AFRICANUS, bien connu par Aulu-Gelle qui cite souvent ses dits mémorables, et par 131 fragments, dont plusieurs difficiles, insérés dans les Pandectes. *Quaestionum l.* IX, *Epistolarum libri* (au moins vingt).

GAIUS n'est connu que sous ce nom, qui paraît n'être qu'un prénom et qu'on s'est ingénié à compléter, jusqu'à présent sans succès. Sa grande réputation paraît ne s'être formée qu'à la longue. On admet assez généralement qu'il était un simple professeur de province et qu'il n'a pas eu le *jus respondendi*. On en a, dès longtemps, voulu faire un Grec ; MM. Mommsen, Bluhme, Bremer le placent en Asie Mineure, en Galatie ou en Bithynie, à Béryte peut-être, ou à Troas, ville importante gratifiée du *jus italicum*. Des patriotes véronais le tiennent pour Véronais, à cause du monument des Gavii. M. Dernburg cherche à établir qu'il enseignait à Rome. En tout cas, il vivait sous Hadrien, Antonin et Marc-Aurèle. Pomponius ne le mentionne pas. On le voit nommé pour la première

fois dans la Loi des citations (*infra* § 175), qui lui confère l'autorité d'un *prudens* et le place même au premier rang des *prudentes*. Cet oubli de trois siècles ouvre un vaste champ aux conjectures.

Gaius est le dernier Sabinien authentique. Quand il cite les Sabiniens, il les qualifie *nostri ;* il appelle les Proculiens *diversae scholae auctores*. Ses ouvrages (dont il y a 535 fragments dans les Pandectes) révèlent sa carrière, qui fut celle de l'enseignement. Ce sont : *Institutionum commentarii* IV, œuvre de sa maturité, simple, sobre, claire, évidemment le fruit d'une expérience consommée (v. § 162); *Rerum quotidianarum l.* VII, ouvrage désigné dans la pratique comme *livre d'or, Aureorum; Regularum l.* III et *l. sing.*, *Ad legem* XII *Tabularum l.* VI (§ 38), *Ad legem Juliam et Papiam l.* XV, *Ad legem Falcidiam* (?), *Liber singularis ad legem Glitiam; Ad SC*[tum] *Tertullianum, Ad SC*[tum] *Orfitianum, Ad edictum praetoris urbani, Ad edictum aedilium curulium, L.* XXXII *ad edictum provinciale, Libri ex Q. Mucio, Dé Verborum obligationibus l.* III, *De manumissionibus l.* III. *Fideicommissorum l.* II, *Dotalition* (*De re uxoria?*) *l. sing.*, *De tacitis fideicommissis l. s.*, *De formula hypothecaria l. s.*, *De tutelis, De testamentis, Legatorum l. s.*, *De casibus*.

Mommsen, *Jahrbuch des gemeinen deutschen Rechts* III (1859). — Bluhme, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* III (1864). — Huschke, *Jurisprudentia Antejustiniana*. — Fitting, p. 19-23. — Bremer, p. 77 et s. — Glasson, *Étude sur Gaius*. Paris, 1867. — Dernburg, *Die Institutionen des Gaius, ein Collegienheft aus dem Jahre* 161. Halle, 1869. — Degenkolb, dans la *Kritische Vierteljahrschrift* XIV. — Padelletti, *Del nome di Gaio*. Bologne, 1874.

§ 134. — *Jurisconsultes éclectiques, indéterminables, ou postérieurs aux sectes.*

Rudorff, §§ 72, 77. — Puchta, 100. — Maynz, 194. — Kuntze, § 320. — Danz, § 67. — Viertel, *Nova quaedam de vitis jurisconsultorum...* Kœnigsberg, 1868. — Fitting, et autres auteurs cités aux précédents paragraphes.

1. Contemporains des sectes, douteux, indéterminés, éclectiques.

VITELLIUS, peut-être du commencement de l'Empire.

ATILICINUS. PRISCUS FULCINIUS. OCTAVENUS. VALERIUS SEVERUS. PUTEOLANUS.

SEXTUS PEDIUS (Medivanus?), commentateur de l'Édit, souvent cité.

Tydeman, *De Pedio jurisconsulto*. Leyde, 1822.

CARTILIUS. FUFIDIUS. VARIUS LUCULLUS. ARRIANUS. CAMPANUS. MESSIUS. (PACONIUS ?) (PUBLICIUS ?) BLAESUS.

Mayans II.

PLAUTIUS, éclectique, commenté et extrait dans les deux camps, par Nératius, par Javolène et Pomponius, et par Paul.

VIVIEN, souvent cité dans les Pandectes.

LAELIUS FÉLIX, sous Hadrien. *Ad Q. Mucium.*

Mayans II.

JUNIUS MAURICIANUS, sous Antonin, a écrit, entre autres, contre Julien : *Notae ad Julianum. Ad legem Juliam et Papiam Poppaeam. De pœnis?* (4 fragments.)

PAPIRIUS JUSTUS, sous Marc-Aurèle. *De constitutionibus libri* XX, recueil de constitutions impériales. (16 fragments.)

P. E. Piepers, *De Papirio Justo jurisconsulto*. Leyde, 1824.

L. ULPIUS MARCELLUS, conseiller d'Antonin et de Marc-Aurèle, souvent cité. (159 fragments.)— *Digestorum l.* XXX, *Ad legem Juliam et Papiam Poppaeam, Notae ad Juliani Digesta, Ad Pomponii Regularum l. s., Responsorum l. s., Libri* II *publicorum, De officio praesidis, De officio consulis.*

Tydeman, *De L. Ulpii Marcelli vita et scriptis*. Utrecht, 1762 (Oelrichs I). — Fitting, p. 23-24.

VENULEIUS SATURNINUS (71 fragments). —*Stipulationum l.* XIX, *De actionibus l.* X, *De interdictis l.* VI, *De publicis judiciis l.* III, *De officio proconsulis l.* IV. Voyez p. 360.

2. TARRU(N)TEN(I)US PATERNUS, préfet du prétoire sous Commode. *De re militari*. (2 fragments.)

Mayans II. — Dirksen, *Der Rechtsgelehrte und Taktiker Paternus...* Académie de Berlin, 1856.

Q. CERVIDIUS SCAEVOLA, membre du conseil sous Marc-Aurèle, maître de Septime Sévère et de Papinien, encore en activité sous Septime Sévère, mort peut-être seulement sous Caracalla. Il était probablement Grec. Tryphonin dit de lui : *magno ingenio de jure aperte respondit.* Les empereurs Honorius et Arcadius le qualifient *prudentissimus jurisconsultorum.* (307 fragments.) — *Digestorum l.* XL, *Responsorum l.* VI, *Quaestionum l.* XX, *Regularum l.* IV, *De quaestione*

familiae l. s., *Quaestionum publice tractatarum l. s.*, notes aux Digestes de Julien et de Marcellus.

C. L. Conradi, *De vita et scriptis Quinti Cervidii Scaevolae*. Leipzig, 1755. — Fitting, p. 25-27.

TERTULLIEN, sous Septime Sévère et Caracalla, peut-être le Père de l'Église Q. Septimius Florens Tertullianus de Carthage. (5 fragments.) — *Quaestionum l.* VIII, *De peculio castrensi l. singularis*.

CLAUDIUS TRYPHONINUS, sous Septime Sévère et Caracalla. (79 fragments.) — *Disputationum l.* XXI, *Notes* aux Digestes de Scévola.

ARRIUS MÉNANDRE, conseiller de Caracalla. (6 fragments.) — *De re militari l.* IV.

CALLISTRATE, sous Septime Sévère et Caracalla. (99 fragments.) — *Monitorium s. Edicti monitorii l.* VI, *Institutionum l.* III, *Quaestionum l.* II, *De cognitionibus l.* VI, *De jure fisci et populi l.* IV.

Fitting, p. 27-28.

PAPIRIUS FRONTO. *Responsorum libri*.

Mayans II.

RUTILIUS MAXIMUS. (Un fragment.) — *Liber singularis ad legem Falcidiam*.

Mayans II.

MARCIEN, AELIUS MARCIANUS. Ses écrits, composés sous et après le règne de Caracalla, indiquent qu'il était professeur. *Institutiones* détaillées en XVI livres, *Regularum libri* V, *Ad SCtum Turpillianum*, *De delatoribus*, *Ad formulam hypothecariam*, *De publicis judiciis*

libri II, *De appellationibus libri* II, *Notae ad Papinianum* (*de adulteriis*). (275 fragments.)

Oelrichs, *De vita, studiis, honoribus et scriptis Aelii Marciani*. Utrecht, 1754. — Fitting, p. 50-52.

LICINIUS RUFINUS, sous Septime Sévère et Caracalla. *Regulae*, au moins treize livres. (17 fragments.)

AEMILIUS MACER, sous Alexandre Sévère. (62 fragments.) — *De re militari libri* II, *De appellationibus libri* II, *Publicorum* (*judiciorum*) *libri* II, *De officio praesidis libri* II, *Ad legem vicesimae hereditatum libri* II.

Fitting, p. 52-53.

FLORENTIN. *Institutionum l.* XII. (42 fragments.)

J. Th. Mathews, *De Florentino Jurisconsulto*. Leyde, 1801.

Deux autres jurisconsultes, peut-être un peu postérieurs :

JULIUS AQUILA, que l'index florentin (§ 187) appelle GALLUS AQUILA. *Responsa*. (2 fragments.)

Mayans II.

FURIUS ANTHIANUS. Commentaire sur l'Édit. (3 fragments.)

Mayans II. — R. F. Besier, *De Furio Anthiano*. Leyde, 1803.

§ 135. — *Les derniers grands classiques*.

Rudorff, §§ 73-76. — Puchta, 100. — Danz, § 67. — Kuntze, §§ 321-22. — Maynz, 195. — Autres auteurs cités.

1. PAPINIEN, AEMILIUS PAPINIANUS, peut-être Syrien, peut-être parent de Julia Domna, seconde femme de

Septime Sévère, duquel il fut le collègue et l'ami ; avocat du fisc sous Marc-Aurèle, maître des requêtes et préfet du prétoire sous Septime Sévère, mis à mort en 212 par ordre de Caracalla, « *quod paricidium* (l'assassinat de Géta) *excusare noluisset.* »

Spartien, *Sévère* 21. *Caracalla* 8.

Papinien passe pour le plus grand jurisconsulte de Rome ; on le donne même pour type de l'excellent jurisconsulte de tous les temps. Ce n'est pas uniquement à la vigueur de son raisonnement, ni à son style élégant et nerveux qu'est due cette glorieuse renommée. Ce qui rend Papinien immortel, c'est encore et surtout la grandeur d'âme que respirent plusieurs des fragments qui nous restent de lui ; c'est cette *vertu,* à laquelle sa mort a donné la plus belle des consécrations : *Pectus facit jureconsultum.* Aussi Constantin l'appelle-t-il *splendidissimus Papinianus* (L. 1 C. Th. I, 4) ; ailleurs il est qualifié *summi ingenii vir, acutissimi ingenii vir et merito inter alios excellens, homo excelsi ingenii, juris asylium et doctrinae legalis thesaurus.*

Ecrits : *Quaestionum libri* XXXVII, *Responsorum libri* XIX, *Definitionum libri* II, *De adulteriis libri* II, *De adulteriis liber singularis,* Περὶ τοῦ ἀστυνομικοῦ μονόβιβλος (*De officio aedilium liber singularis*). 595 fragments dans les Pandectes, 43 dans les *Fragments du Vatican* § 201, un dans le Bréviaire § 181.

Lect, *De vita et scriptis Papiniani.* Genève, 1594. — Otto, *Papinianus.* Leyde, 1718. — Bavius Voorda, *Papinianus, s. optimi jurisconsulti et viri forma in Æmilio Papiniano spectata.* Leyde, 1770. — Fitting, p. 28-32.

2. Ulpien, Domitius Ulpianus, de Tyr, assesseur de Papinien, banni après l'assassinat de Géta, rappelé par Héliogabale ou par Alexandre Sévère, chef de section à la chancellerie, maître des requêtes, préfet du blé, conseiller, préfet du prétoire, mis à mort par les prétoriens en 228.

Ses nombreux ouvrages, clairs et faciles, obtinrent une grande popularité. Plusieurs ne nous sont connus que par citation, ainsi les *Pandectae* et les notes sur Ariston, sur Papinien, sur Marcellus. Vingt-cinq autres ont fourni aux Pandectes 2462 fragments. Ce sont LI livres *ad Sabinum*, LXXXIII *ad Edictum*, dont deux *ad Edictum aedilitium ;* des commentaires sur diverses lois impériales, *Julia et Papia*, *Julia de adulteriis*, *Aelia Sentia;* des monographies de droit public et privé, *De officio consulis libri III*, *proconsulis libri X*, *quaestoris*, *consularium*, *praefecti urbi*, *praefecti vigilum*, *curatoris reipublicae*, *praetoris tutelaris* ; *de excusationibus*, *de censibus libri VI*, *de appellationibus*, *de sponsalibus;* *Fideicommissorum libri VI* ; *Disputationum publicarum libri X*, *Opinionum libri VI*, *Regularum* ; *Protribunalium s. De omnibus tribunalibus libri X*. En outre, des parties du *Liber singularis Regularum* et des *Libri II Institutionum* nous ont été conservées en dehors des Pandectes. *Infra* § 162.

Littérature dans Nettelbladt, *Hallische Beitraege* II. — Lect, *Oratio de vita et scriptis Domitii Ulpiani*. Genève, 1601 (Otto I). — *Hallische Beitraege* II (Steger. Woll.) — Fitting, p. 34-44. — Bremer, *De Dominii Ulpiani Institutionibus*. — Sur le livre *De officio proconsulis* : Rudorff, Académie de Berlin, 1865. *Revue de législation ancienne et moderne*, 1873, p. 203.

3. Paul, Julius Paulus ou Paullus, probablement de Padoue, membre du conseil sous Septime Sévère, assesseur de Papinien (avec Ulpien) à la préfecture du prétoire, *magister memoriae*, préfet du prétoire sous Alexandre Sévère. Paul est le plus fécond des jurisconsultes romains. Vingt-neuf grands ouvrages de lui et cinquante moins considérables sont conservés en 2080 fragments dans les Pandectes. Droit civil : grand commentaire *ad Sabinum*. Droit honoraire : *Libri LXXX Ad Edictum, Ad Edictum Aedilium curulium*. Notes sur ou contre Scévola, Labéon, Julien, Papinien, *Ad Vitellium libri IV, Ad Plautium libri XVIII, Ad Neratium libri VI;* Epitomé des Digestes d'Alfénus (L. 27, 29-31 *Locati* XIX, 2). Droit nouveau : *Ad legem Juliam et Papiam libri X, Aeliam Sentiam, SCtum Libonianum*. Nombreuses dissertations sur divers points de droit public, pénal, privé ; recueils théoriques et pratiques, relatifs à la procédure, à l'organisation judiciaire. *De officio adsessorum, De cognitionibus, De tacitis fideicommissis, De jure libellorum, De conceptione formutarum*, etc. Un ouvrage élémentaire de Paul, *Sententiarum receptarum ad filium libri V*, a été conservé partiellement en dehors des Pandectes, en extrait ; peut-être aussi une portion non extraite. Peut-être aussi une traduction grecque, avec retraduction latine, d'une partie des *Regularum libri V*. *Infra* §§ 161, 162. Un fragment d'un troisième ouvrage élémentaire, *Institutionum libri II*, nous est transmis par Boëce, *Topique* II, 4 § 19.

Huschke, *Jurisprudentia Antejustiniana*. — Bruns, dans la *Real-*

Encyclopädie de Pauly. — K. Tzschirner, dans la *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XII (à propos d'un passage de l'*Onirocriticon* d'Artémidore). — Fitting, p. 44-50. — Dissertations anciennes de N. Rittershaus (Nuremberg, 1566), des Pagenstecher, de F. C. Conradi (Helmstaedt, 1733).

4. Modestin, Herennius Modestinus, contemporain un peu plus jeune de Paul et d'Ulpien, élève ou assesseur d'Ulpien, préfet des gardes en 244 (344 fragments). *Differentiarum libri IX*, Παραίτησις ἐπιτροπῆς καὶ κουρατορίας (*Excusationum libri VI*), *Regularum libri X*, *Pandectarum libri XII*, *Responsorum libri XIX*, *Ad Q. Mucium* (au moins XXXI livres), *De poenis libri VI*. En outre, une série de *libri singulares* : *De heurematicis*, *De manumissionibus*, *De inofficioso testamento*, *De enucleatis casibus*.

Fitting, p. 53-55.

SECTION II. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE.

Ouvrages cités, p. 124 et 213. — Rudorff II, §§ 98-141. — Danz II, § 196.

§ 136. — *En général.*

Walter, 790, 791.

L'administration de la justice pénale est, en général, sous l'empire, soumise aux principes qui la régissaient à la fin de la période républicaine. La procédure est toujours, avant tout, accusatoire.

Les crimes et délits prévus par les lois comitiales restent les crimes et délits *ordinaires*, auxquels viennent s'ajouter successivement les crimes *extraordinaires* du régime nouveau.

Les *quaestiones perpetuae* n'ont disparu tout à fait qu'au deuxième siècle, bien que l'empereur, délégué du peuple, ses fonctionnaires, le sénat les eussent, dès longtemps, dépouillées de leur ancienne importance. Il est clair d'ailleurs que le bon plaisir de l'empereur dominait tout, qu'il ne pouvait être question d'égalité devant la loi pénale, et qu'on dissertait comme aujourd'hui sur le but et les qualités de la peine et sur le droit de punir.

Marc-Aurèle à Vérus, dans Vulcatius Gallicanus, *Cassius* 2 : Non possum reum facere, quem nullus accusat. — Ulpien, L. 6 § 2 *De muneribus* L, 4 : Si quis accusatorem non habeat, non debeat honoribus prohiberi, quemadmodum non debet is, cujus accusator destiterit; ita enim Imperator noster cum Divo Patre suo rescripsit. — Aulu-Gelle VII, 14 : Poeniendis peccatis tres esse debere causas existimatum est : (Κόλασις vel νουθεσία, τιμωρία, παράδειγμα.)

Ulpien, L. 131 *De V. S.* L. 16 : Poena est noxae vindicta. — Paul, L. 20 *De poenis* XLVIII, 19 :... Poena constituitur in emendationem hominum. — Marcien, L. 6 *fin. De custodia et exhibitione* XLVIII, 3 :... Vindicet in exemplum, ne quid et aliud (*alius?*) postea tale facere moliatur. — Tryphonin, L. 31 pr. *Depositi* XVI, 3 :... Male meritus publice, ut exemplo aliis ad deterrenda maleficia sit, etiam egestate laborare debet.

A. Organisation judiciaire.

Rudorff, § 104. — Walter, 837-841, 843, 845.

§ 137.

1. Compétence générale de l'empereur, en appel, sur consultation et relation, et même en première instance. *Supra* §§ 100, 107.

2. Le préfet de la ville.

Tacite, *Ann.* XIV, 41. — Ulpien, L. 1 pr. *De officio praefecti Urbi* I, 12 : v. § 111.

Le préfet du prétoire. Les correcteurs. — Préfets du blé, des gardes.

3. Les gouverneurs provinciaux. — Juridiction des autorités des *civitates liberae*, *foederatae*. — Magistrats municipaux.

L. 6 *De custodia et exhibitione* XLVIII, 3. — L. 7 § 2 *De captivis* XLIX, 15. — L. 12 *De juridictione* II, 1.

4. Le sénat. — Extensions arbitraires de sa compétence.

Suétone, *Octave* 66. — Tacite, *Ann.* III, 66-70. IV, 15. XIII, 44. XV, 20-22. — Dion LII, 31, 32.

5. Les *quaestiones perpetuae*. *Judices selecti*, *album*, lois *Juliae*, *supra* §§ 118, 106, 58.

B. Procédure pénale.

Rudorff, §§ 127-141. — Walter, 853, 859-861.

§ 138. — Ordo judiciorum publicorum *et* cognitio extra ordinem. — *Procédure inquisitoire.*

Macer, L. 1 *De publicis judiciis* XLVIII, 1 : Non omnia judicia, in quibus crimen vertitur, et publica sunt, sed ea tantum, quae ex legibus judiciorum publicorum veniunt, ut Julia majestatis, Julia de adulteriis, Cornelia de sicariis et veneficis, Pompeia parricidii, Julia peculatus, Cornelia de testamentis, Julia de vi privata, Julia de vi publica, Julia ambitus, Julia repetundarum, Julia de annona. — Paul, L. 8 *eod.* : Ordo exercendorum publicorum capitalium in usu esse desiit, durante tamen poena legum, cum extra ordinem crimina probantur.

1. Procédure ordinaire, *supra* § 60. — *Libelli inscriptionum, professio, sponsio poenae.*

Paul, L. 3 pr. *De accusationibus et inčriptionibus* XLVIII, 2 : Libellorum inscriptionis conceptio talis est : Consul et dies. Apud illum praetorem vel proconsulem Lucius Titius professus est, se Maeviam lege Julia de adulteriis ream deferre, quod dicat eam cum Caio Seio in civitate illa, domo illius, mense illo, consulibus illis, adulterium commisisse. Utique enim et locus designandus est, in quo adulterium commissum est, et persona, cum qua admissum dicitur, et mensis; hoc enim lege Julia publicorum cavetur, et generaliter praecipitur omnibus, qui reum aliquem deferunt... — Ulpien, L. 7 pr. *eod.* : Si cui crimen objiciatur, praecedere debet in crimen subscriptio; quae res ad id inventa est, ne facile quis prosiliat ad accusationem, quum sciat inultam sibi accusationem non futuram. § 1. Caveant itaque singuli, quod crimen objiciant, et praeterea perseveraturos se in crimine usque ad sententiam. — L. 2 § 8 *Ad legem Juliam de adulteriis* XLVIII, 5.

2. Procédure extraordinaire.

Papinien, L. 1 *Stellionatus* XLVII, 20 : Actio stellionatus neque publicis judiciis, neque privatis actionibus continetur. — Ulpien, L. 2 *eod* : Stellionatus judicium... coërcitionem extraordinariam habet. — L. 3 pr. *eod.* : Stellionatus accusatio ad praesidis cognitionem spectat. § 2. Poena autem stellionatus nulla legitima est, cum nec legitimum crimen sit; solent autem ex hoc extra ordinem plecti... — Ulpien, L. fin. *De furtis* XLVII, 2 : Meminisse oportebit, nunc furti plerumque criminaliter agi, et eum, qui agit, in crimen subscribere, non quasi publicum sit judicium, sed quia visum est temeritatem agentium etiam extraordinaria animadversione coercendam ; non ideo tamen minus, si quis velit, poterit civiliter agere. — L. 1 § 3 *De poenis* XLVIII, 19 : Generaliter placet, in legibus publicorum judiciorum vel privatorum criminum, qui extra ordinem cognoscunt praefecti vel praesides, ut eis, qui poenam pecunia

riam egentes eludunt, coercitionem extraordinariam inducant.

3. Marche des procès criminels, § 60. Le *Judicium*. — *Quaestio*. — Condamnation de l'absent. — Exécution de la sentence.

Tit. D. XLVIII, 18, C. IX, 41 *De quaestionibus*.

Tit. D. XLVIII, 17, C. IX, 40 *De requirendis vel absentibus damnandis*.

4. Appel à l'empereur (momentanément aussi au sénat). — Grâce.

Suétone, *Néron* 17. Tacite, *Annales* XIV, 28.

Tit. D. XLIX, 1 *De appellationibus*, et suivants.

Tit. C. Th. IX, 38 *De indulgentiis criminum*.

5. Procédure inquisitoire.

Paul, L. 3 *De officio praesidis* I, 18 :... In mandatis principum est, ut curet is, qui provinciae praeest, malis hominibus provinciam purgare... — Ulpien, L. 13 pr. eod : Congruit bono et gravi praesidi curare, ut pacata atque quieta provincia sit, quam regit. Quod non difficile obtinebit, si sollicite agat, ut malis hominibus provincia careat eosque conquirat : nam et sacrilegos, latrones, plagiarios, fures conquirere debet et prout quisque deliquerit, in eum animadvertere, receptoresque eorum coercere...

Les délateurs. Les agents, irénarques, *curiosi, stationarii* etc.

Rudorff, § 141.

§ 139. — *Accusation sciemment fausse. Tergiversation. Prévarication. Abolition.*

Marcien, L. 1 § 1 *Ad SCtum Turpil.* XLVIII, 16 : Accusatorum temeritas tribus modis detegitur, et tribus poenis subjicitur; aut enim calumniantur, aut praevaricantur, aut tergiversantur. § 1. Calumniari est, falsa crimina inten-

dere; praevaricari, vera crimina abscondere; tergiversari, in universum ab accusatione desistere.

1. Accusation sciemment fausse. *Calumnia.* Voyez § 45, 10.

Titre D. III, 6, C. IX, 46 *De calumniatoribus.* — Paul I 5 : Calumniosus est, qui sciens prudensque per fraudem negotium alicui comparat. Et in privatis et in publicis judiciis omnes calumniosi extra ordinem pro qualitate admissi plectuntur.

Tergiversatio.

Titre D. XLVIII, 16, C. IX, 45 *Ad SC^tum Turpillianum et de abolitionibus criminum.* — Marcien, L. 1 §7 *h. t.* : Si quis autem ab accusatione citra abolitionem destiterit. punitur. — L. 6 pr. § 2 *eod.*

Praevaricatio.

Tit. D. XLVII, 15 *De praevaricatione.* — Ulpien, L. 1 § 1 *h. t.* : Is autem praevaricator proprie dicitur, qui publico judicio accusaverit; ceterum advocatus non proprie praevaricator dicitur.

2. Abolition. *Repetitio rei.*

C. IX, 42 *De abolitionibus.* 43 *De generali abolitione.*

Paul, L. 13 § 1 *Ad SC^tum Turpillianum* :... Qui permissu Imperatoris ab accusatione destitit, impunitus est. — Marcien, L. 1 § 8 *eod.* : Abolitio privatim a praesidibus postulari ac impetrari solet; item pro tribunali, non de plano; nec praesens hanc cognitionem alteri demandare potest. — L. 8-10, L. 12, L. 18 *eod.* — Paul V, 17, 1 : Abolitio est deletio, oblivio vel exstinctio accusationis. 2. Post abolitionem publicam a delatore suo reus intra tricesimum diem repeti potest, postea non potest.

C. Crimes et délits.

Rudorff, §§ 111-125. — Walter, 803-818. — Platner, *Quaestiones de jure crim. Romano, praesertim de criminibus extraordinariis.* Marbourg, 1842.

§ 140.

1. *Crimina ordinaria.* V. §§ 45, 61, 118. En particulier :

Crime de lèse-majesté.

Tacite, *Ann.* I, 72 : Nam (Tiberius) legem majestatis reduxerat; cui nomen apud veteres idem, sed alia in judicium veniebant : si quis proditione exercitum aut plebem seditionibus, denique male gesta republica majestatem populi Romani minuisset. Facta arguebantur, dicta impune erant. Primus Augustus cognitionem de famosis libellis, specie legis ejus, tractavit, commotus Cassii Severi libidine, qua viros feminasque inlustres procacibus scriptis diffamaverat. — Tit. D. XLVIII, 4, C. IX, 8 *Ad legem Juliam majestatis.* — Ulpien, L. 1. *pr. h. t.* : Proximum sacrilegio crimen est, quod majestatis dicitur. — Marcien, L. 5 pr. *eod.* : Non contrahit crimen majestatis, qui statuas Caesaris vetustate corruptas reficit. — Ulpien, L. fin. *eod.* : Extinguitur... crimen mortalitate, nisi forte quis majestatis reus fuit, nam hoc crimine, nisi a successoribus purgetur, hereditas fisco vindicatur. Plane non quisque legis Juliae majestatis reus est, in eadem conditione est, sed qui perduellionis reus est, hostili animo adversus rempublicam vel Principem animatus; ceterum si quis ex alia causa legis Juliae majestatis reus sit, morte crimine liberatur. — Modestin, L. 24 *De poenis* XLVIII, 19 : Eorum, qui relegati vel deportati sunt ex causa majestatis, statuas detrahendas scire debemus.

Sacrilège, péculat, *residua.*

Tit. D. XLVIII, 13. C. IX, 28, 29.

Accaparement.

Tit. D. XLVIII, 12.

Brigue.

Tit. D. XLVIII, 14, C. IX, 26 *Ad legem Juliam de ambitu.*

Violence.

Tit. D. XLVIII, 6, 7. C. IX, 12, 13.

Adultère, impureté, etc.

Tit. D. XLVIII, 5, C. IX, 9 *Ad legem Juliam de adulteriis coercendis.*

2. *Crimina extraordinaria.*—Atteintes à la propriété. Vols qualifiés des *directarii, effractores, expilatores, saccularii, abigei, fures balnearii, nocturni, armati. Expilatio hereditatis.* — *Sepulcrum violatum, terminus motus*, etc,— Recel, *receptatores.*— *Concussio.*— *Stellionatus.* — *Abortio.* — *Amatoria pocula. Mathematici, malefici.* — *Collegia illicita.* — Autres crimes. Tergiversation, prévarication, *supra* § 139.

Tit. XLVII, 11 *De extraordinariis criminibus.* 12-22. C. IX, 32-39.

3. Crimes et délits spéciaux des militaires : *desertio, transfugere, proditio, seditio*, etc.

Ménandre, L. 2 pr. *De re militari* XLIX, 16 : Militum delicta sive admissa aut propria sunt, aut cum ceteris communia; unde et persecutio aut propria, aut communis est. Proprium militis est delictum, quod quis uti miles admittit. — Tit. *De re militari* passim.

4. Crimes des esclaves. SC[te] Silanien § 124.

Ulpien L. 157 pr. *De R. J.* L, 17 : Ad ea, quae non haben atrocitatem facinoris vel sceleris, ignoscitur servis, si vel dominis, vel his, qui vice dominorum sunt, veluti tutoribus et curatoribus, obtemperaverint. — Venuleius Saturninust L. 12 § 3 *De accusationibus* XLVII, 2 : Si servus reus postulabitur, eadem observanda sunt, quae si liber esset, ex SC[to] Cotta et Messala consulibus.

D. Peines.

Rudorff, §§ 123-126. — Walter, 819-827

§ 141.

Durant cette période, comme durant la suivante, les châtiments sont, en général, cruels, et différenciés selon la position sociale des coupables (*honestiores, humiliores*). V. § 62. — Paul a écrit un *Liber singularis de poenis omnium legum, paganorum, militum.*

Tit. D. XLVIII, 19, C. IX, 47 *De poenis.*

Ulpien, L. 131 *De V. S.* L, 16 : Poena non irrogatur, nisi quae quaqua lege, vel quo alio jure specialiter huic delicto imposita est.

Peines capitales. — Mort. — Travaux forcés, *opus publicum cum servitudine poenae : metalla, opus metalli.* — Déportation.

Peines non capitales : *Opus publicum, relegatio,* etc.

Paul V, 17, 3 : Summa supplicia sunt crux, crematio, decollatio; mediocrium autem delictorum poenae sunt metallum, ludus, deportatio : minimae, relegatio, exsilium, opus publicum, vincula. Sane qui ad gladium dantur, intra annum consumendi sunt. — Callistrate, L. 28 pr. *h. t.* :... Proxima morti poena metalli coërcitio. Post deinde in insulam deportatio. § 1. Ceterae poenae ad existimationem, non ad capitis periculum pertinent, veluti relegatio ad tempus, vel in perpetuum, vel in insulam; vel cum in opus quis publicum datur, vel cum fustium ictui subjicitur. § 2. Non omnes fustibus caedi solent, sed hi dumtaxat qui (*servi dumtaxat quique?*) liberi sunt, et quidem tenuiores homines; honestiores vero fustibus non subjiciuntur; idque principalibus rescriptis specialiter exprimitur.

Confiscation des biens des condamnés.

Tit. D. XLVIII, 20, C. IX, 49 *De bonis damnatorum.* — Callistrate, L. 1 pr. *h. t.* : Damnatione bona publicantur, cum aut vita adimitur aut civitas, aut servilis conditio irrogatur.—Tit. D. XLVIII, 21, C. IX, 50 *De bonis eorum, qui*

ante sententiam vel mortem sibi consciverunt, vel accusatorem corruperunt.

Peines pécuniaires. — Amendes.

L. 1 C. *De modo multarum* I, 54 (Septime Sévère et Caracalla 205) : Multa damnum famae non irrogat.

Damnatio memoriae.

Châtiments militaires, *poenae militum.* En particulier : *missio ignominiosa, censio hastaria, militiae mutatio.*

SECTION III. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CIVILE.

Ouvrages cités p. 221-222.

§ 142. — *En général.*

Maynz, §§ 40, 44-48. — Rudorff II, §§ 1, 2. — Puchta, § 150. — Walter, 733.

A côté et en dehors du régime formulaire (*extra ordinem*), on voit, dès le commencement de l'ère impériale, les magistrats connaître eux-mêmes, dans plusieurs cas, de tous les points de droit et de fait et réunir ainsi dans leur main le *jus* et le *judicium.* Ces cas se multipliant, une évolution s'opère dans l'organisation de la procédure civile. L'*ordinaire* est supplanté par l'*extraordinaire*, comme les anciens magistrats sont supplantés par les fonctionnaires nouveaux. En même temps, les conditions extérieures de la justice se transforment. La publicité tend à disparaître, et l'écriture empiète sur la parole.

Edictum D. Marci, défendant de se rendre justice à soi-même.

Callistrate, L. 7 *Ad legem Juliam de vi privata* XLVIII, 7 : Creditores si adversus debitores suos agant, per judicem id, quod deberi sibi putant, reposcere debent : alioquin si in rem debitoris sui intraverint id nullo concedente, divus Marcus decrevit jus crediti eos non habere. Verba decreti haec sunt : « Optimum est, ut, si quas putas habere petitiones, actionibus experiaris : interim ille in possessione debet morari, tu petitor es. » Et cum Marcianus diceret : « Vim nullam fecit » : Caesar dixit : « Tu vim putas esse solum, si homines vulnerentur ? Vis est et tunc, quotiens quis id, quod deberi sibi putat, non per judicem reposcit. Non puto autem nec verecundiae nec dignitati nec pietati tuae convenire quicquam non jure facere. Quisquis igitur probatus mihi fuerit rem ullam debitoris non ab ipso sibi traditam sine ullo judice temere possidere, eumque (*ipseque ?*) sibi jus in eam rem dixisse, jus crediti non habebit. » — L. 8, même titre. — L. 12 § 2, L. 13 *Quod metus causa* IV, 4.

Chapitre I.

Procédure ordinaire.

§ 143. — *Modifications relatives aux personnes, au temps, au lieu.*

Bethmann Hollweg, §§ 62-80. — Rudorff, §§ 4-10, 12-15. — Keller, §§ 2-11. — Puchta, 151-159. — Walter, 742. — Kuntze, §§ 341-357.

1. Les Magistrats, § 64. — A Rome, ce sont, outre les anciens magistrats du peuple romain (consuls, préteurs, édiles), les fonctionnaires nouveaux, les préfets de la ville, du prétoire, de l'annone et des gardes.

En Italie, les magistrats municipaux ; les *Consulares* (Hadrien), les *Juridici* (Marc-Aurèle).

En province, le gouverneur.

L'empereur partout. C'est d'ailleurs en vertu d'un mandat impérial que les fonctionnaires impériaux agissent. Et le juge nommé par l'empereur n'a pas la même position que le *judex datus* ordinaire : c'est un commissaire délégué et sa formule est un rescrit.

On peut, sauf réserve, poser en fait que ce qui procède de l'empereur et de ses mandataires est *extra ordinem*. Il est donc permis, dans ce chapitre, de songer presque exclusivement aux magistrats anciens.

Paul, L. 12 § 1 *De judiciis* V. 1... Is quoque, cui mandata est jurisdictio, judicem dare potest, ut sunt legati proconsulum; item hi, quibus id more concessum est propter vim imperii, sicut praefectus Urbi ceterique Romae magistratus.

2. Les Juges. V. § 65.

a. Les Cours.

Transformation des Décemvirs?

Suétone, *Octave* 36 : (Augustus) auctor... fuit... ut centumviralem hastam, quam quaestura functi consuerant cogere, Decemviri cogerent. Cf. Pomponius, L. 2 § 29 *De O. J.* I, 2. *Supra*, p. 225. — Pline, *Ep.* V, 21 : Descenderam in basilicam Juliam... Sedebant judices, Decemviri venerant, observabantur advocati; silentium longum, tandem a praetore nuntius. Dimittuntur Cviri.

Les Centumvirs. Chambres (*consilia, hastae, judicia, tribunalia*). *Causae centumvirales* : affaires de succession (*Querela inofficiosi testamenti*) et *vindicationes*. Présidence : préteurs, décemvirs.

Pline, *Ep.* VI, 33 :.. (Accia Variola) femina splendide nata, nupta praetorio viro, exheredata ab octogenario patre,... quadruplici judicio bona paterna repetebat. Sede-

bant judices centum et octoginta : tot enim quatuor consiliis colliguntur. Ingens utrimque advocatio, et numerosa subsellia; praeterea densa circumstantium corona latissimum judicium multiplici circulo ambibat. Ad hoc, stipatum tribunal, atque etiam ex superiore basilicae parte, qua feminae, qua viri, et audiendi, quod erat difficile, et, quod facile, visendi studio imminebant... Secutus est varius eventus. Nam duobus consiliis vicimus, totidem victi sumus. Notabilis prorsus res et mira : eadem in causa, iisdem judicibus, iisdem advocatis, eodem tempore tanta diversitas accidit casu, quod non casus videretur. — II, 14 : Distringor centumviralibus causis, quae me exercent magis quam delectant : sunt enim pleraeque parvae et exiles. Raro incidit vel personarum claritate, vel negotii magnitudine insignis. Ad hoc, perpauci cum quibus juvet dicere : ceteri audaces, atque etiam magna ex parte adolescentuli obscuri, ad declamandum huc transierunt... At hercule ante memoriam meam... ne nobilissimis quidem adolescentibus locus erat, nisi aliquo consulari producente : tanta veneratione pulcherrimum opus colébatur ! Nunc, refractis pudoris et reverentiae claustris, omnia patent omnibus : nec inducuntur, sed irrumpunt. Sequuntur auditores actoribus similes, conducti et redempti mancipes : convenitur in media basilica; ubi tam palam sportulae quam in triclinio dantur. Ex judicio in judicium pari mercede transitur...— V, 21 cit. : Praetor, qui centumviralibus praesidebat. — Papinien, L. 76 pr. *De legatis* II (XXXI) : Cum filius divisis tribunalibus actionem inofficiosi testamenti matris pertulisset, atque ita variae sententiae judicum extitissent... — L. 15 § 2, L. 24 *De inofficioso*, V, 2. — Gaius IV, 30, 31, 95.

Paul a écrit un traité spécial *De centumviralibus* (Haloandre) *judiciis*. L. 7, L. 28, L. 31 *De inofficioso* V, 2.

b. Les juges privés. *Lex Julia judiciorum privatorum*. Décuries : Sénateurs et chevaliers *quadringenarii*; *ducenarii*. *Judices selecti*. *Album* revisé chaque

année par l'empereur. Conditions requises pour y être mis ou maintenu. Excusations. Tour de rôle.

Suétone, *Octave* 32 : Ad tres judicum decurias quartam addixit ex inferiore censu : quae ducenariorum vocaretur, judicaretque de levioribus summis. Judices a vicesimo aetatis anno allegit : id est quinquennio maturius, quam solebant. *Caligula* 16 : Ut levior labor judicantibus foret, ad quatuor priores quintam decuriam addidit. *Galba* 14 : Judicibus sextam decuriam adjici precantibus negavit. — Sénèque, *De beneficiis* III, 7. — Suétone, *Claude* 16 : Splendidum virum Graeciaeque provinciae principem, verum Latini sermonis ignarum, non modo albo judicum erasit, sed etiam in peregrinitatem redegit. *Domitien* 8 : Equitem Romanum ob reductam in matrimonium uxorem, cui dimissae adulterii crimen intenderat, erasit judicum albo. — Pline, H. N. XXXIII, 7 : *supra*, p. 291. (Texte peu clair et peut-être erroné.)

Vers la fin de cette période, le *judex a magistratu datus* est quelquefois appelé *judex specialis* et aussi *judex pedaneus*, χαμαιδικαστής, pour le distinguer des magistrats, lesquels, jugeant toujours plus fréquemment eux-mêmes, commencent à être de nouveau qualifiés *judices*, comme dans les plus anciens temps (*supra* p. 151, 223).

Ulpien, L. 3 § 1 *Ne quis eum* II, 7 ; L. 1 § 6 *De postulando* III, 1 ; L. 4 *De tutoribus et curatoribus* XXVI, 5. Paul, L. 38 § 10 *De poenis* XLVIII, 19.

Choix du juge. *Supra* p. 228.

Callistrate, L. 47 *De judiciis* : Observandum est, ne is judex detur, quem altera pars nominatim petat, id enim iniqui exempli esse D. Hadrianus rescripsit, nisi hoc specialiter a Principe ad verecundiam petiti judicis respiciente permittetur.

Incapacités.

Paul, L. 12 § 2 *eod.* : Non autem omnes judices dari possunt ab his, qui judicis dandi jus habent; quidam enim lege impediuntur, ne judices sint; quidam natura, quidam moribus. Natura, ut surdus, mutus, et perpetuo furiosus, et impubes, quia judicio carent. Lege impeditur, qui senatu motus est. Moribus feminae, et servi, non quia non habent judicium, sed quia receptum est, ut civilibus officiis non fungantur. § 3. Qui possunt esse judices, nihil interest, in potestate, an sui juris sint. Cf. L. 39 pr. *eod.*, L. 57 *De re judicata* XLII, 1.

Excusations.

Suétone, *Octave* 32 : At plerisque judicandi munus detrectantibus, vix concessit, ut singulis decuriis per vices annua vacatio esset : et ut solitae agi Novembri ac Decembri mense res omitterentur. — Ulpien, L. 13 § 2 *De vacatione* L, 5 : Qui autem non habet excusationem, etiam invitus judicare cogitur. § 3. Si post causam actam coeperit se excusare judex, si quidem privilegio, quod habuit antequam susciperet judicium, velit se excusare, nec audiendus est; semel enim adgnoscendo judicium renuntiat excusationi. — Fragments du Vatican, § 197 : An bello amissi a tutela excusare debeant? nam et in fascibus sumendis et in judicandi munere pro superstitibus habentur, ut lege Julia de maritandis ordinibus de fascibus sumendis, et publicorum capite XXVI, item privatorum capite XXVII de jūdicando cavetur. — Modestin, L. 6 § 8 *De excusationibus* XXVII, 1 : (*trad.*) Est autem imperatoris Commodi constitutionibus inscriptum capitulum ex epistola Antonini Pii, in qua manifestatur, et philosophos habere immunitatem tutelarum... : « ... Divus Pater meus.. constitutione existentes honores et immunitates firmavit scribens, philosophos, rhetores, grammaticos, medicos immunes esse...; et neque judicare, neque legatos esse, neque in militia numerari nolentes, neque ad alium famulatum eos cogi. »

3. Le *Consilium*. Assesseurs, appelés aussi *consi-*

liarii ou *juris studiosi,* du magistrat, des juges. Organisation fixe; traitement, attributions des assesseurs.

Pline, *Ep.* I, 5,20 :.. Me docuit usus, magister egregius. Frequenter egi, frequenter judicavi, frequenter in consilio fui. VI, 11: Adhibitus in consilium a praefecto urbis, audivi ex diverso agentes, summae spei, summae indolis juvenes duos... X, 19. — Actes des Apôtres 25, v. 12 :.. Festus cum consilio locutus, respondit... — Tacite, *Annales* I, 75 : Nec patrum cognitionibus satiatus, (Tiberius) judiciis adsidebat in cornu tribunalis, ne praetorum curuli depelleret. — Suétone, *Tibère* 33. *Claude* 12. *Domitien* 8 : Nummarios judices cum suo quemque consilio notavit. — Aulu Gelle I, 22 : Memini ego praetoris, docti hominis, tribunali me forte assistere.. — XII, 13. XIV, 2. — Lactance, *De mortibus persecutorum* 22 : Judices militares litterarum rudes sine assessoribus in provincias immissi... — Paul, L. 1 *De officio adsessorum* I, 22 : Omne officium adssessoris, quo juris studiosi partibus suis funguntur, in his fere causis constat: in cognitionibus, postulationibus, libellis, edictis, decretis, epistulis. L. 5 : Consiliario (*Brencman*) eo tempore, quo adsidet, negotia tractare in suum quidem auditorium nullo modo concessum est, in alieno autem non prohibetur. — Papinien, L. 4, L. 6 *eod.*

Paul a écrit un traité spécial *De officio adsessorum.*

4. Les parties et leurs assistants. Restriction du *jus postulandi.*

Honoraires des avocats (*patroni, advocati*), *infra* § 145. — Interdiction des *palmaria* et du *pactum de quota litis.*

Tit. D. *De postulando* III, 1. *De his, qui notantur infamia* III, 2. — L. 53 *De pactis* II, 14.

5. Lieu. Diminution de la publicité; rideaux, basiliques, auditoires.

Pline, *H. N*, XIX, 6 :.. Marcellus, Octavia sorore Au-

gusti genitus, in aedilitate sua, avuncolo XI, consule, a. d. Calendas Augusti velis forum inumbravit, ut salubrius litigantes consisterent : quantum mutatis moribus Catonis Censorii, qui sternendum quoque forum muricibus censuerat ! — Dialogue *De oratoribus* 39 : Quantum virium detraxisse orationi auditoria et tabularia credimus, in quibus jam fere plurimae causae explicantur? — Ulpien, L. 23 *Ad SC*tum *Trebellianum* XXXVI, 1 : Scaevola D. Marcum in auditorio de hujusmodi specie judicasse refert... — Dion Cassius LXXVI, 11. — Paul, L. 40 *De R. C.* XII, 1 : Lecta est in auditorio Aemilii Papiniani, praefecti praetorio, jurisconsulti, cautio hujus modi..

6. Temps. *Actus rerum.*

Suétone, *Octave* 32 : Triginta amplius dies, qui honorariis ludis occupabantur, actui rerum accommodavit. *Claude* 22 : Rerum actum, divisum antea in hibernos aestivosque menses, conjunxit. *Galba* 14 : Judicibus... concessum a Claudio beneficium, ne hieme initioque anni ad judicandum evocarentur, eripuit. — Capitolin, *Marc-Aurèle* 10 : Judiciariae rei singularem diligentiam adhibuit : fastis dies judiciarios addidit, ita, ut ducentos triginta dies annuos rebus agendis litibusque disceptandis constitueret. — Pline, *Ep.*, IV, 29. VIII, 21 : Julio mense, quo maxime lites interquiescunt. — Tit. D. *De feriis* II, 12.

§ 144 — *Modifications de la marche des procès.*

Bethmann Hollweg, §§ 83, 102-104, 108-112, 114, 115. — Puchta, 160, 172-175, 179. — Rudorff, §§ 65, 69-72, 76, 77, 89-92, 94-97. — Keller, §§ 48, 67, 70, 83-85. — Kuntze, §§ 348-354. *Excurse* (1re édition), §§ 349-350. — Maynz, §§ 48, 54-56.

1. *Litis denuntiatio* introduite ou généralisée par Marc-Aurèle, d'après le mode usité dans les provinces et peut-être, pour certaines causes (*querela inofficiosi?*), à Rome même. *Privata testatio* (L. 2 C. Th. II, 4),

Aurelius Victor, *De Caesaribus* 16 : Legum ambigua mire distincta, vadimoniorumque sollemni remoto denuntiandae litis opperiendaeque ad diem commode jus introductum. — Paul, L. 7 *De inofficioso* V, 2 :... Is si comminatus tantum accusationem fuerit vel usque ad denuntiationem vel libelli dationem praecesserit (processerit? *Haloandre*), ad heredem suum accusationem transmittet : idque D. Pius de libelli datione et denuntiatione rescripsit. — Donat, sur *Phormion* I, 2 : « Et scribam tibi dicam », a denuntiatione in personam, ne diceret « non mihi denuntiasti ». — L. 1 *De feriis* II, 12.

2. *Litis contestatio. Supra* § 78.

3. Jugement, sentence. *Omnia judicia esse absolutoria.*

Aveu. *Confessus pro judicato est.*

Gaius IV, 114 : Superest, ut dispiciamus, si ante rem judicatam is, cum quo agitur, post acceptum judicium satisfaciat actori, quid officio judicis conveniat, utrum absolvere, an ideo potius damnare, quia judicii accipiendi tempore in ea causa fuerit, ut damnari debeat : nostri praeceptores absolvere eum debere existimant : nec interesse cujus generis sit judicium ; et hoc est quod vulgo dicitur Sabino et Cassio placere, *omnia judicia absolutoria esse.* (*Diversae autem scholae auctores?*) de bonae fidei quidem judiciis idem sentiunt, quia in his scilicet judiciis liberum est officium judicis. Tantumdem et de in rem actionibus putant, quia *formulae verbis* id ipsum exprimatur... — § ult. J. *De perpetuis et temporalibus actionibus* IV, 12. — Ulpien, L. 6 pr. *De confessis* XLII, 2 : Certum confessus pro judicato erit, incertum non erit. § 1. Si quis incertum confiteatur (vel corpus sit confessus Stichum vel fundum dare se oportere), urgueri debet, ut certum confiteatur : item [eum], qui rem confessus est, ut certam quantitatem fateatur. § 2. Sed et si fundum vindicem meum esse, tuque confessus sis, perinde habeberis, atque si dominii mei fundum esse pronuntiatum esset. Et si alia quacumque actione

civili vel honoraria vel interdicto exhibitorio vel restitutorio vel prohibitorio dum quis convenitur, confiteatur, dici potest in his omnibus subsequi praetorem voluntatem orationis D. Marci debere, et omne omnino, quod quis confessus est, pro judicato habere. V. *supra* § 79.

4. Contumace, *indefensus*, *eremodicium*. *Supra* §§ 81, 83.

5. Extinction du *judicium* sans jugement. *Lex Julia judiciaria*. *Supra* § 117. *E lege Julia litem anno et sex mensibus mori*. Autres cas.

L. 18 § 4 *De dolo* IV, 3. L. 32 *De judiciis* V, 1. — L. 13 § 1 *De jurisdictione* II, 1 : Magistratus autem vel is qui in potestate aliqua sit, ut puta proconsul vel praetor vel alii qui provincias regunt, judicare jubere eo die, quo privati futuri essent, non possunt. — L. 19, L. 24 § 7 *Soluto matrimonio* XXIV, 3. — L. *fin. De actione rerum amotarum* XXV, 2. — L. 4, L. 11 *De judiciis* V, 1.

6. Exécution. *Supra* §§ 92, 93.

Ordo exsecutionis.

Loi *Julia de cessione bonorum*.

Alexandre, L. 1 C. *Qui bonis* VII, 71 (223) : Qui bonis cesserint, nisi solidum creditor receperit, non sint liberati; in eo enim tantum hoc beneficium prodest, ne judicati detrahantur in carcerem. — Le même, L. 11 C. *De causis ex quibus infamia* II, 11 : Debitores qui bonis cesserint, licet ex ea causa bona eorum venierint, infames non fiunt. — Ulpien, L. 4 pr. *De cessione bonorum* XLII, 3 : Is qui bonis cessit si quid postea adquisierit, in quantum facere potest convenitur. § 1. Sabinus et Cassius putabant, eum qui bonis cessit ne quidem ab aliis, quibus debet, posse inquietari. L. 6, L. 7 *eod.* — Gaius, L. 5 *De curatoribus... dandis* XXVII, 10 : Curator ex SC[to] constituitur, cum clara persona, veluti senatoris vel uxoris ejus, in ea causa sit, ut ejus bona venire debeant : nam ut honestius ex bonis ejus quantum potest creditoribus solveretur, curator cons-

tituitur distrahendorum bonorum gratia vel a praetore vel in provinciis a praeside. — Neratius, L. 9 *eod.*: Cujus bonis distrahendis curatores facere senatus permisit, ejus bona creditoribus vendere non permisit, quamvis creditores post id beneficium bona vendere mallent : sicut enim integra re potestas ipsorum est utrum velint eligendi, ita cum alterum elegerint altero abstinere debent... — Papirius Justus, L. 4 *De curatore bonis dando* XLII, 7 : Imperatores Antoninus et Verus Augusti rescripserunt bonis per curatorem ex SC[to] distractis nullam actionem ex ante gesto fraudatori competere.

Exsecutio extra ordinem.

Pignus in causa judicati captum.

Tit. C. VIII, 22 (23) *Si in causa judicati pignus captum sit.* — Callistrate, L. 31 *De Re Judicata* XLII, 1 :... Si qui..., per contumaciam magis quam quia non possint explicare pecuniam, differant solutionem, pignoribus captis compellendi sunt ad satisfaciendum ex forma, quam Cassio proconsuli D. Pius in haec verba rescripsit : « His, qui fatebuntur debere aut ex re judicata necesse habebunt reddere, tempus ad solvendum datur, quod sufficere pro facultate cujusque videbitur : eorum, qui intra diem vel ab initio datum vel ex causa prorogatum sibi non reddiderint, pignora capi (*antur*), eaque si intra duos menses non solverint, vendantur : si quid ex pretiis supersit, reddatur ei, cujus pignora vendita erant. » — L. 15 §§ 1-4 *eod.* — L. 1-3 C. *h. t.* L. 1-5 C. *De exsecut. rei jud.* VII, 53.

Restitutions et exhibitions forcées *manu militari*, en vertu du pouvoir du magistrat.

Ulpien, L. 1 § 1 *De inspiciendo ventre* XXV, 4. — L. 1 § 2 *Si ventris nomine* XXV, 5. — L. 2 § 8 *Testamenta quemadmodum* XXIX, 3. — L. 3 pr. *Ne vis fiat* XLIII, 4. — L. 3 § 1, L. 5 § 10 *De O. N. N.* XXXIX, 1.

Sur la L. 68 *De R. V.* VI, 1 (Ulpien) : Bethmann Hollweg, § 115 *ad finem*. — Rudorff, § 92, p. 307. — Savigny V, § 221. — Windscheid, § 193, n. 2.

Chapitre II.

Cognitiones. Procédure extraordinaire.

Bethmann Hollweg, §§ 122, 164. — Rudorff, §§ 59, 60, 62. — Keller, §§ 81, 82. — Walter, 743-749. — Zimmern III, §§ 88, 142. — Puchta, 176-179. — Kuntze, §§ 355-357. *Excurse*. — Maynz, 164, § 48. — Padelletti, p. 403-406.

§ 145. — *Notion et cas. Marche. Procédure par rescrit.*

1. Dans la *cognitio, cognitio extra ordinem,* il n'y a pas séparation du *jus* et du *judicium* (§ 63). Le magistrat ou fonctionnaire justicier, — l'empereur par exemple, — fait lui-même l'enquête (*causam cognoscit*); les parties plaident en son tribunal et il rend la sentence par décret. La *cognitio* est donc l'opposé de la procédure formulaire.

Ulpien XXV, 12 : Fideicommissa non per formulam petuntur ut legata, sed cognitione, Romae quidem consulum aut praetoris, qui fideicomissarius vocatur; in provinciis vero praesidis provinciae. L. 1 § 1 *De constitutionibus principum* I, 4: Quodcumque... Imperator... vel cognoscens decrevit... — Suétone, *Claude* 15 : In cognoscendo autem, ac decernendo mira varietate animi fuit... — Alium interpellatum ab adversariis de propria lite, negantemque cognitionis rem, sed ordinarii juris esse, agere causam confestim apud se coëgit... — L. 2 §§ 1, 2 *Quis ordo* XXXVIII, 15. L. 2, L. 47 pr. *De re judicata* XLII. 1. L. 9 § 1 *De officio proconsulis* I, 16.

2. Nos sources nous montrent, dès le commencement de l'empire, cette procédure *extraordinaire* suivie dans divers cas, dont le nombre a été croissant. Les

uns sont du ressort de l'*imperium* (*supra* §§ 87-91). D'autres sont du ressort de la *jurisdictio*. D'autres enfin ne rentrent dans aucune de ces deux catégories ; ainsi la haute administration et la surveillance tutélaires.

Il ne doit être question ici que des *cognitiones* juridictionnelles.

Paul et Callistrate ont composé des traités spéciaux *De cognitionibus*.

Tit. D. L, 13 *De extraordinariis cognitionibus*. — Callistrate, L. 5 pr. *h. t.* : Cognitionum numerus, cum ex variis causis descendat, in genera dividi facile non potest, ni summatim dividatur. Numerus ergo cognitionum in quatuor fere genera dividi potest : aut enim de honoribus sive muneribus gerendis agitatur, aut de re pecuniaria disceptatur, aut de existimatione alicujus cognoscitur, aut de capitali crimine quaeritur.

Voici les cas principaux :

Fidéicommis.

§ 1 J. *De fideicommissariis hereditatibus* II, 23 : Sciendum... est, omnia fideicommissa primis temporibus infirma esse, quia nemo invitus cogebatur praestare id, de quo rogatus erat :... et ideo fideicommissa appellata sunt, quia nullo vinculo juris, sed tantum pudore eorum, qui rogabantur, continebantur. Postea primus D. Augustus semel iterumque gratia personarum motus, vel quia per ipsius salutem rogatus quis diceretur, aut ob insignem quorundam perfidiam jussit consulibus auctoritatem suam interponere. Quod quia justum videbatur et populare erat, paulatim conversum est in adsiduam jurisdictionem : tantusque favor eorum factus est, ut paulatim etiam praetor proprius crearetur, qui fideicommissis jus diceret, quem fideicommissarium appellabant. — Ulpien, L. 178 § 2 *De V. S.* L,. 16. Gaius II, 278. Ulpien XXV, 12.

Aliments.

Tit. C. V, 25 *De alendis liberis ac parentibus.* — L. 5 *De agnoscendis et alendis liberis* XXV, 3. — L. 3 *De alimentis legatis* XXXIV, 1.

Honoraires pour services libéraux, traitement de fonctionnaires publics, et analogues. *Honoraria, salaria, proxenetica.*

Ulpien, L. 1 pr. *De extraordinariis cognitionibus :* Praeses provinciae de mercedibus jus dicere solet, sed praeceptoribus tautum studiorum liberalium... Rhetores continebuntur, grammatici, geometrae. § 1. Medicorum quoque eadem causa est, quae professorum... et ideo his quoque extra ordinem jus dici debet. § 2. Sed et obstetricem audiant... § 3. § 4. An et philosophi professorum numero sint? Et non putem, non quia non religiosa res est, sed quia hoc primum profiteri eos oportet, mercenariam operam spernere. § 5. Proinde ne juris quidem civilis professoribus jus dicent : est quidem res sanctissima civilis sapientia, sed quae pretio numario non sit aestimanda, nec dehonestanda, dum in judicio honor petitur, qui in ingressu sacramenti (*sacrarii ?*) offerri debuit; quaedam enim tametsi honeste accipiantur, inhoneste tamen petuntur. §§ 6, 7, 9. — § 8. Sed et si comites salarium petant, idem juris est, quod in professoribus placet. — L. 4 *eod.* : D. Antonius Pius rescripsit, juris studiosos, qui salaria petebant, haec exigere posse. — L. 1 § 10 : In honorariis advocatorum ita versari judex debet, ut pro modo litis, proque advocati facundia, et fori consuetudine, et judicii, in quo erat acturus, aestimationem adhibeat, dum modo licitum honorarium quantitas non egrediatur... §§ 11-13 eod. — Tit. L, 14 *De proxeneticis.*

Plaintes et demandes d'enfants contre le père de famille, d'esclaves contre leur maître, de patrons contre leurs affranchis, et analogues.

Ulpien, L. 1 § 1 *De officio praefecti Urbi* I, 12 : Servos

qui ad statuas confugerint, vel sua pecunia emtos, ut manumittantur, de dominis querentes audiet. § 2. Sed et patronos egentes de suis libertis querentes audiet.. § 8. Quod autem dictum est, ut servos de dominis querentes praefectus audiat, sic accipiemus non accusantes dominos (hoc enim nequaquam servo permittendum est nisi ex causis receptis), sed si verecunde expostulent, si saevitiam, si duritiam, si famem, qua eos premant, si obscoenitatem, in qua eos compulerint vel compellant, apud praefectum urbi exponant. Hoc quoque officium praefecto urbi a D. Severo datum est, ut mancipia tueatur ne prostituantur. — L. 5 pr. *De manumiss.* XL, 3. L. 7 *De lege Cornelia de falsis* XLVIII, 10. L. 53 *De judiciis* V, 1. —Papinien, L. 5 *Si a parente* XXXVII, 12 : D. Trajanus filium, quem pater male contra pietatem adficiebat, coëgit emancipare. Quo postea defuncto, pater ut manumissor bonorum possessionem sibi competere dicebat : sed consilio Neratii Prisci et Aristonis et propter necessitatem solvendae pietatis (potestatis? *Grotius*) denegata est.

Questions d'état. *Oratio D. Marci.*

L. 27 *De liberali causa* XL, 12. — L. 1 §§ 3, 4 *Ne de statu defunctorum* XL, 15. — L. 2 pr. § 4 *De collusione detegenda* XL, 16 (Ulpien, *De officio consulis*). — L. 2 C. *De pedaneis judicibus* III, 2.

Autres cas, généraux et facultatifs, de *cognitio extra ordinem*. Préfets du prétoire, de la ville, de l'annone, des gardes. L'empereur.

3. Marche de la *cognitio*.

a. Sur la requête (*postulatio* ou analogues) du demandeur, le magistrat cite (*evocat*) le défendeur, par avis du demandeur à celui-ci (*denuntiatio*, § 144), ou par lettre du magistrat aux magistrats municipaux (*litterae*), ou publiquement par un édit affiché.

Fragments du Vatican 162 : Si is qui potiorem nomina-

vit, litteris petierit ad magistratus, ut compellant eum venire, quem potiorem nominavit. 163-166. 167 : Si (libelli) pro tribunali dabuntur, V, de plano IIII dandi erunt, et petendum ut denuntietur ex auctoritate. Cum denuntiaveris et non venerit, libellos det, ut (et?) litteras petat. — Paul V, 5 a, 7 : Trinis litteris vel edictis, aut uno pro omnibus dato, aut trina denuntiatione conventus nisi ad judicem, ad quem sibi denuntiatum est aut cujus litteris vel edicto conventus est, venerit.. — Ulpien, L. 20 § 11 *De H. P.* V, 3 :... A quo denuntiatum est, senatus non exigit : quicumque ergo fuit qui denuntiavit, nocebit. — Ulpien, L. 26 § 9 *De fideic. lib.* XL, 5 : Evocari autem a praetore oportet eos, qui fideicommissam libertatem debent : ceterum nisi fuerint evocati, cessat Rubrianum SC^{tum}. Proinde denuntiationibus et edictis litterisque evocandi sunt. L. 20 § 6 *De H. P.* 3 : Petitam autem fisco hereditatem ex eo tempore existimandum esse, quo primum scierit quisque eam a se peti, id est cum primum aut denuntiatum esset ei aut litteris vel edicto evocatus esset. — L. 2, 8, 9 C. *Quomodo et quando judex* VII, 43. — L. 18 C. *De pignoribus* VIII, 14.

b. Susceptio actionis s. litis. Litis contestatio.

Paul, L. 46 § 1 *De negotiis gestis* III, 5 : Nec refert directa quis an utili actione agat vel conveniatur, quia in extraordinariis judiciis, ubi conceptio formularum non observatur, haec suptilitas supervacua est... — Justinien, L. 14 § 1 C. *De judiciis* III, 1 : Cum lis fuerit contestata, post narrationem propositam et contradictionem objectam.. — Septime Sévère et Caracalla, L. un C. *De litis contestatione* III, 9 :... Lis enim tunc contestata videtur, cum judex per narrationem negotii causam audire coeperit. — Paul, L. 35 § 1 *De auro argento* XXXIV, 2 :... Si lite contestata praetor ita pronuntiavit... — Ulpien L. 19 pr. *De jurisdictione* II, 1, L. 52 pr. *De judiciis* V, 1.

Effets de cette *litis contestatio*. Effets de la *conventio*, de la *controversia mota*.

Paul, L. 33 *De O. et A.* XLIV, 7 : Constitutionibus quibus ostenditur heredes poena non teneri, placuit, si vivus conventus fuerat, etiam poenae persecutionem transmissam videri quasi lite contestata cum mortuo. — Ulpien, L. 25 §§ 6, 7 *De H. P.* V, 3 : Post motam controversiam omnes possessores pares fiunt;... coepit enim rem ad se non pertinentem possidere is qui interpellatur. *Cf.* L. 45 *De R. V.* VI, 1. L. 47 § 1 *De Re judicata* XLII, 1.

c. Suite de la procédure, éventualités diverses, etc. Exceptions, répliques, débats, preuves, sentences interlocutoires [1].

[1] Les actes du *Procès des foulons (infra* § 158) sont instructifs pour cette procédure. Le procureur du fisc (ou le curateur des travaux publics) réclamait d'une corporation de foulons une redevance pour une fontaine dont cette corporation faisait usage. Les foulons refusaient, alléguant la qualité sacrée et, par conséquent, l'immunité du lieu et l'usage constant de la gratuité. Le juge était le préfet des gardes Florian (226) :

Florianus dixit (au demandeur) : Quantum ad formam a me datam pertinet, quoniam me convenis, de hoc imprimis tractandum est. Ita interlocutum me scito esse hesterna die : docere partem diversam oportere : hoc ex sacra auctoritate descendere, ut pensiones non dependerentur. Et respondit (le défendeur, représentant des foulons) se quibuscumque rationibus posse ostendere, hoc ex sacra auctoritate observari. Et hodie hoc dicit : ex eo tempore, inquit, ex quo Augustus rem publicam obtinere coepit, usque in hodiernum numquam haec loca pensiones pensitasse.

Et infra Florianus dixit : Vidi locum dedicatum imaginibus sacris.

En conséquence les foulons sont absous. Le demandeur revient à la charge, auprès du successeur de Florian, lequel n'est autre que le célèbre Modestin.

Et alio capite Modestinus dixit : Si quid est judicatum, habet suam auctoritatem, si est, ut dixi, judicatum. Interim apud me nullae probationes exhibentur, quibus doceantur fullones in pensionem jure conveniri.

Un troisième essai, fait en 244 auprès de Restitutien, successeur de Modestin, n'est pas plus heureux :

Et alio capite Restitutianus cum consilio collocutus dixit : Manifestum

Jugement. Effet de la sentence.

Valérien et Gallien, L. 1 C. *De sententiis ex periculo recitandis* VII, 44 : Arbitri nulla sententia est, quam scriptam edidit litigatoribus, si non ipse recitavit. — Gordien, L. 4 C. *Comminationes* VII, 57 : Interlocutio praesidis apud acta signata : « Nisi solutioni debiti is, qui convenitur, obsequium praestitisset, duplum seu quadruplum inferat », voluntas potius comminantis, quam sententia judicantis est. — Inscription à Tarragone, sentence rendue sous Pertinax (193) : III idus Febr. sententiam, quam tulit L. Novius Rufus legatus Augusti pro praetore vir clarissimus inter compaganos rivi Lavarensis et Valeriam Faventinam, descriptam et propositam pridie nonas Novembr. in verba infra scripta. Rufus legatus cum consilio collocutus decretum ex tilia recitavit. Congruens est intentio mea, quam sum testatus proxime, argumentis ab utraque parte prolatis, re inspecta, de qua aput me actum est, etc.

Mommsen, Académie de Saxe, 1865.

Hermogénien, L. 46 *De re judicata* XLII, 1 : Actorum verba emendare tenore sententiae perseverante non est prohibitum. — Paul V, 5 a, 1 : Res judicatae videntur ab his qui imperium potestatemque habent, vel qui ex auctoritate eorum inter partes dantur; itemque a magistratibus municipalibus usque ad summam, qua jus dicere possunt; itemque ab his, qui ab imperatore extra ordinem petuntur. — Ulpien L. 19 pr. *De jurisdictione* II, 1.

est quid judicaverint perfectissimi viri. Nam Florianus partibus suis diligentissime functus est, qui, cum in rem praesentem venisset, locum inspexit, et universis indiciis examinatis sententiam de eo loco, de quo maxime quaeritur, protulit, a quo provocatum non est.

Et infra Restitutianus dixit : Modestinus quoque, secutus rem a Floriano judicatam, pensiones exigi prohibuit.

Et alio capite Restitutianus dixit : Illud servabitur fontanis, quod obtinuerunt apud suos judices et quod habuerunt in hodiernum sine pensione.

d. Exécution directe par contrainte du magistrat et selon son pouvoir discrétionnaire, *manu militari, pignoris capione,* ou au moyen d'amendes infligées au récalcitrant, ou autrement.

Ulpien, L. 2 *De Re judicata* XLII, 1 : Qui pro tribunali cognoscit, non semper tempus judicati servat, sed nonnunquam artat, nonnumquam prorogat pro causae qualitate et quantitate vel personarum obsequio vel contumacia. Sed perraro intra statutum tempus sententiae exsequentur, veluti si alimenta constituantur vel minori XXV annis subvenitur. Ulpien, L. 5 § 10 *De agnoscendis* XXV, 3 : Si quis ex his alere detrectet, pro modo facultatium alimenta constituentur : quod si non praestentur, pignoribus captis et distractis cogetur sententiae satisfacere. — Cf. *supra* § 144.

e. Procédure en cas de contumace. *Tria edicta, edictum peremptorium*. Défaut du défendeur, du demandeur.

L. 68 *De judiciis* V, 1. L. 69-72 *eod*. L. 73 *pr. eod :* Ad peremptorium edictum hoc ordine venitur, ut primo quis petat post absentiam adversarii edictum primum, mox alterum. Per intervallum non minus decem dierum et tertium ; quibus propositis, nunc peremptorium impetret. In peremptorio autem comminatur is, qui edictum dedit, *etiam absente diversa parte cogniturum se, et pronuntiaturum*. Nonnunquam autem hoc edictum post tot numero edicta, quae praecesserint, datur, nonnunquam post unum vel alterum, nonnumquam statim, quod appellatur *unum pro omnibus*... Et post edictum peremptorium impetratum, cum dies ejus supervenerit, tunc absens citari debet; et sive responderit sive non responderit, agetur causa, et pronuntiatibur : non utique secundum praesentem, sed interdum vel absens, si bonam causam habuit, vincet. § 1. Quod si is qui edictum peremptorium impetravit, absit die cognitionis, is vero adversus quem impetratum est,

adsit, tum circumducendum erit edictum peremptorium neque causa cognoscetur nec secundum præsentem pronuntiabtiur. § 2. Circumducto edicto videamus, an amplius reus conveneri possit, an vero salva quidem lis est, verum instantia tantum edicti periit : et magis est ut instantia tantum perierit, ex integro antem litigari possit. — L. 75 *eod.* — L. 27 *De liberali causa* XL, 12.

Paul V, 3 a, 6 : Ea quae altera parte absente decernuntur, vim rerum judicatarum non obtinent. 7. 7 a. Ab ea sententia, quae in contumaces data est, neque appellari, neque in duplum revocari potest.

4. Procédure par rescrit. (*Supra* § 128.)

Impetratio et editio rescripti. Exceptio subreptionis, obreptionis. Praescriptio mendacii.

Titres du Code I, 19-23.

L. 10 C. Theod. *De diversis rescriptis* I, 2. — Tit. C. I, 20 *Quando libellus principi datus litis contestationem faciat.* — L. 4, 5 C. Th. *De litis denuntiatione vel editione res cripti* (II, 4). — L. 1-5 C. *Si contra jus* I, 22.

§ 146. — *Réforme de Dioclétien.* — Omnia judicia extraordinaria.

Bethmann Hollweg, § 140. — Puchta, 182. — Rudorff, §§ 1, 11, et note sur Puchta. — Keller, § 81. — Walter, 738. — Maynz, 164, 223.

L. 2 C. *De pedaneis judicibus* III, 3 : Imperatores Diocletianus et Maximiamus AA. dicunt : Placet nobis, praesides de his causis, in quibus, quod ipsi non possent cognoscere, antehac pedaneos judices dabant, notionis suae examen adhibere, ita tamen ut, si vel propter occupationes publicas, vel propter causarum multitudinem omnia hujusmodi negotia non potuerint cognoscere, judices dandi habeant potestatem. Quod non ita accipi convenit, ut in his etiam causis, in quibus solebant ex officio suo cognoscere, dandi judices licentia permissa credatur. Quod usque adeo

in praesidum cognitione retinendum est, ut eorum judicia non deminuta videantur, dum tamen de ingenuitate; super qua poterant etiam ante cognoscere, et de libertinitate praesides ipsi dijudicent. (294.)

L. 5 C. *eod.* Julien l'Apostat, 362. Texte d'Amorgo (*infra* § 206) : Oboriri solent nonnullae controversiae, quae notionem requirant et examen judicis celsioris. Tum autem quaedam negotia sunt, in quibus superfluum sit, moderatorem exspectare provinciae. Quod nobis utrumque pendentibus rectum admodum visum est ut pedaneos judices, id est eos qui negotia humilia disceptent, constituendi daremus praesidibus potestatem. Ita enim et sibi partem curarum ipsi deminuent et tamen nihilominus quasi sibi hoc munus administrabunt, quum illi quos elegere administravevint. Cujus rei constituendae munus ad tuae eminentiae spectat curam...

§ 8 J. *De interdictis* IV, 15 :... Quotiens extra ordinem jus dicitur, qualia sunt hodie omnia judicia...

L. 1. C. *De formulis et impetrationibus actionum sublatis* II, 58. Constantin et Constant 342 : Juris formulae aucupatione syllabarum insidiantes cunctorum actibus radicitus amputentur.

Chapitre III.

Remèdes contre la sentence.

Bethmann Hollweg, §§ 62, 116-118. — Zimmern, §§ 169-171. — Keller, §§ 82, 84. — Rudorff, §§ 85-88. — Puchta, 181. — Walter, 759. — Maynz, 164. — Kuntze, § 353. *Excurse.*

§ 147.

1. Appel.

Origines ou analogues dans l'ancien droit. *Appellatio paris majorisve potestatis, collegarum. Intercessio tribuni.*

L. 1. § 1 *Ex quibus causis majores* IV, 6:... Verba Edicti... « cumve magistratus de ea re appellatus esset ».— *Lex Salpensana* 27. *Lex Malacitana* 58.

Formation d'appels réguliers dès le commencement de l'empire, peut-être en vertu de dispositions des lois *Juliae*.

Suétone, *Octave* 33: Appellationes quotannis urbanorum quidem litigatorum Praetori delegavit urbano : at provincialium consularibus viris, quos singulos cujusque provinciae negotiis praeposuisset. *Caligula* 16 : Magistratibus liberam jurisdictionem, et sine sui appellatione, concessit. *Néron* 17 : Cautum... ut omnes appellationes a judicibus ad senatum fierent. — Tacite, *Annales* XIV, 28 : Auxitque (Nero) patrum honorem, statuendo, ut, qui a privatis judicibus ad senatum provocavissent, ejusdem pecuniae periculum facerent cum iis qui Imperatorem adpellavere.—Paul, L. 38 *De minoribus* IV, 4 : ... Pupilla in integrum restitui desiderabat : victa tam apud praetorem, quam apud praefectum urbi provocaverat. Putabam bene judicatum... : Imperator autem motus est... pronuntiavit in integrum restituendam. — Tit. D. XLIX, 1 *De appellationibus et relationibus*. 2 *A quibus appellari non licet*. 3 *Quis a quo appelletur*; 4 *Quando appellandum sit, et intra quae tempora*. 5 *De appellationibus recipiendis vel non*. 6-13.

C. VII, 62. *De appellationibus et consultationibus* 63-70.

Au temps des jurisconsultes classiques, on appelle du juge au magistrat, quel qu'il soit, qui l'a donné; du magistrat au préfet du prétoire, préfet de la ville, consulaire; du haut fonctionnaire impérial à l'empereur. Ce dernier est libre de modifier ce cours et de donner des juges sans appel. Appels des centumvirs, du sénat.

Ulpien, L. 1 pr. *Quis a quo* XLIX, 3 : Quod dicitur eum appellari, qui dedit judicem, sic accipiendum est, ut et suc-

cessor ejus possit appellari. Proinde et si praefectus urbi judicem dederit, vel praetorio, ipse erit provocandus qui eum dederit judicem. § 1. Ab eo, cui quis mandavit jurisdictionem, non ipse provocabitur... — Modestin, L. 3 *eod.* : Dato judice a magistratibus populi romani cujuscumque ordinis, etiamsi ex auctoritate Principis, licet nominatim judicem declarantis, dederint, ipsi tamen magistratus appellabuntur. — Ulpien, L. 1 § 1 *A quibus* XLIX, 2 : Et quidem stultum est illud admonere, a Principe appellare fas non esse, quum ipse sit, qui provocatur. § 2. Sciendum est appellari a senatu non posse Principem, idque oratione D. Hadriani effectum. § 3. Si quis ante sententiam professus fuerit, se a judice non provocaturum, indubitate provocandi auxilium perdidit. § 4. Interdum Imperator ita solet judicem dare, ne liceret ab eo provocare, ut scio saepissime a D. Marco judices datos. — Suétone, *Domitien* 8 : Plerumque et in foro pro tribunali extra ordinem ambitiosas Centumvirorum sententias rescidit.

Portée, effet de l'appel.

Ulpien, L. 1 pr. *De appellationibus* XLIX, 1 : Appellandi usus quam sit frequens, quamque necessarius, nemo est qui nesciat, quippe cum iniquitatem judicantium vel imperitiam recorrigat, licet nonnumquam bene latas sententias in pejus reformet ; neque enim utique melius pronuntiat, qui novissimus sententiam laturus est. — L. un. *Nihil innovari appellatione interposita* XLIX, 7.

Procédure d'appel. *Libelli appellatorii*, appel oral. — *Apostoli, litterae dimissoriae.*

Tit. D. XLIX, 6 *De libellis dimissoriis, qui apostoli dicuntur*. Paul V, 34.

Délais. — *Pœnae appellationum.*

Paul, V, 33, 37.

2. Rescision par restitution en entier (*supra* § 91), *extraordinarium auxilium, ex magna et justa causa.*

Tit. C. II, 27 *Si adversus rem judicatam restitutio postuletur.*

3. *Infitiatio, revocatio in duplum* pour nullité de la sentence.

Tit. D. XLIX, 8 *Quae sententiae sine appellatione rescindantur*, C. VII, 64 *Quando provocare non est necesse.*

Rudorff, *Ueber Litiscrescenz. Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* XIV.

4. Action contre le juge en faute ou en dol.

Gaius, L. 6 *De extraordinariis cognitionibus* L, 13 : Si judex litem suam fecerit, non proprie ex maleficio obligatus videtur; sed quia neque ex contractu obligatus est, et utique peccasse aliquid intelligitur, licet per imprudentiam, ideo videtur quasi ex maleficio teneri in factum actione, et in quantum de ea re aequum religioni judicantis visum fuerit, poenam sustinebit. — Ulpien, L. 15 § 1 *De judiciis* V, 1 : Judex tunc litem suam facere intellegitur, cum dolo malo in fraudem legis sententiam dixerit (dolo malo autem videtur hoc facere, si evidens arguatur ejus vel gratia vel inimicitia vel etiam sordes), ut veram aestimationem litis praestare cogatur. — Pr. *ibid.* et L. 16 *eod.* — Papinien, L. 40 *eod.* — V. *supra* § 94.

Chapitre IV.

Des actions et des exceptions.

A. Notion.

§ 148. — *L'action.*

Maynz, § 49. — Kuntze, §§ 470-472. — Bethmann Hollweg, §§ 35, 85. — Théories et controverses modernes sur la nature de l'*actio* : Windscheid, *Die Actio desræm. Civilrechts*, 1856, 1857. — Muther, *Zur Lehre von der ræmischen Actio*, 1857. — Bekker, ouvrage cité, p. 222.

Actio, droit d'agir et moyen d'agir. *Formula*. *Persecutio*. *Petitio*.

Ulpien, L. 37 pr. *De O. et A*. XLIV, 7 : Actionis verbo continetur in rem, in personam : directa, utilis : praejudicium, sicut ait Pomponius : stipulationes etiam quae praetoriae sunt, quia actionum instar obtinent, ut damni infecti, legatorum et si quae similes sunt. Interdicta quoque actionis verbo continentur. — Celse, L. 51 *De O. et A*. (*De obligationibus et actionibus*) XLIV, 7 : Nihil aliud est actio, quam jus, quod sibi debeatur, judicio persequendi. — Pr. J. *De actionibus* IV, 6 : Actio autem nihil aliud est, quam jus persequendi judicio quod sibi debetur. — Ulpien, L. 178 § 2 *De V. S*. L, 16 :... Persecutionis verbo extraordinarias persecutiones puto contineri, ut puta fideicommissorum, et si quae aliae sunt, quae non habent juris ordinarii exsecutionem. — Cf. Gaius II, 278 :... Fideicommissa... persequimur.

§ 149. — *Les Interdits*.

Ouvrages cités au § 88. — Maynz, § 71. — Machelard, *Théorie générale des interdits en droit romain*. Paris, 1865.

Interdits *divini juris*, *publicae utilitatis*, *officii causa*, *juris sui tuendi causa*. *Supra* § 88.

Interdits prohibitoires, restitutoires, exhibitoires. *Ibidem*.

Gaius IV, 142 : Principalis igitur divisio in eo est, quod aut prohibitoria sunt interdicta aut restitutoria aut exhibitoria. — § 1 J. *De interdictis* IV, 15 :... Prohibitoria sunt, quibus vetat aliquid fieri, veluti vim sine vitio possidenti, vel mortuum inferenti, quo ei jus erit inferendi, vel in loco sacro aedificari, vel in flumine publico ripave ejus aliquid fieri, quo pejus navigetur. Restitutoria sunt, quibus restitui aliquid jubet, veluti cum bonorum possessori possessionem eorum, quae quis pro herede aut pro possessore possidet ex

ea hereditate, aut cum jubet ei, qui vi possessione fundi dejectus sit, restitui possessionem. Exhibitoria sunt, per quae jubet exhiberi, veluti eum, cujus de libertate agitur, aut libertum, cui patronus operas indicere velit, aut parenti liberos, qui in potestate ejus sunt. Sunt tamen qui putant proprie interdicta ea vocari, quae prohibitoria sunt, quia interdicere est denuntiare et prohibere : restitutoria autem et exhibitoria proprie decreta vocari : sed tamen obtinuit omnia interdicta appellari, quia inter duos dicuntur. — Ulpien, L. 1 § 1 *De interdictis* XLIII, 1:... Sunt tamen quaedam interdicta et mixta, quae et prohibitoria sunt et exhibitoria. (*Smallenburg :* restitutoria? L. 3 § 2 *Ne vis fiat ei, qui in possessionem* XLIII, 4; L. 1 § 1 *De aqua cottidiana* XLIII, 20.)

Interdicta adipiscendae, retinendae, reciperandae possessionis. Interdits (actions) possessoires.

§ 2, 3 J. *cit.* — Gaius IV, 143 : Sequens in eo est divisio quod vel adipiscendae possessionis causa conparata sunt, vel retinendae vel reciperandae. 144. Adipiscendae possessionis causa interdictum accommodatur bonorum possessori, cujus principium est QUORUM BONORUM... Bonorum quoque emptori similiter proponitur interdictum, quod quidam POSSESSORIUM vocant. 146. Item ei qui publica bona emerit ejusdem condicionis interdictum proponitur, quod appellatur SECTORIUM... 147. Interdictum quoque quod appellatur SALVIANUM, adipiscendae possessionis causa comparatum est... 148. Retinendae possessionis causa solet interdictum reddi, cum ab utraque parte de proprietate alicujus rei controversia est, et ante quaeritur, uter ex litigatoribus possidere et uter petere debeat; cujus rei gratia conparata sunt UTI POSSIDETIS et UTRUBI. 149-153. 154. Reciperandae possessionis causa solet interdictum dari, si quis ex possessione vi dejectus sit : nam ei proponitur interdictum cujus principium est UNDE TU ILLUM VI DEJECISTI, per quod is qui dejecit, cogitur ei restituere rei possessionem, si modo is, qui dejectus est, nec vi nec clam nec precario possideret

ab altero... — Paul, L. 2 § 3 *De interdictis* XLIII, 1 :... Sunt interdicta, ut diximus, duplicia tam reciperandae quam apiscendae possessionis.

Autres divisions, plus ou moins générales.

Simplicia, duplicia. Ad universitatem, ad singulas res pertinentia. Quae rei persecutionem s. proprietatis causam habent, quae possessionis causam habent.

§ 150. — *Les Exceptions.*

Bethmann Hollweg, §§ 99, 154. — Maynz, §§ 62-65. — Rudorff, §§ 31-33. — Keller, §§ 34-36. — Puchta, 170, 171. — Kuntze, § 479. — Savigny V, §§ 225, 229. — Eisele, *Die materielle Grundlage der Exceptio.* 1875. — Lenel, *Ueber Ursprung und Wirkung der Exceptionen.* 1876.

Moyens de défense contre l'action, *defensiones.*

Litis contestatio negativa. (Compensation.)

Exceptions. *Supra* § 74.

Effets de l'exception prouvée. *Denegatio formulae. Absolutio. Minutio damnationis.*

Ulpien, L. 19 pr. *De probationibus* XXII, 3 : In exceptionibus dicendum est, reum partibus actoris fungi oportere ipsumque exceptionem velut intentionem implere : utputa si pacti conventi exceptione utatur, docere debet pactum conventum factum esse. — L. 1 *De exceptionibus* XLIV, 1 : Agere etiam is videtur, qui exceptione utitur : nam reus in exceptione actor est. — L. 8 § 1 *De V. S.* L, 16 : Actionis verbo non continetur exceptio.

Exceptiones peremptoriae, dilatoriae, — perpetuae, temporales.

Gaius IV, 120 : Dicuntur autem exceptiones aut peremptoriae aut dilatoriae. 121-125.

Exceptiones rei cohaerentes, personae cohaerentes.

Répliques, dupliques etc. *Supra* § 74.

B. Espèces, *genera actionum* (*exceptionum*).

§ 151. — *Actiones privatae, populares.*

Maynz, § 53. — Rudorff, § 46. — Keller, § 92. — Kuntze, § 476. — Bethmann Hollweg, § 81. — Bruns, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* III (1864).

Actions populaires : *Actio de albo corrupto, de testamento aperto, de sepulchro violato, de positis et suspensis, de effusis et dejectis,* etc.

Tit. D. XLVII, 23 *De popularibus actionibus*. Paul, L. 1 *h. t.* : Eam popularem actionem dicimus, quae suum (*sua vi?*) jus populi tuetur. L. 4 *eod.* : Popularis actio integrae personae permittitur, hoc est, cui per Edictum postulare licet. L. 2 : Si plures simul agant populari actione, Praetor eligat idoneiorem. — Ulpien, L. 3 § 1 *eod.* : In popularibus actionibus is, cujus interest, praefertur. — Loi de Malaga 67 : Quanti ea res erit, tantum et alterum tantum municipibus ejus municipii dare damnas esto ejusque pecuniae deque ea pecunia municipum municipii Flavi Malacitani qui volet cuique per hanc legem licebit actio petitio persecutio esto.

Interdits populaires : *Ne quid in loco publico fiat, Ne quid in flumine publico,* etc.

Pomponius, L. 1 *De locis et itineribus publicis* XLIII, 7 : Cui libet in publicum petere permittendum est id, quod ad usum omnium pertineat, veluti vias publicas, itinera publica : et ideo quolibet postulante de his interdicitur.

Exceptions populaires.

Ulpien, Fragments du Vatican 266 :... Nam semper exceptione Cinciae uti potuit, nec solum ipse, verum, ut Proculiani contra Sabinianos putant, etiam quivis, quasi popularis sit haec exceptio.

§ 152. — *Actions et exceptions civiles, honoraires; directes, utiles, fictices,* in factum.

Maynz, §§ 51, 52. — Bethmann Hollweg, § 96. — Keller, § 89. — Rudorff, §§ 49-51. — Kuntze, §§ 243-245.

1. Les actions *civiles* sont fondées sur la coutume ou sur la législation proprement dite (actions *légitimes, quae ex lege senatusveconsultis pendent*). Telles sont, en particulier, celles qui tirent leur origine directe de la Loi des Douze Tables ou d'une loi postérieure (p. ex. *actio legis Aquiliae*), ainsi que toutes celles dont le fondement est un droit reconnu par le droit civil : les actions résultant du testament, des contrats, des actes civils.

Les actions *honoraires* ont leur source dans la juridiction du préteur, quelques-unes dans celle des édiles (*actio redhibitoria, quanto minoris*, quelques actions populaires).

§ 3 J. *De actionibus* IV, 6 :... Istae quidem actiones... ex legitimis et civilibus causis descendunt. Aliae autem sunt, quas praetor ex sua jurisdictione comparatas habet tam in rem quam in personam... §§ 4-12. § 13: Praejudiciales actiones in rem esse videntur, quales sunt, per quas quaeritur, an aliquis liber vel an libertus sit, vel de partu agnoscendo. Ex quibus fere una illa legitimam causam habet, per quam quaeritur, an aliquis liber sit : ceterae ex ipsius praetoris jurisdictione substantiam capiunt. — Pomponius, L. 27 *De R. J.* L, 17 :... Actionum modus vel lege, vel per Praetorem introductus... — Ulpien, L. 25 § 2 *De O. et A.* : Omnes autem actiones aut civiles dicuntur aut honorariae. L. 178 § 3 *De V. S.* L, 16 : Hoc verbum « debuit » omnem omnino actionem comprehendere intelligitur, sive

civilis, sive honoraria, sive fideicommissi fuit persecutio. — Collation II, 5 : Injuriarum actio aut legitima est, aut honoraria. Legitima ex lege XII tabularum...

2. Le préteur, en donnant à un demandeur ou en inscrivant sur son *album* une formule nouvelle, procédait en général par analogie. Il utilisait autant que possible une formule existante (*ordinaria, vulgaris*), et par des modifications apportées à l'un des éléments de cette formule, par suppression, adjonction, insertion, il créait une action nouvelle, *utilis, ad exemplum* de l'ancienne qui, lui ayant servi de modèle, est désignée comme *directa*. La modification la plus habituelle est l'insertion d'une *fiction*. *Supra* § 74.

L'action utile peut servir de modèle à des extensions ultérieures. Ainsi le principe de la Publicienne, laquelle est une revendication utile, est étendu aux *juris vindicationes*, à l'action négatoire, à l'action hypothécaire, qui sont données *utiliter, ad modum Publicianae*.

Ulpien, L. 21 *De praescriptis verbis* XIX, 5 : Quotiens deficit actio vel exceptio, utilis actio vel exceptio est. L. 64 § 9 *Soluto matrimonio* XXIV, 3 :.. In quibus igitur casibus lex deficit, non erit nec utilis actio danda. — Gaius IV, 34-38, *supra* p. 243. — § 3 J. *De actionibus* IV, 6 :... Ecce (praetor) plerumque ita permittit in rem agere, ut vel actor diceret, se quasi usucepisse, quod usu non ceperit, vel ex diverso possessorem dicere, adversarium suum usu non cepisse, quod usuceperit. §§ 4-6.

3. Le préteur est libre de laisser de côté toute analogie de formules anciennes, et d'ordonner simplement au juge de condamner si telles circonstances de fait,

qu'il expose dans la formule, sont trouvées existantes. La formule (ou l'action) est alors *in factum concepta*. *Supra* § 75.

Gaius, L. 7 § 1 *De religiosis* XI, 7. — Papinien, L. 26 § 3 *De pactis dotalibus* XXIII, 4.

4. Comme les actions, les exceptions sont légitimes ou civiles (p. ex. *exceptio legis Cinciae, SC*[ti] *Macedoniani*), ou prétoriennes, utiles, *in factum*.

Interdits, stipulations prétoriennes utiles.

§ 153. — *Actions réelles, personnelles, mixtes;* in rem scriptae. — *Actions* quibus rem, poenam, vindictam persequimur. — Praejudicia. — Actiones certae, incertae.

Maynz, §§ 50, 53. — Bethmann Hollweg, §§ 88-95, 97. — Rudorff, §§ 34-41, 44, 45. — Keller, §§ 87, 91, 38, 44. — Puchta, 165. — Kuntze, §§ 472-475. — Savigny V, §§ 206-212.

1. *Actiones in rem* (*vindicationes, petitiones*), *actiones in personam* (*condictiones*). *Actiones mixtae.*

Gaius IV, 1 : (*Quaerentibus?*) quot genera actionum sint, verius videtur duo esse, in rem et in personam... 2. In personam actio est qua agimus cum aliquo qui nobis vel ex contractu vel ex delicto obligatus est, id est cum intendimus DARE, FACERE, PRAESTARE OPORTERE. 3. In rem actio est, cum aut CORPORALEM REM intendimus NOSTRAM ESSE, aut JUS ALIQUOD NOBIS COMPETERE, veluti utendi aut utendi fruendi, eundi, agendi aquamve ducendi vel altius tollendi prospiciendive : quibus casibus actio ex diverso adversario est negativa. 4. Sic itaque discretis actionibus, certum est non posse nos rem nostram ab alio ita petere : SI PARET EUM DARE

OPORTERE; nec enim quod nostrum est, nobis dari potest, cum scilicet id dari nobis intellegatur, quod (*ita datur, ut*) nostrum fiat; nec quae *nostra jam est*, nostra amplius fieri potest... 5. Appellantur autem in rem quidem actiones vindicationes, in personam vero actiones, quibus DARI FIERIVE OPORTERE intendimus, condictiones.

§ 1 J. *De actionibus* IV, 6 : Omnium actionum, quibus inter aliquos apud judices arbitrosve de quaque re quaeritur, summa divisio in duo genera deducitur : aut enim in rem sunt aut in personam. Namque agit unusquisque aut cum eo, qui ei obligatus est vel ex contractu vel ex maleficio, quo casu proditae actiones in personam sunt, per quas intendit adversarium ei dare aut dare facere oportere et aliis quibusdam modis : aut cum eo agit, qui nullo jure ei obligatus est, movet tamen alicui de aliqua re controversiam, quo casu proditae actiones in rem sunt, veluti si rem corporalem possideat quis, quam Titius suam esse affirmet, et possessor dominum se esse dicat : nam si Titius suam esse intendat, in rem actio est. § 2. — Ulpien, L. 178 § 2 *De V. S.* L, 16 : Actionis verbum et speciale est et generale; nam omnis actio dicitur, sive in personam, sive in rem sit petitio; sed plerumque actiones personales solemus dicere; petitionis autem verbo in rem actiones significari videntur. L. 25 pr. § 1 *De O. et A.* XLIV, 7.

§ 20 J. *cit.* : Quaedam actiones mixtam causam obtinere videntur tam in rem quam in personam, qualis est familiae herciscundae actio, quae competit coheredibus de dividenda hereditate : item communi dividundo, quae inter eos redditur, inter quos aliquid commune est, ut id dividatur : item finium regundorum, quae inter eos agitur, qui confines agros habent; in quibus tribus judiciis permittitur judici rem alicui ex litigatoribus ex bono et aequo adjudicare et, si unius pars praegravari videbitur, eum invicem certa pecunia alteri condemnare.

Actio, exceptio in rem scripta.

Ulpien, L. 9 § 1 *Quod metus causa* IV, 2 :... Praetor hoc edicto generaliter et in rem loquitur, nec adjicit, a quo ges-

tum. § 8. Cum autem haec actio in rem sit scripta, nec personam vim facientis coërceat... — L. 4 § 33 *De doli mali et metus exceptione* XLIV, 4 :... (Metus exceptio) distat aliquid doli exceptione, quod exceptio doli personam complectitur ejus, qui dolo fecit; enimvero metus causa exceptio in rem scripta est : *Si in ea re nihil metus causa factum est*, ut non inspiciamus, an is, qui agit, metus causa fecit aliquid, sed an omnino metus causa factum est in hac re a quocumque, non tantum ab eo, qui agit.

2. *Actiones quibus rem, poenam, vindictam persequimur.*

Gaius IV, 6 : Agimus autem interdum, ut rem tantum consequamur, interdum ut poenam tantum, alias ut rem et poenam. 7. Rem tantum persequimur velut actionibus (*quibus*) ex contractu agimus. 8. Poenam tantum consequimur velut actione furti et injuriarum et secundum quorundam opinionem actione vi bonorum raptorum : nam ipsius rei et vindicatio et condictio nobis competit. 9. Rem vero et poenam persequimur velut ex his causis, ex quibus adversus infitiantem in duplum agimus ; quod accidit per actionem judicati, depensi, damni injuriae *legis* Aquiliae, aut legatornm nomine, quae per damnationem certa relicta sunt. — § 16 J. *cit.* : Sequens illa divisio est, quod quaedam actiones rei persequendae gratia comparatae sunt, quaedam poenae persequendae, quaedam mixtae sunt. § 17. Rei persequendae causa comparatae sunt omnes in rem actiones. Earum vero actionum, quae in personam sunt, hae quidem, quae ex contractu nascuntur, fere omnes rei persequendae causa comparatae videntur : veluti quibus mutuam pecuniam vel in stipulatum deductam petit actor, item commodati, depositi, mandati, pro socio, ex empto, vendito, locato, conducto. Plane si depositi agetur eo nomine, quod tumultus, incendii, ruinae, naufragii causa depositum sit, in duplum actionem praetor reddit, si modo cum ipso, apud quem depositum sit, aut cum herede ejus ex dolo ipsius agitur : quo casu mixta est actio. § 18.

Ex maleficiis vero proditae actiones aliae tantum poenae persequendae causa comparatae sunt, aliae tam poenae quam rei persequendae et ob id mixtae sunt. Poenam tantum persequitur quis actione furti; sive enim manifesti agatur quadrupli sive nec manifesti dupli, de sola poena agitur... § 19. Vi autem bonorum raptorum actio mixta est, quia in quadruplo rei persecutio continetur, poena autem tripli est... — Ulpien, L. 7 § 1 *De injuriis* XLVII, 10 :... (In lege Aquilia) principaliter de damno agitur, quod domino datum est; at in actione injuriarum de ipsa caede vel veneno, ut vindicetur, non ut damnum sarciatur. L. 13 pr., L. 15 § 46 *eod.* : Si quis servo verberato injuriarum egerit, deinde postea damni injuriae agat, Labeo scribit, eandem rem non esse, quia altera actio ad damnum pertineret culpa datum, altera ad contumeliam. — Gaius IV, 112 :... Est... certissima juris regula, ex maleficiis poenales actiones in heredem nec competere, nec dari solere, veluti furti, vi bonorum raptorum, injuriarum, damni injuriae : sed heredibus hujusmodi actiones competunt nec denegantur, excepta injuriarum actione et si qua alia similis inveniatur actio.

Actiones praejudiciales, praejudicia. Supra § 73.

§ 13 J. *cit.* : Praejudiciales actiones in rem esse videntur.

3. *Actiones certae, incertae.* On appelle *actio certa* :

a) Toute action, réelle ou personnelle, dont l'*intentio* est *certa*. *Supra* § 73.

b) Dans un sens plus restreint, l'action personnelle par laquelle le demandeur exige un *certum*.

Paul, L. 6 *De R. C.* XII, 1 : Certum est, cujus species vel quantitas, quae in obligatione versatur, aut nomine suo aut ea demonstratione quae nominis vice fungitur qualis quantaque sit ostenditur. — Gaius, L. 74 *De V. O.* XLV, 1 :.. Certum est, quod ex ipsa pronuntiatione apparet, quid, quale, quantumque sit, ut ecce aurei decem, fundus tusculanus,

homo Stichus, tritici Africi optimi modii centum, vini campani optimi amphorae centum. — Ulpien, L. 75 *eod.* :... Ubi autem non apparet, quid, quale, quantumque est in stipulatione, incertam esse stipulationem dicendum est. — L. 6 pr. *De Confessis* XLII, 2 : Certum confessus pro judicato erit, incertum, non erit.

Gaius, IV, 49 : Condemnatio autem vel certae pecuniae in formula ponitur vel incertae. 50. Certae pecuniae velut in ea formula, qua certam pecuniam petimus; nam illic ima parte formulae ita est : JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNA. SI NON PARET, ABSOLVE. 51. Incertae vero condemnatio pecuniae duplicem significationem habet : est enim una cum aliqua praefinitione, quae vulgo dicitur cum taxatione, velut si incertum aliquid petamus; nam illic ima parte formulae ita est : JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO DUMTAXAT SESTERTIUM X MILIA CONDEMNA. SI NON PARET, ABSOLVE. Vel incerta est et infinita, velut si rem aliquam a possidente nostram esse petamus, id est, si in rem agamus vel ad exhibendum; nam illic ita est : QUANTI EA RES ERIT, TANTAM PECUNIAM, JUDEX, N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNA. SI NON PARET, ABSOLVITO. 52, *supra* § 94. 52 a. Unde quibus certae pecuniae datur formula, eandem dari oportere intendere debent... 53. Si quis intentione plus conplexus fuerit, causa cadit, id est rem perdit nec a praetore in integrum restituitur, exceptis quibusdam casibus... Plus autem quattuor modis petitur, re, tempore, loco, causa. (Cf. § 32-35 J. *De actionibus*, IV, 6.) 54. Illud satis apparet, in incertis formulis plus peti non posse, quia, cum certa quan titas non petatur, sed QUIDQUID adversarium DARE FACERE OPORTET intendatur, nemo potest plus intendere. Idem juris est et si in rem incertae partis actio data sit; velut talis : QUANTAM PARTEM PARET IN EO FUNDO, QUO DE AGITUR, actoris ESSE : quod genus actionis in paucissimis causis dari solet.

§ 154. — Actiones perpetuae, temporales. — Actiones quae heredibus v. in heredes non dantur.

Maynz, §§ 58, 56. — Rudorff, § 152. — Keller, § 93. — Kuntze, § 477. — Savigny V, §§ 237 et suivants.

1. Actions civiles, perpétuelles. Actions prétoriennes, annales. Autres délais.

Tit. J. IV, 12 *De perpetuis et temporalibus actionibus.* — D. XLIV, 3 *De diversis temporalibus praescriptionibus.*

Gaius, IV, 110 : Quo loco admonendi sumus, eas quidem actiones, quae ex lege senatusque consultis proficiscuntur, perpetuo solere praetorem accommodare, eas vero, quae ex propria ipsius jurisdictione pendent, plerumque intra annum dare. 111. Aliquando tamen has quoque perpetuo dat, velut quibus (*Huschke*) imitatur jus legitimum : quales sunt eae, quas bonorum possessoribus ceterisque, qui heredis loco sunt, accommodat. Furti quoque manifesti actio, quamvis ex ipsius praetoris jurisdictione proficiscatur, perpetuo datur; et merito, cum tantum pro capitali poena pecuniaria constituta sit. — Ulpien, L. 8 *De popularibus actionibus* XLVII, 23 : Omnes populares actiones neque in heredes dantur, neque supra annum extenduntur. L. 31 § 23, L. 38 pr., L. 48 § 2 *De aedilitio edicto* XXI, 1. — Paul, L. 35 pr. *De O. et A.* XLIV, 7 : In honorariis actionibus sic esse definiendum Celsus ait, ut quae rei persecutionem habeant, hae etiam post annum darentur, ceterae intra annum...

Mesures législatives pour limiter à un certain temps la possibilité d'intenter certains procès. *Quadriennium, quinquennium*, etc.

Constantin, L. 1 C. *De quadriennii praescriptione* VII, 37: Notum est, a fisco quaestionem post quadriennium continuum super bonis vacantibus inchoandam non esse. — Callistrate, L. 4 *Ne de statu defunctorum* XL, 15 : Primus

omnium D. Nerva edicto vetuit post quinquennium mortis cujusque de statu quaeri. L. 1 § 3 *De jure fisci* XLIX, 14.

Praescriptio longi temporis.

Paul, V, 2 : Longi autem temporis praescriptio inter praesentes continui decennii spatio, inter absentes vicennii comprehenditur. — 5_a, 8 : Res olim judicata post longum silentium in judicium deduci non potest, nec eo nomine in duplum revocari. Longum autem tempus exemplo longae praescriptionis decennii inter praesentes, et inter absentes vicennii computatur. — Fragments du Vatican 7 : Quominus possessio rei venditae tradatur empti judicio, decem annorum praescriptione non impeditur. — L. 3, 5, 9, 11, 12 *h. t.*

2. Actions qui ne passent pas aux héritiers (activement, passivement). *Actiones vindictam spirantes, poenales, mixtae.*

Ulpien, L. 1 pr. *De privatis delictis* XLVII, 1 : Civilis constitutio est, poenalibus actionibus heredes non teneri, nec ceteros quidem successores. Idcirco nec furti conveniri possunt... § 1. Heredem autem furti agere posse aeque constat; exsecutio enim quorundam delictorum heredibus data est. Ita et legis Aquiliae actionem heres habet. Sed injuriarum actio heredi non competit. L. 8 *De popularibus actionibus* XLVII, 23. L. 44 *De R. J.* L, 17 : Totiens in heredem damus de eo quod ad eum pervenit, quotiens ex dolo defuncti convenitur, non quotiens ex suo. — Paul, L. 35 pr. *De O. et A.* XLIV, 7 :... Honorariae (actiones), quae post annum non dantur, nec in hereedem dandae sunt; ut tamen lucrum ei extorqueatur, sicut fit in actione doli mali et interdicto unde vi et similibus. — Ulpien, L. 157 § 2 *De R. J.* L, 17 : In contractibus successores ex dolo eorum *quibus* successerunt, non tantum in id, quod pervenit, verum etiam in solidum tenentur, hoc est unusquisque pro ea parte, qua heres est.

3. Prescription des exceptions.

§ 155. — Actiones bonae fidei, stricti juris. — Arbitrariae. — Directae, contrariae. — Simplices, duplices (mixtæ).

Maynz, § 51. — Rudorff, §§ 42, 43, 47. — Keller, §§ 88-90. — Kuntze, §§ 246, 247. — Bethmann Hollweg, §§ 93, 94.

1. Ancienne opposition : *Judicia*, *arbitria*. *Supra* § 65.

§ 28 J. *De actionibus* IV, 6 : Actionum autem quaedam bonae fidei sunt, quaedam stricti juris. Bonae fidei sunt hae : ex empto, vendito, locato, conducto, negotiorum gestorum, mandati, depositi, pro socio, tutelae, commodati, pigneraticia, familiae erciscundae, communi dividundo, praescriptis verbis, quae de aestimato proponitur, et ea, quae ex permutatione competit, et hereditatis petitio. (Cf. Gaius IV, 62.) Quamvis enim usque adhuc incertum erat, sive inter bonae fidei judicia connumeranda sit, sive non, nostra tamen constitutio (L. 12 § 3 C. *De H. P.* III, 31) aperte eam esse bonae fidei disposuit. 29. Fuerat antea et rei uxoriae actio ex bonae fidei judiciis : sed cum,... pleniorem esse ex stipulatu actionem invenientes, omne jus, quod res uxoria ante habebat, cum multis divisionibus in ex stipulatu actionem, quae de dotibus exigendis proponitur, transtulimus (L. un. C. *De rei uxoriae actione* V, 13), merito rei uxoriae actione sublata, ex stipulatu, quae pro ea introducta est, naturam bonae fidei judicii tantum in exactione dotis meruit, ut bonae fidei sit... § 30. In bonae fidei autem judiciis libera potestas permitti videtur judici ex bono et aequo aestimandi, quantum actori restitui debeat, in quo et illud continetur, ut, si quid invicem actorem praestare oporteat, eo compensato, in reliquum is, cum quo actum est, condemnari debeat... — Paul, L. 3 *De rescind. vend.* XVIII, 5 :... Bonae fidei judicio exceptiones pacti insunt. — Julien, L. 84 § 5 *De legatis* I (XXX) :...

Hoc judicium fidei bonae est et continet in se doli mali exceptionem.

Exemple de formule de bonne foi : *Quod* A^s A^s N^o N^o *hominem Stichum vendidit, quidquid ob eam rem* N^m N^m A^o A^o *dare facere oportet ex fide bona, ejus, judex,* N^m N^m A^o A^o *condemna*, etc.

Exemple de formule *stricti juris : Si paret,* N^m N^m A^o A^o *X dare oportere, judex,* N^m N^m A^o A^o *X condemna,* etc.

2. Actions arbitraires.

§ 31 J. *cit.* : Praeterea quasdam actiones arbitrarias, id est ex arbitrio judicis pendentes, appellamus, in quibus nisi arbitrio judicis is, cum quo agitur, actori satisfaciat, veluti rem restituat vel exhibeat vel solvat vel ex noxali causa servum dedat, condemnari debeat. Sed istae actiones tam in rem quam in personam inveniuntur. In rem veluti Publiciana, Serviana de rebus coloni, quasi Serviana, quae etiam hypothecaria vocatur : in personam veluti quibus de eo agitur, quod aut metus causa aut dolo malo factum est, item qua id, quod certo loco promissum est, petitur. Ad exhibendum quoque actio ex arbitrio judicis pendet. In his enim actionibus et ceteris similibus permittitur judici ex bono et aequo secundum cujusque rei, de qua actum est, naturam aestimare, quemadmodum actori satisfieri oporteat.

Exemple de formule arbitraire : *Si paret, hominem Stichum, de quo agitur,* A^i A^i *esse, nisi* (ou *neque*) *eum* N^s N^s *arbitratu tuo* A^o A^o *restituet* (ou *nisi is arbitrio tuo* A^o A^o *restituatur*), *quanti ea res erit, judex,* N^m N^m A^o A^o *condemna*, etc.

3. *Actio directa, contraria.* Actions de contrats et quasi-contrats synallagmatiques imparfaits : *mandati,*

negotiorum gestorum, tutelae, depositi, commodati, fiduciae, pigneraticia.

4. *Actiones simplices, duplices. Judicia divisoria : familiae erciscundae, communi dividundo, finium regundorum.* Cf. *supra* § 149.

LIVRE QUATRIÈME.

MONUMENTS ET DOCUMENTS DE L'ÉPOQUE DES EMPEREURS PAYENS. RESTES DE LA LITTÉRATURE JURIDIQUE.

A.—LOIS, SÉNATUSCONSULTES, CONSTITUTIONS, ÉDITS, ETC.

§ 156. — *Transmission immédiate.*

Haubold-Spangenberg. — Orelli. — Bruns, *Fontes.* — Autres recueils cités au § 3. — Rudorff I, §§ 81-85. — Danz, §§ 64, 65. — Giraud, *Novum Enchiridion juris romani.* Paris, 1872. — Bruns, *Die Unterschriften der roemischen Rechtsurkunden* (Académie de Berlin, 1876).

1. Lois, et analogues.

Lex de imperio Vespasiani 70. Fragment du sénatusconsulte conférant à Vespasien les attributs du pouvoir suprême, confirmé par les comices. (*Lex regia.*) *Supra* § 107. Table de bronze découverte au quatorzième siècle au Capitole, célèbre dans l'histoire de Rome au moyen âge (Rienzi). A Rome.

Bruns, p. 118-120.

Quelques fragments de lois constitutives de colonies, *leges colonicae*, sont conservés à Naples (*fragmentum Tudertinum* trouvé dans le lit du Tibre près de Todi, en 1729), à Milan, à Florence. D'autres *leges* du même

genre (§ 116), plus considérables, mais qui ne nous sont conservées que par l'intermédiaire des Gromatistes, sont connues sous le nom de *Lex Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia* (peut-être de l'an 55 avant notre ère?) et de *Lex Nervae agrariae*.

Callistrate L. 3 *De termino moto* XLVII, 21 : Lege agraria quam Gaius Caesar tulit... — Alia quoque lege agraria, quam divus Nerva tulit...

Rudorff, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* IX. *Roemische Feldmesser* II, 244, 415. — Mommsen, *Ibid.* 221. — Bruns, p. 105, 117-118.

Les lois suivantes sont également des *leges datae* :

Lex coloniae Genetivae Juliae de l'an 44 avant notre ère. Trois tables de bronze trouvées en 1870, près d'Osuna, conservées à Malaga, dans le cabinet du marquis de Loring. Deux nouveaux bronzes, trouvés plus tard, sont au musée archéologique de Madrid.

Cette loi a été publiée par M. R. de Berlanga, et par M. Mommsen dans les *Éphémérides épigraphiques;* commentée par M. Bruns (*Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XII *et* XIII), par M. Giraud (*Les bronzes d'Osuna, Les nouveaux bronzes d'Osuna*), par M. Re et d'autres.
Bruns, p. 116-117.

Lex metalli Vipascensis. Table de bronze, sur laquelle est gravée la loi locale du district minier de Vipascum, aujourd'hui Aljustrel, en Portugal, — trouvée en 1876.

Publiée d'abord par M. Soromenho, puis avec commentaire par M. Hübner. — J. Flach, *La table d'Aljustrel*. Paris, 1879. — Bruns, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XIII. — Re, *Archivio giuridico*.

Deux lois municipales données par Domitien, entre 82 et 84, aux villes espagnoles de Salpensa (aujourd'hui Salpesa) et Malaca (Malaga), leur octroyant des

constitutions de latinité. Fragments très importants, sur deux tables de bronze trouvées en 1851 près de Malaga, dans le sol, où elles étaient soigneusement enfouies.

Première édition par M R. de Berlanga, Malaga, 1853; dernière par M. Hübner dans le *Corpus inscriptionum*. L'authenticité de ces tables a été contestée par M. Laboulaye et défendue par M. Giraud (1856). M. Asher a recommencé le débat (1866), M. Giraud et M. Arndts lui ont répondu péremptoirement. *Revue historique* XII et XIII. *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VI. — Commentaires par M. Mommsen, *Die Stadtrechte der latin. Gemeinden S. et M.* Leipzig, 1855; M. van Lier, *De aere S. et M.* 1865; M. van Swinderen, *De aere M. et S. disquisitio*. Groningen, 1866. — Dirksen, Académie de Berlin, 1857. Bruns, p. 120-131.

2. Sénatusconsultes.

Sénatusconsultes de *ludis sæcularibus* de l'an 17 avant notre ère.

Bruns, p. 137-138.

Deux sénatusconsultes, le Hosidien (probablement entre 41 et 46) et le Volusien (56), *de aedificiis negotiationis causa non diruendis*. Table de bronze trouvée à Herculanum vers 1600, conservée à Naples.

L. 52 *De C. E.* XVIII, 1.

Bachofen, *Ausgewählte Lehren des rœm. Civilrechts*. — Mommsen, Académie de Saxe, 1852. Bruns, p. 141-143.

Sénatusconsulte Cassien *de nundinis* 138. Inscriptions sur pierre trouvées en 1860 et 1873 dans les ruines de Begua (Tunisie).

Wilmanns et Mommsen, *Éphémérides épigraphiques* II. — Bruns, p. 145.

3. Édits, constitutions, documents impériaux.

Édit d'Auguste *de aquaeductu Venafrano*. Inscription à Venafro.

Mommsen, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* XV. — Bruns, 170-172.

Index rerum a se gestarum, monument d'Ancyre. C'est la copie d'un de trois suppléments au testament d'Auguste, conservée à Angora, dans l'ancienne Galatie.

Suétone, *Octave* 101. — Tacite, *Annales,* I, 11.

Commentaire par A. W. Zumpt, 1845. — Mommsen, *Monumentum ancyranum*. Berlin, 1865.

Edictum Claudii de civitate Anaunorum 46. Table de bronze trouvée en 1869 à Cles, Val di Non, près Trente.

Mommsen, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* IX. — Kenner, *Edict des K. Claudius*, 1869. — E. Dubois, *Revue de législation* II. — Bruns, p. 172.

Oratio Claudii de civitate Gallis danda 48. Deux tables de bronze découvertes à Lyon en 1528. Au musée de Lyon.

Comarmond, 1847. — Monfalcon, 1853. — Haenel.

Deux édits de préfets d'Egypte, en grec, de Cn. Vergilius Capiton (49) et de Tibère Jules Alexandre (68), trouvés par Cailliaud dans la grande oasis en 1818.

Letronne, *Journal des savants* 1822. — Rudorff, Commentaire sur l'Édit de Capiton 1834; sur celui d'Alexandre dans le *Rhein. Museum f. Philologie* II (1828). — Bruns, p. 168-170.

Epistola Vespasiani ad Vanacinos 71. Bronze trouvé en Corse.

Bruns, p. 173.

Epistola Vespasiani ad Saborenses 78. Bronze trouvé au seizième siècle en Espagne, actuellement à l'Escurial.

Bruns, p. 174.

Epistola Domitiani 82. Bronze trouvé en 1590 dans le Picenum.

Bruns, p. 174.

Epistola Trajani vel Hadriani. Bronze trouvé à la Talca, près Séville, en 1868.

Zeitschrift für Rechtsgeschichte XII. — Bruns, p. 175.

Décret de Marc-Aurèle et de Commode. 176-180. Pierre trouvée à Rome.

Bruns, p. 176.

Epistola Severi et Caracallae ad Tyranos 201. Table de marbre trouvée au bord du Dniester, près d'Akerman, en 1847.

Annales d'Odessa. — Mercklin, *Archaelogische Zeitung* XI.

Edictum Diocletiani, Maximiani, Constantii, Galerii, ad provinciales de pretiis rerum venalium 301. Loi de maximum. Six exemplaires en Grèce, en Asie-Mineure, en Égypte.

Mommsen, Académie de Saxe, 1851. — Haenel. — Waddington, Paris, 1866.

4. Diplômes militaires.

Plus d'une cinquantaine de tables ou tablettes diptyques, conférant de la part de l'empereur des privilèges (cité, *conubium*) à des soldats méritants ou à des vétérans, trouvées à diverses époques en divers lieux, en Dalmatie, au bord de la mer Noire, etc., sont conservées à Berlin, Naples, Florence.

Bruns, p. 177-179.

§ 157. — *Transmission par intermédiaire.*

Haenel, *Corpus legum ab imperatoribus Romanis ante Justinianum latarum. Supra* § 116.

Un très grand nombre de documents législatifs, lois, sénatusconsultes, édits, constitutions impériales, nous sont transmis par l'intermédiaire de la compilation de Justinien, par les codes antérieurs (Grégorien, Hermogénien, Théodosien), par d'autres collections (Gromatistes, *supra* § 2, Fragments du Vatican), enfin par la littérature spéciale et générale.

La loi *Quinctia de aquaeductibus*, de l'an 9 avant notre ère, transmise par Frontin, au chapitre 129 de son Traité des eaux de Rome, mérite une mention spéciale. C'est la seule loi comitiale qui nous ait été conservée dans son intégrité.

Un sénatusconsulte sur le même sujet, antérieur de deux ans à la loi *Quinctia*, nous est également transmis par Frontin, au chapitre 127 du même traité.

Le sénatusconsulte de l'an 8, donnant au mois *sextilis* le nom d'Auguste, a été conservé par Macrobe (*Saturn.*, I, 12, 35).

Voyez *supra* § 117-122, 124-127.

Bruns, p. 101, 139-146.

B. — NEGOTIA.

§ 158. — *Documents publics.* Pactiones, leges *de corporations. Jugements, arrêts, etc.*

Recueils cités. — Rudorff, § 86.

1. *Lex collegii aquae*, du premier siècle de notre ère. Inscription reperdue, dont une copie est conservée à la bibliothèque Barberini.

Dirksen, *Beitraege*. 1825.—Rudorff, Mommsen, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XV. — Bruns, 225-228 (note de Mommsen).

Lex collegii salutaris (funeraticii) Lanuvini 133. Table de marbre trouvée en 1816 à Civita Lavigna.

Mommsen, *De collegiis*. 1843. *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XV. — Huschke, *ibid*. XII. — Bruns, p. 220-223.

Lex collegii Aesculapii et Hygiae 153. Table de marbre, Rome.

Bruns, p. 223.

Testatio magistri et quaestorum collegii funeraticii Alburnensis 167. Deux tablettes de bois enduites de cire, triptyques, trouvées en 1790 dans les anciennes mines d'or de Transilvanie, à Abrudbanya. A Pesth.

Erdy, *De tabulus ceratis in Transsylvania repertis*. 1856. — Massmann, *Libellus aurarius*, 1840. — Huschke, *Zeitschrift* citée XII. — Bruns, p. 224.

Lex collegii militum 203. Inscription à Lambessa.

Bruns, p. 228.

2. *Pronuntiatio Agrippae proconsulis* 68. Table de bronze trouvée en 1866 à Esterzili, en Sardaigne.

Zeitschrift für Rechtsgeschichte VIII. — Bruns, p. 231.

Pronuntiatio Domitiani imperatoris 82. Table de bronze trouvée en 1599 près d'Ancône.

Sentence arbitrale du premier siècle, pierre trouvée dans les ruines d'Histonium (Vasto d'Ammone) sur l'Adriatique.

Mommsen, *Stadtrechte* (*supra* § 156). — Bruns, p. 232.

Lis fullonum de pensione solvenda 244. Deux pierres découvertes à Rome en 1701.

Rudorff, Mommsen, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XV. Bremer, *Der Process der Fullonen*. 1866. — Rudorff, *R. G.* II § 59. — Bruns, p. 233 (*Supra* § 145).

§ 159. — *Documents privés.* Negotia *proprement dits.*

Recueils cités. — Rudorff, § 87.

Le nombre des documents connus augmente sans cesse, par suite des fouilles raisonnées qu'on fait à Pompéi, à Rome et ailleurs.

Je ne cite que les principaux d'entre ceux qui ont trait au droit privé et qui ont été conservés.

1. Propriété.

Mancipatio fiduciae causa, table de bronze du 1[er] ou du 2[e] siècle, trouvée en 1867, conservée à Séville.

Huebner, *Hermès* III. — Degenkolb, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* IX. — Rudorff, *ibid.* XI. — Krueger, *Krit. Versuche.* — P. Gide, *Revue de législation* I. — Bruns, p. 180.

Plusieurs mancipations en vertu de donation :

Instrument de donation de T. Flavius Syntrophus, du 2[e] ou 3[e] siècle. Inscription sur pierre, reperdue, sauf un fragment conservé à Rome.

Instrument de donation de T. Flavius Artémidore, du 2[e] siècle. Marbre trouvé près de Rome, actuellement en Angleterre.

Instrument de donation de Julie Monime, du 2[e] ou du 3[e] siècle. Marbre trouvé à Rome en 1773.

Instrument de donation de Statia Irène 252. Marbre à Rome, découvert en 1554.

Huschke, *Flavii Syntrophi donationis instrumentam.* Breslau, 1838. — Bruns, p. 181-185.

Inscription d'Ostie mentionnant la cession *in jure.* Trouvée en 1825.

Mommsen, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XV. — Bruns, p. 185.

2. Droits réels.

Servitudes. Diverses inscriptions de Pompéi, Naples, Rome, Vérone, Genève, etc.

Bruns, p. 195.

Superficie. Inscription de Pouzzoles, découverte en 1861. A Naples.

Degenkolb, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* IV. — Bruns, p. 197.

Deux tables de 193, découvertes en 1777 près de la colonne antonine. Au Vatican.

Rudorff, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XI. — Mommsen, *ibid.* XV, p. 335. — Bruns, p. 197.

Hypothèque. Deux inscriptions sur bronze, appartenant à la grande institution alimentaire de Trajan. L'une, *tabula Baebianorum* 101, a été trouvée en 1838 à Campolattari près Bénévent; l'autre, *tabula veleias* 103, trouvée près de Plaisance en 1747, est conservée à Parme. *Tabula Gallicani* 100.

Henzen, *Tab. Baeb.* 1843. — P. de Lama, *Tav. alimentaria vel.*, Parme, 1819. — Mommsen, Académie de Berlin, 1861. — Ernest Desjardins, *De tabulis alimentariis.* Paris, 1854. — Bruns, p. 198-201, 202. — Sur les *Alimentationes*, Hirschfeld, p. 114-122.

3. Obligations.

Vente d'une esclave 139, 160, d'un esclave 142, d'une maison 159. Tablettes de Transilvanie.

V. *supra* § 158. — Académie de Berlin (Mommsen), de Vienne (Detlefsen). 1857. — Arndts, *Kritische Ueberschau* VI. — Bruns, p. 185-189.

Louage de choses et d'ouvrage, *promissiones populares pro opere faciendo.* Inscriptions pariétaires à Pompéi. Papyrus égyptien de 146, à Paris.

Letronne, *Récompense promise... Journal des Savants* 1833. — Tzschirner, *De indole promissionum popularium.* 1869. — Bruns, p. 191-195, 312.

Société. Acte de 167, tablettes transilvaines.

Bruns, p. 190.

Prêt. Actes de 162, tablettes transilvaines.

Detlefsen, Académie de Vienne XXVII. — Bruns, p. 189.

Dépôt. Acte de 167, tablettes transilvaines.

Bruns, p. 190.

Quittances. Procès-verbaux d'acceptilation et de payements faits à diverses personnes, dans les années 53 à 62, par L. Caecilius Jucundus, *auctionator et argentarius coactor* à Pompéi. Cent trente-deux tablettes de cire (triptyques et diptyques), trouvées à Pompéi en 1875.

De Petra, *Le tavolette cerate di Pompei*. Rome, 1876. — Mommsen, *Hermès* XII. — Bruns, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XIII. — Caillemer, *Un commissaire-priseur sous Néron. Nouvelle Revue historique* 1877.

4. Testaments.

Le testament de Dasumius 109. Table de marbre découverte en deux morceaux, près de Rome, en 1820 et 1830.

Rudorff, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* XII (1845). — Bruns, p. 202. — Le testament de la bibliothèque de Bâle (Kiessling, *Anecdota Basileensia* 1863; Bruns, p. 206), quoique copié, selon toute apparence, d'une inscription du 1er siècle, ne doit pas être mentionné dans ce paragraphe, non plus que maint autre document important, à nous transmis par intermédiaire.

C. — INSCRIPTIONS DIVERSES ET AUTRES DOCUMENTS.

Recueils cités.

§ 160.

Même observation qu'au § 159.

1. *Tabula fastorum*, dite table de Maffei, dressée

au commencement de notre ère ou dans les dernières années avant notre ère. Marbre blanc découvert à Rome au seizième siècle et possédé à cette époque par l'un des illustres Maffêi.

2. Éloges funèbres :

De Turia, long éloge d'une femme par son mari, prononcé dans les dernières années avant notre ère. Table brisée, reperdue en partie, à Rome.

Mommsen, Académie de Berlin, 1863. — Huschke, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* V. — Bruns, p. 210-212. — J. B. de Rossi dans les *Studi e documenti* de Rome 1880.

De Murdia, seconde moitié du premier siècle, éloge d'une mère par son fils. Table reperdue.

Rudorff, Académie de Berlin, 1868. *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* IX. — Bruns, p. 212.

De Matidia, éloge d'une belle-mère par son gendre, qui était l'empereur Hadrien.

Mommsen, Académie de Berlin, 1863.

3. Inscriptions relatives au droit des sépultures : *Prohibitiones alienandi, multae alienationum prohibitarum, aditus ad sepulcrum*, etc.

Bruns, p. 213-219.

4. *Tesserae hospitales*.

Mommsen, *Ræmische Forschungen* I. *Das ræmische Gastrecht*. — Bruns, p. 219-220.

D. — LITTÉRATURE JURIDIQUE.

Recueils : A. Schulting, *Jurisprudentia vetus antejustinianea*. Leyde, 1717. Leipzig, 1737. — *Corpus juris romani antejustiniani. Consilio professorum bonnensium E. Boeckingii, A. Bethmann Hollwegii, E. Puggaei*... Publié par ces trois savants et par L. Arndts, A. F. Barkow,

F. Bluhme, G. Haenel, A. G. Heffter, C. Lachmann... Préface par Boecking. Bonn, 1835 et années suivantes. — Huschke, *Jurisprudentia antejustiniana* (*supra* § 99). — Krueger, *Collectio librorum juris antejustiniani*. Berlin, 1877-1878.

§ 161. — *Restes transmis par intermédiaire.*

Rudorff, §§ 88, 89. — Huschke. — Danz, § 67.

1. Le recueil de M. Huschke contient des fragments ou des citations de Labéon (*De jure pontificio*, *Ad XII tabulas*, *Ad edictum praetoris*); de Capiton (*Conjectaneorum*, *De pontificio jure*, *De jure sacrificiorum*, *De officio senatorio*, *Epistolarum*); de M. Sabinus (*De jure civili*, *Fastorum*, *De indigenis*, *Memorialium*; de C. Cassius Longinus, de Caelius Sabinus (*Ad edictum aedilium curulium*), d'Ariston, de Laelius Félix (*Ad Q. Mucium*), des *Règles* de Pomponius.

Divers fragments des *Institutiones* de Gaius et du livre *De officio proconsulis* d'Ulpien sont conservés dans le glossaire latino-grec, dit *glossaire de Philoxène*.

Rudorff, Académie de Berlin, 1865.

2. Des parties plus ou moins importantes de Gaius, de Papinien, d'Ulpien, de Paul, de Modestin, sont conservées, telles quelles ou en extraits, dans les compilations de la période chrétienne, la *Collatio*, le *Bréviaire*, les *Fragments du Vatican*, *la Consultation*, *infra* §§ 181 et 201; Isidore, Boëce, etc. Je mentionne :

L'épitomé des Institutes de Gaius, dans le *Bréviaire*.

Édition d'Amaury Bouchard, 1525.

Les cinq livres de *Sententiae* (*ad filium*, *receptae*) de Paul, plutôt incomplets qu'altérés, dans le *Bréviaire*.

On en retrouve, en outre, des fragments dans le *Papien* (§ 182), dans la Collation, dans les Fragments du Vatican. C'est, avec les Institutes de Gaius et les fragments d'Ulpien, la source principale de notre connaissance du droit antéjustinianéen.

Éditions anciennes : Bouchard, Cujas, Schulting, Hugo. Nombreuses éditions modernes, entre autres : Arndts, 1833. Haenel, *Lex romana Visigothorum*, 1849. Huschke. Krueger. Gneist, *Syntagma* (nouvelle éd. 1880).

Trente-quatre ou trente-cinq jurisconsultes de cette période sont représentés dans les *Pandectes* (§ 187), savoir : Labéon, Proculus, Nératius, Celse, Javolène, (Aulus?), Pomponius, Julien, Gaius, Valens, Mécien, Mauricien, Terentius Clemens, Africain, Marcellus, Scévola, Florentin, Claudius et Vénuleius Saturninus, Tertullien, Papirius Justus, Papinien, Ulpien, Paul, Tryphonin, Callistrate, Ménandre, Marcien, Aquila, Tarrutenus Paternus, Macer, Modestin, Rufin, Rutilius Maximus, Furius Anthianus. Index florentin, *infra* § 187.

Krueger, *Index*, à la fin des Pandectes de Mommsen (*infra* § 189).

§ 162. — *Restes transmis directement.*

Rudorff, Danz, §§ cités.

1. Un petit fragment de Pomponius, probablement du *Liber singularis Regularum*, sur l'indivisibilité des servitudes, a été édité pour la première fois par A. Le Ferron (Lyon, 1536), d'après un manuscrit florentin.

A. G. Cramer, *Civil. Magazin* VI. — Huschke. — Boecking, *Ulpien*.

2. Gaius, *Institutionum juris civilis commentarii IV*.

On ne les possédait qu'abrégés et tronqués dans le *Bréviaire*, lorsque Niebuhr les a reconnus, sous des lettres de saint Jérôme, dans un manuscrit du cinquième ou de la première moitié du sixième siècle, à la bibliothèque de Vérone. Cette heureuse trouvaille, faite au plus beau moment de la reprise des études scientifiques après les guerres napoléoniennes (1816), a été exploitée avec enthousiasme.

Goeschen (§ 220, 1) et Bethmann Hollweg (*ibid.*) se mirent sur-le-champ à déchiffrer le précieux palimpseste (1° édition de Goeschen 1820), Bluhme (2° édition Goeschen 1824), Lachmann (3° Goeschen 1842), Boecking (plusieurs éditions), Gans, Heffter, M. Huschke, d'autres encore, l'ont successivement revu, édité, corrigé, annoté, commenté. Boecking a clos la série de ses éditions par la publication de l'*Apographe* du manuscrit de Vérone, Leipzig 1866. Dernière revision : M. Studemund, dont le splendide *Apographe* a paru à Leipzig en 1874. — Krueger et Studemund. — Gneist.

On ferait une bibliothèque de la littérature relative à Gaius et de ses éditions. — Mémoires de l'Académie de Berlin. 1816-1817 (Goeschen). — Huschke. — Studemund, *Verhandlungen der Philologen*, 1868-1869, et préface de l'*Apographum*. — Polenaer, *Syntagma novum...* Leyde, 1879. — J. E. Goudsmit traduit par Sutro, *Studemunds Vergleich der Veroneser Handschrift*. Utrecht, 1875.

3. Ulpien.

Un manuscrit fait en Gaule, probablement au dixième siècle, conservé au Vatican, contient le *Liber singularis Regularum* en extraits. Vingt-neuf titres, avec introduction, et un index des rubriques intitulé *Incipiunt tituli ex corpore Ulpiani*. L'extrait date de l'époque des empereurs chrétiens, peut-être de la fin du cinquième siècle. On le désigne sous le nom de *Fragments d'Ulpien*.

Édité d'abord par Jean du Tillet, Paris 1549. Dès lors, très souvent. Entre autres : par Hugo cinq fois, de 1788 à 1834; par Boecking en 1834

(avec M. Bluntschli), et pour la quatrième fois en 1855, avec apographe et notice de Mommsen; par M. Vahlen en 1856; par M. Huschke, p. 547-600; par M. Krueger, par M. Gneist.

Hugo, Savigny, *Civ. Magasin* IV. — Lachmann, Klenze, Savigny, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* IX. — Roeder, *Versuch der Berichtigung von Ulpians Fragmenten*. 1856. — G. E. Heimbach (*Ueber Ulpians Fragmente*, 1834) a soutenu que les *Fragments* ne sont qu'une compilation de plusieurs jurisconsultes.

Quelques fragments du premier livre des *Institutes* d'Ulpien ont été découverts à Vienne, sur la couverture en parchemin d'un manuscrit de saint Hilaire, par le savant Étienne Endlicher (1804-1849), qui les a publiés en 1835 et 1836. Dès lors on les a ajoutés aux *Fragments*.

Boecking, 1855. — Savigny, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* IX. — Mommsen, *ibid.* XV. — Krüger, *Kritische Versuche*. 1870. — Bremer, *De D. Ulpiani Institutionibus*. Bonn, 1863. — Huschke, p. 601-606.

Divers manuscrits de la *Notitia dignitatum* contiennent un petit exposé des degrés de parenté, qui paraît tiré de quelque traité élémentaire d'un bon auteur, peut-être d'Ulpien, à la suite duquel Boecking l'a édité.

Boecking, *Notitia dignitatum*, ouvrage cité avant le § 167. — Huschke, p. 608-614. — Krueger.

4. Quelques fragments des *Responsa* de Papinien, trouvés en Égypte, conservés à Berlin.

Mommsen, Académie de Berlin, 1879. — Scialoia, *Archivio giuridico* 1879. — Alibrandi, *Studi e documenti*, 1880.

5. Deux petits fragments en fort mauvais état, trouvés par Niebuhr à Vérone en même temps que Gaius, sont connus sous le nom de *Fragmenta de jure fisci*; M. Huschke a cru pouvoir les attribuer aux

Opiniones ou aux *Règles* d'Ulpien, et Rudorff aux *Sententiae* de Paul, desquelles ce serait un débris non épitomé.

Édités à la suite de Gaius par Goeschen, et d'Ulpien par Boecking. — Krueger. Leipzig, 1868. — Huschke, p. 615-625.

6. Un fragment d'un livre de *Règles* a été conservé par deux manuscrits du dixième ou du onzième siècle, traduit en grec par un nommé Dosithée et mal retraduit en latin, sous la désignation de *Fragmentum Regularum e vetere jurisconsulto* ou *Fragmentum Dositheanum de juris speciebus et manumissionibus*. Lachmann et Rudorff attribuaient ce fragment à Paul, M. Huschke l'attribue à C. Scévola, M. Voigt à Pomponius. Dirksen pensait à Gaius.

Dosithée, grammairien ou maître d'école, doit avoir composé sa grammaire latine en 207.

Éditions par Pierre Pithou avec la *Collatio*, Lyon et Paris, 1573 ; M. Roever, Leyde, 1739; Boecking, 1832 (Bonn) et 1855; Huschke, p. 422-432; Krueger. — Lachmann, *Versuch über Dositheus*. Berlin, 1837. — M. Voigt, *Jus naturale*, p. 617-630. Leipzig, 1856. Dirksen, *Die ræmischrechtlichen Quellen des Magister Dositheus*, Mémoires de l'Académie de Berlin, 1857.

7. La *Distributio assis* de Mécien nous est transmise par deux manuscrits du dixième siècle, à Paris et au Vatican.

Éditions : Sichard, Bâle, 1528. — Boecking, *Corpus J. B.* 1831. — Huschke, p. 409-421.

28

QUATRIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DU DROIT

SOUS

LES EMPEREURS CHRÉTIENS

Si les lois romaines ont paru si saintes que leur majesté subsiste encore malgré la ruine de l'empire, c'est que le bon sens, qui est le maître de la vie humaine, y règne partout, et qu'on ne voit nulle part une plus belle application des principes de l'équité naturelle.

BOSSUET.

QUATRIÈME PÉRIODE

HISTOIRE DU DROIT

SOUS LES

EMPEREURS CHRÉTIENS.

De l'an 324 à l'an 565.

LIVRE PREMIER.

INTRODUCTION.

SECTION I. — APERÇU HISTORIQUE.

Tableau chronologique.

An de notre ère.	L'EMPIRE NON PARTAGÉ.
324—337	CONSTANTIN LE GRAND, seul empereur. Réformes nombreuses, continuant l'œuvre de Dioclétien.
	Édits nombreux.
325	Premier concile écuménique, à Nicée. Symbole de Nicée.
330	CONSTANTINOPLE *nova Roma*.
337	Baptême et mort de Constantin.

An de notre ère.	
337—340	CONSTANTIN II, CONSTANCE et CONSTANT.
340—350	CONSTANCE et CONSTANT.
350—361	CONSTANCE. Magnence, Népotien, Vetranio.
360—363	JULIEN l'APOSTAT. Réaction éphémère en faveur de l'ancienne religion.
363—364	JOVIEN. Restauration du christianisme.

L'EMPIRE PARTAGÉ.

	Occident.		*Orient.*
364—367	VALENTINIEN I.	364—378	VALENS
367—375	VALENTINIEN I et GRATIEN.		
375—383	GRATIEN et VALENTINIEN II.		
		379—383	THÉODOSE I, le GRAND.
		381	Concile écuménique de Constantinople.
383—392	VALENTINIEN II seul.	383—392	THÉODOSE I et ARCADIUS.

L'EMPIRE RÉUNI.

392—393	THÉODOSE I et ARCADIUS.
393—395	THÉODOSE I, ARCADIUS et HONORIUS. Victoires et réformes administratives.

L'EMPIRE PARTAGÉ DÉFINITIVEMENT.

395—423	HONORIUS.	395—402	ARCADIUS.
		402—408	ARCADIUS et THÉODOSE II.
410	Sac de Rome par Alaric.	408—450	THÉODOSE II, seul.
414	Fondation du premier royaume burgonde.		
419	Fondation du royaume des Visigoths.		
423—425	JEAN le Tyran.		
425—455	VALENTINIEN III.		
429	Les Vandales en Afrique.	431	Concile écuménique d'Éphèse.

An de notre ère.	
438 439	Promulgation du Code Théodosien dans les deux empires.

		450—457	MARCIEN.
		451	Concile œcuménique de Chalcédoine.
455	MAXIME.		
455—456	AVITUS.		
457—461	MAJORIEN.	457—473	LÉON I.
461—465	SÉVÈRE.		
467—472	ANTHÉMIUS.		
472—473	OLYBRIUS.		
473—474	GLYCÉRIUS.	473—474	LÉON I et LÉON II.
474—475	NÉPOS.	474	LÉON II et ZÉNON.
		474—491	ZÉNON.
475—476	ROMULUS AUGUSTULE, dernier empereur d'Occident.	475—477	(Basilisc.)
ODOACRE, chef des Ruges et des Hérules, roi d'Italie, 476—493.			
—		491—518	ANASTASE.
Royaume des Ostrogoths, 493—554. THÉODORIC, 493—526. (Édit de Théodoric, 500.)			
—		518—527	JUSTIN I.
Royaumes des Visigoths (Bréviaire d'Alaric, 506) et des Burgondes (Papien).		527	JUSTIN I et JUSTINIEN.

An de notre ère.	
527—565	JUSTINIEN, seul.
528	13 février. Installation d'une commission de dix membres pour la rédaction d'un code de *leges* en remplacement du Code Théodosien. Constitution *Haec quae necessario*.
259	7 avril. Publication du code avec force de loi exclusive dès le 16 avril. Constitution *Summa reipublicae*.
529 et années suivantes	Constitutions de réforme. Décisions de controverses.
530	15 décembre. Constitution *Deo auctore*. Installation d'une commission de dix-sept membres, dont Tribonien, *quaestor sacri palatii*, est président, pour la rédaction d'un code de *jus* expurgé, *Codex juris enucleati* : Pandectes.

An de notre ère.	
533	21 novembre. Constitution *Imperatoriam*. Publication des *Institutiones*, manuel élémentaire rédigé par Tribonien, Théophile et Dorothée, avec force de loi dès le 30 décembre.
	16 décembre. Publication des Pandectes avec force de loi dès le 30. Constitutions *Tanta*, Δέδωκεν, *Omnem*(ordonnance scolaire).
	Bélisaire anéantit le royaume des Vandales, en Afrique.
534	Nouvelle commission pour reviser le code de 529.
	16 novembre. Publication du *Codex repetitae praelectionis* avec force de loi exclusive dès le 29 décembre 534. *Constitutio Cordi*.
535—565	Novelles de Justinien. Une trentaine en 535, une vingtaine en 536, à peu près autant en 537, treize en 538, 22-26 (?) en 539. Les novelles 115-117, 122 en 542. La novelle 118 en 543.
554	Narsès anéantit le royaume des Ostrogoths; l'Italie est réincorporée à l'empire. Constitution *pro petitione Vigilii*.
565	Mort de Justinien.

§ 163.— *Considérations générales sur la période byzantine.*

Maynz, 199, 201, 214-216. — Padelletti, p. 407-415. — Kuntze, 942-943. *Excurse*, 942-1000. — Esmarch, § 146-147. — Gibbon, ch. 17 et suivants. — Duc de Broglie, ouvrage cité p. 94.

« A partir du règne de Constantin le Grand, » a dit M. Kuntze, « l'historien du droit détourne ses regards de la vieille Rome, *ville éternelle*, pour les porter vers Constantinople, la *nouvelle Rome*.

« L'histoire du droit post-classique se manifeste alors comme l'histoire de la réception du droit romain dans la partie orientale de l'*orbis romanus*. On voit l'*orientalisme hellénistique* exercer son action énervante sur l'organisme du droit et le dépouiller de la stricte économie qui l'embellissait. On voit la société *barbare*,

qui pénètre partout, qui touche même le trône, saper dans le droit les restes de la nationalité. On voit enfin les sources vives de la justice naïve, créatrice, populaire, couvertes, étouffées, taries par le voile constamment épaissi du formalisme *militaire* et *bureaucratique*. On aperçoit bien çà et là quelques jeunes jets d'origine étrangère, celtique ou germanique, mais la tradition romaine prévaut encore assez pour les empêcher de pousser... Le christianisme gagne des âmes, mais sa vigueur juvénile ne parvient ni à rajeunir l'empire ni à christianiser le droit. La décadence est inéluctable. Il ne peut plus s'agir que de la retarder... »

Kuntze, § 942 de la première édition. Cf. *Excurse*, 2e éd., p. 673.

SECTION II. — LES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT.

Padelletti, p. 407-423. — Mommsen, sur les institutions de Dioclétien et de Constantin. Académie de Berlin, 1860. — Kuhn, ouvrage cité p. 283. — Hegel, *Geschichte der Staedteverfassung von Italien*. Leipzig, 1847. — Denis Serrigny (1804-1876), *Droit public et administratif romain, ou Institutions politiques, administratives, économiques et sociales de l'empire romain du IVe au VIe siècle*. Paris, 1862. — Le commentaire de Jacques Godefroi sur le Code Théodosien (*infra*, § 177 et § 219) contient beaucoup d'indications précieuses.

I

Le territoire.

§ 164. — *Rome et Constantinople.*

Willems, p. 571-586. — Maynz, 199, 204-206. — Puchta, 124. — Danz, § 76. — Serrigny, 289-358.

Position privilégiée traditionnelle de Rome.

Constantinople *nova, altera Roma.*

Valentinien et Valens, L. 5 C. *De operibus publicis* VIII, 12 : Intra urbem Romam, veterem et novam... (364). — Honorius et Théodose, L. un. C. *De privilegiis urbis Constantinopolitanae* XI, 20 : Urbs Constantinopolitana non solum juris italici, sed etiam ipsius Romae veteris praerogativa laetetur. (421.)

§ 165. — *Préfectures, Diocèses. Provinces et villes.*

Willems, p. 587-600. — Marquardt I, p. 81-89. 336-337. — Maynz, 200, 217-221. — Puchta, 123. — Danz, § 76. — Serrigny, 131-288.

Division et organisation de Dioclétien, *supra* § 103.

Organisation de Constantin (330). Quatre préfectures: d'Orient, d'Illyrie, d'Italie, des Gaules. Quatorze diocèses. Cent seize provinces.

Modifications par le partage de l'empire.

Justinien : quatre préfectures : Orient, Illyrie, Afrique, Italie (Exarchat de Ravenne).

L'Italie n'est plus qu'une province.

Situation des villes; misère des décurions.

II

La population.

Maynz, 212-213.— Puchta, 121, 214. — Danz, § 75. — Kuntze, 960-964. *Excurse*, p. 359-362. — Willems, p. 629-643. — Serrigny, 232-245, 1064 s., 1127-1180. — Savigny, *Ueber den ræmischen Colonat. Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* VI. — A. W. Zumpt, *Ueber die Entstehung und historische Entwickelung des Colonats. Rheinisches Museum für Philologie*, 1845. — Heisterbergk, *Die Entstehung des Colonats*. Leipzig, 1876. — Jung, *Zur Würdigung der agrarischen Verhältnisse in der ræmischen Kaiserzeit. Historische*

Zeitschrift, 1879. — Rodbertus, *Zur Geschichte der agrarischen Entwickelung Roms unter den Kaisern. Jahrbücher* d'Hildebrandt, 1864. — Lattes, *Studi storici sopra il contratto di enfiteusi nelle sue relazioni col colonato*. Turin, 1868. — Révillout, *Revue historique* II, III. (1856, 1857.)

§ 166.

1. Les anciennes catégories. Catégories nouvelles. Les *honorati*. Les *possessores*. La plèbe. Les artisans; stricte classification et hérédité ; *corporati, collegiati*...

Livre XI du code de Justinien, livres XII-XV du code Théodosien.

Les décurions. La légitimation *per curiae oblationem*. Mesures analogues, pour le recrutement de l'ordre.

2. Les colons, esclaves et libres, serfs de la glèbe, *coloni, agricolae, adscriptitii, originarii, glebae inhaerentes*.

Tit. C. Th. V, 9 *De fugitivis colonis, inquilinis, et servis*. 10 *De inquilinis et colonis. Ne colonus inscio domino suum alienet peculium vel litem inferat ei civilem*. C. Just. XI, 48 *De agricolis, censitis et colonis*. 50-53, 62-64, 68-69. — Théodose et Arcadius, L. un. *De colonis Thracensibus* XI, 52 :... Ipsi quidem originario jure teneantur, et, licet condicione videantur ingenui, servi tamen terrae ipsius, cui nati sunt, existimentur, nec recedendi quo velint aut permutandi loca habeant facultatem, sed possessor eorum jure utatur et patroni sollicitudine et domini potestate.

3. Les colons militaires. Barbares établis dans l'empire. Lètes, terres létiques.

Arcadius et Honorius, L. 10 C. Th. *De censitoribus* XIII, 11 : Quoniam ex multis gentibus sequentes Romanam felicitatem se ad nostrum imperium contulerunt, quibus ter-

rae laeticae administrandae sunt, nullus ex his agris aliquid nisi ex nostra annotatione mereatur.

4. Les affranchis.

Tit. C. VII, 5 *De dediticia libertate tollenda*. 6 *De latina libertate tollenda*. — § 3 J. *De libertinis* I, 5 : Libertinorum autem status tripertitus antea fuerat.., sed dediticiorum quidem pessima condicio jam ex multis temporibus in desuetudinem abiit, Latinorum vero nomen non frequentabatur : ideoque nostra pietas... in duabus constitutionibus hoc emendavit et in pristinum statum reduxit, quia et a primis urbis Romae cunabulis una atque simplex libertas competebat, id est eadem, quam habebat manumissor...

5. Les esclaves.

6. Les païens, les juifs, les hérétiques.

Tit. C. Théod. XVI, 8 *De judaeis*, 10 *De paganis*. — C. Just. I, 5 *De hereticis et manichaeis*, 7 *De apostatis*, 9 *De judaeis*, 11 *De paganis*.

SECTION III. — ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'ÉTAT.

Notitia dignitatum et administrationum omnium tam civilium quam militarium in partibus Orientis et Occidentis. Almanach officiel de l'empire dressé vers l'an 400. Ce précieux document, conservé par plusieurs manuscrits, a été édité et commenté par Alciat, Fabricius, Schonhove, Gelenius, Panziroli, Roaldez, Maran, Philippe Labbe. — Ces travaux anciens sont remplacés aujourd'hui par la belle édition de Boecking, Bonn 1839-1853, par les notices de Boecking (1834) et de M. Mommsen (Académie de Berlin, 1862), et en dernier lieu par l'édition de M. O. Seeck. — O. Seeck, *Notitia dignitatum, accedunt Notitia Urbis Constantinopolitae et laterculi provinciarum*. Berlin, 1876. (Voyez *Revue critique* du 19 janvier 1878.) — *Polemii Silvii laterculus* de 449, avec un *Libellus provinciarum* dressé dans les dernières années du IV[e] siècle. Mommsen, Académie Saxonne 1853. — D'autres documents du même genre se trouvent, sous forme d'appendice, dans les manuscrits de la *Notitia*. — Naudet, *Histoire des changements opérés dans toutes les parties de l'administration de l'empire romain, depuis Dioclétien jusqu'à Julien*. Paris, 1817.

I

Le gouvernement.

§ 167. — *L'empereur et sa cour. Le consistoire.* Dignitates palatinae.

Willems, p. 549-570. — Maynz, 202, 207-208. — Puchta, 121. — Walter, 369 et suivants, 375, 401-403, 414. — Danz, § 73. — Kuntze, 942-944. — Bethmann Hollweg, §§ 127, 130, 137. — Serrigny I, 21 s., 77-97. — Hirschfeld, ouvrage cité au § 107.

1. Toute-puissance à tous les points de vue, despotisme absolu, *divinité* de l'empereur. Transmission de l'empire.

A. Paillard, *Histoire de la transmission du pouvoir impérial à Rome et à Constantinople.* Paris, 1875.

Novelle 105, ch. 2 § 4 : Ab omnibus vero, quae a nobis dicta sunt, Imperator eximatur, cui ipsas etiam leges Deus subjecit, et quem tamquam vivam legem hominibus misit. Propterea Imperatori, qui omnibus, urbibus populis, et singulis quae vult distribuit, consulatus semper subest.

2. *Consistorium principis.* Voyez *supra* § 107.

Quaestor sacri palatii, comites sacrarum largitionum et *rei privatae, magister officiorum* (illustres). Autres *comites consistoriani* (spectables).

C. Th. I, 8, 9. VI, 12, 18, 30. XIII, 1, 21. C. Just. I, 30 et suivants. XII, 10.

Chancellerie. *Scrinia. Officiales.* — Maison de l'empereur. *Praepositus sacri cubiculi. Magister officiorum.* Le *scrinium a memoria.* Les gardes du corps. *Domestici, protectores* § 170. Les *Scolares.*

§ 168. — *Les fonctionnaires.* Dignitates civiles.

Willems, p. 551-601. — Maynz, 205, 206, 203, 204, 217-225. — Walter, 362-404. — Puchta, 121-124. — Danz, § 74. — Kuntze, 945, 947-951. — Bethmann Hollweg, §§ 127, 130-138. — Serrigny, 22, 128, 147.

1. La hiérarchie. Privilèges attachés aux diverses classes.

Hors de rang : Nobilissimes ou illustrissimes. Patrices.

Cinq classes : les illustres, les spectables, les clarissimes, les perfectissimes et égréges.

C. Just., livres I et XII.

2. Les préfets du prétoire. Quatre sous Constantin, puis deux, puis quatre sous Justinien; ministres de l'intérieur ou premiers ministres, chargés, chacun dans son ressort territorial, de tout l'ensemble de l'administration civile.

C. Th. I, 5. D. I, 11. C. Just. I, 26, 27. — Cassiodore, VI, 3 : Ab ista (dignitate) totum pene geritur quidquid in imperio nostro aequabili moderatione geritur... Pene est, ut leges possit condere... Gratanter implemus, quae ille constituit. — *Supra* §§ 111, 129.

Les vicaires des préfets du prétoire ; leurs diocèses. En particulier, le vicaire *in Urbe.*

C. Th. I, 15. C. Just. I, 38 *De officio vicarii.*

3. Le préfet de la ville de Rome, de Constantinople (359).

C. Th. I, 6. D. I, 12. C. Just. I, 28 *De officio praefecti urbis.* — Valens, Gratien, Valentinien, L. 3 C. *h. t.* (376) : Praefectura urbis cunctis, quae intra urbem sunt, antecellat dignitatibus...

Le préfet de l'annone.

C. I, 44.

Le préfet des gardes.

D. I, 15. C. I, 43.

4. Le consul de Rome, de Constantinople.

L. un. C. Th. *De consulibus* VI, 6 (Gratien, Valentinien, Théodose, 382) : Universa culmina dignitatum consulatui cedere, evidenti auctoritate decernimus. — Tit. D. *De officio consulis* I, 10. Ulpien, L. un. *h. t.* : Officium consulis est consilium praebere manumittere volentibus... — Consulat de Basile 541.

Les préteurs à Rome, à Constantinople.

C. Th. VI, 4. D. I, 14. C. Just. I, 39. — Boëce, *De consolatione* III, 4 : Praetura magna olim potestas, nunc inane nomen et senatorii ordinis gravis sarcina.

Les questeurs. Les tribuns.

Le sénat romain, constantinopolitain.

C. Th. VI, 2. D. I, 9 *De senatoribus*, C. III, 24 *Ubi senatores.* — Théodose et Valentinien (446), L. 8 C. *De legibus* I, 14 : Humanum esse probamus, si quid de cetero in publica vel privata causa emerserit necessarium, quod formam generalem et antiquis legibus non insertam exposcat, id ab omnibus tam proceribus nostri palatii quam gloriosissimo cœtu vestro, patres conscripti, tractari, et si universis tam judicibus quam vobis placuerit, tunc legem dictari, et sic ea denuo collectis omnibus recenseri, et cum omnes consenserint, tunc demum in sacro nostri numinis consistorio recitari, ut universorum consensus nostrae serenitatis auctoritate firmetur.

5. Fonctionnaires provinciaux. Proconsuls (*spectabiles*) d'Asie, d'Achaïe, d'Afrique. *Rectores* (*clarissimi*): *consulares, correctores, praesides.*

C. Th. I, 12. D. I, 16. C. I, 35 *De officio proconsulis et legati.* — C. Th. I, 16 *De officio rectoris provinciae.* — D. I,

17 *De officio praefecti Augustalis.* 18 *De officio praesidis.* C. I, 37 *De officio praefecti Augustalis.* 40 *De officio rectoris provinciae.* — Macer, L. 1 *De officio praesidis* : Praesidis nomen generale est eoque et proconsules et legati Caesaris et omnes provincias regentes, licet senatores sint, praesides appellantur : proconsulis appellatio specialis est.

6. Fonctionnaires municipaux.

Les décurions. Magistrats municipaux, duumvirs.

C. Th. *De decurionibus* XII, 1 C. Just. *De magistratibus municipalibus* I, 56. — Valentinien et Valens, L. 2 *h. t.*: Magistratus conficiendorum actorum habeant potestatem.

Le *defensor civitatis.*

C. Th. I, 29, C. Just. I, 55 *De defensoribus civitatum.* Novelle 15. Novelle de Majorien 3. — L. 1 C. *h. t.*, Valentinien et Valens (364) : Admodum utiliter edicimus, ut plebs omnis Illyrici officiis patronorum contra potentium defendatur injurias. Super singulas quasque praedictae dioeceseos civitates aliquos idoneis moribus, quorumque vita ante acta laudatur, tua sinceritas ad hoc eligere curet officium, qui aut provinciis praefuerunt aut forensium stipendiorum egere militiam aut inter agentes in rebus palatinosque meruerunt... ; referatur vero ad scientiam nostram, qui in quo oppido fuerint ordinati. — Les mêmes (365), L. 2 C. Just. *h. t.* : Defensores civitatum non ex decurionum seu cohortalium corpore, sed ex aliis idoneis personis huic officio deputentur. — Valentinien, Théodose, Arcadius (392), L. 6 *eod.* : Per omnes regiones, in quibus fera et periculi sui nescia latronum fervet insania, probatissimi quique et districtissimi defensores adsint disciplinae, et quotidianis actibus praesint, qui non sinant crimina impunita coalescere, removeant patrocinia, quae, favorem reis et auxilium scelerosis impertiendo, maturari scelera fecerunt. — Les mêmes à Théodore, défenseur (385), L. 4 *eod.*:... Ut imprimis parentis vicem plebi exhibeas, descrip-

tionibus rusticos urbanosque non patiaris affligi, officialium insolentiae et judicum procacitati... occurras, etc.

7. Les subalternes, *officiales*, *apparitores*.

II

La religion.

§ 169.

Maynz, 199-231. — Puchta, 129. — Kuntze, *Excurse*, p. 678-680, 692-694. — Padelletti, p. 414-415; et *Prolusione al Corso de Storia del Diritto*, dans l'*Archivio giuridico* XII. — Serrigny, 463-515. — Gibbon, 20-21. — Troplong, *De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains*. Paris, 1843. (Livre médiocre.) — Sur la *fin* du paganisme, v. Marquardt III, p. 112-117.

Nature de la révolution religieuse opérée par Constantin et par Théodose.

Pagani, Ἕλληνες, païens. Les juifs. Les apostats. Les hérétiques. *Supra* § 166.

Le monachisme.

Édit de Constantin et Licinius (Lactance, *De mortibus persecutorum* 48) :... « Ut daremus et christianis et omnibus liberam potestatem sequendi religionem quam quisque voluisset... » — « ...Nos liberam atque absolutam colendae religionis suae facultatem... christianis dedisse. » — Eusèbe, *De vita Constantini* II, 55, 56, 60. III, 55-58. *Hist. eccl.* X, 5. — Constantin, L. 1 C. *De sacrosanctis ecclesiis* I, 2 : Habeat unusquisque licentiam, sanctissimo catholico venerabilique concilio decedens bonorum quod optavit relinquere... (331.) — Constance, L. 1 C. *De paganis* I, 11 (353) : Placuit omnibus locis atque urbibus universis claudi protinus templa, et accessu vetito omnibus licentiam delinquendi perditis abnegari. § 1. Volumus etiam cunctos sa-

crificiis abstinere. § 2. Quodsi aliquid forte hujusmodi perpetraverint, gladio ultore sternantur. Facultates etiam perempti fisco decernimus vindicari, et similiter puniri rectores provinciarum, si facinora vindicare neglexerint. — Gratien, Valentinien, Théodose (380), L. 1 C. *De summa trinitate* I, 1 : Cunctos populos, quos clementiae nostrae regit imperium, in tali volumus religione versari quam divinum Petrum apostolum tradidisse Romanis, religio usque adhuc ab ipso insinuata declarat... — C. Th. XVI. — C. Just. I.

III

Le militaire. *Dignitates militares.*

Willems, p. 601-603, 552. — Walter, 363, 414-419. — Kuntze, 946, 964 et *Excurse*. — Serrigny, 359-462. — Boecking, *Notitia dignitatum*. — Bethmann-Hollweg, § 135.

§ 170.

1. *Domestici, protectores*, successeurs des prétoriens. — Gardes palatines.

C. Th. VI, 35. C. Just. XII, 17.

2. Armée. Recrutement. Exemptions. Remplacement. Exonération. Hérédité. Vétérans. Colonies militaires, lètes (*supra* § 166).

Hiérarchie : *magistri militum*, comtes, ducs, préfets militaires ou de légion, tribuns militaires (tribuns de cohorte), centurions, dizainiers.

3. Administration. Employés comptables, *primipili*. Fournitures, fabriques, etc.

C. Th. VII. C. Just. XII, 34-48, 63. Tit. D. *De re militari* XLIX, 16.

IV

Les Finances. L'Économie publique. La Police.

§ 171. — *Le fisc et le patrimoine de l'empereur. Biens communaux.*

Willems, p. 605-618. — Maynz, 226. — Walter, 405-413. — Serrigny, 614-705.

L'*Aerarium sacrum*. Le *Comes sacrarum largitionum*. — L'*Aerarium privatum*. Le *Comes rerum privatarum*.

C. Th. I, 11. D. XLIX, 14 *De jure fisci*. C. Just. 1, 33. VII, 73. X, 1-30, 71-77.

§ 172. — *Recettes et dépenses. Impôts, Cadastre. Commerce. Industrie. Monnaie.*

Maynz, 228-229. — Savigny, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* XI. — Walter, 405-413. — Serrigny, 706-977. 1064-1126. — Baudi de Vesme, *Des impositions de la Gaule dans les derniers temps de l'empire romain* (1839), traduit par M. Laboulaye, *Revue historique* VII. 1861.

1. Impôts. Directs : impôt foncier, *tributum*. Impôt personnel mobilier, *capitatio plebeia, humana, animalium*. Impôts en nature. Impôts extraordinaires. Agents de l'impôt, *susceptores, tabularii, vindices*.

Le Cadastre. *Indictiones. Jugum, caput.*

Bruns, *Syrisch-Ræmisches Rechtsbuch* (*infra* § 201), p. 286-289.

Impôts indirects : droits de mutation, de consommation, de profession, douanes, octrois, péages, etc.

2. Travaux publics. Expropriation pour cause d'utilité publique.

Transports publics, postes. *Supra* § 114.

3. Professions classées, avec tendance à l'hérédité. Monnaie, industries, manufactures impériales, corporations héréditaires, gynécées. Interdiction des monopoles.

Léon l'Isaurien (473), L. 1 C. *De monopoliis* IV, 59. — Zénon (483), L. 2, même titre. — Tit. C. Th. X, 19 s. XV. — C. Just. XI, 1, 17 etc.

Système monétaire : *solidi, aurei.*

§ 173. — *La police.*

Serrigny, 978-1003, 1025-1063. 1183.

1. Police centrale, provinciale, municipale. *Agentes in rebus, curiosi, speculatores,* etc. Irénarques.

2. Associations de bienfaisance, de secours mutuels, etc. Corporations. *Corpora licita, sodalitates.*

3. Spectacles, jeux publics, courses de chevaux et de chars, combats de gladiateurs. Prostitution.

4. Mendicité, bienfaisance. *Orphanotrophia brephotrophia, ptochotrophia, gerontotrophia,* etc.

LIVRE DEUXIÈME.

LA LÉGISLATION.

§ 174. — *En général.* — Jus, jura. Leges.— Jus vetus.— Leges novae. Jus principale.

Maynz, 232, 235-236. — Rudorff, §§ 6, 79. — Puchta, 129, 131-133. — Danz, §§ 63, 79. — Kuntze, 952, 953, 958. — Esmarch, § 149. — Padelletti, pp. 424 s. — Bethmann-Hollweg, § 149. — Walter, 444-446. — Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge* I, 1.

1. Toutes les sources du droit, lois et constitutions, dispositions édictales, littérature juridique, antérieures à Constantin sont désignées, dans la période chrétienne, par les mots *jus vetus, jus, jura.*

La législation des empereurs chrétiens forme le *jus principale*, composé de *leges*, *leges novae*, *novellae*, émanant de l'empereur.

Isidore V, 1 : Leges novae a Constantino Caesare coeperunt et reliquis succedentibus. — Honorius et Théodose, L. 2 C. Th. *De pignoribus* II, 30 (422) :... Et juris et legum auctoritatibus. — Nov. Valentin. 31, c. 1 § 5 : Gnarus juris et legum. — Épilogue de l'Édit de Théodoric (vers 500) :... Ex *novellis legibus* ac *veteris juris* sanctimonia. — Commonitoire du Bréviaire (506) : Aut de *legibus* aut de *jure*... nulla alia *lex* neque *juris* forma. — *Consultation* 6, 2 :... *Juris* et *legum* dictat auctoritas. — ... Responsionibus, quae de *jure* et *legibus* suffragantur. 7,2 :... Contra *legum jurisque* ordinem.

2. Rescrits.

Édits. Pragmatiques sanctions. Force de loi. Méca-

nisme de la rédaction, de la promulgation, de la publication.

Dirksen, *Ueber einzelne Gattungen und Arten der rœmischen Kaiser-Constitutionen* (Académie de Berlin, 1846). *Hinterlassene Schriften* II. — Mommsen, Académie de Berlin, 1861.

Arcadius et Honorius, L. 11 C. Th. *De diversis rescriptis* I, 2 : Rescripta ad consultationem emissa vel emittenda, in futurum iis tantum negotiis opitulentur, quibus effusa docebuntur, etc. (398). — L. 2. C. *De legibus* I, 14. L. 3 *eod.* (Théodose et Valentinien 426) : Leges ut generales ab omnibus aequabiliter in posterum observentur, quae vel missae ad venerabilem coetum oratione conduntur, vel inserto edicti vocabulo nuncupantur, sive eas nobis spontaneus motus ingesserit, sive precatio, sive relatio, vel lis mota legis occasionem postulaverit. Nam satis est edicti eas nuncupatione censeri, vel per omnes populos judicum programmatibus divulgari, vel expressius continere, quod principes censuerint, ea, quae in certis negotiis statuta sunt, similium quoque causarum fata componere. Sed et si generalis lex vocata est, vel ad omnes jussa est pertinere, vim obtineat edicti... — Zénon, L. 7. C. *De diversis rescriptis et pragmaticis sanctionibus* (477) : Universa rescripta, sive in personam precantium, sive ad quemlibet judicem manaverint, quae vel adnotatio vel quaevis pragmatica sanctio nominetur, sub ea condicione proferri praecipimus, si preces veritate nituntur, nec aliquem fructum precator oraculi percipiat impetrati, licet in judicio asserat veritatem, nisi quaestio fidei precum imperiali beneficio monstretur inserta. § 1. Nam et vir magnificus quaestor, et viri spectabiles magistri scriniorum, qui sine praefata adjectione qualecunque divinum responsum dictaverint, et judices, qui susceperint, reprehensionem subibunt, et qui illicite dictata scribere ausi fuerint cujuscunque scrinii memoriales, seu pragmaticarii, vel adjutores primicerii, amissione cinguli feriantur. § 2. Pragmaticas praeterea sanctiones non ad singulorum preces super privatis negotiis proferri, sed

si quando corpus aut schola vel officium vel curia vel civitas vel provincia vel quaedam universitas hominum ob causam publicam fuderit preces, manare decernimus, ut hic etiam veritatis quaestio reservetur. — Justinien, L. 12 pr. *eod.* : Si imperialis majestas causam cognitionaliter examinaverit, et partibus cominus constitutis sententiam dixerit, omnes omnino judices, qui sub nostro imperio sunt, sciant, hoc esse legem non solum illi causae, pro qua producta est, sed et omnibus similibus... § 1... Definimus autem omnem imperatoris legum interpretationem, sive in precibus, sive in judiciis, sive alio quocunque modo factam, ratam et indubitatam haberi... — Explosis itaque... ridiculosis ambiguitatibus... tam conditor quam interpres legum solus imperator juste existimabitur; nihil hac lege derogante veteris juris conditoribus, quia et eis hoc majestas imperialis permisit. — Constitution *Summa reipublicae*, § 4. *Infra* § 184. — Novelle 113, c. 1. Novelle 125.

3. Relations entre les empires séparés. *Unanimitas.*

Théodose et Valentinien, L. 5 C. Th. *De constit. principum* I, 1 : In futurum autem, si quid promulgari placeurit, ita in conjunctissimi parte alia valebit imperii, ut non fide dubia nec privata assertione nitatur : sed ex qua parte fuerit constitutum, cum sacris transmittatur affatibus, in alterius quoque recipiendum scriniis, et cum edictorum solennitate vulgandum : missum enim suscipi et indubitanter obtinere conveniet, emendandi vel revocandi potestate nostrae clementiae reservata. Declarari autem invicem oportebit, etc. (429). — *De Theod. Cod. auctoritate* § 5 : His adjicimus, nullam constitutionem in posterum velut latam in partibus Occidentis aliove in loco ab invictissimo principe... Valentiniano, posse proferri vel vim legis aliquam obtinere, nisi hoc idem divina pragmatica nostris mentibus intimetur.

4. *Formae* du préfet du prétoire. *Supra* § 129.

SECTION I. — LA LÉGISLATION JUSQU'A LA CHUTE DE L'EMPIRE D'OCCIDENT.

§ 175. — *Législation relative au* jus controversum. *Loi des citations.*

Maynz, 234. — Rudorff, § 78. — Puchta, 134. *Rheinisches Museum* V, VI. *Kleine Schriften* (1851). — Danz, § 78. — Kuntze, 953, 955. — Esmarch, § 151.

Prépondérance des cinq auteurs *académiques* : PAPINIEN, ULPIEN, PAUL, MODESTIN et GAIUS. Suprématie de Papinien.

Constantin, L. 1 C. Theod. *De responsis prudentium* I, 4 : Perpetuas prudentium contentiones eruere cupientes Ulpiani ac Paulli in Papinianum notas, qui, dum ingenii laudem sectantur, non tam corrigere eum, quam depravare maluerunt, aboleri praecipimus (321). L. 2 *eod.* : Universa, quae scriptura Paulli continentur, recepta auctoritate firmanda sunt et omni veneratione celebranda.

Goudsmit, *Notae Pauli et Ulpiani ad Papinianum quae in Digestis supersunt*. Leyde, 1842.

Loi des citations (426).

L. 3 C. Theod. *De responsis prudentium* I, 4 : Papiniani, Paulli, Gaii, Ulpiani atque Modestini scripta universa firmamus ita, ut Gaium, quae Paullum, Ulpianum et cunctos comitetur auctoritas, lectionesque ex omni ejus opere (corpore?) recitentur. Eorum quoque scientiam, quorum tractatus atque sententias praedicti omnes suis operibus miscuerunt, ratam esse censemus, ut Scaevolae, Sabini, Juliani atque Marcelli, omniumque, quos illi celebrarent, si tamen eorum libri, propter antiquitatis incertum, codicum collatione firmentur. Ubi autem diversae sententiae proferuntur, potior numerus vincat auctorum, vel, si numerus aequalis sit, ejus partis praecedat auctoritas, in qua excel-

lentis ingenii vir Papinianus emineat, qui, ut singulos vincit, ita cedit duobus. Notas etiam Paulli atque Ulpiani in Papiniani corpus factas (sicut dudum statutum est) praecipimus infirmari. Ubi autem pares eorum sententiae recitantur, quorum par censetur auctoritas, quod sequi debeat, eligat moderatio judicantis. Paulli quoque sententias semper valere praecipimus, etc.

Diverses explications de cette loi. — Hugo, *Civ. Magasin* VI. — Puchta, l. l. — Danz, l. l. — Walter, 443, n. 7. — Sanio, *Abhandlungen*. — Dernburg, ouvrage cité au § 133. — Cf. Linteloo de Geer, *De Index florentinus* (*infra* § 187), p. 21.

§ 176. — *Les codes Grégorien et Hermogénien.*

Maynz, 237. — Rudorff, §§ 98, 99. — Boecking, *Pandecten*, § 20. — Puchta, § 135. — Danz, § 79. — Kuntze, 954. — Esmarch, § 150. — Padelletti, p. 425 s. — G. E. Heimbach, *Leipz. Repertorium* 1845. — Ancienne dissertation de Pohl, Leipzig, 1774. — Jacobson, *Dissertatio critica de C. G. et H.* Koenigsberg, 1828. — Huschke, *Zeitschrift für gesch. RW.* XIV; *Zeitschrift für Rechtgeschichte* VI, p. 279-331. — Cf. Mommsen, *Fragm. Vat.* — Fitting, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XI. — Haenel, dans le *Corpus* de Bonn (indication d'éditions et de manuscrits).

1. *Gregorianus codex, corpus Gregoriani.*

Recueil non officiel de constitutions impériales. La plus récente à nous transmise comme en ayant fait partie est de 295 (Dioclétien et Maximien, *Collation* VI, 4). La plus ancienne est de 196 (Septime Sévère, *Consultation*, 1, 6). On peut supposer que le recueil commençait à Hadrien.

L'auteur, Grégorien, d'ailleurs inconnu, paraît l'avoir fait sous Dioclétien, peut être sur l'ordre de cet empereur?

Le recueil était divisé en livres et en titres, lesquels sont quelquefois indiqués dans les citations.

Il nous a été conservé en fragments dans la *Collation*, dans la *Consultation*, dans les *Fragments du Vatican*, et dans un extrait de XIII titres et de 22 constitutions, contenu dans le Bréviaire d'Alaric et dans ses appendices. En combinant ces divers débris, M. Haenel a formé XXXV titres comprenant 70 constitutions. Voici, en gros, le plan de ce code; on n'aura pas de peine à reconnaître celui de l'Édit, avec adjonction du droit extraordinaire.

Livre I, 10 *De pactis*. 11 *De transactionibus*. 12 *De postulando*.

II. *De his quae vi metusve causa gesta sunt. De dolo malo?* — *Si adversus donationes sponsis factas in integrum quis restitui velit*. 17 *Si minor ab hereditate se abstineat*. — *Si major fuerit probatus*. — *De inofficioso testamento*.

III. *De petitione hereditatis*. — *De rei vindicatione*. — *Si sub alterius nomine res empta fuerit*. — *De familiae hereiscundae et communi dividundo*. — 11? *De jure jurando?* 12 *Si certum petatur*. — *Si cum eo, qui in aliena potestate est, negotium gestum esse dicitur*.

IV. *Si debito persoluto instrumentum apud creditorem remanserit*. — *Si amissis vel debitori redditis instrumentis creditum petatur*. — *De deposito*.

V. *De nuptiis* (au moins 32 constitutions, *Coll.* VI, 5).

VI. 18 (ou 19) *Arbitrium tutelae*. — *De libertis principis?* — *De operis libertorum*.

X. *Quibus res judicata non noceat*. — *De confessis*.

XII. *De sponsoribus et fidejussoribus*.

XIII. *De patria potestate*. — *De donationibus*.

XIV (?). *De accusationibus.* — *Ad legem Juliam de adulteriis.* — *Ad legem Corneliam de sicariis et veneficis.* — *De maleficis et Manichaeis.*

Principales éditions : Sichardt a donné l'extrait visigothique dans son édition du Bréviaire. *Infra* §§ 177, 181. Cujas y a joint les autres débris dans ses éditions du code Théodosien, § 177. Schultingh dans sa *Jurisprudentia vetus.* — Haenel, *Corpus juris* de Bonn, d'après 36 manuscrits. XXXV titres, 70 constitutions.

2. *Hermogenianus codex, corpus Hermogeniani.*

Recueil de rescrits de la fin du troisième et du quatrième siècle. Le plus ancien est de 291. (*Coll.* VI, 5 : répétition d'un rescrit de 287, contenu déjà dans le code Grégorien.) Un est de 293. Douze sont de 293-304. Neuf de 300 ou 302. Haenel, dans l'édition citée, en donne 33 de Dioclétien et Maximien, y compris les non datés, en XVIII titres. Il faut ajouter sept rescrits de Valentinien et Valens de 364 et 365 (*Consultation* IX, 1-7).

Le recueil n'a donc pas été clos avant cette dernière date. L'auteur peut être le même Hermogénien auquel sont dus les *Juris Epitomae* extraites dans les Pandectes. Peut-être est-ce de lui que Sédulius († vers 494) dit : « Cognoscant Hermogenianum, doctissimum juris latorem, tres editiones sui operis confecisse. » (*Opus paschale.* Dédicace à Macédonius.) — Plusieurs personnages du nom d'Hermogénien ont occupé de hautes positions au quatrième siècle.

Le code Hermogénien, qu'il ait eu ou non plusieurs éditions revues et augmentées, a joué le rôle d'un supplément, d'une suite au code Grégorien. C'est probablement de ces deux recueils que parle Ammien Mar-

cellin lorsqu'il dit simplement *Codices*. Théodose, Justinien les citent ensemble, et toujours le code Grégorien précède le code Hermogénien. Les éditeurs les réunissent. Les fragments, qui sont conservés dans les *Fragments du Vatican*, la *Collation*, la *Consultation*, le Papien, et le Bréviaire (extraits de deux rescrits en deux titres), sont indiqués par titres, et non par livres.

Editions citées p. 459.

§ 177. — *Le code Théodosien*. 439.

Maynz, 238. — Zimmern, I, § 47. — Rudorff, §§ 100, 107. — Walter, 446. — Puchta, 136. — Danz, § 80. — Kuntze, 954. — Esmarch, § 150. — Padelletti, p. 428 s. — Boecking, § 20. — Deurer, § 83. — Prolégomènes de Jacques Godefroi à son édition. — Dissertations de Brunquell (Jéna, 1719. *Opuscula*, Halle, 1774) et de M. le baron de Crassier (Liége, 1825). — Haenel, *Corpus juris* de Bonn. — Heimbach, *Leipz. Repertorium* 1845.

1. Double projet non réalisé de Théodose II et Valentinien III: rédaction d'un code historique, scientifique, et d'un code pratique des constitutions impériales (à partir de Constantin).

L. 5 C. Th. *De constitutionibus Principum*: Impp. Theodosius et Valentinianus AA. ad Senatum : Ad similitudinem Gregoriani atque Hermogeniani codicis cunctas colligi constitutiones decernimus, quas Constantinus inclytus et post eum Divi Principes Nosque tulimus, edictorum viribus aut sacra generalitate subnixas..., sed cum simplicius justiusque sit, praetermissis eis, quas posteriores infirmant, explicari solas, quas valere conveniet : hunc quidem Codicem et priores diligentioribus compositos cognoscamus, quorum scholasticae intentioni tribuitur, nosse illa etiam, quae mandata silentio in desuetudinem abierunt, pro sui tantum temporis negotiis valitura. Ex his autem tribus codi-

cibus et per singulos titulos cohaerentibus prudentium tractatibus et responsis, eorundem opera qui tertium ordinabunt, noster erit alius, qui nullum errorem, nullas patietur ambages, qui nostro nomine nuncupatus, sequenda omnibus vitandaque monstrabit. Ad tanti consummationem operis et contexendos codices (quorum primus omni generalium constitutionum diversitate collecta, nullaque extra se, quam jam proferri liceat, praetermissa, inanem verborum copiam recusabit, alter omni juris diversitate exclusa magisterium vitae suscipiet), deligendi viri sunt singularis fidei, limatioris ingenii; qui cum primum codicem nostrae scientiae et publicae auctoritati obtulerint, aggredientur alium, donec dignus editione fuerit, pertractandum... (429).

L. 6 *eod.* :... Omnes edictales generalesque constitutiones, vel in certis provinciis seu locis valeri aut proponi jussae, quas D. Constantinus posterioresque Principes ac Nos tulimus, indicibus rerum titulis distinguantur : ita, ut non solum consulum dierumque supputatione, sed etiam ordine compositionis apparere possint novissimae. Ac si qua earum in plura sit divisa capita, unumquodque eorum, disjunctum a ceteris, apto subjiciatur titulo, et circumcisis ex quaque constitutione ad vim sanctionis non pertinentibus, solum jus relinquatur. § 1. Quod ut brevitate constructum claritate luceat, aggressuris hoc opus et demendi supervacanea verba et adjiciendi necessaria et mutandi ambigua et emendandi incongrua tribuimus potestatem. § 2. Contextores hujus *Theodosiani Codicis* : ANTIOCHUS amplissimus atque gloriosissimus praefecturis ac consularis ; EUBULUS illustris ac magnificus, comes et quaestor noster ; MAXIMINUS vir illustris, insignibus quaestoriae dignitatis ornatus ; SPERANTIUS, MARTYRIUS, ALIPIUS, SEBASTIANUS, APOLLODORUS, THEODORUS, ORON spectabiles, comites et magistri sacrorum scriniorum ; EROTIUS vir spectabilis, ex vicariis et quaestor ; NEUTERIUS, vir spectabilis, etc... — § 3. Quorum si quis aut humano praepeditus casu, aut aliqua reipublicae detentus sollicitudine, ab injuncto fuerint abs-

tractus negotio, nostro substituatur arbitrio; ut absolutionem Codicis, in omnibus negotiis judiciisque valituri, nullumque extra se novellae constitutionis locum relicturi, nisi quae post editionem hujus fuerit promulgata, nullum possit inhibere obstaculum.

Publication du code pratique le 15 février 438, avec force de loi exclusive pour le *jus principale* dés le 1er janvier 439.

Mode de publication dans les deux empires. Copistes, *constitutionarii*. Rescrit de 443.

Gesta in senatu Urbis Romae de recipiendo Codice Theodosiano. Clossius, publication citée plus loin. — Savigny, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* IX. — Mommsen, Académie saxonne, 1851.

2. Le code Théodosien est divisé en seize livres, les livres sont divisés en titres; dans chaque titre les lois se suivent par ordre de date.

Le droit ordinaire, selon le système de l'Édit, est contenu aux cinq premiers livres. Le droit administratif impérial aux livres VI, VII, VIII. Le droit pénal au livre IX. Le droit fiscal aux livres X et XI. Les livres XII-XV contiennent le droit communal. Le livre XVI le droit ecclésiastique.

Un abrégé des seize livres du code Théodosien a été conservé dans le Bréviaire. *Infra* § 181. — Sichardt l'a publié sous le titre de *Codicis Theodosiani libri XVI*... Bâle, 1528.

On possède plusieurs manuscrits contenant des parties non abrégées : ceux du Vatican (édité par Jean du Tillet, Paris, 1550, édition plus complète par Cujas, Lyon, 1566, Paris, 1586, 1593, 1607; — de Turin (Abbé Peyron [1785-1870], Turin, 1823; Baudi de Vesme [1809-1877]; Puggé, Bonn, 1825; Wenck); — de Milan (Clossius, Tubingue, 1824).

L'édition actuellement la meilleure est celle de Haenel, dans le *Corpus juris* de Bonn, faite à l'aide de 54 manuscrits (1844).

Commentaire classique de Jacques Godefroi, édité après sa mort par Antoine Marville, professeur à Valence, Lyon, 1655; réédité par Ritter, Leipzig, 1736-1745.

§ 178. — *Les Novelles Théodosiennes et Post-Théodosiennes.*

Maynz, 239. — Rudorff, § 101. — Heimbach, *Leipziger Repertorium* X.

1. Conformément à la règle de *l'unanimité* (*supra* § 174), un premier recueil de novelles de Théodose fut communiqué à Valentinien III en 447, et publié par lui dans l'empire d'Occident en 448. Un recueil de novelles rendues de 450 à 455 fut communiqué par Marcien. Léon fit encore communication à Anthémius.

2. Un recueil de novelles de Théodose, Valentinien, Marcien, Majorien, Sévère, Anthémius a été conservé en extrait dans le Bréviaire. *Infra* § 181. Plusieurs novelles sont conservées séparément.

Ces divers restes se trouvent dans l'édition déjà mentionnée de Sichardt (§ 177) et dans celles, de moins en moins incomplètes, de P. Pithou (Paris, 1571...), Zirardini (Faenza, 1766), Amaduzzi (Rome, 1767), enfin de Haenel, dans le *Corpus juris* de Bonn (1844).

SECTION II. — LA LÉGISLATION EN OCCIDENT APRÈS LA CHUTE DE L'EMPIRE D'OCCIDENT.

§ 179. — *En général.*

Les Germains dans l'empire. Caractère de leur établissement. Leur état social et juridique.

Droit germanique, de Tacite aux *Leges populorum*.

Personnalité du droit. *Leges romanae barbarorum*.

§ 180. — *L'Édit de Théodoric. Édits d'Athalaric.*

Puchta, 137. — Rudorff, § 106. — Danz, § 81. — Kuntze, 957. — Deurer, § 87. — Naudet, *Histoire des progrès et de la décadence de la monarchie des Goths, en Italie.* Paris, 1811. — J. de Gloeden, *Das Rœmische Recht im ostgothischen Reich.* Iéna, 1843. — Dahn, *Die Könige der Germanen* IV. *Die Edicte der Kœnige Theodorich und Athalarich.* — Bluhme, Prolégomènes à son édition.

1. Positions respectives des Romains et des Goths dans le royaume ostrogothique.

Les Goths non militaires vivaient selon le droit romain.

Cassiodore, *Variarum* I, 27 :... Juri romano servit quidquid sociatur Italiæ (509)... Delectamur jure Romanorum vivere, quos armis cupimus vindicare. VII, 3 :... Sub diversitate judicum una justitia complectatur universos.

2. But et caractère de l'Édit. Promulgation.

Prologue : Ante oculos habentes illa, quae possunt saepe contingere, pro hujusmodi casibus terminandis praesentia jussimus Edicta pendere : ut salva juris publici reverentia et legibus omnibus cunctorum devotione servandis, quae Barbari Romanique sequi debeant super expressis articulis, edictis praesentibus evidenter cognoscant.

L'Édit se compose d'extraits du code Grégorien, du code Théodosien, des Novelles de Théodose et de Valentinien III, des Sentences de Paul, le tout en 154 articles, avec prologue et épilogue.

Tous les manuscrits de l'Édit sont perdus. La première édition a été donnée par Pierre Pithou, à la suite des œuvres de Cassiodore, Paris, 1579. On trouve aussi l'Édit dans les recueils de lois germaniques de Lindenbrog, Goldast et autres. — Bluhme, *Monumenta, Leges*, V. — Padelletti, *Fontes juris italici*, 1877. — G.-F. Rhon, *Commentatio ad Edictum Theodorici*, Halle, 1816.

3. On considère comme des compléments de l'Édit de Théodoric les édits d'Athalaric, rédigés par Cassiodore et contenus au livre IX *Variarum*, épîtres 2, (15), 18.

Gretschel, *Ad Edictum Athalarici*, Leipzig, 1828. — Padelletti, *Fontes*.

§ 181. — *Le Bréviaire d'Alaric*. 506. Lex Romana Visigothorum.

Rudorff, § 104. — Puchta, 137. — Danz, § 81. — Deurer, § 87. — Haenel, Prolégomènes de l'édition citée ci-dessous.

1. Rédaction et promulgation. — Alaric II, mort en 507 à la bataille de Vouillé, de la propre main de Clovis; Goiaric, comte palatin; Anien, référendaire. La commission de rédaction siégeait à Aire en Gascogne. Son travail fut approuvé par l'assemblée de notables romains, ecclésiastiques et laïcs, qui représentait sans doute l'ancien *conventus*. Les exemplaires officiels furent revêtus de la signature d'Anien. Le code fut appelé plus ou moins officiellement *Leges s. species juris de Theodosiano et diversis libris electae, Liber juris, Liber Aniani, Lex Romana*. — Le nom de *Breviarium* a prévalu chez les modernes.

2. Composition.

En fait de *Leges :* extraits ou abrégés du code Théodosien, des Novelles de Théodose, Valentinien, Marcien, Majorien, Sévère.

En fait de *Jura :* extraits ou abrégés des *Responsa* de Papinien, des Institutes de Gaius, probablement d'après un abrégé en deux livres en usage dans les

écoles (*infra* § 201), des Sentences de Paul, de parties des codes Grégorien et Hermogénien.

Ordre : Code Théodosien, Novelles, Gaius, Paul, Grégorien, Hermogénien, Papinien.

Commentaire officiel continu, *interpretatio*. *Infra* § 201. *Commonitorium*. Intercalations. Appendices.

3. Gloses et développements. Extraits et abrégés du Bréviaire. Divers *épitomés* faits en France, *Summæ legum* ou Épitomé d'Aegidius (§ 217), *Scintilla*, épitomés dits de Wolfenbüttel, de Lyon, de Munich, de Selden.

Épitomé de Saint-Gall, *Lex Romana Utinensis* (*Curiensis*), fait probablement dans les Grisons. *Infra* § 212.

Il existe un grand nombre de manuscrits du Bréviaire, avec diverses modifications. Haenel en a mis à profit 76 dans sa belle édition : *Lex Romana Visigothorum*, avec sept épitomés dont cinq inédits, prolégomènes, explications, notes, appendices. Leipzig, 1848. — Auparavant l'on n'avait que l'édition de Sichardt, mentionnée au § 177.

§ 182. — *Le Papien*. Lex Romana Burgundionum.

Puchta, 137. — Rudorff, § 105. — Danz, § 81. — Kuntze, 957. — Ba.kow, Bluhme, prolégomènes aux éditions ci-dessous. — Aymon de Crousaz, *Études sur le Papien*, Lausanne, 1862. — Matile, *Études sur la loi Gombette*.

Prologue de la loi Gombette (472, 517) : Inter Romanos Romanis legibus praecipimus judicari : qui formam et expositionem legum conscriptam qualiter judicent se noverint accepturos, ut per ignorantiam se nullus excuset.

Cette *forma et expositio* contient en 47 titres un amalgame de dispositions tirées du code Théodosien, des Novelles Théodosiennes, des codes Grégorien et Hermogénien, de Gaius et de Paul.

La *Lex Romana Burgundionum* se trouve entière ou en extraits dans divers manuscrits de la Gombette et à la fin du Bréviaire, après *Papinien*, d'où la désignation, erronée, mais fort ancienne puisqu'elle remonte au neuvième siècle, de *Papien*, laquelle s'est maintenue jusqu'aujourd'hui.

La première édition est de Cujas, Paris 1566 (et 1586). Autres éditions : Schultingh (*Jurisprudentia antejustiniana*). Amaduzzi. Barkow, Greifswalde, 1826. — Bluhme, *Monumenta Germaniae historica. Leges*, III. (1863.)

SECTION III. — LA LÉGISLATION DE JUSTINIEN.

§ 183. — *Préliminaires. Justinien. Tribonien.*

Maynz, 240. — Zimmern, §§ 107-110. — Puchta, 138. — Walter, 448-454. — Danz, § 82. — Kuntze, 958. — Esmarch, §§ 152, 160. — Padelletti, p. 435-442. — Jean Chifflet († 1666), *De juris utriusque architectis*. Anvers, 1651. Otto I. — Ludewig, *Vita Justiniani atque Theodorae necnon Triboniani*. Halle, 1731. — Bach, édition de Stockmann, p. 549-550. — Invernizzi, *De rebus gestis Justiniani*... Rome, 1783. — Sur l'ensemble de l'œuvre législative de Justinien : Spangenberg, *Einleitung in das rœmisch-justinianeische Rechtsbuch*. Hanovre, 1817. — Gibbon, ch. 40-44.

Justinien (Upravda), né en Illyrie en 482, de parents slaves, empereur avec son oncle maternel Justin dès le 1er Avril 527, seul dès le 1er Août de la même année, mort en 565.

Tribonien, *magister officiorum*, puis *quaestor sacri palatii*, mort en 545.

État du droit à l'avénement de Justinien. Les *Jura*. Les *Leges*. *Supra* § 174.

Esprit des réformes et de la codification de Justinien. Aperçu général.

CHAPITRE I.

Premier travail relatif aux *Leges*.

Le premier CODE de Justinien. 529.

Maynz, 241. — Rudorff, § 108. — Zimmern, § 48. — Puchta, 139. — Walter, 448. — Danz, § 82. — Esmarch, § 153. — Asher, *Rechtsgeschichtl. Studien*, 1862.

§ 184.

Ce code, dont la confection fut ordonnée par la constitution HAEC QUAE NECESSARIO du 13 février 528 et qui fut promulgué par la constitution SUMMA REIPUBLICAE du 7 avril 529, contenait les constitutions impériales en vigueur selon l'ordre du code Théodosien. Il n'a pas été conservé.

Imp. Justinianus A. ad Senatum urbis Constantinopolitanae. HAEC QUAE NECESSARIO corrigenda esse multis retro principibus visa sunt, interea tamen nullus eorum ad effectum ducere ausus est, in praesenti rebus donare communibus auxilio Dei omnipotentis censuimus, et prolixitatem litium amputare, multitudine quidem constitutionum, quae tribus codicibus, Gregoriano, Hermogeniano atque Theodosiano, continebantur, illarum etiam, quae post eosdem codices a Theodosio divinae recordationis aliisque post eum retro principibus et a nostra etiam clementia positae, sunt, resecanda, uno autem codice sub felici nostri nominis vocabulo componendo, in quem colligi tam memoratorum trium codicum, quam novellas post eas positas constitutiones oportet. § 1. Ideoque ad hoc maximum et ad ipsius reipublicae sustentationem respiciens opus efficiendum elegimus tanto fastigio laborum tantaeque sollicitudini sufficientes, JOANNEM virum excellentissimum, Exquaestore

sacri nostri palatii, Consularem atque Patricium, LEONTIUM, virum sublimissimum Magistrum militum, Expraefecto praetorio, Consularem atque Patricium, PHOCAM virum eminentissimum, Magistrum militum, Consularem atque Patricium, BASILIDEM virum excellentissimum, Expraefecto praetorio Orientis atque Patricium, THOMAM virum gloriossimum, Quaestorem sacri nostri palatii et Exconsule, TRIBONIANUM virum magnificum magisteria dignitate inter agentes decoratum, CONSTANTINUM virum illustrem, Comitem sacrarum largitionum, inter agentes, et Magistrum scrinii libellorum sacrarumque cognitionum, THEOPHILUM virum clarissimum, Comitem sacri nostri consistorii et juris in hac alma urbe doctorem, DIOSCORUM et PRAESENTINUM, disertissimos togatos fori amplissimi praetoriani. § 2. Quibus specialiter permisimus, resecatis tam supervacuis, quantum ad legem soliditatem pertinet, praefationibus, quam similibus et contrariis, praeterquam si juris alia divisione adjuventur, illis etiam, quae in desuetudinem abierunt, certas et brevi sermone conscriptas ex iisdem tribus codicibus et novellis constitutionibus leges componere, et congruis titulis subdere, adjicientes quidem, et detrahentes, immo et mutantes verba earum, ubi hoc rei commoditas exigeret, colligentes vero in unam sanctionem, quae variis constitutionibus dispersa sunt, et sensum earum clariorem efficientes, ita tamen, ut ordo temporum earum constitutionum non solum ex adjectis diebus consulibusque, sed etiam ex ipsa compositione earum clarescat, primis quidem in primo loco, posterioribus vero in secundo ponendis, et si quae earum sine die et consule in tribus veteribus codicibus, vel in his, in quibus novellae constitutiones receptae sunt, inveniantur, ita his ponendis, nullaque dubietate super generali earum robore ex hoc oriunda, sicut et illas vim generalis constitutionis obtinere palam est, quae ad certas personas rescriptae, vel per pragmaticam sanctionem ab initio datae, eidem novo codici propter utilitatem sanctionis insertae fuerunt. § 3. Haec igitur ad vestram notitiam ferre properavimus, ut sciatis, quanta nos

diuturna super rerum communi utilitate cura sollicitet, studentes certas, et indubitatas, et in unum codicem collectas esse de cetero constitutiones, ut ex eo tantummodo sub felici nostro nomine nuncupando codice recitatio constitutionum in omnibus ad citiores litium decisiones fiat judiciis. Dat. Idib. Febr. Constantinopoli DN. Justiniano PP. A. II. Cons. (528.)

Imp. Justinianus Aug. Menae Praefecto Praetorio, Expraefecto hujus almae urbis ac Patricio. SUMMA REIPUBLICAE tuitio de stirpe duarum rerum, armorum scilicet atque legum, veniens, vimque suam exinde muniens, felix Romanorum genus omnibus anteponi nationibus, omnibusque gentibus dominari tam praeteritis efficit temporibus, quam Deo propitio in aeternum efficiet: istorum etenim alterum alterius auxilio semper eguit, et tam militaris res legibus in tuto collocata est, quam ipsae leges armorum praesidio servatae sunt. Merito igitur ad primam communium rerum sustentationem nostram sententiam, et mentem, laboresque nostros referentes, militaria quidem agmina multiplicibus et omnem providentiam continentibus modis correximus, et tam legibus veteribus ad meliorem statum brevi tempore reductis, quam novis non solum exquisitis, sed etiam recta dispositione nostri numinis sine novis expensis publicis constitutis, primo servando posita, deinde nova ponendo, firmissima subjectis effecimus. §3. Hunc igitur in aeternum valiturum judicio tui culminis intimare prospeximus, ut sciant omnes, tam litigatores, quam disertissimi advocati, nullatenus eis licere de cetero constitutiones ex veteribus tribus codicibus, quorum jam mentio facta est, vel ex iis quae novellae constitutiones ad praesens tempus vocabantur, in cognitionalibus recitare certaminibus, sed solum eidem nostro codici insertis constitutionibus necesse esse uti, falsi crimini subdendis his, qui contra hoc facere ausi fuerint, quum sufficiat earundem constitutionum nostri codicis recitatio, adjectis etiam veterum juris interpretatorum laboribus ad omnes dirimendas lites, nullaque dubitatione emergenda vel ex eo, quod sine die et consule quae-

dam compositae sunt, vel quod ad certas personas rescriptae sunt, quum omnes generalium constitutionum vim obtinere procul dubio est. Sed et si quae earum constitutionum detractis, vel additis, vel permutatis certis verbis (quod et ipsum praefatis excellentissimis viris specialiter permisimus) compositae sunt, nullis concedimus ex libris veterum juris interpretatorum aliter eas habentes recitare, sed solam juris interpretatorum sententiam commendare, ut tunc teneat, quum minime adversetur ejusdem nostri codicis constitutionibus. § 4. Si quae vero pragmaticae sanctiones, quae minime in eodem nostro codice receptae sunt, civitatibus forte, vel corporibus, vel scholis, vel scriniis, vel officiis, vel alicui personae impertitae sunt, eas, si quidem aliquod privilegium speciali beneficio indulgent, omni modo ratas manere, si vero pro certis capitulis factae sunt, tunc tenere, quum nulli nostri codicis adversantur constitutioni, praecipimus. Sed et si qua regesta in tui culminis judicio, vel in aliis judiciis civilibus vel militaribus, vel apud principia numerorum pro publicis expensis vel quibuscunque titulis ad publicum pertinentibus posita sunt, ea etiam, prout communis rei commoditas exigit, firma esse censemus...

Chapitre II.

Travaux relatifs aux *Jura*.

I. Les cinquante décisions. 529-532.

Rudorff, § 109. — Danz, § 82. — Esmarch, § 157. — Deurer, § 91 (Littérature). — Hugo, *Civ. Mag.* V. — W. Ludwell, *De L Decisionibus* (*Exercit. ad Instit.*). Altdorf, 1663. — Essais de restitution, commentaires, de Raguçau, Mérille, Wieling, Brunquell, Strauch et autres.

§ 185.

Après avoir codifié les *Leges*, Justinien entreprit la codification des *Jura*. Il fallait, avant tout, déblayer le

terrain. Le *jus controversum* devait disparaître, se transformer en *jus receptum*.

Justinien, § 3 J. *De libertin.* 1, 5: Et dediticios quidem per nostram constitutionem expulimus, quam promulgavimus inter nostras decisiones, pér quas, suggerente nobis Triboniano, viro excelso, quaestore, antiqui juris altercationes placavimus. — Constitution Cordi (*infra* § 192) § 1 : Postea vero, quum vetus jus considerandum recepimus, tam quinquaginta decisiones fecimus, quam alias ad commodum propositi operis pertinentes plurimas constitutiones promulgavimus, quibus maximus antiquarum legum articulus emendatus et coarctatus est, omneque jus antiquum supervacua prolixitate liberum atque enucleatum in nostris Institutionibus et Digestis reddidimus.

Recueil spécial ?

Glose de Turin (*infra* § 201 et 212) : Sicut libro L decisionum invenies. — Jean Malalas, *Chronique* (p. 63 de l'édition de Venise 1733) : Ὅπερ μονόβιβλον κατασκευάσας ἔπεμψεν ἐν Ἀθήναις καὶ ἐν Βηρύτῳ.

II. Les autres constitutions de réforme. 529-534.

Rudorff, § 109. — Esmarch, § 157.

§ 186.

Épuration du *jus receptum* : il fallait élaguer, émonder, changer, simplifier, moderniser. De là environ 250 constitutions de *réforme*, qui portent, en grande partie, sur des matières délicates et difficiles.

Textes cités au § 185.

III. Le DIGESTE ou les PANDECTES. *Digesta, Pandectae, Codex juris enucleati*. 530, 533.

§ 187.— *Rédaction et publication du Digeste.*

Maynz, 242. — Puchta, 139. — Zimmern, §§ 59, 60. — Rudorff, § 110. — Walter, 450. — Danz, § 83. — Esmarch, § 154.

1. Constitution DEO AUCTORE du 15 Décembre 530. L. 1 C. *De vetere jure enucleando* I, 17 :

Imp. Justinianus, etc. Triboniano Quaestorisuo salutem. DEO AUCTORE nostrum gubernantes imperium, quod nobis a caelesti majestate traditum est, et bella feliciter peragimus, et pacem decoramus, et statum reipublicae sustentamus, et ita nostros animos ad Dei omnipotentis erigimus adjutorium, ut neque armis confidamus, neque nostris militibus, neque bellorum ducibus, vel nostro ingenio, sed omnem spem ad solam referamus summae providentiam trinitatis, unde et mundi totius elementa processerunt, et eorum dispositio in orbem terrarum producta est. § 1. Quum itaque nihil tam studiosum in omnibus rebus invenitur, quam legum auctoritas, quae et divinas et humanas res bene disponit et omnem iniquitatem expellit, reperimus autem omnem legum tramitem, qui ab urbe Roma condita Romuleis descendit temporibus, ita esse confusum, ut in infinitum extendatur, et nullius humanae naturae capacitate concludatur, primum nobis fuit studium a sacratissimis retro principibus initium sumere, et eorum constitutiones emendare, et viae dilucidae tradere, quatenus in unum codicem congregatae et omni supervacua similitudine, et iniquissima discordia absolutae universis hominibus promptum suae sinceritatis praebeant praesidium. § 2. Illoque opere consummato, et in uno volumine nostro nomine profulgente coadunato, quum ex paucis et tenuioribus relevati ad summam et plenissimam juris emendationem pervenire properaremus, et omnem romanam sanctionem et colligere, et emen-

dare, et tot auctorum dispersa volumina uno codice indita ostendere, (quod nemo neque sperare, neque optare ausus est,) res quidem nobis difficillima, immo magis impossibilis videbatur. Sed manibus ad coelum erectis, et aeterno auxilio invocato, eam quoque curam nostris reposuimus animis, Deo freti, qui et res penitus desperatas donare et consummare suae virtutis magnitudine potest. § 3. Et ad tuae sinceritatis optimum respeximus ministerium, tibique primo et hoc opus commisimus, ingenii tui documentis ex nostri codicis ordinatione acceptis, et jussimus, quos probaveris tam ex facundissimis antecessoribus, quam ex viris disertissimis togatis fori amplissimae sedis ad sociandum laborem eligere. His itaque collectis, et in nostrum palatium introductis, nobisque tuo testimonio placitis, totam rem faciendam permisimus; ita tamen, ut tui vigilantissimi animi gubernatione res omnis celebretur. § 4. Jubemus igitur vobis antiquorum prudentium, quibus auctoritatem conscribendarum interpretandarumque legum sacratissimi principes praebuerunt, libros ad jus romanum pertinentes et legere, et elimare, ut ex his omnis materia colligatur, nulla, secundum quod possibile est, neque similitudine, neque discordia derelicta; sed ex his hoc colligi, quod unum pro omnibus sufficiat. Quia autem et alii libros ad jus pertinentes scripserunt, quorum scripturae nullis auctoribus receptae, nec usitatae sunt, neque nos eorum volumina nostram inquietare dignamur sanctionem. § 5. Quumque haec materia summa nostri numinis liberalitate collecta fuerit, oportet eam pulcherrimo opere exstruere, et quasi proprium et sanctissimum templum justitiae consecrare et in libros quinquaginta, et certos titulos totum [jus] digerere, tam secundum nostri constitutionem codicis, quam edicti perpetui imitationem, prout hoc vobis commodius esse patuerit; ut nihil extra memoratam consummationem possit esse derelictum, sed his quinquaginta libris totum jus antiquum per millesimum et quadrigentesimum pæne annum confusum et a nobis purgatum, quasi quodam muro vallatum, nihil extra se habeat; omnibus auctoribus juris

aequa dignitate pollentibus, et nemini quadam praerogativa servanda, quia non omnes in omnia, sed certi per certa vel meliores, vel deteriores inveniuntur. § 6. Sed neque ex multitudine auctorum quod melius et aequius est judicatote, quum possit unius forsitan et deterioris sententia et multos et majores in aliqua parte superare. Et ideo ea, quae in notis Aemilii Papiniani ex Ulpiano, et Paulo, nec non Marciano adscripta sunt, quae antea nullam vim obtinebant propter honorem splendidissimi Papiniani, non statim respuere, sed si quid ex his ad repletionem summi ingenii Papiniani laborum vel interpretationem necessarium esse perspexeritis, et hoc ponere legis vicem obtinens non moremini; ut omnes, qui relati fuerint in hunc codicem, prudentissimi viri habeant auctoritatem, tanquam si eorum studia ex principalibus constitutionibus profecta, et nostro divino fuerint ore profusa. Omnia enim merito nostra facimus, quia ex nobis omnis eis impertietur auctoritas; nam qui non subtiliter factum emendat, laudabilior est eo, qui primus invenit. § 7. Sed et hoc studiosum vobis esse volumus, ut, si quid in veteribus libris non bene positum inveniatis, vel aliquod superfluum, vel minus perfectum, supervacua longitudine semota et quod imperfectum est repleatis, et omne opus moderatum et quam pulcherrimum ostendatis; hoc etiam nihilo minus observando, ut, si aliquid in veteribus legibus vel constitutionibus, quas antiqui in suis libris imposuerunt, non recte scriptum inveniatis, et hoc reformetis, et ordini moderato tradatis, ut hoc videatur esse verum, et optimum, et quasi ab initio scriptum, quod a vobis electum et ibi positum fuerit, et nemo ex comparatione veteris voluminis quasi vitiosam scripturam arguere audeat. Quum enim lege antiqua, quae regia nuncupabatur, omne jus omnisque potestas populi romani in imperatoriam translata sunt potestatem, nos vero sanctionem omnem non dividimus in alias et alias conditorum partes, sed totam nostram esse volumus, quid possit antiquitas nostris legibus abrogare? Et in tantum volumus eadem omnia, quum reposita sunt, obtinere, ut, etsi aliter fuerint

apud veteres conscripta, in contrarium autem in positione inveniantur, nullum crimen scripturae imputetur, sed nostrae electioni hoc adscribatur. § 8. Nulla itaque in omnibus praedicti codicis membris antinomia (sic enim a vetustate graeco vocabulo nuncupatur) aliquem sibi vindicet locum, sed sit una consequentia, adversario nemine constituto. § 9. Sed et similitudinem, secundum quod dictum est, ab hujusmodi consummatione volumus exsulare, et ea, quae sacratissimis constitutionibus, quas in codicem nostrum redegimus, cauta sunt, iterum poni ex vetere jure non concedimus, quum divalium constitutionum sanctio sufficit ad eorum auctoritatem, nisi forte vel propter divisionem, vel propter repletionem, vel propter pleniorem indaginem hoc contigerit; et hoc tamen perraro, ne ex continuatione hujusmodi lapsus oriatur aliquid in tali prato spinosum. § 10. Sed et si quæ leges in veteribus libris positæ in desuetudinem abierunt, nullo modo vobis easdem ponere permittimus, quum haec tantummodo obtinere volumus, quae vel judiciorum frequentissimis ordo exercuit, vel longa consuetudo hujus almae urbis comprobavit, secundum Salvii Juliani scripturam, quae judicat, debere omnes civitates consuetudinem Romae sequi, quae caput est orbis terrarum, non ipsam alias civitates. Romam autem intelligendum est non solum veterem, sed etiam regiam nostram, quae Deo propitio cum melioribus condita est auguriis. § 11. Ideo jubemus, duobus istis codicibus omnia gubernari : uno constitutionum, altero juris enucleati et in futurum codicem compositi, vel si quid aliud a nobis fuerit promulgatum Institutionum vicem obtinens, ut rudis animi studiosi simplicibus enutritus facilius ad altioris prudentiae redigatur scientiam. § 12. Nostram autem consummationem, quae a vobis Deo annuente componetur, DIGESTORUM vel PANDECTARUM nomen habere sancimus, nullis juris peritis in posterum audentibus commentarios illi applicare, et verbositate sua supradicti codicis compendium confundere, quemadmodum in antiquioribus temporibus factum est, quum per contrarias interpretantium sententias totum

jus paene conturbatum est; sed sufficiat per indices tantummodo et titulorum subtilitatem, quae παράτιτλα nuncupantur, quaedam admonitoria ejus facere, nullo ex interpretatione eorum vitio oriundo. § 13. Ne autem per scripturam aliqua fiat in posterum dubitatio, jubemus non per siglorum captiones et compendiosa aenigmata, quae multas per se et per suum vitium antinomias induxerunt, ejusdem codicis textum conscribi, etiam si numerus librorum significatur, aut aliud quidquam, nec etenim haec per specialia sigla numerorum manifestari, sed per litterarum consequentiam explanari concedimus. § 14. Haec igitur omnia Deo placido facere tua prudentia una cum aliis facundissimis viris studeat, et tam subtili, quam celerrimo fini tradere, ut codex consummatus et in quinquaginta libros digestus nobis offeratur in maximam et aeternam rei memoriam, Deique omnipotentis providentiae argumentum, nostrique imperii vestrique ministerii gloriam. Data octavodecimo Kalendas Januarias, Lampadio et Oreste viris clarissimis Consulibus. (530.)

2. Constitution Tanta du 16 Décembre 533 (L. 2 C. *De vetere jure enucleando*, I, 17) :

...Namque hoc caelestis quidem providentiae peculiare fuit, humanae vero imbecillitati nullo modo possibile. Nos itaque more solito ad immortalitatis respeximus praesidium, et summo numine invocato Deum auctorem et totius operis praesulem fieri optavimus, et omne studium Triboniano, viro excelso, Magistro officiorum, et Exquaestore sacri nostri palatii et Exconsule, credidimus, eique omne ministerium hujuscemodi ordinationis imposuimus, ut ipse una cum aliis illustribus et prudentissimis viris nostrum desiderium adimpleret. Nostra quoque majestas semper investigando et perscrutando ea, quae ab his componebantur, quicquid dubium et incertum inveniebatur, cum numine caelesti recte emendabat, et in competentem formam redigebat. § 1. Omnia igitur confecta sunt, Domino et Deo nostro Jesu Christo possibilitatem tam nobis quam nostris

in hoc satellitibus praestante. Et principales quidem constitutiones duodecim libris digestas jam ante in Codicem nostro nomine praefulgentem contulimus. Postea vero maximum opus aggredientes, ipsa vetustatis studiosissima opera jam paene confusa et dissoluta eidem viro excelso permisimus tam colligere, quam certo moderamini tradere. Sed quum omnia percontabamur, a praefato viro excelso suggestum est, duo paene millia librorum esse conscripta, ut plus quam tricies centena millia versuum a veteribus effusa, quae necesse esset omnia et legere, et perscrutari, et ex his quod optimum fuisset eligere. Quod caelesti fulgore et summae trinitatis favore confectum est secundum nostra mandata, quae ab initio ad memoratum virum excelsum fecimus; et in quinquaginta libros omne, quod utilissimum erat, collectum est, et omnes ambiguitates decisae, nullo seditioso relicto; nomenque libris imposuimus Digestorum seu Pandectarum, quia omnes disputationes et decisiones in se habent legitimas, et quod undique fuit collectum, hoc in sinus suos receperunt, in centum quinquaginta paene millia versuum totum opus consummantes; et in septem partes eos digessimus non perperam, neque sine ratione, sed in numerorum naturam et artem respicientes, et consentaneam eis divisionem partium conficientes. § 2. Igitur *prima* quidem pars totius contextus, quae graeco vocabulo πρῶτα nuncupatur, in quatuor libros seposita est. § 3. *Secundus* autem articulus septem libros habet, qui *de judiciis* appellantur. § 4. In *tertia* vero congregatione omnia, quae *de rebus* nominantur, contulimus, octo libris ei deputatis. § 5. *Quartus* autem locus, qui et totius compositionis, quasi quidam invenitur *umbilicus*, octo libros suscepit, in quorum primo omnia, quae ad hypothecam pertinent, reposita sunt, ut non a pigneraticia actione in libris de rebus posita multum distarent; alio libro eidem insertio volumini, qui aedilitium edictum, et redhibitoriam actionem, et duplae stipulationem, quae de evictionibus proposita est, continet, quia haec omnia titulis emtionum et venditionem consentanea sunt, et praedictae actiones quasi

pedisequae illarum ab initio processerunt, in vetustioris quidem edicti ordinatione in loca devia et multo distantia devagantes, per nostram autem providentiam his congregatae, quum opportuerat ea, quae de eodem paene loquuntur, in confinio ponere. Alius denique liber post duos primos nobis excogitatus est de usuris, et trajecticiis pecuniis, et de instrumentis, et testibus, et probationibus, nec non praesumtionibus. Et memorati tres singulares libri juxta compositionem de rebus positi sunt. Post hos quae de sponsalibus, vel nuptiis, vel dotibus legibus dicta sunt reposuimus, tribus librorum voluminibus ea concludentes. De tutelis autem et curationibus geminos libros conscripsimus. Et memoratam ordinationem octo librorum mediam totius operis reposuimus, omnia undique tam utilissima, quam pulcherrima jura continentem. § 6. *Quintus* autem exoritur nobis Digestorum articulus, in quem de testamentis et codicillis tam privatorum, quam militum omne, quicquid antiquis dictum est, inveniat quis depositum, qui *de testamentis* appellatur. De legatis autem et fideicommissis quinque librorum numerus aggregatus est. Quumque nihil tam peculiare fuerat, quam legatis quidem legis Falcidiae narratio, fideicommissis autem senatusconsulti Trebelliani, singulis libris utrique eorum applicatis, tota pars quinta in novem libros coadunata est. Solum autem senatusconsultum Trebellianum ponendum esse existimavimus; captiosas etenim et ipsis veteribus odiosas Pegasiani senatusconsulti ambages, et utriusque senatusconsulti ad se tam supervacuas, quam scrupulosas diversitates respuentes, totum jus super his positum Trebelliano senatusconsulto adjudicavimus. Sed in his nihil de caducis a nobis memoratum est, ne causa, quae in rebus non prospere gestis et tristibus temporibus romanis increbuit calamitatibus, bello coalescens civili, nostris maneat temporibus, quae favor caelestis et pacis vigore firmavit, et super omnes gentes in bellicis periculis posuit, ne luctuosum monumentum laeta secula inumbrare concedatur. § 7. *Sexta* deinde pars Digestorum exoritur, in qua omnes bonorum possessiones

positae sunt, quae ad ingenuos, quae ad libertinos respiciunt; ut et jus omne, quod de gradibus et affinitatibus descendit, legitimaeque hereditatis et omnis ab intestato successio, et Tertullianum, et Orphitianum senatusconsultum, ex quibus mater et filii invicem sibi heredes existunt, in geminos libros contulimus, bonorum possessionum multitudinem in compendiosum et manifestissimum ordinem concludentes. Post haec ea, quae de operis novi nuntiationibus, damnique infecti, et de aedificiis dirutis, et eorum insidiis, et quae de aqua pluvia arcenda veteribus auctoribus placita sunt, nec non de publicanis, et donationibus tam inter vivos quam mortis causa conficiendis cauta legibus invenimus, in librum singularem deduximus. De manumissionibus autem, et de liberali causa alius liber respondet, quemadmodum et de acquisitione tam dominii, quam possessionis, et titulis, qui eam inducunt, multae et variae lectiones uni sunt insertae volumini; alio libro deputato his, qui judicati, vel in jure confessi sunt, et de bonorum detentionibus et venditionibus, et ut ne quid in fraudem creditorum fiat. Postque haec omnia interdicta glomerata sunt, et deinceps exceptiones; et de temporum prolixitatibus, et de obligationibus et actionibus liber iterum singularis extenditur, ut praefata sexta pars totius Digestorum voluminis octo libris definiatur. § 8. *Septimus* autem et novissimus articulus Digestorum sex libris formatus est, in quo de stipulationibus seu verborum obligationibus, fidejussoribus et mandatoribus, nec non novationibus et solutionibus, et acceptilationibus, et de praetoriis stipulationibus omne quod jus invenitur, gemino volumine inscriptum est, quod in libris antiquis nec numerari possibile fuit. Et post hoc duo *terribiles libri* positi sunt de delictis privatis, et extraordinariis, nec non publicis criminibus, qui omnem continent severitatem poenarumque atrocitatem. Quibus permixta sunt et ea, quae de audacibus hominibus cauta sunt, qui se celare conantur, et contumaces existunt, et de poenis, quae condemnatis infliguntur, vel conceduntur, nec non de eorum substantiis. Liber

autem sigularis de appellationibus nobis excogitatus est contra sententias tam civiles, quam criminales causas finientes. Cetera autem omnia, quae de municipalibus, vel de decurionibus, et muneribus, vel publicis operibus, vel nundinis, et pollicitationibus, et diversis cognitionibus, et censibus, vel significatione verborum veteribus inventa sunt, quaeque regulariter definita, in sese recipit quinquagesimus, totius consummationis perfectio. § 9. Quae omnia confecta sunt per virum excelsum, nec non prudentissimum Magistrum, Exquaestore et Exconsule TRIBONIANUM, qui similiter eloquentiae et legitimae scientiae artibus decoratus, et in ipsis rerum experimentis emicuit, nihilque majus nec carius nostris unquam jussionibus duxit; nec non per alios viros magnificos et studiossisimos perfecta sunt, id est CONSTANTINUM, virum illustrem, Comitem sacrarum largitionum et Magistratum scrinii libellorum sacrarumque cognitionum, qui semper nobis ex bona opinione et gloriae sese commendavit; nec non THEOPHILUM, virum illustrem, magistrum jurisque peritum in hac splendidissima civitate laudabiliter optimam legum gubernationem extendentem, et DOROTHEUM, virum illustrem et facundissimum quaestorium, quem in Berytiensium splendidissima civitate leges discipulis tradentem propter ejus optimam opinionem et gloriam ad nos deduximus, participemque hujus operis fecimus; sed et ANATOLIUM, virum illustrem magistrum, qui et ipse apud Berytienses juris interpres constitutus ad hoc opus allectus est, vir ab antiqua stirpe legitima procedens, quum et pater ejus Leontius, et avus Eudoxius post Patricium, inclytae recordationis quaestorium et antecessorem, et Leontium, virum gloriosissimum praefectorium consularem, atque Patricium, filium ejus, optimam sui memoriam in legibus reliquerunt; nec non CRATINUM, virum illustrem et Comitem sacrarum largitionum, et optimum antecessorem hujus almae urbis constitutum. Qui omnes ad praedictum opus electi sunt una cum STEPHANO, MENA, PROSDOCIO, EUTOLMIO, TIMOTHEO, LEONIDE, LEONTIO, PLATONE, JACOBO, CON-

STANTINO, JOANNE, viris prudentissimis, qui patroni quidem sunt causarum apud maximam sedem praefecturae, quae orientalibus praetoriis praesidet, omnes autem suae virtutis testimonium undique accipientes et a nobis ad tanti operis consummationem electi sunt; et quum omnes in unum convenerunt gubernatione Triboniani, viri excelsi, ut tantum opus nobis auctoribus possint conficere, Deo propitio in praedictos quinquaginta libros opus consummatum est. § 10. Tanta autem a nobis antiquitati habita est reverentia, ut nomina prudentium taciturnitati tradere nullo patiamur modo, sed unusquisque eorum, qui auctor legis fuit, nostris Digestis inscriptus est: hoc tantummodo a nobis effecto, ut, si quid in legibus eorum vel supervacuum, vel imperfectum, vel minus idoneum visum esset, vel adjectionem vel deminutionem necessariam accipiat, et rectissimis tradatur regulis. Et in multis similibus vel contrariis quod rectius habere apparebat, hoc pro aliis omnibus auctoritate indulta, ut, quicquid ibi scriptum est, hoc nostrum appareat, et ex nostra voluntate compositum; nemine audente comparare ea, quae antiquitas habebat, et quae nostra auctoritas introduxit, quia multa et maxima sunt, quae propter utilitatem rerum transformata sunt, adeo ut, etsi principalis constitutio fuerat in veteribus libris relata, neque ei pepercimus, sed et hoc corrigendum esse putavimus, et in melius restaurandum; nominibus etenim veteribus relictis, quicquid legum veritati decorum et necessarium fuit, hoc nostris emendationibus servavimus, et propter hanc causam et si quid inter eos dubitabatur, hoc jam in tutissimam pervenit quietem, nullo titubante relicto. § 11. Sed quum prospeximus, quod ad portandam tantae sapientiae molem non sunt idonei homines rudes, et qui in primis legum vestibulis stantes intrare ad arcana eorum properant, et aliam mediocrem emendationem praeparandam esse censuimus, ut sub ea colorati, et quasi primitiis omnium imbuti possint ad penetralia eorum intrare, et formam legum pulcherrimam non conniventibus oculis accipere. Et ideo TRIBONIANO viro excelso, qui

ad totius operis gubernationem electus est, nec non THEOPHILO, et DOROTHEO viris illustribus et facundissimis antecessoribus, arcessitis mandavimus, quatenus libris, quos veteres composuerunt, qui prima legum argumenta continebant et *Institutiones* vocabantur, undique separatim collectis, quicquid ex his utile, et aptissimum, et undique sit elimatum, et rebus, quae in praesenti aevo in usu vertuntur, consentaneum inveniatur, hoc et capere studeant, et quatuor libris reponere, et totius eruditionis prima fundamenta atque elementa ponere, quibus juvenes suffulti possint graviora et perfectiora legum scita sustentare. Admonuimus autem eos, ut memores etiam nostrarum fiant constitutionum, quas pro emendatione juris promulgavimus, et in confectione Institutionum etiam eadem emendatione ponere non morentur, ut sit manifestum et quid antea vacillabat, et quid postea in stabilitatem redactum est. Quod opus ab his perfectum, ut nobis oblatum et relectum est, et prono suscepimus animo, et nostris sensibus non indignum esse judicavimus, et praedictos libros constitutionum vicem habere jussimus; quod et in oratione nostra, quam eisdem libris praeposuimus, apertius declaratur. § 12. Omni igitur romani juris dispositione composita, et in tribus voluminibus, id est Institutionum, et Digestorum seu Pandectarum, nec non Constitutionum, perfecta, et in tribus annis consummata, quae ut primum separari coepit, neque in toto decennio compleri sperabatur, omnipotenti Deo et hanc operam ad hominum sustentationem piis obtulimus animis, uberesque gratias maximae Deitati reddidimus, quae nobis praestitit et bella feliciter peragere, et honesta pace potiri, et non tantum nostro, sed etiam omni aevo tam instanti, quam posteriori, leges optimas ponere. § 13. Omnibus eandem sanctionem manifestam facere necessarium esse perspeximus, ut sit eis cognitum, quanta confusione et iniquitate absoluti, in quam moderationem et legitimam veritatem pervenerint, legesque in posterum habeant tam directas, quam compendiosas, omnibusque in promptu positas, et ad possidendi libros earum

facilitatem idoneas, ut non mole divitiarum expensa, possint homines supervacuae legum multitudinis adipisci volumina, sed vilissima pecunia facilis eorum comparatio pateat tam ditioribus, quam tenuioribus, minimo pretio magna prudentia comparanda. § 14. Si quid autem in tanta legum compositione, quae ab immenso librorum numero collecta est, simile forsitan raro inveniatur, nemo hoc vituperandum existimet, sed primum quidem imbecillitati humanae, quae naturaliter inest, hoc adscribat, quia omnium habere memoriam, et penitus in nullo peccare Divinitatis magis, quam mortalitatis est (quod et a majoribus dictum est); deinde sciat, quod similitudo in quibusdam et his brevissimis assumta non inutilis est, et nec citra nostrum propositum hoc subsecutum; aut enim ita lex necessaria erat, ut diversis titulis propter rerum cognationem applicari eam oportuerit, aut quum fuerat aliis diversis permixta, impossibile erat, eam per partes detrahi, ne totum confunderetur : et in his partibus, in quibus perfectissimae jussiones expositae veterum fuerant, quod particulatim in eas fuerat sparsum, hoc dividere ac separare penitus erat incivile, ne tam sensus, quam aures legentium ex hoc perturbarentur. Similique modo si quid principalibus constitutionibus cautum est, hoc in Digestorum volumine poni nullo concessimus modo, quasi constitutionum recitatione sufficiente; nisi et hoc raro ex iisdem causis, ex quibus similitudo assumta est. § 15. Contrarium autem aliiquid in hoc codice positum nullum sibi locum vindicabit, nec invenietur, si quis subtili animo diversitatis rationes excutiet; sed est aliquid novum inventum, vel occulte positum, quod dissonantiae querelam dissolvit, et aliam naturam inducit, discordiae fines effugientem. § 16. Sed et si quid forsitan praetermissum est, quod in tantis millibus quasi in profundo positum latitabat, et quum idoneum fuerat poni, obscuritate involutum necessario derelictum est, quis hoc reprehendere recto animo possit? primo quidem propter ingenii mortalis exiguitatem; deinde propter ipsius rei vitium, quod multis inutilibus permixtum nullam sui ad

eruendum praebuit copiam; dein quod multo utilius est, pauca idonea effugere, quam multis inutilibus homines praegravari. § 17. Mirabile autem aliquid ex his libris emersit, quod multitudo antiqua praesente brevitate paucior invenitur; homines etenim, qui antea lites agebant, licet multae leges fuerant positae, tamen ex paucis lites perferebant, vel propter inopiam librorum, quos comparare eis impossibile erat, vel propter ipsam inscientiam; et voluntate judicum magis, quam legitima auctoritate lites dirimebantur. In praesenti autem consummatione nostrorum Digestorum e tantis leges collectae sunt voluminibus, quorum et nomina antiquiores homines non dicimus nesciebant, sed nec unquam audiebant; quae omnia collecta sunt substantia amplissima congregata, ut egena quidem antiqua multitudo inveniatur, opulentissima autem brevitas nostra efficiatur. Antiquae autem sapientiae librorum copiam maxime Tribonianus vir excellentissimus praebuit, in quibus multi fuerant et ipsis eruditissimis hominibus incogniti; quibus omnibus perlectis, quicquid ex his pulcherrimum erat, hoc semotum in optimam nostram compositionem parvenit. Sed hujus operis conditores non solum ea volumina perlegerunt, ex quibus leges positae sunt, sed etiam alia multa, quae, nihil vel utile vel novum in eis invenientes, quod exceptum nostris Digestis applicarent, optimo animo respuerunt. § 18. Sed quia divinae quidem res perfectissimae sunt, humani vero juris conditio semper in infinitum decurrit, et nihil est in ea, quod stare perpetuo possit, (multas etenim formas edere natura novas deproperat) non desperamus, quaedam postea emergi negotia, quae adhuc legum laqueis non sunt innodata. Si quid igitur tale contigerit, augustum imploretur remedium, quia ideo imperialem fortunam rebus humanis Deus praeposuit, ut possit omnia, quae noviter contingunt, et emendare, et componere, et modis et regulis competentibus tradere. Et hoc non primum a nobis dictum est, sed ab antiqua descendit prosapia, quum et ipse Julianus, legum et edicti perpetui subtilissimus conditor, in suis libris hoc retulerit, ut

si quid imperfectum inveniatur, imperiali sanctione hoc repleatur; et non ipse solus, sed et divus Hadrianus in compositione edicti, et senatusconsulto, quod eam secutum est, hoc apertissime definivit, ut, si quid in edicto positum non inveniatur, hoc ad ejus regulas ejusque conjecturas et imitationes possit nova instruere auctoritas. § 19. Haec igitur omnia scientes, patres conscripti, et omnes orbis terrarum homines, gratias quidem amplissimas agite summae Divinitati, quae vestris temporibus tam saluberrimum opus servavit; quo enim antiquitas digna divino non est visa judicio, hoc vestris temporibus indultum est. Hasce itaque leges et adorate, et observate, omnibus antiquioribus quiescentibus, nemoque vestrum audeat vel comparare eas prioribus, vel, si quid dissonans in utroque est, requirere, quia omne, quod hic positum est, hoc unicum et solum observari censemus. Nec in judicio, nec in alio certamine, ubi leges necessariae sunt, ex aliis libris, nisi ab iisdem Institutionibus nostrisque Digestis et Constitutionibus a nobis compositis, vel promulgatis aliquid vel recitare, vel ostendere conetur, nisi temerator velit falsitatis crimini subjectus una cum judice, qui eorum audientiam patiatur, poenis gravissimis laborare. § 20. Ne autem incognitum vobis sit, ex quibus veterum libris haec consummatio ordinata est, jussimus et hoc in primordiis Digestorum nostrorum inscribi, ut manifestissimum sit, ex quibus legislatoribus quibusque libris eorum, et quot millibus hoc justitiae romanae templum aedificatum est. Legislatores autem vel commentatores eos elegimus, qui digni tanto opere erant, et quos et anteriores piissimi principes admittere non sunt dedignati; omnibus uno dignitatis apice impertito, nec sibi quoquam aliquam praerogativam vindicante. Quum enim constitutionum vicem et has leges obtinere censuimus, quasi ex nobis promulgatas, quid amplius, aut minus in quibusdam esse intelligatur, quum una dignitas, una potestas omnibus est indulta? § 21. Hoc autem, quod et ab initio nobis visum est, quum hoc opus fieri Deo annuente mandabamus, tempestivum nobis videtur et in

praesenti sancire; ut nemo neque eorum, qui in praesenti juris peritiam habent, neque qui postea fierent, audeat commentarios hisdem legibus annectere, nisi tantum, si velit eas in graecam vocem transformare sub eodem ordine, eaque consequentia, sub qua et voce romana positae sunt, (hoc quod Graeci κατὰ πόδα dicunt,) et si quid forsitan per titulorum subtilitatem annotare maluerint, et ea, quae paratitla nuncupantur, componere. Alias autem legum interpretationes, immo magis perversiones, eos jactare non concedimus, ne verbositas eorum aliquid legibus nostris afferat ex confusione dedecus; quod in antiquis edicti perpetui commentatoribus factum est, qui opus moderate confectum huc atque illuc in diversas sententias producentes, in infinitum detraxerunt, ut paene omnem romanam sanctionem esse confusam cerneres. Quod si passi non sumus, quemadmodum posteritatis admittatur vana discordia? Si quid autem tale facere ausi fuerint, ipsi quidem falsitatis rei constituantur, volumina autem eorum omnimodo corrumpantur. Si quid vero, ut supra dictum est, ambiguum fuerit visum, hoc ad imperiale culmen per judices referatur, et ex auctoritate augusta manifestetur, cui soli concessum est leges et condere et interpretari. § 22. Eandem autem poenam falsitatis constituimus et adversus eos, qui in posterum leges nostras per siglorum obscuritates ausi fuerint conscribere. Omnia enim, id est et nomina prudentium, et titulos, et librorum numeros, per consequentias litterarum volumus, non per sigla manifestari, ita ut qui talem librum sibi paraverit, in quo sigla posita sunt, in qualicunque loco libri vel voluminis, sciat inutilis se esse codicis dominum. Neque enim licentiam aperimus, ex tali codice in judicium aliquid recitare, qui in quacunque sua parte siglorum habet malitias. Ipse autem librarius, qui eas inscribere ausus fuerit, non solum criminali poena, secundum quod dictum est, plectetur, sed etiam libri aestimationem in duplum domino reddat, si et ipse dominus ignorans talem librum vel comparaverit, vel confici curaverit; quod et antea a nobis dispo-

situm est et in latina constitutione, et in graeca, quam ad legum professores dimisimus. § 23. Leges autem nostras, quas in his codicibus, id est Institutionum seu elementorum, et Digestorum vel Pandectarum, posuimus, suum obtinere robur ex tertio nostro felicissimo sancimus consulatu praesentis duodecimae indictionis, tertio Kalendas Januarias in omne aevum valituras, et una cum nostris constitutionibus pollentes, et suum vigorem in judiciis ostendentes in omnibus causis, sive quae postea emerserint, sive quae in judiciis adhuc pendent, nec eas judicialis vel amicalis forma compescuit; quae enim jam vel judiciali sententia finita sunt, vel amicali pacto sopita, haec resuscitari nullo volumus modo. Bene autem properavimus in tertium nostrum consulatum et has leges edere, quia maximi Dei et Domini nostri Jesu Christi auxilium felicissimum eum nostrae reipublicae donavit, quum in hunc et bella parthica abolita sunt et quieti perpetuae tradita, et tertia pars mundi nobis accrevit. Post Europam enim et Asiam et tota Libya nostro imperio adjuncta est, et tanto operi legum caput impositum, et omnia caelestia dona nostro tertio consulatui indulta. § 24. Omnes itaque judices nostri pro sua jurisdictione easdem leges suscipiant, et tam in suis judiciis, quam in hac regia urbe habeant et proponant, et praecipue vir excelsus hujus almae urbis praefectus. Curae autem erit tribus excelsis Praefectis praetoriis, tam orientalibus, quam illyricis, necnon libycis, per suas auctoritates omnibus, qui suae jurisdictioni suppositi sunt, eas manifestare. D. septimo decimo Kalendas Januarias, Justiniano domino nostro ter Consule. (533.)

L'expédition grecque de la loi de publication est connue sous le nom de *Constitution* Δέδωκεν (Dedit). — Pour la constitution Omnem, v. § 200.

3. Les compilateurs ont condensé la matière de 2,000 *libri* et de 3 millions de *versus* (στίχοι) en cinquante *libri* et 150,000 *versus*. Ils ont extrait une qua-

rantaine d'auteurs, dont trente-quatre (ou trente-cinq) de la période des empereurs payens (*supra* § 161), un, Q. Mucius Scévola, de la période républicaine, et deux, Aurélius Arcadius Charisius et Hermogénien, de la période chrétienne. Une liste incomplète et inexacte de ces *juris conditores* et de leurs ouvrages utilisés a été conservée dans le manuscrit florentin (§ 188). Cet *index florentin*, latino-grec, paraît être un catalogue préalable des ouvrages que les compilateurs (ou l'un d'eux) avaient à leur disposition à un moment donné. Un assez grand nombre de jurisconsultes sont simplement cités dans la compilation.

Répertoires utiles : Freymon, *Symphonia juris chronologica*, Francfort, 1574. — Labitte, *Index Pandectarum*. Paris, 1557. Leipzig et Francfort, 1724. — Wieling, *Jurisprudentia restituta*. Amsterdam, 1728. — Sur l'Index florentin : B. J. Linteloo de Geer, *De Index florentinus der Digesten*. Amsterdam, 1877. « *De index leert ons de bibliotheek der compilatoren kennen...* »

4. Les cinquante livres du Digeste se répartissent sur sept parties, savoir : Πρῶτα, 1. Livres I-IV. — 2. *De judiciis*, V-XI. — 3. *De Rebus* (*creditis*), XII-XIX. — 4. *Umbilicus* (c'est-à-dire le *milieu*, τό μέσον τοὺ πάντος), XX-XXVII. — 5. *De testamentis*, XXVIII-XXXVI. — 6. Livres XXXVII-XLIV. — 7. Livres XLV-L.

Hofmann, *Die Zahlenspielerei in der Einteilung der Digesten* et *Zur Zahlenmystik Justinians*. *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, XI et XII.

Certains livres ont des noms particuliers. Les livres XX-XXII sont appelés *l'Antipapinien*. Les livres XLVIII et XLIX *libri terribiles*. Les livres XXIII, XXVI, XXVIII, XXX, *libri singulares*.

Chaque livre, sauf les livres XXX, XXXI, XXXII,

contient plusieurs titres avec rubriques. Ces titres sont au nombre de 432. Les extraits (9123) se suivent dans chaque titre en ordre irrégulier (*infra* 5). Chaque extrait porte en tête le nom de l'auteur et de l'ouvrage d'où il est tiré.

Ex. : Pomponius, *Libro singulari Enchiridii*. — Ulpianus, *L. II. Responsorum*.

Chacun de ces extraits ou fragments est une *Loi*, en vertu de l'ordre positif de Justinien.

On a divisé, au moyen âge, ces *Lois* en paragraphes, dont le premier, non numéroté, est appelé *principium*.

En général, on cite par leurs numéros la Loi et le paragraphe, et l'on désigne le titre par sa rubrique, en ajoutant l'indication des numéros d'ordre du livre et du titre.

Ex. : L. 2 § 1 *De Origine juris* I, 2.

Quelques rubriques, particulièrement connues, se mettent ordinairement en abrégé ; ainsi pour *De origine juris* on met *De O. J.*, pour *De regulis juris*, *De R. J.*, pour *De actionibus emti venditi*, *De A. E. V.*

Certains auteurs préfèrent au mot *Loi* celui de *Fragment* (Fr.). — D'autres ajoutent la lettre *D.* (*Digeste*) après les numéros de la Loi et du paragraphe. Au moyen âge, par suite d'une méprise calligraphique, c'était *ff*. — Quelques-uns omettent la rubrique et se contentent d'écrire L. 2 § 1 D. I, 2, ce qui n'est pas recommandable, vu la plus grande facilité d'erreur.

Les Pandectes sont en latin. Le style des jurisconsultes classiques est altéré en maint endroit par les compilateurs, ce qui a fait croire à Jensius (§ 219) que

c'est une retraduction latine de traductions grecques. Quelques ouvrages extraits de Mécien (commentaire sur le code maritime de Rhodes), de Papinien (sur l'office des édiles) et de Modestin étaient écrits en grec. La traduction date peut-être du sixième siècle. Les mots et phrases grecs intercalés dans les écrits latins ont été traduits, au douzième siècle, par le glossateur Burgundio (*infra* § 214).

5. Mode de travail de la commission. Division du travail selon les cours annuels d'études. Sous-commissions, trois ou peut-être quatre; trois séries d'extraits, et une quatrième, supplémentaire.

a. Extraits des commentaires sur Sabinus (§ 133), des commentaires sur la partie de l'Édit traitant de la dot, de la tutelle, des testaments, des legs, des ouvrages intitulés *Institutiones*, *Regulae*, *Digesta*, etc. — Environ 4,000 fragments. On a donné à cette série le nom de série *sabinienne*, d'après le plus considérable des éléments qui la composent.

b. Extraits des commentaires sur les autres parties de l'Édit, sur la loi *Julia et Papia*, sur Plautius, Vitellius, etc. Série *édictale*.

c. Extraits de Papinien et de ses contemporains ou successeurs (*Responsa*, *Quaestiones*, ouvrages de pratique), des *Sententiae* de Paul et autres du même genre. Série *papinianéenne*.

d. Une série, moins importante et plutôt accidentelle, comprend surtout des extraits d'ouvrages anciens (*Definitiones* de Q. Mucius, *Posteriora* de Labéon) et de quelques ouvrages plus modernes. Cette série paraît

avoir été ajoutée après coup, par une dernière retouche.

Quant aux trois premières séries, on les retrouve dans la plupart des titres : quelquefois, cependant, l'une ou l'autre fait défaut. Les compilateurs les ont juxtaposées sous chaque rubrique dans un ordre varié : c'est en général la série la plus importante du titre qui est mise la première, et la moins importante la dernière. Les textes contenant les définitions et les notions fondamentales sont souvent mis en tête. Quelquefois, une des séries ou les séries sont à double. Il y a, d'ailleurs, mainte irrégularité.

F. Bluhme, *Die Ordnung der Fragmente in den Pandectentiteln*, dans la *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* IV (1820). — Hugo, *Civ. Magazin* VI. *Thémis* III. — Reimarus, *Bemerkungen und Hypothesen über die Inscriptionenreihen der Pandectenfragmente*. Goettingue, 1830. — Lintcloo de Geer, brochure citée.

Les compilateurs étaient autorisés à changer, en retranchant, en ajoutant. Interpolations, Ἐμβλήματα *Triboniani*.

Antinomies. Géminations apparentes, réelles. Lois fugitives ou erratiques. *Leges retractatae*.

Des très nombreux auxiliaires pour la connaissance et le maniement du Digeste, je ne mentionne ici que :

Schultingh, *Notae ad Digesta s. Pandectas*. Édité par Smallenburg, Leyde, 1804-1835. — A. Augustin, *De nominibus propriis* τοῦ Πανδέκτου *florentini*. Tarragone, 1579. — On trouve dans cet écrit de l'illustre archevêque les noms des jurisconsultes extraits ou cités; les lois, sénatusconsultes, édits, actions, interdits, décrets; les noms de famille, les noms des villes, provinces, fleuves, montagnes, rois, consuls, empereurs mentionnés dans le Digeste.

§ 188. — *Manuscrits des Pandectes.*

Boecking, *Pandekten, App.* V. — Rudorff, § 121. — G. Haenel, *Catalogi libr. MSS.*, 1830. — Falck, *Encyclopédie* (trad. par Pellat), § 84. — Beck, *Indicis codicum et editionum jur. Just. prodromus*, 1823. — H. Brencmann, *Historia Pandectarum s. fatum exemplaris florentini.* Utrecht, 1722. — Préface de M. Mommsen à son édition. — Zachariae de Lingenthal, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* X. — Stintzing, *Geschichte der deutschen Rechtswissenschaft.* Munich et Leipzig, 1880, t. I, p. 175 s.

1. Le manuscrit de Florence, *Pandectae pisanae, florentinae, littera florentina, la Florentine*, calligraphié sur parchemin à Constantinople ou dans la Basse Italie, ou dans l'Exarchat, probablement au septième siècle ; conservé pieusement dès le douzième (sac d'Amalfi? 1135) à Pise et dès 1406 à Florence (bibliothèque Laurentienne). Deux volumes in-4°, avec l'Index florentin, liste de 38 auteurs et de 207 ouvrages.

Brencmann (§ 219) en a raconté par le menu l'histoire et le roman. M. Zachariae de Lingenthal l'a décrit avec soin dans son intéressant *Voyage en Orient* (Heidelberg, 1850).

La Florentine a été collationnée par Politien et par le Bolognin (§ 217), par Augustin (§ 218), Torelli, L. Th. Gronovius, Brencmann et en dernier lieu, pour M. Mommsen, par MM. Reifferscheid, Kiessling, Krueger, Schoell, et par d'autres encore.

Quelque ancienne et excellente qu'elle soit, elle est bien loin cependant de donner exactement le texte de la compilation, tel qu'il est sorti des mains des compilateurs.

Le précieux manuscrit, écrit par douze copistes grecs, a reçu des corrections de mains diverses à diverses époques. Il a été soumis, dès sa confection, à une revision générale d'après un manuscrit antérieur.

M. Mommsen considère la Florentine comme l'une des sources de tous les manuscrits bolonais (*infra* 2).

2. Un grand nombre de manuscrits proviennent de l'école de Bologne. Les Glossateurs paraissent avoir copié des manuscrits anciens (*littera antiqua, vetus*), dont le texte différait souvent de la Florentine; ils les auraient corrigés et complétés les uns par les autres et peut-être aussi parfois par la Florentine et par leurs propres conjectures. On désigne le texte qui en est résulté, par les noms de *littera communis, bononiensis, lectio vulgata, la Vulgate.* — M. Mommsen croit pouvoir ramener tous ces manuscrits à un seul, qui serait une copie (faite au onzième ou dixième siècle) de la Florentine; mais un autre manuscrit, différent de la Florentine, aurait fourni des corrections.

Les copies bolonaises sont en général divisées en trois parties, conformément aux habitudes de l'enseignement: *Digestum vetus* (Livres I — XXIV, 2), *Infortiatum* (XXIV, 3 — XXXVIII), *Digestum novum* (XXXIX — L). Une partie de l'Infortiat (à partir des mots *Tres partes* dans la L. 82 *Ad legem Falcidiam* XXXV, 2, jusqu'à la fin) s'appelle *Tres partes*. L'origine de cette division et de ces dénominations n'est pas claire. Peut-être le manuscrit qui a servi de modèle aux glossateurs n'est-il venu à leur connaissance que successivement : la première partie d'abord (*D. vetus*), la

troisième ensuite (*D. novum*), et enfin la deuxième, introduite entre les deux autres.

Hugo, *Civ. Mag.* III, IV, V, VI. — Savigny, *Histoire* III, ch. 22. — H. Kauten, *De origine partitionis Dig. in Dig. vetus, etc.*, Goettingue, 1839. — Scheurl, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XII.

3. Quelques fragments, peu considérables, sont plus anciens que les copies bolonaises, contemporains de la Florentine, peut-être même antérieurs. Je cite :

a. Le palimpseste de Naples, provenant de Bobbio et découvert en 1822 par M. Pertz. Parcelles d'une copie, faite au huitième ou au septième siècle, du livre X, titres *Familiae erciscundae*, *Communi dividundo*, *Ad exhibendum*.

Gaupp, *Quatuor folia antiquissimi alicujus Digestorum codicis Neapoli nuper reperta*. Breslau, 1823.

b. Le manuscrit de Pommersfelden, de provenance inconnue. (*Johannes Gallus ?*). — Savigny le croyait antérieur à la Florentine, et peut-être même du sixième siècle. Partie du titre *De V. O.* XLV, 1.

Zachariae, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*, XI.

c. Deux manuscrits, du neuvième ou du dixième siècle, du recueil d'Hygin (§ 201) contiennent le titre *Finium regundorum* (X, 1). Cette copie peut avoir été faite sous Justinien même, par un arpenteur, sur un exemplaire assez différent de la Florentine et plus correct.

L'un de ces manuscrits, provenant de Saint-Bertin de Saint-Omer, a appartenu à Turnèbe et à Marquard Gude et se trouve à Wolfenbuettel; l'autre est au Vatican.

§ 189. — *Principales éditions des Pandectes.*

Rudorff, § 122. — Bœcking, *App.* V. — Beck cité. — Stintzing, ouvrage cité, p. 180-194, 199 s. — Falck, §§ 85-88. — Spangenberg, *Einleitung*, p. 645-950. — Hain, *Repertorium bibliographicum... ad annum MD.* 9542-9596. — Panzer, *Annales typographici : a) Ab artis inventae origine ad annum MD. b) Ab anno MDI ad annum MDXXXVI* (par ordre alphabétique des lieux). — M. Maittaire, *Annales typographici*, jusqu'en 1697.

Je ne mentionne ici que les éditions des Pandectes seules, indépendantes des autres parties de la législation de Justinien. Pour les autres, v. §§ 196, 197.

1. Les premières éditions sont glosées et adaptées à la division tripartite, et reproduisent la Vulgate. Je cite :

Premières (?) datées :

Digestum vetus, Pérouse, Henri Clayn (d'Ulm), 1476, *in folio*. — Infortiat, Rome, Vitus Puecher, 1475, *in-folio*. — *Digestum novum*, *ibid.*, 1476, *in-folio*.

2. Grégoire Meltzer (*Haloandre*, § 217) a publié en 1529, à Nuremberg, sous les auspices du conseil de cette ville, une édition critique, éclectique et conjecturale, non glosée, où il a tâché de corriger la Vulgate en comparant un assez grand nombre de manuscrits et en s'aidant des travaux du Bolognin et probablement aussi de ceux du Politien : *Digestorum s. Pandectarum libri L*, Nuremberg, Petreius, 1529. 4°. Ce texte est connu sous le nom de *leçon Haloandrine* ou *Norique*.

3. *Digestorum s. Pandectarum libri L ex Florentinis*

Pandectis repraesentati. Florence, 1553, *in-folio*. — Splendide édition non glosée, faite d'après la Florentine par Lelio et Francesco Torelli, avec l'aide d'Antoine Augustin (§ 218).

4. *Digesta Justiniani Augusti recognovit, adsumpto in operis societatem Paulo Kruegero, Th. Mommsen*. Berlin, 1866-1870. (1872.)

Cette belle édition (avec ample préface et divers *facsimile*) est la seule qui tienne compte de l'état actuel de la science, en particulier de la connaissance des interprètes et des livres gréco-romains.

M. Mommsen, avec qui ont collaboré, outre M. Kruegér, MM. Fitting, Kiessling, Reifferscheid, Zangemeister, Kékulé et d'autres encore, reproduit le texte florentin, mais non sans s'en émanciper de temps à autre à bon escient, sur la foi des interprètes grecs et des Basiliques, des Gromatistes, des canonistes byzantins ou de l'un des vieux manuscrits cités au paragraphe précédent. Quant aux manuscrits bolonais, on n'en a utilisé que dix-sept. Les variantes sont notées avec soin. Quelquefois, rarement, M. Mommsen se permet une conjecture brillante, digne d'être mise à côté de celles de Cujas.

Préface de M. Mommsen. Articles dans la *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, VII (Rudorff) et X (M. Zachariae de Lingenthal). — Glasson, *Revue historique* XIV. — Huschke, *Zur Pandektenkritik*. Leipzig, 1875.

5. Une place à part doit être faite aux *Reconcinnationes*, appelées par MM. Étienne et Warnkönig « Éditions remises en ordre ».

Ratjen, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* VIII.

ROBERT JOSEPH POTHIER (§ 219), *Pandectae Justinianeae in novum ordinem digestae*. Paris et Chartres, 1748. L'ordre des livres et des titres est conservé. Mais dans chaque titre, les fragments sont ordonnés systématiquement. Cette belle édition des Pandectes, avec notes, *concordance*, registre, a été louée par le *Journal des Savants* et censurée par les *Acta Eruditorum*. Quatrième édition (Latruffe), Paris, 1818-20.

EUSÈBE BEGER, *Corpus juris civilis reconcinnatum*. Francfort et Leipzig, 1767-1768. Trois volumes in-4°. Dans le 3e, Beger met les Pandectes dans l'ordre des Institutes.

6. Groupement des extraits par livres et auteurs, de manière à reconstruire tant bien que mal les ouvrages : C. F. HOMMEL, *Palingenesia librorum juris veterum*. Trois volumes. Leipzig, 1767-1768.

IV. Les INSTITUTES. *Institutiones imperiales, imperatoriae*. 533.

§ 190. — *Rédaction des Institutes.*

Maynz, 243. — Zimmern, § 48. — Rudorff, § 111. — Deurer, § 89. — Walter, 451. — Danz, § 83. — Esmarch, § 156. — Boecking, § 21.

1. Ordre de Justinien à TRIBONIEN, THÉOPHILE et DOROTHÉE, de rédiger un Manuel officiel, à l'usage des commençants. Force de loi comme les Pandectes, même date.

Prooemium Instit. : Imp. Justinianus cupidae legum juventuti. IMPERATORIAM majestatem non solum armis deco-

ratam, sed etiam legibus oportet esse armatam, ut utrumque tempus, et bellorum et pacis, recte possit gubernari, et princeps romanus victor exsistat non solum in hostilibus praeliis, sed etiam per legitimos tramites calumniantium iniquitates expellens, et fiat tam juris religiosissimus, quam victis hostibus triumphator. § 2. Et quum sacratissimas constitutiones antea confusas in luculentam ereximus consonantiam, tunc nostram extendimus curam ad immensa veteris prudentiae, et opus desperatum, quasi per medium profundum euntes, caelesti favore jam adimplevimus. § 3. Quumque hoc Deo propitio peractum est, TRIBONIANO, viro magnifico, Magistro et Exquaestore sacri palatii nostri, nec non THEOPHILO et DOROTHEO, viris illustribus, Antecessoribus nostris, (quorum omnium solertiam, et legum scientiam, et circa nostras jussiones fidem ex multis rerum argumentis accepimus,) convocatis mandavimus specialiter, ut nostra auctoritate, nostrisque suasionibus Institutiones componerent, ut liceat vobis prima legum cunabula non ab antiquis fabulis discere, sed ab imperiali splendore appetere, et tam aures, quam animae vestrae nihil inutile, nihilque peperam positum, sed quod in ipsis rerum obtinet argumentis, accipiant. Et quod priore tempore vix post quadriennium prioribus contingebat, ut tunc constitutiones imperatorias legerent, hoc vos a primordio ingrediàmini, digni tanto honore tantaque reperti felicitate, ut et initium vobis et finis legum eruditionis a voce principali procedat. § 4. Igitur post libros quinquaginta Digestorum seu Pandectarum, in quibus omne jus antiquum collectum est, quos per eundem virum excelsum Tribonianum, nec non ceteros viros illustres et facundissimos confecimus, in hos quatuor libros easdem Institutiones partiri jussimus, ut sint totius legitimae scientiae prima elementa. § 5. In quibus breviter expositum est et quod antea obtinebat et quod postea desuetudine inumbratum, imperiali remedio illuminatum est. § 6. Quas ex omnibus antiquorum Institutionibus, et praecipue ex commentariis Caii nostri tam Institutionum, quam Rerum Quotidianarum, aliisque multis commentariis compositas,

quum tres praedicti viri prudentes nobis obtulerint, et legimus, et cognovimus, et plenissimum nostrarum constitutionum robur eis accommodavimus... D. Constantinopoli XI Kalend. Decembris, D. Justiniano PP. A. III Cons. (21 novembre 533.)

2. Sources. D'une part, les *Institutes* de Gaius et accessoirement d'autres ouvrages élémentaires (*Res quotidianae* de Gaius, *Institutès* de Marcien, et autres). D'autre part, les constitutions nouvelles de Justinien. Le système est celui des *Institutes* de Gaius, modifié.

3. Division : IV livres et 98 titres, divisés en paragraphes, dont le premier (non numéroté) porte le nom de *principium*. Exemple de citation : § 5 J. *De inutilibus stipulationibus* III, 19.

§ 191. — *Manuscrits des Institutes. Principales éditions.*

Haenel, Beck cités § 188. — Spangenberg, endroit cité et p. 351-367. — Schrader (Clossius, Tafel), *Prodromus*, Berlin, 1823. — Rudorff, §§ 121, 122. — Boecking, *Pandekten*, § 26 et *App.* V. — Biener, édition mentionnée ci-dessous. — Hain, 9486-9541.

1. Les manuscrits, très nombreux et très dissemblables, ne sont, pour la plupart, que des copies du XIVe et du XVe siècle. Quatre (Bamberg, Paris, Turin, Mont-Cassin) sont antérieurs à l'école de Bologne ; un seul, conservé à Vérone, palimpseste, remonte au delà du dixième siècle.

Un manuscrit (à Gœttingue) contient des extraits des Novelles intercalés. (*Authenticae Institutionum.*)

Savigny, *Civ. Mag.*, III. *Vermischte Schriften* III, 1850.

2. Les éditions, avec ou sans glose, notes ou commentaires, se comptent par centaines, peut-être par milliers. Je ne cite qu'un petit nombre des principales ou des plus intéressantes.

La plus ancienne datée : Mayence, Pierre Schoyffer de Gernssheim, 1468 ; celle, non datée, de Nicolas Jenson, est postérieure. — Strasbourg, Henri Eggesteyn, 1472. — Rome, Ulric Hahn, 1473. — Louvain, Jean de Westphalie, 1475. — Bâle, Michel Wenssler, 1476. — Venise, Jacques des Rouges, 1476.

La première non glosée : Paris, God. de Marnef, 1511.

Il faut mentionner honorablement : la *Norique* de MELTZER (Nuremberg, Petreius, 1529, 8°) ; l'édition de LE CONTE (Paris, 1560) ; celles de CUJAS, avec les Authentiques (Paris, 1585) ; celle d'HOTMAN 1588 ; celle d'ISELIN (Bâle, 1760).

Parmi les récentes, celles de F.-A. BIENER (Berlin, 1812), de SCHRADER, stéréotype (Berlin, 1836), de M. HUSCHKE (Leipzig, Teubner, 1868), de M. KRUEGER (Berlin, Weidmann, 1867, 1872), fondée sur les plus anciens manuscrits (*Bamberg*, *Turin*) et les extraits dans la *Lex Romana canonice compta*. (*Infra* § 213.)

M. T. E. HOLLAND a publié à Oxford, en 1873, une édition très élégante avec une utile introduction. KLENZE et BOECKING ont réuni les Institutes de Gaius et celles de Justinien (Berlin, 1829) ; de même M. GNEIST, dans son *Syntagma* (Berlin, 1858, 1880).

3. Les éditions avec commentaires abondent aussi.

Je me borne à citer ici, comme ayant le plus de valeur historique ou intrinsèque :

BACHOFF D'ECHT, Francfort, 1628, 1643... — VINNIUS, Amsterdam, 1642, réédité une douzaine de fois au moins, entre autres par les soins de HEINECCIUS, Leyde, 1726.—Enfin et surtout E. SCHRADER, Berlin, 1832, avec notes critiques et exégétiques, variantes, parallèles.

4. Traductions des Institutes. Au seizième siècle et plus tard, on en a fait beaucoup, surtout en Allemagne (ROSSBERGER, 1829). Je crois qu'on en fait encore actuellement en France et en Angleterre. *Infra* §§ 197 et 216.

CHAPITRE III.

Second travail relatif aux *Leges*.

CODE REVISÉ. *Codex repetitae praelectionis, Codex Justinianeus*. 534.

§ 192. — *Rédaction et publication*.

Maynz, 244. — Puchta, 140. — Zimmern, § 49. — Bœcking, § 21. — Rudorff, § 113. — Deurer, § 91. — Danz, § 83. — Esmarch, § 155. — Walter, 452.

1. Nécessité d'un nouveau code de constitutions impériales.

Constitution CORDI.

Imp. Justinianus Aug. Senatui urbis Constantinopolitanae. CORDI nobis est, Patres conscripti, semper nostri animi

curas rebus communibus avidissime impendere, ut nihil a nobis inceptum imperfectum relinquatur. Igitur in primordio nostri imperii sacratissimas constitutiones, quae in diversa volumina fuerant dispersae, et quam plurima similitudine, nec non diversitate vacillabant, in unum corpus colligere, omnique vitio purgare proposuimus; et hoc jam per viros excelsos et facundissimos perfectum est, et a nobis postea confirmatum, quod geminae constitutiones nostrae, quae ante positae sunt, ostendunt. § 1. Postea vero, quum vetus jus considerandum recepimus, tam L decisiones fecimus, quam alias ad commodum propositi operis pertinentes plurimas constitutiones promulgavimus, quibus maximus antiquarum legum articulus emendatus et coarctatus est, omneque jus antiquum supervacua prolixitate liberum atque enucleatum in nostris Institutionibus et Digestis reddidimus. § 2. Sed quum novellae nostrae tam decisiones quam constitutiones, quae post nostri Codicis confectionem latae sunt, extra corpus ejusdem Codicis divagabantur, et nostram providentiam nostrumque consilium exigere videbantur, quippe quod et earum quaedam ex emersis postea factis aliquam meliorem consilio permutationem vel emendationem desiderabant, necessarium nobis visum est, per TRIBONIANUM virum excelsum, Magistrum, Exquaestore et Exconsule, legitimum operis nostri ministrum, nec non virum magnificum Quaestorem et Berytiensium legum doctorem DOROTHEUM, MENAM insuper et CONSTANTINUM et JOANNEM viros eloquentissimos togatos fori amplissimae sedis, easdem constitutiones nostras decerpere, et in singula directas capitula ad perfectarum constitutionum soliditatem competentibus supponere titulis, et prioribus constitutionibus eas aggregare. § 3. Supradictis itaque magnificis et prudentissimis viris permisimus haec omnia facere, et si qua emendatione opus foret, hanc facerent non titubante animo, sed nostra auctoritate freti, constitutiones vero superfluas, vel ex posterioribus sanctionibus nostris jam vacuatas, vel si quae similes vel contrariae invenirentur, circumducere, et a prioris Codicis congregatione separare, et tam imper

fectas replere, quam nocte obscuritatis obductas nova elimationis luce detegere, ut undique non solum Institutionum et Digestorum via dilucida et aperta pateat, sed etiam constitutionum nostri codicis plenum jubar omnibus clareat, nulla penitus nec simili nec diversa nec inusitata relicta constitutione, quum nemini venit in dubium, quod *repetita praelectio* probavit hoc satis validum satisque esse formosum. In antiquis etenim libris non solum primas editiones, sed etiam secundas, quas repetitas praelectiones veteres nominabant, subsecutas esse invenimus, quod ex libris Ulpiani viri prudentissimi ad Sabinum scriptis promptum erat quaerentibus reperire. § 4. His igitur omnibus ex nostra confectis sententia, commemoratus *Justinianeus Codex* a praedictis gloriossimis et facundissimis viris purgatus et candidus factus, omnibus ex nostra jussione et circumductis, et additis, et repletis, nec non transformatis, nobis oblatus est, et jussimus in secundo eum ex integro conscribi non ex priore compositione sed ex repetita praelectione, et eum nostri numinis auctoritate nitentem in omnibus judiciis solum, quantum ad divales constitutiones pertinet, frequentari ex die quarto Kalendarum Januarii, quarti nostri felicissimi consulatus et Paulini viri clarissimi, nulla alia extra corpus ejusdem codicis constitutione legenda, nisi postea varia rerum natura aliquid novum creaverit, quod nostra sanctione indigeat. Hoc etenim nemini dubium est quod, si quid in posterum melius inveniatur, et ad constitutionem necessario sit redigendum, hoc a nobis et constituatur, et in aliam congregationem referatur, quae *Novellarum* nomine constitutionum significetur. § 5. Repetita itaque jussione nemini in posterum concedimus vel ex decisionibus nostris, vel ex aliis constitutionibus quas antea fecimus, vel ex prima Justinianei codicis editione aliquid recitare, sed quod in praesenti purgato et renovato Codice nostro scriptum inveniatur, hoc tantummodo in omnibus rebus et judiciis et obtineat, et recitetur. Cujus scripturam ad similitudinem nostrarum Institutionum et Digestorum sine ulla signorum dubietate conscribi jussimus, ut omne,

quod a nobis compositum est, hoc et in scriptura, et in ipsa sanctione purum atque dilucidum clareat, licet ex hac causa in ampliorem numerum summa hujus Codicis redacta est. § 6. Ut igitur, sanctissimi et florentissimi Patres, nostri labores vobis manifesti fiant, et per omne tempus obtineant, hanc praesentem legem ad frequentissimum ordinem vestrum duximus destinandam. Datum XVI. Kalend. Decemb. Constantinopoli, Domino Justiniano PP. A. IV. et Theodoto Paulino V. C. Conss. (17 novembre 534.)

2. Le Code est divisé en douze livres et 765 titres, et contient 4652 constitutions avec *inscriptio* et *subscriptio* (date et lieu). Plus de la moitié (2643) sont des rescrits. Plus du quart (1222) sont de Dioclétien et Maximien, et proviennent sans doute des codes Grégoriens et Hermogénien. 447 sont d'Alexandre Sévère, 402 de Justinien, 272 de Gordien III, 244 de Caracalla seul, 189 de Septime Sévère et Caracalla, 208 de Constantin, 197 de Valentinien II, Théodose I et Arcadius, 166 de Valentinien II seul, 182 d'Arcadius, 188 de Théodose II, 192 de Commode, 180 de Marc-Aurèle et Vérus. — La constitution la plus récente est du 4 novembre 534. La plus ancienne est d'Hadrien (L. 1 *De testamentis* VI, 23). Dans chaque titre les constitutions sont rangées par ordre chronologique.

L'ordre des titres et des livres est, en gros, celui des Pandectes. Toutefois, plusieurs constitutions concernant l'Église et le dogme sont mises en tête et quelques autres matières sont déplacées. A part ces légères différences, les deux premiers livres correspondent à la première partie du Digeste, le livre III à la deuxième,

le livre IV à la troisième et au commencement de l'*Ombilic*, le livre V au reste de l'*Ombilic*, le livre VI à une partie de la cinquième et de la sixième *pars*, le livre VII à la sixième jusqu'au livre XLIII, enfin les quatre derniers au reste.

Constitutions grecques. *Leges restitutae.*

Witte, *Die leges restitutae des Justin. Codex.* 1830.

Lois erratiques, etc., *emblemata Triboniani. Supra*, p. 492.

§ 193. — *Manuscrits et éditions du Code.*

Boecking *App.* V. — Rudorff, §§ 121, 122. — Spangenberg, Beck, Haenel, *l. c.* — Biener, *Beitraege zur Revision des Justin. Codex.* Berlin, 1833. — Hain 9597-9621. — Krueger, *Kritik des Justin. Codex.* 1867. *Nachtrag* 1868 (*Zeitschrift für Rechstsgeschichte* VIII) Préface de son édition.

1. M. Bluhme a trouvé deux manuscrits antérieurs au onzième siècle, à Pistoie et au Mont-Cassin. (Bluhme, *Iter Italicum.* 1824.)

Des fragments du sixième ou septième siècle, à Vérone, ont été édités en apographe par M. Krueger. Berlin, 1874.

L'école de Bologne, d'où proviennent les nombreuses copies plus récentes, ne connaissait dans le principe que les neuf premiers livres. On désigna les trois derniers par le nom de *Tres libri.* Les Glossateurs négligeaient, comme inutiles, les inscriptions et *subscriptions*, et, comme inintelligibles, les constitutions grecques. V. § 214.

2. Les anciennes éditions sont glosées et ne comprennent sous le nom de *Codex* que les neuf premiers livres. La première (?) datée est de Pierre Schoyffer de Gernssheim, Mayence, 1475, *in-folio*. — Nuremberg, Jean Sensenschmid, 1475. Bâle, Michel Wenssler, 1487.

Les *Tres libri* s'imprimaient avec le *Volumen* (§ 196), dès 1476 (Hain 9622).

Première édition non glosée (mais avec *sommes*) des neuf premiers livres : Paris, Guillaume Eustace (Jean Chappuis), 1511, in-8°.

Première édition des douze livres réunis, avec restitution des inscriptions, souscriptions, constitutions grecques : MELTZER, à Nuremberg, chez Petreius, 1530, in-8°. Dès lors, éditions de plus en plus complètes : LE MIRE 1550, ROUSSARD 1561, LE CONTE 1562, etc. Enfin : KRUEGER, *Codex Justinianus*, Berlin, 1877.

CHAPITRE IV.

Les Novelles de Justinien.

Νεαραὶ διατάξεις μετὰ τὸν Κώδικα, *Novellae constitutiones post Codicem.*

§ 194. — *Rédaction. Recueils.*

Maynz, 245. — Zimmern, § 49. — Rudorff, § 114. — Deurer, § 92. — Boecking, § 21 et *App.* IV. — Danz, § 83. — Esmarch, § 159. — Walter, 454. — Biener, *Geschichte der Novellen Justinians*. Berlin, 1824. — Zachariae, *Geschichte des Griechisch-rœmischen Rechts*, p. 4 s. (1877).

1. Constitution TANTA, §§ 18 et 21, *supra* § 187. CORDI, § 4, *supra* § 192.

2. La Novelle, *lex*, *forma*, νόμος, τύπος. *Inscriptio*, *praefatio*, *sanctio*, *epilogus*, *subscriptio*.

L'empereur s'adresse au préfet du prétoire, en général en grec, quelquefois en latin. V. les novelles 9, 11, 17, 18, 23, 32, 33, 35, 36, 62, 65, 75, 104, 114, 138, 143, 150. Le préfet annonce la volonté impériale aux recteurs des provinces. Dans les matières ecclésiastiques, l'empereur s'adresse au patriarche, lequel annonce aux métropolitains et évêques.

3. Le nombre des novelles de Justinien à nous conservées est de 166. La plus ancienne est du 1er janvier 535, la plus récente de 564 ou 565. La plupart sont antérieures à la mort de Tribonien (545).

4. Le gouvernement avait promis un recueil officiel (Const. Cordi, § 4 cité). Cette promesse n'ayant pas été tenue, on en est réduit à des recueils privés, assez différents les uns des autres :

a. Celui de Julien (§ 209), en latin, fait pour l'Italie entre 551 et 554 et connu sous le nom de *Epitome Juliani*. 124 novelles.

b. Un recueil, fait à Constantinople, en grec, vers 580, de 168 novelles, dont plusieurs sont de Justin II et de Tibère, d'autres de simples *formae* du préfet du prétoire. En appendice, treize édits de Justinien (*Tredecim Edicta*), qui sont de vraies novelles.

c. L'*Authenticum* ou *liber Authenticorum*, recueil de 134 novelles traduites en latin, ainsi nommé au moyen âge par opposition à l'*Épitomé* de Julien. C'est la *Vulgate*. Les glossateurs l'ont réduite à 97 novelles, en 98 titres répartis sur 9 *collations*.

Autres recueils; ainsi un recueil de 153 novelles, comprenant des lois de Justin II, qui a servi de base à l'*Épitomé* grec d'Athanase (§ 210).

§ 195.— *Manuscrits et éditions des Novelles.*

Boecking, *App.* V. — Rudorff, *l. c.* — Ph. Fr. Weis, *Historia Novellarum litteraria.* Marbourg, 1800. — Biener, ouvrage cité. — Stintzing, *Georg Tanners Briefe an Bon. und Bas. Amerbach... Ein Beitrag zur Geschichte der Novelleneditionen.* Bonn, 1879. — Spangenberg, Beck, Haenel, *l. c.* — Heimbach, *Prolégomènes* à l'édition de l'*Authanticum* citée ci-dessous (4). — Hain 9622-9637.

1. L'*Épitomé* de Julien a été conservé en nombreux manuscrits, avec diverses additions.

Haubold, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* IV. — Haenel, *ibid.* VIII; Mémoires de l'Académie de Saxe, 1857.

On a trois manuscrits incomplets du recueil de Constantinople, à Florence, Venise, Paris (*Index reginae*). Les manuscrits de la Vulgate sont généralement incomplets; un seul, à Vienne, est presque complet.

Savigny, *Zeitschrift für gesch. Rechtswissenschaft* II.

Deux novelles inconnues jusqu'à présent, de 553-557, sont contenues dans le manuscrit épitomé d'Udine, retrouvé par Bonturini.

Puchta (7) § 37 n. f. — Savigny VII, 29. — Haenel, Acad. de Saxe, 1852.

2. Éditions de l'*Épitomé* (avec additions) : Bohier, Lyon, 1512. Neuf *collations*, 82 novelles. — Louis le Mire, Lyon, 1561; Augustin, Ilerda, 1567; François Pithou, Bâle, 1576; Haenel, Leipzig, 1873. En outre souvent dans le *Volumen* (§ 196).

3. Éditions du recueil oriental (et traductions). MELTZER, Nuremberg, Petreius, 1531, *in-folio,* d'après une copie du manuscrit de Florence faite par Bolognin. — Bâle, Herwagen, 1541 : le texte de Meltzer, corrigé sur les notes de Viglius d'après le manuscrit de Venise. — Paris, Carola Guillard, 1542, 1553. — SCRIMGEOUR. Genève, Henri Estienne, 1558. — AGYLÉE. Après des publications partielles à Cologne et à Genève, 1560 : Bâle, Herwagen, 1561. — LE CONTE, Lyon, 1571. — HOMBERGK DE VACH. Marbourg, 1717.

GEORGES TANNER et le manuscrit de Venise. 1553-1556.

4. L'*Authenticum,* étant la *versio vulgata* du moyen âge, a été imprimé de bonne heure, et c'est ce recueil qu'on trouve dans les anciennes éditions d'ensemble des livres de Justinien.

Ed. princeps : Rome, Vitus Puecher, 1476 (*Volumen*). — Mayence, Pierre Schoyffer, 1477. Bâle, M. Wenssler, 1478. Dernière édition, par GUSTAVE-ERNEST HEIMBACH, d'après des manuscrits de Paris, Berlin, Vienne, etc. Leipzig, 1846-1851.

5. M. ROD. SCHOELL commence en ce moment (1880) une édition critique et définitive des Novelles, comme suite aux Pandectes de M. Mommsen et au Code de M. Krueger.

CHAPITRE V.

La compilation de Justinien dans son ensemble. Le *Corpus juris*.

§ 196. — *Éditions glosées*.

Brencmann, *Historia Pandectarum*. 1722. — Spangenberg. — Beck. — Boecking, *Appendice* V. — Hain. — Panzer. — *Cf*. §§ 189, 193, 195.

Les plus anciennes éditions des livres de Justinien sont glosées et forment en général cinq volumes, intitulés *Digestum vetus*, *Infortiatum*, *Digestum novum*, *Codex* (les neuf premiers livres), *Volumen* ou *Volumen parvum*. Ce dernier volume contient les *Tres libri* et les Authentiques, avec divers suppléments et souvent, en tête, les Institutes. Les éditions de GODEFROY ont six volumes, celle d'AIREBAUDOUZE en a quatre.

Toutes les éditions d'ensemble antérieures à 1518 sont glosées. Il n'y en a plus de glosées à partir de 1627. Les plus anciennes sont *in-folio* (grand et ordinaire). Dès le seizième siècle, elles sont aussi in-4° et in-8°.

1. Éditions du quinzième siècle. Je cite en général d'après Boecking, Panzer et Hain, auxquels je renvoie pour tout le détail et pour quelques points douteux:

Venise. Jacques des Rouges, *Rubeus*, 1476..78. — Nicolas Jenson, 1476.. 77.. — André de Calabre de Pavie, 1481..90 — Baptiste de Tortis, onze éditions dès 1484..88. à 1512..14. — Jean et Grégoire de

Forlivio, 1484..85. — Georges Arrivabene, de Mantoue, 1490..93. 1494. — Bernardin de Tridino, de Montferrat, 1494.. 95.— 1498 (Hain 9543).

Milan. Jean Ant. de Honate, 1482..83.

Nuremberg Antoine Koberger, Koburger, 1482.. 1504.

Lyon. Jean Syber, 1482 (Hain 9542. 9603).

2. Éditions du seizième et du dix-septième siècle.

Lyon. (Quelquefois aussi *Genève* : au seizième siècle et plus tard, divers imprimeurs ont eu des établissements dans ces deux villes.) — 1500. — Nicolas de Benedictis, 1506..7. 1508. 1509. — François Fradin, dix éditions de 1510..14 à 1536...37. — Louis Martin, Jacques Maréchal, 1511. 1514..15. — Hugues de la Porte, Antoine Vincent, treize éditions *fol.* de 1538..40 à 1575, deux in-4°, 1551, 1558. — Ant. Vincent, Denis de Harsy, 1541..42. — Senneton, 1549..50. 1554. — *Sub signo erecti leonis*, cinq éditions de 1562 à 1585. — 1565 (Brencmann, p. 252). — *Sub signo coronae* 1569. — Séb. Nivelle 1569, belle édition Le Conte. — Ph. Tinghy, 1581. — Au lion moucheté 1584. 1585. — Plusieurs éditions de D. Godefroy, avec glose amendée et enrichie par lui, Le Conte et Cujas, ont paru à Lyon dès 1589 (lion moucheté); Jean Vignon, Ant. Hierat 1604. 1612; Pillehotte, hoirs Guil. Roville, 1618. 1625; à Genève 1589. 1600. 1612. 1615 (Jean Vignon). 1619. 1625, 1627; enfin, Lyon 1627, *opera et studio Io. Fehii* (Feis), avec l'index d'Étienne Daoyz de Pampelune, index qui se trouve encore ailleurs et à part (en der-

nier lieu Milan, 1742). — 1593. 1600 (lion moucheté). 1614. Édition de PIERRE D'AIREBAUDOUZE DU CEST.

Paris. Jean Bonhomme, Jean Petit, Thielemann Kerver, 1508..11. 1513..16. 1536. — Josse Bade, 1511. — Regnault, Gui Daurigny, 1523..31 (?). — Berthold Rembolt, quatre éditions de 1515..16 à 1537..38; le Digeste de la deuxième est dû aux soins de LOUIS BLAUWBLOMME (*Blaublomius, Blaviflos, Cyaneus*), élève ou professeur des Hiéronymites de Gand, poëte, érudit, imprimeur à Paris. (*Bibliographie gantoise* de M. F. Van der Haeghen I,31. *Biographie nationale belge*, article incomplet de M. Van der Meersch.) — François Regnault, 1532. 1539. — Claude Chevallon, Gui Perrin, 1534. Charlotte Guillard, 1558..59. Charlotte Guillard, Guillaume Desbois 1548..50, édition de LE MIRE, dite *Corpus juris Augustini*. — Guil. Merlin, Guil. Desbois, Séb. Nivelle, quatre éditions de 1559 à 1576 (Lyon, LE CONTE).

Venise. N. Bevilaqua, 1569. — 1574 (Scolies d'ANTOINE PERSIUS). — Al. Gryphe, 1581. — Les Junte, 1591..92. 1598. 1606. 1621. — *Sub signo aquilae*, 1591.

Turin. Hoirs Bevilaqua, 1576. 1620.

Anvers. Christophe Plantin, 1573. 1575. — Philippe Nuyt, 1575..76.

Plusieurs éditions susmentionnées sont des contrefaçons ou n'ont de neuf que le titre. Il n'est pas sûr que toutes soient complètes.

Il y en a, en outre, un certain nombre *sine loco et anno*.

§ 197. — *Éditions non glosées. Traductions.*

Brencmann. — Spangenberg. — Boecking. — Hain. — Schulz, *Jenaer Literaturzeitung*, 1878, nº 583.

1. Première édition non glosée : François Regnault, Paris, 1518, six volumes in-8°. — Deuxième : Claude Chevallon, Paris, 1525..27, en cinq volumes in-12, reproduite 1536 en sept volumes in-8°. — Robert Estienne 1527..28. — C. Guillard, G. Desbois, plusieurs éditions dès 1540..42 à 1580? Vintimille, Le Mire. Merlin, Desbois, Nivelle, 1560..62. — 1572. (cinq, sept, dix volumes. Institutes et Code de Le Conte.)

2. Les éditions de Meltzer, citées aux §§ 189, 191, 193, 195, ne peuvent pas être considérées comme formant une édition d'ensemble. Les formats différents, tout l'agencement distinct s'y opposent. Mais on les a réimprimées comme ensemble, avec quelques changements. Bâle, Herwagen 1541 (Alciat ; aide et conseils de Viglius). Guarin, 1570. On peut presque considérer aussi comme une réimpression l'édition de Lyon, de Guillaume Roville, 1551.

3. Édition de Roussard : *Jus civile, manuscriptorum librorum ope summa diligentia et integerrima fidè multis locis emendatum et perpetuis notis illustratum, L. Russardo auctore, consilio tamen et auctoritate F. Duareni J. C., qui summaria in Pandectas praescripsit, Novellasque constitutiones, ad optimum graecum exemplar collatas, antiquae integritati restituit.* Lyon, Roville, 1560, 1561. 2 vol. — Le privilège est

de 1557. Roussard donne les Pandectes principalement d'après les Torelli, les Institutes et les Novelles d'après Meltzer, le Code sur quinze manuscrits.

Belle contrefaçon en 9 (10) volumes petit in-8°, Anvers, Plantin 1566..67. 1569..70.

4. *Editio Contiana*, de LE CONTE, Lyon, Roville, 1571. 1581. Onze ou quinze volumes petit in-8°.

5. Édition de CHARONDAS, Anvers, Plantin, 1575. Six, cinq, deux ou un volume *in-folio*. Institutes d'après Meltzer et sept manuscrits; Pandectes, en général d'après Torelli, Code et Novelles d'après Le Conte.

6. Édition de PACIUS, Genève, E. Vignon, 1580, *in-folio* (ordinairement en trois volumes) et in-8°, ordinairement en neuf volumes.

7. Éditions de GODEFROY.

a. Éditions annotées. Peu de valeur critique, notes nombreuses, bons parallèles. Nombreuses réimpressions, durant près de deux siècles, à Genève et Lyon, en Hollande, en Allemagne.

Genève, Jacques Stoer, 1583, in-4°. (Lyon, Vincent.) Première édition intitulée *Corpus juris civilis*. Lyon, B. Honoré, 1585. Francfort-sur-Mein, 1587. — Lyon, hoirs de B. Honoré 1590. Genève (*Col. Allobr.*), hoirs d'Eustache Vignon, *in-folio* et in-4°, 1594. 1595. In-4° 1599. — Genève, Vignon, 1602. 1604, Aureliopolis, 1604. — Lyon, Genève, Vignon, 1607. 1614. 1615 et années suivantes. 1619. 1620.

Après la mort de son père, JACQUES GODEFROY fit paraître à Genève, chez Vignon, l'édition de 1624 *in-folio* (*Coll. Allobr.*), 1628, in-4°, contrefaite à Paris

1628, à Lyon 1630. 1660. — Cette édition a servi de fondement à d'autres éditions, notamment à celle dite *Aux mains jointes* de S. van Leeuwen, avec notes de Modius, Amsterdam, Elzevier, 1663 *in-folio*, contrefaite, entre autres, avec la même date, à Francfort-sur-Mein, puis réimprimée cinq fois à Leipzig (1720, 1740, etc.), à Anvers (1720), à Bâle (trois fois 1756, 1781, 1782).

b. Le texte de Godefroy a été souvent imprimé sans notes, le plus souvent in-8°.

Lyon 1585. 1589. — Genève, hoirs d'E. Vignon et Jacques Chouet, 1598. — Genève, hoirs Vignon, 1606 (S. Gervais); Lyon, Jacques Chouet, 1606. — Genève, Jacques Stoer, 1625. C'est sur cette dernière édition qu'est faite celle d'Amsterdam, Elzevier, 1664, in-8° (*Pars secundus*), réimprimée 1681, 1687, 1700; et plus tard à Francfort, Leipzig (1740), Halle.

8. Le texte de Godefroy est reproduit dans les médiocres éditions de Christophe-Henri Freiesleben, désignées sous le nom de *Corpus juris academicum*. Altenbourg et Leipzig 1721, Bâle (7 éditions de 1734 à 1789), Cologne, Altenbourg. Les mauvaises éditions parisiennes, *curante* Galisset, ne sont guère que des contrefaçons de Freiesleben.

9. *Corpus juris civilis* de Lancelot. Turin, Raby, 1757.

10. *Corpus juris civilis* de Goettingue. Georges-Chr. Gebauer et G.-A. Spangenberg, 1776..97. Deux volumes grand in-4°. Les Pandectes d'après la Florentine collationnée par Brencmann, le Code d'après Gode-

froy, les Novelles d'après Le Conte avec la version de Hombergk.

11. *Corpus juris civilis* de J.-L.-G. BECK († 1869). Deux éditions. L'une en 5 volumes in-8°, Leipzig 1825..36. L'autre stéréotype en 2 (ou 1) vol in-4°. Leipzig 1829..36. Institutes d'après Biener, Pandectes d'après la Florentine, la Vulgate et Meltzer.

12. *Corpus juris civilis* d'ALBERT et MAURICE KRIEGEL. Leipzig, 1828.. 43. Édition stéréotype, réimpressions fréquentes. Les Institutes d'après Biener, les Pandectes d'après la Florentine, sont dues aux Kriegel, le Code à É. Herrmann, les Novelles à Osenbrüggen, d'après le recueil oriental, avec la traduction de Hombergk et la Vulgate en regard.

13. Édition de MM. MOMMSEN, KRUEGER, SCHŒLL : *Corpus juris* de Berlin. *Supra* § 189, 193, 195.

14. Appendices au *Corpus juris*. *Libri feudorum, Authenticae Fridericianae*, Paix de Constance, etc.

15. Traductions du *Corpus juris*.

Leibnitz, *Nova Methodus* II § 65 : Germanicam juris versionem dudum moliti sunt egregii et promovit valde institutum Ernestus Dux Saxo-Gothanus. Difficilis labor, imprimis in Digestis. — Sed... apparet, rem vastam magis quam arduam esse. — Bavius Voorda écrivait en 1788 : Themidi Romanae quicumque vestem latinam detrahere studet, is operam dare mihi videtur, ut non tam denudet eam, quam deglubat.

Essai français : Paris et Metz, 1805..11. Les Institutes sont traduites par Hulot, le Digeste par Hulot et Berthelot, le Code par Tissot, les Novelles par Bérenger.

Essai allemand, plus heureux : Leipzig, 1830.. 33. *Das Corpus juris ins Deutsche übersetzt von einem Vereine Rechtsgelehrter, herausgegeben von* Otto, Schilling, Sintenis.

LIVRE TROISIÈME.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SECTION I. — LES RÈGLES DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

§ 198. — *En général.*

Éléments anciens : Législation, science et pratique du droit. *Supra* §§ 174-187, *infra* §§ 199-201.

Éléments nouveaux : les Livres saints, les canons des conciles. Conciles œcuméniques de Nicée (325), Constantinople (381), Éphèse (431), Chalcédoine (451).

Justinien, Novelle 131, ch. 1 : Sancimus... vicem legum obtinere sanctas ecclesiasticas regulas, quae sanctis quatuor conciliis expositae sunt aut firmatae, hoc est in Nicaeana CCCXVIII, et in Constantinopolitana sanctorum CL Patrum, et in Ephesina prima, in qua Nestorius est damnatus, et in Chalcedonia, in qua Eutyches cum Nestorio anathematizatus est. Praedictarum enim quatuor synodorum dogmata sicut sanctas scripturas accipimus et regulas sicut leges observamus.

§ 199. — *La science et les juristes.*

Maynz, 233. — Puchta, 129. — Rudorff, § 77. — Walter, 447. — Kuntze, 954-956. — Zimmern I, §§ 104-107. — Huschke, *Jurisprudentia antejustiniana.* — Fitting, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* XI. — Mortreuil, *Histoire du droit byzantin* (V. *infra* Appendice), I, 5, §§ 1 et 2.

1. Décadence, que l'on a peut-être exagérée, de la jurisprudence, de la magistrature, du barreau.

Novelles de Valentinien 31, 5 (451) : Notum est post fata-

lem hostium ruinam, qua Italia laboravit, in quibusdam regionibus et causidicos et judices defuisse, hodieque gnaros juris et legum aut raro aut minime reperiri. — Mamertin, *Panégyr.* X, 20 : Juris civilis scientia, quae Manlios, Scaevolas, Servios in amplissimum gradum dignitatis evexerat, libertorum artificium dicebatur. — Ammien Marcellin XXX, 4 :.. Modesto praefecto praetorio... adserente quod infra imperiale columen causarum essent minutiae privatarum : ille (Valens) ad humiliandam celsitudinem potestatis negotiorum examina spectanda instituta esse arbitratus, ut monebat, abstinuit penitus, laxavitque rapinarum fores : quae roborantur in dies judicum advocatorumque pravitate sententium paria : qui tenuiorum negotia militaris rei rectoribus, vel intra palatium validis venditantes, aut opes, aut honores quaesivere praeclaros... — (Professionem oratorum forensium) Orientalium quorumdam versutia adusque bonorum extulit odium : unde etiam retinaculis temporis praestituti frenatur... At nunc videre est per Eoos omnes tractus violenta et rapacissima genera hominum per fora omnia volitantium, et subsidentium divites domus, ut Spartanos canes, aut Cretas, vestigia sagacius colligendo, ad ipsa cubilia pervenire causarum. — Le reste du chapitre est consacré à la peinture, par groupes, de ces hommes de loi dégénérés : Ita sunt rudes nonnulli, ut numquam se codices habuisse meminerint; et si in circulo doctorum auctoris veteris inciderit nomen, piscis aut edulii peregrinum esse vocabulum arbitrantur... Enfin : Non desunt advocatis incommoda plurima, parum sustinenda recte victuro. Namque sellulariis quaestibus inescati, inter se hostiliter dissident... Et judices patiuntur interdum doctos ex Philistionis aut Esopi cavillationibus, quam ex Aristidis illius justi vel Catonis disciplina productos : qui aere gravi mercati publicas potestates, ut creditores molesti opes cujusque modi fortunae rimantes, alienis gremiis excutiunt praedas. — Lactance, *De mortibus persecutorum* 22, dit du règne de Licinius : Eloquentia extincta, causidici sublati, jureconsulti aut relegati aut

necati; literae autem inter malas artes habitae, et qui eas noverant, pro inimicis hostibusque protriti et exsecrati... Judices militares humanitatis literarum rudes sine assessoribus in provincias immissi.

2. Jurisconsultes.

Grégorien, sous Dioclétien.

Innocentius, dont rien n'est conservé, doit avoir obtenu le *jus respondendi* sous Constantin.

Hermogénien, qui vivait sous Constantin et ses successeurs, a exposé, vers 339, le *jus receptum* dans un ouvrage en six livres, *Juris epitomae*, dont 107 fragments sont conservés dans les Pandectes. *Supra* p. 459.

Commentaire par Finestres, Cervera, 1757. — Dirksen, *Hinterlassene Schriften*, II, 482-505.

Le maître des requêtes Aurélius Arcadius Charisius, de la même époque, a écrit trois *libri singulares De testibus, De officio praefecti praetorio, De muneribus civilibus*, dont six fragments dans les Pandectes.

Rau, *De A. A. C.*, Leipzig, 1773.

Plus tard :

Les rédacteurs du code Théodosien, *supra* § 177.

Cyrille, dit le Grand, ὁ Ἥρως, κοινὸς τῆς οἰκουμένης διδάσκαλος. On lui attribue un *Commentarius definitionum*.

Domninus, antérieur au règne d'Anastase, probablement commentateur des codes Grégorien, Hermogénien, Théodosien.

Démosthène, commentateur de constitutions.

Eudoxius, professeur à Béryte, commentateur de constitutions, surnommé le Grand.

Patricius, τῆς περιφανοῦς μνήμης, Ἥρως Πατρίκιος, professeur à Béryte. Ses récitations (ἀναγνώματα) et ses interprétations (ἑρμηνεῖαι) sur les constitutions, probablement sur les trois codes, n'ont pas été sans influence sur les réformes de Justinien.

Jurisconsultes contemporains de Justinien. Voyez §§ 184, 187, 190, 200, 209, 210. Théophile, Dorothée, etc.

§ 200. — *L'enseignement.*

Maynz, 247. — Puchta, 129, 139. — Zimmern, I, §§ 68, 70. — Rudorff, § 112. — Danz, § 86. — Kuntze, 954-959 et *Excurse*. — Padelletti, p. 431 s. — Fitting, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* X, p. 317-351. XI, p. 451-453. — Scheurl, *Zur Geschichte der Pandektenüberlieferung*. Même revue, XII. — Rivier, *Nouvelle Revue historique*, I, p. 1-46. — Heimbach, *Basiliques* (*Infra* § 208) VI, 1 §§ 1-2, 2-6. — Savigny, I, 6.

1. Avant la réforme de Justinien.

Écoles : à Rome (encore florissante au milieu du sixième siècle et bien au delà), à Béryte jusqu'en 551, à Constantinople depuis 425. Écoles libres à Césarée, Athènes, Alexandrie.

Professores, antecessores, juris expositores ; juris studiosi. Cours obligatoires, manuels imposés. Méthode. Semestres.

Edit d'Athalaric (vers 534). Cassiodore, *Var*. IX, 21 :... Ut successor scholae liberalium literarum, tam grammaticus, quam orator nec non et juris expositor, commoda sui decessoris ab eis, quorum interest, sine aliqua imminutione percipiat.

Programme scolaire à Constantinople. Première

année : les Institutes de Gaius en entier et quelques matières choisies, *de re uxoria, de tutelis, de testamentis et legatis*. Deuxième année : partie de l'Édit; les élèves s'appellent *Edictales*. Troisième année : on complète ce qu'on a fait les deux premières, et on étudie, en guise de couronnement de l'édifice, un choix de *Responsa* de Papinien. On abandonnait tout le *jus extraordinarium* et *novum* à l'étude privée et à une quatrième année de perfectionnement, facultative, où les élèves (λύται) « *recitabant per semet ipsos* » les *Responsa* de Paul. Il semble cependant qu'une cinquième année était consacrée aux constitutions impériales. A Béryte, l'enseignement était, selon toute apparence, plus libre et peut-être plus complet. On y enseignait, entre autres, les codes Grégorien et Hermogénien, et les livres d'Ulpien *De officio proconsulis*.

2. Ordonnance scolaire de Justinien. Constitution OMNEM REIPUBLICAE du 16 décembre 533, *ad antecessores*, adressée aux professeurs THÉOPHILE, DOROTHÉE, THÉODORE, ISIDORE, ANATOLE, THALÉLÉE, CRATINUS, SALAMINIUS.

Préliminaires au Digeste (Mommsen), p. xxvii*.

Le cours de droit sera de cinq années. Première année : Institutes et πρῶτα. Deuxième : *pars* II ou III alternativement, et livres XXIII, XXVI, XXVIII, XXX. Troisième : *pars* III ou II alternativement, et livres XX, XXI, XXII. Quatrième année : le reste de *pars* IV et V. Cinquième année : le Code.

Écoles : exclusivement Constantinople, Béryte, Rome, écoles officielles. Les écoles libres sont prohibées.

Justinien, constitution OMNEM, *ad finem* :... Haec autem tria volumina a nobis composita tradi eis (discipulis) tam in regiis urbibus quam in Berytiensium pulcherrima civitate... tantummodo volumus, quod jam et a retro principibus constitutum est, et non in aliis locis quae a majoribus tale non meruerint privilegium : quia audivimus etiam in Alexandria splendidissima civitate et in Caesariensium et in aliis quosdam imperitos homines devagare et doctrinam discipulis adulterinam tradere. — *Sanctio pragmatica pro petitione Vigili* (554), c. 22 :...Annonas..., quae grammaticis, ac oratoribus vel etiam medicis vel jurisperitis antea dari solitum erat, et in posterum, suam professionem scilicet exercentibus, erogari praecipimus, quatenus juvenes liberalibus studiis eruditi per nostram rempublicam floreant.

Les élèves des deux dernières années ne sont pas astreints à la fréquentation des cours, d'où les noms de λύται pour ceux de quatrième, de προλύται pour ceux de cinquième année. Ceux de première sont surnommés *Dupondii* ou *Justiniani novi*, ceux de deuxième *Edictales*, ceux de troisième *Papinianistae*.

Herbert Pernice, *Miscellanea*. 1870.

§ 201. — *La Littérature juridique.*

Maynz, 233. — Rudorff, § 103. — Puchta, 135. — Danz, § 84. — Kuntze, 955-956 et *Excurse*, 680-687. — Padelletti, p. 434. — Fitting, *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* X et XI. — Rivier, article cité au § 200. — Huschke, *Jurisprudentia antejustiniana*. — *Corpus juris bonnense*.

Quelques ouvrages juridiques de cette période, qui nous ont été transmis en partie (§§ 176 et suivants, 205), montrent une tendance purement utilitaire et parfois une certaine habileté. Ce sont des compilations

ou des abrégés; leur valeur intrinsèque est, en général et sauf exception, médiocre. La liste suivante indique leurs dates approximatives et les conjectures les plus plausibles sur leur caractère et sur le but de leurs auteurs.

1. Les codes Grégorien et Hermogénien. *Supra* § 176.

2. *Fragments du Vatican.* Recueil de constitutions impériales et de textes de jurisconsultes (Vénuleius, Papinien, Ulpien, Paul, mais pas encore Gaius), composé peut-être après 372, date de la loi la plus récente y contenue (constitution de Valentinien, Valens et Gratien), et en tout cas avant le code Théodosien; les lois les plus anciennes sont de Septime Sévère et Caracalla. Selon M. Mommsen et M. Fitting, le recueil même daterait du règne de Constantin, avec adjonctions postérieures.

Cette compilation paraît avoir été faite en Italie, en vue de la pratique; M. Huschke pense qu'elle a une origine officielle. Diverses conjectures ont été émises à ce sujet.

Le manuscrit a été découvert par Maï, en 1820, au Vatican, où il est conservé (n° 5766).

Éditions par Maï, Rome, 1823, 1824; Buchholtz, Koenigsberg, 1828, avec commentaire; M. de Bethmann Hollweg, *Corpus juris* de Bonn, 1833: M. Mommsen, Mémoires de l'Académie de Berlin (1859), Berlin, 1860, 1861; M. Huschke, recueil cité, p. 688-796. — Commentaires et prolégomènes aux éditions. — Bruns, *Quid conferant V. F. ad melius cognoscendum jus Romanum*. Tubingue, 1842. — Bekker's *Jahrb.* V.

3. Les six livres d'épitomés d'Hermogénien, les écrits (peu juridiques) de Charisius, mentionnés au § 199.

4. *Collatio* (*Pariatio*) *legum Mosaïcarum et Romanarum*, *Lex Dei* (*quam Deus praecepit ad Moysen*). Ouvrage de conciliation, du quatrième ou du cinquième siècle. Les préceptes du Pentateuque y sont mis en parallèle et trouvés d'accord avec des rescrits impériaux tirés des codes Grégorien et Hermogénien, avec quelques lois nouvelles et avec des fragments de Gaius, Papinien, Ulpien, Paul, Modestin. L'auteur est un chrétien versé dans la science du droit. On a conjecturé, entre autres, Rufin d'Aquilée († 410) et saint Ambroise. Ce sont là des suppositions en l'air, quelque ingénieusement et savamment qu'on les défende.

Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft X (Bluhme), XIII (Huschke). — Dirksen, Mémoires de l'Académie de Berlin, 1846. — Rudorff, *ibidem*, 1868.

Des manuscrits de la *Collatio* sont conservés à Berlin, Vienne, Verceil. Hincmar de Rheims mentionne ce recueil (882).

Éditions principales : Pierre Pithou, Paris, 1573. Schultingh, *Jurispr. antej.*, avec commentaire. Bluhme dans le *Corpus* de Bonn, 1838. Huschke, *Jurisprudentia antejustiniana*, avec notice.

5. L'extrait d'Ulpien mentionné au § 162, selon l'opinion de M. Huschke ; selon celle de M. Mommsen cet extrait doit être placé tout de suite après les codes Grégorien et Hermogénien.

6. Le Gaius en deux livres, que les rédacteurs du Bréviaire ont modifié et inséré. Cet épitomé paraît avoir été fait à Rome à la fin du quatrième siècle ou au commencement du cinquième, en vue de l'enseignement.

Fitting, *Zeitschrift* XI, p. 325-339. — Rivier, article cité, p. 7-8.

7. *Interprétations* des Sentences de Paul et du code

Théodosien, lesquelles ont servi de base à l'*Interprétation* du Bréviaire (§ 181).

Fitting, p. 222-249. — Rivier, p. 4-7.

8. *Consultatio veteris jurisconsulti de pactis*. Consultations (*Responsa*) avec pièces à l'appui, tirées des Sentences de Paul, des codes Grégorien, Hermogénien, Théodosien, écrites en Gaule, peut-être à Arles, à la fin du cinquième siècle, après la chute de l'empire d'Occident (Huschke); ou peut-être déjà entre 438 et 450 (Rudorff, Fitting). Yves de Chartres (1090..1115) cite cet opuscule, que Cujas, Jacques Godefroy, Schultingh ont pris pour une compilation du moyen âge. Le seul manuscrit connu, qui appartenait à Loisel, est perdu.

Éditions : Cujas, dans ses *Œuvres*, Paris, 1577. Dès lors plusieurs. Schultingh. Puggé dans le *Corpus* de Bonn. Huschke, avec notice, dans sa *Jurisprudentia antejustiniana*.

G. E. Heimbach, *Leipziger Repertorium* 1843, 1845. — Rudorff, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* XIII (1846). — Krueger. — Fitting, *Zeitschrift* XI, p. 244.

9. Sommaires du code Théodosien, dit *Sommaires du Vatican*. Notes d'un professeur ou d'un élève, faites probablement à Rome. Deux classes, dont l'une paraît avoir été rédigée entre 438 et 455, et l'autre entre 448 et 476.

Fitting, *Zeitschrift* X, p. 317-341. — Rivier, p. 3-4.

10. Scolies aux Fragments du Vatican.

Mommsen, *Fragments du Vatican*, p. 407 et suivantes. — Fitting, *Zeitschrift* X, p. 332.

11. Un petit recueil de constitutions relatives au bornage est connu sous le nom d'Hygin : *Hygini Gro-*

matici libellus constitutionum. — Deux manuscrits, l'un antéjustinianéen, l'autre postjustinianéen. Ce dernier contient des éléments hétérogènes, ainsi le titre *Finium regundorum.*

Rudorff a édité l'Hygin dans les *Gromatische Institutionen. Supra* p. 87, 88.

12. Un recueil de règles, fait probablement sous le règne de l'usurpateur Basilisc ou peu après, en Orient, à l'usage du clergé, est conservé par trois manuscrits en syriaque et par des traductions en arabe, en arménien et en géorgien. Ce recueil a joué un rôle important au moyen âge. Plusieurs manuscrits portent le titre de *Libri* βασιλικῶν, *Statuta imperatorum, Leges Constantini, Theodosii et Leonis.*

Édité par M. Land, *Anecdota syriaca*, Leyde, 1862. — Rudorff, Académie de Berlin, 1866. — Édition magistrale, avec commentaire : Sachau et Bruns, *Syrisch-rœmisches Rechtsbuch aus dem fünften Jahrhundert.* Leipzig, 1880. (Notice par M. Maynz, dans la *Revue de droit international et de législation comparée* XII.) — Des parties du recueil avaient déjà été insérées par Assemani dans sa *Bibliothèque orientale* (1719-1728).

13. Des fragments d'un commentaire grec d'ouvrages de Paul, d'Ulpien et probablement de Gaius, fait entre la promulgation du code Théodosien et celle du premier code de Justinien, ont été retrouvés récemment dans un couvent du mont Sinaï.

Dareste, *Correspondance hellénique,* 1880. *Nouvelle revue historique* IV.

14. Les écrits des jurisconsultes contemporains de Justinien appartiennent principalement au droit gréco-romain, *infra* §§ 209, 210. Voyez aussi § 212. — Vieille glose aux Institutes, dite glose de Turin,

rédigée, d'après une hypothèse ingénieuse, à Rome entre 543 et 546. — Traités des actions, compilations diverses, dont il convient de ne point exagérer l'importance.

SECTION II. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE.

Ouvrages cités aux §§ 14, 136. — Walter, 842, 844-846, 853. — Maynz, 222. — Padelletti, p. 443-451.

§ 202.

La justice pénale de cette période est toujours plus arbitraire et toujours plus cruelle. L'étude en est attristante et stérile.

1. Organisation judiciaire. *Supra* § 137. Il n'est plus question d'une juridiction propre des sénats. En revanche, juridictions spéciales palatine, militaire, ecclésiastique.

2. Procédure, *supra* §§ 138, 139. Délais, durée des procès.

Tit. C. Th. IX, 36 *Ut intra annum criminalis actio terminetur*. C. Just. IX, 44 *Ut intra certum tempus criminalis quaestio terminetur*.

3. Crimes et peines. — Lèse-majesté.

L. Quisquis 5 C. *Ad legem Juliam majestatis* IX, 8. (Arcadius et Honorius, 397.)

Crimes contre la religion.

Tit. C. Th. XVI, 6-10. C. Just. I, 5-11.

4. Grâce.

Tit. C. Th. IX, 38 *De indulgentiis criminum*.

SECTION III. — ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CIVILE.

Je suis presque complètement, en cette matière, l'ouvrage classique de M. de Bethmann Hollweg, t. III.

§ 203. — *Organisation judiciaire. — Les Juges.*

Maynz, 223-225. — Puchta, 182-183. — Rudorff, II, § 104. —Bethmann Hollweg §§ 130-148. — Padelletti, p. 478-484. — Kuntze, 987. — Esmarch, § 148. — Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, I, 2.

1. Les juges ordinaires.

Première instance. A Rome et à Constantinople le préfet de la ville. En province, le président. Les magistrats municipaux (juridiction volontaire), le défenseur.

Bethmann Hollweg, § 138.

Judices pedanei, χαμαιδικασταί, διαιτηταί : juges délégués, pris parmi les avocats.

Bethmann Hollweg, § 140.

Deuxième instance. Préfets de la ville, *vice sacra;* préfets du prétoire, vicaires.

Instance suprême : l'empereur.

Bethmann Hollweg, § 137.

Son consistoire. Suppliques, relations et consultations, appels.

2. Juridictions spéciales.

Juridiction religieuse. Les évêques. *Episcopalis audientia.*

Arcadius et Honorius, L. 1 C. Th. *De religione* XVI, 11: Quoties de religione agitur, episcopos convenit agitare; ceteras vero causas, quae ad ordinarios cognitores vel ad usum

publici juris pertinent, legibus oportet audiri.— Saint Paul, *Corinthiens* I, 6, v. 1-6 : Audet aliquis vestrum, habens negotium adversus alterum, judicari apud iniquos, et non apud sanctos?... Saecularia igitur judicia si habueritis : contemptibiles, qui sunt in Ecclesia, illos constituite ad judicandum. Ad verecundiam vestram dico. Sic non est inter vos sapiens quisquam, qui possit judicare inter fratrem suum? — Tit. C. Th. I, 7, C. Just. I, 4 *De episcopali audientia*. — Arcadius et Honorius, L. 7 *h. t.* : Si qui ex consensu apud sacrae legis antistitem litigare voluerint, non vetabuntur, sed experientur illius, in civili duntaxat negotio, more arbitri sponte residentis judicium (398). — Canons des conciles de Carthage et de Chalcédoine. C. 9 *Chalc.* (c. 46 C. XI qu. 1) : Si clericus adversus clericum habeat negotium, non relinquat suum episcopum et ad saecularia judicia non concurrat, sed prius negotium agitetur apud proprium episcopum... Si quis vero contra haec fecerit, canonum subjaceat correptionibus.—Novelles de Justinien 79 *Apud quos causam dicere oporteat monachos et sanctimoniales*, 83 *Ut clerici apud episcopos respondeant*, 123.

Bethmann Hollweg, § 139.

Juridiction en matière fiscale. *Rationalis sacrarum largitionum. Rationalis rei privatae.* Avocat fiscal.

Tit. C. III, 26 *Ubi causae fiscales vel divinae domus hominumque ejus agantur*. — Constantin, L. 5 *h. t.* : Ad fiscum pertinentes causas rationalis decidat, omnibus concussionibus prohibendis (313).

Bethmann Hollweg, §§ 134, 150.

Juridiction militaire.

Tit. C. Th. I, 18. C. Just. I, 46 *De officio militarium judicum*.

Bethmann Hollweg, § 135.

Juridiction aulique. *Magister officiorum.*

Bethmann Hollweg, § 137 *fin.*

3. Assesseurs. Avocats. Tabellions. *Officia.*

Assessores, consiliarii, juris studiosi, comites, σύμβουλοι, πάρεδροι.

Tit. C. Th. I, 35, C. Just. I, 51 *De adsessoribus*. Tit. D. I, 22 *de officio adsessorum.*

Bethmann Hollweg, § 141.

Advocati, scolastici, juris periti, togati. Militia forensium stipendiorum.

Tit. C. Th. II, 10 *De postulando.* 11 *De erroribus advocatorum.* VIII, 10 *De concussionibus advocatorum sive apparitorum.* — Tit. D. III, 1, C. II, 6 *De postulando.* Tit. C. II, 7-11. XII, 62.

Bethmann Hollweg, § 143.

Tabelliones, forenses, personae publicae, συμβολαιογράφοι, ἀγοραῖοι. *Instrumenta publica, forensia, publice confecta.*

Nov. 44 *De tabellionibus et ut protocolla in chartis relinquant.*

Bethmann Hollweg, § 144. — Torres Campos, *Estudios de Bibliografia espagnola y extranjera del derecho y del notariado.* Madrid, 1878, p. 117-142.

Officia magistratuum : officiales, apparitores, cohortales, etc.

Notitia Dignitatum, supra p. 444. Tit. C. Th. VIII, 7, C. Just. XII, 60 *De diversis officiis et apparitoribus judicum et probatoriis eorum.* Tit. C. Th. VIII, 1-4. 8-10. C. Just. XII, 50-59, 61-63. X, 69.

Bethmann Hollweg, § 142.

4. Temps et lieux de justice. Les jours fériés, fêtes et dimanches.

Tit. C. Th. II, 8, C. Just. III, 12, D. II, 12 *De feriis (et dilationibus et diversis temporibus).* — Constantin, L. 3 C. *h. t.* : Omnes judices urbanaeque plebes et cunctarum ar-

tium officia venerabili die solis quiescant. (321.) — Valentinien II, Théodose, Arcadius, L. 19 C. Th. *h. t.*: Omnes dies jubemus esse juridicos. Illos tantum manere feriarum dies fas erit, quos geminis mensibus ad requiem laboris indulgentior annus accepit, aestivis fervoribus mitigandis et autumnis foetibus decerpendis. § 1. Kalendarum quoque Januariarum consuetos dies otio mancipamus. § 2. His adjicimus natalicias dies urbium maximarum, Romae atque Constantinopolis, quibus debent jura deferre, quia et ab ipsis nata sunt. § 3. Sacros quoque Paschae dies, qui septeno vel praecedunt numero vel sequuntur, in eadem observatione numeramus. § 4. Necnon et dies solis, qui repetito in se calculo revolvuntur. § 5. Parem necesse est haberi reverentiam nostris etiam diebus, qui vel lucis auspicia vel ortus imperii protulerunt. (389.)

Bethmann Hollweg, § 147.

Triomphe définitif de la procédure secrète. *Secretaria, cancelli, vela.*

F. L. 6, 9, 10 C. Th. *De officio rectoris provinciae* I, 16. — L. 8 § 3 C. Th. *De jurisdictione* II, 1 et L. 1 C. Th. *De officio proconsulis* I, 12.

Bethmann Hollweg, paragraphe cité.

§ 204. — *La procédure.*

Wieding, *Der Justinianische Libellprozess*. Vienne, 1865. — Bethmann Hollweg, §§ 150-164. — Puchta, §§ 184-188. — Zimmern, III, §§ 143 s. — Padelletti, p. 478-486. — Kuntze, 988.

La procédure est, à peu de chose près, l'ancienne *extraordinaria cognitio*, développée, complétée, généralisée. L'écriture l'emporte toujours plus sur la parole, le secret sur la publicité. Le grec, en Orient, tend à régner plus exclusivement, aux dépens du latin.

Bethmann Hollweg, § 148.

1. Ouverture du procès.

Litis Denuntiatio. Délais. Exemptions de délais.

C. Theod. II, 4 *De denuntiatione vel editione rescripti*. — Constantin, L. 2 (322) : Denuntiari vel apud provinciarum rectores vel apud eos, quibus actorum conficiendorum jus est, decernimus, ne privata testatio mortuorum aut in diversis terris absentium aut eorum, qui nusquam gentium sint, scripta nominibus falsam fidem rebus non gestis affingat. — C. Th. II, 5, 6 *De temporum cursu et reparationibus denuntiationum*. XI, 32 *De secundo lapsu*.

Cette *litis denuntiatio* est remplacée, en droit justinianéen, par la remise d'un mémoire sommaire, *libellus conventionis*, βιβλίον τῆς ὑπομνήσεως s. αἰτιάσεως, du demandeur au juge, afin que celui-ci le communique à la partie adverse, et la cite pour s'expliquer à ce sujet. C'est là ce que les compilateurs des Pandectes entendent par les anciens termes *editio actionis* et *in jus vocatio* : ces deux opérations, jadis séparées (§§ 76, 77), n'en font qu'une maintenant, et ont lieu par l'entremise du juge. — Dans le libelle, le demandeur indique clairement et exactement son *intentio*, l'objet de sa demande, sans s'astreindre d'ailleurs au nom technique de l'action (*publicienne, servienne, paulienne, condictio indebiti*, etc.), ni aux anciennes formules (*supra* § 146). — Forme du libelle, signature du demandeur. Fautes du libelle. *Plus petitio*.

Tit. D. II, 4 *De in jus vocando*. 5-11. 13 *De edendo*. — C. II, 1 *De edendo*. 2 *De in jus vocando*. III, 10 *De plus petitionibus*. — Tit. J. IV, 6 *De actionibus*. § 33 : Si quis agens in intentione sua plus complexus fuerit, quam ad eum pertinet, causa cadebat... (*supra* § 153) — Sed haec quidem antea in usu fuerant. Postea autem lex Zenoniana (L. 1 C.

De plus petitionibus) et nostra (L. 2 C. *eod.*) rem coartavit, et si quidem tempore plus fuerit petitum, quid statui oportet, Zenonis divae memoriae loquitur constitutio : sin autem quantitate vel alio modo plus fuerit petitum, omne, si quid forte damnum ut in sportulis ex hac causa acciderit, ei, contra quem plus petitum fuerit, commissa tripli condemnatione, sicut supra diximus, puniatur. § 34. Si minus in intentione complexus fuerit actor, quam ad eum pertineret, veluti si, cum ei decem deberentur, quinque sibi dari oportere intenderit, aut cum totus fundus ejus esset, partem dimidiam suam esse petierit, sine periculo agit : in reliquum enim nihilominus judex adversarium in eodem judicio condemnat ex constitutione divae memoriae Zenonis. § 35. Si quis aliud pro alio intenderit, nihil eum periclitari placet, sed in eodem judicio cognita veritate errorem suum corrigere ei permittimus, veluti si is, qui hominem Stichum petere deberet, Erotem petierit, aut si quis ex testamento sibi dari oportere intenderit, quod ex stipulatu debetur.

Le juge peut repousser la demande, — par exemple, parce que le droit d'agir est prescrit, ou que l'action est de celles qui ne s'intentent pas contre l'héritier (*supra* § 154). S'il ne le fait pas, il cite le défendeur (*citatio*, *admonitio*, *commonitio*, ὑπόμνησις), en lui communiquant le libelle.

Le défendeur répond par un *libellus responsionis s. contradictionis*, ἀντίβιβλος, signé, et promet, régulièrement avec caution, qu'il comparaîtra et défendra. A défaut par lui de fournir caution, le défendeur est emmené de force (*exhibetur, deducitur*), et même gardé tant que dure le procès.

Tit. D. II, 8 *Qui satisdare cogantur vel jurato promittant vel suae promissioni committantur*. C. II, 57 *De satisdando*. J. IV, 11 *De satisdationibus*. § 2 :... Sive quis in

rem actione convenitur sive personali suo nomine, nullam satisdationem propter litis aestimationem dare compellitur, sed pro sua tantum persona, quod in judicio permaneat usque ad terminum litis, vel committitur suae promissioni cum jurejurando, quam juratoriam cautionem vocant, vel nudam promissionem vel satisdationem pro qualitate personae suae dare compellitur. — Gratien, Valentinien, Théodose, L. 1 C. *De sportulis* III, 2: Quisquis fuerit exhibitus, usque ad negotii terminum ab eo apparitore, cui primum traditus fuit, observari eum decernimus...

2. *Litiscontestatio*, προκάταρξις. *Supra* § 145 et § 78.

Tit. C. III, 9 *De litis contestatione*. II, 58 *De formulis et impetrationibus actionum sublatis*.

3. Instruction, *Cognitiones*, διαγνώσεις.

Justinien, L. 14 pr. C. *De judiciis* III, 1 (530) :... Generaliter omnes omnino judices, romani juris disceptatores, non aliter litium primordium accipere, nisi prius ante sedem judicialem sacrosanctae deponantur scripturae, et hae permaneant non solum in principio litis, sed etiam in omnibus cognitionibus usque ad ipsum terminum et definitivae sententiae recitationem. — Constantin, L. 1 C. Th. *De judiciis* II, 18 (*cf.* L. 9 C. Just. *eod.*) (321) : Judicantem oportet cuncta rimari et ordinem rerum plena inquisitione discutere, interrogandi ac proponendi adjiciendique patientia praebita ab eo : ut, ubi actio partium limitata sit, contentiones non occursu judicis, sed satietate altercantium metas compresserint, saepius requiratur, et crebra interrogatione judicis frequentetur, num quid novi resideat, quod annecti allegationibus in judiciaria contentione conveniat; cum ad alterutrum hoc proficiat, sive definienda sit causa per judicem, sive ad nostram scientiam referenda. Nec ad nos mittatur aliquid, quod plena instructione indigeat. — Justinien, Nov. 115, ch. 2 (542).

4. La preuve. Règlement par les empereurs chrétiens.

Tit. C. Th. XI, 39 *De fide testium et instrumentorum.* — Tit. D. XXII, 3; C. IV, 13 *De probationibus.*

Témoins. Catégories, exclusions.

Tit. C. Th. *cit.* — Tit. D. XXII, 5, C. IV, 20 *De testibus.* Nov. 90.

Constantin, L. 9 h. t. (334) : Jurisjurandi religione testes, priusquam perhibeant testimonium, jamdudum arctari praecepimus, et ut honestioribus potius fides testibus habeatur. § 1. Simili modo sanximus, ut unius testimonium nemo judicum in quacumque causa facile patiatur admitti. Et nunc manifeste sancimus, ut unius omnino testis responsio non audiatur, etiam si praeclarae curiae honore praefulgeat. — L. 18-20 C. *h. t.* — Symmaque (*Ép.* X, 48) nous a conservé le récit d'un interrogatoire de témoins.

Bethmann Hollweg, III, *App.* 2.

Titres, *instrumenta.* Espèces. *Acta, gesta. Instrumenta publica, publice confecta. Chirographa, cautiones domesticae, idiochira.* Règles.

Tit. C. Th. *cit.* Tit. D. XXII, 4; C. IV, 21 *De fide instrumentorum.* Nov. 73.

Constantin, L. 15 C. *h. t.* (317) : In exercendis litibus eandem vim obtinent tam fides instrumentorum, quam depositiones testium. — Justinien, L. 18 C. *De testibus* (528) : Testium facilitatem, per quos multa veritati contraria perpetuantur, prout possibile est, resecantes omnibus praedicimus, qui in scriptis a se debita retulerint, quod non facile audiantur, si dicant omnis debiti vel partis solutionem sine scriptis se fecisse, velintque viles et forsitan redemptos testes super hujusmodi solutione producere, nisi quinque testes idonei et summae atque integrae opinionis praesto fuerint solutioni celebratae, hique cum sacramenti religione deposuerint, sub praesentia sua debitum esse solutum... — Honorius et Théodose, L. 6 C. *De re judicata* VII, 52 (414) : Gesta, quae sunt translata in publica monumenta, habere volumus perpetuam firmitatem. Neque

enim morte cognitoris perire debet publica fides. — L. 20 C. *h. t.*

Bethmann Hollweg, § 155, II.

Serment.

Tit. D. XII, 2 *De jurejurando*; C. IV, 1 *De rebus creditis et jurejurando.*

5. La sentence. — Sentences interlocutoires et sentence définitive. Effets de la sentence (novation).

Tit. C. Th. IV, 16 *De re judicata.* 17-19. Tit. D. XLII, 1 *De re judicata et de effectu sententiarum et interlocutionibus*; C. VII, 45 *De sententiis et interlocutionibus omnium judicum.* 43 *Quomodo et quando judex sententiam proferre debeat praesentibus partibus vel una parte absente.* 44 *De sententiis ex periculo recitandis.* — *Supra* §§ 83, 145. — Paul, L. 47 pr. *h. t.* : De unoquoque negotio praesentibus omnibus, quos causa contingit, judicari oportet : aliter enim judicatum tantum inter praesentes tenet. L. 60 *eod.* — Alexandre, L. 3 C. *h. t.* (223) : Praeses provinciae non ignorat, definitivam sententiam, quae condemnationem vel absolutionem non continet, pro justa non haberi. — § 32 J. *De actionibus* IV, 6 : Curare autem debet judex, ut omnimodo, quantum possibile ei sit, certae pecuniae vel rei sententiam ferat, etiam si de incerta quantitate apud eum actum est. — Tit C. VII, 46 *De sententia, quae sine certa quantitate profertur.* 47 *De sententiis, quae pro eo, quod interest, proferuntur.* — Celse, L. 13 § 1 *h. t.* : Si quis promiserit prohibere se, ut aliquid damnum stipulator patiatur, et faciat ne quod ex ea re damnum ita habeatur, facit quod promisit : si minus, quia non facit quod promisit, in pecuniam numeratam condemnatur, sicut evenit in omnibus faciendi obligationibus. — Ulpien, L. 68 *De R. V.* VI, 1 : Qui restituere jussus judici non paret contendens non posse restituere, si quidem habeat rem, manu militari officio judicis ab eo possessio transfertur et fructuum dumtaxat omnisque causae nomine condemnatio fit. Si vero non potest restituere, si

quidem dolo fecit quominus possit, is, quantum adversarius in litem sine ulla taxatione in infinitum juraverit, damnandus est. Si vero nec potest restituere nec dolo fecit quominus possit, non pluris quam quanti res est, id est quanti adversarii interfuit, condemnandus est. Haec sententia generalis est et ad omnia sive interdicta, sive actiones in rem sive in personam sunt, ex quibus arbitratu judicis quid restituitur, locum habet. V. *supra* § 144 et § 155. — Justinien, L. 3 pr. C. *De usuris rei judicatae* VII, 54 (531) :. Si enim novatur judicati actione prior contractus, necesse est, usurarum quidem, quae anterioris contractus sunt, cursum post sententiam inhiberi.

6. Procédure en cas de contumace. *Supra* §§ 81, 83, 145, 3.

Bethmann Hollweg, § 157.

7. Exécution. Concours.

L. 10 C. *De bonis auctoritate judicis possidendis* VII, 72. Tit. C. VII, 71 *Qui bonis cedere possunt*. 73-75. D. XLII, 3 *De cessione bonorum*. 4-8.

Bethmann Hollweg, §§ 158, 159.

8. Durée des procès.

Justinien. L. 13 C. *De judiciis* III, 1. — § 1 : Censemus itaque, omnes lites super pecuniis quantaecumque quantitatis, sive super conditionibus, sive super jure civitatum seu private fuerint illatae, sive super possessione, vel dominio, vel hypotheca, seu super servitutibus, vel pro aliis quibusdam causis..., exceptis tantummodo causis, quae ad jus fiscale pertinent, vel quae ad publicas respiciunt functiones, non ultra triennii metas post litem contestatam esse protrahendas.

9. Restitution en entier. *Supra* § 91.

Tit. C. Theod. *De I. I. R.* II, 16. — Justinien, L. 1 C. *Si adversus venditorem* II, 28.

10. Prescription des actions. *Supra* § 154.

Théodose L. 3 C. *De praescriptione XXX vel XL annorum* VII, 39 : Sicut in rem speciales, ita de universitate ac personales actiones ultra triginta annorum spatium minime protendantur... § 2. Hae autem actiones annis triginta continuis extinguantur, quae perpetuae videbantur, non illae quae antiquis temporibus limitantur. (424.) — Anastase, L. 6 *eod.*— Novelle 111. Nov. 131, ch. 6 : Praecipimus autem, ut pro temporalibus praescriptionibus decem aut viginti aut triginta annorum sola quadraginta annorum praescriptio sanctissimis ecclesiis ceterisque omnibus venerabilibus locis opponatur. Atque id ipsum observetur etiam in exactione legatorum et hereditatum ad pias causas relictarum.

Demelius, *Untersuchungen aus dem Roem. Civilrecht*, I. Weimar, 1856. — Kuntze, 986.

LIVRE QUATRIÈME.

DOCUMENTS ET MONUMENTS DU DROIT SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS.

§ 205. — *En général.*

Les documents législatifs antérieurs à Justinien et ceux de la législation justinianéenne sont énumérés et décrits au Livre II, les rares monuments littéraires au Livre III, § 201.

Plusieurs écrits non juridiques sont cités au § 2.

Un jurisconsulte byzantin a fait un extrait de Probus (p. 87). Ce travail, conservé dans un manuscrit de l'abbaye d'Einsiedlen, a été publié par M. Mommsen (*Notarum laterculi*, au tome IV des *Grammairiens latins*

de Keil) et, après lui, par M. Huschke, *Jurisprudentia antejustinian* p. 129-143.

Il ne reste à mentionner ici qu'un petit nombre de constitutions et les *negotia*.

§ 206. — *Constitutions impériales.*

1. Édit de Constantin *de accusationibus*.

Publié d'abord par Muratori, *Thesaurus inscriptionum* II, d'après quatre copies d'une inscription, conservées à la bibliothèque ambroisienne. Commenté par Klenze, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft* IX. — Haenel.

2. Édit de Julien sur les juges pédanés (§ 146), conservé par une inscription à Amorgo.

Philippi dans le *Bulletino dell Istituto*, 1852.

3. Édit d'Honorius et Théodose II concernant le *conventus* d'Arles, *de consiliis Arelatensibus*, 418.

Dans un recueil ecclésiastique, la *collectio Arelatensis*. — Wenck, *Codicis Theodosiani libri V priores*. App. III.

4. Dix-huit (21) constitutions de Constantin, Valentinien, Théodose, Arcadius, Honorius, qui faisaient partie d'un recueil gaulois (581-720?), ont été publiées en 1631 par Jacques Sirmond (1559-1651). On les appelle *Constitutions de Sirmond*.

Sirmond, *Appendix Codicis Theodosiani novis constitutionibus cumulatior*. Paris, 1631. — Haenel, dans le *Corpus juris* de Bonn II (1844). — Haenel, *De constitutionibus, quas Jacobus Sirmondus... edidit*. 1840. — Maassen, *Geschichte der Quellen des canon. Rechts*, t. I.

§ 207. — Negotia.

Rudorff, § 87.

De nombreux actes de vente, de tradition, de donation du cinquième, sixième, septième siècle, sont con-

servés sur papyrus, soit séparément, soit dans les procès-verbaux des curies auprès desquelles ils ont été enregistrés, notamment de la curie de Ravenne. On a encore plusieurs testaments, des protocoles d'ouverture de testament, ainsi les *gesta de aperiundo testamento* de 474 sur un papyrus ravennate du sixième siècle (à Paris), et une quittance sur payement d'une part héréditaire (*Instrumentum plenariae securitatis* 565).

Tous ces documents se trouvent dans Spangenberg, les *Gesta* aussi dans Bruns (p. 208-210) et dans Giraud.

